



L'incivilité, la révolte et le crime. Violences juvéniles dans la société de risque

Angelina Peralva

► To cite this version:

Angelina Peralva. L'incivilité, la révolte et le crime. Violences juvéniles dans la société de risque. 1998, 432 p. halshs-00484218

HAL Id: halshs-00484218

<https://shs.hal.science/halshs-00484218>

Submitted on 18 May 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Angelina Peralva

L'INCIVILITE, LA REVOLTE ET LE CRIME
Violences juvéniles dans la société de risque

[Soutenue le 13.01.1998 à l'EHESS]

Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Table des matières

AVANT PROPOS	5
DE L'ORDRE AU RISQUE	9
1 - LE CONFLIT POSTINDUSTRIEL.....	10
2 - FIN DE L'ORDRE DES AGES	15
<i>Âges de la vie et ordre moderne.....</i>	<i>18</i>
<i>Dés-ordre dans la représentation sociale du cycle de la vie</i>	<i>22</i>
<i>Mutation biologique du cycle de la vie : le jeune, modèle culturel.....</i>	<i>24</i>
3 - DE L'ORDRE AU DES-ORDRE	25
4 - DU DES-ORDRE AU RISQUE.....	33
<i>Gestion systémico/étatique du risque et performance individuelle.....</i>	<i>34</i>
<i>Les réponses violentes au risque.....</i>	<i>35</i>
5 - L'INCIVILITE, LA REVOLTE ET LE CRIME.....	45
<i>L'incivilité</i>	<i>45</i>
<i>La révolte</i>	<i>47</i>
<i>Le crime</i>	<i>48</i>
<i>Choix individuels et expérience collective</i>	<i>50</i>
6 - SOCIETES HISTORIQUES ET SOCIETE POSTINDUSTRIELLE DE RISQUE	51
L'INCIVILITE	68
1 - DES-ORDRE A L'ECOLE.....	69
<i>Les termes d'un débat.....</i>	<i>70</i>
<i>L'expérience de l'incivilité.....</i>	<i>75</i>
2 - L'EPUISEMENT D'UN MODELE D'ORDRE	80
<i>Les régulations interactives</i>	<i>82</i>
<i>Les stratégies de gestion de la violence</i>	<i>86</i>
<i>Conscience fonctionnelle de l'espace et risque de débordements violents.....</i>	<i>97</i>
<i>Vécu subjectif de la violence et risque de mort.....</i>	<i>100</i>
3 - L'ELEVE ET LE RISQUE.....	105
<i>La violence est partout.....</i>	<i>106</i>
<i>Sentiments face à la violence et engagement dans la violence</i>	<i>115</i>
4 - L'ELEVE ET LE JUGEMENT SCOLAIRE	122
<i>Les attributs des bons profs.....</i>	<i>122</i>
<i>Les attributs des mauvais profs.....</i>	<i>125</i>
<i>Enjeu et formes d'un conflit</i>	<i>126</i>
5 - CATEGORIES DE LA PRATIQUE, ET EXPERIENCES QUI SOUS-TENDENT DES PASSAGES A L'ACTE VIOLENTS	132
<i>La rigolade.....</i>	<i>132</i>
<i>La honte</i>	<i>133</i>
<i>S'énervier, ne pas se laisser faire, se la raconter.....</i>	<i>134</i>
<i>Le racisme ordinaire.....</i>	<i>135</i>
<i>Continuités et discontinuités dans l'expérience d'élèves réputés violents et non violents.....</i>	<i>137</i>
<i>Rapport comparé aux profs et aux parents</i>	<i>139</i>
6 - RETOUR SUR LE DES-ORDRE	143
LA REVOLTE.....	146

1 - DESORDRE DANS LA CITE.....	147
<i>Leçons du passé</i>	147
<i>Nature sociale de l'émeute</i>	161
2 - LES EMEUTES DE LA MORT.....	171
<i>Dynamique du désordre émeutier.....</i>	175
<i>Etude d'un cas.....</i>	181
3 - LE DEDANS ET LE DEHORS.....	186
<i>Le rapport à la famille</i>	189
<i>Le rapport à l'école.....</i>	190
<i>Le rapport au travail et à l' argent.....</i>	192
<i>La territorialisation de l'expérience.....</i>	193
<i>Le monde extérieur, dérégulé et violent.....</i>	198
4 - REVOLTE ET ACTION COLLECTIVE	204
<i>L'exigence du deuil</i>	207
<i>L'acteur.....</i>	209
<i>L'adversaire</i>	211
<i>L'espace public.....</i>	213
<i>Vers une action revendicative organisée</i>	215
<i>L'action échouée</i>	217
<i>La galère dans le coeur.....</i>	224
5 - LES CASSEURS	229
<i>Qui sont-ils ?.....</i>	231
<i>Un rapprochement entre les casseurs politiques et les jeunes banlieusards est-il possible ?.....</i>	232
6 - DEUX JEUNES	234
<i>Rachid, l'émeutier</i>	234
<i>Didier, le casseur.....</i>	242
7 - LA POLITIQUE EN PANNE	257
LE CRIME	263
1 - LE DES-ORDRE DEMOCRATIQUE.....	264
<i>La transition politique.....</i>	264
<i>Un nouvel espace et de nouvelles configurations de la violence</i>	266
<i>Modernisation socioculturelle : société de masse et violence.....</i>	269
<i>Le déclin de la politique et l'accroissement de la criminalité</i>	270
2 - LA FAVELA ET LA VILLE.....	272
<i>Du meublé au bidonville</i>	272
<i>L'expansion des favelas.....</i>	274
<i>Regards de la ville sur ses favelas</i>	276
<i>La favela Santa Marta et le quartier de Botafogo</i>	278
<i>Dona Marta devient Santa Marta</i>	281
<i>Les favelados et la politique.....</i>	291
<i>Vie associative et urbanisation</i>	299
3 - LA FAVELA ET LE CRIME	305
<i>La percée politique du narcotrafic.....</i>	306
<i>Le conflit d'août 1987</i>	309
<i>Issue du conflit de 1987 : la victoire différée du Commandement rouge.....</i>	310
<i>L'emprise du Commandement rouge sur la favela Santa Marta.....</i>	312
<i>Mario</i>	320
4 - JEUNE FAVELADO DANS LA SOCIETE DE MASSE	328
<i>Etre un jeune favelado aujourd'hui.....</i>	329

5 - PARTICIPATION ET VIOLENCE	342
<i>Quitter la favela ou rester?</i>	342
<i>Egaux et différents</i>	344
<i>Effets de la présence du narcotrafic</i>	350
6 - LE CRIME ET LE RISQUE	356
<i>Luano</i>	357
<i>Lucio</i>	358
<i>Mario</i>	361
<i>Le crime et le risque</i>	376
NOTE DE METHODE	379
BIBLIOGRAPHIE	387
DOSSIER DE PRESSE : JOURNAUX FRANÇAIS	408
DOSSIER DE PRESSE : JOURNAUX BRESILIENS	426

AVANT PROPOS

Définition du désirable dans la vie moderne, les jeunes sont par paradoxe également devenus, dans notre société, l'incarnation de la violence et la figure du mal - c'est-à-dire du *nonsense*. Cette étude est née de la volonté de comprendre, de retrouver le sens caché derrière la violence, à partir du présupposé banal qu'il y a du sens dans toute conduite humaine. Mais il y a là-dedans aussi un refus fondamental : celui d'expliquer des conduites, en les associant à des situations. Dire qu'un enfant d'immigré en France, ou un jeune *favelado* au Brésil sont violents, *parce qu'ils* sont pauvres ou "exclus" n'est pas vraiment très éclairant, mais ça se fait tous les jours.

Il n'y a qu'une manière de comprendre : c'est en dévoilant les logiques à l'oeuvre dans les choix de ceux qui agissent. L'action suppose toujours pour l'acteur une *interprétation* des problèmes qui se posent à lui, et de l'éventail des possibilités qui s'offrent à lui pour les résoudre. Prendre en compte cette interprétation est fondamental, non seulement pour éclairer des choix individuels particuliers, mais aussi les conditions de fonctionnement les plus générales d'une société. Cela seul nous permet d'éclater une représentation unifiée de la vie sociale, en réintroduisant dans nos débats la figuration d'un conflit.

C'est long de comprendre - ou, en tout cas, cela a été long pour moi. Ce travail est une réflexion sur la violence juvénile dans la société de risque, développée à partir de trois études de cas. Deux d'entre elles ont été réalisées en France, en banlieue parisienne : leur objet était la violence au collège, et une émeute urbaine ; la troisième a été réalisée au Brésil, dans une *favela* de la zone sud de Rio de Janeiro : elle visait l'engagement dans le narcotrafic, un phénomène qui s'est considérablement juvénisé depuis une dizaine d'années. Ensemble, ces trois études de cas sous-tendent une réflexion générale sur la société actuelle, définie comme une société postindustrielle de risque. L'importance objective du risque dans l'expérience contemporaine s'inscrit directement dans la manière par laquelle les jeunes regardent le monde, et par laquelle ils construisent leur rapport au monde.

Chaque étude de cas nous a aidés à percevoir un type particulier de problème, propre de la vie sociale contemporaine. La violence à l'école, tout en prenant dans l'expérience française *la forme* de l'incivilité, met en jeu un conflit social fondamental dont elle constitue une figure historique ; mais, pour des raisons historiques aussi, seule la recherche et la réflexion théorique sont aujourd'hui capables de dégager ce conflit de la gangue qui l'entoure.

L'émeute, tout en prenant *la forme* de la révolte, est surtout révélatrice de la crise politique à laquelle en partie la société française fait face. Il existe dans le monde des banlieues un déficit d'acteurs, alors que des problèmes nouveaux émergent et que la politique traditionnelle n'est pas capable de les prendre en charge. Ce décalage, caractéristique d'un moment où des problèmes nouveaux n'arrivent plus à s'exprimer dans des catégories anciennes, explique probablement le désir, chez les jeunes, qu'Anne Muxel a constaté en France, mais qu'Ann Mische a également suggéré pour le cas du Brésil, d'une politique "sans étiquette". Comment reconstruire un espace politique où ces nouveaux problèmes soient réellement pris en compte, et qui soit en même temps favorable à l'émergence de nouveaux acteurs - voilà des questions inséparables d'une réflexion sur les possibilités de sortie de la violence.

L'expérience de la *favela*, tout en prenant la forme d'un engagement des jeunes dans le crime, nous a permis de mettre en évidence les défaillances intolérables de l'Etat brésilien, du point de vue de sa capacité à assurer l'ordre public. Elle révèle la responsabilité directe, active et passive, de l'Etat dans le développement du crime. Elle montre que pour le jeune *favelado* le crime n'est pas réellement un choix, mais un environnement, qui détermine très fortement les choix auxquels il peut être amené à procéder.

Ces trois cas de violence juvénile sont très différents, non seulement du point de vue des formes particulières qu'ils prennent, mais aussi parce qu'ils s'inscrivent dans des situations historiques distinctes. Aussi les problèmes généraux auxquels ils renvoient ne sont pas tout à fait les mêmes. Très schématiquement, on peut dire que l'expérience des jeunes français issus de l'immigration se définit en partie en termes d'*exclusion* - c'est-à-dire, elle est liée à l'incapacité dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Etat français de conduire efficacement le pays vers une sortie de la société salariale classique ; l'expérience des jeunes *favelados* brésiliens se définit beaucoup plus directement en termes de *participation*, car, grâce à la faiblesse de l'Etat, la rupture avec le passé se fait au Brésil plus aisément. Mais, dans les deux cas, l'accroissement de la participation - à la consommation ou à la culture - constitue, d'un point de vue analytique, la donne la plus significative des démocraties postindustrielles, et l'élément à partir duquel il faut penser les problèmes du pouvoir, et des rapports de pouvoir dans le monde actuel. En ce sens, la réflexion en parallèle sur ces deux situations si distinctes constitue un atout important de l'analyse. Et par ailleurs, malgré de si grandes différences, on retrouve dans chaque cas particulier les éléments d'un même conflit social.

Yvonne Pozo-Medina a assuré la maîtrise d'oeuvre des deux études de cas développées en France, depuis le début jusqu'à la fin. Nous avons compté aussi avec la participation de Paola Rebughini, à qui tout un volet de la première partie de l'enquête sur l'émeute a été confié ; de Bénédicte Havard-Duclos et Nicolas Hourcade, qui ont joué un rôle crucial, en fin de parcours. Annick Delorme et Claire Shifft ont participé aussi à différents moments de ce travail.

Au Brésil, Patricia Junqueira Grandino et Waldir Arnaldo Martins ont réalisé les entretiens d'une enquête sur les "surfeurs du rail" qui, si elle n'est pas directement analysée ici, a constitué le point de départ d'une réflexion sur le thème du risque et des conduites de risque dans la société actuelle. Dans la *favela* de Santa Marta, à Rio de Janeiro, j'ai directement travaillé pendant deux ans avec Itamar Silva, *favelado* et diplômé de journalisme, et avec Cleide Silva, *favelada* et psychologue. Lucimar Albuquerque nous a prêté main forte en fin de parcours.

Lidia Meschy a assuré la mise en forme et l'édition non seulement de ce texte, mais aussi des autres qui l'ont précédé. Mireille Coustance s'est occupé du suivi financier des divers projets. Nous avons bénéficié pendant toutes ces années du soutien financier du CNPq brésilien, et de financements de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure français, et DRET/DAS. La Faculté d'Education de l'Université de São Paulo s'est généreusement accommodée de mes absences trop fréquentes. Ce travail a été réalisé au

sein du CADIS, et il est redevable des débats intellectuels qui s'y réalisent, même s'il n'engage, bien entendu, que ma seule responsabilité.

Je voudrais remercier non seulement ceux qui ont travaillé avec moi, et ceux qui de diverses manières ont rendu cette recherche possible, mais aussi, tout d'abord : Alain Touraine, pour sa confiance ; Michel Wieviorka, qui m'a ouvert les voies de la recherche en France, avec qui j'ai eu le privilège de partager des moments importants de ma vie professionnelle et qui, en tant que directeur du CADIS, a assuré pendant ces années les meilleures conditions possibles à l'exercice de mon activité ; et François Dubet, qui a pesé dans mes choix méthodologiques plus peut-être qu'il ne l'imagine.

Merci aussi pour des raisons très variées, qu'il ne me sera pas possible de détailler - en France : à Olivier Cousin, Danilo Martuccelli, Jacqueline Longeras, Bernard Charlot, Jean-Paul Grémy, Jean-Claude Monet, Ana das Chagas, Grichka Winterfeld, Christian Sueur, Marc Valleur et tous les membres du GRECO, Catherine Barbelane, Nelly Ben Sliman, Madame Moncada, Monsieur Torres, Kristin Couper et Jean-Paul Brodeur ; au Brésil : à Helena Chamlian, Marilia Sposito, Pedro Jacobi, Sergio Adorno, Alvaro Teixeira, André Teixeira, Nadia Teixeira, Ediógenes Aragão, Sandra Macedo, Lucia das Chagas e Silva, Helena Distelfeld et Atilio Machado Peppe.

São Paulo, octobre 1997

DE L'ORDRE AU RISQUE

1 - LE CONFLIT POSTINDUSTRIEL

Lorsque la sortie de la société industrielle s'est en définitive avérée une évidence historique, longtemps après les premiers débats dans cette direction, la fragmentation de la scène sociale est, elle aussi, apparue comme inéluctable - ce qui a été souvent accepté comme la nouvelle donne de l'expérience contemporaine. On peut faire aussi l'hypothèse - et ce sera notre point de départ - que cette fragmentation doit beaucoup à notre propre incapacité à penser le conflit social dans ses nouveaux termes. Il est vrai que l'action collective se présente la plupart du temps sous la forme de luttes isolées, jamais sous la forme unifiée d'un mouvement social ; ou encore, le conflit ne se donne à voir que sous le mode inversé de la rupture et de la violence. Mais pour penser la rupture et la violence en des termes proprement sociologiques, comme des rapports sociaux, une figuration du conflit contemporain, tenant compte des éléments qui le structurent, est indispensable. La résurgence un peu partout de nouvelles luttes collectives, autant que les évolutions du débat intellectuel lui-même, rendent cette tâche, progressivement, plus aisée. Or, il y a peut-être dans la notion de *société de risque*, telle qu'elle a été formulée par Ulrich Beck (1994) (malgré nombre d'objections que cette notion peut soulever), des éléments à même de nous aider dans la figuration des termes du conflit postindustriel. Il faut par conséquent s'y arrêter.

Beck propose l'idée d'une rupture interne à la modernité, laquelle serait en train de se libérer des contours de la société industrielle classique et de forger une nouvelle forme - la 'société de risque' (industrielle). La modernisation à l'intérieur des limites de la société industrielle est remplacée, dit-il, par une modernisation *des principes* de la société industrielle. Cela ferait de nous les témoins non pas de la fin, mais des débuts de la modernité, quoique d'une modernité qui se placerait en dehors de son dessin industriel classique. C'est donc parmi les adversaires des thèses de la post-modernité qu'il prend position sur le sens général de la mutation que nous vivons. Mais ce qui définit surtout l'intérêt de son analyse, qui s'inscrit en même temps dans une sensibilité environnementaliste, c'est sa perception aiguë de la dynamique actuelle du développement, en tant que porteuse de risques - et c'est ce thème qu'il intéresse ici d'examiner.

Sa première thèse est que "le gain de pouvoir en matière de 'progrès' technico-économique est (aujourd'hui) de plus en plus éclipsé par la production des risques." Le risque apparaît, à une extension inédite, comme l'effet indésirable et non contrôlé du développement scientifique, il devient aussi, par les conséquences qu'il entraîne, général, supranational et indépendant des variables de classe. Le passage d'une expérience du risque individuel, qui a toujours existé au long de l'histoire, à l'expérience d'un risque collectif et global comme le risque atomique, placerait le problème du risque en des termes complètement nouveaux. Les effets négatifs du progrès technologique seraient aujourd'hui à un tel point incalculables que leur évaluation, dans les termes où elle a été établie par la science et par les institutions légales, s'effondre complètement. Ce dynamisme particulier de la nouvelle société industrielle émergente place la peur au cœur de l'expérience contemporaine ; mais suscite également des mouvements collectifs de résistance critique, qui s'orientent dans le sens de la limitation de tels effets négatifs, à travers une demande de resocialisation des logiques du développement scientifique et technologique.

La deuxième thèse de Beck concerne les effets dérivés de nouveaux processus d'individualisation, qui modifient l'état des relations sociales. Ce gain en matière

d'individualisation est lié à l'affranchissement des formes sociales de la société industrielle - classe, stratification, statuts sexuels de l'homme et de la femme ; mais aussi au fait que les individus semblent réellement disposer, dans leur vie quotidienne, d'une marge accrue de décision. "Des biographies de classe, qui étaient d'une certaine manière imputées (*ascribed*), se transforment en biographies réflexives, qui dépendent de décisions de l'acteur." L'éducation induit une définition davantage individualisée des trajectoires professionnelles. La mobilité spatiale devenant un élément dynamique caractéristique du marché de travail, on observe une plus grande indépendance des individus par rapport à leurs liens sociaux, autant ceux dont ils héritent que ceux nouvellement formés (famille, voisinage, amitiés, associations diverses). En ce sens les relations sociales sont constamment choisies, établies, maintenues et renouvelées. Elles dépendent moins qu'avant d'une proximité physique et se forment sur la base d'intérêts, d'ambitions et d'engagements de personnes qui se regardent elles-mêmes en tant qu'organisatrices de leurs propres cercles de contacts et de relations. Si l'éventail des choix individuels s'accroît, les inégalités sociales ne disparaissent pas pour autant, et tous les individus ne disposent pas des mêmes ressources pour construire leur propre biographie. En revanche, tous sont en principe culturellement concernés par la nécessité et l'urgence de le faire, par cette responsabilité à l'égard d'eux-mêmes qui est celle de produire le sens de leur propre existence, dans un temps dont la finitude n'échappe à personne, le temps de la vie de chacun, jalonné par sa naissance et sa mort.

Les deux thèses qu'on vient d'indiquer dessinent, je crois, l'enjeu du conflit socioculturel contemporain. Son architecture générale combine, comme dans le passé, une dimension défensive - résistance opposée à l'autonomisation des grands appareils scientifiques et technologiques et rappel de leur nature sociale ; et une dimension plus positive, fondée sur l'affirmation du droit des individus à construire une biographie personnelle et à disposer des ressources économiques et culturelles susceptibles de rendre une telle construction possible. Dès lors, le conflit se dessine sur le double front de l'autonomie (celle des grands appareils, autant que celle des individus), et des ressources assurant cette autonomie. Du côté de l'individu, les ressources dépendent dans une grande mesure des limites sociales imposées à la rationalisation économique et scientifique ; du côté des grands appareils, elles dépendent de l'emprise exercée par ces derniers sur des destinées individuelles, c'est dire de l'utilisation des individus eux-mêmes en tant que ressources à leur service.

Si ce conflit se place à l'intérieur de l'opposition générale entre une logique de rationalisation et une logique de subjectivation, qu'Alain Touraine (1992) a défini comme la caractéristique centrale de la modernité, il est vrai qu'il se distingue à plusieurs égards du conflit industriel classique.

Premièrement, dans la mesure où la société postindustrielle se définit davantage par la mobilisation de connaissances que du travail humain, s'affaiblit, voire disparaît toute relation *directe* d'interdépendance entre la production scientifique, technologique et économique et les acteurs sociaux - c'est dire qu'on assiste à la disparition de ce qui a constitué jadis le fondement même de l'ordre social industriel et des rapports des classes. Il n'y a plus d'emprise *directe* du développement sur les catégories dominées, ce qui est remarquablement illustré par les débats autour des thèmes du travail et du temps de travail. La rationalité propre à la société industrielle s'est d'abord exprimée dans l'extension de l'emprise des classes dirigeantes sur les catégories dominées, à travers l'imposition à ces

dernières d'un nombre non limité d'heures de travail, embrassant et dévorant hommes, femmes et enfants. La réglementation, puis la réduction progressive du temps de travail s'étant imposées à travers le conflit des classes, nous faisons face aujourd'hui aux effets d'une inversion radicale de cette logique. Roger Sue (1994 : 176) a montré la chute brutale de la part du temps de travail dans le temps de vie éveillée, qui serait passé de 70% en 1850 à 18% en 1980. Des pans entiers de la vie économique seraient aujourd'hui à même de continuer à dispenser du travail humain, si l'accroissement illimité de la productivité ne faisait pas peser sur nombre de sociétés la menace du chaos.

D'un autre côté, l'ancien ordre moral, qui asseyait sur des principes normatifs l'emprise dominante sur les comportements individuels, s'affaiblit, voire aussi disparaît, remplacé par une rationalité purement instrumentale, qui fait des individus des ressources, au service des grands appareils. Les classes supérieures ne défendent plus, comme dans le passé, un "ordre global", elles ne s'appuient plus "sur des barrières institutionnelles et organisationnelles qu'elles ont elles-mêmes dressées" (Touraine, 1973 : 177). L'ordre semble leur être devenu inutile - situation nouvelle, qui bouleverse les données concernant l'historicité de l'individualisme moderne, qui s'est développé en relation dialectique avec une image de l'ordre, comme l'ont montré par exemple Louis Dumont, dans ses essais sur l'individualisme (1983) ou Alain Touraine, dans sa critique de la modernité (1992). Et s'il s'agissait dans le passé, pour la classe populaire, de contester cet ordre dominant, là aussi aujourd'hui les logiques s'inversent et le problème de repenser une image de la société fondée sur une nouvelle combinaison possible entre ordre et mouvement se pose directement aux acteurs populaires.

Il s'agit pour eux - ce qui est un problème éminemment politique - de résister aux effets destructeurs d'une autonomisation illimitée de la rationalité scientifique et technologique, en prenant à leur charge la défense non seulement de l'écosystème et des générations à venir, mais aussi de ceux que la rationalisation économique a transformés en des laissés pour compte ; de le faire, à travers des choix politiques susceptibles d'assurer à chacun les moyens de construire un parcours propre, en se construisant en tant qu'individus - ce qui définit la double nature du conflit, vu du côté des mouvements populaires. D'abord, en affirmant la nature sociale du développement, ils parlent, au sens large, au nom de la survie collective ; de l'autre, en défendant le droit de chacun à être un individu (capable de choix), même dans les situations les plus difficiles, ils redéfinissent la signification générale que peut avoir aujourd'hui le mot de *société* : non plus l'ensemble des mécanismes qui de diverses manières sous-tendaient *l'identification de l'individu à la collectivité*, mais ceux, au contraire, dorénavant appelés à sous-tendre *l'identification de la collectivité à l'individu*.¹ Ce principe est le seul susceptible de prendre en compte les transformations de

¹ Pour rendre le raisonnement plus précis, il n'est pas inutile d'évoquer deux mouvements qui s'inscrivent dans le droit fil de cette perspective. Au Brésil, le Mouvement National des Enfants et des Filles des Rues (MNMMR), un mouvement d'éducateurs de rue militants qui s'est formé pendant les années 1980, a repensé le statut de l'enfant non seulement en tant que sujet *de droits*, mais surtout *de choix individuels*. Il a par là complètement renouvelé les conceptions de prise en charge de l'enfance abandonnée dans le pays, en inscrivant ces changements dans le nouveau texte constitutionnel de 1988 d'abord, puis dans la nouvelle loi d'orientation sur l'enfance (*Estatuto da Criança e do Adolescente* : Loi n° 8069, du 13-07-1990). En France, le DAL pose le problème du droit au logement comme un droit individuel fondamental, par conséquent indépendant des ressources dont chaque individu dispose pour y accéder. Il est vrai que ce même problème avait déjà été posé à la sortie de la guerre, à travers les combats dont l'Abbé Pierre a été la figure majeure, et dont Christian Bachmann et Nicole Le Guennec (1996) nous ont récemment restitué l'histoire. Mais les termes aujourd'hui n'en sont pas les mêmes. Les luttes conduites par l'Abbé Pierre se sont

l'équilibre nous-je, dont nous parle Elias (1993), en refondant par là une nouvelle société des individus. S'il est vrai que, depuis les débuts de l'ère moderne, les transformations de cet équilibre le font pencher de plus en plus vers le "je", au détriment du "nous", ces transformations semblent prendre aujourd'hui des formes inédites, dont il faut tenir compte.²

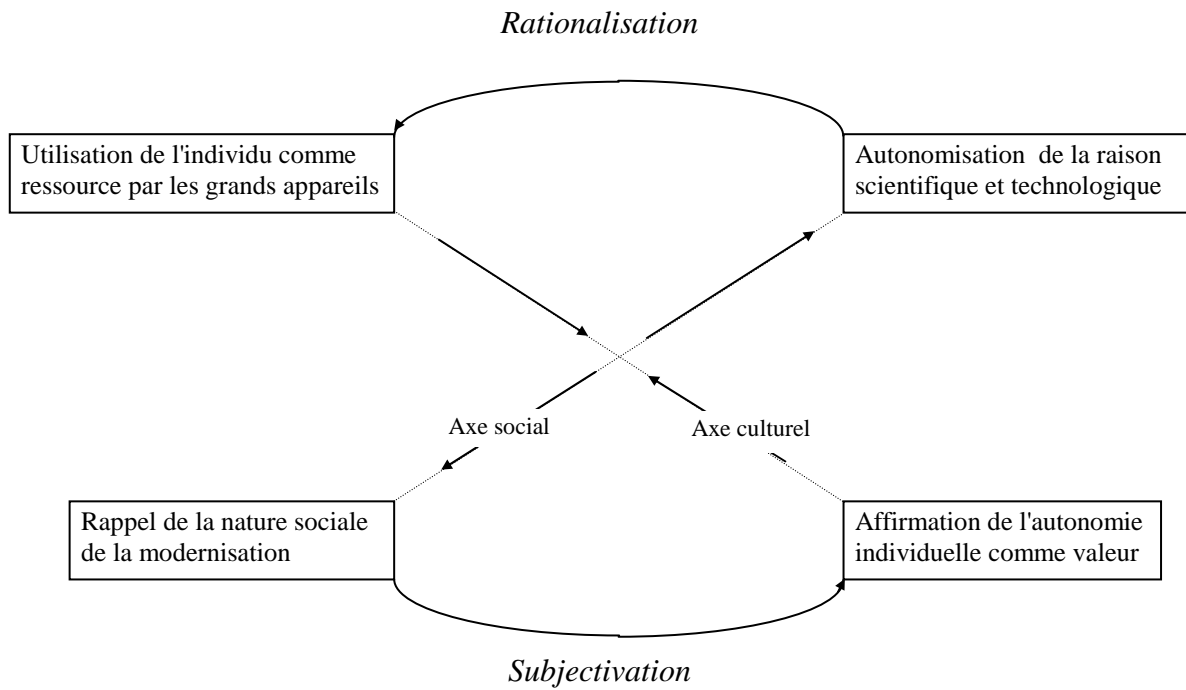


Figure 1 - Figuration du conflit postindustriel

Ceci peut être illustré par un thème qui ne sera maintenant que brièvement évoqué : celui de l'identité, qui nourrit transversalement l'ensemble des débats sur la société contemporaine. Dans la vague des processus d'individualisation actuelle, des caractéristiques héritées (*ascribed characteristics*), constate par exemple Beck, sont la source de conflits permanents - des conflits plus que jamais liés à des discriminations. Race, couleur de la peau, genre, ethnicité, âge, homosexualité, handicaps physiques, "ces inégalités sociales presque naturelles sous-tendent le développement d'effets organisateurs spécifiques". Or, pourquoi mobilise-t-on si souvent ces caractéristiques héritées en tant qu'enjeux de conflits sociaux ? Tout laisse penser que c'est moins pour construire une expérience collective ou des communautés imaginées, à la manière de Benedict Anderson

développées dans le cadre d'une société où les logements manquaient. Celles que mène le DAL ont lieu dans une société où les logements existent, mais où le salariat a pour une partie cessé d'être une médiation efficace entre des besoins, et les biens susceptibles de les satisfaire. Poser le problème du logement comme un droit individuel fondamental introduit une rupture entre besoins et salaires, et suggère la nécessité d'une redéfinition des voies socialement légitimes de satisfaction de certains besoins.

² S'il est nécessaire d'être prudent dans ce débat, en tenant compte des réserves de ceux qui insistent sur le fait que la sociologie n'a jamais été monolithique en ce qui concerne la prééminence du "nous" sur le "je", comme Mongardini (1995), qui oppose en la matière les approches de Simmel et d'Elias, à celle de Durkheim prolongée par Parsons, on peut toujours objecter que le noyau dur de la sociologie classique tendait vers cette prééminence de la société sur l'individu. Le grand renversement de cette optique est en train de se dérouler aujourd'hui devant nos yeux, et il apparaît étroitement lié à l'épuisement de la notion de socialisation - thème auquel je reviendrai plus loin.

(1991), que les "horizons de sens" dont parle Charles Taylor (1992), nécessaires à l'individu pour qu'il puisse réellement affirmer son caractère unique et sa propre authenticité.³ D'un certain point de vue, il s'agit d'identités *négatives*, au sens où elles prennent généralement comme référent une expérience collective affaiblie, même si elles sont positives pour l'individu, qui y puise les matériaux d'un bricolage identitaire (Gaspard et Khosrokhavar, 1995; Khosrokhavar, 1997a et b).

L'arrachement à la société industrielle s'est effectué par deux vagues libérales successives. La première (historiquement parlant) a visé l'affranchissement culturel de l'individu par rapport aux catégories normatives qui, à travers l'Etat et ses politiques, avaient structuré l'ordre industriel moderne. La société de consommation de l'après-guerre a apporté comme les ressources d'une plus grande liberté individuelle, elle a été la base de lancement à partir de laquelle beaucoup de mouvements culturels ont pris de l'élan, faisant apparaître comme désuet l'ordre normatif qui pesait sur la société. Il y a à ce moment-là comme un renversement spectaculaire du conformisme, que Riesman (1964) avait décelé comme un trait majeur de la société de consommation américaine de l'après-guerre. Peu à peu on a vu s'effondrer ces anciens modèles, orientés vers l'emprise directe sur les individus des codes normés, sur la distinction entre le normal et le pathologique, et sur une définition radicale des espaces institutionnels ayant en charge de réguler les comportements humains.

La seconde vague libérale a porté sur le droit des sociétés à la modernisation économique. Au nom des effets bénéfiques d'une telle modernisation - capacité accrue de production de richesses sociales, bienfaits pour la consommation - il a été accepté que le développement scientifique et technologique produise sur la sphère industrielle et les services, par l'accroissement de la productivité, des effets susceptibles d'induire une autonomisation croissante de l'économie par rapport au travail. Aussi ont été acceptés les effets négatifs de ces processus en termes de chômage et de rupture avec les mécanismes de protection sociale propres à l'ancien modèle industriel. Dit dans le vocabulaire marxiste, il s'est observé une libération des forces productives du développement scientifique et technologique, qui apparaissaient à un moment donné comme emprisonnées dans l'enveloppe des rapports de production de l'ordre industriel.

Pour un moment, ces deux vagues libérales se sont d'une certaine manière validées l'une l'autre, car l'une et l'autre participaient au même modèle d'affirmation centrale de l'autonomie - de la rationalisation économique, technologique et scientifique, autant que de l'individu - en tant que valeur. Alors que le changement était fortement plébiscité et que ses effets destructeurs étaient encore peu visibles, ou perçus comme transitoires, rien ni personne ne semblait sérieusement s'y opposer. Aujourd'hui, au contraire, une partie importante de la pensée sociale s'oriente vers une réflexion sur les effets négatifs de la rupture avec l'ordre industriel.

³ A ce propos, on peut évoquer justement l'homosexualité, qui rigoureusement parlant n'appartient pas au registre de l'*ascription*, vu qu'il s'écarte des identités sexuelles naturelles ou héritées. C'est par l'affirmation croissante d'une distance entre l'être humain et sa matrice naturelle et instinctive originelle, dit Morin (1970), que l'homme se construit au sens anthropologique à la fois en tant qu'individu et en tant que spécifiquement humain. L'affirmation homosexuelle peut être considérée comme une des formes contemporaines de l'individualisme et elle élargit l'éventail des significations de notre humanité.

La résurgence un peu partout de nouvelles luttes collectives impose néanmoins d'aller au-delà. Et c'est là que la notion de *risque*, introduite par Ulrich Beck, acquiert toute sa signification. La littérature et les débats actuels mettent en évidence quatre types de risques principaux. Le premier concerne *l'autonomisation croissante de la rationalisation scientifique et technologique*⁴. Le deuxième est qu'une telle autonomisation pourrait entraîner *l'impossibilité pour l'individu de disposer des ressources nécessaires à la construction de sa biographie personnelle*, ce qui renvoie non seulement au thème du chômage, mais également à celui des formes adéquates de "sortie" de la société salariale classique. (Dahrendorf, 1992 ; Bresson, 1994 ; Gorz, 1994 ; Castel, 1995). Le troisième risque concerne *l'autonomisation narcissique* de l'individu, marquée par la disparition de la collectivité comme catégorie de référence, par le débordement du privé sur le public - thème largement présent dans la littérature. Le quatrième enfin concerne la disparition de tout principe d'ordre, remplacé par *une représentation purement instrumentale des rapports humains*, risque qu'Alain Touraine (1997) vient une nouvelle fois de rappeler à travers sa relecture d'Hannah Arendt.

Ces menaces seront d'autant plus limitées que les logiques antagonistes de la rationalisation et de la subjectivation se donneront plus clairement à voir sous la forme de liens sociaux, entraînant des effets de limitation réciproque : limitation de l'autonomie des appareils par le rappel de leur caractère inextricablement social ; limitation de l'autonomie hédoniste des individus par le rappel des contraintes dans lesquelles la vie collective le place. Aussi, et par opposition à Beck, on peut dire que la nouvelle société industrielle émergente⁵ n'est pas par définition une société *de risque*. Le risque, expression de l'absence de mouvements sociaux suffisamment constitués sur la scène contemporaine, doit être défini au contraire comme ce qui aujourd'hui l'empêche d'être véritablement une société. S'il est néanmoins utile de s'arrêter sur cette notion, c'est qu'elle aide à comprendre les limites de notre vie collective actuelle, soulignant certains aspects du changement historique, autant de pathologies auxquelles il faudra porter remède. Elle aide en particulier à penser la violence contemporaine qui, sous l'emprise de la vague libérale, cesse d'être une violence de l'ordre pour devenir avant tout une violence du risque.

2 - FIN DE L'ORDRE DES AGES

Ce passage de l'ordre au risque est bien illustré par la redéfinition de la place du jeune dans la vie collective, et notamment son passage d'objet d'une action socialisatrice à modèle culturel.⁶ Cette place a été, jusqu'à très récemment, inséparable d'un long processus de cristallisation historique des âges de la vie. De ceux-ci nous savons que, s'ils sont ancrés dans le développement bio-psychique des individus, ils ne constituent pas un phénomène purement naturel, mais social et historique, par conséquent daté, et inséparable du lent processus de constitution de la modernité, du point de vue de ce qu'elle a impliqué en termes d'action volontaire sur les mœurs et les comportements, c'est-à-dire en ce qu'elle a eu d'intrinsèquement éducatif.

⁴ "Si l'on considère les pouvoirs que donnent les manipulations génétiques, comment ne pas imaginer la puissance qu'elles pourraient offrir à un nouveau totalitarisme." (Edgar Morin, interviewé par Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel, 1991.)

⁵ Beck refuse les qualificatifs en termes de 'post', et donc l'expression société "post-industrielle".

⁶ Une première version de ce texte a été présentée in Peralva (1997).

Le travail de Philippe Ariès (1960) a probablement constitué la référence la plus importante du point de vue de cette prise de conscience. En affirmant l'aspect tardif de l'émergence du sentiment d'enfance et sa nature éminemment moderne, il distingue aussi (Ariès, 1973, préface: 6) le type particulier de lien qui s'établit entre adultes et enfants dans les ères moderne et pré-moderne. "La transmission des valeurs et des savoirs, et plus généralement la socialisation de l'enfant, n'étaient (...) pas assurées par la famille, ni contrôlées par elle. L'enfant s'éloignait vite de ses parents, et on peut dire que, pendant des siècles, l'éducation a été assurée par *l'apprentissage* à cause de la coexistence de l'enfant ou du jeune homme et des adultes. Il apprenait les choses qu'il fallait savoir en aidant les adultes à les faire." La notion d'*apprentissage*, soulignée par Ariès dans le texte que je viens de citer, s'oppose à celle de socialisation, de même que la nature non spécifique de la relation entre adultes et enfants au Moyen Age (presque réduite à sa dimension biologique, fonction de la spécificité biologique de la fragilité infantine) s'oppose à l'aspect volontaire de l'action socialisatrice caractéristique de la modernité, laquelle a inspiré toute une série d'oeuvres capitales sur l'ordre moderne.

Peu importe que la conscience de la spécificité de l'enfance et de la jeunesse, en tant qu'objets d'une action éducative, fût déjà présente à d'autres époques. La perspective d'Ariès n'est pas évolutionniste et il reconnaît l'existence d'une représentation spécifique de la jeunesse, avant l'ère médiévale. Mais en opposant ces deux moments de l'histoire occidentale, du point de vue de la particularité de leurs attitudes à l'égard de l'enfance et de la jeunesse, il met aussi en évidence la particularité du lien social à travers lequel la jeunesse apparaît comme une configuration propre de l'expérience moderne.

Des textes fondamentaux de la pensée contemporaine, quelques uns antérieurs, d'autres postérieurs à Ariès, peuvent être relus à la lumière de cette perspective ouverte par lui. Dans son étude sur la civilisation des moeurs, publiée pour la première fois en 1939, Norbert Elias (1973: 78, 70) renvoie à une période située entre 1525 et 1550 l'apparition du terme "civilité" dans son acception moderne et il attribue sa diffusion à l'immense succès rencontré auprès du public par un petit traité, *De civilitate morum puerilium*, publié pour la première fois en 1530, dont l'auteur est Erasme de Rotterdam : traité qui, comme son nom l'indique, a pour objet l'éducation des jeunes. Nous savons combien, pour Elias, la civilisation des moeurs est un élément crucial constitutif d'un ordre moderne pacifié. Pour Foucault également, éducation et ordre sont des faces complémentaires du dispositif intrinsèque à la rationalité moderne. Les techniques disciplinaires, que l'école condense (1975), se situent au coeur des processus sociaux constitutifs d'un appareil de pouvoir renouvelé. Aussi la conscience de l'enfance et de la puberté sont inséparables de la conscience de la sexualité infantine et juvénile (des sexualités déviantes) et de la constitution d'un dispositif scientifique qui entend produire des effets d'ordonnement sur les moeurs et les comportements (1976).

Il intéresse peu de reproduire ici les différentes étapes de cette histoire (qui intègre le savoir contemporain sur l'ordre moderne). Mais il n'est pas inutile de rappeler que la diffusion de ces nouveaux mécanismes d'ordonnement du monde intervient, comme nous le montrent tous ces auteurs, à partir du haut vers le bas, de l'aristocratie et de la bourgeoisie vers les classes populaires, car elle se lie également de manière indissociable aux processus historiques de construction de la démocratie. Si la diffusion est lente et progressive, si les couches populaires longtemps échappent aux injonctions de la rationalité moderne, si celle-ci se donne à voir longtemps à travers des transformations imprécises et

fragmentaires sur le plan de la mentalité des élites, c'est aussi parce que ce problème pendant longtemps échappe à la sphère d'action de l'Etat. En ce sens, l'âge d'or de l'expérience moderne est sans doute l'ère industrielle. C'est à partir du moment où l'Etat prend sur soi, de façon volontaire et systématique, diverses dimensions de la protection de l'individu, parmi lesquelles l'éducation, c'est lorsque l'école devient, au XIXe siècle, une institution définitivement obligatoire et universelle, échappant à l'initiative aléatoire et intermittente de la société civile (Furet et Ozouf, 1977), que la rationalité normative moderne devient également un impératif universel. C'est alors, plus que jamais avant, que la cristallisation sociale des âges de la vie se spécifie comme un élément de la conscience moderne.⁷ Elle émerge, dit Ariès (1973), avec la scolarisation, qui suppose la séparation entre adultes et êtres en formation, de même que l'apprentissage supposait, au contraire, le mélange et l'indifférenciation des classes d'âge.

Les processus qui sous-tendent la cristallisation sociale des âges de la vie sont multiples et convergents. Ils supposent, tout d'abord, des transformations essentielles au sein de la famille, et avant tout de la famille bourgeoise, avec une plus nette séparation entre l'espace familial et le monde extérieur, et une redéfinition de la place de l'enfant au sein de la famille. L'enfant devient l'objet d'une attention particulière et d'un projet éducatif individualisé, qui d'une certaine manière qualifie le lieu qu'il occupera plus tard dans la société adulte. Scolarisation et sentiment de famille se développent en tant que dimensions complémentaires et contradictoires de l'expérience individuelle : d'un côté, envoyer l'enfant au collège est un indicateur de l'attention dont il devient l'objet au sein de la famille ; de l'autre, cette séparation nécessaire est contradictoire avec le sentiment de famille naissant et avec la nouvelle importance prise par les liens affectifs dans la structuration des relations familiales.

Mais, par ailleurs, la cristallisation sociale des âges de la vie suppose une exclusion progressive de l'enfant du monde du travail. L'apprentissage, forme générale d'initiation au travail qui marquait précocement la fin de l'enfance et l'entrée dans la vie adulte, était pratiqué, dit Ariès (1973:255), dans toutes les couches de la population. Au fur et à mesure que la scolarisation se diffuse, elle a tendance à soustraire des segments progressivement plus larges de la population enfantine aux injonctions du travail, en ralentissant l'entrée dans l'âge adulte. De ce point de vue, également, l'expérience des sociétés industrielles introduit des éléments nouveaux qui accélèrent ces transformations historiques, en les redimensionnant, mais surtout redéfinissent le processus social de cristallisation des âges, en institutionnalisant les différentes étapes de la vie par le biais de l'action de l'Etat.

L'un de ces éléments concerne la généralisation du travail salarié dans la manufacture et l'industrie naissantes, ce qui modifie de manière importante l'organisation familiale et les modes de vie au sein des couches populaires. D'abord, les modalités traditionnelles d'apprentissage se restreignent et l'apprentissage d'une manière générale se décompose. Marie-France Morel (1977: 21 et 22) observe qu'à Paris, pendant le Second Empire, seuls les métiers les plus prestigieux et les mieux rémunérés continuent à le pratiquer comme dans le passé. "Dans la plupart des autres métiers (la typographie par exemple), l'apprentissage se fait sans contrat et sur le tas. Les enfants sont rétribués - ce qui

⁷ Une représentation *naturelle* des âges de la vie, en tant que partie d'une cosmogonie, précède cette représentation proprement sociale et est discutée par Ariès (1973) au début du chapitre qu'il consacre à l'émergence du sentiment d'enfance, justement appelé "les âges de la vie".

avantage bien des parents - mais ne reçoivent pas de véritable formation professionnelle ; l'enfant n'effectue que les besognes subalternes qu'un apprenti d'autrefois aurait trouvées indignes de lui : on l'appelle *l'enfant de peine*. Ces apprentis d'un style nouveau, sans tradition de métier, sont souvent présentés dans la littérature patronale comme 'indociles, indiscrets, menteurs, impolis et quelquefois insolents', alors que leurs aînés d'autrefois étaient 'exacts, assidus, soigneux et habiles à leur métier'."

D'un autre côté, les formes d'insertion des enfants dans le monde du travail se dégradent. Soulignant leur présence massive dans la manufacture et l'industrie, Marie-France Morel explique ce phénomène comme le résultat de la misère des familles populaires urbaines, qui vite a rendu indispensable l'apport du petit salaire de l'enfant (un tiers à un quart de celui de l'adulte). Depuis, la réglementation et la limitation du travail des enfants deviennent un objectif commun du discours hygiéniste des élites (Perrot, 1977) et du mouvement ouvrier naissant. En France, la loi de 1841 limite à huit heures le travail des enfants entre 8 et 12 ans, à douze heures celui des adolescents entre 12 et 16 ans. En même temps, la loi oblige les patrons à assurer l'éducation de leurs jeunes travailleurs.

Mais c'est la Troisième République qui, vers la fin du XIXe siècle, consolide le processus de scolarisation des enfants des couches populaires, qui deviennent l'objet d'une action socialisatrice systématique de la part de l'Etat. La scolarisation avance *contre* le travail, et elle contribue avec sa logique propre à la modulation sociale des âges de la vie. Plus que ça, elle devient à la longue, et surtout à partir du second après-guerre, le véritable "support" de la famille contemporaine (Singly, 1993), qui dépend de plus en plus de l'Etat en tant que médiateur des dispositifs qui lui assurent la reproduction sociale. Plus la présence de l'Etat dans la sphère éducative est importante, ce qui est le cas dans l'expérience française, plus cette affirmation est vraie. En ce sens, la définition de l'enfance et de la jeunesse en tant qu'étapes particulières de la vie devient non seulement une construction culturelle, mais une catégorie administrative - c'est dire juridique et institutionnelle, quoique traversée par de fortes différences sociales (Touraine, 1993).

Âges de la vie et ordre moderne

Une fois dotés de spécificité propre, les âges de la vie ne deviennent pas seulement autonomes les uns par rapport aux autres. Ils restent interdépendants et même hiérarchisés. Cette hiérarchie est bâtie sur la base d'une tension, inhérente à la modernité, entre une visée de la modernisation (tournée par conséquent vers l'avenir, à travers l'affirmation conquérante de la rénovation en tant que valeur, ce qui a eu au long de l'histoire les plus diverses expressions : expansion des frontières, transformation matérielle de l'environnement) ; et le fondement normatif de l'ordre moderne, lequel affirme au contraire la primauté du passé en tant qu'élément de signification de l'avenir. Il incombe au passé, c'est-à-dire, à l'ordre social *déjà* constitué, d'apprivoiser sans détruire les éléments de transformation et modernisation inhérents à la vie moderne. Cette emprise du passé sur l'avenir, si elle ne s'effectue pas de forme directe, à travers l'incorporation des références de la tradition, ne suppose pas moins l'introjction d'une morale, produisant l'individu *inner-directed* dont parle Riesman (1964). Aussi l'emprise du passé dans la constitution d'une représentation globale de l'ordre moderne ne reste pas moins vraie.

Or, cette tension entre passé et avenir, à l'analyse de laquelle Hannah Arendt a consacré quelques uns de ses plus beaux essais, apparaît comme un dilemme inhérent à l'expérience moderne. Déjà dans "La brèche entre le passé et le futur", préface qui ouvre le recueil de *La crise de la culture*, elle prend position et formule son inquiétude : "Le testament, qui dit à l'héritier ce qui sera légitimement sien, assigne un passé à l'avenir. Sans testament ou, pour élucider la métaphore, sans tradition - qui choisit et qui nomme, qui transmet et conserve, qui indique où les trésors se trouvent et quelle est leur valeur - il semble qu'aucune continuité dans le temps ne soit assignée et qu'il n'y ait, par conséquent, humainement parlant, ni passé ni futur, mais seulement le devenir éternel du monde et en lui le cycle biologique des êtres vivants." (1972 : 14)

Cette perspective définit directement pour elle le sens du travail éducatif, explicité dans ce passage extraordinaire de *La crise de l'éducation* (1972 : 238 et 239) : "avec la conception et la naissance, les parents n'ont pas seulement donné vie à leurs enfants ; ils les ont en même temps introduits dans un monde. En les éduquant, ils assument la responsabilité de la vie et du développement de l'enfant, *mais aussi celle de la continuité du monde*. Ces deux responsabilités ne coïncident aucunement et peuvent même entrer en conflit. En un certain sens, cette responsabilité du développement de l'enfant va contre le monde : l'enfant a besoin d'être tout particulièrement protégé et soigné pour éviter que le monde puisse le détruire. *Mais ce monde aussi a besoin d'une protection qui l'empêche d'être dévasté et détruit par la vague des nouveaux venus qui déferle sur lui à chaque nouvelle génération.*" (Souligné par moi.)

Aussi la spécificité de l'éducation dans le monde moderne, c'est qu'elle *est* et *doit être* éminemment conservatrice. Conception qui est à la base d'une notion magique de la sociologie, sinon de la sociologie elle-même, qui inspirera toute une lignée de sociologues - et très particulièrement les sociologues de la jeunesse - la notion, bien entendu, de socialisation. Comme Hannah Arendt, même si c'est peut-être sous une forme plus radicale et plus dure, Durkheim dira de l'éducation qu'elle est l'action exercée par les générations adultes sur les générations *qui ne se trouvent pas encore préparées à la vie sociale*. Le mort prend sur le vif, le passé informe l'avenir et cette définition culturelle de l'ordre moderne définit également les rapports entre adultes et jeunes, en définissant la place dans le monde de chaque âge de la vie.

La socialisation, comprise dans la perspective qui vient d'être indiquée, comme un rapport entre le passé et l'avenir, entre adultes et jeunes, devient en ce sens le mécanisme fondamental de constitution de la vie collective. Ainsi Durkheim soulignera la faible capacité de résistance de l'enfant au cadrage de son comportement par l'adulte. Dans la même perspective, Parsons (1952 : 208) observera que, même si la socialisation a cours tout au long de la vie, l'enfant présente cette particularité que "parmi les éléments appris de la personnalité, les plus stables et les plus résistants sous certains aspects 's'imposent' (are 'laid down') dans le courant de l'enfance et ne sont pas sujets à des altérations drastiques à une large échelle pendant la vie adulte" - ce qui s'expliquerait par la "plasticité", la "sensibilité" et la "dépendance" propres à l'enfant" (1952 : 215). Et même Norbert Elias (malgré les justes précautions que suggère Mongardini (1995), lorsqu'il propose d'établir une séparation entre la conception eliasienne de la relation société-individu et d'autres, plus holistes) ne s'inscrit pas dans un autre horizon. Ses considérations sur le rapport adultes-enfants, comme élément de l'historicité individuelle, et sur la plasticité enfantine (par exemple, Elias, 1993 : 44) ne vont pas sans rappeler les représentations durkheimiennes de

l'enfant comme une cire molle. La socialisation des enfants apparaît ainsi comme le noyau dur à travers lequel l'idée de société devient une réalité autonome.

Il est vrai - et Durkheim y insiste longuement - que l'éducation morale ne se conçoit pas sans liberté individuelle et sans autonomie de la volonté - ce qui suppose toujours des écarts possibles par rapport aux normes et aux contraintes collectives. Pour Parsons aussi, c'est la double possibilité qui se pose à l'enfant, de s'écarter ou d'être conforme au rôle qu'on attend de lui, qui constitue le tout début de sa capacité propre à *jouer* un rôle.⁸ Socialisation et déviance sont ainsi les deux faces du même problème et ce n'est dès lors pas un hasard, si une partie considérable de la sociologie de la jeunesse se construit comme sociologie de la déviance : *jeune* veut dire *ce* ou *celui* qui s'intègre mal, qui résiste à l'action socialisatrice, qui dévie par rapport à un certain modèle normatif. Si les formes de la déviance varient, en fonction des différents niveaux de stratification sociale et culturelle, la déviance en tant que telle, même si ce n'est pas toujours dans ses modalités extrêmes, est inhérente à l'expérience juvénile, comme l'a suggéré David Matza (1961), dans son analyse des traditions souterraines de la jeunesse. Aussi, expliquait-il, même si la tradition bohémienne, le radicalisme étudiant et la tradition délinquante avaient une incidence sur des champs différents de la pratique sociale, les trois traditions gardaient en commun un appel puissant auprès de la jeunesse et étaient "spécifiquement anti-bourgeoises", quoique non pas de la même façon.⁹

Dans des études comme celle qui vient d'être citée, l'ossature normative de l'ordre constitué définit l'antériorité à laquelle l'analyse elle-même se réfère. Dans un article plus ancien, très connu également, David Matza lui-même, avec Gresham Sykes (1957), s'interroge sur les techniques employées par les jeunes pour *neutraliser* l'inévitable sentiment de culpabilité qu'ils éprouveraient lorsqu'ils transgressent des valeurs conventionnelles. L'ordre social est un ordre moral et normé, et la déviance, un fait exceptionnel qu'on se doit d'expliquer - fait inscrit dans une relation intergénérationnelle. Solomon Kobrin (1951) note d'ailleurs (observation importante), que la délinquance *juvénile* à proprement parler n'existe pas dans des aires fortement contrôlées par une criminalité adulte stable, professionnalisée et à même d'intégrer le jeune dans des pratiques criminelles. Même si la délinquance du jeune est présente, elle perd dans ce contexte sa dimension juvénile *stricto sensu*.

Aussi, la crainte suscitée par le jeune, le sentiment d'insécurité qui lui est souvent associé dans l'imaginaire adulte, constituent l'autre face de cette monnaie. Il ne s'agit plus là

⁸ Littéralement: "The beginning orientation of the infant very soon must include awareness of the role of the adult in the most elementary sense. It is, then, the securing of the leverage of the infant's motivation to secure the specific reward of being fed, kept warm etc, and avoid the corresponding deprivations which constitute the first beginning of his *playing a role* as distinguished from being merely an object of care" (1952 : 215, 216).

⁹ "The delinquent, for instance, does not denounce bourgeois property arrangements, but he violates them. He does reject the bourgeois sentiments of methodism and routine, particularly as they are manifested within the school system. The Bohemian's attitude toward bourgeois property arrangements is typically one of indifference, although he is appalled by the commercialization ordinarily associated with these arrangements. (...) Particularly in the varieties of revolutionary Marxism, which represent the most important examples of modern radicalism, the primary focus of radical attack has been on the capitalist system of political and economic domination and on the imperialist role allegedly played by such systems in international affairs. (...) Thus, we see that each subterranean tradition has been hostile to the bourgeois order, but each has followed a somewhat different line of attack ." (Matza, 1961 : 106)

du jeune dont il faut prévenir ou même punir la déviance, mais de celui qui menace l'adulte sans défense, en incarnant tout ce que, dans sa vie, ce dernier ne parvient plus à contrôler. Gérard Mauger (1991) dira, dans cette perspective, que le sentiment d'insécurité inspiré par les jeunes ne peut être réduit à un effet mécanique de l'accroissement de la délinquance juvénile, car il lance plus largement des racines dans l'ensemble des représentations sociales que chaque société et chaque époque construisent à propos de leur propre jeunesse.

Les approches classistes n'échappent pas non plus à cette opposition générale entre l'ordre et la déviance, en l'inscrivant également dans un rapport intergénérationnel. Qu'il s'agisse d'une domination de classe travestie dans des catégories administratives et perçue à travers l'action de l'Etat, comme le veut Chamboredon (1971), pour lequel les acteurs institutionnels se comportent de manière beaucoup plus souple et laxiste lorsqu'il s'agit de punir la déviance chez des jeunes issus des couches moyennes ou privilégiées, que lorsqu'il s'agit de jeunes issus de milieux populaires ; qu'il s'agisse d'une socialisation de classe que les changements historiques, et en particulier l'épuisement de l'ordre industriel ont rendue impossible (Dubet, 1987), qu'il s'agisse des prolongements de cette thématique à travers la discussion sur les souscultures juvéniles, qui sont toujours des souscultures de classe, le binôme ordre/socialisation x déviance/ socialisation affaiblie ou incomplète reste entier, en tant que catégorie interprétative centrale. Faut-il s'étonner que *la jeunesse de la grève* dont Michelle Perrot (1984) a retracé l'histoire se réfère en même temps à l'aspect violent des grèves ayant comme protagonistes des jeunes au XIXe siècle, au sein d'un mouvement ouvrier naissant, et à la jeunesse de cette forme de lutte en tant que telle ?

Le rapport temporel qui vient d'être dessiné, à travers cette antériorité du passé par rapport à l'avenir en tant qu'élément constitutif de l'ordre social moderne, est évidemment empreint d'un fort contenu normatif, dont Simonetta Tabboni (1991) a souligné l'importance dans l'oeuvre de Durkheim. Il en est cependant du temps comme de l'ensemble des événements humains : cette construction, qui n'a rien d'objectif, qui est purement symbolique, est, autant que la société, touchée par ses transformations. "Les concepts de 'passé', de 'présent' et d' 'avenir' (...)", dit Elias (1996 : 86), "expriment la relation qui s'établit entre une série de changements et l'expérience qu'en fait une personne (ou un groupe). (...) Ces trois expressions représentent non pas seulement une succession (...), mais aussi la présence simultanée de ces trois dimensions du temps dans l'expérience humaine". Aussi, pourrait-on ajouter, se pose toujours le problème de savoir la part symbolique relative qui incombe à chacune d'entre elles dans leurs relations réciproques.

La rupture avec une problématique fortement dominée par les thèmes de l'ordre et de la déviance s'est cristallisée dans l'idée de génération. Dans les termes où cette notion a été originellement formulée par Mannheim (1990), elle avait impliqué une mise en valeur du neuf dans le domaine de la sociologie de la connaissance. Elle renaît dans les années soixante, au milieu des débats concernant l'engagement politique de la jeunesse. *Culture and Commitment*, de Margaret Mead (1979), avait comme sous-titre *a Study of the Generation Gap*. Il s'agit des deux faces du même problème : c'est l'engagement politique des jeunes qui révèle le fossé des générations. Cet engagement public massif auquel on assiste alors dans les pays les plus différents n'a, dit Mead, qu'un seul élément commun : le fait d'être une expression politique juvénile. La notion de génération va être, pour les mêmes raisons, au coeur de l'analyse entreprise par Marialice Foracchi (1964) sur le rôle de l'étudiant dans la transformation de la société brésilienne. La jeunesse n'est pas seulement surveillée et déviante : sa marginalité innove et transforme (Perrot, 1986).

Il faut néanmoins reconnaître que les fondements de la sociologie de la jeunesse sont à l'origine liés à une représentation de l'ordre social comme ordre des âges, donc à une représentation de la place des classes d'âge, ainsi que de leurs responsabilités respectives, dans la préservation de cet ordre, dans le respect qui lui est dû, dans la rupture par rapport à lui, ou dans sa transformation. Soit l'avenir apparaît empreint du sens que lui attribue le passé, soit il s'impose au passé en tant que perspective de rénovation.

Dés-ordre dans la représentation sociale du cycle de la vie

Or, force est de constater que la structure d'oppositions temporelles significatives qui avait donné lieu à une sociologie de la jeunesse a disparu ou s'est dissoute dans la vague des transformations contemporaines, et ne se maintient aujourd'hui que dans la perspective de la crise ou d'une réaction conservatrice. L'opposition inter-générationnelle, que les mouvements culturels et politiques des années 1960 avaient rendu évidente, se dissout également.

La conscience d'une identité générationnelle avait dérivé de la tension entre deux ordres de significations, exprimées par des générations différentes, et cette conscience était d'autant plus forte que la tension était forte elle-même. Une fois la tension dissoute, toute possibilité de cristallisation d'identités générationnelles différentes a aussi disparu. Cette question avait déjà été considérée par Mannheim (1990 : 66 et 67), mais dans une perspective différente de celle qui est proposée ici. "On a", disait-il, "la preuve a contrario que l'accélération de la dynamique sociale est la cause de l'entrée en activité de la potentialité de création de nouvelles impulsions de génération, dans le fait que des communautés profondément stables ou qui se transforment pour le moins très lentement - comme le monde paysan - ne connaissent pas le phénomène des unités de génération qui se détachent, alimentées par des entéléchies toutes nouvelles, parce que les nouvelles générations y grandissent dans des transformations continues à l'invisible gradation. (...) Donc, plus le rythme de la dynamique socio-intellectuelle s'accélère, plus il y a de chances pour que des situations de génération déterminées réagissent aux changements avec leur propre 'entéléchie' à partir de leur nouvelle situation de génération. *D'un autre côté, un rythme trop rapide peut conduire à ce que les germes des entéléchies de génération se recouvrent mutuellement.* Nous, les contemporains, nous pouvons peut-être observer, au prix d'une attention plus soutenue, que des classes d'âge différentes se suivent, exactement échelonnées, et coexistent dans leur façon de réagir, mais sans pouvoir atteindre la formation de nouvelles entéléchies de génération et des principes structurants correspondants." (Souligné par moi.)

C'est ce qui semble se passer aujourd'hui. Cependant, cette dissolution d'un type particulier de lien inter-générationnel ne peut pas être expliquée, comme le suggérait Mannheim, simplement en termes de rythme du changement, c'est-à-dire de dynamique sociale générale. Il y a là, beaucoup plus profondément, un renouvellement de nos représentations concernant les relations entre le passé, le présent et l'avenir. Les mouvements des années soixante ont eu, sur le plan culturel, une incidence importante sur l'effondrement d'un ordre moral - c'est dire sur la prééminence du passé dans la représentation de l'ordre. Le déplacement symbolique du passé, en tant qu'élément constitutif d'un ordre moral, a eu comme conséquence d'assigner à cette dimension temporelle une nouvelle signification. Dès lors, le rapport entre passé et avenir est devenu

un élément essentiel de notre expérience individuelle, pour laquelle la question 'où je vais?' est désormais inséparable de la question 'd'où je viens?'. Les grands récits historiques se sont transformés en grands récits individuels.

Il faut par ailleurs souligner la radicalité du changement au niveau des rapports éducatifs. Les révoltes juvéniles dans le monde avaient suggéré à Mead l'idée de l'obsolescence d'une action éducative inspirée du passé et l'urgence d'un changement d'optique : "aussi longtemps que les adultes penseront que, comme leurs parents et les maîtres d'antan, ils peuvent procéder par introspection, invoquer leur propre jeunesse pour comprendre la jeunesse actuelle, ils seront perdus" (Mead, 1979 : 93). L'appel a-t-il été entendu ? Les transformations de la famille contemporaine, que la recherche sociologique a mises en évidence, pointent vers des modifications essentielles dans les rapports adultes-enfants. Laissant derrière une problématique définie en termes d'inculcation morale, on s'oriente davantage vers une forme de prise en charge des problèmes liés au développement de la personnalité de l'enfant, qui vise favoriser chez lui l'éveil de capacités, conçues comme lui appartenant en propre, et qui seraient susceptibles de lui assurer une prise sur son environnement (Singly, 1996). On quitte une problématique définie en termes d'intériorisation de principes normatifs et de valeurs, censés assurer à l'enfant une capacité d'intégration sociale. On le perçoit comme sujet de choix, plus ouverts qu'avant et, dans une large mesure, autoréférentiels. Aux parents, il incombe de proposer des paramètres de choix et d'initier à la perception de leurs conséquences possibles.

La portée de ces changements, qui ont tous les deux une incidence directe sur notre façon de 'temporer' (Elias, 1996), apparaît d'autant plus large que s'y ajoutent des transformations davantage *sociales* que culturelles, ayant une incidence elles aussi sur nos représentations du temps. Certaines recherches mettent en évidence le mouvement de désinstitutionnalisation du cycle de vie ternaire, à l'intérieur duquel "la jeunesse se forme, l'âge adulte est au travail et la vieillesse a droit au repos" (Guillemard, 1995 : 177). Aussi, suggère-t-on, le temps linéaire (au moins dans ses formes sociales) apparemment s'épuise, cédant la place, ou se combinant, à un temps fonctionnellement différencié (Melucci, 1977).

Ces transformations sont naturellement plus visibles, là où l'action systématique de l'Etat en matière de politiques publiques avait le plus contribué à la constitution d'un ordre industriel, comme dans les démocraties de l'ouest de l'Europe. La distribution du travail au long du cycle de la vie y a subi d'importantes modifications au cours des vingt-cinq dernières années. En France, plus qu'ailleurs, les jeunes rentrent plus tardivement dans le marché de travail, tandis que les adultes en sortent plus tôt, justement à un moment où le cycle biologique s'est également modifié par la prolongation de l'espérance de vie. Cela a entraîné en même temps un vieillissement démographique et un vieillissement moyen de la force de travail, note Anne-Marie Guillemard (1995 : 177). Partant de la constatation de la chute brutale des taux d'activité dans la classe d'âge des 55 à 64 ans dans la plupart des pays développés, à l'exception de la Suède et du Japon, Guillemard (1995 : 179) constate que cela a entraîné une modification dans l'architecture des dispositifs institutionnels qui régulent la sortie définitive de l'activité économique. "Le modèle traditionnel de sortie définitive de l'activité, qui impliquait simultanément une entrée dans le système de la retraite, est même devenu clairement minoritaire pour trois pays : la France, l'Allemagne, les Pays-Bas."

Ces modifications touchent directement la représentation sociale du cycle de la vie : " (...) le développement des systèmes de retraite a aidé, avec d'autres politiques sociales (l'éducation entre autres), à accentuer le poids des critères chronologiques parmi les repères qui marquent les seuils et balisent les transitions d'un âge à l'autre du cycle de la vie. Les retraites ont donc contribué à la *chronologisation* du parcours des âges, désormais scandé essentiellement par des âges chronologiques - l'âge obligatoire de la scolarité et l'âge minimal fixé pour la fin de la scolarité délimitant l'enfance et l'adolescence, l'âge fixé pour le droit à la retraite pleine signalant l'entrée dans la vieillesse, etc." Cette définition institutionnelle du parcours des âges avait comme corollaire sa normalisation et sa forte prévisibilité. Aujourd'hui le cycle ternaire subit, sous l'influence de la restructuration de la protection sociale, deux transformations importantes : une déchronologisation du cycle de vie et sa déstandardisation. On passe des références chronologiques à des références fonctionnelles pour scander les limites entre un âge et l'autre (Guillemard, 1995 : 185, 189-192).

La tendance généralisée à une prolongation de la scolarité jouerait également dans le sens d'une "déconnexion des attributs de la maturité" et, par conséquent, contribuerait à introduire du dés-ordre dans le modèle ternaire du cycle de la vie. A ce niveau, les changements ne sont pas seulement sociaux, mais aussi culturels. La signification symbolique de certains attributs se modifie, dit Chamboredon (1985), et certains âges sont rabaissés - celui de l'accès à la montre, au vote, à l'exercice d'une sexualité adulte, à l'habitation indépendante, à la possession d'un moyen transport indépendant, voiture ou moto. Mais, en même temps, de tels changements n'interviennent pas de façon homogène dans toutes les couches de la population. Le chômage juvénile et l'absence d'autonomie financière contraignent certains à rester longtemps sous le même toit que les parents. Au sein des couches populaires, surtout, la séparation entre sexualité précoce et reproduction, qui ne trouve plus un frein efficace dans la définition morale de l'honneur féminin, ne se fait pas toujours de manière adéquate. Etc..

Mutation biologique du cycle de la vie : le jeune, modèle culturel

La dés-organisation du modèle ternaire du cycle de la vie, vue dans la perspective du réordonnement fonctionnel des prestations offertes par l'Etat dans le domaine de la protection sociale, est un indicateur parmi d'autres des transformations les plus générales de l'expérience contemporaine du temps, en particulier en ce qui concerne les responsabilités respectives et la logique des réciprocity entre les différentes classes d'âge. Même si notre conscience de ces transformations reste encore imprécise, il semble déjà clair que le modèle éducatif de la socialisation, co-fondateur de l'ordre moderne, est devenu obsolète. Mais ce n'est pas tout. Il faut tenir compte également d'une véritable mutation biologique du cycle de la vie, liée à une importante élévation de l'espérance de vie, qui a doublé en un siècle et dont le processus d'allongement doit continuer.

La définition des âges, à l'intérieur d'un cycle de vie scandé en ses extrêmes par la naissance et la mort, subit une modification profonde, dont les conséquences restent pour l'instant obscures (Morin, 1970). Le vieillissement retardé assouplit les frontières de la jeunesse, les pousse vers l'avant, en décristallisant l'ancienne définition historique des âges de la vie. Le jeune, de promesse d'avenir qu'il était, devient le modèle culturel du présent. Guita Debert (1996: 12 et 13) note, dans cette perspective, que "les nouvelles images du

vieillesse et les formes contemporaines de gestion de la vieillesse dans le contexte brésilien (...) offrent un tableau plus positif du vieillissement, dorénavant conçu comme une expérience hétérogène où la maladie physique ou le déclin mental, perçus comme des phénomènes normaux à cette étape de la vie, sont redéfinis comme des conditions générales qui touchent les personnes à n'importe quelle époque." Il serait cependant illusoire de penser que ces changements supposent une attitude plus tolérante à l'égard des âges. "Le trait le plus saillant de ce processus est la mise en avant de la jeunesse, associée à des valeurs, à des genres et à des styles de vie, et non pas proprement à une classe d'âge spécifique." Plus encore, "la promesse de l'éternelle jeunesse est un mécanisme fondamental au niveau de la constitution des marchés de consommation." L'importance des médias en tant qu'outil d'intégration culturelle et l'accroissement de la consommation de masse contribuent à cette juvénisation. Le thème des souscultures juvéniles, ancrées dans des expériences de classe, tend à être relativisé et cède place à celui des styles, des modes et des scènes, renvoyant à une représentation de la société en tant que spectacle (Abramo, 1994).

La nouvelle signification des études sur la jeunesse émerge, semble-t-il, de cet ensemble de transformations. Alors que l'adulte vit encore dans une grande mesure sous l'impact d'un modèle de société qui se décompose, et où l'ordre des âges peut encore apparaître en partie comme une catégorie de référence, le jeune vit déjà dans un monde radicalement nouveau. L'analyse des pratiques juvéniles aide à élaborer des catégories pertinentes, du point de vue de l'intelligibilité de ce monde nouveau. Interroger ces pratiques permet non seulement une meilleure compréhension de l'univers de référence d'une classe d'âge particulière, mais aussi de la nouvelle société transformée par la mutation.

Le jeune est au coeur des changements contemporains. Il subit, plus que tout autre groupe d'âge, les effets de déstructuration/restructuration de l'ordre industriel. Il subit de plein fouet le chômage (Roberts, 1985) ; mais incarne en même temps les changements de signification du rapport au travail (Bajoit et Franssen, 1993 et 1997 ; Fallabella, 1997). Il incarne tous les déséquilibres et toute la violence de l'expérience contemporaine, tous les décalages, aussi, qui dérivent de l'emprise inertielle sur les individus des restes d'un modèle d'ordre périmé, et les nouvelles nécessités que le changement culturel met en forme, auxquelles seules de rares réponses efficaces ont été jusqu'ici apportées. Le jeune est l'acteur central de la *société de risque* dont parle Becker. Le sentiment de risque est intensément vécu par lui. La violence juvénile est, elle aussi, dans une grande mesure, une mise en scène du risque et une réponse au risque.

3 - DE L'ORDRE AU DES-ORDRE

"La particularité de la pensée occidentale, au moment de sa plus forte identification à la modernité", écrit Alain Touraine (1992), "est qu'elle a voulu passer du rôle essentiel reconnu à la rationalisation à l'idée plus vaste d'une *société rationnelle*, dans laquelle la raison ne commande pas seulement l'activité scientifique et technique, mais le gouvernement des hommes autant que l'administration des choses". Ce temps semble bien éloigné de nous et Michel Foucault, l'un des critiques les plus acerbes qui soient de cette pensée rationnelle, disait il y a presque vingt ans : "Depuis quatre, cinq siècles, on

considérerait que le développement de la société occidentale dépendait de l'efficacité du pouvoir à remplir sa fonction. Par exemple, il importait dans la famille comment l'autorité du père ou des parents contrôlait les comportements des enfants. Si ce mécanisme se brisait, la société s'écroulerait. Comment l'individu obéit-il était le sujet important. Ces dernières années, la société a changé, les individus aussi ; ils sont de plus en plus divers, différents et indépendants. Il y a de plus en plus de catégories de gens qui ne sont pas astreints à la discipline, si bien que nous sommes obligés de penser le développement d'une société sans discipline. La classe dirigeante est toujours imprégnée de l'ancienne technique. Mais il est évident que nous devons nous séparer dans l'avenir de la société de discipline d'aujourd'hui" (Foucault, 1978 : 532, 533).

On sait combien la pensée de Michel Foucault a été importante pour nous rappeler que les principes de l'ordre ne s'enracinaient pas dans les pratiques sociales comme un seul effet de la pensée, mais comme un mode de constitution du pouvoir. D'où son souci de réfléchir à cet enracinement à partir des lieux de production du savoir et de la pensée rationnelle, d'un côté ; et de ses modes d'institutionnalisation, ainsi que des techniques disciplinaires, qui en constituaient pour lui la médiation, au niveau des conduites concrètes. On reproche souvent à Foucault le fait qu'il ne s'est pas suffisamment inquiété (sauf peut-être vers la fin de sa vie) de ce que le pouvoir suppose toujours des rapports de pouvoir, donc une société qui y résiste, qui le conteste, qui le trompe, qui le détourne. Ce reproche semble particulièrement vrai pour ce qui est de la célèbre lecture faite, en collaboration, du dossier Pierre Rivière (1973). La relecture *sociale* de la folie de Rivière, effectuée par Daniel Fabre (1991) à partir des perspectives ouvertes par l'anthropologie historique, n'est pas seulement révélatrice de dimensions radicalement nouvelles de ces événements tragiques, dont la seule approche à travers l'autonomie des logiques du pouvoir ne pouvait pas rendre compte ; elle remet directement en cause maints aspects du regard porté sur les faits par les analystes de 1973. Ici, c'est très profondément d'une question de méthode qu'il s'agit. En refusant de prendre en compte le point de vue exprimé par Rivière dans son mémoire, le groupe réuni autour de Michel Foucault s'interdisait de comprendre la complexité proprement sociale de ce crime, ainsi que les limites de la capacité du pouvoir (et notamment de la psychiatrie légale) à l'interpréter.

L'approche eliasienne de la constitution de l'ordre moderne est certainement plus classique, en ce qu'elle met beaucoup plus l'accent sur l'importance de la centralisation des moyens de la force, et de l'Etat en tant que lieu de constitution du pouvoir ; mais elle est aussi plus nuancée, en ce qu'elle ne s'y cantonne pas : la civilisation est également un processus qui touche les mœurs et qui suppose, à la fois l'énonciation de règles de civilité - c'est-à-dire, la constitution d'un cadre normatif - et la libre adhésion des individus. L'étude du processus de civilisation consiste en l'explicitation des conditions dans lesquelles il devient pour l'individu *préférable* de contrôler sa propre agressivité que l'extérioriser. Cette adhésion a, pour Elias, un fondement stratégique. Et il n'est pas question pour lui d'ignorer, ni combien la violence reste présente malgré son intériorisation ; ni combien les barrières que la civilisation oppose à son extériorisation sont fragiles. Ceci l'amène à dire, au moment de fermer *La dynamique de l'occident* : "La civilisation n'est pas encore achevée. Elle est en train de se faire !" Et un peu avant : "Les tensions et contradictions de l'âme humaine ne s'effaceront que lorsque s'effaceront les tensions *entre* les hommes, les contradictions structurelles du réseau humain. Ce ne sera plus alors l'exception mais la règle que l'individu trouve cet équilibre psychique optimal qu'entendent désigner les mots sublimes de 'bonheur' et de 'liberté' : à savoir *l'équilibre durable ou même l'accord parfait*

entre ses tâches sociales, l'ensemble des exigences de son existence sociale d'une part et ses penchants et besoins personnels de l'autre." (Souligné dans le texte. Elias, 1975 : 318)

La quête de cet accord parfait est à l'origine d'une notion dont Jacques Donzelot (1984) a retracé l'histoire, et qui s'est avérée le plus important des fondements de l'ordre industriel, la notion de *social*. Donzelot renvoie aux débats qui, en France, à l'aube de la troisième République, posent le *social* comme une "*invention stratégique*", une "*fiction efficace*" dont la portée explicative, quant au fonctionnement des sociétés, ne vaut que par relation avec ces deux fictions que sont *l'individu* en tant que principe d'intelligibilité de la réalité sociale, et *la lutte des classes* en tant que moteur de l'histoire" (1984:77). Le social se construit d'abord, à travers Durkheim, autour de la notion de solidarité, qui fonde l'antériorité de la société par rapport à l'individu, à laquelle ce dernier reste organiquement lié. Ce lien se constitue d'une part autour du travail, par l'oeuvre d'intermédiation accomplie par les différents corps professionnels, mais aussi à travers l'école à laquelle il incomberait de soustraire l'enfant à la seule emprise familiale et d'établir un lien direct entre lui et la société.

L'idée de solidarité se prolonge, dit Donzelot, au-delà de la pensée durkheimienne, à travers Léon Duguit, dans l'idée de *service public*, venue fixer des limites au pouvoir de l'Etat ; à travers Maurice Hauriou, dans celle d'*institution*, qui définit les règles de fonctionnement d'un ensemble social particulier, en même temps qu'elle fonde l'autorité à laquelle l'individu y est soumis ; et à travers Léon Bourgeois, dans l'idée d'une dépendance inter-générationnelle, qui veut que "l'homme ne devient pas seulement au cours de sa vie le débiteur de ses contemporains (...) (il) naît débiteur de l'association humaine... Et de ce legs, chaque génération qui passe ne peut se considérer que comme usufruitière" (in *Solidarité*, 1896 ; cité par Donzelot, 1984 : 108, 109).

Foucault a pensé l'ordre moderne comme raison et discipline, Elias comme civilisation, Durkheim et ses contemporains comme solidarité. Or, la vague libérale à travers laquelle s'est accomplie la sortie de la société industrielle a impliqué également la remise en cause directe de ces trois principes de l'ordre moderne. Elle a été en ce sens génératrice de *dés*-ordre. Les travaux de Foucault, en France, comme ceux de Goffman aux Etats-Unis ont constitué des références critiques pour des mouvements, comme ceux de l'antipsychiatrie, à l'origine du renouvellement des conceptions et des politiques de prise en charge des prisonniers, des fous ou des assistés en général. Partout dans le monde on a prôné l'ouverture des prisons et des asiles sur leur environnement - c'est-à-dire, l'effacement d'une séparation, perçue comme abusive, entre le normal et le pathologique. Mais cette ouverture se prolonge, au-delà des institutions spécialisées dans le traitement de la déviance, vers d'autres, comme l'école - dont l'ouverture sera également demandée par les mouvements de renouvellement pédagogique des années 1970 et 1980. Par là, c'est le principe même du fonctionnement de l'école en tant qu'institution, fondée sur le clivage entre le dedans et le dehors, qui est remis en question. Le cadre normatif, définissant un ensemble de contraintes comportementales, qui pour Elias (1973) avait constitué un des fondements les plus importants de la civilisation des moeurs, n'est pas moins contesté et la critique culturelle des années 1960 s'insurge contre un ordre moral qui fait abstraction de la particularité des choix individuels.

Cependant, la vague libérale ne s'est pas limité à toucher aux fondements culturels de l'ordre moderne, elle a touché aussi à l'idée de social. On s'en est délesté de deux

manières différentes : d'un côté, nous l'avons dit, en acceptant les effets négatifs de la modernisation économique, en termes de suppression de travail et de sortie des formes salariales classiques ; mais aussi, pour toute une partie du monde, en amont et en aval de la chute du mur de Berlin, par l'entrée en démocratie.

Les rapports entre le social et la démocratie ont toujours été ambigus. Si le social a été en France l'assise sur laquelle il a été possible d'ériger la troisième République et instaurer un régime démocratique, c'est parce que la solidarité a permis de transformer l'inégalité et la hiérarchie en différence fonctionnelle et réciprocité. La *solidarité* est venue combler le déficit d'une égalité, que Tocqueville avait retrouvé aux origines de la nation et de la démocratie américaines, grâce à quoi, égalité et souveraineté populaire pouvaient se confondre. En France, bien avant l'Etat-providence, l'idée de *solidarité* a permis de reconstruire une représentation de l'Etat, non pas comme un gouvernement d'égaux, comme un outil d'intégration sociale. Mais les idées d'égalité *sociale*, ou de droits sociaux, c'est-à-dire, associés à l'action de l'Etat, ont aussi été à la base de maints régimes autoritaires, voire totalitaires, où la liberté politique était perçue comme secondaire face à la priorité de la réduction des inégalités sociales. L'entrée en démocratie - de l'Amérique latine dans les années 1980, de l'Est européen dans les années 1990 - modifie les données du problème. En allant de pair avec l'acceptation d'une ouverture des marchés, elle a aussi impliqué un abandon des principes proprement sociaux de la démocratie. Partout, l'idée de démocratie s'est associée à une conception libérale, celle du lieu vide, selon la formule que Claude Lefort a rendue célèbre.

La démocratie a ainsi cessé d'être l'attribut politique d'un nombre limité de pays occidentaux pour se généraliser beaucoup plus largement à l'échelle du globe. Mais en même temps ce passage a impliqué un bouleversement profond de ses principes de fonctionnement. En se généralisant, la démocratie s'est vidée de sa substance sociale, garantie de sa représentativité. Au lieu d'être un outil au service du bien social, elle a semblé souvent flotter au-dessus de la société, s'engouffrer dans des logiques politiciennes, incapable d'apporter de vraies réponses aux problèmes d'une collectivité nationale. Dans beaucoup de pays occidentaux, la démocratie avait été "représentative" - c'est-à-dire, capable de transcrire dans la sphère politique des intérêts sociaux, qui étaient des intérêts des classes. Dans d'autres aires du monde, nous l'avons dit, elle a été "sociale", sans être politique, c'est-à-dire, sans s'appuyer sur un système politique ouvert. Le péronisme en Argentine ou le varguisme au Brésil constituent des exemples importants de prise en charge des droits sociaux des classes populaires, dans le cadre de régimes politiques non démocratiques. Telle a été aussi, quoique d'une autre manière, l'expérience des *démocraties* populaires de l'Est européen, où l'idée de démocratie s'attachait à un principe (étatique) de redistribution de richesses, et non pas à un principe politique. Cette relation est à présent inversée. Partout, la démocratie se fonde sur des principes politiques - sur l'ouverture du système politique : liberté de presse, élections libres, suffrage universel - mais elle se détache d'un "social", qui a perdu son âme. Le social cesse d'être un fondement de l'ordre, ce qui est pour beaucoup dans le passage des violences de l'ordre aux violences du dés-ordre.

Arrêtons-nous un moment sur cette question. Si la violence et l'ordre ont toujours eu partie liée, c'est parce que l'ordre se trouvait au fondement du pouvoir. La violence, imaginaire (menaçante, possible, probable) ou réelle, instituait le pouvoir, en constituant l'assise à partir de laquelle le pouvoir, et l'ordre qu'il apportait, devenaient socialement

désirables. C'est ainsi que l'anthropologie analyse la violence et sa "manipulation" par le pouvoir. Des interrègnes difficiles et violents, dans des sociétés traditionnelles, précèdent souvent l'arrivée d'un nouveau souverain, dont le pouvoir se renforce par la mémoire collective des malheurs éprouvés (Balandier, 1986). Cette complémentarité de la violence et de l'ordre, mise en évidence par l'anthropologie, ne concerne pas les seules sociétés de la tradition. C'est ainsi, également, que Daniel Pécaut (1987 : 387) analyse les effets de "la Violence" qui a sévi en Colombie entre 1948 et 1953: elle aurait "puissamment contribué à la perpétuation d'un modèle de domination". La stabilité politique que le pays a connu après 1957, ajoute-t-il, n'est "à bien des égards compréhensible que par la Violence qui l'a précédée." Dans ces représentations, la violence apparaît comme excès, rupture d'un équilibre, d'un ordre déficitaire qu'il faut rétablir : excès d'un pouvoir injuste, auquel il peut alors apparaître comme légitime de répondre par la violence ; contestation violente, qui se confond avec la demande d'un ordre plus équilibré et plus juste.

Les excès du pouvoir et le désir d'un ordre social plus juste ont inspiré en Amérique latine, dans les années 60 et 70, de nombreuses luttes révolutionnaires. Par rapport au binôme violence/ordre, il n'y avait pas là de vraie nouveauté. L'évolution de la conjoncture politique en Europe occidentale, et en France particulièrement, est en revanche bien plus significative, du point de vue de l'analyse qui va suivre. L'Europe expérimente alors les résultats positifs de la reprise économique de l'après-guerre, avec une société profondément transformée. Dans un article publié en 1967, François Chazel soulignait le décalage qu'on pouvait observer alors entre les sentiments des Français et leurs conditions réelles de vie : celles-ci apparaissaient largement en avance par rapport aux représentations collectives, un indicateur, disait-il, d'anomie. Désordre latent qu'on constatait - mais à travers une analyse qui restait, à ce moment-là encore, à l'intérieur de l'opposition classique entre l'ordre et le désordre.

A la suite des débats inspirés par le mouvement de Mai 1968, vient le temps d'éloge du dés-ordre. Pour une fois ce ne sont pas les excès du pouvoir, mais l'ordre lui-même qui est en cause. Et le "désordre nouveau", dont parle Claude Lefort (1968), s'inscrit déjà dans un mouvement de *dés*-ordre. La révolte de mai, "initiative extraordinaire, inconcevable quelques semaines plus tôt" est "née de la soudaine évidence", dit-il alors, "que les grilles du capitalisme ont une ouverture, que chancelle la grande Loi qui régit, en tous secteurs, les activités de chacun et assigne à chacun son statut et sa fonction, que l'autorité de ceux qui se sont fait les garants de l'efficacité rationnelle de la Loi devant la collectivité est une tromperie. En un instant se dissipe la croyance quotidienne en l'inéluctabilité des règles qui soutiennent l'organisation de la société et des conditions qu'elles aménagent. En un instant, l'on découvre que la prétendue nécessité de la soumission est fondée sur un rapport de force et que ce rapport peut être renversé." (Lefort, 1968 : 40) L'ordre cesse d'être désiré, il cesse d'être estimable, parce qu'il est identifié à une domination, tellement parfaite, tellement douce, qu'elle empêche toute contestation. L'irruption inattendue de la contestation est perçue comme une ouverture, comme l'arrivée d'une bouffée d'air frais dans un espace hermétiquement clos.

Trois tendances principales peuvent être considérées comme issues du mouvement de mai. La première renvoie à un fondamentalisme politique ayant évolué vers le terrorisme d'extrême-gauche, lequel a surtout frappé l'Allemagne et l'Italie, moins la France. François Furet (1985) a souligné la nouveauté de ce terrorisme, qui, "au nom d'une surenchère démocratique contre la démocratie", émergeait dans des pays "où les

institutions démocratiques faisaient l'objet d'un consensus général". Puis, Michel Wieviorka (1988) a pu montrer - et il faut évoquer ici notamment son analyse de l'expérience italienne - que loin d'être un pur délire extrémiste, ce terrorisme constituait l'autre face d'un mouvement ouvrier en voie de dépérissement. Le déclin de la lutte ouvrière, parce qu'il semblait condamner la vie collective à une fermeture inexorable, fondait le paradoxe d'une démocratie totalitaire, avec laquelle (aux yeux de ceux qui s'y engageaient) seule l'action révolutionnaire semblait assurée de rompre. La deuxième tendance issue du mouvement de Mai nous renvoie à un "gauchisme" expressif, dont Michel Foucault a été un des grands inspirateurs. En dénonçant la violence au sein d'institutions qui tiraient leur légitimité d'un principe de séparation entre le normal et le pathologique, ce mouvement s'est inscrit en faux contre les procédures d'enfermement et a ouvert la voie à de nombreuses et d'importantes demandes en matière de droits individuels, qui continuent à constituer aujourd'hui une partie substantive de notre imaginaire politique. La troisième tendance est celle que Jacques Donzelot (1984) a désignée comme "réformiste", qu'il illustre à travers la pensée de Crozier dans *La société bloquée*, et qui vise dans l'ensemble l'éloge du changement.

De trois manières différentes, ces tendances traduisaient une même désaffection à l'égard de l'ordre, là où celui-ci avait atteint son expression la plus parfaite, celle de l'invisibilisation du pouvoir et de la domination. L'éloge du changement et la rupture avec les catégories de l'ordre s'appuyait sur une hypothèse (libérale), qui voyait dans l'ordre non pas *la réponse* à la violence, mais la violence elle-même ; aussi l'élimination de la violence supposerait l'élimination de l'ordre. Dans cette perspective, plus la société s'individualiserait, plus elle se détacherait des contraintes propres de la vie collective, plus les mœurs auraient tendance à s'adoucir, la violence devenant une sorte de résidu inéliminable, mais à importance limitée (Lipovetsky, 1983 ; 1992). Or, l'hypothèse libérale, nous le soutiendrons à travers les trois études de la violence juvénile qui vont suivre, peut être considérée un échec. Le *dés-ordre* n'a pas donné lieu à une réduction de la violence. Il est en revanche à l'origine de formes de violence nouvelles. Il a engendré également une hypersensibilité impuissante à certaines formes de violence, mais en même temps *l'acceptation* de l'inéluctabilité de la violence, ce qui veut dire aussi - car c'est l'autre face du même problème - une plus grande tolérance à l'égard de la violence. Tolérance d'autant plus frappante que la violence a pu atteindre des niveaux paroxystiques dans des pays où, jusqu'à un passé récent, l'ordre apparaissait comme une émanation directe du pouvoir d'Etat - ce qui est certainement autant le cas du Brésil (Peralva, 1997c), que de la Russie (Le Huérou, 1997).

Comment expliquer une telle coexistence entre violence et démocratie politique ? Comment se fait-il aussi qu'on soit venu à bout du "grand renfermement" ? Pourquoi le pouvoir a-t-il désinvesti les anciens lieux de l'ordre ? Est-ce le seul effet de la critique culturelle dont ces lieux ont fait l'objet, ou y a-t-il là autre chose déjà ? N'observe-t-on pas, plutôt, un déplacement du pouvoir et des formes de domination, qui fait que pouvoir et ordre se séparent ? N'est-ce là un signe supplémentaire du fait que le pouvoir a changé de face et, comme Lefort (1994 : 78, 79) l'a justement souligné, qu'il cache désormais son visage politique derrière un principe de compétence ? ("Que celle-ci confère une autorité, nous ne voyons pas quelle expérience on puisse invoquer qui y contredise, mais que celle-ci secrète du pouvoir, on ne peut l'affirmer que pour une société où s'est dégagée une instance générale de pouvoir et où celle-ci se voyant assignée et s'arrogeant une position de connaissance et de maîtrise de l'ensemble social, la possibilité s'offre d'identifications en

chaîne des individus détenant compétence et autorité avec le pouvoir (entendons : son point de vue).") Un tel clivage n'était-il pas déjà sensible dans la révolte de Mai, au cours de laquelle les domaines scientifiques et technologiques - où le pouvoir propre à la société postindustrielle devait se manifester de la manière la plus évidente - s'étaient maintenus à l'écart de la contestation, laquelle avait eu comme foyer, au contraire, les facultés de Lettres, d'autant plus concernées par les problèmes de l'ordre qu'elles se trouvaient plus éloignées des lieux du pouvoir (Lefort, 1968 ; Touraine, 1968) ?

Si ce déplacement est réel, ce que nous croyons, si le pouvoir s'inscrit désormais directement dans le changement et la compétence, la question importante reste celle de savoir comment aujourd'hui la domination se construit-elle. A l'origine de la démocratie, qui n'est pas une pure forme politique, dit encore Lefort, se trouve la séparation de la société et du pouvoir, c'est-à-dire l'émergence de la notion de *droits de l'homme*. Si la démocratie n'existe pas indépendamment des rapports de pouvoir, elle ne peut devenir effective que dans la mesure où il y ait reconnaissance de ces rapports, ce qui dépend largement de leur lisibilité : "cette conclusion ne fait que nous confirmer dans la conviction que c'est du sein de la société civile, sous le signe de l'exigence indéfinie d'une reconnaissance mutuelle des libertés, d'une protection mutuelle de leur exercice, que peut s'affirmer un mouvement antagoniste de celui qui précipite le pouvoir étatique vers son but" (1994 : 76). Or, rendre lisibles des rapports de pouvoir, qui aujourd'hui ne le sont peut-être pas encore tout à fait, suppose qu'on soit capable de sortir d'une représentation de la société en termes de pur changement.

L'analyse de la violence contemporaine peut y contribuer - mais à condition qu'on soit capable de contourner un écueil principal : la tentation du retour en arrière, celle de céder aux sirènes de la réaction conservatrice, qui sont dans l'air du temps. Cette tentation a deux expressions principales. La première me semble très particulière du débat français et j'y reviendrai plus loin, à propos de la France : c'est la notion d'*exclusion*. L'exclusion est l'envers de la solidarité. Elle réintroduit le social, de contrebande, là où le changement s'en était délesté. Son but est la reconstitution de la solidarité, donc de l'ordre et de l'équilibre social, par délégation de la société civile, à travers l'action de l'Etat. La seconde me paraît plus générale : il s'agit de la remise à l'honneur de la notion d'*anomie*, dont Sergio Adorno (1996) a montré l'importance dans la pensée de Dahrendorf - et en particulier du Dahrendorf de *Law and Order*. Les éléments du raisonnement s'appuient sur l'idée d'un déclin, auquel on ferait face dans la société contemporaine, de la capacité de punition de l'Etat, de l'existence d'aires d'exclusion où la loi n'a pas de prise, du développement de systèmes privés de sécurité impliquant la rupture du monopole de l'exercice par l'Etat de la violence légitime, et d'une diversité et d'une fragmentation des manifestations violentes. Il n'intéresse pas ici d'établir un dialogue avec Dahrendorf du même type que celui qui a été établi par Adorno, contestant point par point son argumentation. Il suffit d'y constater la présence d'une problématique XIXe siècle, y compris dans la réponse visée : le renforcement de l'ordre par le renforcement des institutions - autrement dit, par le renforcement d'une autorité extérieure aux individus et située au-dessus d'eux.

Cette même problématique peut être retrouvée dans le débat brésilien - par exemple chez Francisco Weffort (1990), qui inscrit son analyse de la crise que traversent dans les années 1980 les jeunes démocraties latino-américaines dans le prolongement de la pensée de Dahrendorf. Elle n'est pas non plus absente (même si le mot d'anomie n'est jamais énoncé) de la pensée d'Yves Michaud (1994), qui évoque les effets néfastes, du point de

vue d'une généralisation de la violence, des "années de soupçon", où les principes de l'ordre avaient été sévèrement critiqués ; mais les effets néfastes, aussi, d'un "cosmopolitisme" qui déracine les individus, les arrachant à leurs liens sociaux originels et aux solidarités de groupe, par l'effet de la globalisation.

La problématique de l'anomie n'est pas seulement présente dans l'imaginaire intellectuel, elle l'est aussi, fortement, dans l'imaginaire social - en France peut-être encore plus qu'ailleurs, parce que la thématization de la violence n'y a pas dépassé les frontières de la criminalité violente (ou en tout cas moins qu'ailleurs), et reste prisonnière des débats sur l'autorité et la solidarité. Même en France, cependant, cette problématique est à la source de certaines formes de violence raciale, comme nous l'avons montré dans une étude sur des skinheads parisiens, dans le cadre d'une enquête sur le racisme populaire en France (Wieviorka et al., 1992 ; Peralva, 1994a ; Peralva, 1994b). Pour les skinheads, parler au nom de la race, c'est une manière de retrouver la pureté de la nation et des solidarités nationales que l'internationalisation a remises en cause ; mais ils songent aussi au rétablissement des anciens principes de l'ordre - dont l'ordre familial, par exemple, subverti par la critique culturelle des années 60, et dont ils se pensent comme les laissés pour compte ("nous sommes tous des enfants de divorcés"). La problématique de l'anomie se retrouve encore dans les discours sur les jeunes issus de l'immigration - des discours développés par les adultes, dans les quartiers populaires, et qui se mêlent souvent à un racisme diffus.

A ce débat, que ce soit dans son expression intellectuelle ou dans sa thématization sociale, peu importe, deux réponses différentes peuvent être apportées. La première est celle que j'ai un peu brutalement désigné ici comme la "réaction conservatrice". Elle consiste en l'effort de reconstruction de principes d'ordre fondés sur la prééminence du "nous" sur le "je", sur une représentation collective des liens sociaux et sur une morale du devoir. Elle a l'avantage d'avoir eu ses principes éprouvés à travers l'expérience moderne de l'individualisme moral - même s'il s'agit là d'une fiction dont on peut aisément montrer les failles à travers l'histoire concrète de chaque pays ; même si une telle expérience est restée toujours au stade d'aspiration onirique pour une large partie du monde, comme les Amériques (Graham et Gurr, 1969 ; Touraine, 1988). La deuxième réponse possible consiste à essayer de retrouver les racines conflictuelles d'une démocratie fondée sur l'idée de droits de l'homme, en faisant de la démocratie une politique orientée vers le développement de l'autonomie des plus démunis, et une politique par là même susceptible de favoriser une plus grande lisibilité des conflits sociaux - inversement à l'idée de *solidarité*, orientée vers l'effort pour rendre les conflits invisibles ; ou de celle d'*autorité*, fondée sur l'antériorité et la prééminence du passé sur le présent et l'avenir, comme rappelle Hannah Arendt. Cette seconde réponse, comme la première, ne se retrouve pas seulement dans le débat intellectuel. Elle est aussi ancrée dans les pratiques sociales et nous essayerons de montrer, à travers l'étude de l'incivilité, de la révolte et du crime, comment on retrouve dans ces expériences de la violence, non seulement un appel à l'ordre, qui est réel, mais aussi, pour une part considérable, l'ébauche d'un conflit social qui aujourd'hui éprouve beaucoup de mal à émerger sous une forme proprement politique.

Il ne s'agit pas pour nous de prendre position pour ou contre chacune de ces réponses, du point de vue de leur pertinence politique, mais simplement d'explicitier leur pertinence analytique. Ce n'est qu'au sens analytique que nous inscrivons la première dans le mouvement d'une "réaction conservatrice" - dans la mesure où elle ne peut se construire

que sur la base de l'oubli de la pensée critique des années 60 et 70, sur l'oubli de la part de violence réelle qui avait été inhérente à l'ordre moderne, et qui avait signé "l'échec de l'orgueil occidental", pour reprendre les termes de Camus (1951). La seconde implique au contraire de revenir aux sources de cet échec, particulièrement mis en évidence par la contestation étudiante des années 1960 - une contestation qui s'est par la suite effondrée, décomposée dans l'écartèlement des différentes tendances qui en sont issues, mais qui a été surtout engloutie dans la dynamique d'un changement dont il est à présent impératif de sortir.

4 - DU DES-ORDRE AU RISQUE

L'entrée dans le *dés*-ordre s'est effectuée, nous l'avons dit, d'abord en lien avec un déplacement du pouvoir, pour lequel l'ordre avait cessé d'apparaître comme une image positive et désirable de la domination sociale ; en lien aussi avec un mouvement critique grâce auquel un ensemble de principes - culturels, sociaux et politiques - d'organisation de la vie collective se sont trouvés modifiés. La morale, cadre normatif d'orientation des conduites, a été atteinte par l'acceptation d'une diversité, beaucoup plus grande qu'avant, des conduites individuelle perçues comme acceptables ; le travail, autour duquel la solidarité se construisait, a été atteint par la modernisation économique, qui le dispense de façon croissante ; la radicalisation d'une conception libérale de la démocratie constitue désormais un obstacle symbolique aux politiques volontaristes de bien d'anciens Etats nationaux.

Les liens entre *dés*-ordre et risque sont ainsi très étroits. Culturellement, le *dés*-ordre implique l'acceptation de l'incertitude et du risque comme des dimensions inéluctables de l'expérience moderne, il implique aussi que les modes envisagés de gestion du risque le soient en termes de "réflexivité". Il est implicitement convenu qu'une part de plus en plus importante de la gestion du risque doit reposer sur l'individu, davantage que sur la société. Cette redéfinition n'est pas étrangère au *dés*-ordre des âges et aux transformations des rapports parents-enfants, où l'apprentissage du risque et le développement d'une capacité à affronter le risque remplace, avec plus ou moins de bonheur, l'ancienne socialisation orientée en termes de valeurs.

D'autre part, si l'individu doit faire face à des risques directement dérivés d'un modèle de développement qui suppose une grande autonomie des appareils scientifiques et technologiques, ou des entreprises, et à laquelle s'opposent des contraintes sociales relativement faibles, le *dés*-ordre constitue lui-même un élément d'accroissement de ces risques. Il faut ajouter que de fortes inégalités interviennent dans l'expérience du risque, comme Ulrich Beck tient à le souligner. Des inégalités qui sont de deux types. Premièrement, même si l'expérience du risque est largement partagée, on observe néanmoins une forte stratification du risque. Le risque touche inégalement, autant les pays que les groupes sociaux. Dès lors, le type de risque auquel chaque individu doit faire face dépend très largement de ses conditions de vie, et des liens sociaux dans lesquels il se trouve concrètement engagé. En second lieu, l'inégalité face au risque relève aussi de ce

que la plus ou moins grande capacité de chacun à l'affronter n'est pas indépendante de son niveau d'information et d'éducation.¹⁰

Cette nouvelle importance du risque, en tant que catégorie générale de l'expérience collective, apparaît dans divers types de réponse au risque, qu'il convient maintenant d'examiner. Le risque est d'abord objet d'une *gestion systémico/étatique* : une fois acceptée son inéluctabilité, voire même sa désirabilité, reste à savoir comment il est traité par les appareils de pouvoir. Il induit par ailleurs des réponses individuelles en termes de performance.

Gestion systémico/étatique du risque et performance individuelle

La disparition du pouvoir sous la forme de l'ordre et de la domination a impliqué une transformation considérable des représentations concernant le pouvoir lui-même. Le pouvoir a paru se diffuser dans l'ensemble du corps social, se démocratisant et se "dédramatisant". Il est devenu *pouvoir d'agir*, fondé sur des compétences particulières et en principe accessible à tous (Crozier et Friedberg, 1977). Mais, dans la mesure où cette démocratisation advenait d'un ensemble de *dé-régulations*, cela a aussi signifié l'élargissement de l'importance régulatrice du marché.

Pour les acteurs économiques, cela voulait dire de nouvelles contraintes, dans la mesure où la part d'indétermination inhérente aux activités économiques s'est également accrue. Le problème de pallier aux effets socialement négatifs du marché se posant avec une acuité moindre, restait celui de gérer une incertitude qui pouvait être elle-même source de graves dysfonctionnements. Pour y répondre efficacement, il fallait introduire à la fois de la prévisibilité et de la souplesse, dans l'articulation entre l'offre et la demande. Les transformations les plus importantes de l'économie contemporaine suivent cette direction. Cela implique au moins deux choses : la mobilisation de compétences spécifiques, susceptibles de produire de la prévisibilité (Crozier signale par exemple l'importance cruciale d'une capacité d'articulation entre le court et le long terme) ; mais aussi une capacité d'articulation entre des choix individuels et des systèmes collectifs. A ce niveau, le débat renvoie à l'ouverture et à l'individualisation des temporalités liées au travail et à la prestation des services urbains ; et aux formes efficaces de production et diffusion de l'information - autant l'information susceptible d'être mobilisée en termes d'aide à la décision, au niveau de l'entreprise, que celle qui contribue directement à orienter des choix individuels (Crozier, 1995 ; Heurgon, 1997 ; Ascher, 1997 ; Godard, 1997).

Au niveau de l'appareil d'Etat, la reconnaissance du *risque* en tant que catégorie de l'action étatique dérive de sa responsabilité sur le plan de la protection des personnes et des biens. Jean-Claude Monet (1992) n'a pas manqué de signaler l'importance pour la police, institution classiquement chargée du "maintien de l'ordre", de la recomposition idéologique implicite dans cette reconnaissance. Lorsque la notion de "sécurité intérieure" apparaît dans le discours public, il s'agit "de réaffirmer le rôle central de l'Etat dans le maintien de l'ordre social, tout en évacuant la notion traditionnelle d'ordre public", encombrante en raison des polémiques qui l'ont accompagnée dans un passé récent". Dans cette perspective, la redéfinition de la place de l'Etat au niveau de l'offre de sécurité s'inscrit dans au moins deux

¹⁰ "Education and attentiveness to information open up new possibilities of dealing with and avoiding risks" (Beck, 1994 : 35).

autres charges également importantes. La première relève de la capacité à limiter les risques technologiques - "objectif d'autant plus nécessaire que leur imprévisibilité est partiellement irréductible", écrit Jean-Marc Erbès (1991). Là aussi, comme pour les acteurs économiques, la mobilisation de l'information constitue la ressource la plus importante.

La seconde tâche prise en charge par l'Etat consiste dans la gestion des "populations à risques". Robert Castel (1981) a attiré l'attention sur la manière par laquelle, à la suite des mouvements critiques des années 1960 et 1970, une recomposition significative s'était produite à l'intérieur du champ "psycho-technologique". L'idée de "gestion des risques" a remplacé les modèles contraignants du passé dans la prise en charge des "populations à risques".¹¹ Changement en rien anodin - et Castel attire l'attention (1981 : 208) sur le fait que "dans un nombre croissant de situations, l'étayage de l'obligation sur l'individu ne passe pas par la coercition mais par sa mobilisation volontaire. L'alternative n'est pas de se soumettre ou de se révolter, mais de rassembler son potentiel personnel au service de la tâche à accomplir, ou d'être marginalisé." Observation simple, mais qui nous rappelle que le pouvoir et la domination n'ont pas disparu, ils ont seulement changé de face ; et derrière l'injonction faite à tous d'agir se cache souvent une très grande inégalité des moyens d'action.

Reste qu'une telle obligation n'est pas toujours négativement vécue, en particulier dans des catégories sociales qui disposent quelque peu de ressources culturelles mobilisables. Alain Ehrenberg (1991) a pu dès lors parler du culte de la performance, mis en rapport avec "la généralisation de la compétition dans le paysage imaginaire français" - la performance étant l'une des catégories à travers lesquelles l'individu fait reposer sur lui-même les chances de sa propre biographie.

Les réponses violentes au risque

Les réponses au risque dans la société de risque peuvent néanmoins être aussi des réponses violentes. Chez certaines classes de personnes, le risque devient l'objet d'une "gestion" passive, à travers le *sentiment d'insécurité*. Certes, le sentiment d'insécurité n'est pas directement une réponse violente au risque, mais il est souvent à la source de demandes sécuritaires à fond raciste ou xénophobe. Il participe à la logique de la rumeur qui, tout en n'étant pas en elle-même un phénomène violent, précède souvent des actes violents. Chez d'autres gens, la perception du risque peut susciter directement des réponses violentes. Ces réponses combinent un ensemble complexe d'éléments. Il y a là ce qu'on peut désigner comme des *conduites de risque* - réponse individuelle, de type stratégique, au risque ; mais également des processus de reconstitution sauvage d'une image infra-sociale de l'ordre - des processus de *tribalisation* ; il y a, enfin, des orientations qui expriment, même de façon imprécise et confuse, des éléments d'un *conflit socio-culturel*. Ces trois orientations sont présentes à l'intérieur d'une même problématique du risque, et on les voit à l'oeuvre dans les réponses violentes au risque.

¹¹ La remarque de Marie Choquet (1991: 45) s'inscrit dans la même optique. "Historiquement, pour désigner les 'conduites à problème', on est passé du concept de 'faute' (jugement par rapport à un cadre juridico-moral), au concept de 'dangerosité' (jugement par rapport aux normes sociales) pour en venir à la notion de 'risque' (jugement par rapport à une référence médicale)."

Gestion passive du risque : le sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité est propre de ceux chez qui la peur constitue une catégorie centrale du rapport au monde, ceux qui se perçoivent eux-mêmes comme des victimes potentielles du risque, qui forment la communauté des victimes dont parle Beck. L'idée d'une gestion *passive* du risque, à travers *le sentiment d'insécurité*, vise à souligner l'autonomie de la notion par rapport aux conduites concrètes - même si elle garde avec ces dernières des liens très clairs, comme nous essayerons par la suite de le montrer. La notion de sentiment d'insécurité est aussi problématique, dans la mesure où elle a été constituée tout d'abord en rapport avec la *peur du crime*, et non pas avec le thème plus général de la "société de risque", à travers lequel nous essayons de l'aborder ici. Reste que la séparation, constatée dans de nombreuses recherches, entre l'expérience du crime et la peur du crime, justifie d'inscrire le débat sur le sentiment d'insécurité dans ce cadre plus général.¹²

Plus ancienne aux Etats Unis, la discussion sur ce thème a pris de l'ampleur en France depuis une vingtaine d'années, dans le droit fil de la polémique suscitée par la publication en 1977 du rapport Peyrefitte. Une vaste série de sondages d'opinion, qui mesuraient le sentiment d'insécurité, ont constitué la base empirique à partir de laquelle le débat s'est développé. Si les interprétations des données sont divergentes en ce qui concerne un certain nombre de corrélations, les résultats en revanche convergent à propos de quelques points précis. On sait, en France, que le sentiment d'insécurité est un phénomène qui touche une minorité significative (19% de la population en 1990 : enquête CREDOC/IHESI), mais aussi qu'il touche inégalement les différentes strates sociales (il atteignait à la même époque 27% des personnes logées en HLM-ILM), les différentes classes d'âge (il croît avec l'âge) et les sexes (les hommes étant moins susceptibles que les femmes).

Ces indications, quoique très insuffisantes, pointent déjà vers un des principaux aspects du débat sur l'insécurité : le lien entre sentiment d'insécurité et privation d'action. Alors que des enquêtes constataient l'absence de corrélation entre les taux de victimation, ou les taux d'exposition au crime et le sentiment d'insécurité - même s'il faut se rendre à l'évidence d'une trop grande disparité des résultats et donc de leur caractère peu probant¹³ - on observait en revanche que le sentiment d'insécurité était corrélé avec le degré de fragilité sociale des sujets concernés. Cette constatation a autorisé des interprétations du sentiment d'insécurité, qui n'étaient pas sans rappeler le phénomène de la rumeur - catégorie du ressort de l'imaginaire collectif, plus que des pratiques concrètes. Comme la rumeur, le sentiment d'insécurité n'était significatif que parce qu'il relevait d'une antériorité de l'action, étant soupçonné de nourrir certains types particuliers de comportements, et notamment les comportements électoraux.

Le sentiment d'insécurité semblait ainsi appartenir au registre de l'"opinion publique", ce qui a aussi suscité maintes interrogations à propos de ses liens avec les médias. Encore une fois, ici, de même qu'au niveau de la gestion "systémico-étatique du risque", la question de la mobilisation de l'information et de ses liens avec la peur se posait avec force. Mais si au niveau "systémico-étatique", la mobilisation de l'information apparaît comme fondamentale dans la limitation du risque et dans l'aide à la décision, ici,

¹² Constatant la dissociation entre la peur du crime et l'expérience du crime, certaines enquêtes se sont réorientées vers l'hypothèse que la peur du crime cachait "la peur d'autre chose" (Zauberman, 1982).

¹³ Pour un important bilan de cette littérature, cf. Zauberman (1982).

au contraire, sa présentation fragmentaire par les médias, irait dans le sens de la peur et de la rupture des liens sociaux.

La manière par laquelle, après de nombreuses recherches menées sur ce thème, Hugues Lagrange (1995) s'est prononcé sur ce débat, nous a suggéré deux questions importantes. La première concerne les limites explicatives des études statistiques sur le sentiment d'insécurité. Si elles ont permis de cerner en termes objectifs la présence simultanée d'une série de variables (vulnérabilité, âge, sexe, statut social), elles n'ont pas été très loin dans l'explication de leurs relations réciproques. Sous le couvert de l'objectivité et, souvent, de l'énorme complexité des "artefacts" (l'expression est de Lagrange) mis en oeuvre, l'analyse statistique du sentiment d'insécurité n'a pas pu protéger la recherche contre les écueils inhérents à d'autres types d'approche - constatation dont l'importance s'accroît du fait qu'elle vient d'un quantitatifiste, effectuant un bilan sur son propre travail.

La seconde question a une portée beaucoup plus générale. Essayant de trouver une réponse théorique au problème de la dissociation entre la peur et l'expérience directe du danger, Lagrange écrit (1995 : 186) : "La présence matérielle du danger est brève en général, prise entre le pas encore et le déjà plus. La peur réélaborée par la pensée nous installe devant un danger qui n'est plus là, elle nous rappelle notre frayeur ou nous projette vers un danger futur. En ce sens elle est une disposition, pas seulement une ouverture fonctionnelle et temporaire de notre être au danger mais le cadre dans lequel cette ouverture se produit, c'est-à-dire dans lequel nous accueillons des réalités comme des menaces : une *susceptibilité*." Et il continue: "La peur personnelle est l'organisatrice de notre être en prévision du danger. Cette peur met en jeu une série de délimitations au sein du monde, ordonnées selon les degrés de la familiarité, du connu et du sûr. *Nous nous inscrivons dans ce monde avec la conscience réflexive de notre vulnérabilité ; l'agression, le repli et la fuite sont alors concevables comme autant de manières d'établir des séparations entre nous et les dangers, de les éloigner de notre horizon immédiat. (...) La peur ne décalque pas l'expérience de victimation. Elle rapporte la perception du danger aux ressources que chacun sait pouvoir utiliser ordinairement pour y faire face et à la mémoire des expériences passées.*" (Souligné par moi.)

Observation fondamentale, puisque s'y formule avec netteté la dimension réflexive du sentiment d'insécurité, grille subjective de lecture du monde, image du sujet vu par lui-même, et image de son rapport au monde. Aussi le sentiment d'insécurité n'est pas que l'avatar des personnes les plus fragiles et privées d'action ; il appartient à un registre beaucoup plus général et peut, en bonne logique, informer aussi les réponses à la peur de ceux qui se conduisent de manière violente. Et alors qu'un certain nombre d'enquêtes américaines (Zauberman, 1982) constatent une corrélation entre sentiment d'insécurité et *incivilities*, notamment dans les quartiers populaires et dégradés, il faut faire jouer dans les deux sens la signification de cette corrélation : si le sentiment d'insécurité s'accroît avec la montée des incivilités, il n'est pas moins vrai que les incivilités constituent elles-mêmes une modalité particulière de réponse à l'insécurité. De ce point de vue, l'effort entrepris par Eric Macé (1997) pour replacer la discussion sur l'insécurité dans le cadre d'une analyse classique en termes de rapports sociaux, ce qu'il a exprimé à travers l'idée d'une *coproduction* de l'insécurité, est de même nature que le nôtre. Nous essayerons de montrer que, loin de constituer l'apanage des plus fragiles, de ceux qui sont *privés d'action*,

l'insécurité informe tout autant les conduites de ceux qui emploient la violence comme technique de neutralisation de la peur.

Conduites de risque et imaginaire de la mort

On peut comprendre, dans un sens restrictif, la notion de *conduites de risque* comme étant des conduites expressives, où le sujet se met volontairement en situation de risque ; mais aussi, dans une acception plus générale, comme étant celles qui, dans le cadre d'une société de risque, constituent une modalité de réponse individuelle au risque. A travers la métaphore du passage de l'ordre au risque, ce qu'il importe de comprendre c'est le changement observé entre ce qui apparaissait auparavant à l'individu, et ce qui lui apparaît aujourd'hui, comme sa contrainte et comme sa liberté.

La perception de l'environnement comme porteur de risques, comme dépourvu de protection, et défini par l'insécurité et la violence, est elle-même inductrice de violence. Acculé par une violence qui le guette partout et qui lui apparaît comme une donnée permanente et imprévisible de son expérience, le sujet développe une violence réactive, qui peut atteindre des degrés d'une gravité extrême. Ainsi vers la fin des années 1970, au Brésil, le régime militaire venant à son terme, le sentiment d'insécurité a atteint des niveaux très importants. Il est presque possible de dire qu'il a été suscité par le régime sortant, tel était le décalage entre l'insécurité objective et les propos officiels sur l'insécurité véhiculés par les médias. Des appels à l'autodéfense ont été entendus et la population a été invitée à s'armer. Tout laisse penser que la généralisation du port d'armes, constatée depuis lors dans le pays, de même que le fait que beaucoup de conflits interpersonnels apparemment dépourvus de toute gravité continuent à avoir, aujourd'hui encore, une issue mortelle, ne sont pas sans liens avec l'accroissement du sentiment d'insécurité (Peralva, 1997c).

Ces comportements, définis par une perception du risque induisant une réponse violente au risque, ne sont pas sans liens avec un second type de conduites de risque - celles que le débat actuel (par analogie avec le jugement de la faute dans l'Europe médiévale et dans des sociétés traditionnelles, lorsque l'individu était amené à s'engager dans un risque mortel pour prouver son innocence) a convenu de désigner à travers la notion d'*ordalie* (GRECO, 1994). Dans l'ordalie moderne, l'individu paraît se mettre délibérément en situation de risque mortel, comme voulant faire la preuve de la légitimité de son droit à la vie. David Le Breton (1996) a analysé ces conduites comme exprimant des *passions* du risque, les reliant à l'impératif d'une quête d'identité dont serait redevable une modernité marquée par le *dés*-ordre symbolique et l'individualisation croissante.

L'idée d'ordalie va être importante pour nous, mais d'une manière différente. Dans deux cas, surtout, parmi ceux que nous analyserons, celui de la révolte et celui du crime, la prise d'un risque mortel apparaît comme un élément crucial, constitutif des conduites violentes. Mais non pas nécessairement comme quête délibérée du risque - plutôt comme une contrainte de l'acteur, que comme sa liberté.¹⁴ Certes, Le Breton marque bien les limites de la "liberté" impliquée dans l'ordalie moderne. Ces limites, il les voit cependant du côté des déterminations inconscientes, que l'individu ne peut pas contrôler. Notre argument est autre. Il nous amène à rechercher le fondement proprement *social* des

¹⁴ En ce sens, l'ordalie moderne devrait être perçue comme bien plus proche de l'ordalie médiévale qu'on ne voudrait a priori le croire.

conduites ordaliques (en tout cas de celles analysées ici), qui les constitue très concrètement comme possibilité à l'intérieur du champ des choix dont dispose l'acteur.

L'ordalie mobilise un imaginaire de la mort, dont on ne peut pas réellement faire abstraction lorsqu'on veut comprendre certaines formes de la violence juvénile contemporaine, et en particulier certaines formes de conduites de risque. La désocialisation momentanée de notre expérience, due au changement historique, le fait que des formes anciennes de notre vie collective se décomposent sans avoir été tout à fait remplacées, accroît sans nul doute l'importance de cet imaginaire de la mort, et explique la virulence de certains comportements violents, ou de certaines prises de risque mortelles. Toute la littérature consacrée aux relations entre l'homme et la mort nous amène à cette conclusion. Elle constate l'importance de la modernisation socioculturelle et des processus d'individuation, du point de vue de l'accroissement de l'angoisse de mort - thèse qui a été d'abord formulée par Edgar Morin (1970) ; qui a ensuite orienté l'enquête développée au long de quinze années par Philippe Ariès (1977) sur la mort en occident ; et qui a été réitérée dans le contexte brésilien par les études éditées par José de Souza Martins (1983).¹⁵

L'essai de Morin constitue une interrogation anthropologique sur l'angoisse de mort, en même temps qu'un voyage à travers l'histoire des idées sur la mort. Il commence par situer le problème du rapport à la mort comme une donnée humaine fondamentale : "la définition de l'humain le plus archaïque se fait par la coexistence de l'instrument (l'homo faber) et de la mort (...) les pratiques concernant les cadavres, la croyance en une vie propre des morts se manifestent à notre connaissance comme des phénomènes humains premiers au même titre que l'outil." (p. 33) Mais par ailleurs, et en même temps que cette donnée fondamentale, se pose une autre, non moins élémentaire : l'horreur à la mort. C'est là que Morin introduit l'élément crucial de son interprétation sur l'angoisse de mort, celui-là même qui allait par la suite servir de fil conducteur à Philippe Ariès. Il propose l'idée que l'angoisse de mort est étroitement liée à un sentiment : celui de la perte de l'individualité. "La douleur provoquée par une mort n'existe que si l'individualité du mort était présente et reconnue (...) Sentiment qui est celui d'une rupture, d'un mal, d'un désastre, c'est-à-dire, sentiment traumatique. Conscience enfin d'un vide, d'un néant, qui s'ouvre là où il y avait la plénitude individuelle, c'est-à-dire conscience traumatique."

Cette conscience aiguë de soi-même et de sa propre individualité (ainsi que de l'autre et de son individualité, à laquelle je m'identifie) dérive de deux ruptures que Morin énonce : la première, par rapport à l'espèce ; la seconde, entre l'individu et son groupe social. Rupture par rapport à l'espèce : "La conscience humaine de la mort ne suppose pas seulement la conscience de ce qui était inconscient chez l'animal, mais une rupture au sein du rapport individu-espèce, une promotion de l'individualité par rapport à l'espèce, une décadence de l'espèce par rapport à l'individualité." (p. 67) "A l'intérieur de l'espèce", poursuit-il, "règne un tabou de protection absolu" (p. 68). Il en dérive "une cécité animale à la mort, qui est une cécité à l'individualité" (p. 69).¹⁶ Rupture entre l'individu et son groupe

¹⁵ Les considérations qui suivent reprennent des éléments d'analyse d'abord présentés dans le cadre d'une communication à l'Association nationale de recherche en sciences sociales - ANPOCS (Peralva, 1996).

¹⁶ Philippe Ariès (1977, volume 2 : 24) cite, dans cette même perspective, J. B. Gelli lequel raconte que dans "l'île de Circé, Ulysse (...) demande à l'un de ses compagnons transformé en porc pourquoi il ne veut pas

social. Morin formule là-dessus l'idée que "lorsque l'affirmation du groupe social s'effectue au plus intime de l'individu, elle dissout la présence traumatique de la mort, (...) inversement l'affirmation de l'individu sur ou dans la société fait lever à nouveau les angoisses de mort." (p. 49) Et il y ajoute un argument qui sera ensuite repris par Ariès dans son histoire de mort: "la crainte de la mort est beaucoup moins prononcée chez les peuples archaïques que dans les sociétés plus évoluées". Ce qui revient à dire que plus la société est "moderne", plus elle s'individualise, plus intense devient l'angoisse de mort.

Ces deux ruptures, par rapport à l'espèce et par rapport au groupe social, source d'angoisse de mort et de l'horreur à la mort, coexistent paradoxalement avec l'homicide et la prise volontaire d'un risque de mort. "Le meurtre, qui contredit si violemment en apparence l'horreur de la mort, est un donné humain aussi universel qu'elle. Humain parce que l'homme est le seul animal qui donne la mort à son semblable sans obligation vitale (...)" (p. 78) A côté du problème de l'homicide, en rapport avec lui ou indépendamment de lui, Morin propose le problème de l'engagement conscient dans un risque de mort : "Le risque de mort est le paradoxe suprême de l'homme devant la mort puisqu'il contredit totalement et radicalement l'horreur à la mort. Et cependant, non moins que cette horreur, le risque de mort est un donné fondamental."

La société, de son côté, remplit une fonction importante d'adaptation à la mort. "Dans un sens elle ne fait que remplacer la contrainte de l'espèce par une autre contrainte. Son emprise, interne et externe, ressemble fort à celle de l'espèce. Elle s'arroge la plupart des attributs de l'espèce ; elle est coutume, tradition, éducation, langage, science, législation, tabou ; elle est en quelque sorte l'équivalent de l'instinct, à la fois en tant que magasin du savoir collectif et puissance impérative." Mais la modernité, dès qu'elle renforce l'individu au détriment de la société, affaiblit cette matrice protectrice, induisant une intensification de l'angoisse de mort.

Ce bref rappel de quelques uns des éléments constitutifs d'une anthropologie de la mort intervient ici pour souligner deux questions particulièrement importantes, du point de vue de l'analyse de la violence qui va suivre. La première est celle des liens inextricables entre le meurtre, l'horreur à la mort et la prise d'un risque mortel, qui se nouent à l'intérieur d'un même imaginaire de la mort. L'angoisse de mort, qui informe cet imaginaire, peut induire le meurtre autant qu'induire la prise de risques mortels. La seconde concerne les effets du "recul" du social - notre contingence actuelle - sur l'accroissement de l'angoisse de mort, et a fortiori sur le développement de conduites violentes sous l'emprise de l'angoisse de mort.

Tribalisation : la société déficitaire

Les limites d'une réponse individuelle au risque sont claires. Dès lors, aucune réponse au risque n'est jamais purement individuelle. Toutes s'appuient *simultanément* sur

redevenir l'homme qu'il était. L'animal qu'il est devenu répond que le grand malheur de l'homme est la connaissance de la mort, la peur qui suit cette connaissance et le sentiment de la fuite du temps". La cécité animale à la mort n'est pourtant pas absolue et Morin rappelle (p. 73) l'exemple du chien qui meurt sur la tombe du maître, ce qui à son sens, dans le cas de l'animal domestique, individualisé, serait signe d'un rapport perturbé à l'instinct spécifique. En revanche, la cécité animale à la mort n'est pas complètement éliminée dans l'homme, pour lequel, le fait "d'adhérer à l'activité vitale élimine la pensée de la mort", et il constate dès lors que "la vie humaine comporte une part énorme d'insouciance à la mort (...)"

la reconstruction de liens collectifs d'appartenance et d'un espace symbolique de protection. Seulement, cet espace est aujourd'hui très souvent infra-social, c'est-à-dire communautaire ou tribal. Il se situe en deçà des rapports de pouvoir qui, à un certain niveau, structurent la vie collective et créent des liens objectifs entre les individus. La société ne se présente plus comme l'espace normalisé de déploiement des conduites stratégiques ; celles-ci se développent *en alternance* avec une vie collective recommunautarisée.

Cette alternance est un des thèmes majeurs du débat sociologique récent. En France le phénomène a été souvent évoqué indirectement, à travers les idées de dualisation ou d'exclusion sociale - c'est-à-dire comme fracture d'une représentation intégrée de la vie collective, celle-ci cessant d'apparaître comme la figure dominante de l'ordre moderne. Ailleurs, dans des études tournées vers le monde islamique, l'idée d'alternance est présente de façon beaucoup plus directe : on y souligne combien le "retour" à la communauté et le repli sur des liens communautaires ne relève pas de la simple régression ; il ne s'agit pas d'un retour à *l'ascription*, qu'on pourrait expliquer par déficit *d'achievement* - puisqu'il s'opère dans des catégories sociales à forte capacité stratégique. Thématique présente chez Nilufer Göle ou Farhad Khosrokhavar, mais mise aussi en évidence, pour le cas du Japon, par Sylvaine Trinh dans son étude sur la secte Aoum. En ce sens, l'opposition entre "le marché" et "le ghetto" ne peut pas être perçue comme la forme travestie de la vieille opposition entre ceux d'en haut et ceux d'en bas - "le marché" (lieu de déploiement des conduites stratégiques) et "le ghetto" (lieu de l'intégration collective) constituant au contraire des dimensions différenciées d'une même expérience individuelle.

L'opposition entre la volonté essentielle et la volonté arbitraire n'est pas celle de deux formes sociales se succédant dans le temps, l'une ayant historiquement dépassé l'autre. Cette opposition, de différentes manières, a toujours gardé sa place au coeur de l'ordre moderne - séparation entre le privé et le public, culture du pauvre - et en ce sens il semble aussi inexact de parler, comme le suggère Michel Maffesoli (1988 : 66), d'un mouvement *pendulaire* de passage de l'ordre contractuel à l'expérience fusionnelle, qui procéderait par saturation. Il est préférable d'envisager le problème en termes d'une redéfinition beaucoup plus générale des formes du lien social et de sa représentation.

Une telle crise du lien social dans la société de risque dérive tout d'abord de la remise en cause, par le *dés-ordre*, de l'ancienne forme sociocentrée de ce lien - d'où la nécessité de faire place à une nouvelle représentation de la vie sociale, plus directement centrée sur l'individu. Dans un contexte de *dés-ordre*, la violence juvénile se manifeste dans l'alternance entre des conduites stratégiques (des conduites de risque) et des phénomènes de tribalisation. Interprétation qui s'inscrit dans la perspective proposée par Bertrand Badie (1991 : 116), pour qui la "prise en compte de la stratégie individuelle des acteurs suggère (...) un faisceau d'explications sur la genèse des communautés qui ne paraît plus réductible à l'hypothèse d'une volonté naturelle génératrice de sociabilité." Loin de manifester le "déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse", la tribalisation constitue l'autre face des conduites stratégiques, dans un contexte de crise du lien social. Elle exprime notre incapacité momentanée à proposer une représentation unifiée et conflictuelle de la vie collective.

Dans la société de risque, la tribu se structure comme un espace de protection, comme une retraite, où l'individu se réfugie, après l'effort stratégique pour faire face risque. Mais d'un autre côté, l'expérience tribale, effectivement fusionnelle, contient pour cela

même une part considérable de violence ; et on ne saurait occulter l'atteinte à la liberté individuelle qui lui est inhérente. Dans cette perspective, il s'agit bien d'une forme pathologique du lien social. A travers les conduites de risque le sujet vit l'expérience d'une hyper-individualisation ; seul face au risque, il doit y répondre sur des bases purement réflexives. A travers la tribalisation, il nie, sous une forme fusionnelle la face hyper-individualisée de son expérience, comme pour recomposer ses forces avant une nouvelle alternance.

L'égalité et la différence comme enjeux d'un conflit socioculturel

Devant les contraintes de la société de risque, les conduites de risque et la tribalisation constituent deux dimensions complémentaires d'une même réponse au risque. Il faut en ajouter une troisième, au moins aussi importante, sinon encore plus importante que les deux autres, mise en oeuvre encore imparfaite mais non moins réelle d'un conflit socioculturel propre à la société postindustrielle.

A partir des pistes laissées par les luttes collectives contemporaines, nous avons indiqué ci-dessus les contours généraux de ce conflit (figure 1, page 13). Sur son axe social, il oppose, nous avons dit, une logique d'autonomisation de la rationalité scientifique et technologique à la résistance populaire, qui rappelle la nature sociale de la modernisation. Sur son axe culturel, c'est l'autonomie individuelle qui est en jeu, c'est-à-dire, le refus de l'individu à se laisser utiliser comme ressource par les grands appareils. C'est les termes de ce conflit culturel qu'il faut maintenant préciser. On peut le faire, à la manière de Leca (1991 : 174) en prenant comme point de départ l'idée d'une tension entre appartenance commune et différenciation. L'appartenance commune a été historiquement représentée dans le monde moderne à travers l'idée de citoyenneté - d'abord civile, ensuite politique et sociale, pour reprendre la formulation de T. H. Marshall. Chacune de ces étapes s'est caractérisée par l'élargissement des droits individuels et par l'accroissement progressif de la participation. Mais chacune d'entre elles a simultanément supposé la persistance d'éléments de différenciation et d'inégalité. La société postindustrielle - et c'est la nouveauté du moment que nous vivons - redéfinit une fois de plus les relations entre égalité et différence. L'égalité sociale cesse d'être surtout une revendication de ceux qui se trouvent en bas de l'échelle sociale, elle devient d'une certaine manière une contrainte de la domination ; c'est sur le plan culturel que la différenciation se joue, et c'est elle qui devient la revendication centrale des sujets individuels.

Il faut prendre acte d'un tel changement et en tirer les conséquences. Avec la sortie de la rareté, la participation à la consommation est devenue une donnée économique fondamentale. La consommation constitue aujourd'hui un élément économique au moins aussi important que la production, qu'elle détermine. On sait combien les politiques publiques y sont sensibles : partout, l'évolution du niveau de consommation des ménages est attentivement suivie ; leur possibilité d'endettement et les facilités de crédit qui leur sont offertes, s'inscrivent dans cette même logique générale. Mais la participation ne touche pas seulement la consommation, elle atteint bien d'autres domaines de la vie sociale : partout les taux de scolarisation s'accroissent, atteignant des niveaux spectaculaires, partout la participation culturelle s'élève - sous l'emprise des médias, certes, mais pas seulement ; partout s'élève la participation à l'ensemble des biens et services produits par chaque

société. La société post-industrielle accélère les processus d'égalisation sociale¹⁷, sans que le pouvoir renonce pour autant à contrôler les règles du jeu de la différenciation. Et c'est, une fois encore, autour de la tension entre égalisation et différenciation, que, sur son axe culturel, le conflit postindustriel se construit.

Du côté du pouvoir - rappelons une fois de plus la formule de Lefort (1994) - la différenciation se légitime comme *compétence*. La compétence ouvre l'accès aux moyens du pouvoir - moyens d'intervention individuelle significative et active dans la dynamique social, c'est dire pouvoir d'être un producteur de sens, et non pas seulement un consommateur soumis, contraint à la participation dépendante. D'où l'importance de l'école aujourd'hui, comme productrice d'une différenciation sociale axée sur le principe de la compétence. On est très au-delà du thème de la participation méritocratique, dont Charles-Henry Cuin (1993) a souligné l'importance dans la démocratisation de l'accès à l'école en France (mais la même tendance s'observe ailleurs) dès le second après-guerre. La méritocratie, écrit-il, était la croyance par laquelle on prétendait que "le niveau d'instruction et de diplôme atteint par les individus leur confère *ipso facto* une position de niveau correspondant dans la hiérarchie sociale". Si le thème de la participation méritocratique aujourd'hui s'épuise (même s'il constitue toujours, surtout dans le cas français, un des éléments les plus problématiques de l'idéologie scolaire) ce n'est pas seulement en raison d'une dévaluation inflationniste des diplômes. Car si la dévaluation est réelle, les diplômes, en revanche, ne font pas que se dévaloriser en se massifiant. Ils se *différencient* profondément (Lapeyronnie et Marie, 1992) et perdent dès lors pour beaucoup leur signification générale du point de vue de la hiérarchisation, et a fortiori de la mobilité sociale.

Le conflit qui se construit à l'école relève tout d'abord d'une résistance à la duperie d'une participation, où l'égalité des chances reste en partie formelle, puisqu'elle se fonde sur l'inégale disponibilité de ressources culturelles - ce qui, pour une partie importante des enfants scolarisés déplace inexorablement l'horizon de la différenciation. Être un élu de l'école, disent-ils, n'est pas donné à tous. Mais le conflit ne se construit pas seulement en ces termes là. Il ne met pas seulement en jeu les chances de réussite, ou de "différenciation", tablées par les appareils de pouvoir. Le problème a d'autres dimensions.

Les participants au jeu de l'égalité dans la société postindustrielle se distinguent aussi entre eux par une importante inégalité symbolique. En voyant s'accroître leur participation à de nouveaux domaines de la vie sociale, les jeunes français issus de l'immigration, comme les jeunes *favelados* brésiliens, ne restent pas moins symboliquement inégaux à de multiples égards. Cette inégalité symbolique, que le discours sur l'égalité veut taire, constitue un élément essentiel de leur historicité personnelle - et elle doit dès lors trouver une voie d'expression, soit à travers le conflit, soit à travers la violence.

Ici, comment ne pas évoquer Tocqueville, qui a été si sensible à cette contradiction ? Estimant les Américains heureux d'être nés égaux, sans avoir eu à le devenir, il leur présageait pourtant, avec leurs esclaves affranchis, un avenir sombre. Il n'ignorait pas la

¹⁷ L'importance du thème de la "dualisation" et de "l'exclusion" dans le débat français actuel ne contredit pas cette affirmation. La France vit simultanément le phénomène de l'accroissement de la participation et celui de l'exclusion, en raison d'un mode historique particulier de sortie de la société industrielle. J'y reviendrai.

part de violence potentielle inhérente à la tension entre une égalité statutaire, et les inégalités réellement persistantes au niveau des relations des races. Il y avait là pour lui un dilemme indépassable, d'autant plus que la possibilité d'une reconversion de cette inégalité symbolique par la mise en oeuvre d'un conflit social est absente de sa réflexion. Elle réapparaît dans celle de Louis Dumont (chez qui la problématique tocquevilienne de l'égalité se présente, dans des termes à bien des égards très proches). Dumont reconnaît la signification du conflit dans le dépassement de la violence inhérente à la contradiction entre égalité statutaire et inégalité symbolique - même s'il avoue préférer, au conflit, la hiérarchie.¹⁸

Or, l'individu aujourd'hui soumis à la participation démocratique dans la société postindustrielle ressent comme impératif de faire émerger dans le débat public l'inégalité symbolique, par laquelle certaines de ses caractéristiques sont objectivement *discriminées*. Car c'est là, pour lui, une manière, en assumant une telle inégalité comme sa "différence", de lui redonner de la légitimité. A travers cette opération subjective, qui consiste à s'affirmer et à s'exposer comme "différent", il convertit la différence en élément d'une nouvelle conflictualité ; il désigne le vrai lieu de formation de l'inégalité, montre où et par quelles voies elle reste significative et la transforme en son *horizon de sens*. Par ce moyen, enfin, il effectue un déplacement significatif, d'une narrativité autrefois construite comme collective et sociale, devenue désormais individuelle. L'affirmation conflictuelle, dans l'espace public, d'une différence privée tire son importance de ce qu'elle introduit dans l'expérience de la participation un principe de différenciation, *autre* que celui légitimé par les grands appareils, et que l'individu est lui-même en mesure de contrôler.

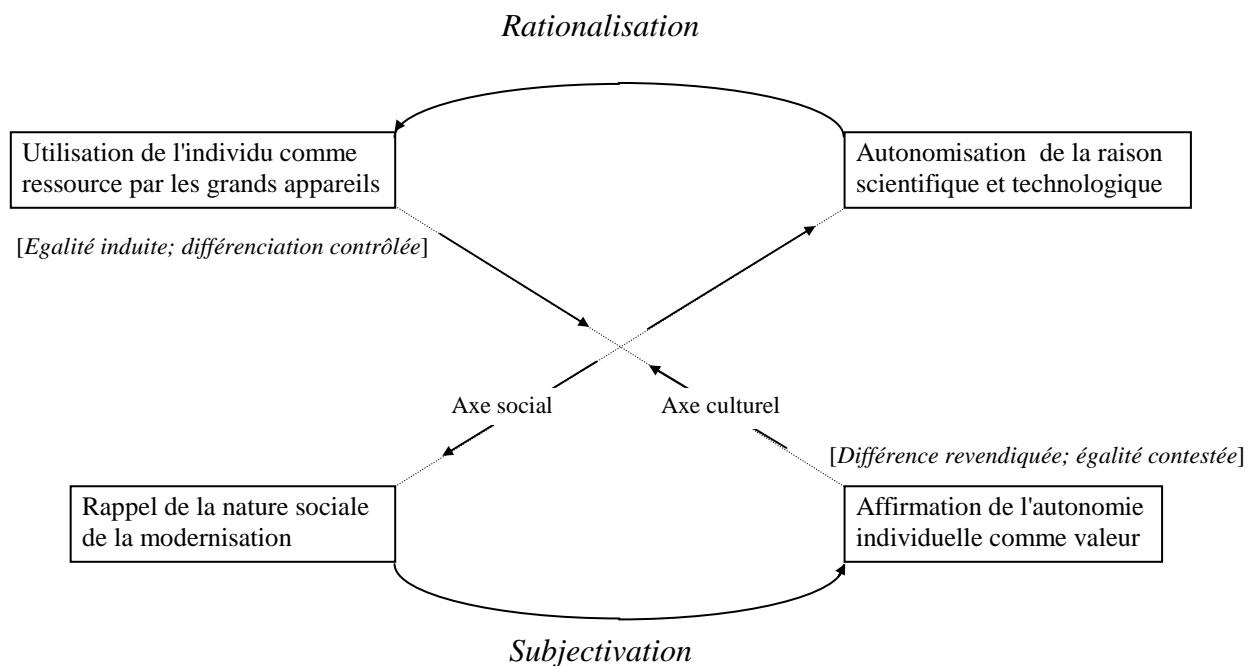


Figure 2 - Figuration du conflit postindustriel

¹⁸ "Seul le conflit se qualifie (...) comme intégrateur. Il faut donc dire, en gros, qu'il y a deux voies pour reconnaître en quelque façon l'Autre : la hiérarchie et le conflit. Maintenant, que le conflit soit inévitable et peut-être nécessaire est une chose, et le poser comme idéal, ou comme 'valeur opératoire', en est une autre (...) Le conflit a le mérite de la simplicité, alors que la hiérarchie entraîne une complication semblable à celle de l'étiquette chinoise. Je confesse pourtant ma préférence irénique pour elle" (Dumont, 1983 : 297, 298).

Que ce conflit se dégrade si souvent en violence, voilà qui doit beaucoup à sa difficile expression sous sa forme propre, faute d'un espace politique adapté. Le conflit est alors écrasé entre des conduites de risque et des phénomènes de tribalisation, et ne se manifeste que sous une forme intermittente et spasmodique, sans réellement parvenir à se constituer comme mouvement social.

5 - L'INCIVILITE, LA REVOLTE ET LE CRIME

Les trois logiques de réponse violente au risque qui viennent d'être énoncées constituent l'avatar d'une société postindustrielle dont la forme historique actuelle est celle d'une société de risque. Les conduites de risque, réponses individuelles au risque, dérivent des stimuli à la réflexivité, induits par la dynamique de la vie collective ; la tribalisation répond à l'absence, ou à la défaillance, des représentations sociales de l'ordre ; le conflit autour de l'égalité et de la différence n'implique pas obligatoirement la violence, mais il peut aussi entraîner des dérives violentes, du fait de notre incapacité à le configurer et à développer des politiques démocratiques susceptibles de favoriser sa mise en forme. Ces mêmes logiques se combinent de différentes manières, dans les expressions de la violence juvénile contemporaine (l'incivilité, la révolte et le crime) que nous analyserons ensuite dans ce travail, à partir de cas empruntés à l'expérience française et brésilienne.

L'incivilité

L'incivilité a été généralement envisagée dans la littérature comme *trouble aux rapports civils, échappant à la loi, parce que difficilement qualifiable pénalement* (Lagrange, 1995 : 109). Nous la définirons comme la manifestation d'une interprétation conflictuelle du lien social, où l'emploi de la force est supposé préférable à la négociation.

La généralisation des phénomènes d'incivilité pose une interrogation sur les raisons de cette préférence. Il est utile dès lors de revenir sur les trois conditions considérées par Norbert Elias comme ayant pesé sur la civilisation des moeurs : 1) la concentration des moyens de la force et le monopole de son exercice ; 2) la codification des moeurs et l'explicitation des règles de civilité ; 3) l'exercice par l'individu d'un contrôle sur sa propre agressivité, qu'il préfère interioriser plutôt qu'exterioriser. Ces trois conditions, qui définissaient une certaine image de l'ordre collectif, se retrouvent aujourd'hui remises en question. La première, qui renvoie aux conditions de fonctionnement de l'Etat et des institutions, pour des raisons qui relèvent du *dés-ordre*, dans la mesure où l'ordre a cessé d'être une condition d'exercice du pouvoir et s'en est séparé. La deuxième, pour des raisons culturelles, dans la mesure où nous avons évolué vers une décodification des moeurs.

C'est la troisième qui pose les problèmes les plus complexes d'interprétation, car là-dessus au moins deux hypothèses distinctes peuvent être évoquées. On peut expliquer la préférence à l'agressivité en termes *rupture de l'autocontrôle*, c'est-à-dire en termes d'*incapacité* de l'individu à se contrôler. Cette rupture, qui serait à la source d'une violence individuelle expressive, est de plus en plus évoquée (Lagrange, 1995 ; Grémy, 1996 ; Wieviorka, 1997). Elle serait le fait de populations défavorisées, à faible capital relationnel. Cette hypothèse pose des problèmes analytiques considérables, parce qu'elle est difficilement démontrable dans sa généralité. Tous les individus en situation défavorisée et

à faible capital relationnel n'ont pas forcément des attitudes inciviles et, à ce niveau, il est toujours possible de présenter des contre-exemples - d'individus placés dans des conditions défavorables, et capables de se contrôler ; d'individus a priori perçus comme devant pouvoir se contrôler et amenés à perdre leur autocontrôle. Mais surtout, l'hypothèse de la *perte* de l'autocontrôle, en généralisant ce type d'explication, évite de s'interroger sur l'intentionnalité possible d'une conduite incivile.

Une autre manière d'aborder le problème consiste à poser la question du sens. L'incivilité - en tout cas dans le contexte où nous l'avons envisagée, mais tout laisse croire que cette conclusion a une portée plus générale - exprime une *préférence* active à l'extériorisation de la force, laquelle suppose une interprétation du lien social en termes de rapports de force, mais aussi une évaluation, en termes de rapport coût-bénéfice, de la désirabilité du choix de la force. Ainsi posé, le problème n'est pas de savoir si l'individu *peut* ou *ne peut pas* se contrôler, mais de savoir s'il le *veut* ou s'il *ne le veut pas*, et pourquoi. Cette conclusion est d'ailleurs cohérente avec la perspective d'Elias, pour qui la préférence à l'autocontrôle relèverait d'un calcul stratégique. En ce sens, la violence à l'oeuvre dans les comportements inciviles n'est pas seulement une violence expressive (relevant d'un rapport du sujet à lui-même) ; et quoique des situations de ce type existent, elles n'expliquent pas l'ensemble du phénomène. Au-delà d'une incivilité expressive, deux autres figures doivent être distinguées : dans la première, la violence apparaît comme réactive et orientée vers une réponse à la peur ; dans la seconde, elle apparaît comme symbolique et orientée vers l'explicitation d'un conflit majeur.

L'évaluation effectuée par des sujets individuels de leur choix de la force, en termes d'un rapport coût-bénéfice, n'est naturellement pas séparable de leur conscience du *dés-*ordre - autrement dit, de leur conscience du fait qu'une rupture s'est effectuée sur le plan de l'exercice d'un monopole de la force ; de leur conscience de l'affaiblissement d'un ordre extérieur à l'individu, et capable de conditionner ses comportements. Ainsi, comme nous verrons dans l'étude sur l'incivilité, les enfants qui sont grossiers avec leurs parents sont ceux qui ont des parents libéraux, et non pas ceux qui vivent dans des familles traditionnelles ; les élèves grossiers avec leurs enseignants sont ceux qui entretiennent un faible rapport stratégique à l'école. Cependant, tous les enfants qui vivent dans des familles libérales ne sont pas forcément grossiers avec leurs parents, ni tout le temps, même s'ils ne craignent pas de l'être à certaines occasions, en fonction de l'état de tension dans leurs relations réciproques. L'explicitation incivile de cette tension fait partie des règles du jeu acceptées dans les familles libérales, et elle ne relève pas d'un conflit fondamental, mais d'un mode d'évacuation des tensions quotidiennes ; à l'école, en revanche, l'élève *sait* que l'incivilité ne fait pas partie des règles du jeu acceptables, lorsqu'il choisit l'incivilité, il *choisit* d'explicitement un conflit.

Si on accepte ce qui vient d'être dit, il faut également accepter que la décodification des moeurs (comme le soutient d'ailleurs la pensée libérale) n'a pas d'incidence directe significative, ni surtout négative, sur la civilité. Le problème n'est pas que les individus ne savent pas se comporter ; il relève plutôt de la variabilité de leur intérêt stratégique à se comporter de telle ou telle manière. Aussi - sous certaines conditions - les morales du devoir se font remplacer sans trouble par des principes autoréférentiels guidant le rapport à autrui (je ne porte pas de préjudice à mon semblable parce que je me mets à sa place), et qui constituent, pour reprendre la formule de Lipovetsky (1992), "l'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques".

Nous avons distingué deux figures de l'incivilité, il faut y revenir. La première relève d'une interprétation de l'environnement comme porteur de risques, ce qui est le fait du *dés*-ordre. A ce niveau, l'incivilité prend la forme d'une conduite de risque : elle constitue une réponse individuelle à l'imprévisibilité des rapports interpersonnels et suppose une représentation conflictualisée du lien social, mais en même temps fortement fragmentaire - la représentation d'un "état de nature". Les conduites observables se définissent en effet par "la méfiance" (un autre nom de la peur) ; par "la gloire" (capacité à faire face à la peur) ; et par la "la compétition" (acceptation de la nécessité de se battre pour affirmer sa gloire et a fortiori sa capacité à faire face à la peur). Autrement dit : les trois causes définies par Hobbes comme étant, dans la nature de l'homme, celles qui se trouvent à la source du conflit sont présentes, hiérarchisées autour de la peur. La compétition toute seule n'induit pas forcément l'incivilité, mais plutôt la quête de performance, qui peut se développer dans un cadre réglé (et par conséquent juste), comme l'explique Ehrenberg à travers la métaphore du sport. La quête de la gloire, que nous retrouverons dans l'expérience juvénile à travers les catégories du respect, de l'honneur (ou à travers l'exhibition ostensible d'armes - blanches, en France ; à feu - les "machines" dont parle Alba Zaluar (1985) - au Brésil), ne peut pas s'expliquer simplement comme l'affirmation expressive d'une volonté de puissance, car elles n'existent que dans des environnements perçus comme porteurs de risques (que ces attitudes, bien entendu, ne font qu'accroître). L'état de nature ne s'organise pas autour de la compétition, et il est d'ailleurs le lot des moins compétitifs ; il s'organise autour de la peur. C'est la perception de l'environnement comme porteur de risques qui réactualise l'incivilité, réponse réactive à l'état de nature.

La seconde figure de l'incivilité, à laquelle il faut faire mention, concerne également la mise en forme d'un conflit, mais avec d'autres caractéristiques - non pas un conflit fragmentaire et généralisé, lié au risque ; un conflit plus fondamental, mettant en jeu un appel à la liberté et une résistance à la domination. Envisagée dans cette perspective, l'incivilité ne relève pas, comme nous l'avons dit, d'une méconnaissance des règles de la civilité, qui pourrait être surmontée par l'explicitation de ces mêmes règles (par exemple, le retour des cours d'éducation civique pour répondre aux problèmes d'incivilité à l'école). Elle appartient au registre d'une *contre*-civilité - d'un *refus* de civilité - qui opère comme un *instrument*, au sens même de l'instrumentalité de la violence telle que la conçoit Hannah Arendt (1985). Cet instrument aide à expliciter un conflit latent.

Ces deux figures de l'incivilité - la première liée à la perception de l'environnement comme porteur de risques, d'où l'engagement individuel dans l'incivilité comme conduite de risque ; la seconde liée à la mise en oeuvre d'un conflit plus central, qu'une contre-civilité aide à expliciter - peuvent se combiner, et se combinent, dès lors que la généralisation des incivilités crée l'environnement favorable au déploiement d'une contre-civilité.

La révolte

La révolte condense la conscience d'un conflit majeur. Elle relève d'une interprétation du lien social, qui manifeste la reconnaissance d'une opposition entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, contrairement à l'incivilité, qui concerne autant les relations horizontales que les relations hiérarchiques. Centrée sur le conflit, la révolte ne se confond

pas avec un mouvement social, car elle met en scène une mobilisation ponctuelle. La violence marque aussi les limites dans la capacité d'explicitation du conflit.

Comme dans l'expérience de l'incivilité, rapport au risque apparaît dans la révolte contemporaine comme une dimension du conflit - mais pas de la même manière. Alors que, dans l'incivilité, le risque est accepté, et suppose l'engagement dans des conduites de risque qui le légitiment comme une règle du jeu, la révolte au contraire délégitime le risque. Elle dénonce le leurre du risque, protestant contre l'inégalité des conditions pour faire face au risque, dans un environnement fortement porteur de risques.

L'esprit de révolte, écrit Camus (1951 : 33), est un attribut de ceux qui prennent conscience qu'une égalité théorique peut recouvrir de grandes inégalités de fait. Aussi le propre de la révolte, c'est l'effort pour fixer des limites et établir des responsabilités. Ainsi, dénonçant l'inégalité des conditions pour faire face au risque, le révolté refuse de considérer la prise individuelle de risque comme sa seule responsabilité ; dénonçant le risque encouru, la révolte le désigne comme l'expression travestie d'une domination. Dès lors, si la violence du révolté engendre le désordre, comment nier que le désordre paradoxalement exprime ici un appel à l'ordre ? "La révolte naît du spectacle de la déraison, devant une condition injuste et incompréhensible. Mais son élan aveugle revendique l'ordre au milieu du chaos et l'unité au coeur même de ce qui fuit et disparaît. Elle crie, elle exige, elle veut que le scandale cesse (...)" (Camus, 1951 : 21).

On peut évidemment arguer que, sous ce couvert, se cache une auto-justification, et une fuite du révolté, devant sa responsabilité propre à l'égard des faits qui ont suscité la révolte. Mais le problème ici n'est pas de formuler un jugement moral sur tel ou quel acte de révolte ; c'est de mettre en évidence le type particulier d'interprétation de sa situation que le révolté, à travers la révolte, met en scène.

Au-delà, si la révolte reste à son stade propre, c'est parce qu'elle ne dispose pas de mots pour se dire, si elle ne se construit pas en tant que violence politique c'est parce qu'elle est dépourvue de capacité narrative, parce qu'elle est vide de discours (Apter, s.d.). Le seul instrument dont dispose la révolte est d'une violence symbolique, la révolte vise les symboles du pouvoir. Le fait qu'à la révolte, ou au désordre qu'elle crée, se rattachent souvent des conduites banalement opportunistes, qui visent retirer du désordre un profit individuel, n'autorise pas à mélanger le sens de ces deux registres d'orientation de l'action, qui restent distincts et séparés, comme nous le montrerons dans l'étude qui va suivre.

Le crime

Contrairement à l'incivilité, le crime ne suppose pas l'état de nature. Le monde du crime a ses propres règles et le crime constitue une réponse rationnelle à un environnement porteur de risques. Il est lui-même aussi constitutif de cet environnement, où la transgression de la loi se pose comme possibilité virtuellement illimitée - fruit pourri d'un état de droit affaibli et malade. Et si le crime ne renvoie pas nécessairement à une guerre de tous contre tous, c'est parce que dans les environnements dominés par le crime des règles infra-étatiques et infra-légales s'établissent, à l'insu de l'Etat. Le crime est la frontière extrême du *dés*-ordre, lorsque l'Etat renonce à défendre un ordre légal et lorsque les

institutions deviennent elles-mêmes criminelles. Si le totalitarisme est la pathologie de l'ordre, le crime est la pathologie extrême du *dés*-ordre, dans les sociétés de risque.

C'est le crime, dans les sociétés de l'ordre, comme dans celles du *dés*-ordre, qui fixe les frontières du permis et de l'interdit. La loi pénale, écrivait Durkheim (1991: 47, 48), en définissant la peine, définit également ce qu'une société perçoit comme naturellement inacceptable, et qu'elle n'est même pas censée énoncer : "un acte est criminel quand il offense les états forts et définis de la conscience collective" ; "il est criminel *parce qu'il* froisse la conscience commune" (souligné par moi).

Aussi la hiérarchie des crimes se reflète dans la hiérarchie des punitions et des acquittements, comme le montrent Hugues Lagrange pour le nord de la France au début du XIXe siècle, et Boris Fausto pour la ville de São Paulo, au Brésil, au tournant du XX. "Entre 1811 et 1827", dit Lagrange (1995 : 100), "dans le Nord, l'assassinat est rarement isolé comme motif d'une comparution aux assises. La violence, sévèrement réprimée, est souvent couplée à un vol ou à un incendie ou à toute autre atteinte aux biens". Le crime sévèrement puni est celui qui relève d'une atteinte à la propriété. A São Paulo, c'est le vagabondage qui pose problème : le refus de travail constitue "le 'vivier naturel de la délinquance', dans le langage des rapports policiers" (Fausto, 1984 : 35). "Ce vivier", ajoute-t-il, "le système répressif le constitue lui-même, autour de quelques 'bandits' célèbres (*malandros*) et la masse de petits marginaux ou chômeurs, au bord de l'indigence ; le désordre est référé au comportement épisodique des gens en public, sans qu'on fixe une conduite criminelle ; la beuverie se rapproche du désordre, dans la mesure où elle traduit comme ce dernier un souci du comportement des personnes en public". En ce sens, le crime opère comme un révélateur des rapports sociaux et l'image du criminel nous parle de la hiérarchie des peurs d'une société.

Ainsi, dans l'histoire, crime et contestation à l'ordre ont souvent été étroitement associés. Les représentations dominantes mélangeaient, dans la France du XIXe, classes laborieuses et classes dangereuses, dans l'image d'une égale férocité du peuple. Les représentations populaires, opposées, souligne Hobsbawm (1976), présentaient le banditisme comme une confrérie d'hommes libres, capables d'échapper aux contraintes d'un ordre social qui écrasait les pauvres. Corrélative de ces représentations est, dès lors, l'idée que le conflit social, au fur et à mesure qu'il mûrit, se dégage du crime.

Dans la société de risque, cette relation devient plus problématique, car le crime légitime le risque. Le crime se constitue même par l'acceptation du risque, et comme réponse au risque. Mais, au-delà, il se développe dans le décalage entre un cadre légal, devenu purement formel, et une conscience collective qui ne réagit plus au crime, parce qu'elle accepte le crime comme une contingence du risque. Dans ces conditions, le crime devient lui-même pour l'individu *un environnement*, qu'on ne choisit pas, et qui détermine les conditions dans lesquelles on doit faire face au risque.

Alors que la révolte met en oeuvre un conflit, le crime l'écrase et le conflit ne devient dès lors décelable que sous des formes latentes, que le crime recouvre et cache. Beaucoup doutent alors que la conscience d'un conflit puisse même exister, dans de tels environnements dominés par le crime ; et, de même que certains refusent au révolté ce statut, arguant que parler au nom de la révolte n'est qu'autojustification et prétexte au désordre, dans le cas du crime cet argument s'applique à plus forte raison.

L'opposition qui lie le crime et la révolte est pourtant de nature historique, comme celle qui, souligne Pierre Birnbaum (1991), lie les stratégies individualistes de mobilité sociale qui ont dominé l'expérience de la classe ouvrière américaine et les conflits classistes qui ont dominé l'expérience de la classe ouvrière en Europe. La particularité de ces expériences n'est pas compréhensible, dit-il, en dehors des cadres historiques qui les spécifient, et où l'Etat constitue une variable centrale.

Choix individuels et expérience collective

Dans l'incivilité, la révolte et le crime, les liens entre engagement individuel dans la violence et expérience collective doivent être réinterrogés.¹⁹ Dans chaque cas, à la part des réponses individuelles risque correspond simultanément la reconstitution symbolique d'une collectivité d'appartenance et des phénomènes de tribalisation.

Ces tribus ne sont pas toutes de même nature, ou de même consistance. Pour ce qui est des incivilités, dans le contexte où nous les avons étudiées, il s'agit surtout de réseaux de protection, qui offrent à l'individu engagé dans le risque une possibilité de recul, et qui limitent la portée de l'état de nature.

Dans la révolte, la tribu, mobilisée par un sentiment commun partagé, constitue la base humaine propre de l'action violente. Si la révolte met en jeu la conscience individuelle d'un conflit, elle se pose en revanche directement comme un problème collectif. Elle exprime une limite, que l'individu retrouve d'abord en lui-même, mais qu'il reconnaît en même temps comme le problème d'une collectivité tout entière (et d'autres le font en même temps que lui). "Il agit (...) au nom d'une valeur, encore confuse, mais dont il a le sentiment, au moins, qu'elle lui est commune avec tous les hommes. On voit que l'affirmation impliquée dans tout acte de révolte s'étend à quelque chose qui déborde l'individu dans la mesure où elle le tire de sa solitude supposée et le fournit d'une raison d'agir" (Camus, 1951 : 28).

Le crime, enfin, tout en légitimant les conduites de risque et les réponses individuelles au risque, opère aussi, sur un mode totalitaire, lorsque son emprise s'exerce sur une collectivité territoriale pauvre, la reconstitution d'une communauté symbolique.

Dans l'expérience de l'incivilité, l'engagement individuel dans la violence relève d'un choix et suppose, nous l'avons dit, une évaluation de la situation en termes de rapport coût-bénéfice. Il faut ajouter qu'une même situation potentiellement conflictuelle peut donner lieu, en ce qui concerne l'engagement dans la violence, à des choix différents ou opposés. Et si les cadres de l'expérience restent constants, le potentiel de violence inhérent à certaines expériences nourrit les choix individuels. Dès lors, le refus d'engagement dans la violence peut être transitoire, et se transformer par la suite en engagement actif.

L'engagement dans le crime suppose toujours un choix analogue, même si les termes du choix ne sont bien entendu pas les mêmes. Ce choix n'est pas moral, mais stratégique. Il ne met pas en jeu des valeurs, et peut être même contradictoire, ce qui est souvent le cas, avec les valeurs de ceux qui s'y engagent. Cela s'explique du fait que le

¹⁹ Sur ce thème, considéré du point de vue de l'action collective, cf. Tilly (1991), Chazel (1991) et Birnbaum (1991).

crime, comme une expérience propre de la société de risque, constitue un environnement, déterminant dans une certaine mesure les choix individuels. Dans ces conditions, il peut arriver que l'individu ne choisisse pas vraiment de s'engager dans le crime, mais qu'il soit d'une certaine manière choisi.

La révolte, en revanche, ne relève pas d'un calcul en termes de coût-bénéfice, et à vrai dire on ne choisit pas véritablement de s'y engager. La révolte correspond directement à un moment particulier de la conscience, qu'on ne reproduit pas par un choix de la volonté. Beaucoup d'observateurs des émeutes urbaines qui se sont développées dans les années 1990 en France ont été frappés de constater que certaines n'ont pas eu lieu, là où on les attendait. Même s'il y avait une certaine sérialité dans le phénomène émeutier, même s'il se reproduisait à la manière d'un répertoire de la violence collective, il ne suffisait pas, pour qu'il se déclenche, que certaines conditions objectives soient réunies - ce qui en dit long sur la nature de la révolte. Lorsque la révolte fait l'objet d'un calcul, c'est qu'on est déjà dans un au-delà de ce qui la définit dans sa dynamique propre - soit dans la mémoire de l'ancien combattant, soit déjà dans l'action collective organisée.

Autant l'incivilité que la révolte ou le crime sont, enfin, également traversés par l'imaginaire de la mort. Dans l'incivilité, l'imprévisibilité inhérente à l'expérience incivile peut déboucher sur la mort. L'expérience de l'incivilité se confond alors, d'une certaine manière, avec celle du crime. La révolte est partage d'une angoisse de mort, mais aussi refus de la mort. Le crime suppose la mort comme une possibilité permanente. En acceptant toutefois de donner la mort, le crime rejette l'homme en dehors de sa propre humanité. Le tueur ne sort pas indemne de son propre exploit : tuer devient à la fois son risque (puisqu'il risque d'être tué à son tour) et son *vice* (c'est ainsi qu'un jeune chef du narcotrafic dans une favela de Rio de Janeiro se réfère à son engagement subjectif dans l'acte de tuer). Car, pour accepter de tuer, le tueur doit se percevoir lui-même comme agi. Aussi, il s'autodiabolise : ce n'est pas lui-même qui tue, mais le démon, dont il n'est que l'instrument. Et pour recouvrer son humanité, il faut que, comme Raskolnikov, il accepte de rejoindre Dieu. Au Brésil, le monde du crime fournit une partie significative de la clientèle des nouvelles églises évangéliques. Les pratiques extrêmes ne peuvent pas se dispenser, comme dit encore Alba Zaluar (1994), d'un "réenchantement du mal".

6 - SOCIÉTÉS HISTORIQUES ET SOCIÉTÉ POSTINDUSTRIELLE DE RISQUE

L'incivilité, la révolte et le crime, que nous allons aborder comme des expressions de la violence juvénile contemporaine, mettent en oeuvre, nous l'avons dit, les mêmes logiques: un rapport au risque, des formes infra-sociales de constitution d'une collectivité symbolique, et l'ébauche d'un conflit socioculturel, propres à une société de risque postindustrielle. Chacun de ces phénomènes se construit néanmoins - et c'est ainsi qu'ils ont été étudiés - à l'intérieur d'une société historique, où le passé et le présent se mêlent de façon complexe. Or, une société historique, mise en forme concrète d'un type (conceptuel) de société, ne se confond jamais avec ce dernier, dont elle propose seulement une image particulière. Si la société postindustrielle se définit, comme nous l'entendons, par un conflit socioculturel qui lui est propre, la figuration de ce conflit est naturellement brouillée par son insuffisant dégagement des formes sociales d'un passé qui reste trop proche de nous. Une analyse comparative, en interrogeant ces phénomènes, à partir d'un concept unique -

celui de *société post-industrielle de risque* - et en le rapprochant des expériences propres à des sociétés historiques distinctes, peut contribuer intellectuellement à la configuration du conflit postindustriel.

L'analyse qui va suivre s'inscrit ainsi dans une double comparaison. D'un côté, les trois formes de violence examinées sont comparables, dans la mesure où elles relèvent d'un même mode de structuration ; mais chacune sera par ailleurs étudiée à travers des cas particuliers, qui renvoient aux défaillances spécifiques d'une société historique, image particulière d'une société postindustrielle de risque.

Les deux sociétés que nous considérerons ici appartiennent, l'une et l'autre, à des traditions très éloignées. La tradition française, qui est celle d'un vieux continent où le passé continue à peser de manière significative sur le présent, se définit elle-même par une forte identification à la modernité. La tradition brésilienne est en partie américaine, au sens général de l'autoperception de l'Amérique comme un nouveau monde, ouvert à ce qui lui est étranger ; mais elle est surtout *latino*-américaine, par ce sentiment, si propre aux pays du sud (surtout à leurs intellectuels), et dont ils ont tellement de mal à se départir, de l'inachèvement de leur propre modernité - éternellement regardée à la lumière d'autres, plus "réussies", comme l'a si justement signalé Richard Morse dans son *Prospero's Mirror*.²⁰ L'analyse comparative peut aider à relativiser ces perceptions, pas tout à fait fausses, pas tout à fait vraies.

Mais, par ailleurs, chaque "cas" étudié s'inscrit dans un ensemble de débats, qui ne sont compréhensibles que parce qu'ils se réfèrent aux contradictions et aux impasses d'une situation historique particulière. Ainsi, l'incivilité et la révolte seront étudiées à travers les exemples de la violence au collège et d'une émeute urbaine en région parisienne ; le crime, à travers l'expérience d'une favela, enclavée dans une zone riche de la ville de Rio de Janeiro.

La violence au collège touche aux fondements de la société française, de deux manières : d'abord parce que, en France, c'est à travers la sélection scolaire dans l'école unique (symbole de la démocratie), que s'effectue la mise en oeuvre d'un principe de compétence, dont l'importance du point de vue de la constitution du pouvoir et des rapports de pouvoir est aujourd'hui plus grande que jamais ; en second lieu, en raison de la place instituante de l'école dans l'imaginaire républicain français. En fait, dans les débats actuels, la seconde remise en cause occulte la première. A travers la violence à l'école, c'est la République, en tant que mise en forme historique de la société française, qui se perçoit comme menacée ; les Français voient plus difficilement dans cette violence des problèmes liés à la naissance d'une société postindustrielle, avec ses conflits propres. Redéfinir les termes du débat ne peut que contribuer à sa clarification.

La violence à l'école n'est évidemment pas un problème purement français, mais elle est dotée en France d'une configuration particulière et elle y revêt des significations qu'on ne retrouve pas ailleurs.²¹ Au Brésil, où depuis les années 1940, l'accès à l'école et à la scolarité longue ont été l'objet d'une démocratisation continue, tendanciellement

²⁰ Cf. aussi, à ce propos, la réponse de Morse (1989) à la critique de son livre faite par Simon Schwartzman.

²¹ Lors d'un colloque tenu à Paris sur le thème de la violence à l'école, un chercheur allemand a fait le commentaire suivant : en Allemagne, de tels problèmes sont perçus comme des obstacles à un travail pédagogique, comme un problème de 'climat' ; en France, c'est une atteinte aux institutions.

comparable, toutes proportions gardées, à celle qui s'est vérifiée en France, l'école, pour des raisons sociales, mais aussi grâce à la faiblesse de l'Etat et à son incapacité à proposer un modèle unique d'éducation, s'est diversifiée très tôt, s'adaptant aux sensibilités des familles, à la variabilité des tendances pédagogiques et à l'impact différencié des mouvements sociaux qui se sont efforcés de la transformer (Peralva, 1992). L'école au Brésil est objet de choix de la part d'une population qui, quel que soit son niveau social, se perçoit comme une *clientèle*, juge de la qualité des services reçus et construit des stratégies de scolarisation sur mesure. En France, même si la sociologie scolaire a été aussi sensible à l'émergence de conduites de consommation, celles-ci participent à la légitimation d'un modèle général, à travers lequel en réalité c'est l'élève qui est choisi et jugé.

La bonne école pour les Français reste celle qui assurera à l'élève les meilleures chances d'être *le mieux* choisi et *le mieux* jugé - c'est-à-dire, choisi et jugé à travers des critères proprement scolaires.²² Et cela, quel que soit son capital culturel, comme l'a magnifiquement montré Pierre Bourdieu (1993 : 795), dans *La misère du monde*, à travers l'histoire d'Henri, fils d'enseignants - qui, même en ayant réussi (à travers l'école) tout ce qu'il a voulu, n'était néanmoins pas sûr d'avoir voulu tout ce qu'il avait réussi, et gardait le sentiment d'avoir été à son insu "programmé" pour sa carrière. François Dubet (1991), dans la même perspective, a montré, à travers l'expérience des lycéens, que leur réussite relevait moins d'un choix au sens propre, que d'un sens stratégique d'adaptation aux exigences scolaires. Les lycéens, disait-il, n'étaient pas capables de formuler des projets personnels, ils glissaient entre les filières, suivant des principes de sélection, auxquels ils essayaient d'apporter les réponses les plus efficaces possibles. Inversement, l'école peut fonctionner comme une machine à exclure ceux qui manifestent à son égard une résistance identitaire, et qui, pour des raisons qui relèvent de leur historicité individuelle, n'arrivent pas à y construire le sens de leur scolarité (Biarnes, 1995).

L'école en France continue à participer à une représentation unifiée et fortement hiérarchisée de la vie sociale - représentation d'autant plus dramatisée qu'elle s'associe à la menace du chômage, contre lequel les carrières scolaires longues sont censées protéger. L'expérience scolaire combine dès lors une image du risque encouru par ceux qui ne se plient pas, ou ne sont pas capables de se plier aux exigences sélectives de l'école, et celle d'un conflit autour du jugement scolaire (Peralva, 1997d). Diverse, et davantage définie par une logique de participation individuelle et mobilité, l'école brésilienne, choisie et adaptée par les individus à leurs rythmes et à leurs possibilités, n'est pas porteuse de risques. Elle ne peut pas constituer non plus le lieu d'émergence d'un conflit socioculturel central. Il n'y a, dans cette affirmation, aucun jugement sur les "qualités" ou les "utilités" respectives de l'école française et brésilienne. La remarque vise seulement souligner la différence dans la manière par laquelle des franges modestes de la population, de part et d'autre de l'Atlantique, s'approprient la scolarisation.²³

Deuxième problème sur lequel nous nous pencherons : le retour des émeutes urbaines dans le contexte français et européen, phénomène qui nous permettra d'interroger

²² Certes, la demande d'une école susceptible de prendre en compte l'élève dans son individualité existe, mais elle reste marginale (Singly, 1995).

²³ Les jeunes favelados de Rio ne sont, pas plus que les jeunes banlieusards français, libres d'ignorer la forte compétitivité qui caractérise leur environnement, et les contraintes qui pèsent sur leur biographie personnelle. Mais l'école pour eux n'est pas le marché ; elle se limite à les préparer à affronter le marché, à travers une scolarité qui semble plus facilement s'ajuster aux caractéristiques particulières de chacun.

la révolte, et qui s'inscrit directement dans la crise du politique et de la représentation. A travers l'émeute, c'est de la place des jeunes dans la société française, et en particulier celle des jeunes issus de l'immigration, qu'il s'agit. L'émeute fait suite à l'échec des tentatives qui, dans les années 1980, ont visé l'inscription de ces catégories dans l'espace politique. Les émeutes des années 1990, que j'ai désignées comme des "émeutes de la mort", du fait qu'elles se sont à chaque fois déclenchées suite à la mort violente d'un jeune, répondent à l'étrange absence d'émeutes qui, malgré des circonstances souvent plus graves, a caractérisé la décennie précédente.²⁴ L'échec politique dont il est question ici renvoie, me semble-t-il, à la mutation du politique et à l'opacité qui le caractérise actuellement.

Les jeunes ne sont pas indifférents à la politique. Ils sont en quête de politique, et il leur est bien des fois arrivé de manifester politiquement, autour d'enjeux cruciaux. La France, comme le Brésil, a connu, tout au long des années 1990, des moments forts de participation politique juvénile. Mais cette participation ne s'est jamais stabilisée à travers des structures permanentes de type syndical ou partisan ; elle a pris plutôt la forme de réseaux peu stables, de telle sorte que l'influence juvénile sur l'ensemble de la vie publique est restée nettement en dessous de la part qui, objectivement revient aux jeunes dans les problèmes d'une société postindustrielle émergente. La politique leur apparaît souvent comme incompréhensible. Ils ne l'ignorent pas, ils sont presque surinformés en matière politique, grâce aux médias ; mais gardent leur distance par rapport à la politique. La tentation est grande d'interpréter cette situation en termes de mutation des formes du politique, plutôt que de déclin (Perrineau, 1994 ; Muxel, 1994a ; Muxel, 1994b ; Melucci, 1997 ; Mische, 1997). Si une telle tendance a été importante, dans le sens de montrer que l'intérêt à l'égard de la politique est loin d'avoir disparu, reste que la violence relève aussi, dans une grande mesure, d'une incapacité des jeunes à inscrire certains problèmes qui les concernent directement dans la sphère politique, et à conflictualiser sur un mode politique la vie collective. Quel que soit le changement observable au niveau des formes du politique, le déficit politique que la violence juvénile révèle est trop important pour ne pas être pris en considération.

Le Brésil, et la ville de Rio de Janeiro tout particulièrement, ont connu ces dernières années des formes d'irruption violente de la jeunesse pauvre dans l'espace public, comparables à celles qu'on a observées en France avec les rodéos des Minguettes. Je pense spécialement aux *arrastões*, des vagues de désordre à travers lesquelles, au cours du printemps et de l'été 1992, des jeunes pauvres de Rio ont symboliquement marqué leur présence dans les plages riches de la ville (Peralva, 1996b). En revanche, le Brésil n'a quasiment pas connu d'expressions collectives violentes d'un conflit proto-politique, à la manière des émeutes françaises ; et lorsque des conflits de ce type ont eu lieu, ils n'ont jamais constitué, comme en France, une manifestation spécifiquement juvénile. La violence juvénile brésilienne s'est davantage orientée vers une perception du risque et une mise en scène violente et spectaculaire du risque.

Ces différences entre les deux pays ne sont pas fortuites. Elles sont bien le signe qu'un conflit, même sous la forme incertaine d'une manifestation proto-politique, ne peut se

²⁴ Les rodéos des Minguettes, même s'ils ont constitué un mode particulier d'inscription des jeunes banlieusards lyonnais dans l'espace public, n'étaient pas des émeutes. Adil Jazouli, dans *Les années banlieues*, présente en revanche une liste impressionnante de meurtres, commis contre des jeunes maghrébins pendant l'été 1983 - des meurtres qui ont précédé l'organisation de la marche des Beurs, sans avoir débouché sur des émeutes.

constituer en dehors d'un cadre social reconnu. Pour qu'il y ait conflit social, il faut qu'il y ait société. La dramatisation extrême du risque, visible dans la violence juvénile brésilienne, est révélatrice du vide d'une représentation de l'ordre social et de l'affaiblissement des contraintes de réciprocité dans la vie collective, qui caractérise le Brésil actuel. Le risque n'est pas absent de l'expérience française. Mais le fait qu'il y soit représenté sous des formes moins extrêmes est un indicateur de la résistance du modèle républicain, ainsi que de sa capacité symbolique à limiter une perception purement individualisée du risque, et a fortiori à freiner le développement du crime. D'où viennent cette capacité symbolique et cette résistance, qui, si elles manifestent bien des côtés positifs, ne manquent pas non plus d'avoir beaucoup d'aspects négatifs ? Deux débats principaux en font état. Le premier concerne l'exclusion, thème qui nulle part ailleurs n'a connu la même fortune. Le second concerne la fragmentation culturelle.

"L'exclusion", écrit Serge Paugam (1996 : 7), "est désormais le paradigme à partir duquel notre société prend conscience d'elle-même et de ses dysfonctionnements". Or, l'exclusion, on le sait, n'est pas la pauvreté.²⁵ A travers ce débat, ce qui est en cause est la place actuelle de l'Etat dans la société française, sa capacité à produire de la solidarité, et a fortiori à produire la France en tant que société. Si le problème de l'exclusion est central, ce n'est pas parce que des inégalités s'accroissent (on est au-delà de cette question), mais parce que l'exclusion *disqualifie*, séparant ceux qui se définissent par leur utilité sociale et ceux qui se définissent par leur inutilité. Mais, en même temps, l'exclusion est associée à l'Etat, parce qu'elle est toujours perçue comme échec de l'Etat et de ses politiques publiques concernant l'emploi, l'éducation ou le logement (Donzelot, 1996).

En effet, jamais autant de demandes et d'attentes frustrées ne semblent avoir été adressées par les Français à leur Etat. Et alors que ce dernier a développé une pléthore de politiques publiques pour faire face à l'exclusion, on a néanmoins pu parler de *démission* de l'Etat (Bourdieu, 1993 : 219). Il y aurait là de quoi surprendre, s'il ne fallait pas tirer les conséquences du lien de complémentarité entre cette perception de l'Etat et son action effective, en reconnaissant que l'exclusion à la française résulte de l'action de l'Etat et relève d'un choix en matière de politiques publiques. Rien de bien nouveau dans cette constatation, tôt formulée par Ralf Dahrendorf (1992) : alors que depuis les années 1970, les Etats-Unis avaient en quelque sorte "choisi" la pauvreté, en acceptant la baisse des salaires et la précarisation de l'emploi, l'Europe avait en général "choisi" le chômage, et le traitement social du chômage comme un moindre mal (Schnapper, 1996). Cependant, le choix européen, outre qu'il a consolidé la figure des "surnuméraires" n'a pas pour autant empêché la "précarisation" de l'emploi de se poursuivre à l'intérieur de l'Europe.

Robert Castel (1995) a peut-être dressé le bilan le plus complet de l'ensemble des effets négatifs de ces politiques : effets sur l'emploi, dérivés de la surqualification (produite par l'école) ; corrélation entre la dégradation du statut lié au travail et la fragilisation des supports relationnels (désaffiliation) ; effets négatifs d'une "insertion", comme dans le mythe de Sisyphe, toujours à recommencer²⁶ ; les inutiles effets de déplacement de la

²⁵ "Si les taux de chômage et de pauvreté sont beaucoup plus élevés dans les pays du sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Portugal, sud de l'Italie) que dans ceux du nord, il n'en demeure pas moins que la pauvreté massive dans ces pays ne s'accompagne pas du processus de précarisation sociale ou de double désaffiliation que l'on constate plus particulièrement dans certains pays riches comme la France, le Royaume Uni ou les Etats-Unis." (Merrien, 1996 : 422)

²⁶ Sur ce thème, cf. aussi Werquin (1996).

question sociale vers la question urbaine ; et, malgré la multiplication des dispositifs de prise en charge des populations défavorisées, l'inéluctable dégradation de l'intervention de l'Etat au niveau de la protection sociale.²⁷

L'*exclusion* est dès lors inséparable de l'Etat et doublement produite par lui. Visant s'adapter aux nouvelles circonstances historiques, notamment par "le passage des politiques menées au nom de l'intégration à des politiques menées au nom de l'insertion" (Castel, 1995 : 418), l'Etat s'est appliqué à pallier les effets négatifs des nouvelles transformations économiques, tout en les acceptant comme des impératifs du marché, sans jamais prendre à bras le corps le problème des formes adéquates de sortie de la société salariale classique. A ce niveau, entre les tenants de l'allocation universelle, proches d'une sensibilité libérale (Dahrendorf, 1992 ; Bresson, 1994) et ceux du partage du travail, proches d'une sensibilité davantage interventionniste (Gorz, 1994 ; Castel, 1995), le débat reste largement ouvert. Il renvoie aujourd'hui par ailleurs à un ensemble d'interrogations proprement économiques : par exemple, dans quelle mesure certaines formes de sortie de la société salariale classique relèvent, au sens strict, d'un impératif du marché, dans quelle mesure au contraire relèvent-elles de choix exprimant plutôt la faible emprise du social sur le développement économique?²⁸

Mais l'exclusion a été aussi produite par l'Etat au sens où, en reportant sur l'école les chances de protection contre le chômage, l'Etat a largement contribué à faire de l'école en France une "machine à exclure". Il ne s'agit pas ici de nier l'effort réel déployé par l'Etat français dans le sens d'une démocratisation de l'école. Quelle meilleure preuve de cet effort que le fait que la France présente, parmi les grandes économies occidentales, les plus forts taux de scolarisation de la population âgée de 15 à 24 ans - 63,2%, contre 59% pour l'Espagne, 54,6% pour le Japon, 50,5% pour l'Italie, 44,2% pour l'Allemagne, et 33,7% pour les Etats-Unis ?²⁹ Cette démocratisation qui, dans les conditions actuelles a l'immense avantage de réduire la pression sur le marché de l'emploi, si elle n'a pas forcément eu d'effets positifs sur l'égalisation des chances (Boudon, 1979), en a sans doute eu sur la légitimation des procédés d'exclusion mis en oeuvre par l'école, et intériorisés par l'élève.³⁰

Le second grand enjeu du débat français actuel concerne la fragmentation culturelle, qui, d'une certaine manière, a remis en cause la forme laïque du pacte républicain. C'est évidemment à la lumière de la signification historique de ce pacte, inséparable des particularités de l'histoire française, qu'il faut considérer la dramatisation extrême, d'ampleur nationale, qui a caractérisé, en 1989, les incidents autour des jeunes filles voilées de Creil (Gaspard et Khosrokhavar, 1995) et ceux du même type qui s'en sont suivis. Le

²⁷ "Si tous les pays d'Europe occidentale ont durci les conditions d'indemnisation des chômeurs ces dernières années, selon une étude comparative de l'UNEDIC, les montants versés diffèrent fortement (...) La France se situe plutôt dans le peloton de queue." (Fenoglio, 1996)

²⁸ En ce sens, Castel oppose les pratiques de flexibilisation "externe" de l'emploi, à travers la soustraction (choix de la France), à celles relevant de la flexibilisation "interne" (préférées par le Japon, l'Allemagne et la Suède). A propos des choix économiques visant compatibiliser productivité et refus de précarisation de l'emploi, cf. Lebaube (1996).

²⁹ Données de l'OCDE pour l'année 1991, in "Jeunes : les emplois de la reprise". *Le Monde de l'éducation*, juin 1994.

³⁰ "Ce que l'on appelle exclusion", écrit Dubar (1996 : 117), "et qui n'est qu'une façon de nommer (un) double processus (structurel et biographique), est le résultat de cette transformation globale de la socialisation qui tend à disqualifier socialement (...) tous ceux qui n'entrent pas dans cette 'logique de la compétence' (autonomie, initiative, responsabilité). (...)"

problème ici est celui de l'émergence dans l'espace public d'identités particulières qui, cantonnées dans un passé récent à la sphère privée, restaient subsumées derrière une identité nationale unique.

Michel Wieviorka (1993, 1996) recense trois modes de fragmentation principaux. Le premier concerne, dans le cas français, l'émergence dès les années 1970 de demandes régionalistes et ethniques (autant chez les Occitans, ou les Basques que chez les Juifs, par exemple) de reconnaissance identitaire, qui remettent objectivement en question le pacte national et une certaine forme de représentation unifiée de la nation. Le deuxième, qui surgit à la même époque, remet en cause des formes jusqu'alors acceptées et légitimées de séparation du privé et du public, et est lié à l'émergence, dans l'espace public, des revendications identitaire des femmes, ainsi que des homosexuels. Le troisième, enfin, est plus tardif. On le situe généralement au début des années 1980 et on l'associe à la montée du chômage, qui aurait produit, notamment chez les populations maghrébines immigrées en France, privées d'emploi et exclues des circuits économiques, comme une ethnicisation par défaut. Il conviendrait d'y ajouter un quatrième, particulièrement important pour notre propos : il concerne non pas l'exclusion, mais l'accroissement de la participation, par exemple des enfants d'immigrés touchés par la démocratisation de l'école, pour lesquels l'affirmation identitaire apparaît comme une nécessité inhérente à la présentation de soi.

Dès lors, la question qui se pose est celle des significations qui doivent être attachées à ces diverses vagues identitaires, sous-tendant deux interrogations distinctes, et presque opposées : s'agit-il de revenir sur des formes infra-nationales de gestion du politique, phénomène dont on ne saurait sous-estimer l'importance, tellement il est présent dans diverses parties du monde ? Ou s'agit-il au contraire de revendiquer et de conflictualiser, dans l'espace public et dans le débat public, des dimensions identitaires qui apparaissent comme fondamentales à l'individu, du point de vue de son historicité personnelle ? Nous ne discuterons pas de la première hypothèse, qui relève de l'analyse de la guerre et qui n'est pas notre objet. Danilo Martuccelli (1996 : 68) observe, dans la seconde perspective, que "le nouvel idéal démocratique est l'affirmation publique des différences : il s'agit de s'autodéterminer individuellement et d'assumer la coexistence de la plus grande diversité possible."

Or, la République résiste à évoluer dans cette direction. De même que l'Etat républicain résiste à redéfinir ses modalités propres d'intervention sociale et devient producteur d'exclusion, sans préparer les formes adéquates de sortie de la société salariale classique, l'idéologie républicaine résiste, elle aussi à se démocratiser. La République a pu longtemps limiter l'étendue de la démocratie, sans entamer sa propre légitimité, tant qu'elle a pu s'identifier elle-même à l'image du bien et de la justice. Aujourd'hui, au contraire, l'effort pour retrouver cette légitimité est inséparable de la capacité de l'Etat républicain à élargir et à développer la démocratie.³¹ Qui pourrait nier que construire le sens de son expérience et de sa participation à la vie collective, à travers l'affirmation dans l'espace public d'une identité particulière, appartient au registre des droits fondamentaux des

³¹ "En vérité, la République ne peut pas se passer de la démocratie et il faut absolument démocratiser la République. Et pour cela, pour le faire, il me semble que la voie n'est pas simplement de revenir au droit de l'Etat, au droit de la souveraineté, mais de revenir au droit civil, au droit de la citoyenneté et de revenir à une tradition qui est plus vaste que la République et qui a été réfléchie dès l'âge classique. (...) En fait, c'est dans la doctrine des droits de l'Homme qu'on peut trouver les véritables fondements de la démocratisation" (Kriegel, 1994 : 52, 53. Souligné dans l'original.).

individus ? Seulement, la confusion à ce sujet étant source de tensions majeures, il ne suffit plus aujourd'hui de reconnaître l'implicite de ce droit, il faudrait encore l'admettre ouvertement et le légitimer activement.

Si l'expression d'un conflit social majeur est possible, dans le cas français, même si ce n'est que sous les formes incertaines de la révolte et à travers des manifestations proto-politiques, c'est parce que la France n'a pas renoncé à se vivre comme une société, et parce que la République résiste. Mais, s'il faut reconnaître l'aspect positif de cet état des choses, il ne faut pas en revanche en sous-estimer les limites - des limites liées au refus considérer jusqu'au bout la portée des changements contemporains, et de les prendre en compte dans la perspective d'un renouvellement plus efficace des politiques publiques. Il ne faut surtout pas ignorer les risques de dérives violentes qu'une telle résistance conservatrice nourrit en son sein. Comment oublier la portée symbolique, si lourde de menaces, de l'affaire Khaled Kelkal, cet enfant des banlieues à qui la République avait promis la réussite par l'école, et qui l'a refusée pour ne pas trahir ses racines (Loch, 1995) ?

L'expérience brésilienne est dominée par le thème du crime, mais elle ne l'est pas pour autant, ni par celui de l'exclusion, ni par celui de la fragmentation culturelle. Certes, les inégalités sociales préoccupent fortement les élites politiques et les intellectuels, qui n'ont cessé de regarder le pays dans le miroir des "bons exemples" étrangers, et d'en faire l'étalon d'un déficit à combler.³² Personne ne saurait leur tenir rigueur d'une telle attitude. On trouve même, au-delà, un effort pour emprunter du débat français, malgré ses spécificités, la notion d'*exclusion* pour expliquer, au Brésil, la généralisation du crime (Oliveira, 1997)³³. Un tel effort relève cependant, non seulement d'une méconnaissance de la signification très particulière de la notion d'exclusion dans le débat français, mais encore d'une méconnaissance de ce qui spécifie la situation brésilienne du point du rapport à la pauvreté.

A ce niveau, il faut tenir acte de la diversité des situations, non seulement du point de vue de l'état du développement régional, marqué par des écarts significatifs entre les différentes régions, même si ceux-ci ont tendance à se réduire ; mais aussi du point de vue des modes de sortie de la société salariale classique, phénomène que la crise des années 1980 (liée l'élévation conjoncturelle des taux d'intérêt de la dette extérieure, et à une inflation chronique qui a duré dix ans) avait occulté. La stabilisation de la monnaie et l'ouverture de l'économie, entre modernisation, délocalisations et suppression d'emplois, ont créé dans certaines zones industrielles comme l'*ABC paulista* des problèmes de chômage massif dont on ne saurait minimiser l'importance. Dans des villes qui au contraire se sont toujours davantage définies par la prestation de services, comme Rio de Janeiro, cette sortie de la société salariale classique se fait de façon moins brutale.

En ce qui concerne les indicateurs sociaux, le bilan des années 1980 reste tellement controversé qu'il faut évoquer ici deux documents presque contemporains, tout aussi dignes

³² Cf., dans cette perspective, Jaguaribe (1986 et 1989), qui liait les chances de consolidation de la démocratie politique au Brésil à la mise en oeuvre d'une démocratie sociale, c'est-à-dire, à une politique qui aurait en vue la réduction des inégalités.

³³ Cf. aussi, dans la perspective d'un débat sur l'exclusion dans les contextes français et brésilien, Nascimento (1994a et b).

de confiance l'un que l'autre, émanés par ailleurs de la même source³⁴, et qui disent néanmoins sur cette période des choses quasiment opposées. La *carte de la faim* (Peliano, 1993) évaluait à 32 millions de personnes le nombre de Brésiliens quotidiennement privés des ressources minimales pour vivre. Ces chiffres, qui ont été par la suite révisés à la baisse, ont servi de *leitmotiv* à une grande campagne nationale contre la faim et pour la solidarité, émanée de diverses personnalités de la société civile. *Ce que montrent les indicateurs sur la pauvreté dans la décennie perdue* (Silva, 1992) a connu, dans les milieux universitaires, un accueil plus sobre, mais tout aussi important. Il essayait en substance de montrer que, même si les indicateurs économiques s'étaient maintenus au rouge pendant les années 1980, les indicateurs sociaux n'avaient pas connu le même sort. Ils avaient bénéficié d'une série de mesures prises au niveau national et au niveau des Etats fédérés, au moment de l'entrée en démocratie ; et, de façon inertielle, d'autres, prises par le gouvernement fédéral militaire au cours de la décennie précédente. Il alertait en outre quant au risque d'effets désastreux retardés qui pourraient advenir, dans les années 1990, de l'absence d'investissements dans le domaine social au cours de la décennie précédente.

L'opposition si radicale entre les analyses de Peliano et Silva est révélatrice du degré de complexité que revêt l'évaluation des indicateurs sociaux, dans le contexte brésilien. D'abord en fonction de la variabilité, non seulement des revenus, mais aussi du coût de la vie au niveau des différentes régions. Silva a ainsi pu montrer que, malgré la faiblesse certaine du salaire minimum, son unification nationale dans les années 1980, en remplacement des divers salaires minima régionaux, avait eu des effets significatifs du point de vue de l'élévation du pouvoir d'achat dans des régions où ces salaires étaient auparavant bien plus bas. Deuxièmement, une évaluation efficace des indicateurs sociaux devrait pouvoir prendre en compte la complexité et l'hétérogénéité des modes de définition du budget des familles, dans les différentes couches de la population. Le poids relatif du salaire n'est pas comparable dans le budget d'une famille *favelada*, qui ne paye ni loyer ni impôts, voire même pas l'eau et l'électricité qu'elle consomme ; et dans une famille des strates moyennes, pour laquelle tout le pouvoir d'achat se définit en fonction du salaire, et pour laquelle toute consommation est monnayée par le salaire³⁵. Troisièmement, les documents de Peliano et Silva relèvent de regards très différents sur la situation nationale, avec des conséquences, du point de vue analytique, très différentes également. Le document de Peliano diagnostique des déficits à combler. Celui de Silva relève d'une approche dynamique des problèmes. Il montre que les inégalités sociales ne se sont pas *accrues* depuis l'entrée en démocratie, mais qu'elles se sont au contraire *réduites* - ce qui nous empêche de parler à propos du Brésil d'*exclusion* (au sens français de *processus* d'exclusion) et nous invite à parler au contraire de *participation*, et d'*accroissement* de la participation. Du point de vue d'une analyse du crime, c'est une différence essentielle, parce que s'il n'est pas possible d'expliquer le crime par l'exclusion, il faut alors examiner l'incidence de la participation sur la criminalité. L'idée de participation est aussi importante, par ailleurs, parce qu'elle rend compte, d'une manière beaucoup plus exacte et plus juste, de l'autoperception que des populations très directement concernées par la généralisation du

³⁴ Cf. Silva (1992) et Peliano (1993). Il s'agit de deux économistes de l'Institut de Recherche Economique Appliquée, l'IPEA, fondation publique liée au Secrétariat à la Planification, au Budget et au Contrôle de la Présidence de la République.

³⁵ Le pouvoir d'achat dans les campagnes françaises relève d'un raisonnement comparable. Si l'unification européenne a mis sur la touche des franges entières de la population rurale, c'est en raison de la faible productivité de certains secteurs agricoles - situation qui n'est pas sans liens avec le fait qu'une partie des revenus des paysans étaient des revenus en nature.

crime, comme les favelados de Rio de Janeiro, manifestent à propos de leur propre trajectoire³⁶.

Les mêmes principes qui ont orienté l'analyse de Silva ont été par la suite appliqués par Valladares et Batista (1993) à l'analyse des indicateurs sociaux dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro. Deux résultats principaux doivent être signalés. Premièrement, le document confirme au niveau régional les résultats de Silva concernant les indicateurs sociaux : la participation à l'ensemble des biens et des services, y compris l'éducation et les services hospitaliers, s'était élevée significativement dans la décennie précédente. Deuxièmement, le document constate pour la même période un décroissement des postes de travail salarié, néanmoins remplacés dans la région par le travail autonome (*conta própria*), sans perte visible (et vraisemblablement même avec élévation) du niveau des revenus.

Cette tendance se poursuit dans les années 1990, alors qu'il devient évident que la rétraction de l'emploi surtout industriel ne peut plus être attribuée aux effets de la crise. En pleine reprise économique, la frange de la population économiquement active employée dans l'industrie de transformation tombe de 23% en 1991 à moins de 20% en 1995. (Castro, Cardoso et Caruso, 1997). A en croire les études disponibles, l'accroissement de la productivité industrielle, dans le cas brésilien, s'est davantage appuyée sur le renouvellement des méthodes de gestion, en particulier à travers la sous-traitance, que sur l'introduction de nouveaux équipements. Il faut encore noter que, malgré la faiblesse de la croissance depuis le début de la décennie, le marché du travail a manifesté une forte capacité d'absorption de main d'oeuvre (Silva et Chinelli, 1997). La faiblesse de la protection sociale explique peut-être que la précarisation, naturellement dérivée de ce changement de statut, n'ait pas été vécue de manière trop dramatique, sauf probablement dans des zones industrielles qui, outre le fait même de la culture ouvrière, dépendaient souvent de bénéfices sociaux directement assurés par les grandes entreprises.

Une étude récente réalisée pour le compte de la Confédération Nationale de l'industrie (Neumann, 1997) montre que, dans les six plus grandes régions métropolitaines du pays (São Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre, Belo Horizonte, Recife et Salvador), il s'est vérifié une perte de 167.201 emplois, au cours de la période comprise entre janvier 1991 et avril 1997 ; dans le même temps, 848.745 nouveaux postes de travail autonome ont été créés, ainsi que 772.431 emplois non enregistrés (travail au noir). En même temps, les caractéristiques du marché "informel" se modifient. Si ce marché était dans un passé récent le lot des catégories les plus démunies, il contient désormais un gisement de postes de travail à niveau de revenu relativement élevé. L'étude constate que 44% des travailleurs autonomes disposent d'un revenu égal ou supérieur à 5 salaires minima. On constate encore une corrélation positive entre revenus et niveau de scolarisation : les travailleurs autonomes les mieux rémunérés sont ceux dont le niveau de scolarisation est égal à huit années ou plus. Cela ne signifie pas pour autant une plus grande valorisation des diplômes. "La démocratisation de l'enseignement", observe Paiva (1997), "a entraîné une baisse de la valeur des diplômes, tandis qu'elle a mis en valeur la *qualification réelle*, susceptible d'être

³⁶ "Aujourd'hui", dit une vieille favelada dont nous avons recueilli les propos, "nous pouvons tout acheter. Même un avion, si on a envie..." J'avais déjà attiré l'attention sur la plus grande pertinence de la notion de *participation* que de celle d'*exclusion* pour l'analyse de la pauvreté, dans la situation brésilienne (Peralva, 1996b et 1997c).

pratiquement démontrée". Autrement dit : il importe moins, dans ces nouvelles conditions de dérégulation du marché du travail, la hiérarchie symboliquement bâtie par l'école par le biais des diplômes, que la formation effective que l'école est capable de favoriser.

L'Etat, conscient peut-être de sa propre faiblesse, réoriente ses modes d'intervention dans le sens d'une action décentralisée et d'un partenariat avec des acteurs locaux et des entreprises privées. L'exemple avait déjà été donné dès les années 1980 par des ONGs, qui, dans un contexte fortement marqué par la crise, avaient fait preuve d'une importante capacité de mobilisation de ressources internationales, réorientées vers divers types de projets locaux. Ce modèle de politique sociale sous-tendant la "réinsertion de la solidarité au niveau de la société" (Rosanvallon, 1981) fait l'objet d'un soutien ouvert des plus importantes sources de financement international et semble voué à des développements de plus en plus importants.³⁷

Aussi le crime, loin de pouvoir être expliqué comme un effet de "l'exclusion", se développe dans un environnement défini par l'accroissement de la participation ; mais défini, en même temps, par un affaiblissement généralisé de l'intervention et du contrôle étatique. Si cet affaiblissement relève, dans le domaine social, de transformations qui en général ne peuvent être perçues que comme positives - les acteurs locaux étant généralement bien plus sensibles aux besoins locaux, que ne l'étaient les anciens fonctionnaires responsables des politiques centralisées - il a eu, en revanche, dans le domaine de la sécurité publique, des conséquences proprement désastreuses. Mais avant de les explorer plus longuement, il faut dire un mot sur le problème des revendications identitaires, qui dans le cas français a pris la forme, nous l'avons dit, d'une fragmentation culturelle. Qu'en est-il de ce thème, dans le cas brésilien ?

L'idée de "fragmentation culturelle" n'a pas a priori grand sens au Brésil, en raison des avatars d'une représentation collective unifiée de la nation - ce qui n'est en rien contradictoire avec un fort sentiment d'appartenance nationale.³⁸ Si l'Etat a toujours été approprié ou instrumentalisé, soit à travers des mécanismes patrimonialistes, soit à travers les urnes, par différents groupes sociaux, il n'a jamais vraiment été (et jusqu'à maintenant) reconnu et légitimé comme représentant de la nation et de la conscience nationale. Cette conscience a dû pénétrer la vie collective, en s'accommodant des différents clivages raciaux et sociaux que l'histoire a inscrits dans l'expérience brésilienne.

Si la question des indiens, minorité trop faible du point de vue quantitatif et culturel, n'en a jamais été vraiment une (ou en tout cas, pas jusqu'aux années 1970), la place des noirs, affranchis en 1888, a été au coeur des débats de la fin du XIXe siècle (Pereira de Queiroz, 1989 ; Capeller, 1995), de deux manières : d'un côté, parce que les

³⁷ "La politique publique, dans presque tous les pays, y compris le Brésil, s'est orientée depuis les années 80 vers des actions institutionnelles multifacétiques, ayant en vue d'atteindre différents groupes-objectifs, avec des actions décentralisées et développées en partenariat entre des instances gouvernementales, des entreprises privées, des syndicats, des universités et des ong's. Ce dessin, d'une manière générale, correspond aux recommandations et au support financier apporté par des institutions et des organisations supranationales, comme l'Union européenne, l'OCDE et la Banque Mondiale" (Cacciari, 1997 : 54).

³⁸ Un sondage Datafolha, publié dans le *Caderno Mais* du journal *Folha de S. Paulo* du 25 mai 1997, portant sur un échantillon national stratifié de 2698 individus, a montré que 65% des Brésiliens se considèrent des personnes heureuses et se trouvent satisfaits de la situation du pays. 43% croient que le Brésil est le pays le plus heureux de la planète, et seuls 9% pensent qu'il est le deuxième pays le plus malheureux, juste après la Bosnie ou l'Angola.

théories raciales importées d'Europe semblent avoir été décisives dans le sens d'écarter ces anciens esclaves, et les travailleurs libres brésiliens en général, d'un marché de travail salarié naissant, qui a préféré s'ouvrir à l'immigration étrangère (Aragão, 1996) ; de l'autre, parce que les théories dites du "blanchiment de la race"³⁹ ont laissé des traces durables dans les représentations et dans les débats intellectuels, parfois douloureux, concernant le statut des noirs dans la construction nationale. Les théories du "blanchiment de la race" se sont dès lors prolongées dans des versions plus "progressistes" d'une perspective qui, soit dans une forme classiste, soit dans une forme assimilationniste, ont continué à occulter la particularité ou la pertinence d'une identité culturelle noire.⁴⁰

Maria Isaura Pereira de Queiroz (1989) rappelle néanmoins qu'une autre manière de considérer la question nationale a tôt vu le jour à travers les intellectuels modernistes qui, dès les années 1929, ont affirmé la diversité culturelle comme un trait majeur de la "brésilianité" (*brasilidade*). Macunaíma, personnage du roman de même nom de Mario de Andrade, réunit des qualités africaines, indiennes et européennes, toutes de valeur égale. Ajoutons qu'Andrade définit son personnage comme "le héros entièrement dépourvu de caractère" (*o herói sem nenhum caráter*), *caractère* ayant ici deux significations complémentaires : d'un côté, cela renvoie à l'absence de *spécificité culturelle*, dérivée du mélange des cultures évoqué ; de l'autre, à l'absence de *moralité*, visible dans l'incapacité du personnage à s'identifier à un rôle ; dans le fait aussi qu'il est le vecteur d'une distance critique vis à vis de sa propre situation, exprimée par le rire⁴¹. Macunaíma est probablement le personnage de la littérature qui mieux manifeste l'esprit brésilien, fait à la fois d'acceptation de la diversité, producteur de syncrétisme religieux, critique à l'égard de lui-même, mais aussi soucieux de liberté et méfiant à l'égard de l'Etat et des institutions. Il représente la face populaire de la conscience nationale, alors que, dans leur rapport à la politique, les intellectuels, dont Daniel Pécaut (1990) a retracé l'histoire, s'orientent davantage vers une visée rationalisatrice inspirée des pays du centre, tout en gardant eux-mêmes à l'égard de l'Etat une ambivalence comparable.

Sergio Buarque de Holanda (1996) a apporté une contribution majeure à la compréhension de ces traits propres de la conscience brésilienne. L'héritage colonial, par les caractéristiques particulières de la colonisation portugaise, laisse des traces sensibles dans la primauté de l'esprit d'aventure et de conquête sur le travail⁴² - ce qui entraîne une faiblesse naturelle des institutions et de l'Etat, dans leur capacité à ordonner la vie sociale.

³⁹ Silvio Romero (1851-1914) aurait été le premier intellectuel à se poser la question d'un "blanchiment" nécessaire de la population brésilienne, qu'il envisageait comme un résultat naturel du métissage, puisque la race blanche était au Brésil la plus nombreuse (Capeller, 1995).

⁴⁰ Maio (1996) s'est penché sur la polémique qui, dans les années cinquante, avait opposé, à propos des relations raciales, deux importants sociologues, bahianais d'origine (dont un métis), Guerreiro Ramos et Costa Pinto. Pour Costa Pinto, théoricien marxiste, il n'y avait pas de question raciale noire, mais seulement une question sociale ; Ramos reconnaissait la singularité de la composante noire de la nation brésilienne, mais la percevait comme une singularité négative, basée sur le ressentiment des noirs des 'couches inférieures' - ressentiment auquel il convenait de répondre à travers des mécanismes d'assimilation, favorisant l'ascension sociale, économique et culturelle de la population noire.

⁴¹ L'importance de cette distance critique par le rire a été soulignée dans la littérature des pays de l'Est par des intellectuels dissidents comme Zinoviev, dans *L'avenir radieux*, ou Milan Kundera, dans *Le livre du rire et de l'oubli*. On ne les oublie pas...

⁴² Darcy Ribeiro (1995 : 221, 222) a souligné, dans le même sens, combien pour l'esclave affranchi la liberté était prioritaire par rapport au travail et à l'insertion sociale. C'est ainsi qu'il explique la force de la migration rurale-urbaine et la formation des favelas.

D'où la faiblesse de l'individualisme abstrait dans notre culture ; d'où aussi la primauté du privé et de la famille, véritable foyer de la vie sociale, sur la vie publique. Celle-ci est en permanence imprégnée des catégories du privé, et par là même soumise à l'impératif de l'intimité. Le Brésilien, dit Holanda, a l'obsession de la suppression des distances. Il ne tolère pas les conventions et les rites, et se sent obligé de traiter qui que ce soit par son prénom. Roberto da Matta (1978) a souligné, dans la même perspective, l'importance analytique de la notion de *personne* et le statut subalterne de la notion d'individu, pour une compréhension de la nature des relations interindividuelles au Brésil. Le patrimonialisme (à son sens un privilège des puissants) aurait lui-même organisé un système moderne, non pas pour protéger les faibles contre les forts, ou pour démocratiser la société, mais pour des raisons opposées. Ce qui expliquerait des pratiques institutionnelles marquées par l'idée que ceux qui bénéficient d'un réseau efficace de relations personnelles disposeraient de tous les privilèges, tandis que les individus (abstraits, dépourvus de relations) n'auraient pour eux que la loi (Matta, 1978 : 20).

Cette perspective, séduisante dans sa radicalité, fait néanmoins fi de la transversalité du patrimonialisme qui, s'il nourrit la vie publique, ne le fait pas seulement du point de vue des puissants ; il fonde également une manière d'être *cordiale* (c'est-à-dire, inspirée des catégories de la vie privée - qui ne se confond nullement, dit Holanda, avec la civilité, et qui est même son inverse), de même qu'il fonde également des principes (certes, hiérarchiques) de réciprocité. Les analyses d'Holanda sont d'une très grande utilité pour comprendre, et le principe de liberté qui est à la base d'un type particulier d'"individualisme moral", plus identifié à la société qu'à l'Etat ou aux institutions, plus sensible aux droits de l'homme qu'à la souveraineté étatique (et qui coexiste et se mêle avec une visée patrimonialiste de la vie collective) ; mais qui garde par là même ses distances par rapport à la loi, toujours plus prêt à l'interpréter qu'à s'y plier. Ce trait de la culture brésilienne me semble réellement être, par exemple, à la base des choix qui ont présidé au développement des *favelas* comme mode d'habitation populaire à Rio de Janeiro (ce qu'écrit d'ailleurs Darcy Ribeiro) ; mais à la base aussi des principes de réciprocité qui ont régi les relations entre les *favelados* et la ville, au moins jusqu'à une période très récente. Comme Holanda l'avait prévu dès 1936 (lorsque son livre paraît pour la première fois), c'est le développement urbain et, ajoutons-le, l'avènement de la démocratie qui remettent réellement en cause ce modèle.

L'irruption du thème identitaire, sous sa forme actuelle, dans l'espace public, date de la fin des années 1970 et de la lutte contre l'arbitre du régime militaire - dans le cas des noirs, avec la formation à São Paulo du *mouvement noir unifié contre la discrimination raciale* (Moura, 1980). Aujourd'hui ce mouvement se partage de manière très classique entre une sensibilité égalitariste, qui demande des politiques de discrimination positive à la faveur des noirs, et une sensibilité plus identitaire et culturaliste, très présente chez les Bahianais, mais tout aussi visible chez les jeunes *rappers* de São Paulo (Sposito, 1994).

Cependant, le thème identitaire trouve, chez les jeunes, une autre voie importante d'émergence dans l'espace public, grâce à l'affaiblissement des principes de réciprocité qui ordonnaient les liens entre des univers sociaux segmentés, séparant blancs et noirs, riches et pauvres - un affaiblissement qui dérive de l'accroissement de la participation et de l'égalisation des chances. Ces changements remettent en cause de vieux principes de régulation sociale, dont l'efficacité s'estompe, et posent la nécessité d'un réordonnement de l'espace symbolique national - ce que les demandes identitaires rappellent avec

insistance. Entre-temps, ces demandes deviennent une source importante de conflictualité. Elles ont des liens certains avec le crime, elles sont présentes dans l'univers du crime - mais elles ne l'expliquent pas.

Qu'est-ce qui l'explique alors ? Comment se fait-il que de grandes villes et régions métropolitaines brésiliennes, et en particulier celle de Rio de Janeiro, sur laquelle nous nous pencherons plus directement, soient devenues, en un laps de temps relativement court, un milieu écologique si favorable au développement du crime ?

Les taux de criminalité, écrit Hugues Lagrange, ont observé des tendances similaires, à la hausse, dans tous les pays du monde. Entre 1963 et 1989, le nombre d'homicides volontaires en France s'est multiplié par 2,5. Il est passé de 1042 en 1963 à 2562 en 1989 et semble stabilisé depuis.⁴³ Entre 1960 et 1980, les homicides ont aussi doublé en Angleterre et au pays de Galles, rythme équivalent à celui qui s'est vérifié aux Etats-Unis, où on passe d'un taux de 4,5 homicides sur 100.000 habitants en 1963 à 10,2 en 1980. La violence acquisitive s'accroît, au cours de la même période, à un rythme encore plus rapide. En France, son taux est multiplié par 20.

Au Brésil, les études indiquent en général une montée des violences acquises dans les années 1970 et une montée plus tardive des taux d'homicide, qui explosent dans les années 1980.⁴⁴ Des données du Ministère de la Santé montrent qu'en 1979, le taux d'homicide brésilien était déjà légèrement supérieur à celui des Etats-Unis : 11,69 contre 9,89 sur 100.000 habitants. En quinze ans, le nombre brut d'homicides a triplé et son taux a doublé, atteignant en 1994 le chiffre de 32.350, c'est dire un taux de 21,04 sur 100.000 habitants, alors que les taux nord-américains se sont maintenus relativement stables au cours de la même période. Une partie importante des homicides brésiliens ont touché des adolescents entre 15 et 19 ans : 45.469 victimes au long de ces quinze années. (Toledo, 1996).

Evidemment, à tendances comparables, les problèmes d'échelle restent des problèmes majeurs et ils définissent à eux seuls la spécificité du Brésil en ce domaine. Depuis une quinzaine d'années les milieux universitaires brésiliens se sont penchés sur le thème de la criminalité et de la violence, et une abondante littérature a vu le jour. Des études empiriques ont aidé à comprendre la diversité de la violence dans le pays. Des hypothèses interprétatives ont été également formulées. Il est utile qu'on s'y arrête un moment.⁴⁵

La première hypothèse concerne l'épuisement du modèle traditionnel de réciprocités, et l'insuffisance corrélatrice du modèle de la citoyenneté. La violence s'inscrirait dans les failles de la transition entre ces deux modèles : le modèle traditionnel aurait cessé d'être efficace, tandis que le modèle de la citoyenneté et de l'individualisme abstrait ne le serait pas encore devenu. On peut évoquer, dans cette perspective, encore un texte de Roberto da Matta (1982), qui traite de la distance entre les modes cultivés (relevant du monde intellectuel) et populaires (relevant des pratiques traditionnelles)

⁴³ Lagrange (1995 : 144) cite les statistiques de la police judiciaire. Ces dernières font état de 2696 homicides et tentatives d'homicides en 1994, et 2563 en 1995. (DGPJ/DCPJ, 1996)

⁴⁴ Pour un bilan détaillé de la littérature, cf. Peralva 1996b et Peralva 1997c.

⁴⁵ Je les présenterai selon une perspective analytique, sans tenir compte du moment où elles ont fait leur apparition dans le débat.

d'interprétation de la violence. L'analyse de José de Souza Martins (1996) sur la dissémination des lynchages dans l'expérience brésilienne récente s'inscrit dans le même registre. On retrouve enfin cette idée d'une transition inachevée dans la réflexion de Gilberto Velho - d'abord latente, dans ses recherches sur les processus d'individualisation dans l'univers urbain brésilien. La même préoccupation se précise dans un texte plus récent (Velho, 1996), spécifiquement consacré au thème de la réciprocité.

La deuxième hypothèse concerne, plus classiquement, le déficit de citoyenneté, et la littérature est à ce propos abondante. On peut évoquer, à titre d'exemple, Paoli (1982), Reis (1987), Paixão (1987) ou, plus récemment, à propos de la discrimination raciale touchant les populations noires, qui ont affaire à la justice criminelle à São Paulo, Adorno (1995). Les recherches et la réflexion s'organisent autour de la constatation que le modèle patrimonialiste et inégalitaire persiste et se prolonge à l'intérieur des institutions démocratiques, malgré l'entrée en démocratie.

La troisième hypothèse guide un ensemble de recherches concernant de graves violations des droits de l'homme, développées depuis quelques années au sein du Centre d'étude de la violence de l'Université de São Paulo, sous la direction de Paulo Sergio Pinheiro, Sergio Adorno et Nancy Cardia. Cette hypothèse a été reprise in Adorno (1996), après avoir été formulée par O'Donnell (1988) et Pinheiro (1991). L' "autoritarisme socialement implanté" suppose un prolongement à l'intérieur de la société civile d'un héritage autoritaire, qui persiste inertielllement au-delà de la sortie politique du régime autoritaire. Il y aurait comme une convergence et une continuité entre les pratiques politiques autoritaires et les pratiques violentes qu'on observe au sein de la population.

Ces analyses mises en perspective, force est de constater qu'aucune d'entre elles ne s'efforce de définir ce qui fait finalement l'unité de cette violence - et qui, d'un point de vue analytique, ne peut se situer sinon au niveau de la responsabilité de l'Etat. Et là, il n'est pas suffisant de dénoncer les pratiques violentes, lorsqu'elles émanent de l'Etat. Il faut reconnaître en l'Etat brésilien actuel la source d'un développement exponentiel du crime, tel qu'il s'observe dans le pays. Certes, la déstabilisation d'un modèle traditionnel de réciprocité explique une conflictualité latente au niveau des rapports sociaux. Elle fait émerger tout un éventail de problèmes jusqu'alors inconnus ; mais elle n'explique pas pourquoi ces problèmes s'expriment sur le mode du crime, et non pas sur celui de la politique. Certes, les retards au niveau de la constitution d'un modèle de la citoyenneté et de l'individualisme abstrait, basé sur le rapport à la loi, expliquent l'autoritarisme de la police contre les simples citoyens, mais n'expliquent pas le degré extrême de violence dont les pratiques sont empreintes depuis quelques années. L'hypothèse d'un "autoritarisme socialement implanté", enfin, est celle qui me pose le plus de problèmes, car c'est celle qui me semble analytiquement la moins utile⁴⁶. Empiriquement, elle vise une interprétation des pratiques populaires de justice illégale qui ont dominé la scène brésilienne ces dernières années - lynchages, vigilantisme, extermination, mais elle les saisit comme un phénomène idéologique (ou "culturel"), et non pas comme un phénomène inscrit dans un ensemble de rapports sociaux.

⁴⁶ Je le dis d'autant plus facilement, que je suis de longue date attachée, par des liens d'amitié et de collaboration, aux chercheurs du Centre d'étude de la violence de l'Université de São Paulo (NEV-USP).

Le développement de la criminalité et de la violence sont la plus importante expression du *dés-ordre* brésilien. Ce phénomène garde des liens troublants avec l'entrée en démocratie. Des liens historiques, d'abord : l'accroissement de la violence, à des niveaux jusqu'alors inconnus, est contemporain de la sortie du régime autoritaire. Au coeur de ces processus, on retrouve l'Etat, de trois manières différentes. Premièrement, à la sortie du régime autoritaire, un gouvernement militaire affaibli ne s'est pas privé d'inviter la population à l'autodéfense armée, pour répondre à la montée de la délinquance acquisitive. Aucun gouvernement démocratique ne s'est réellement efforcé, par la suite, de procéder à un renversement de cette tendance, ni dans ses implications symboliques, ni dans ses implications pratiques. C'est dans ce contexte, qu'il faut considérer la dissémination d'actes de "justice" illégale. Ces pratiques s'inscrivent dans une pathologie de l'ordre qui est surtout le lot (mais pas seulement) des populations les plus démunies, qui sont en même temps les plus exposées à l'absence d'ordre légal.

Cette naturalisation et cette acceptation de la violence par la société civile, sur l'incitation de l'Etat, semble en retour avoir contaminé directement l'appareil d'Etat, devenu lui-même beaucoup plus violent que par le passé. Pour ne donner qu'un seul exemple (ils sont innombrables) : en octobre 1992, la police militaire, appelée à intervenir à l'occasion d'une rébellion à la maison d'arrêt de São Paulo, a tué cent onze prisonniers et en a blessé trente-cinq. Dix ans auparavant, en plein régime militaire, une intervention de la police militaire à la même maison d'arrêt, dans des conditions comparables, avait causé dix-huit morts et trente-trois blessés, chiffres somme tout bénins, si on les compare à ceux de 1992 (Peralva, 1997c).

Troisièmement, l'Etat s'est lui-même criminalisé. Cette affirmation n'est pas exagérée. Si la justice illégale est souvent le fait d'une population dépourvue de moyens d'ordre légal, ce qu'on désigne habituellement comme "le crime organisé" est un phénomène entièrement contrôlé par des policiers et des ex-policiers civils et militaires.⁴⁷

Comment expliquer, dans ces conditions, la mainmise du crime sur les *favelas* de Rio de Janeiro, phénomène à travers lequel, dans cette étude, le crime sera analysé ? Il est vrai qu'on y observe la mobilisation d'une conflictualité latente opposant les *favelados* à la ville, qui manifeste la décomposition d'un modèle traditionnel de réciprocités. Cependant, il faut noter que le premier mode de mobilisation de cette conflictualité avait été, vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, la politique et les mouvements sociaux. Ce n'est que plus tard que l'hégémonie du crime s'est affirmée, sous les décombres de la politique, justement. Il est vrai aussi que les formes décomposées d'intervention de la police dans les *favelas*, sa brutalité et sa corruption aggravent cette conflictualité latente. Mais cela n'est pas encore suffisant pour expliquer l'extension du crime.

En réfléchissant sur l'expérience du nazisme, Hannah Arendt (1973) observe qu'on ne serait jamais passé directement de l'antijudaïsme traditionnel, dont était empreinte la culture populaire en Allemagne, à l'antisémitisme systématique et à l'extermination des Juifs; pour que ce passage s'effectue il a fallu que l'Etat se constitue en machine de guerre. Dans le cas brésilien, le passage d'une conflictualité populaire latente (due à la

⁴⁷ Deux études, l'une portant sur l'Opération Rio - intervention pour combattre le crime effectuée par l'armée en décembre 1994 dans la ville de Rio de Janeiro ; l'autre sur les enlèvements contre rançon dans la même ville (Caldeira, 1996 et 1997), le montrent abondamment.

décomposition du modèle patrimonialiste traditionnel) à la généralisation de formes extrêmes du crime n'est pas compréhensible, sans qu'on tienne compte de la place de l'Etat dans ce processus, et du développement par l'Etat d'un triple langage - celui de l'omission (qui explique la justice illégale), celui de la brutalité (qui traduit le déficit de citoyenneté), et celui de la criminalisation de la police, que l'Etat abrite, qu'il couvre et qu'il arme lui-même.⁴⁸

Est-il possible d'imaginer une évolution de l'expérience française vers le crime, par exemple par la voie du terrorisme ? Je n'ai pas de réponse à cette question, qui traverse le livre de Farhad Khosrokhavar (1997) sur l'islam des jeunes. De toute façon, on n'en est pas là. Ce qui m'apparaît comme le plus préoccupant, autant dans le cas français que brésilien, c'est la manière qu'ont la France et le Brésil de penser la place de leur jeunesse pauvre dans la société, et le rapport des jeunes à la violence. La France raisonne en termes d'*intégration* des immigrés, refusant de voir, de nommer et de traiter en termes politiques le conflit social à l'oeuvre dans la société française. Le Brésil raisonne en termes de pauvreté et de traditionalisme de sa population, et refuse de voir, de nommer et de traiter, à travers des décisions politiques, la responsabilité, passive et active, de l'Etat dans le développement du crime.

⁴⁸ Michel Misse (1997: 99) propose des pistes qui semblent cohérentes avec nos propres résultats, concernant le mode d'articulation des favelas, qui fonctionnent comme des entrepôts de cocaïne et d'herbe, à Rio de Janeiro, et les grossistes qui les fournissent : "Jusqu'où j'ai pu vérifier", écrit-il, "le grossiste qui fournit chaque secteur n'a pas de relations régulières, ni avec le trafic local, ni avec le 'gérant' chargé de négocier avec lui. Il n'y a pas d'organisation centralisée, chargée de la distribution de la cocaïne dans les divers secteurs, et y exerçant un contrôle sur le pouvoir (local), comme on pense souvent. La distribution est décentralisée, saisonnière, et elle ne dépend pas toujours de contacts et d'intermédiaires plus ou moins organisés. Un fournisseur de cocaïne, d'herbe ou d'armes peut simplement aller dans une favela, prendre contact avec le 'mouvement' et vendre son stock. Mais, en général, un gérant du secteur est chargé de prendre des renseignements sur les tendances du marché et de choisir la meilleure offre. (...) Les grossistes qui revendent aux trafiquants des zones pauvres de Rio peuvent être très différents, et ils obtiennent la drogue de différentes manières : mes informateurs citent principalement *des policiers et des ex-policiers* (...)" (Souligné par moi.)

L'INCIVILITE

1 - DES-ORDRE A L'ECOLE

La violence à l'école n'a pas été thème à débat dans les années 1980. Cette période a été marquée par de fortes turbulences - comme celles opposant les partisans de la liberté d'enseignement et de l'école laïque; mais surtout, par deux initiatives qui ont profondément transformé la scène éducative: les zones d'éducation prioritaires, dès le début du premier septennat de François Mitterrand ; puis, la proposition d'amener 80% d'une génération au niveau du baccalauréat, formulée en 1985 par Jean-Pierre Chévenement. D'un côté, il était question d'intégration des populations les plus démunies par la lutte contre l'échec scolaire ; de l'autre, de mettre l'école au pas des transformations de l'économie et de la modernisation de la société française.

La conception qui a d'abord présidé à la mise en place des Zones d'Education Prioritaire était à la fois sociale, empreinte d'un esprit de rénovation pédagogique, et ouverte au thème de l'interculturalité - par la mise en valeur et en perspective des apports spécifiques des immigrés à la culture et à la société françaises. (Saïmi, 1984; Seksik, 1984; Jazouli, 1984) Par la suite, le ton est devenu moins militant, plus stratégique. Au niveau de l'école primaire, la suppression des activités d'éveil a marqué une rupture symbolique avec la rénovation pédagogique tentée un peu plus tôt. Au niveau des lycées, le rapport rendu par la commission présidée par Antoine Prost allait définir les grandes lignes du projet des années à venir : doubler le nombre des bacheliers, en menant 80% d'une génération au niveau du baccalauréat...

Le thème de la violence à l'école était pourtant bien présent et a informé un certain nombre d'enquêtes et de rapports produits au sein de l'éducation nationale.⁴⁹ Il n'a pourtant pas bénéficié d'une visibilité analogue à celle de la violence urbaine et n'a pas donné lieu à des politiques importantes de prévention. Par ailleurs il semble encore, en ce moment, pouvoir être endigué par des actions à fort contenu mobilisateur comme celles menées à l'intérieur des Zones d'Education Prioritaire.⁵⁰ C'est seulement dans les années 1990 que le thème de la violence en milieu scolaire s'installe dans l'espace public par vagues montantes.

⁴⁹ Parmi ces travaux précurseurs figurent des rapports de Georges Tallon (1979-1980), IGEN, Groupe Etablissements et Vie Scolaire ; et le rapport J.M. Léon, *Violence et déviance chez les jeunes*, présenté à la direction des lycées du Ministère de l'Education Nationale en 1983. Hervé Hamon et Patrick Rotman (1984:130), qui présentent eux mêmes dans leur livre un tableau dramatique rendant compte des faits de violence à l'école, notent au passage une déclaration de la Fédération de l'Education nationale datée de mars 1981: "l'institution scolaire, longtemps milieu protégé, est devenue lieu révélateur d'une société en crise".

⁵⁰ Jean-Paul Payet (1995), qui a réalisé une enquête ethnographique dans deux collèges de la banlieue lyonnaise, rappelle des situations d'extrême violence touchant certains établissements au début des années 80: "*Des femmes qui n'osent plus faire cours la porte fermée, le conseiller d'éducation frappé, les voitures détériorées derrière les portes cadenassées du parking, les intrusions continuelles d'étrangers au collège, mais pour la plupart anciens élèves qui viennent régler leurs comptes avec des camarades ou d'anciens professeurs jusque dans les salles de classe*". Tout s'accélère, ajoute-t-il, un lundi de mai 1982 lorsque les élèves cassent des vitres, arrachent l'électricité et le système d'alarme, vident les extincteurs et passent par les fenêtres du mobilier, semant le désordre en cours. C'est dans ce contexte qu'est lancée la politique de rénovation: son premier acte: ouverture de l'établissement sur le quartier, diversification des services offerts et politique de rénovation pédagogique, mettant en oeuvre notamment une pédagogie basée sur les motivations des élèves.

Les termes d'un débat

La première vague date d'octobre 1990. On fait état, surtout dans des lycées et quelques collèges de la Seine Saint-Denis, d'une série d'actes de délinquance pratiqués par des éléments extérieurs aux établissements concernés, mais qu'on soupçonnait dans certains cas d'être téléguidés par des élèves: agressions verbales et physiques contre le personnel, des élèves rackettés, incendies volontaires, quelques épisodes de viol. Le mouvement national des lycéens, au même moment, a donné au thème de la sécurité dans les écoles une ampleur nationale. Il a revendiqué, avec le soutien du personnel enseignant, des rondes de police à l'extérieur des établissements et à l'intérieur, des postes de surveillants, d'infirmières et d'assistants sociaux en vue d'un meilleur encadrement des élèves. Cette demande sécuritaire a été largement répercutée par la presse. Lycéens et enseignants faisaient bloc, apparaissant comme des *victimes*, et renforçant l'image d'une violence *externe* à l'école, pratiquée par des minorités d'exclus ou de marginaux. La réaction sécuritaire a mis sur la touche la politique d'ouverture de l'école sur le quartier, héritée des années précédentes. Le thème d'une violence *interne* à l'école occupait, à ce moment-là encore, une place secondaire dans le débat.

Un glissement de problématique s'est néanmoins mis lentement en place. La violence en milieu scolaire allait commencer à être progressivement dénoncée comme un phénomène *interne* à l'école, relevant davantage de l'incivilité que de la délinquance stricto sensu et concernant plus souvent les collèges que les lycées.⁵¹ La vague de faits de violence scolaire qui déferle dans l'espace médiatique pendant l'hiver 1996 s'inscrit déjà dans cette nouvelle problématique. Cette fois-ci, élèves et enseignants ne font plus bloc contre un agresseur commun. Les enseignants se plaignent de la dégradation de leur milieu de travail par des agresseurs qui se trouvent *dans leurs classes* - des élèves qui, tout en étant sanctionnés et temporairement exclus, sont de nouveau admis et jouent la montée des tensions dans l'établissement. Agressions à l'encontre des enseignants et du personnel d'encadrement, des collèges saccagés par leurs propres élèves ; confusion, tensions et contradictions au sein des équipes éducatives, protestations et grèves du personnel apparaissent ainsi comme les nouveaux enjeux du débat sur la violence à l'école. Les intrusions d'éléments extérieurs persistent, mais elles ne définissent plus le sens de la violence.

Les grèves se déclenchent en série. Les revendications portent souvent sur le classement d'un nombre de plus en plus important d'établissements dans la catégorie "établissement sensible", en vue de leur assurer des moyens supplémentaires et plus adéquats de fonctionnement. Du côté des enseignants, on parle aussi de plus en plus de pédagogie, on proteste contre une ségrégation souvent engendrée par la carte scolaire elle-même, favorisant la formation d'établissements-ghettos. Du côté des élèves, certains incidents semblent parfois relever d'une réaction collective contre des mesures prises par les enseignants à leur encontre et perçues comme injustes.

⁵¹ Dans l'esprit de ce glissement de problématique, il faut signaler deux articles publiés dans *Le Monde* par Jean-Michel Dumay: "Collèges de banlieue sous tension: I. Graines de violence; II. Entre pédagogie et répression", les 8 et 9 avril 1993; et plus récemment une enquête publiée dans *Le Monde de l'éducation* de mai 1995, "La mobilisation contre la violence", où il est dit dès l'entrée en matière: "A l'école, la violence meurtrière, celle dont généralement la presse se fait l'écho, est marginale. Très marginale. Les mots qui font mal, les gestes qui font peur, les exaspérations de toute sorte constituent en revanche autant d'agressions qui, dans certaines classes, peuvent être quotidiennes."

Des problèmes dont on n'avait pas l'habitude de parler sont maintenant posés de façon très claire : des enseignants travaillant en milieu défavorisé reconnaissent de plus en plus volontiers leur faible emprise sur le comportement de leurs élèves et avouent que, malgré les orientations de l'inspection académique, dans le sens d'une reprise active des sanctions, leur propre attitude va, en général, plutôt dans le sens d'éviter le conflit.

Comment expliquer ce changement de cap dans le débat sur la violence à l'école - par rapport aux années 1980, d'abord; mais aussi par rapport au début des années 1990? Y a-t-il eu changement de nature du phénomène? Y a-t-il eu montée objective de la violence? Il est difficile d'apporter des réponses précises à ces questions. Les premières tentatives de prise régulière de mesure datent du début de la décennie actuelle. Mais surtout il s'agit là d'un domaine où les chiffres restent incertains.

La violence en milieu scolaire est en revanche devenue plus visible. Dans les années 1980, nous l'avons dit, on observe là-dessus une absence presque complète de débats. Debarbieux (1990) l'explique par une sorte de pudeur, très généralisée alors, empêchant les acteurs concernés de reconnaître ne serait-ce que l'existence de la violence à l'école - thème perçu comme tabou, car il remettrait en question l'idée d'*autorité naturelle* du maître, trait inséparable de l'imaginaire enseignant et de la formation des enseignants en France. Aussi, la violence à l'école reste occultée par ce préjugé fondateur. Ceux qui les premiers osent reconnaître son existence, et qui y réfléchissent, sont ceux qui l'ont vécue au quotidien dans leur pratique professionnelle (Colombier, Mangel et Perdriault, 1984 ; Debarbieux, 1990; Defrance, 1992, 1993).

Aujourd'hui les enseignants hésitent beaucoup moins à en parler.⁵² La montée rapide de certains indicateurs - nombre d'établissements classés sensibles, nombre de plaintes pour agression - relève tout d'abord de cette visibilité accrue, et à ce niveau le grand renversement semble devoir être attribué aux effets du mouvement lycéen de novembre 1990. Mais par ailleurs - si on compare la situation dans les années 1990 à celle de la décennie précédente - l'école semble déçue et en manque de projets. Le thème des zones d'éducation prioritaires, d'abord porté par le militantisme pédagogique des années 80, est aujourd'hui devenu affaire de moyens. Tandis que la démocratisation effective de l'accès au second degré se poursuit, les vertus attribuées aux diplômes comme protection contre le chômage sont perçues comme incertaines.⁵³ Dès lors, le doute s'installe. Il y en a du côté des élèves, quant à leur capacité à répondre à ce qu'on attend d'eux ; il y en a du côté des enseignants quant à leur capacité à amener les élèves là où on attend qu'ils soient

⁵² "On ne peut pas donner de dates précises, mais la massification de l'enseignement, l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans, plus peut-être les troubles de la société, ont fait apparaître la violence dans les établissements scolaires vers 1975; et c'est de sa propre initiative que l'IGEN a lancé des enquêtes sur le phénomène en 1978 et 1979. (...) En prenant en charge ce dossier en 1982, j'ai constaté que les phénomènes de violence étaient volontiers masqués, tenus en quelque sorte pour honteux, comme les phénomènes de drogue à la même époque. Je veux dire par là que les chefs d'établissements et les enseignants le ressentaient comme un phénomène innommable, un échec qui ne se déclarait pas, à tel point que, en 1983, j'ai moi-même échoué à en savoir plus. (...) Aujourd'hui en revanche ce sont des événements dont on parle plus volontiers et peut-être même exagérément d'ailleurs." Cf. "L'Education nationale face à la violence scolaire" (Vedel, 1994).

⁵³ Les chiffres de l'INSEE montraient, depuis 1991, que le taux de chômage des plus diplômés s'est longtemps élevé plus vite que celui des moins diplômés (même si ces derniers restaient les plus nombreux en chiffres absolus). Cette tendance s'est pour la première fois infléchie en 1994. Cf. "Les diplômés s'en sortent mieux". *Le Monde de l'Education*, juillet/août 1994.

amenés. Au niveau des pratiques professionnelles, maints repères ont été bouleversés.⁵⁴ Dans le creux de cette crise de sens vécue par l'école, le thème de la violence monte comme une lame de fond.

Quelques chiffres

La violence en milieu scolaire est un phénomène urbain, se diffusant à partir de quelques départements de l'Ile de France (Essonne, Seine-Saint-Denis, Val d'Oise, Val-de-Marne et Yvelines) vers le reste du pays (Direction Centrale de la Sécurité Publique, 1994). La comptabilisation des faits de violence à l'école a été favorisée par la mise en place d'un partenariat police-justice-éducation nationale. La reconnaissance institutionnelle de la violence en milieu scolaire a fait monter le nombre de plaintes ; une approche statistique spécifique au phénomène a pu également voir le jour. Les limites de ce registre se définissent par la nature même des faits enregistrés: ne sont susceptibles d'être chiffrés que les faits délictueux, alors que la violence à l'école déborde largement la sphère du délit.

Les premières tentatives de mensuration globale datent du début de la décennie. En 1994 plusieurs rapports ont été établis, émanant de diverses sources au ministère de l'éducation nationale et au ministère de l'intérieur. Les données fournies ne sont pas toujours compatibles. Les chiffres pour l'année 1993 montrent que les faits de *vandalisme* et de *dégradation volontaire* restent de loin les plus nombreux: on en enregistre 3195, dont 2425 à l'encontre de l'établissement (167 par incendie). (Bureau d'Action Préventive et de la Politique de la Ville, 1994)⁵⁵ Viennent ensuite les cas de *racket*: 983 cas enregistrés en 1983. Le racket a subi une évolution importante entre 1989 et 1992. On observe une augmentation considérable des faits constatés: 581 en 1989, 1000 en 1992, stabilisation en 1993. Les filles en sont moins souvent les auteurs (69 sur 659 mis en cause), mais aussi moins souvent les victimes: alors que pour les filles le nombre de victimes passe de 142 en 1989 à 174 en 1992, celui des garçons passe de 480 à 861; il y a 14,5% de filles victimes de racket en 1993, contre 85,5% de garçons sur un total de 1022 victimes enregistrées (Duglery, 1994; Bureau d'Action Préventive, 1994).

Les *coups et blessures volontaires* ayant des élèves comme victimes et ayant entraîné une interruption temporaire de travail de plus de 8 jours ont été enregistrés au nombre de 771 en 1993. La plupart ont eu lieu à l'intérieur des établissements (49%) ou à leur abord (43%), ou enfin dans les transports scolaires (8%). Dans 76,5% des cas il n'y a pas eu d'emploi d'armes et les armes à feu n'ont été employées que dans 3,8% des cas. Sept-cent-quatre-vingt-treize auteurs ont été identifiés, dont 546 scolarisés à l'intérieur de l'établissement concerné.⁵⁶ Les coups et blessures volontaires comptabilisés contre des

⁵⁴ Cf. Payet (1995) à propos des négociations famille-école concernant les décisions de passage. Avec l'accroissement relatif du pouvoir des familles en ce domaine, celui des enseignants se retrouve en contrepartie relativement érodé aussi.

⁵⁵ Le nombre d'établissements scolaires ayant fait l'objet d'incendies volontaires en 1993, indiqué dans ce document (167), est supérieur au chiffre fourni par le Bureau de l'Information de la DCSP du ministère de l'intérieur (79).

⁵⁶ Les données fournies en 1983 par le *rapport Léon* et établies sur la base d'un échantillonnage limité relèvent des bagarres entre des élèves de collège entraînant des blessures légères dans 34% des cas et se produisant plus souvent à l'extérieur de l'établissement (51% des cas) qu'à l'intérieur (39% des cas). Les rackets existent à ce moment là dans plus de la moitié des collèges (58,5%) et sont jugés graves deux fois sur trois. Les agressions contre les adultes sont à ce moment-là davantage verbales que physiques et

adultes ont été beaucoup moins nombreux: 210 faits enregistrés, dont 82,3% sans emploi d'arme et seuls 2,3% (5) avec emploi d'arme à feu. Deux-cent-cinquante-cinq auteurs ont été identifiés, dont 160 scolarisés à l'intérieur de l'établissement concerné. (DCSP, 1994)

Un rapport établi par l'Inspection Générale de l'Education Nationale et publié en 1995 ajoute des données concernant l'importance relative de la violence dans les collèges, comparativement à celle observées à d'autres niveaux d'enseignement : sur 215 incidents enregistrés dans l'Académie de Paris, entre le 1 septembre 1993 et le 7 avril 1994, 75,5% l'ont été dans des collèges ; sur 241 incidents graves recensés dans 170 établissements scolaires de la Seine-Saint-Denis en 1993, 60,6% l'ont été dans des collèges (103 établissements). (Fotinos et Poupelin, 1995) Ce même rapport fait encore état, pour l'Académie de Paris, de 30% d'incidents dans les salles de classe, contre seuls 20% dans les cours de récréation, 14% devant l'établissement et 10% dans les couloirs. Dans 90,5% des cas, des élèves sont concernés par ces incidents, contre seuls 20,5% des enseignants.

Premières réponses gouvernementales

Les premières mesures directement orientées vers une tentative de réponse au problème de la violence dans les collèges et les lycées ont été prises en mai 1992. Il s'agissait, dans l'esprit de la proposition ministérielle, de rétablir "la sécurité et la sérénité" dans environ quatre-vingts établissements perçus comme particulièrement *sensibles* et relevant de cinq académies, Créteil, Versailles, Aix-Marseille, Lyon et Lille. Une circulaire conjointe du ministère de l'intérieur et de l'éducation nationale faisait état de l'adoption au même moment d'un ensemble de dispositions, en vue d'institutionnaliser, dans un certain nombre de villes ou de quartiers, les relations entre responsables de la sécurité et de l'éducation nationale.⁵⁷ Il s'agissait des *groupes locaux d'action pour la sécurité* (GLAS) formés par des correspondants permanents (un membre de l'éducation nationale, responsable Zone d'Education Prioritaire ou chef d'établissement ; un policier; un magistrat du parquet; un représentant des services sociaux du conseil général, un représentant de la DASS, le chef du projet DSQ), dont la mission principale serait, au contact des écoles, de créer un instrument de suivi des problèmes de violence. Dans la continuité des mesures qui avaient été auparavant prônées pour relancer les Zones d'éducation prioritaire, des dispositifs favorisant la stabilisation et la motivation des enseignants dans les établissements sensibles sont également adoptés, ainsi que des mesures concrètes de renforcement du personnel d'encadrement, notamment à travers le recrutement de 2000 appelés du contingent et de contrats emploi solidarité.

A la rentrée 1993, le nombre d'établissements sensibles s'est élevé à 221 par la fusion des deux catégories précédemment établies : celle des 94 établissements sensibles répartis dans cinq académies; et celle des 127 établissements *particulièrement difficiles*, répartis dans 18 académies. (Vedel, 1994). Lors de la nouvelle vague de violences en milieu scolaire à laquelle on fait face pendant l'hiver 1996, l'Education nationale réagit par trois mesures principales : la création d'une ligne téléphonique, dite SOS profs, couverte

s'expriment aussi indirectement par des dommages aux véhicules des personnels du collège. (Le Gall, 1994).

⁵⁷ Une circulaire d'octobre 1991 avait déjà fixé les termes d'une expérience de partenariat entre la police et l'éducation nationale dans trois départements pilotes (Paris, Seine-Saint-Denis, Rhône), puis étendue à d'autres régions. Cf. *Le Monde* du 28 mai 1992.

par l'anonymat, devant fonctionner comme un lieu d'écoute pour les enseignants⁵⁸; une formation en IUFM spécialement consacrée au thème de la violence à l'école; et l'appel à de "grands frères", qui opéreraient, à l'instar du dispositif auparavant mis en place par la RATP dans les autobus de banlieue, comme personnel d'encadrement et médiateurs des conflits. On fait monter de 3500 à 4500 le nombre d'appelés du contingent mobilisés pour le service dans les écoles - c'est dire que leur nombre a plus que doublé depuis l'initiative en ce sens prise en mai 1992.

Toutes ces mesures engageaient une perspective partenariale, concernant non seulement l'éducation nationale, mais aussi la police et la justice. Le ministère de la justice a été le premier associé. "L'institution d'une collaboration préventive avec la Justice s'est imposée lentement. Précédée dans les faits dans certaines inspections académiques dès les années soixante-dix, elle s'instaure d'abord en 1981 par un texte interministériel, suivi par la circulaire du 8 octobre 1991, 'Opération Education Nationale-Justice'. Ce texte précise et élargit ce partenariat en lui donnant un cadre plus opérationnel. Il se concrétise le plus souvent au niveau départemental par la création d'une instance légère de gestion commune des 'comportements à risques' de certains élèves. Cette instance est composée, la plupart du temps, de l'inspecteur d'académie ou de son représentant, du substitut du Parquet des mineurs et des responsables des services sociaux (éducation nationale, affaires sociales et ville)." (Fotinos et Poupelin, 1995)

Le partenariat avec la police nationale date de 1992. Il a été précédé d'un rapport d'étude (Petit-Laurent et Leroux Monique, 1990), qui soulignait l'absence de "communauté reconnue de 'sensibilités' (...) n'a pu être constatée dans l'état actuel des relations Education Nationale/Police Nationale". (p. 17) On constatait néanmoins, du côté de l'Education nationale, une évolution de l'image de la police, en rapport avec une "évolution de la politique de recrutement de la police nationale" (p. 22); du côté de la police, on constatait une identité en crise, les policiers se percevant comme isolés au sein de la société et critiquant les enseignants par leur manque d'autorité et leur comportement trop laxiste.(p. 49) Malgré ces conclusions négatives, la circulaire Lang-Quilès de mai 1992 lance les bases d'une politique partenariale engageant les deux ministères. L'expérience prendra une forme particulièrement élaborée dans le département de la Seine-Saint-Denis, où il est question de lutter contre la violence en milieu scolaire par le "traitement en temps réel des affaires concernant les mineurs, qu'ils soient auteurs ou victimes d'actes de délinquance ou qu'ils fassent l'objet de signalement en urgence dans le cadre de l'assistance éducative". (Moreau, 1994)

Une partie considérable du débat sur la violence à l'école s'orientera depuis lors vers une logique de délictualisation et de juridicisation du phénomène. L'Education nationale souhaite trouver des "solutions systémiques" (Fotinos et Poupelin, 1995), mais, faute de réponses pédagogiques, renvoie au parquet des mineurs la prise en charge des enfants en danger. A la base de cette politique, se trouve l'idée de l'existence dans les établissements scolaires de "noyaux durs" et de "caïds". A travers l'idée de "noyaux durs", on visait une dés-amplification des phénomènes de violence, perçus comme concernant un nombre limité d'individus à l'intérieur de chaque établissement et un nombre limité d'établissements au sein de l'Education nationale.

⁵⁸ Les réclamations adressées à ce service concerneraient surtout, selon ce qui a été rapporté dans la presse, *des violences verbales - notamment des insultes personnelles et des tutoiements.*

Dans l'ensemble, c'est d'un changement global de culture qu'il s'agit, avec un appel à l'ordre qui n'épargne pas les responsables des établissements scolaires.⁵⁹ La violence décrite par ceux qui la vivent au jour le jour dans les établissements scolaires est pourtant rarement délictueuse: "les violences importées de l'extérieur (liées au quartier, par exemple) sont peu nombreuses" (...) "Dans le cas des adultes, la nature de la violence évoquée concerne majoritairement les bagarres entre élèves (59%) ainsi que la violence verbale (injures, non écoute, provocation...) qui se joue le plus souvent au sein même de la classe, dans le rapport pédagogique (...)" (Montoya, 1995).⁶⁰

Un bilan de l'action engagée en Seine-Saint-Denis, dressé en 1994, en dit long sur l'ambiguïté d'un dispositif partenarial, peut être trop musclé, peut être surtout trop en décalage avec la vraie nature des problèmes: "Le nombre des signalements a augmenté. (...) L'absentéisme chronique a diminué, et la cause identifiée en est l'intervention préventive plus fréquente. En revanche, les exclusions définitives se sont nettement accrues, et elles concernent des élèves de plus en plus jeunes (de 11 à 13 ans) (souligné par nous), au comportement souvent anciennement dangereux, y compris pour eux mêmes. Ces cas lourds entraînent des déscolarisations temporaires pour certains". (...) "Le Parquet précise que plus du tiers des affaires ne sont pas délictueuses ou criminelles, mais relèvent de 'comportements difficiles' " (souligné par nous ; Lecomte, 1994).

L'expérience de l'incivilité

Une question a été, depuis le début de cette recherche, au coeur de nos interrogations : de quoi parle-t-on, lorsqu'on parle de violence à l'école ? Pris le parti d'appeler *violence* ce que les personnes concernées considéreraient comme telle, il s'agissait de décrire les répertoires pertinents à chaque catégorie d'acteurs et d'analyser les relations entre eux.

Le choix du collège comme objet d'observation s'expliquait non seulement par l'importance objective de la violence qui s'y déploie, comparativement à d'autres niveaux

⁵⁹ "La collaboration des chefs d'établissement est nécessaire pour sanctionner les comportements répréhensibles, mais aussi pour établir des signalements lorsqu'un mineur apparaît en danger. (...) Aux termes de l'article 40 du Code de Procédure Pénale, les chefs d'établissements doivent donner avis sans délai au Procureur de la République de toute infraction commise au sein de leur établissement, même si la victime, élève ou enseignant, n'entend pas déposer plainte. La police peut aussi être amenée à procéder à des interventions en milieu scolaire, notamment dans le cas d'une procédure de flagrant délit. Il convient de faciliter au maximum la tâche des fonctionnaires de police, lors de telles interventions (...)" (Renaud-Varin, 1994. Les passages soulignés l'ont été par l'auteur, qui est Substitut au Procureur de la République au Parquet du Tribunal de Grande Instance de Paris.) A propos du partenariat justice-éducation nationale mis en place en Seine-Saint-Denis: "D'une manière plus générale, les établissements sont invités à signaler toute sanction disciplinaire - notamment d'exclusion temporaire ou définitive - qui serait prise à l'encontre de jeunes faisant par ailleurs l'objet de poursuites pénales, mais aussi tout signe éventuellement avant-coureur d'une délinquance, comme la non-fréquentation scolaire ou l'intégration à une bande" (souligné par nous) (Lecomte, 1994)

⁶⁰ Interrogé à propos de ce qui le préoccupait le plus dans la violence à l'école, Marc Rancurel, Inspecteur Général de l'Education Nationale a répondu : "Au risque de vous étonner, je dirais que c'est la gravité de la violence entre les élèves. Je veux parler, par exemple, des brimades des plus âgés envers les plus jeunes, de racket, d'atteintes qui, sans être toujours d'une importance matérielle considérable, sont moralement graves parce que l'école n'est plus un lieu où l'on est en sécurité physiquement, psychologiquement et moralement. Le problème ici réside dans le fait que l'on peut longtemps ignorer l'existence de ces violences, car les enfants ont peur d'en parler à leurs parents" (Vedel, 1994).

d'enseignement, mais aussi par le fait qu'il accueille un public adolescent, ni enfant ni jeune adulte, pour la première fois confronté à la sélectivité de l'école.⁶¹ Le département où a eu lieu l'enquête occupait en 1994 la troisième place en matière de faits de violence enregistrés en milieu scolaire. Le scénario était banal : une ville de la banlieue parisienne à population formée pour un quart par des étrangers, avec 15% de chômeurs, et touchée à deux reprises par des émeutes urbaines, dont l'une particulièrement violente. Le collège dont nous nous sommes principalement occupés avait été au coeur de celle-là.

Construit en 1969/70, suite à la réforme créant les centres d'éducation secondaires mixtes, son implantation était mauvaise, car il se trouvait dans une cuvette, entouré d'immeubles qui ont commencé à sortir de terre, avec le mouvement d'urbanisation accélérée qui débutait. Les bâtiments étaient de type modulaire à ossature métallique, sur le modèle des CES Pailleron. "C'était une construction étouffante, circulaire, avec beaucoup de couloirs aveugles, donc énormément d'accidents... on nous tirait à la carabine des fenêtres des appartements... les cours étaient assurés avec beaucoup de difficultés. Mais, malgré ces incidents, on ne peut pas parler de violence. Quelques élèves difficiles, mais ce n'était pas encore de la violence."⁶²

L'ensemble a été incendié et détruit en août 1984. Des tentatives précédentes de mise à feu avaient échoué, dont l'une un an auparavant, le coupable ayant été alors identifié.⁶³ Dès lors des mesures spéciales de protection ont été prises au niveau de la Préfecture du département : "patrouilles de police secours et de sécurité générale opérationnelles vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans ce secteur (...), présence accrue d'îlotiers autour des bâtiments scolaires tout particulièrement aux heures d'entrée et de sortie des classes".

Nous avons pu consulter un certain nombre de documents disponibles à propos de cette affaire, et notamment le bilan d'enquête produit par la Police Judiciaire. Il laisse deviner l'état très dégradé des relations entre le collège, installé au milieu d'une cité HLM, et la population environnante. L'ensemble était formé par quatre bâtiments indépendants, dont la Section d'enseignement spécialisé, dite, d'après l'enquête de voisinage, le "bâtiment des ânes", car "fréquentée par des élèves attardés". La pénétration des lieux par des enfants qui venaient jouer dans la cour et qui y perpétrèrent dégradations et larcins était habituelle; de nombreuses plaintes avaient été déposées au Commissariat local, 80% des vitres ayant été remplacées par des panneaux de bois.

Plusieurs rapports successifs, établis depuis 1980 par la Commission Communale de Sécurité, signalaient les mauvaises conditions de fonctionnement de l'établissement: pas

⁶¹ Charlot, Bautier et Rocheix (1992) soulignent combien l'entrée au collège constitue un moment crucial du point de vue de l'histoire subjective de la scolarisation. Debarbieux (1996 : 50) fait état de la dégradation des relations élèves-enseignants, à la sortie de l'école primaire : "en primaire 77,5% des élèves les estiment bonnes ou très bonnes (...), au collège ils ne sont plus que 48% (...), et au lycée 45,6% (...)"

⁶² Le passage a été souligné par nous. Notre interlocuteur, un professeur d'anglais proche de la retraite, interviewé en 1994, illustre ici, de manière presque étonnante, le décalage dans les définitions et les représentations concernant la violence dont notre projet a voulu prendre acte. Sa description de la violence dont était entouré le collège à ses débuts rejoint d'autres récits que nous avons pu recueillir. Cependant, pour lui, "ce n'était pas encore de la violence", car "la (vraie) violence" était celle qu'il vivait au moment de l'entretien, à l'intérieur du collège, à travers un face à face difficile avec les élèves.

⁶³ La même année un deuxième collège de la commune avait fait l'objet d'une tentative d'incendie, le coupable ayant été également identifié et jugé.

d'éclairage de sécurité, plans d'évacuation périmés, portes de recoupement cassées ou supprimées, issues de secours condamnées, absence de signal d'alarme sonore audible de toutes les parties du bâtiment. Le témoignage du principal indique que des bureaux et notamment les locaux de la Section d'enseignement spécialisé avaient été saccagés déjà à la veille de l'incendie. Tous les enfants entendus ont reconnu avoir joué dans l'enceinte du collège le jour même des faits: "c'est l'un des rares endroits où l'on peut s'amuser. On est chassé de partout."

Bien que l'incendie ait été considéré dans le rapport du SRPJ comme étant *vraisemblablement* d'origine criminelle et que nombreux enfants de la cité aient été indiqués par des habitants (qui ont tenu à garder l'anonymat) comme étant à l'origine des faits, aucune conclusion définitive n'a été produite : "Les investigations menées laissent fortement penser qu'il s'agit d'un incendie d'origine criminelle, mais les auteurs n'ont pu à ce jour être identifiés. De fortes présomptions pèsent sur les enfants du quartier, mais il n'est pas à exclure l'action de personnes qui ne voulaient pas d'une rentrée scolaire dans un établissement plus que vétuste." Installé dès le mois de septembre de la même année dans des baraquements de transit, ce n'est qu'au début des années 90 que le collège a pu retrouver son visage actuel : un bâtiment moderne, propre et rassurant. Certains enseignants gardent néanmoins un bon souvenir des baraquements, mieux perçus, malgré la précarité des lieux, que la construction d'origine.

La répartition des effectifs en 1993/1994 indiquait 11,48% de demi-pensionnaires, la faiblesse des ressources entraînant un très faible taux de fréquentation de la cantine à midi. Deux-cent-soixante élèves étaient de nationalité étrangère, 29,21% du total, taux supérieur à celui des étrangers résidant dans la ville (un peu moins d'un quart). Ce taux avait néanmoins déjà évolué à la baisse, puisqu'il avait été de 39,70% en 1989/1990. Les Turcs constituaient en 1994 le groupe étranger le plus important (6% des effectifs), suivi des Algériens (4%), des Marocains (3,6%), des Tunisiens (2,5%) et des Portugais (2,3%). Les élèves étaient d'origine modeste: 38,3% d'enfants d'ouvriers, 14,3% d'enfants d'employés et 13,3% d'enfants de chômeurs ou de personnes n'ayant jamais exercé d'activité professionnelle. Ils étaient souvent issus de familles nombreuses : plus d'un tiers (37,18%), en 1994/1995, appartenaient à des familles de 4 à 10 enfants.

L'évolution des résultats au brevet des collèges, après avoir été en hausse entre 1987/88 et 1989/90 (73,5% d'admis), avait subi un fléchissement important : 48,6% d'admis en 1993. La quasi-disparition de l'orientation en fin de cinquième semblerait y être pour quelque chose. A l'entrée en sixième, en 1994/1995, 44,24% des élèves avaient au moins un an de retard (contre 10,9% sur l'ensemble de la ZEP et 8% en moyenne au niveau national) ; moins d'un tiers avait l'âge normal ou était en avance en troisième, 35,6% avaient un an de retard, 30,1%, deux ans. Les plus forts taux de redoublement par niveau se situaient en cinquième (17,87%) et en troisième (17,96%). L'établissement avait été classé en ZEP en 1989 et "sensible", en juin 1992. Dans le projet d'établissement 1995/1996 les locaux étaient considérés, malgré leur jeunesse, comme *inadaptés*: "les couloirs sont étroits, mal éclairés et lors des mouvements d'élèves, les bousculades sont inévitables". La moitié du corps professoral n'était pas titulaire de son poste; moins de 20% des

enseignants avaient plus de cinq ans d'ancienneté.⁶⁴ Seuls trois d'entre eux habitaient la commune et les deux tiers avaient une résidence éloignée de leur lieu de travail. Les taux d'absentéisme étaient considérés élevés : d'environ 10% en février 1995, avec 50% d'absences non justifiées et 7% des effectifs signalés à l'inspection académique pour absence illégitime.

Le projet d'établissement pour 1995/1996 notait que les sanctions les plus utilisées étaient les renvois de cours et les exclusions de l'établissement. "Ces outils étaient à l'origine prévus pour des situations à caractère exceptionnel, et permettaient de gérer ces situations individuellement. Depuis plusieurs années (en fait depuis l'aménagement dans le nouveau collège et l'augmentation des effectifs) nous connaissons une inflation de ces sanctions dont le caractère exceptionnel a disparu (...)" Entre septembre 1994 et mars 1995, les taux de renvois de cours ont varié entre 6,6 et 19,5%. Les récidives étaient plus de deux fois plus fréquentes en sixième/cinquième qu'en quatrième/troisième. Les renvois temporaires d'établissement concernaient environ 6% de l'ensemble des élèves. Le nombre de conseils de discipline avait également évolué à la hausse, depuis l'installation dans les nouveaux locaux : 0 en 1989/1990 ; en 1990/1991 (agression sur enseignant avec exclusion définitive) ; 6 en 1991/1992 (dont 1 pour vol et 1 pour agression sur enseignant, ayant entraîné des exclusions définitives; et 4 pour agression sur surveillant, ayant entraîné des exclusions temporaires) ; 1 en 1992/1993 (pour agression sur surveillant, ayant entraîné une exclusion temporaire) ; 5 en 1993/1994 (dont une tentative d'incendie, ayant entraîné une exclusion définitive ; et trois agressions sur élève et une agression sur enseignant, ayant entraîné des exclusions définitives) ; 5 en 1994/1995 (dont une agression sur enseignant, ayant entraîné une exclusion définitive ; une détention et exhibition de couteau et une agression sur surveillant, les décisions n'étant pas indiquées ; 1 au motif de perturbations graves ; 1 pour vol de tampons administratifs, ayant entraîné une exclusion temporaire).

Il nous a semblé clair, dès les premiers entretiens, que la violence était une expérience vécue, sous des formes particulières, à *l'intérieur* de l'établissement. Cette constatation d'une prééminence du dedans sur le dehors est apparue à plusieurs reprises, dans les entretiens avec l'équipe éducative, et tout particulièrement avec les enseignants, qui ne nous ont pas caché leur ignorance concernant ce qui se passait au niveau des quartiers environnants. Cette prééminence apparaissait aussi au niveau des formes et de la nature de la violence décrite, éminemment relationnelle, beaucoup plus que délictueuse - constatation qui rejoint celle effectuée par d'autres textes de référence que nous avons pu citer ci-dessus.

Mais par ailleurs - et c'est là le plus important - cette violence apparaissait liée à la nature éminemment *interactive* des liens sociaux qui se nouaient à l'intérieur de l'école. Dans l'histoire des idées sociologiques, l'interactionnisme a représenté une rupture par rapport à la sociologie classique, qui percevait le sujet du point de vue de sa capacité (ou de son incapacité) à intérioriser des normes et des rôles sociaux. L'interactionnisme inverse le regard sociologique, en montrant comment ces normes sont elles-mêmes construites à l'intérieur d'un système d'interactions (par exemple Becker, avec l'idée d'*entrepreneurs de*

⁶⁴ Ces chiffres indiquaient une situation moins favorable que sur l'ensemble de la commune, où on retrouvait 19,3% d'enseignants de collège non titulaires de leur poste (contre 5,7% en moyenne en France et 6,6% dans les zones d'éducation prioritaires) ; et 54,5% affectés à leur établissement depuis plus de cinq ans.

la morale), ou en montrant la distance entre un rôle appris et sa mise en oeuvre (Goffman, Becker). L'univers relationnel que nous allons maintenant décrire est au plus loin de tout ça. Il se déploie à l'intérieur d'un cadre normatif en décomposition, de telle sorte qu'il n'y a plus de déviance stricto sensu, parce qu'il n'y a pas de normes. L'interaction n'est pas une vue du sociologue, elle est une contrainte de l'acteur. Celui-ci s'efforce, directement dans le face à face avec d'autres acteurs, à construire *ex nihilo* les cadres de sens qui orienteront leurs rapports réciproques - un effort, nous le verrons, perpétuellement à recommencer.

La perception de la violence au niveau de l'équipe éducative ne relevait donc pas du sentiment d'être envahie par une délinquance serait extérieure au collège. Ce qui était autour les inquiétait peu. "Je ne suis même pas sûre", nous a dit une enseignante, "qu'en tant que professeur ici je me rends compte de toute la violence qui entoure le collège". Les membres de l'équipe éducative et pédagogique que nous avons eu l'occasion de rencontrer ont été unanimes à affirmer que l'établissement, à leur connaissance, n'était pas touché par la drogue. L'infirmière a confirmé cette perception. Les violences sexuelles, lorsqu'elles existaient, concernaient des incestes dans les familles. En 1995, trois enfants avaient été retirés de leur famille pour cause de violences intrafamiliales. Une quinzaine d'élèves seraient victimes de maltraitances physiques. Même s'il s'agissait de problèmes lourds, ils concernaient une petite minorité d'élèves.

La violence était perçue comme plurielle, touchant plusieurs catégories de sujets : des enfants, qui étaient violents entre eux ; des enfants qui se comportaient de manière violente à l'égard des adultes ; des adultes qui pouvaient se montrer violents à l'égard des enfants - et même à l'égard d'autres adultes, quoique généralement dans ce dernier cas il s'agisse d'une violence *policée*. Le cadre d'énonciation des problèmes était relationnel : "Tout ce qui est de l'ordre de la violence, je l'ai mis au départ sur le relationnel." Mais, en même temps, parce que plurielle et relationnelle, la violence était aussi difficilement définissable : "on a du mal à cerner en quoi les enfants sont violents".

Dans les propos des adultes, deux grands axes d'inquiétude se dégagent. Premièrement, ils se plaçaient comme des observateurs d'une violence *entre* les jeunes, qui était à la fois verbale, physique et sexuée (distincte, au niveau des sexes, par ses formes d'expression). L'observateur se situait en position d'étrangeté, ou de perplexité, par rapport à cette violence, tout en mettant en cause son propre regard et en le relativisant : s'agissait-il de violence véritablement, ou plutôt d'un mode de communication ? Ne s'agissait-il pas d'un jeu ? Y aurait-il là un signe de souffrance ? Ce qui faisait douter que la violence (verbale, par exemple) le fût véritablement, c'est qu'il ne semblait pas y avoir d'économie de la violence : les insultes montaient très vite et semblaient disproportionnées par rapport à l'enjeu. D'autre part, la violence verbale s'inscrivait dans deux logiques différentes et même opposées : a) elle apparaissait comme un outil d'apaisement (on se défoule); b) elle annonçait un passage à l'acte.

En second lieu, les adultes se sentaient menacés par une violence latente ou ouverte des jeunes à leur égard, qui se manifestait dans la difficulté des enseignants à faire cours ; dans le refus des élèves à donner leur carnet de correspondance ou, plus généralement, dans le refus à obtempérer face à une consigne reçue ; ou dans des menaces extrêmes dont des adultes pouvaient être victimes.

2 - L'EPUISEMENT D'UN MODELE D'ORDRE

Le règlement intérieur de l'établissement, et le rappel de la loi ne sont plus perçus comme des outils suffisants de limitation de la violence. Certes, ils restent nécessaires et jouent un rôle dans la socialisation des élèves. "Au début on a été obligé de dire à certains élèves qui se bagarraient dans la cour: 'c'est interdit, trois jours d'exclusion'. Même les

gamins les plus durs ont intégré cette règle là et au mois de décembre, lorsqu'ils venaient dans mon bureau, ils disaient: 'Oui, Monsieur, je sais qu'on n'a pas à se battre, je ne me battraï plus dans l'établissement'. Donc, ils ont vu les limites, ils ont admis les lois, certains, et ils essaient de mieux les appliquer." Mais, plus généralement, on admet que la loi ne peut pas, dans tous les cas, être clairement énoncée. Or, si elle ne le peut pas, c'est parce que la définition de la loi n'est plus consensuelle. L'identification de la loi à la justice est parasitée par un renversement des cadres hiérarchiques, de prééminence et dépendance, qui jusqu'à il y a très peu de temps régissaient les relations entre adultes et jeunes. L'adulte n'est plus intrinsèquement porteur de la vérité de la loi. Il est susceptible d'erreur et peut donc être tout autant porteur d'injustice.

L'appel récurrent à la justice par l'élève implique l'idée que la loi peut faire l'objet d'interprétations conflictuelles, entre lui et l'adulte, ce que beaucoup d'adultes admettent. "Le problème c'est que souvent il y a un adulte, un responsable, un détenteur de verdict de sanction (...) et de l'autre côté un élève qui se sent soumis, écrasé; et ce conflit n'est plus un conflit, c'est autre chose qui se passe entre ces deux individus qui ne sont pas au même niveau". Notre interlocuteur donne l'exemple d'une bagarre ayant eu lieu entre un surveillant et un élève. Par la suite, cela a été rapporté comme un élève ayant frappé volontairement un adulte - donc, changement de registre. "J'ai dit au surveillant: 'si c'est vraiment agression volontaire et déterminée, c'est le conseil de discipline.' Il n'en voulait pas, le surveillant. On fait une enquête auprès des témoins, qui ne reconnaissent pas le coup de l'élève sur le surveillant, mais plutôt l'inverse - même si l'élève a bousculé, mais pas frappé, le surveillant lui a donné un coup de poing sur le visage. Que faire? Et tout ça amène une tension aussi entre adultes, parce que les adultes se sentent lâchés. Et les élèves veulent aussi de la justice, les gamins sont venus. Et le gamin mis en cause accepte huit jours d'exclusion, parce qu'il n'avait pas à régler ses affaires comme ça. Les parents acceptent, mais ils n'auraient pas accepté davantage, puisqu'il n'avait pas frappé." Le surveillant aurait déjà vécu une expérience analogue trois mois auparavant : frappé par un enfant, ce dernier était passé en conseil de discipline et exclu définitivement du collège. Dans les deux cas, ce qui avait engendré la violence, c'est que le surveillant avait pris la casquette du gamin de manière violente: "On l'avait pourtant reçu plusieurs fois, pour lui faire comprendre ce qu'est la violence, les situations d'impasse dans lesquelles l'adulte se retrouve coincé." L'interlocuteur conclut à la difficulté à rendre justice et à faire respecter la loi dans une situation pareille.

Dès lors, l'application des sanctions est devenue problématique. Il n'y a pas de consensus chez les adultes en la matière et il n'y a pas non plus de règle générale, valable en fonction des différentes modalités de transgression. Rendre la justice et faire respecter la loi est devenu au collège un problème aussi complexe que dans la vie. "Cette année, il a été question de créer une échelle des sanctions. Je me suis complètement opposée, parce que cela veut dire faire complètement abstraction et de l'incident et du gamin. On ne prend que le fait. Et ça m'est insupportable". Il en résulte l'inexistence de sanctions codifiables, en fonction de chaque faute. Situation déstabilisante pour ceux parmi les adultes qui n'ont pas pour mission de sanctionner. Surconcentration de la responsabilité de rendre les sanctions au niveau des conseillers principaux d'éducation (sauf violence extrême, l'incident ne remonte pas chez le principal). Les enseignants ont toujours la possibilité de demander un conseil de discipline - "c'est leur lieu de parole. Mais on n'y a pas souvent recours".

Il incombe aux Conseillers Principaux d'Education de juger la transgression, d'écouter les parties et de déterminer une sanction. Certains ont le souci d'être 'justes'. "Être juste c'est, première chose, écouter le gamin, lui donner son temps de parole - à l'élève ou à l'agresseur - et avoir une cohérence au niveau de la sanction." Cependant, la prise en compte des motifs et la variabilité des circonstances rendent opaques les bases qui justifient la prise de telle sanction ou telle autre. Dès lors, la légitimité de la sanction dérive non pas d'une définition générique et universelle de la justice, mais de l'acceptation de la sanction par le sujet sanctionné. "Je fais en sorte d'expliquer la sanction et il est toujours d'accord. S'il n'est pas d'accord, je rentre dans un autre jeu qui est de provocation, ou alors j'essaie de le coincer, de le pousser à bout pour avoir une autre réaction, parce que justement il ne veut pas entendre raison. Et ça, c'est rare. En principe, il accepte". Acceptation plus facile chez les enfants que chez les adultes. "Les adultes ont moins confiance. Peut-être ils ont parfois l'impression que je couve trop les gamins." La demande d'échelle des sanctions est venue des enseignants. "Si elle a été posée, c'est parce que, en plus, on est deux CPE et on n'a pas du tout le même fonctionnement". Des stratégies d'harmonisation pourraient résoudre le problème, mais il faudrait du temps pour les mettre en place. "On n'a pas le temps."

Deux autres éléments rendent aujourd'hui problématique l'application des sanctions. Il y a comme une conscience de la disproportion du rapport de forces entre le sujet investi d'une autorité institutionnelle et l'élève, même lorsque ce dernier est engagé dans une conduite violente. L'épuisement d'un modèle d'ordre fondé sur une conception bureaucratique et normative est un fait culturel, qui touche tout d'abord ceux qui ont en charge de veiller sur l'application des règles. L'empathie à l'égard de l'enfant autorise une démarche de tolérance : "Pour le concours de CPE on m'avait demandé quels étaient mes principes. J'ai eu des principes en début de carrière, puis, au fil du temps, ils ont évolué et sont devenus des objectifs. Je suis devenue un peu plus tolérante - peut être à tort, à force d'être confrontée à trop de problèmes de violence. Moins rigide aussi, par rapport aux exigences disciplinaires. Ils sont tellement malheureux, ces petits gamins, qu'il ne faut pas trop leur prendre la tête."

Il ne faut pas sous-estimer les probables effets de cette tolérance, du point de vue de la spirale des faits à traiter. "Le volume des problèmes empêche un traitement systématique en termes de sanctions. Dans le règlement intérieur, je crois - si mes souvenirs sont bons - qu'il y a une gradation bien précise et une application un peu mécanique. Moi, je ne l'applique pas, ma collègue non plus... parce que, bon, très rapidement on aurait je ne sais pas combien d'élèves dehors..." Le bureau des surveillants est submergé d'élèves qui signent eux-mêmes leurs mots de retard, sous les yeux des adultes. "Je n'ai pas le temps de leur faire une réflexion."

Les régulations interactives

Les limites actuelles d'une la gestion de la violence à travers un universel de la loi et de l'application des sanctions induisent d'autres stratégies. "Si je vois des gamins qui posent problème dans un couloir pour un comportement répréhensible, je leur dis - sauf que je ne le dis jamais sur un mode de sanction." Aussi, une partie au moins des adultes mise sur la construction d'une relation, fondée sur la connaissance mutuelle, comme moyen de se faire accepter. "Quand on n'est pas connu, les gens ne savent pas sur quel mode on fonctionne."

Même si 'faire régner la terreur' pourrait être aussi une stratégie payante, elle ne correspond pas aux choix de tous. "Je ne peux pas me positionner sur un mode d'autorité, on n'y arrivera jamais ici... L'autorité c'est moi, mais il faut aussi montrer qu'on peut écouter, trouver des solutions humaines et sociales".

Pouvoir toucher l'élève est un signe que la relation a été créée et aussi un signe de sa permanence. "Toucher c'est passer à une relation privilégiée, que l'enfant au départ refuse, s'il n'accepte pas l'adulte. Cette année on n'a pas eu le temps, mais l'an prochain, pour les nouveaux professeurs, on leur dira des choses claires, des choses simples. Un élève, dans notre milieu, on n'a pas a priori à le toucher." A propos d'un élève définitivement exclu de l'établissement, on dira: "M. est venu aujourd'hui dans mon bureau et je me suis aperçue que je pouvais encore le toucher..." Une certaine position au sein de l'établissement et des attitudes connues des élèves peuvent fonder une alliance objective, faciliter les choses et rendre la construction de la relation plus aisée. "Globalement ils me respectent. Je pense qu'ils savent - et là encore, globalement, parce qu'il y a toujours des individus avec qui il y a des rancoeurs, des conflits. Mais, bon, ils savent aussi que (dans les conseils) je vote pour eux."

Seules la connaissance et la relation fonderaient, dans des situations de crise, la reconnaissance et l'interdit de violence. "En début d'année, j'ai dû m'interposer une douzaine de fois pour que des collègues ne se fassent pas frapper. C'est vrai que le collègue était nouveau, le Principal adjoint était nouveau, il n'y avait pas la connaissance, les relations que j'ai avec eux. A aucun moment, je ne me mettais en danger, moi, avec les gamins du collège. Ils ne m'ont jamais levé la main, rares ont été ceux qui m'ont tutoyée, et c'était vraiment dans un coup de colère - parce qu'ils me connaissent, parce qu'il y a déjà une relation qui existe avec eux."

On évoque alors la tension d'adultes qui se mettent dans des situations d'impasse et qui ont du mal à s'en sortir tout seuls, alors que les problèmes dont il s'agit "sont souvent d'ordre relationnel". "Des professeurs ou des surveillants qui sont confrontés à la violence (ou ce qu'ils appellent ainsi), ou au non-respect de leur individu. Ils attendent des solutions et parfois ils ne peuvent pas les trouver eux-mêmes. Ils attendent souvent une réponse de la corporation". Aussi, certaines situations de violence relèveraient clairement d'une *incompétence relationnelle*. Certains la reconnaissent sans façon: "Ils ne m'ont pas écoutée, ils ne sont pas sortis, ils n'ont pas enlevé les pieds de la table. Donc, là c'est vrai que je me suis dit: je suis incapable. Alors on a appelé la CPE. Elle discute beaucoup et c'est vrai qu'elle a trouvé la manière. Elle leur a parlé et ils sont sortis."

Dans d'autres cas, le déficit de compétence relationnelle relève davantage du rapprochement excessif. "Un surveillant qui joue copain/copain avec un élève ne se rend pas compte qu'il est dans une situation de non-égalité. Il se met dans une situation tellement proche, que le gamin ne saura plus jusqu'où il peut aller". A ce niveau, l'expérience des jeunes enseignants serait autrement complexe. Il leur arriverait de jouer sur un registre "démagogique" (en se rapprochant de l'élève pour faciliter la communication) et échouer tout de même, parce qu'est en jeu une compétence pédagogique, de l'ordre de la transmission d'un savoir, et non pas simplement une compétence relationnelle. Deux compétences doivent se combiner dans ce cas, l'une agissant sur l'autre et étant insuffisante sans l'autre. "S'il échoue dans l'une ou dans l'autre, soit il se replie sur un statut et sur un cours magistral, où la transmission est absente; soit il se replie sur un engagement

relationnel, vide de l'autorité fondée sur une reconnaissance professionnelle et son rapport à l'enfant se pervertit."

Mais la compétence relationnelle est loin de résoudre tous les problèmes, et même les plus compétents ne sont pas libres de se faire déborder. "On est tout le temps sur le fil du rasoir." D'abord parce qu'on peut être amené à intervenir dans des situations tendues, où les élèves eux mêmes ne sont pas capables de prendre de la distance, ou sont perçus comme n'étant pas complètement conscients de leurs gestes ou de leurs actes. "Vendredi matin deux gamins de troisième se sont battus méchamment pour une histoire de filles. C'était très violent. Il a fallu que je m'interpose. J'ai eu mal. J'en ai eu pour tout le week end, en plus. Je me suis retrouvée par terre et tout, ils ont cassé le mur, la porte... C'était très violent." Un événement de ce genre ne donne pas forcément lieu à sanction, la solution est négociée pas toujours avec succès. "J'ai fait venir les parents, j'ai réglé le problème. Dimanche ils se sont retrouvés et la bagarre a recommencé. Le problème n'était pas réglé, contrairement à ce que je pensais."

La compétence relationnelle ne résout pas tout parce que même les mieux connus ne sont pas connus de tout le monde. Notre interlocuteur, qui a l'image de quelqu'un de relationnellement compétent, nous raconte une bagarre dans le parvis, dans laquelle il a été amené à intervenir ; cela concernait des élèves de sixième, en début d'année. "On n'avait pas eu le temps d'établir une relation." Un élève s'est permis de tenir l'adulte par les épaules, pour l'empêcher d'intervenir dans la bagarre. "Je sentais bien que le gamin était perturbé, qu'il était un peu frappé et qu'il n'avait aucune limite. J'ai été 'sauvé' par les autres, qui sont plus ou moins intervenus, en le regardant avec les yeux grand ouverts comme en se demandant: 'qu'est-ce qu'il fait, celui-là? qu'est-ce qu'il se permet de faire?' Et là, il s'est rendu compte effectivement qu'il avait peut-être dépassé les limites."

Lors d'une bagarre de ce type, la sanction n'est pas non plus perçue comme un outil de contention. D'abord, si cela a lieu sur le parvis, on évite de sanctionner. "On l'a fait, on ne le fait plus." On préfère régler le problème sur le fond: "Je reprends les gamins, on les fait rentrer, on discute. J'essaye de comprendre pourquoi ils se sont battus, j'essaye de trouver un arrangement entre eux et on reste là. Si l'histoire est réglée, pas besoin de sanction". Même l'élève fautif d'avoir exercé une contrainte physique sur l'adulte pour l'empêcher d'intervenir dans l'incident n'a pas non plus, dans ce cas, été sanctionné. L'adulte a choisi de, par la suite, développer un long travail d'engagement dans une relation.

Construire une image de soi

L'idée de la construction d'une image de soi comme stratégie de gestion de la violence est très forte chez les enseignants, pour qui la mise en place d'une image de soi est, comme nous le verrons par la suite, indissociable de la construction d'un rôle. Pour d'autres catégories d'acteurs elle apparaît plus faible, plus indéterminée, ou alors plus lente à mettre en place, plus attachée à la construction d'une relation. Un CPE nous explique qu'il n'a pas de personnage précis. "Il y a de multiples facettes; ça peut être méchant à certains moments, la personne qui griffe, qui crie, qui hausse le ton, qui tire les oreilles, et puis en entretien individuel, évidemment, cela se passe autrement." Mais il ne s'agit pas pour lui d'un thème important. D'autres pensent que la mise en place d'une image relève d'un processus lent. "On peut vite construire une image de celui qui fait tout le temps, de celui qui ronchonne - mais ce n'est pas ma nature. Mais si un bon tiers des élèves, quand je me

promène, me disent bonjour, et que je leur réponds, c'est déjà quelque chose. Tout ça a mis du temps. Ils savent que je peux crier aussi, ils savent en un mot que j'ai des lubies... Il faut avoir, je crois, l'image de l'autorité, tout en étant ce que je suis, c'est-à-dire quelqu'un qui doit pouvoir entendre et écouter certaines choses. "

Encadrement et discipline : les procédés rituels

La construction d'une image de soi est un élément de stabilisation du rapport à l'autre et un atout de la compétence relationnelle. L'encadrement et la discipline, ainsi qu'une certaine ritualisation des comportements vont dans le même sens. Il faut que le fonctionnement de l'établissement soit structuré, que les mouvements soient structurés. "Je structure assez les mouvements, pour que le gamin ait des repères." Certains lieux peuvent bénéficier peut être davantage que d'autres de cette ritualisation, perçue comme bénéfique du point de vue d'une régulation des relations entre adultes et jeunes. C'est le cas du centre de documentation et information, auquel aucun élève n'accède sans enregistrement préalable auprès du surveillant qui fait la permanence. Il est exigé d'y travailler en silence, même si de petites entorses à la règle finissent par être admises. Dans ses rapports avec les élèves, l'enseignante responsable du CDI tient à l'expression d'un respect aussi ritualisé. "Je leur dis souvent s'il te plaît. Je pense qu'il est important de les respecter. On entend assez souvent qu'on ne les respecte pas, ils en souffrent."

Cependant, on ne peut pas toujours faire l'économie d'une discipline obtenue par le biais d'un rapport de force, surtout lorsqu'il s'agit de redresser des situations perçues comme excessivement laxistes. Dès lors, le résultat obtenu découle des forces relatives de chacun des deux pôles du conflit. "Cette année, c'était un peu difficile, parce qu'ils ont vécu deux ans de liberté absolue dans ce collège. Donc, c'est vrai qu'en septembre j'ai fait le forcing sur la discipline et là j'ai été plus que casse-pieds avec les gamins. J'ai remis des exigences, et pas comme j'aurais voulu, parce qu'il aurait fallu qu'on recadre encore plus, mais j'ai essayé de trouver le juste milieu. Et, à mon avis, j'ai quand même trop resserré l'étau, donc les gamins n'ont pas supporté. C'est pour ça qu'on a eu pas mal de dégradations, de réactions violentes, parce que justement le cadre que j'avais fixé était encore trop serré pour eux. Pas assez pour moi, pas assez pour un établissement, mais trop pour eux qui avaient vécu deux ans de liberté absolue."

La discipline n'est néanmoins plus perçue comme une valeur en soi et le même interlocuteur nuance ses propos. "J'exigeais en début de carrière que les gamins soient rangés par deux avant de rentrer en permanence, j'exigeais qu'il y ait le silence en permanence. Je fais un peu moins, parce que je me dis: c'est pas la peine de trop les embêter, ils ont aussi le droit de respirer et aussi d'être un peu libres..."

La déstabilisation des cadres hiérarchiques qui autrefois régissaient les relations entre adultes et jeunes, mais surtout la relativisation de la loi et de la sanction ainsi que l'aspect massif des transgressions entraînent une élévation du seuil de tolérance à la violence, élévation perçue comme indésirable, mais aussi comme inévitable. "Un gamin qui insulte un prof dans un autre établissement passe devant le conseil de discipline. Quelque part cela remet en cause les profs. Ils doivent accepter des choses qu'ailleurs ils n'accepteraient pas." Le revers de la médaille se trouve dans une espèce de parasitage des relations professionnelles par une optique corporative et syndicale, qui en appellerait à un durcissement inconsidéré du traitement des attitudes à l'égard des élèves. "Il y a des gens

qui vivent un conflit de classes primaire, qui ont un mode de fonctionnement purement politique et syndical - des personnes qui rebondissent facilement et qui peuvent jouer sur des frustrations des uns et des autres, dans la mauvaise communication ou dans la mauvaise attente." Le discours syndical parasiterait l'ambiance dans son ensemble et multiplierait les grèves, sous n'importe quel prétexte.⁶⁵

Les stratégies de gestion de la violence

La fin de l'ordre des âges a introduit une indétermination dans le rapport entre les générations et a fait perdre à l'adulte ses qualités génériques. L'ancienne définition du rapport intergénérationnel qui rendait l'adulte, en toute situation, responsable de l'enfant ne va plus de soi ; elle a été déstabilisée par l'acte culturel de reconnaissance de l'enfant comme sujet autonome. Dépourvu de qualités génériques, l'adulte ne se définit plus que par ses rôles professionnels particuliers et par sa compétence relationnelle.

Dans le collège, les enseignants abondent en récits sur les élèves qui, en dehors de l'espace-classe, refusent de reconnaître leur autorité. Les surveillants, souvent jeunes, sont encore plus sensibles à cette difficulté. "En début d'année, quand un surveillant demandait à un gamin d'aller se ranger, il répondait 'tu me parles pas, euh, je te connais pas, tu n'es pas mon CPE, tu me touches pas - ça montait très vite et ça, c'était nouveau cette année. (Il y a deux ans), il n'y avait pas ça. Il y avait le respect de l'adulte, malgré tout. " En ce qui concerne l'administration, la situation est la même. "Il est hors de question qu'on parle d'autorité ou de relation d'autorité entre les adultes et les enfants, parce qu'ils n'acceptent pas. Ils ne reconnaissent d'autorité que des CPE, que du chef de l'établissement. Les autres adultes n'ont pas d'autorité sur eux, ne doivent pas en avoir."

Ce cadre général définit les conditions particulières d'intervention des divers acteurs éducatifs dans leur rapport aux élèves : négativement, au sens où cette intervention n'est pas légitimée par une responsabilité statutaire qu'auraient les aînés à l'égard des plus jeunes ; positivement, car les stratégies relationnelles individuelles et collectives de chaque groupe professionnel sont différentes.

L'expérience des CPE

Dans l'établissement, les deux CPE n'avaient pas le même parcours. Issu d'une formation en IUFM, l'un d'entre eux signalait la distance, mesurée en "années-lumière", entre sa formation et la réalité du terrain. "Là, je ne suis pas conseiller d'éducation, pour l'instant je suis surveillant général..." Formé "sur le tas", le second CPE s'appuie fondamentalement sur une compétence relationnelle acquise au fil du temps et sur la base, dit-il, d'une longue connaissance de la ville. "J'ai dix ans de pratique dans des établissements comme ça, avec ce type de population, je me suis fabriqué mon métier et ma façon de travailler." Le choix du métier relève pour lui d'une empathie avec l'enfant, qui vraisemblablement explique son mode de fonctionnement. "J'avais vécu une scolarité difficile où il a fallu que je me batte du début à la fin et je ne voulais pas que cela arrive

⁶⁵ Lorsque nous avons pour la première fois pris contact avec le collège, l'établissement avait été confronté à une série de grèves. Un conflit, opposant enseignants et direction à propos de décisions de sanctions concernant des transgressions commises par des élèves, en était la cause, ces sanctions étant considérées comme beaucoup trop légères par les grévistes.

aux gamins, je voulais être là pour les protéger, quand il y a une injustice quelque part, pour qu'on ne fasse pas d'erreurs comme on a fait des erreurs avec moi." Ainsi perçue, la place du CPE dans l'établissement devient centrale et son rôle se définit par la médiation entre deux groupes, les enseignants et les élèves, en situation de conflit potentiel permanent. "Je passe mon temps à faire tampon entre l'enseignant, qui va exiger du chef de l'établissement un conseil de discipline ou une exclusion de dix jours, alors que moi, je dirai 'non, ce n'est pas adapté, c'est trop fort'; ou, 'il faut plus' - ça m'arrive aussi de le dire. Parce que j'ai une vue plus globale de l'ensemble de l'établissement..."

Si une médiation apparaît nécessaire, c'est parce que les profs peuvent être eux-mêmes violents. La délégitimation de l'adulte, en tant que porteur de qualités génériques, entraîne par là même une délégitimation de la violence qui peut être pratiquée par des enseignants. A certaines occasions, il faut "calmer le prof, lui faire comprendre qu'il a dépassé les limites, faire comprendre au gamin que le prof a dépassé les limites et qu'il ne s'est pas rendu compte de ce qu'il faisait. Et, seul, le gamin n'arrive pas à l'entendre. Il ne peut pas admettre qu'un adulte perde ses moyens ou ne se contrôle pas - c'est impensable." Les agressions verbales donnent toujours lieu à débat. "On a la version du collègue, qui est soit en colère, soit encore dans l'émotion de la chose; et on a aussi le gamin qui arrive, soit dans l'émotion, soit dans la colère, et qui nous donne sa version. Alors on a du mal à savoir qu'est-ce qui s'est réellement passé, il faut gérer. Ma pratique est d'écouter les deux versions, d'essayer d'en savoir plus sur ce qui s'est passé, de comprendre pourquoi ils en sont arrivés là; et en fonction de ça, l'expliquer au gamin, puis expliquer au collègue pourquoi le gamin a agi de la sorte. Et appliquer une sanction, s'il doit y avoir sanction, mais toujours dialoguer, expliquer, analyser ce qui s'est passé."

Amenés souvent à intervenir dans des situations tendues, les CPE savent qu'une des clés du succès consiste à éviter qu'il y ait public. "Le gamin en tête à tête réagira différemment, il n'a pas à dire qu'il est le plus fort, le plus grand, alors que, s'il y a un autre gamin à côté, il ne pourra pas se démonter, il ne pourra pas s'excuser ou changer d'attitude. Je me débrouille toujours pour les isoler, pour les prendre à part pour régler le problème." "Si deux élèves s'interpellent, commencent à se parler mal, j'évacue les autres. S'il n'y a plus de public, en général ça tombe très vite, on essaye de les calmer. S'il y a un public, alors là, c'est catastrophique." Il s'agit, d'un côté, de ne pas *perdre la face* devant ses camarades (Goffman, 1973), de l'autre d'affirmer un leadership. "Si on démontre aux autres qu'on est capable d'être le plus fort et si l'autre baisse le ton, c'est une reconnaissance; après, on devient le petit caïd du couloir, de l'escalier, du quartier, de l'école". La violence étant imprévisible et pouvant éclater à tout instant, il faut enfin "être là au bon moment" et "calmer le jeu pendant la discussion". "La seule solution, c'est ça: dialoguer, être hyper présent sur le terrain, bien sentir l'atmosphère."

L'expérience des surveillants

Les surveillants constituent peut être la catégorie d'acteurs la plus sensible, ou en tout cas l'une des plus sensibles, du point de vue de la violence au collège. Jeunes, sans expérience et sans formation, ils sont confrontés à d'énormes difficultés de reconnaissance, encore accrues par la nature même de leur métier : ils sont, à l'échelon le plus bas, les représentants d'un ordre imposé, et sous cette forme incompris, alors qu'ils sont incapables de susciter chez des élèves, souvent trop proches d'eux par leur âge, d'autres ressorts de régulation interne. "Les surveillants sont toujours dans des situations compliquées. Faire le

flic, c'est ce qu'on leur demande, interdire les gamins de passer par là, en permanence simplement surveiller..." "Les élèves sont tout le temps en train de reprocher aux surveillants de mal leur parler, de ne pas les considérer... Le prof a un statut et ils savent qu'il est là pour leur transmettre un savoir. Le surveillant est là pourquoi? S'il n'arrive pas à sortir de sa problématique de surveillance, s'il n'arrive pas à aider les élèves en permanence, à faire peut-être du soutien - c'est un peu le flic..." "Les surveillants ont beaucoup de problèmes. Je pense qu'il n'y a pas un seul qui n'ait eu des règlements de comptes avec les élèves".

Porteurs d'une représentation de leur activité définie par cet ordre qu'ils seraient censés imposer, sans jamais y parvenir vraiment, les surveillants expérimentent un sentiment aigu d'échec. Un surveillant nous explique qu'il est toujours angoissé à la permanence, à cause du bruit excessif. "J'arrête pas de crier, c'est angoissant. C'est stressant. Le bruit, c'est ce qui me stresse. Les élèves ne comprennent pas que c'est un lieu de travail. Ils pensent que, comme ils ont pas cours, ils ont le droit de discuter, ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent. Et ils bavardent, ils bavardent, ils arrêtent pas de bavarder. Et c'est ce qui casse les oreilles. On n'arrête pas de crier 'taisez-vous!' " "Ils aiment crier, c'est-à-dire qu'ils vont être là et ils vont communiquer en criant et ça m'agace. Il y a le phénomène qu'ils ne travaillent pas. Ils ont du travail, mais ils ne le font pas en permanence, ils préfèrent le faire chez eux. Et je ne peux rien dire." La représentation de l'ordre devant régner dans la permanence est du type magistral. "On a du mal à capter, focaliser toute l'attention vers nous." Mais la reproduction de ce modèle pédagogique est perçue comme impossible: "On n'est pas professeur, on est surveillant..." Il n'y a pas de contrôle des corps: "Ils se balancent sans arrêt sur les chaises".

Les couloirs sont aussi perçus comme des lieux difficiles. Les élèves se regrouperaient dans des recoins et joueraient à se bagarrer. Le principal considère la construction inadaptée: "J'en ai parlé à l'architecte, qui m'a traité de napoléonien et a dit que j'avais un esprit de caserne et qu'on était passé à d'autres choses... J'ai dit 'oui, mais dans ce cas il va falloir me donner 15 surveillants' ". Il est impossible d'y imposer une discipline: "Par deux, en ligne, ça n'existe pas. Donc, ils sont n'importe où, on n'arrive pas à passer. On est obligé de les pousser".

Le contrôle impossible sur les élèves trouve son apogée dans la cour. Dans les baraquements, la cour se trouvait au centre de l'ensemble et les anciens se plaisent à rappeler la facilité de surveillance que cette architecture offrait, alors même que l'établissement fonctionnait avec la moitié des effectifs actuels. Dans les nouveaux bâtiments la cour est excentrée et du seul ressort des surveillants. "La cour, c'est le chaos. C'est le chaos, c'est des atomes qui bougent de partout, ça ne cesse de bouger, ça court, ça tombe, ça crie. On est interpellé partout, et là, c'est la violence, on est vraiment violenté par tout ça, quoi. C'est... c'est presque magique, ça saute comme un feu d'artifice".⁶⁶

Ce sentiment d'un ordre impossible à établir est déterminant dans la diversité des représentations que les surveillants peuvent bâtir à propos des lieux où ils interviennent.

⁶⁶ Alors que la cour est effectivement un lieu où éclatent beaucoup de bagarres violentes entre les élèves (l'infirmière dit ne jamais s'absenter de l'infirmerie au moment de la récréation et y accueillir quotidiennement des blessés), la violence à laquelle se réfère le surveillant est autre. *On est violenté*, dit-il, par l'absence de maîtrise sur la situation. Sur la violence comme *dés-ordre* dans la classe, cf. Debarbieux, 1995.

L'un d'entre eux nous dit, à propos de la cantine: "La cantine, je pense que c'est assez calme. C'est bruyant, c'est normal, c'est une cantine. Ils sont là pour se détendre, ils mangent, ils discutent entre eux". Un autre, au contraire : "C'est parfois même dangereux, ça court, ça glisse, ça s'ouvre la tête, violence avec un couteau sous la gorge, ça m'arrive d'interpeller des élèves comme ça; ça part de tous les côtés, c'est ça la violence pour moi, c'est ce désordre."

Dès lors, le rapport des surveillants aux élèves est toujours conflictuel. Ils sont très sensibles à la taille des élèves : "Les jeunes d'aujourd'hui deviennent de plus en plus costauds, de plus en plus matures que nous auparavant... Physiquement, maintenant je pense qu'ils sont impressionnants, même les élèves de sixième..." Les risques de dérapages violents sont constants. Un bon contact avec les élèves n'empêche pas de se faire insulter si un mot de retard est refusé. Parfois on frôle la bagarre. "Des faces à face, torse contre torse..." A ces occasions, mieux vaut en appeler à l'autorité de l'institution. "Il m'est arrivé de dire : 'touche-moi, tape-moi, mets-moi par terre - mais sache que tu auras les plus graves conséquences'- et là, ils se rétractent. Ils ont peur des rapports, ils ont très peur qu'on téléphone à leurs parents. C'est la chose la plus évidente".

Alors que les enseignants ont une perception souvent négative des parents, ici l'image est bien plus nuancée: "C'est vrai que c'est un monde paradoxal. On voit qu'ils sont délaissés dans la rue, que les parents les laissent dans la rue, mais ils ont peur de leurs parents. On téléphone aux parents, l'enfant pleure devant nous. Qu'il soit le plus terrible des enfants. Aussi bien les petits que les grands. Les troisième disent: 'oh là là, je vais me faire tuer par mes parents, ils viennent tout à l'heure, je suis mort.' Les parents, malgré le manque de choses élémentaires qu'on leur reproche, sont quand même présents. Les parents nous disent au téléphone: 'bon, je vais sortir la ceinture.' "

Le sentiment d'échec des surveillants face à la mission impossible qu'ils se voient attribuer et leur conscience malheureuse peuvent induire chez eux des mécanismes pervers de défolement. Soit par le grossissement inconsidéré de la violence - l'un de nos interlocuteurs pense que certains de ses collègues le font. ("Ici pour eux c'est peut-être le Bronx... ") Soit par l'élimination imaginaire de la source d'un conflit non réglé. ("Il y a un ras-le-bol, quoi. Et parfois on a des idées les plus terribles pour ces enfants. On ne sait plus quoi faire d'eux, on se dit: bon, on va les tuer. On en a marre.")⁶⁷

L'expérience des enseignants

Contrairement au reste du personnel éducatif, qui dans son rapport aux élèves essaye de s'appuyer sur des compétences relationnelles fondées sur un principe de connaissance/reconnaissance, les enseignants cherchent à s'appuyer sur la construction d'un rôle. Ce rôle, ils n'en héritent pas comme dans l'image classique de Durkheim, où l'enseignant apparaît comme *l'organe* de la société. Il le construit de toutes pièces, à travers son interaction avec l'élève, perçu lui-même non pas comme un universel générique, mais dans sa particularité d'élève des quartiers populaires, c'est-à-dire, comme une catégorie bien précise de la population. Alors qu'une partie du personnel, notamment ceux qui sont liés à

⁶⁷ Le recensement des exclusions définitives, dans le projet d'établissement que nous avons cité plus haut, ne faisait état d'aucune sanction de ce type ayant à l'origine des agressions contre des surveillants, alors que les agressions contre les enseignants ont toujours donné lieu à une exclusion définitive.

la vie scolaire, accepte en quelque sorte de s'installer dans l'indétermination d'un rapport à l'élève, où la prise en compte des motifs des transgressions relativise en permanence les faits, les enseignants éprouvent un besoin plus pressant de stabiliser la relation pédagogique derrière un rôle. Construire un rôle signifie définir une situation par l'agencement d'un ensemble de relations et leur hiérarchisation. Dès lors, l'enseignant est doublement engagé dans ce processus. Il est tenu de construire à la fois son propre rôle et celui de l'élève. La violence apparaît lorsque cette hiérarchie fragile est brisée, et que le débordement des rôles respectifs d'enseignant et d'élève rétablit l'équivalence dans l'interaction.

La construction par l'enseignant de son propre rôle

L'enseignant construit son rôle à partir d'un certain nombre de catégories-ressources, dont la tonalité varie suivant le tempérament de chacun, tout en gardant une structure constante, en vue de répondre à deux exigences principales: définir une image stable de soi et être capable de communiquer avec l'élève. D'abord, il est plus ou moins conscient d'être engagé dans des rapports de force, ce que, le plus souvent, il accepte comme une contrainte de son métier et que, surtout lorsqu'il est relativement jeune, il exprime clairement, par des phrases-type: "Quand je suis arrivée ici, il y a quatre ans, il a fallu que je m'impose." Ou alors: "Au début je me suis dit: c'est eux ou moi. Je ne veux pas me laisser déborder." L'idée de s'imposer est liée à une définition de la classe comme espace de travail: "Je suis là pour enseigner, pour les former, et pour moi il n'est pas question que les cours dérivent. C'est moi, et pas eux."

En ce sens, la sévérité est perçue comme un élément de définition du rôle et de ses exigences propres: "Sévère, ça veut dire que je contrôle. Quand je demande un exercice, je prends vraiment la peine de regarder si tout le monde l'a fait, et je prends les noms de ceux qui n'ont pas fait ; la fois d'après je vérifie. Ils ne sont pas sanctionnés tout de suite - mais il y a des punitions, il y a des heures de colle..." La sévérité n'implique pas forcément un climat de terreur: "Je suis à la fois très, très sévère, mais il n'y a pas de tension dans la classe. Il y a quand même un bon courant qui passe. On rigole, ça nous arrive de rire. Mais jamais trop loin."

La définition de l'image de soi peut néanmoins se faire suivant d'autres stratégies. Certains parleront, en des termes plus proches de la Vie scolaire, d'assumer son rôle d'adulte et les responsabilités qui en découlent, de fonctionner comme "l'adulte de référence". Aussi certains enseignants mettent davantage l'accent sur l'idée d'apparaître devant les élèves comme quelqu'un de régulier (capable de communiquer, capable d'écoute de l'autre) ou de respectueux. "Dire que l'autre existe (nommer la personne avec son prénom, dire bonjour, dire au revoir)", ou toujours dire s'il te plaît sont des éléments qui intègrent le répertoire des techniques de communication évoquées. Ce déplacement de l'enjeu dans la construction du rôle, qui cesse d'être assumption ouverte d'un rapport de forces, pour devenir stratégie de communication, ne règle pas complètement les problèmes. Il y a comme une conscience flottante du risque d'attirer la violence, lorsqu'une image de faiblesse est attachée à la personne de l'enseignant: "Si on se présente comme faible, je crois qu'on attire la violence."

Dans ce contexte la *réputation* fonctionne comme mesure d'efficacité dans la définition de l'image de soi, qui devient un fait reconnu par tous, jouant dans le sens de la

stabilisation des conditions d'exercice du rôle: "C'est vrai que j'ai une réputation de peau de vache...de prof qui est vachement dur, qui ne laisse rien passer. Maintenant, en début d'année, je ne suis même pas amenée à faire de la discipline. Les élèves savent que ce n'est pas la peine d'insister..." La réputation peut être aussi un outil pour attirer le respect et la sympathie. "Je me suis toujours fait respecter par les élèves, même des élèves que je ne connais pas. Peut être parce que, avec mes propres élèves, cela a été transmis que je suis quelqu'un de très sévère (marque de sérieux et d'exigence dans l'exercice du rôle), mais de très régulier. Disons, quelqu'un qui écoute les jeunes, qui leur laisse la parole, s'exprimer... Je n'ai jamais été 'renvoyé', comme on dit ici, par les élèves..."

La construction du rôle d'élève par l'enseignant

Certains enseignants cherchent à prendre en charge de manière systématique et active, face à leurs classes, la construction d'un rôle d'élève. Cette construction n'est pas indépendante de la conscience d'une distance entre la représentation de l'enseignant concernant le rôle d'élève, et le comportement effectif des élèves dans le contexte de l'établissement. L'action de l'enseignant envers les élèves, dans ce cas, consiste à les rapprocher de sa compréhension de leur rôle. Même lorsqu'il n'est pas violent, le comportement des élèves peut être perçu par certains enseignants comme excessivement familier, ce que certains redoutent. "Là encore il y a une élève qui me dit 'salut' en entrant. J'essaye de lui expliquer que 'salut' c'est quand même familier; elle me dit 'non, c'est amical'. J'ai dit oui, mais il vaut mieux dire bonjour. 'Salut', c'est plus pour les copains - et elle ne comprenait pas, visiblement. Ce n'est pas méchant de sa part. Je me dis, si on laisse passer ça, après on ne sait pas où on dresse les limites."

Les enfants sont décrits comme incapables d'intégrer l'idée d'une différenciation fonctionnelle des espaces: "Ils n'ont pas intégré le fait qu'à l'école, à la limite peut-être on peut se défouler dans la cour, mais ensuite quand on rentre dans une classe, c'est un lieu de travail". Ils ne maîtrisent ni leur parole ni leur corps: "Ils parlent comme ils bougent". Aussi de telles caractéristiques demandent une énonciation systématique des règles de bienséance qui assurent la possibilité de développer un travail cohérent et pour ça il faut prendre son temps. "Je suis restée trois, quatre mois, à les obliger à se ranger, à se calmer. Peut-être parce que je suis une débutante, je crois assez aux rites. Donc je me suis contrainte, au début de l'année, d'exiger qu'ils arrivent calmes en cours. Je me mettais devant la porte, en leur disant d'arrêter de crier, de se calmer. Et systématiquement je fais tout le rang et je les place, quand ils ne sont pas rangés. Je ne commence pas, tant qu'ils ne sont pas vraiment en situation de travail. Mais c'est très fatigant, parce qu'avec certaines classes j'ai mis très longtemps à obtenir que ça se fasse après de façon assez naturelle... Je continue, de temps en temps, à avoir besoin de leur dire... Pendant toute l'année il va falloir le faire... Et quand ils sont violents entre eux, j'interviens aussi en leur disant: 'mais ce n'est pas possible de parler comme ça aux gens, tu ne te rends pas compte de ce que tu dis...' Ou alors: 'je ne suis pas d'accord sur l'utilisation de tel ou tel mot.' " L'élève est donc instable. Il ne se fixe pas dans un rôle et l'enseignant, peu ou prou, est toujours obligé de recommencer.

La nudité de l'enseignant et de l'élève

La codification des rôles relève d'un effort de l'adulte, qui la perçoit comme indispensable pour qu'il puisse mener à bien son travail. Elle reste néanmoins très fragile et

superficielle, comme une coquille qui se brise facilement. Et lorsque cela arrive, enseignants et élèves se retrouvent face à face, dans la nudité de leurs rapports interpersonnels réciproques, avec des demandes débordant largement la définition originelle de leur rôle respectif. L'enseignant se sent souvent touché par l'ampleur des problèmes auxquels, selon eux, les élèves se voient confrontés. "Ce sont des élèves qui ont des problèmes personnels très lourds. Quand ils viennent nous en parler - on sait bien qu'ils sont en détresse et on a la sensation parfois qu'on n'a pas un comportement, ni un discours, ni une attitude qui les aide vraiment."

Les élèves sont par ailleurs toujours décrits comme très divers, ce qui rend précaire toute codification des comportements. "L'année dernière, j'avais des élèves qui ne posaient pas du tout le même type de problème que ceux de cette année. En élevant un peu la voix, j'arrivais à calmer les choses. Ceux de cette année ne le supportent pas." Cette définition instable du rôle, renvoyé en permanence vers la relation interpersonnelle, est source pour l'enseignant d'un sentiment de stress et d'épuisement. Mais il lui arrive d'accepter avec simplicité cette situation. "Il m'est arrivé de m'excuser auprès des élèves. Je crois qu'ils acceptent. Je crois qu'ils sont aussi capables de reconnaître qu'on est des personnes et qu'on a aussi nos mouvements d'humeur..."

La désorganisation des références d'une pratique construite autour d'un rôle fragile

Le fait que l'enseignant construit pratiquement seul les catégories de sa pratique, avec un très faible support institutionnel, entraîne chez lui une relativisation permanente, qui affaiblit sa capacité à formaliser un rôle. Il est conscient du caractère profondément individuel de son expérience et de la relativité de ses perceptions. D'où le désarroi, lorsque, dans certaines circonstances, il ne sait plus faire le partage entre ce qui est vrai ou faux, correct ou incorrect, adéquat ou inadéquat en termes de comportement. L'enseignante qui assure l'accueil au CDI avoue que ce lieu est pour elle un endroit où le silence doit régner. Ce n'est pas lié au fait de déranger ou de ne pas déranger autrui, mais de se déranger soi-même. "Parfois je leur dis: 'parlez moins fort...' et ils me répondent: 'mais on vous dérange...' Parce que, eux, ça ne les dérange pas. Je me dis que leur image n'est peut-être pas la même et qu'à la limite..."

Dans ces conditions, il est constamment appelé à gérer des situations difficiles, multiples et variées. Il n'y a pas de règle fixe pour désamorcer la tension ou pour sortir d'une situation de violence - mais surtout, là encore, cela ne se fait pas forcément par l'application d'un principe strict de justice ou d'autorité. Pour séparer deux élèves qui se battent dans la classe, on peut choisir de faire sortir la victime plutôt que l'agresseur - avec des résultats surprenants et très positifs, dans l'exemple évoqué, puisque l'agresseur, désarmé, a vite fait de regretter son geste. Un enseignant, sous la menace d'un élève, choisit de "retirer" les paroles qu'il lui avait adressées, non seulement pour éviter de prendre une gifle, mais aussi pour éviter "que ça aille trop loin pour l'élève". Plus tard, ce dernier a été sanctionné par une exclusion d huit jours (l'enseignant a refusé le conseil de discipline) et par la suite les problèmes se sont réglés. L'enseignant sait que, pour gérer ces situations difficiles, il est essentiel de rentrer en contact avec l'élève, "même si c'est sous la forme de discussions vives". Dès lors, il s'inquiète d'éprouver de la fatigue et de ne pas être à même de fournir l'effort nécessaire. Car les situations de ce genre sont imprévisibles: "Cela part pour des motifs stupides. Et c'est ça qui fait peur".

La distance, le mépris et la construction pathologique du rôle

La définition claire d'une image de soi attachée à l'exercice d'un rôle, quoique fragile et constamment renvoyée vers une relation interpersonnelle, est pour l'enseignant une condition indispensable, pour qu'il puisse mener à bien son travail. La construction de ce rôle, qui comme nous l'avons vu suppose toujours, peu ou prou, l'engagement dans des rapports de force avec les élèves, peut être à un moment bloquée, soit pour des raisons qui tiennent à l'histoire de vie de l'enseignant, soit à un événement traumatique lié à son histoire professionnelle. Un enseignant débutant, qui fait ses preuves dans une situation de face à face assez dure avec ses élèves, peut être déstabilisé - par exemple, par la tentative de suicide d'un enfant de sa classe avec lequel il avait l'habitude de s'affronter. Se sentant coupable d'un délit d'incompréhension à l'égard de l'enfant, dont il n'avait pu soupçonner les souffrances cachées, et devenant depuis incapable de gérer, sur le mode de l'affrontement, ses relations aux élèves, mais refusant également de s'engager dans des relations interpersonnelles, qu'il peut ressentir comme envahissantes ou abusives, son rapport à la classe va être marqué par la distance, le rejet ou la peur de la contamination.

On observe un double raté, à la fois de la construction du rôle et de la relation interpersonnelle. Dès lors, la classe "lui échappe". Rien ne faisant plus barrière, l'enseignant développe une perception caricaturale de l'enfant. Il lui colle des stéréotypes. Une femme pourra sentir remise en question son image par des enfants "de foyers maghrébins, où la femme est étouffée". L'enseignant les voit "vomir leurs mots": "Les traits du visage se déforment. L'enfant se retient, mais il y a une façon de cracher les mots que je ressens comme une agression. Peut-être que j'ai tort..." Cette perception extrêmement négative lui serait rendue par l'élève. Certains se feraient renvoyer exprès, parce qu'ils ne supportent pas la présence de leur professeur. "Pour moi, c'est une forme d'échec." La perception négative peut être étendue aux parents. "C'est des parents agressifs, qui, beaucoup d'ailleurs, ont été en échec scolaire. Donc, il y a un mal vivre du collègue".⁶⁸ Parents et élèves apparaissent ainsi comme des étrangers dans l'univers scolaire. Les dégradations sont à la limite normales et ressemblent fortement à celles qu'on observe dans le quartier: "L'enfant s'approprie ce petit univers qu'est le collège et puis le bousille ..." L'enseignant est angoissé et apeuré face à la "haine rentrée" et à "l'énergie incontrôlable" qu'il perçoit chez ces enfants, et il projette son angoisse sur l'avenir. "Qu'est-ce que ça va donner comme adultes, plus tard?"

" - Vous vous inquiétez pour eux...?"

- Oui. Et peut-être parce que j'ai des enfants et que plus tard ils pourraient être amenés à les rencontrer..."

Un enseignant hésite à donner une définition de son propre personnage, visiblement perçu par lui même de manière assez négative ("ils doivent me considérer comme quelqu'un d'assez distant, je crois. Je n'ai pas une physionomie particulièrement agréable ou ouverte. Quelqu'un, oui, d'assez distant, mais à qui on peut parler") et avoue craindre de se trouver en désarroi devant la classe ("Je fais tout pour que ça n'arrive jamais!"). Ceux qui découvrent leur propre distance culturelle aux enfants ("ils parlent fort, leurs gestes sont brusques, leur vocabulaire est violent, leur temps de réponse, très rapide") en appelleront à

⁶⁸ Dans leurs témoignages, les élèves disent que les parents les poussent à obéir et à leurs professeurs et c'est là pour eux la voie de la réussite à l'école. Ils ne comprennent pas les situations de tension vécues par leurs enfants au collège, ni les raisons qui les amènent à agir de manière violente.

cette même distance pour se protéger contre le risque d'un engagement, qu'ils redoutent, dans des rapports de force, tout en essayant de, quand même, garder la maîtrise sur le groupe: "J'essaie d'avoir toujours le même ton de voix. Je n'ai jamais un vocabulaire agressif, je fais attention au vocabulaire que j'utilise, je ne parle pas comme eux." Une jeune enseignante qui débute dira: "Parfois, peut-être, je suis avec eux un peu froide, dans le sens où j'ai des expressions un peu - peut être un peu trop sèche, ou un peu trop sévère parfois. Je ne suis pas autoritaire... Ce n'est pas sous forme d'injonction. Ce n'est pas une direction avec des ordres. Je mets une distance..." Mais en fonction de l'indéfinition d'un rôle, bâti davantage sur le retrait/distance que sur l'engagement actif dans la relation, l'emprise sur les élèves reste faible; et il est amené à les percevoir comme jouant eux-mêmes, tout au long de l'année, des rôles négatifs et cristallisés. Une fois qu'un enfant aurait défini son rôle, il serait très difficile pour lui d'en sortir.

Dans ces circonstances, le mépris peut devenir une deuxième catégorie dans la construction pathologique de son propre rôle, mise en oeuvre par l'enseignant. Instrument de classement, le mépris rétablit les relations hiérarchiques déstabilisées, entre lui et ses élèves. Dès lors, le chercheur est surpris de constater combien facilement ce sentiment de mépris est avoué, à peine ponctué par un regret. ("J'ai sûrement tort...")

- " - Comment s'exprime-t-il, ce mépris?
- Ils m'indiffèrent. Il peut leur arriver n'importe quoi, je m'en contrefous.
- Et ils le savent, probablement...
- Ah, oui. De toute façon, vous avez une attention pour les enfants, une façon de les regarder - non?
- Cela se voit comment?
- Par exemple, vous faites une étude d'un texte. Dans un texte vous avez des mots qui chantent, oui, qui font rêver. Et vous avez des questions qui portent sur ces mots. L'élève que vraiment vous méprisez, vous n'allez pas l'interroger sur ces mots-là, parce que ce sont des mots trop doux, vous les réservez à d'autres. Et la question la plus bête - quel est l'auteur du texte? - vous regardez cet élève et vous la posez à lui. (Il rit.)
- Et le fait d'être méprisable se définit par quoi ?
- Bien souvent, en ce qui me concerne, c'est parce que j'estime qu'il n'a pas de reconnaissance⁶⁹. Souvent c'est un enfant qui, par rapport aux autres de la classe, a tout ce qu'il faut, ne manque de rien (mais qui) cherche à écraser les autres...
- Si je vous comprends bien, vous le jugez par rapport à son comportement à l'égard de ses camarades. Cela peut venir d'autre chose - ou non?
- Peut-être d'une déception aussi. Quand je m'investis en début d'année pour raccrocher un gamin à ma matière

⁶⁹ Alors que, dans les situations précédemment décrites, la connaissance/reconnaissance, fondement d'une compétence relationnelle, est activement recherchée par l'adulte, ici la reconnaissance est *attendue* comme un attribut du rôle.

- la matière que j'aime - et que je suis en échec, mais vraiment en échec, où je sens bien que le gamin est perdu pour le reste de l'année, je crois que je me désintéresse de lui..."

Aussi le mépris met en jeu un rapport au savoir, dont l'enseignant apparaît comme maître et juge. Lorsqu'il formule l'idée (si souvent rapportée) que l'élève "n'est bon à rien", qu'il "n'arrivera à rien", c'est bien ce rapport au savoir qui est un jeu, plus ou moins lié à un avenir ou à une destinée, lien exprimé dans l'idée *arriver à...* Mais le mépris est aussi exclusion d'un lien affectif implicite, qui va du maître à l'élève et qui légitime l'accès de l'enfant au savoir, ou en tout cas qui présente cet accès comme possibilité.

Le vécu pathologique du rôle amènerait beaucoup d'enseignants à craquer - certains se retrouveraient en maison de repos, d'autres sombreraient dans l'alcoolisme, d'autres se feraient plus simplement arrêter: "Il y a des collègues qui se demandent s'ils pourraient encore enseigner autre part. Cela fait tellement longtemps qu'ils sont là, que c'est comme si le milieu, comme si le collège, les enfants avaient déteint sur eux; comme si leurs facultés intellectuelles s'étaient affaiblies et qu'ils n'étaient plus à même d'enseigner autre part."

Les situations de débordement et la distance au rôle

Que le rôle d'enseignant soit ou non construit sur le mode pathologique, le risque de débordement et de passage à la violence existe en permanence, aussi bien pour l'élève que pour l'enseignant même. Ce risque découle de la fragilité dans la construction des rôles, c'est-à-dire de la faiblesse des relations hiérarchiques qui lient les uns et les autres.

Pour l'enseignant la maîtrise de sa classe n'est pas seulement une condition préalable de son exercice professionnel ; c'est une valeur revendiquée comme l'adhésion à un principe de civilisation. A côté de la maîtrise de la classe, se pose pour lui le problème de la maîtrise de soi, celui des contrôles intériorisés. Ils ont été quelques uns à évoquer leur crainte de l'effet de miroir susceptible d'être provoqué par l'agressivité des élèves: "Je me sens renvoyée à ma propre violence, que je ne sais pas ou que je ne me permets pas d'exprimer." Ou alors: "Quand on rentre dans un établissement où la violence est palpable, on est renvoyé vers sa propre violence et c'est ça qui est difficile aussi."

Il y a trois stades principaux dans l'échelle des débordements pratiqués par les élèves: le tutoiement, les jurons et les insultes, les menaces sur adultes et les agressions physiques. Il s'agit de modalités différentes de prise de distance par rapport à leur rôle d'élèves; par ce moyen ils renversent les relations hiérarchiques implicites dans le rôle et rétablissent l'équivalence dans l'interaction.

Le tutoiement est tellement courant qu'il est rarement sanctionné. Les enseignants n'y sont pas indifférents, mais ils peuvent le reconnaître comme la marque d'expressions habituelles chez l'enfant, transportées en classe: " 'Vas y', c'est une expression quotidienne chez eux et ils n'ont pas, à ce moment-là, vraiment l'impression de tutoyer. Par moments je sens que c'est un peu voulu, donc je leur dis: 'tu ne me tutoies pas'; mais par moments je vois que c'est sorti comme ça et que pour eux, ce n'est pas un tutoiement ." Ou cela peut être le signe d'une tension, qu'il importe davantage de gérer sur le fond que sur la forme.

"Par moments, je les contrarie un peu et il y a des cas où ça déborde. Ils me tutoient... Je calme le jeu. Parce que là, l'élève est dans la violence verbale. Alors, je crois qu'il faut être soi-même très cool..."

Dans certains cas, l'insulte et les jurons peuvent être perçus avec la même distance par l'enseignant, mais ils appellent plus souvent que le tutoiement des sanctions. En revanche, le fond du problème ne change pas et, ici encore, le débordement est perçu comme déficit de structuration du rapport pédagogique. "L'année dernière j'ai eu des problèmes avec les sixième, qui ne me connaissaient pas - et j'avais été traitée de 'pute' et de ' salope' ... Donc, je n'ai pas laissé passer. Je connaissais certains rapidement ; j'ai fait un rapport en demandant que les élèves soient exclus, j'ai convoqué les parents pour régler le problème et après, j'ai eu la paix."

Le degré extrême de l'échelle c'est, bien entendu, le passage à la violence physique. Même s'ils sont unanimes à considérer les violences sur adultes peu fréquentes dans l'établissement, presque tous les enseignants ont évoqué des situations où le passage à l'acte a été évité de justesse: "Une fois, oui - j'ai quand même eu une altercation avec un élève, où j'ai senti qu'il était à deux doigts de me secouer. Ce n'est pas arrivé parce que ... je n'en sais rien. C'est difficile de donner des raisons à ce type de chose. Mais je me suis sentie une fois en position de danger réel. Maintenant, avec cet élève ça se passe bien, il n'y a pas non plus de problème..."

Une enseignante raconte une situation tendue vécue en classe. Jour de contrôle, les élèves sont énervés, ils chahutent. L'enseignante demande que l'agitation cesse pour que le contrôle puisse commencer. Un élève l'insulte; elle répond en disant qu'elle fera un rapport à la Vie scolaire, à propos de cet incident. L'agitation dans la classe ne cesse toujours pas. L'enseignante dit qu'elle fera alors un rapport sur la classe. Le même élève qui l'avait insultée la provoque, en disant que ce genre de rapport, concernant l'ensemble de la classe, n'existait pas. "Madame, ça n'existe pas, un rapport pour la classe... Moi, je ne crois pas..." L'enseignante est en désarroi. "Je mesure ce que je vais dire - et puis, le fait de 'ça n'existe pas'... je suis restée un peu dessus, et je lui dis: 'Oui, ça existe. Je peux faire un rapport sur la classe'. Donc, ça existe au même titre que lui, il existe. J'avais ça en tête et je lui dis: 'Est-ce que tu existes, toi?'" Et il n'a pas supporté que je lui dise ça. Il s'est levé et il m'a dit: 'C'est une insulte! Vous m'insultez là! Vous allez retirer immédiatement ce que vous venez de dire.' Il s'avancait vers moi, en me menaçant de la main. Là j'ai choisi: ou je prenais une gifle ou je retirais, donc j'ai retiré. Mais ce n'était pas de ma peur, c'était de me dire: ce n'est pas la peine d'en arriver jusque là. Je ne voulais pas. Et à partir du moment où j'ai dit 'je retire', il a fait demi-tour comme un automate et il est reparti à sa place."

Le débordement du rôle et le passage à la violence peuvent être aussi, à l'occasion, le fait de l'enseignant, plutôt que de l'élève. "La première année, quand je suis arrivée ici, j'ai eu une classe de troisième très difficile. J'avais réussi à m'imposer, sauf avec un élève qui était particulièrement perturbé, un gamin qui était complètement à la dérive et jusqu'à la fin de l'année je lui ai fait la guerre. Alors, évidemment, il restait à peine deux ou trois minutes en cours et puis après je lui disais: tu sors. Et il partait... Mais c'était un élève hyper dur à gérer. Et une fois j'étais à deux doigts de lui mettre une claque. Parce que je lui ai demandé de sortir. Il était au fond de la classe et il s'amusait à pousser de petits cris et il commençait à m'exaspérer. Donc, je lui ai demandé de sortir, il a refusé. Le ton a monté, je

me suis rapprochée et j'ai commencé à secouer sa chaise - pas lui. Et il a senti que j'étais à deux doigts. Après, je me suis reprise et c'est le principal adjoint qui l'a fait sortir."

Forcer un débordement violent chez l'enseignant semble être, pour l'élève, une stratégie pour le faire sortir d'une construction du rôle définie par la distance. Dans ce cas-là, le débordement violent n'est pas mal perçu par l'élève (ce qui suscite chez l'enseignant une sorte d'étonnement). Amener l'enseignant à une situation de débordement violent peut être, pour l'élève, une manière comme une autre de forcer l'engagement de l'adulte dans la relation. "Ce jour-là, j'étais moins calme et je lui ai dit: 'Lâche-moi! Laisse-moi tranquille! C'est toi qui tournes derrière moi, qu'est-ce que tu veux? Si je ne te réponds pas, tu n'es pas content. Si je te réponds, tu n'es pas content. Si je te fais une petite remarque, ça ne va pas. Quoi que je fasse, ça ne va pas. Lâche-moi! Laisse-moi! Qu'est-ce que tu me veux?' Il s'est tu à ce moment-là, il n'a rien dit..." Un autre enseignant raconte avoir donné une paire de gifles à un élève. "Il a dit: 'vous êtes pas ma mère, hein!' Je me suis dit: ah, tiens! Il s'est tenu au vous, il n'est pas passé au tu..." Dans l'un comme dans l'autre exemple, la violence contre l'élève fonctionne, pour l'enseignant, comme un mécanisme de soulagement de la tension. Soit il le regrette en partie, soit il vide son propre comportement de toute connotation morale: ce n'est ni bon, ni mauvais. C'est un fait objectif - en plus, cela a eu des effets bénéfiques pour l'enseignant, alors même que l'enfant semble l'avoir accepté. Il aurait pu aller voir le CPE ou l'assistante sociale, il ne l'a pas fait. "Non, parce qu'en même temps cet acte de violence était pour lui, certainement une marque d'affection."⁷⁰

La violence des enseignants contre des élèves se manifesterait sur un registre scolaire, par l'affirmation de leur échec. "J'entends à l'égard des élèves des remarques qui me semblent violentes. Quand on 'décide' qu'un élève est déjà fichu d'avance, je trouve que ce n'est pas simplement un constat ou un bilan; c'est violent dans le sens où c'est déjà une acceptation d'un échec, ou le fait que c'est déjà terminé pour eux, alors que je ne crois pas..." Des enseignants dépasseraient les bornes et en seraient venus aux mains avec des gamins. "On m'en avait parlé, donc j'ai discuté avec le collègue... Mais on se rend compte que ça ne suffit pas de discuter et de lui dire que ce n'était pas la bonne solution. Et, en même temps, quand il explique ce qui s'est passé, et ce qui s'était passé auparavant, et qu'on est soi-même confronté à ce type de situation, on ne sait pas non plus si on aurait réagi autrement." D'autres encore se diront que leur propre violence relève d'une absence de maîtrise d'eux mêmes. "Je pense que si on est parfois violent ou un peu agressif, c'est peut être la peur de ne pas se maîtriser, de perdre la face aussi vis-à-vis d'un élève qui peut être me parlait mal et je répondais... Et puis je me disais, mais ce n'est peut être pas la tactique qu'il faut..."

Conscience fonctionnelle de l'espace et risque de débordements violents

La discipline, disait Michel Foucault (1975), *procède d'abord à la répartition des individus dans l'espace*. Pour cela elle met en oeuvre des techniques, qui sont autant de signes de l'emprise de l'institution sur l'individu. Dans le contexte que nous sommes en train d'examiner, l'institution reculant, les principes de quadrillage de l'espace ne sont plus suffisamment explicités; ils ne sont pas non plus intériorisés ou implicites, au sens d'une intériorisation ou d'un implicite exprimant un code partagé. De même que les rôles

⁷⁰ A propos de la violence de l'enseignant dans la classe, cf. Debarbieux, 1995.

d'enseignant et d'élève, la construction symbolique de l'espace semble perpétuellement à refaire et dépend du niveau de structuration des relations entre l'adulte et l'enfant. Par ailleurs, la perception de la violence et le sentiment de *risque* de violence semblent généralement liés à la faiblesse dans la structuration de l'espace à l'intérieur de l'établissement scolaire⁷¹, autant qu'à son extérieur.

Dès lors, la perception de l'espace est plurielle et profondément individualisée. Il y a des espaces perçus comme violents et des espaces perçus comme non violents. Le centre de documentation et information est envisagé, par l'enseignante qui en assure le fonctionnement, comme un lieu paisible. Elle raconte qu'elle avait voulu un poste dans la ville pour des raisons personnelles, tout en appréhendant la réputation de cette banlieue. En arrivant, elle a été agréablement surprise par les locaux et surtout par le CDI. "C'est un CDI qui est très agréable, très grand, informatisé. Je crois que toutes mes appréhensions à ce moment-là ont diminué." Elle pense par ailleurs que les dégradations sont peu nombreuses⁷² et le collège reste agréable. Le hall est souvent tranquille. "Je vais souvent chercher le courrier pendant la récréation, j'arrive à accéder à l'escalier, je ne me fais pas agresser, je ne me fais pas bousculer."

Pour des raisons administratives, en partie, les relations avec les élèves au CDI sont relativement ritualisées. Aucun élève n'y accède sans enregistrement préalable auprès du bureau des surveillants, à coté. Il est exigé d'y travailler en silence, même si de petites entorses à la règle finissent par être admises. "On essaye de les faire appliquer notre règlement pour qu'il y ait respect du lieu." "Dans le mouvement", par contre, les comportements changent. "Au moment où ça sonne, ils se lèvent et ils rangent leurs affaires. Et c'est à ce moment, souvent, qu'on voit qu'on maîtrise le cadre. Alors que, dès que ça sonne, en effet, on a l'impression que certains ne sont plus les mêmes. Il faut les rappeler à l'ordre. Tout d'un coup, clac, ils sont lâchés, avant même la porte du CDI."

Même si en classe les incidents violents sont loin d'être exceptionnels, la classe est rarement perçue par l'enseignant comme un lieu violent. Au contraire, l'idée de la classe comme un lieu protégé, un lieu où on se sent bien, parce qu'on maîtrise le rapport à l'autre, est beaucoup plus fréquente. Les incidents sont considérés peu fréquents, et lorsqu'ils ont lieu, le professeur peut tout de même compter sur le soutien actif au moins d'une partie de ses élèves, qui l'aident à rétablir le calme. Dans la classe, des liens affectifs se nouent, l'adulte et les enfants s'habituent les uns aux autres. C'est aussi un lieu où, à force de s'imposer, on finit par avoir la paix et dont on peut dire, finalement: "Je prends plaisir à enseigner; quand je suis avec mes classes, je me sens bien." Même ceux qui débutent, et

⁷¹ Sous cet aspect, la proposition que nous développons ici est à l'inverse de celle formulée par Jean-Paul Payet (1992 : 88), qui aperçoit dans la violence des élèves un mécanisme de résistance à "l'expérience dégradante (...) inscrite dans les conditions mêmes de la vie quotidienne au collège, par la 'microphysique du pouvoir' scolaire, par la 'discipline du minuscule', qui répartit les corps dans l'espace, hiérarchise les places, régit des emplois du temps, impose des exercices". Sans préjuger pour l'instant de la nature de la résistance déployée par les élèves contre l'établissement (nous y reviendrons), ce qui nous semble l'un des aspects les plus frappants de l'expérience collégienne, en tout état de cause dans les limites de cette étude de cas, c'est le recul de la microphysique du pouvoir.

⁷² Ce n'est pas l'avis du principal, qui pense, pour sa part, que "des dégradations, il y en a beaucoup, énormément, même sans doute trop". Il a été confronté, à son arrivée, à "un état des lieux très déplorable". "Beaucoup de choses ne fonctionnaient plus. Les dégradations avaient été banalisées quelque part. Totalement intégrées."

qui éprouvent beaucoup de difficultés à gérer des situations qui leur étaient auparavant inconnues, tiennent à insister sur le fait que "tout n'est pas négatif" dans leur métier.

Le hall, où les élèves ne font que passer, et la cantine, faiblement fréquentée, en raison de l'indisponibilité de moyens des parents, sont sauf exception perçus comme des lieux calmes. Les représentations concernant l'infirmerie sont plus ambiguës ou en tout cas plus complexes. L'infirmière avoue que c'est le seul endroit du collège où elle éprouve un sentiment de peur. "Peut être parce que je suis seule et que c'est isolé." Le fait d'avoir à refuser un médicament peut créer des tensions. L'infirmerie est en revanche perçue par les élèves comme un lieu plaisant. "Vu les passages de plus en plus importants, et non motivés, que j'ai à l'infirmerie, je pense que ça doit bien se passer." Il lui arrive de parler argot avec les élèves. Elle essaye de se mettre à leur portée, en créant une interaction positive. Il lui arrive aussi de soigner des enseignants stressés.

Nous avons vu que les couloirs sont considérés par les surveillants comme des lieux étroits et étouffants. Pour l'enseignant, c'est un lieu où il a plus de difficulté à s'imposer, car on ne passe pas sans transition du rôle de professeur au statut d'adulte, dont nous avons vu qu'il est dorénavant dépourvu de qualités génériques. "Dans la mesure où on ne les a pas en classe, on n'est plus un adulte de référence. On ne les connaît pas, on ne peut pas les nommer. Et très souvent ils se carapotent et on ne les voit plus. Je crois qu'il ne m'est jamais arrivé d'avoir un carnet de correspondance dans les couloirs..." Aussi, du point de vue de la violence, la classe et le couloir apparaissent comme des lieux très éloignés l'un de l'autre. "En classe, on arrive à les tenir, mais dans les couloirs, il n'y a que des insultes et des injures." Intervenir, dans ce cas-là risque d'être très long, "parce qu'il faut créer une relation, et c'est ça qui est difficile." "J'ai eu une altercation avec des élèves qui ne font pas partie de ceux que j'ai dans mes classes et ça a duré un quart d'heure, vingt minutes, parce que la première chose qu'ils m'ont dite c'est - 'mais, de toute façon, on ne te connaît pas !'... Là, tout de suite: 'on ne te connaît pas, de quoi tu te mêles?' Alors que moi, je pense que ce n'est pas parce que ce ne sont pas mes élèves que je ne dois pas intervenir. En l'occurrence, ils étaient en train de hurler et moi, j'ai cru à un moment qu'ils allaient se bagarrer, donc je me suis dit qu'il fallait intervenir. Et à force de leur dire 'j'ai fait ça parce que j'ai eu la sensation etc.', il y en a un qui m'a dit - 'mais non, on n'allait pas se bagarrer' et à la limite il y en a un des deux qui s'est excusé. Cela a été extrêmement long. Il y avait les deux élèves concernés, et il y avait leurs amis, qui les calmaient d'ailleurs. C'est long et c'est fatigant." D'autres enseignants avouent qu'ils n'interviennent pas systématiquement, lors d'incidents de couloir. Parfois, fatigués, ils quittent leur salle de classe et voient à peine ce qui se passe autour d'eux.

La cour est l'endroit où il y a le plus de bagarres et de violence physique entre les enfants : il s'agit, soit de règlements de compte concernant des problèmes ramenés de l'extérieur (des relations amoureuses entre garçons et filles, par exemple) ; soit de jeux perçus par l'adulte comme extrêmement violents. On recense entre trente et cinquante passages à l'infirmerie par jour, dont 10% concernent des enfants blessés lors d'échanges violents. L'infirmière nous dit ne jamais s'absenter de son poste pendant les heures de récréation, ou pendant les dix minutes qui suivent une récréation.

Il y a encore la grille et ce fameux parvis, à propos duquel tous les fantasmes sont autorisés. Pour les surveillants, être "de grille", c'est toujours une situation difficile: il faut éviter que des élèves quittent indûment le collège, avant la fin des cours; que d'autres

rentrent dans l'établissement, alors qu'ils n'ont rien à y faire. Le parvis participe à une définition de même nature. Il s'agit surtout du lieu où se rassemblent les élèves exclus, toujours mêlés à d'autres qui ne le sont pas, toujours remettant en question la fonctionnalité de l'établissement et y rattachant une sociabilité marginale et menaçante. Impression atténuée chez certains par le fait que c'est un espace large. "Les élèves ne traînent pas trop, ils laissent passer, c'est fluide." Mais même à l'intérieur de l'établissement on relève une sorte de topographie négative, marque laissée dans l'imaginaire des adultes par des problèmes qu'ils ont eus à y affronter. On nous parlera ainsi du *couloir de la mort*, d'*Alcatraz* et de *l'escalier rouge*, où un incendie s'est déclaré. La *zone 4*, figurant sur le plan d'évacuation du bâtiment est la plus dégradée et certains imaginent un lien avec une bande de jeunes qui signe "*Zone 4*" sur les murs de la ville. "On a fermé une porte en bas, je l'ai murée, puis j'ai fait placer des surveillants à heures régulières dans ce coin là. Maintenant ils ne peuvent plus se cacher en dessous, ils ne peuvent plus uriner, cracher dans le coin, puisqu'on a muré, enlevé les portes, les radiateurs... N'empêche que c'est vrai, il y a un problème."

Vécu subjectif de la violence et risque de mort

Le risque d'un débordement violent est une menace permanente. Une enseignante qui n'est pas confrontée à la violence de façon quotidienne, la reconstruit néanmoins de manière indirecte sous la forme de la peur. Elle évoque une collègue bousculée à la gare. Pourquoi serait-elle même moins exposée ? Il y a par ailleurs les images renvoyées par les médias. "On se dit quand même qu'on est dans un collège comme ça et que même si au quotidien on le vit assez bien, un moment seulement suffit à tout faire basculer."

Les modes de construction du rapport à l'élève commandent, comme nous l'avons vu, et comme nous le verrons encore, le rapport à l'espace et la hiérarchie des peurs. Les enseignants semblent protégés par ce rôle fragile qu'ils tiennent à bâtir et auquel ils s'attachent. La violence c'est pour eux un quotidien excessif, un surplein de tensions. Ils craignent à la limite les effets de foule, les bousculades dans les couloirs. Mais, plus qu'autre chose, ils craignent la déstabilisation de leur rôle. Dans leur perception, c'est le rôle qui est en danger, et non pas leur personne. Une enseignante nous explique que l'extérieur du collège suscite chez elle quelques inquiétudes. "Juste quand j'arrive, parce que c'est là aussi que j'ai vu des gamins qui jouaient avec des couteaux, que j'ai vu des adolescents un peu plus âgés qui venaient avec des chiens... Mais juste dans la périphérie de l'établissement en fait. Parce que c'est là que je les ai vus en groupe, et puis parce que c'est là aussi que je les ai vus insulter des professeurs." D'autres le disent de façon encore plus claire. "Il y a des gamins avec qui on peut avoir un coup de gueule, puis ça va s'arranger; et puis, il y en a d'autres qui ne vont pas vous le montrer tout de suite, mais quelque temps après vont revenir à la charge et, par exemple, vous insulter sur le parvis... Moi, ce qui ne me semble pas normal, c'est qu'on puisse régler en dehors de l'établissement quelque chose qui s'est passé à l'intérieur..."

Ceux parmi les autres acteurs de la scène éducative qui, a contrario, misent davantage sur la construction d'un rapport à l'élève fondé sur la connaissance/reconnaissance sentent leur personne menacée et plus d'un considère que pèse sur eux un risque réel d'être victimes d'une agression physique ou d'un meurtre. "Je ne me suis jamais sentie en danger de mort - c'est fondamental. En danger physique, susceptible de recevoir

un coup, disons de subir une atteinte à un bien ou à ma personne - oui, ça m'est arrivé. C'était nouveau quand même, cette année. Pour la première fois de ma vie, je me suis sentie menacée. Les gens que j'avais en face de moi pouvaient me faire mal. Et donc, ce qui m'est difficile, c'est que j'ai ressenti beaucoup plus fortement cette année que je n'avais pas droit à l'erreur." D'autres font état d'un sentiment d'accoutumance: "J'ai été moi aussi élève du collège, il y avait déjà de la violence dans l'établissement, sur le quartier - c'est vrai qu'en tant qu'ado, au fond on a peur. Il y a des situations pas possibles. Des gens qui nous suivent, nous agressent, nous volent, nous rackettent, donc la violence je l'ai vécue tout le temps dans l'environnement où j'étais, j'ai trouvé mes méthodes pour la régler - au moins, je dois dire, sans trop de dégâts". Mais l'accoutumance trouve ses limites et elle n'empêche pas la conscience du danger: "La seule chose dont j'aurais un petit peu peur c'est les mouvements de masse, les mouvements de foule, je n'ai pas tout le temps la maîtrise. Il y a eu des bagarres sur le parvis où c'était limite et où un élève, un jeune, a osé me toucher. Qu'il me touche, lui, ce n'était pas trop grave, mais il y avait l'ensemble derrière, toute la foule, et je me suis dit: 'si je n'arrive pas à canaliser ce jeune, les autres ne sont pas loin de passer au... et qu'est-ce qui pourra les arrêter là-dessus ?' "

La même interlocutrice raconte une situation où elle a été menacée avec un revolver. "J'étais surveillante ailleurs, j'ai été menacée par un frère aîné qui est venu avec un revolver. Là, j'ai eu vraiment la trouille. J'étais seule avec ce type hystérique, avec son pétard, planté devant moi. En plus, à l'époque j'avais vingt-trois ans, pas encore d'expérience. Ce coin-là en plus ce n'était pas mon milieu, je suis habituée à cette ville, avec ce qu'il y a dans cette ville. Et là-bas, c'est une autre mentalité, un autre fonctionnement, je n'avais pas trop mes repères, c'est vrai que là je me suis sentie réellement en danger, d'autant plus que lorsqu'une classe est passée avec son professeur d'EPS, et elle est rentrée dans la cour par ce petit portail, personne n'est intervenu. Je me suis dit qu'il n'était pas intervenu parce qu'il avait la trouille, mais qu'il dirait au principal d'intervenir. Il ne l'a pas fait. Donc, je suis restée une demie heure avec le jeune en face de moi. Il a fallu que je marchande. Là, effectivement, j'avais la trouille. J'avais puni son frère, en lui donnant deux heures de retenue. Et c'était insupportable pour eux - donc il voulait régler les comptes. Je lui ai expliqué pourquoi je l'avais sanctionné, j'ai dit qu'éventuellement on pouvait discuter au bureau tranquillement, qu'il pouvait toujours aller voir le principal. Il a fini par ranger son pétard."

Des menaces de kidnapping sur enfant ont également eu lieu. "On n'a jamais su si c'était moi ou mon collègue qui était directement visé, mais il y a eu des messages sur le répondeur de l'assistante sociale. On parlait d'une petite fille. Mon collègue a une petite fille qui a six mois de plus que la mienne. C'était une période où on avait une bande de jeunes qui s'étaient regroupés un peu sur le parvis, avec qui j'étais en conflit parce que je sanctionnais quand ils étaient en infraction, dès qu'il y avait absentéisme, j'informais la famille, j'étais sur leur dos. Et c'est vrai qu'il y avait une tension. J'ai quand même prévenu l'école: faites attention à ce que ma fille ne parte pas avec n'importe qui... Mais ça s'est arrêté." Dès lors, le sentiment de risque mélange inextricablement menaces réelles et menaces fantasmées. "Parfois j'amène ma fille à midi pour s'amuser dans le collège. A un moment donné elle s'amusait avec la fille de la gardienne, et puis elle traînait un peu, c'est vrai que j'avais toujours l'angoisse qu'un jeune vienne et la prenne. Parce que je n'étais pas là en train de la surveiller. C'est vrai qu'après je lui ai dit: 'tu te mets dans un bureau, je veux savoir où tu es'. Parce que c'est un risque... c'est sûr..."

Le risque d'agression physique semble pour certains inhérent à l'exercice même du métier. "J'ai été menacée par un adulte, par un père d'élève qui était à mon avis ivre, fou furieux, qui avait cru ce qu'avait dit sa fille, la gamine avait raconté des histoires, bien évidemment. C'était un soir à la réunion parents-professeurs, j'étais en entretien avec une famille et il est venu, et il a voulu me frapper. Ce sont les parents d'élève qui sont intervenus pour le calmer. Mais je n'ai pas eu peur. Je ne me suis pas démontée, je me suis levée, je lui ai dit: 'vous voulez me frapper, allez-y; mais écoutez-moi, jugez-en après'. Les parents se sont levés, ils se sont mis à côté du type qui voulait m'agresser et c'en est resté là."

Le risque de mort apparaît à beaucoup comme un danger réel. "On n'est pas à l'abri d'un gamin qui disjoncte". La seule protection, fragile, c'est la capacité à négocier. "J'ai aussi été menacée une autre fois par un gamin qui voulait revenir à l'école et qu'on n'a pas scolarisé pour des tas de raisons. Je suis descendue pour le faire sortir de l'établissement, il y avait le principal qui était avec moi. J'ai réussi à le mettre dehors, il était vraiment frappé ce jour-là, et je l'ai vu prendre une grosse pierre avec l'intention de me la jeter dessus. A ce moment-là on a fermé la grille devant moi et je me suis retrouvée seule face à ce gamin qui avait la pierre et qui avait envie de me la jeter. Il n'attendait qu'une chose: que je me retourne pour me la lancer. Donc, là, il a fallu que je marchande encore. J'ai réussi à négocier avec lui. Il attendait que je me retourne pour m'agresser, mais je savais que l'agression directe, face à face, il n'était pas capable de le faire. Donc j'ai discuté avec lui. Tant que je le regardais, il n'a pas pu... Là, c'est vrai que je n'étais pas très fière, seule sur le parvis avec lui."

D'autres admettent également qu'une agression physique puisse se terminer par un meurtre. "A partir du moment où l'agression est possible, on ne sait jamais comment ça peut se terminer." Cette fois encore, le portail est perçu comme un lieu de liminarité, et où le déficit d'emprise sur l'élève est plus grand qu'ailleurs.⁷³ "Là se cristallisent en fait les rencontres entre les élèves qui ont quelque chose contre l'établissement, qui ont été exclus, ou qui viennent d'avoir une remontrance... et le point de rencontre est quand même ici. Et si un jour il y avait une difficulté, si je me trouve en difficulté, je sais à peu près que ça va être là. Je crois que ce ne sera pas ailleurs. Alors, de nouveau, devant, parce qu'il y a les autres, le public."

L'infirmière, fraîchement arrivée de province, avoue avoir eu très peur au départ. "J'ai pris l'habitude. Mais je reconnais que j'avais la hantise de venir dans le collège, l'année dernière. Une fois je me suis arrêtée une semaine, je n'étais vraiment pas bien. Le médecin voulait m'arrêter plus longtemps et je suis revenue au bout d'une semaine; parce que j'étais persuadée que si je ne revenais pas le lundi suivant, je ne reviendrais plus jamais. Et puis, bon, je crois que j'ai bien fait." Elle a été une fois menacée méchamment par un élève, qui avait essuyé un refus de délivrance de médicaments. Depuis, ça se passe bien. "Mais je ne lui tourne pas le dos."

Un surveillant nous dit ne pas craindre de traverser le quartier. "Je passe dans la cité où ils habitent, ils me voient, ils me disent: 'salut, ça va?' Il n'y a pas de problème". Son collègue tient un autre discours. Quoique ayant toujours vécu dans la ville, il se sent inquiet face à la violence et, arrivé chez lui, le soir, éprouve une peur rétrospective. "Quand on

⁷³ Sur la rue comme lieu de liminarité, cf. Matta, 1978.

quitte le collège, seulement arrivé chez soi, on dit 'ouf'. Donc, il y a une appréhension, il y a voire même une peur." "Je traverse la cité, je les connais tous, ils m'interpellent... mais il y a certains éléments qui ont été exclus de ce bahut, qui sont relativement dangereux. Aujourd'hui encore j'ai freiné mon allure, pour éviter de croiser quelqu'un. Par peur. Pourtant, je savais que même si je l'avais croisé, il n'aurait rien fait." Ce surveillant a comme le sentiment d'une démesure. "J'ai peur qu'en voulant même donner une petite tape sur l'épaule, amicale, ils la transforment, cette violence et je crois qu'elle pourrait devenir dangereuse." Il explique son propre sentiment comme lié à sa méconnaissance du sens implicite de la violence. "Eux, ils savent ce que cela signifie. Moi, je ne sais pas. Je ne connais pas leur règle du jeu. Donc, une tape sur l'épaule, je pourrais l'interpréter bien. Je pourrais l'interpréter d'une façon démagogique, en souriant, d'une façon laxiste... Mais on ne sait pas exactement la signification de cette tape. On ne sait pas si elle est amicale, ou bien vraiment elle signifie quelque chose."

C'est dans ces circonstances qu'un dérapage peut entraîner la mort. "La personne en est consciente, parce que, soit elle n'a pas accepté quelque chose de moi et alors elle me tue 'par accident'. Je marche, on m'envoie un pavé du quatrième étage - mais sans que l'enfant ait eu l'idée de provoquer la mort. Ils ne savent pas mesurer cette violence, donc bien sûr, ils peuvent tuer." Notre interlocuteur raconte avoir été provoqué à diverses reprises à l'extérieur du collège: "J'ai eu souvent l'occasion de traverser les cités et l'enfant venir me voir, me provoquer: 'ah, t'es plus dans le collège, maintenant je peux te taper dessus'. Et ma réponse est: 'vas y!' et ça ne va pas plus loin". Dans le collège, en revanche, il se sent relativement plus protégé. "Le personnel éducatif est entouré et protégé par cette grande maison, il y a un principal, des principaux adjoints, des CPE qui viennent nous soutenir s'il y a vraiment une altercation avec un gosse. Donc le gosse se dit 'il vaut mieux que je ne touche pas au surveillant, parce que je pourrais avoir des problèmes'... Il y a toujours une appréhension qu'on me tue, à l'intérieur ou à l'extérieur... Mais, bon, moi j'ai un bon rapport avec les jeunes..."

Même en dehors de tout débordement verbal ou physique, la violence apparaît au départ de façon latente dans le refus à obtempérer et c'est là qu'elle se révèle, dans son acception la plus générale, comme un phénomène d'interactivité. C'est la disparition des hiérarchies qui autrefois organisaient la relation entre adultes et jeunes, conférant aux premiers une autorité "naturelle"⁷⁴, et par là même la capacité à juger de l'acceptabilité des comportements, qui pose la négociation comme préalable d'une nouvelle régulation possible entre ces deux catégories d'acteurs. Lorsque l'adulte *oublie* ce préalable et glisse vers une attitude fondée sur le vieux principe de l'autorité naturelle, avec l'injonction à obéir qui en dérive, il est souvent confronté au refus d'obtempérer. La violence apparaît alors latente, dans l'équivalence de l'interaction de deux catégories d'acteurs à la légitimité en réalité inégale.

Un incident au CDI illustre notre propos. Des élèves s'y installent un jour, et les responsables s'aperçoivent qu'ils ont une attitude inadéquate. Ils bavardent, ils mettent les pieds sur la table.

L'enseignante : "Je ne les connaissais pas trop. Ils sont venus un soir à quatre heures et demie. On lisait avec ma collègue. Ils sont

⁷⁴ En réalité, cette réalité n'a jamais été naturelle, mais sociale. Cf. Durkheim, op. cit.

arrivés, ils se sont installés. Ma collègue leur a demandé pourquoi ils venaient au CDI, parce que vraisemblablement ils n'avaient pas besoin de documents et ils ne lisaient pas. Ils nous ont dit - ma collègue l'a ressenti comme ça, moi c'était pareil, comme quoi on les emmerdait, je ne sais plus les termes qu'ils ont employés. Ma collègue leur a demandé de sortir, elle est allée chercher le conseiller. Pendant ce temps là, je me suis dit: 'bon, peut-être qu'on peut essayer de leur dire...' - j'ai essayé avec diplomatie de leur dire que ce n'était pas très sympa comme attitude. Soit ils venaient là et ils essayaient de respecter le règlement... Ils ne m'ont pas écoutée, ils ne sont pas sortis, ils n'ont pas enlevé les pieds de la table..."

Le chercheur : "Je voudrais bien comprendre la scène. Ils arrivent, ils s'installent et ils ne s'adressent pas à vous, alors qu'ils auraient dû le faire..."

L'enseignante : "Non, à l'époque on ne leur demandait pas de s'inscrire. Donc, ils s'installent comme chaque élève le fait; et c'est au bout d'un certain temps qu'on se rend compte qu'ils ne sortent rien - donc, c'est là qu'on a commencé à voir qu'il y avait un problème. Ma collègue les connaissait, en plus, parce que c'était des élèves perturbateurs, donc c'est là où on a commencé à intervenir pour leur demander de justifier." *Le chercheur*: "C'est au moment où vous êtes intervenues qu'il y a eu cette histoire de pieds sur la table?" *L'enseignante*: "Non, non, c'est avant. Il y en a un qui s'est reculé comme ça, sur sa chaise et qui a mis les pieds, pendant qu'on lui demandait ce qu'il venait faire là."

Le chercheur (soulignant le mot) : "pendant ... Donc, c'est au moment que vous êtes intervenues, qu'en réaction..."

L'enseignante : "Non, c'est avant... Attendez, c'est vrai que c'est au mois de septembre et que c'est déjà loin... Non, je crois qu'ils sont arrivés et qu'ils ne faisaient rien, à vrai dire, et c'est au moment où on est intervenu qu'il y a eu ces pieds. Et j'ai pensé après que c'était peut être quelque chose qui tenait à notre manière d'intervention. Peut être que si on n'était pas intervenu, ils seraient restés là à discuter. Et je me suis dit que peut-être dans notre attitude on provoque la violence, ou une réaction - mais que faire? Parce que nous, quelque part, on se sent agressé, quand on vient dans le CDI comme ça et il y a un non-respect de notre règlement. C'est vrai qu'on se dit que ça va pas. On sent qu'il faut agir."

Le chercheur : "Donc, vous avez senti qu'ils échappaient aux fonctions du lieu..."

L'enseignante : "Et eux, peut être qu'ils se sont sentis agressés aussi, ou énervés aussi - et c'est vrai qu'il y a eu les pieds au moment où on était en train de parler. C'est vrai."

Le refus d'obtempérer prend donc la forme d'une interaction où l'élève brise la relation hiérarchique comme allant de soi. Il y a engagement impromptu dans un conflit, avec néanmoins mobilisation d'un sens implicite pour chacune des parties. Le fait que deux

élèves bavardent tranquillement dans le CDI aurait pu avoir une interprétation positive par les responsables et en accord avec les fonctions du lieu - ils auraient pu, par exemple, être en train de préparer un travail de cours. Mais l'une des responsables les connaissait - "c'était des élèves perturbateurs" - et qui par conséquent devraient être a priori en situation d'infraction. Ils l'étaient d'ailleurs réellement, mais le problème venait surtout du fait qu'ils n'ont pas fait semblant de travailler. Etant des élèves "perturbateurs", ils s'assumaient a priori en tant que tels, et ont même, lorsqu'ils ont été approchés par l'adulte, radicalisé leur attitude, en mettant les pieds sur la table.

L'ambiguïté du récit et sa rectification progressive, au fur et à mesure que notre interlocutrice y a été poussée par le chercheur, vient de ce que l'adulte n'est pas sûr de la légitimité de son intervention. Il n'y a pas d'infraction a priori dans le fait que deux élèves bavardent tranquillement dans le CDI, sans gêner les autres - pourvu qu'ils y soient pour des motifs de travail. Mais comment en juger sans des préalables de catégorisation? D'un autre côté, c'est l'incertitude sur la légitimité de l'intervention qui définit la structure du récit. Pour qu'il y ait eu intervention légitime, il faut que l'infraction ne fasse pas doute - d'où l'évocation des pieds sur la table comme ayant caractérisé l'infraction dès le départ ; car, dans le cas contraire, c'est l'adulte qui pourrait être mis en cause pour avoir empiété sur la liberté de l'élève. Dès lors, c'est la faible légitimité de l'emprise de l'adulte sur le lieu dont il est responsable, ou la nature relative de cette emprise - relativité qu'il est souvent prêt, lui-même, à reconnaître - qui définit la situation de violence. Cette légitimité affaiblie correspond, plus généralement, à la déstabilisation des relations hiérarchiques entre adultes et jeunes, à laquelle nous nous sommes déjà référés.

Ceci pose un problème auquel nous devons revenir par la suite sans doute plus longuement, mais qu'il faut d'ores et déjà indiquer. La plupart des situations de violence que nous avons jusqu'ici évoquées se construisent en termes d'interactivité - c'est-à-dire, dans un contexte où le sens préalable qui fonde non seulement le statut réciproque des acteurs, mais aussi les interdits dont ils devraient être porteurs, se retrouve affaibli. C'est ce qui explique la démesure de la violence, ou l'absence d'*économie de la violence* dont font état nombreux observateurs de la violence à l'école. Dans ces conditions, il est vrai que l'échelle de la violence *peut* au moins théoriquement aller, sans transition, du refus d'obtempérer jusqu'au meurtre, comme le signalait ci-dessus l'un des surveillants que nous avons interviewé - "sans que l'enfant ait eu l'idée de provoquer la mort". Plus généralement, l'interactivité porte l'angoisse d'un déficit de sens et traîne une représentation latente de la mort, comme risque imminent. Il ne s'agit pas ici de la mort intentionnellement donnée. La représentation découle d'une inscription permanente de l'individu dans des rapports de force, non définis préalablement par des cadres de sens, et, par conséquent, dépourvus d'une définition des limites à l'intérieur desquelles ces rapports de force peuvent légitimement se déployer. L'ombre de la mort n'est pas liée à une logique instrumentale - on ne tue pas pour voler. Elle découle d'un vide de sens.

3 - L'ELEVE ET LE RISQUE

Un thème a émergé, dès nos premiers entretiens avec les élèves : l'idée que la violence était partout. Omniprésente au collège, autant qu'à l'extérieur, elle constituait une catégorie générale de leur expérience et de leur rapport au monde. Elle prenait, disaient-ils,

deux formes principales: les insultes et les bagarres; mais s'exprimait assez souvent aussi à travers des dégradations matérielles, reconnues comme des faits de violence. Surtout, cette perception était assortie d'une forte demande d'ordre, et de l'idée que l'adulte y apporte une réponse très insuffisante. Parmi les élèves des classes de troisième, nous avons néanmoins recueilli le sentiment d'une nette amélioration de cette situation, par rapport aux années précédentes, amélioration généralement attribuée aux nouvelles fonctions régulatrices exercées par la Vie scolaire.

Les élèves établissent une coupure moins nette que les adultes entre la violence au collège et la violence dans le quartier. Leur capacité de relativisation et de prise de distance à l'égard de la violence semble aussi moindre. La violence est pour eux un phénomène beaucoup plus indéterminé. La violence, dit Marianne, "on pourra jamais changer. Elle est là, elle pourra jamais partir. Peut être que ça va augmenter, on sait jamais... On arrivera jamais à retirer la violence du collège ou de la rue, on vit avec. Ce serait bien, si on pouvait s'expliquer sans se battre. Quoique des fois il y a des problèmes où on se parle et ça se règle. Mais la violence, on ne pourra jamais la retirer. Déjà, quand il y a un problème, il y a tout de suite la bombe lacrymogène, les petits couteaux... Il y en a même certains qui ont réussi à avoir des pistolets, ou des fusils à pompe aussi" - (à l'extérieur du collège, précise-t-elle). "Je ne me pose même pas la question de savoir comment on peut supprimer la violence, parce que je suis sûre qu'on n'y arrivera pas." La naturalisation de la violence comme catégorie générale organisatrice du rapport des élèves au monde permet de parler d'une véritable culture de la violence, qui se déploie à l'intérieur de l'univers scolaire.

La violence est partout

Peu nombreux sont ceux qui ont refusé cette idée, largement partagée, que la violence est partout. Ceux qui l'ont fait, quatre seulement (sur vingt-quatre interviewés), appartenaient à des classes de troisième. Ils ressentaient la nécessité de relativiser une formule perçue comme excessive, dans son indétermination justement, même si, d'un point de vue objectif, eux-mêmes n'échappaient que rarement à la violence. Puis, surtout, dans le cadre de cette étude, la capacité des élèves à relativiser la violence est apparue très minoritaire.

Que disent les autres? Dans le groupe des sixième, il revient à Nathalie, 12 ans, la paternité de la phrase, par la suite reprise par l'ensemble du groupe: "Il y en a partout de la violence. Tout le monde se bat, tout le monde se dispute, tout le monde..." Pour Julien, 11 ans, "partout", c'est "dans les collèges", mais "dans les écoles aussi. Avant, dans le primaire où j'étais, c'était les plus grands qui commençaient, les petits venaient et c'était les petits après qui prenaient tout." Il pense que, par rapport au collège, le changement n'a pas été si grand. En primaire aussi, il y avait de la violence: cependant, "il y en avait moins en primaire que maintenant". Julien évoque la logique auto-reproductrice d'une culture de la violence: "Les endroits où il y a des élèves qui sont méchants, qui font plein de bagarres et tout - quand il y en a des comme ça, puis les autres se laissent couler, ils font pareil qu'eux, c'est là que ça dégénère".

Chez les élèves de troisième, plus encore que chez leurs camarades plus jeunes, l'horizon contenu dans ce "partout" n'est pas très large: il va du collège vers la ville, ou inversement, et s'exprime par la figure omniprésente des insultes et des bagarres.

Amandine, 11 ans, élargit un peu cette définition: "C'est vrai qu'il y a beaucoup de violence, dans les collèges, dans les rues, surtout dans les magasins - il y en a qui volent..." "Il y a beaucoup de vols, comme le tabac à côté de chez moi, il a été cambriolé, ils ont pris beaucoup de cigarettes, des trucs comme ça..." "Il y a aussi le petit magasin d'alimentation et les banques..." Pour Yacine, 15 ans, "partout" veut dire "dans les cités et tout, pas qu'au collège. Ici, dans les environs, quoi... dans la ville, vers Paris, aussi... Ouais, il y en a partout..." Christelle, 11 ans, élargit encore plus cet espace de référence: "Il n'y en a pas qu'en France... Dans tous les pays. En plus, dans d'autres pays il y a la guerre, dans d'autres il y a de la violence... Même s'il n'y a pas la guerre, il y a la violence partout." "La violence, c'est quand on traite les gens, qu'on dit des paroles pas agréables, quand on veut taper les gens... quand on les traite comme des esclaves..." "Il y a des enfants, ils disent 'va chercher mon cartable', 'va chercher ci', 'va chercher ça'... Ma voisine, elle a un frère, elle lui dit tout le temps 'va me chercher un gâteau, va me chercher ci, va me chercher ça.' Et puis, le frère, il le fait... parce que des fois elle lui met des claques." "Je regarde les informations, des fois, et puis je lis le journal avec mon père, et puis il y a beaucoup de viols, d'assassinats etc. On ne peut pas vivre avec, mais on ne peut pas, non plus, ne pas vivre avec. En fait, il y a trop de violence."

Quelques élèves évoquent la télévision et les films comme mécanismes inducteurs de la violence. Pierre, 16 ans, pense qu'on voit de la violence dans les films, ce qui peut inciter les gens à faire la même chose. Christelle et Dominique, 12 ans, partagent ce point de vue. "Je vois beaucoup frapper, droguer, soûler, tout ça... dans des films surtout..." "Il y a des copains à moi, ils se bagarrent beaucoup. Je fais 'pourquoi tu te bagarres?', il dit 'je fais comme dans les films'." D'autres enfin, très rares, pensent à la crise sociale, pour expliquer la violence. Ana, 14 ans: "En ce moment, on est dans une période pas si facile que ça. Il y a le chômage, plein de choses. Cette ville est beaucoup touchée par le chômage. Il y a des problèmes d'argent, il y a plein de choses qui s'ensuivent et puis j'sais pas... la violence c'est peut-être pour se défouler..." Un petit, Pierre, onze ans, rappelle les émeutes. "Un Arabe a tué un Chinois, qui aimait une Arabe. Non, c'est le Chinois, il a tué l'Arabe qui aimait l'Arabe. Après, les Arabes se sont tous mis ensemble et ils étaient en train de casser tout... voitures, camions, tout. Ils regardaient pas si c'était à eux ou pas. Du moment qu'ils cassent... Parce qu'il paraît, ce garçon, il a pas mérité qu'on le tue... Et puis après la police est venue, TF1, tout ça. Tout était retourné: les camions de C.R.S., TF1, tout." "J'étais chez moi, en train de les regarder. A la télé ils disaient que les policiers c'étaient les cow-boys et les indiens c'étaient les Arabes. Alors pour moi et ma soeur, c'était marrant. Avec ma soeur on disait: 'oh, les cow-boys ont gagné'. C'est à cause d'elle que je fais, parce qu'elle adore rigoler. Elle est plutôt embêtante, c'est vrai, mais pour la rigolade... on peut dire que c'est la première".

On voit déjà à l'oeuvre dans ces récits les deux ordres d'éléments qui sous-tendent la structuration d'une culture de la violence: tout d'abord, le sentiment d'une omniprésence des faits de violence, qui est inhérent à la manière par laquelle les élèves construisent l'idée que *la violence est partout*. La définition *partout* concerne moins les frontières spatiales à l'intérieur desquelles la pertinence de la notion s'établit, que l'indétermination de la violence, qui émerge comme un phénomène insaisissable. Non seulement il n'y a pas de limites spatiales, mais il n'y a pas non plus de hiérarchie possible, comme dans le récit de Christelle, où la guerre se place au même niveau que les enfants qui traitent d'autres enfants comme des esclaves. En second lieu, cette indétermination même fait apparaître la violence comme étant à la fois de l'ordre de la réalité et de la fantaisie, ce qui permet de la

reconstruire, comme dans le récit de Pierre, ci-dessus évoqué, comme un jeu. Nous verrons par la suite que cette possibilité de reconstruire la violence comme un jeu est cruciale dans une logique reproductive du phénomène.

Les insultes

Tout le monde s'insulte - y compris ceux qui se perçoivent eux mêmes comme étant aux antipodes de la violence, et qui sont perçus en tant que tels. Tous ont déjà insulté, tous ont déjà été insultés. "Les insultes, pratiquement dans le collège c'est devenu courant. C'est comme si c'était normal, quoi. A force d'écouter, sans s'en apercevoir, nous aussi on commence à dire de gros mots. Moi, même quand je rentre chez moi, je m'en aperçois pas, mais j'suis vulgaire - ça vient tout seul". "J'ai insulté plein de fois. Même chez moi, quand j'arrive très nerveux et puis quand ma soeur, elle m'énervé, là j'oublie que c'est ma soeur et je lui dis ce qui se passe à la rue". "Je pense pas quand j'insulte, mais j'insulte quand même".

Cependant, les insultes ont des significations très diverses. Elles peuvent être un préalable à la bagarre. "Un prof, il est en train de faire un cours. Il dit quelque chose. Il y a un autre élève, il dit quelque chose. Alors, l'autre il n'est pas d'accord avec lui, il l'insulte. Et l'autre élève, il rend l'insulte, ils se ré-insultent, et après, ils sortent du cours et des fois ils se battent, des fois ils se battent pas." "Disons que j'avais m'engueuler pour un rien du tout... juste... de petites choses... j'sais pas quelque chose qui va m'énervé, j'avais me vexer... exemple: j'avais la critiquer, ça n'arrive pas souvent, mais elle va s'énervé, elle va m'dire 'de quoi tu te mêles', alors ça va m'énervé, on va s'engueuler, on va s'engueuler, y en a une qui va s'énervé et qui pousse l'autre et on va se battre... Et ça vient tout le temps comme ça. C'est pour ça qu'il y a tout le temps des bagarres, des disputes..." Mais les insultes permettraient aussi d'éviter la bagarre. "C'est mieux d'insulter que de se bagarrer... des fois, on est énervé et on veut insulter... J'sais pas. Il veut se bagarrer, puis pour pas se bagarrer, on l'insulte."

Les insultes permettent de construire une image de soi. "Plus du côté des petits, pour se faire respecter devant leurs copains." "Pour l'honneur aussi, des fois. Avant quand j'étais plus petit, j'étais au collège, j'étais avec des copains, et pour la moindre chose on insultait les gens. Juste pour faire bien devant les copains. Pour pas se retrouver après genre 't'es un bouffon, il t'a dit ça et t'as rien fait'." Cela permet par ailleurs de redresser la barre, lorsque l'image de soi est déstabilisée. "La violence c'est plutôt pour l'honneur. Les gens s'insultent et se battent pour ça, pour pas perdre la face." "Quand j'insulte, c'est que vraiment on m'a blessée, qu'on m'a vexée... Alors, j'insulte. Je ne sais pas comment me défendre... Alors, si je sais qu'il est pas de ma taille, j'insulte. S'il est trop petit, j'insulte. S'il est de ma taille, j'attaque." On y a encore recours, lorsqu'il s'agit de définir une situation en termes de rapports de force. "Quand on était plus petit, quand on poussait un grand, ben, on se faisait insulter... on nous remettait en place avec les insultes... 'fais gaffe' et puis un petit gros mot pour se faire respecter, pour se faire comprendre..."

On insulte, enfin, *pour rigoler*. La rigolade, nous y reviendrons, est une catégorie centrale de l'expérience enfantine et adolescente et elle est très fortement intégrée à la vie du collège. Elle exprime complicité et partage. C'est en ce sens qu'elle redéfinit entièrement la signification de l'insulte, qui ne s'inscrit plus, ici, dans la définition d'une situation en termes de rapports de force, mais plutôt en termes d'appartenance à une culture qui exclut

l'adulte.⁷⁵ L'insulte "pour rigoler" est un outil de confirmation et de légitimation de la culture de la violence qui se déploie à l'intérieur du monde des élèves. Elle "positive" cette culture, en lui conférant une dimension ambiguë de non-violence et de jeu. Cependant, elle n'exclut pas les dérapages et les passages à l'acte. Ces dérapages sont un signe de la faiblesse et du déficit de structuration de la violence verbale qu'on observe dans les collèges français. Tout porte à croire à une structuration insuffisante, dans la mesure où on ne dispose pas de signes distinctifs très clairs, susceptibles de fonder le partage entre l'insulte rituelle (*pour rigoler*) et l'insulte personnelle. Le partage dépend presque exclusivement de l'interprétation des individus en interaction.⁷⁶ Lorsque l'interprétation est faussée - soit parce que c'est "des petits, ils comprennent pas encore", soit parce que celui qui est en face prend mal le fait de se faire insulter ("il veut pas qu'on traite sa mère"), le passage à la violence physique est quasiment inévitable.⁷⁷

Il est vrai que la frontière entre l'insulte rituelle et l'insulte personnelle est en partie fonction du contenu des insultes. Injurier un mort peut être difficilement interprété comme une forme d'insulte rituelle. Il en est ainsi également des injures religieuses, ou en rapport avec l'origine du sujet insulté. Les élèves, qui souvent se plaignent du racisme ambiant, reprennent très souvent des propos racistes dans la construction de leurs rapports réciproques. "Moi, j'suis chrétien, il m'a dit sale chrétien".⁷⁸ "Ma soeur, quand elle était en troisième, il y avait des garçons de sa classe qui n'arrêtaient pas de traiter les Tunisiens - parce que je suis d'origine tunisienne, qui disaient 'ouais, les Tunisiens, ils mangent du chien'... Ma soeur, elle n'a pas aimé ça..." Néanmoins, "sale race" ou "nique ta race" sont des expressions qui peuvent dans certains cas être comprises dans la perspective de l'insulte rituelle. De même que des graffitis où on peut lire "les nègres marron" ou "les nègres boss" s'inscriraient dans la logique d'une affirmation identitaire à support racial.

L'insulte peut être aussi personnelle et atteindre directement le sujet insulté, en évoquant un handicap quelconque dont il serait porteur. "Par exemple: je dis 'prête-moi un

⁷⁵ Les chercheurs demandent à Nathalie ce qu'elle dit lorsqu'elle veut insulter un camarade. "Ferme ta bouche - mais un autre mot, etc." Nous insistons: "C'est quoi etc.?" Elle résiste: "J'aime pas le dire devant les adultes..." Beaucoup d'enfants ont hésité à reproduire devant nous les mots qu'ils emploient pour insulter. Des adultes nous ont par ailleurs signalé l'étonnement et le changement de comportement des élèves, lorsque des adultes emploient le même langage qu'eux.

⁷⁶ Dans son étude sur les interactions verbales des jeunes issus de ghettos américains, William Labov (1978) fait état d'une structuration extrêmement complexe et raffinée de l'insulte rituelle et d'un virtuosisme des échanges, qui n'est pas sans rapports avec le rap. Comme dans le rap, l'échange verbal reprend des éléments de l'expérience vécue dans les milieux populaires, en en grossissant les traits jusqu'à la caricature - grossissement qui constitue le signe permettant de reconnaître la nature rituelle de l'insulte. L'insulte personnelle au contraire n'est pas caricaturale, mais se rapproche d'une situation réelle. Autrement dit, les *actes de parole*, si on veut employer la notion même formulée par Labov, s'inscrivent dans des rapports sociaux, qui sont autant des rapports de force et s'organisent en tant que tels. L'idée d'*insulte rituelle* vise à inscrire ces rapports de force dans une sorte de civilité inversée, où les paroles disent le contraire de ce qu'elles veulent dire, où la distance au signe est particulièrement accentuée, accentuée de façon caricaturale - et où c'est l'idée de *jeu* qui empêche les pairs de sombrer dans un conflit autodestructeur. En déplaçant l'insulte vers le terrain du *jeu*, les interlocuteurs établissent une distance à leurs statuts respectifs et réels et s'inscrivent en terrain neutre où leur virtuosité peut être exercée et légitimée. Dans les collèges français, où la violence verbale apparaît aujourd'hui comme un phénomène généralisé, on est très loin de cette structuration de la violence rituelle décrite par Labov.

⁷⁷ Labov (op. cit.) mentionne au contraire des cas où le dérapage est évité justement à l'aide d'une insulte perçue sans équivoque comme rituelle.

⁷⁸ Nous avons appris par hasard, par la suite, que l'élève qui a donné cet exemple était juif et, selon notre informateur, il vivait mal sa judéité.

stylo', il répond 'dégage', je dis 'pourquoi tu me dis dégage, dégage toi', il me dit 'gros porc' (l'élève en question est très gros), je dis 'dégage sale con'... il s'amuse avec moi..." Toutefois, le contenu le plus banal et le plus fréquent des insultes est familial. "Tout le monde s'en prend aux mères. Ma copine, je lui avais dit des choses désagréables sur sa mère, alors l'autre, elle est venue, elle a dit 'votre mère, elle vous porte neuf mois dans le ventre, vous croyez que c'est la fête...' " "Avant, c'était très rare quand j'entendais quelque chose sur les mères: 'ta mère, la ci', ta mère la ça'. C'était rare. Moi, j'entendais ça une fois par semaine, le plus régulier c'était ça. Quand j'étais en primaire. Mais là, même quand c'est une copine..." Qu'est-ce qu'on dit exactement sur les mères? " 'Ta mère, la junkie'; 'ta mère, la babouin' - il y a plein de trucs comme ça. Des fois c'est 'ton père', mais c'est rare."

Cet aspect massif de l'insulte familiale explique peut-être le fait que, justement, la frontière entre l'insulte rituelle et l'insulte personnelle y apparaît des plus imprécises. "Moi, je sais quand ça dérape, c'est quand ça touche ma famille... Ma mère, elle les dérange pas, ils la connaissent pas... Y en a qui s'en fichent, moi j'aime pas..." On peut avoir une réaction opposée: "elle est ma copine et elle me dit 'nique ta mère' ". Marianne s'est battu une fois dans le collège."C'était en permanence. Il y avait un garçon que je connaissais, j'avais un contrôle l'heure d'après, j'étais en train d'apprendre et puis il n'arrêtait pas de m'embêter. Je lui ai dit une fois d'arrêter, et puis la deuxième fois ; et puis il a commencé à parler sur moi, comme on dit 'à gazer', quoi. Il y avait d'autres gens et lui il essayait de faire l'intéressant, de faire rire les gens. J'ai laissé tomber. Le moment d'après, il a commencé à parler sur ma grande soeur et sur ma mère, là ça m'a énervée. Il disait que ma mère c'était une conne et ça, j'aime pas. Je me suis levée et j'ai commencé à le frapper... Et après, il y avait un surveillant qui était là, il a essayé de nous séparer. Il a appelé d'autres surveillants, ils ont pas réussi encore à nous séparer. Et après, quand j'ai voulu arrêter de le frapper, j'étais convoquée..." Marianne explique bien que, tant que c'était juste elle-même qui était en cause, elle a laissé faire; mais tout le monde veut qu'on respecte les parents. Elle veut qu'on respecte ses parents. Quand on rigole avec des copines et des copains, il arrive qu'on lui dise 'ta mère' : "ça, c'est pas pareil..." Dans l'exemple cité, on pouvait sentir que ce n'était pas pour rigoler, mais de la provocation sérieuse. Et là elle est partie au quart de tour: "Je lui ai donné une correction".

La bagarre

La bagarre, nous l'avons vu, peut être précédée d'une insulte, faisant fonction de provocation. "Il a commencé à me traiter, de loin. Après je lui dis 'viens me le dire en face'. Après, lui il me dit 'on verra ça à midi et demi'. Je l'ai attrapé juste à côté de la grille. Parce qu'il parlait, il parlait, il avait que de la parlote, moi j'ai pas aimé ça. Après, je suis allé le voir, on est parti là-bas dans le terrain, et on s'est battu et j'ai gagné." Mais même l'insulte faisant fonction de provocation ne mène pas toujours jusqu'à la bagarre. Sylvie nous raconte qu'en bousculant une autre fille à la sortie du collège, elle s'est entendu dire "oh, elle ne peut pas faire attention?" "Elle l'a dit à sa copine, et puis alors là je lui ai dit 'si tu as quelque chose à dire, tu me le dis en face', donc on s'est un petit peu disputées et puis c'est tout... Dans la dispute ç'a un petit peu déraillé et on s'est dit des gros mots."

Nous pressons Sylvie de nous raconter l'incident avec plus de détails. "Elle m'a dit 'j'ai rien à dire, t'as qu'à faire un petit peu attention'. J'ai dit, bah 'déjà, parle-moi sur un autre ton et puis...' Elle s'est pas trop laissé faire, elle m'en a dit aussi et... ç'a pas été plus loin." Elle pense, pourtant, que cela aurait pu dérapier et aller plus loin: "Oui, parce qu'il y a

certaines personnes qui prennent une insulte sérieusement..." Ce qui l'avait énervée dans cette affaire: "au lieu de me le dire, j'avais l'impression qu'elle l'avait dit à sa copine, mais elle l'avait dit assez fort pour que je l'entende quand même..."⁷⁹ La presque bagarre peut être enfin un outil conscient de pression pour éviter la bagarre. "Je ne me bats plus. Je me lève et je lui dis 'reste tranquille, je rigole pas avec toi', et tout. Voilà. Petit coup de pression, après je fais 'c'est bon, arrête'." Le passage à l'acte dépend donc en partie des dispositions subjectives des sujets concernés. Certains l'évitent: "J'aime pas trop me battre. Des fois ça s'évite pas." D'autres y vont plutôt de bon coeur. "Moi, j'aime me bagarrer, depuis que je suis petit. J'aime trop les films de bagarres, puis ça devient intéressant, puis j'adore ça."

Dès lors, comme les insultes, les bagarres peuvent aussi s'inscrire dans une logique rituelle. De l'ordre d'un jeu collectif, la bagarre fixe, en tout cas pour ceux qui attaquent, sinon pour ceux qui sont attaqués, la logique d'appartenance à un groupe. "L'année dernière j'étais au LEP (parce que j'étais dans un collège, ils m'ont renvoyée), on s'amusait à attraper des petits et des fois ça se terminait en bagarre. C'était en bande, avec d'autres filles... Mais c'était comme ça, pour s'amuser..." Marianne explique qu'il lui est déjà arrivé, avec un groupe de copines, que quelqu'un dans le groupe dise: " 'On va buter celle-là' - j'y vais.. . Des fois, je dis 'non, elle nous a rien fait', des fois j'y vais." Il s'agit d'un jeu: "Je dirais ça, tout le monde dirait ça - à part des cas. En général, ça ne va pas jusqu'à frapper la personne; ça ne m'est jamais arrivé d'être en groupe et de descendre à dix sur la même personne." D'un autre côté, suivant encore une fois la même logique des insultes, le jeu peut déraiser, lorsqu'il suscite une agressivité non maîtrisée. "Par exemple, il y a deux personnes qui s'amusent. C'est des copains et au bout d'un moment il y en a un qui frappe plus fort que l'autre. Et puis, l'autre il s'énervé et là, la bagarre elle commence."

Il peut arriver que le sujet provoqué refuse la bagarre, en résistant à l'insulte, mais qu'il soit néanmoins poussé à bout. "Y en avait un qui n'arrêtait pas de m'embêter et de me dire des insultes. Après je lui ai dit 't'arrête et tout, j'ai pas envie de me battre avec toi', après j'ai fini comme ça, après il a continué, après il m'a donné un coup de pied dans le dos, il dit 'maintenant t'es énervé, tu vas te battre', je dis 'non, j'suis pas encore énervé'. Après, il m'a donné un coup de poing, c'est là que je me suis énervé. La prof, elle est sortie voir si les autres ils arrivaient, alors d'abord il me donne un coup de pied dans la jambe, après un coup de poing là, et après je lui donne un gros coup de pied dans le ventre. Après, tout le monde est arrivé pour nous séparer... Je sais pas pourquoi il m'a dit ça, il me disait 'délégué de mes fesses', 'délégué de mes couilles'. Je l'ignorais. Mais après, c'est quand il m'a donné coup de pied, coup de poing que..." Il peut arriver aussi qu'on reporte la bagarre à un moment ultérieur, si le rapport de forces apparaît défavorable. "Avant, j'avais des plâtres et il a commencé à me traiter, enfin il traitait ma famille. Après, j'ai enlevé mes plâtres et j'suis revenu au collège. Il a dit 't'as plus tes plâtres', après il m'avait traité et tout. Après j'ai commencé à m'énervé et je l'ai tapé."

⁷⁹ Goffman (1973) note que, dans une interaction à trois, la position de la personne dont on parle comme si elle n'était pas présente est souvent une position subalterne (comme c'est le cas des employés de maison). Mais au-delà de cette remarque qui s'inscrit dans le droit chemin de la réaction de Sylvie, il faut observer que lorsqu'on baigne dans une culture de la violence, on fait appel au répertoire même lorsque subjectivement on n'est pas véritablement porté vers la violence, ce qui est le cas de l'élève en question ; d'un autre côté, on semble en déficit de catégories susceptibles de limiter la violence. Par exemple, Sylvie n'a pas dit automatiquement 'je m'excuse', après avoir bousculé sa camarade.

Sans y prendre garde, on peut prendre des coups si on se retrouve au milieu d'une bagarre. "Il y avait une bagarre, j'sais plus, devant les toilettes, on m'a bousculé. J'ai rien dit parce qu'il m'a bousculé, peut-être qu'il m'a vu, peut-être qu'il m'a pas vu..." "Il m'a poussé, j'ai fait tomber le cartable à quelqu'un d'autre, je me suis excusé..." "Parfois il y a de grandes bagarres, des fois ils s'attaquent aux autres. Les petites, j'ai pas peur... Je devais rentrer au collège, l'après-midi, et là il y avait une grande bagarre. Je suis rentré vite fait, et là, je regardais par le grillage, il y en a, il commence à venir au collège et il se fait taper... il avait un coquard." "Quand c'est de grandes bagarres, que c'est loin de moi, j'ai pas peur. Quand ils sont à côté de moi..."

Les bousculades prêtent à confusion. "Ils se bousculent sans faire exprès, ils disent 'tu l'as fait exprès pour me provoquer'. Il y en a qui font exprès, des fois ils passent à côté de toi, ils donnent un coup de pied, ils disent 'excuse-moi, j'ai pas fait exprès'. Y en a qui font ça." "C'était un garçon, sans faire exprès il bouscule ma table, je l'ai pas cru et c'est là que je me suis bagarré... Parce qu'après, j'étais en train d'écrire, il bouscule ma table, c'est un autre qui l'avait poussé, il bouscule ma table, après j'ai fait une rature, une grande... c'était sur un contrôle... après, là, je me suis énervé..." La situation même de bousculade peut induire à frapper, sans motif. "C'était une grosse bousculade à la passerelle. Tout le monde se poussait... ma copine me tenait ma capuche et mon blouson et tout, et puis tout le monde poussait, moi j'en avais marre... j'ai pris celle qui était à côté de moi et puis je l'ai tapée, je lui ai donné plein de coups de pieds... puis l'autre elle s'est mise à pleurer... Je lui ai dit 'oh, excuse-moi, je croyais que c'était quelqu'un d'autre et tout...' , après elle m'a fait 'ouais, tu m'as fait mal au dos et tout ça', parce que ça m'a trop énervée... pourtant chez moi j'ai des petites balles comme de la pâte à modeler et puis je dois me stresser dessus..."

Contrairement à ce qu'on dit souvent, les filles n'échappent pas à la violence physique. "C'était vraiment une histoire bête. Une fille dans ma classe qui était tout le temps en train de m'envoyer balader, j'sais pas ce qu'elle avait contre moi. A un moment, je me suis énervée, je lui ai dit qu'elle allait se calmer parce que j'allais pas laisser ça continuer. Elle me traitait de tous les noms, si on veut. Après je me suis énervée et je suis allée la frapper dans le collège. Elle m'a fait 'si t'es pas contente, on ira dehors. Je l'ai attendue dehors et on s'est battu. Le problème c'est que moi, j'ai rien eu, mais après, quand je me suis aperçue qu'elle avait plein de griffes, elle en a jusqu'à maintenant, je savais que j'allais être collée..." Ces incidents s'expliquent selon les sujets engagés comme "des histoires de filles". "Déjà, quand il y a un groupe de filles, c'est obligé qu'il y a des histoires... tout le temps... parce qu'il y a tout le temps des jalouses, il y a toujours quelque chose... Comme moi, j'aime bien toutes mes copines, mais j'étais souvent avec l'une, avec l'autre, comme ça, ça crée de la jalousie. Disons que j'étais avec l'une, mais l'autre va venir avec moi - j'sais pas, c'est rien que pour ça, on se demande pourquoi, on n'a rien de plus qu'elle et là, ça commence. Elle commence à vous parler de travers, ou soit elle vous envoie balader. Par exemple, je dis 'on va là-bas', elle me dit 'vas y toute seule'. Rien qu'une petite remarque comme ça, ça peut créer quelque chose... Au début, ça fait rien, mais à force... je sais pas, moi. J'peux pas me laisser faire, c'est pas possible."

Quoi qu'il en soit, les élèves confirment la perception largement partagée par les adultes que le public joue, dans la bagarre, un rôle crucial, en incitant à la violence ("ils ont dit 'c'est grave' "), si ce n'est en se joignant à la bagarre et en y prenant part directement. "En général, une bagarre, y a pas qu'une personne qui se jette sur l'autre. Ils sont plutôt une dizaine. Il y a un cercle, il y en a qui regardent, puis il y en a deux qui frappent, il y en a qui

se sont retrouvés à l'hôpital". Le risque de participation du public est grand, même s'il ne s'agit que d'un jeu. "Les autres croient que c'est pour de vrai et ils se réunissent. Par exemple, s'il y en a un qui met l'autre par terre, les autres, ils sont pour celui qui est debout et non pas pour celui qui est par terre. Alors, ils donnent des coups de pieds à celui qui est par terre... et c'est celui qui est par terre qui prend une heure de colle, l'autre non." "Il y en a pour qui c'est de la vraie, alors ils ramènent tout le collège."

Le racket

L'existence du racket dans le collège a été largement admise par les élèves que nous avons interviewés. Certains le nient, il est vrai, en affirmant que ceux qui le pratiquaient sont partis ailleurs. "Il y a deux ans il y avait du racket, mais maintenant ils sont tous partis en BEP ou en prison, alors il n'y en a plus. Cette année il y a encore de la racaille, mais la racaille de cette année est gentille." Ou alors qu'ils ne s'y intéressent plus. "C'est fini, le racket, ici au collège c'est fini. Avant, ouais, mais maintenant il y en a plus. Parce que maintenant ils en ont rien à faire, les autres, ils grandissent. Le racket et tout, ça sert à rien, maintenant ils se sont penchés sur un autre truc. Ils s'en foutent des petits, là, qui se font racketter comme ça." D'autres encore semblent trop vaguement au courant: ils ont entendu dire que..., ont l'impression que..., pensent que peut-être que... Mais il y a ceux qui ont été eux-mêmes rackettés ou qui connaissent des victimes parmi leurs proches.

Luca, 17 ans, pose le problème comme relevant de rapports de force. "Si un élève vient au collège avec un Walkman - déjà, c'est interdit, s'il vient avec un Walkman, ça veut dire qu'il va recevoir des menaces par les autres...ça dépend où il est placé... des fois, il est petit mais il a de grands frères; après, il y a les autres qui se défendent tout seuls... ça dépend... s'il y a un petit qui se ramène avec un Walkman..." Le meilleur exemple de la généralité de cette structure décrite par Luca est le racket de chewing gum, en fonction de la disproportion entre l'enjeu et les moyens employés. "On en a vu une ou deux fois. Trois grands, ils rackettaient un petit, ils demandaient du chewing gum, puis le petit il disait 'non, c'est pour mon copain, sinon j'en aurai plus' et puis ils ont sorti un couteau de poche et puis le petit, il a donné." "Il y a ça, oui, surtout aux sorties, quand les petits, ils veulent pas - quand, par exemple, ils ont des chewing gums, des sucettes, comme ça ; ou des couteaux, des gâteaux, des bonbons - eh ben, les plus grands ils viennent demander. Moi, j'ai un ami, il a des chewing gums, et à chaque fois il y a de très grands qui viennent lui prendre. Il le menace, il dit 'donne-moi tes chewing gums, sinon à la sortie tu vas voir, je vais pas citer son nom, et après il appelle ses copains pour qu'il en donne encore à ses copains.'"

Aussi les élèves plus jeunes semblent être des victimes de choix de cette forme de racket très banale, à plus value relativement faible. "C'était je me rappelle plus quel jour, le matin, l'autre jour il m'avait demandé trente francs, parce que je l'ai poussé et puis, moi je n'ai pas prévenu ni ma CPE ni ma mère, et je lui ai donné les trente francs, et après on n'a pas pu le retrouver. Il m'a dit 'si tu me donnes pas les trente francs... t'es mort !' " Elsa raconte que son petit frère, qui est en sixième, s'est fait racketter à l'intérieur du collège. "Il avait acheté un bonnet Timberland, et ça coûte pas 10 ou 15 francs, et il l'avait mis. Y a des grands qui sont venus, ils ont dit 'tu me le passes, sinon je vais t'attraper et te taper et tout ça... Mon frère n'a pas voulu, après ils l'ont pris de sa tête, ils l'ont tapé et ils sont partis avec.'"

Sous cette forme, le racket apparaît comme une modalité particulière de bizutage (Davidenkoff, 1993), version couches populaires. Et il semblerait être souvent vécu ainsi par de nombreuses victimes. Dès lors, le racketté ne refuserait pas toujours le racket, qui le fait s'inscrire comme le pôle faible dans un univers juvénile défini en termes de rapports de force. D'où son hésitation à se remettre à l'adulte⁸⁰, si souvent rapportée. Une amie d'Aminatou s'est fait racketter. "On était en sixième et des troisième lui demandaient qu'elle ramène des sous à chaque fois, et elle le faisait. Puis, elle a eu peur, elle l'a dit à ses parents et ça s'est réglé."

Des formes plus dures et plus instrumentales de racket ne semblent pourtant pas absentes. Géraldine connaît des racketteurs, filles et garçons, qui vont dans d'autres villes pour racketter. Elle explique que le tarif est à environ 50 F. "Vous allez pas raconter à mon CPE ?", nous demande-t-elle. Toutes les victimes ne se laissent pas faire. "Je sortais du collège, j'allais à la boulangerie acheter du pain et des bonbons. Puis, il me restait de l'argent. Je suis sorti, ils étaient en train de me regarder, ils m'ont demandé 'donne-moi dix francs, sinon je te tape'. J'ai pas répondu, j'ai continué à partir, puis ils ont continué à me taper dessus et j'suis parti dans la pharmacie, parce que je connaissais quelqu'un et j'suis allé lui dire, pour qu'ils arrêtent de me taper... Ils avaient des couteaux..." Marianne a subi une tentative de racket à l'extérieur du collège. "Ils ont essayé de me prendre mes moufles avec mon manteau, mais ils ont pas réussi à les prendre. C'était cette année. C'était la première fois, mais je ne me suis pas laissé faire." Elle connaissait de vue ses agresseurs. "Comme je connais assez de monde dans la ville, je les avais déjà vus." Ils lui ont dit qu'ils allaient la frapper, mais elle a répondu qu'elle ne leur laisserait pas ses affaires. "Ma mère travaille pour m'acheter mon manteau, mes moufles, mes baskets. Ils pourraient me frapper mais je lâche pas mes moufles. J'suis partie avec mes moufles." Finalement ses agresseurs ne l'ont pas frappée. "Toute façon, ils m'auraient frappé, je les aurais frappés aussi, j'allais pas me laisser faire." Elle a quand même reçu un coup. "J'aurais voulu, j'aurais sorti... j'sais pas, quelque chose, mais... non, j'ai préféré rien faire..."

Les armes

A côté du bureau de l'assistante sociale, une affiche, mettant en garde les élèves sur la nature délictueuse du port d'armes, témoigne de la banalisation au collège surtout des bombes lacrymogènes et des petits couteaux. Lorsque Marianne nous explique qu'elle aurait pu réagir autrement au racket dont elle a été victime, elle ne va pas jusqu'au bout de sa phrase: "j'aurais voulu, j'aurais sorti... j'sais pas, quelque chose..." Ce *quelque chose* dont il s'agit ici c'est, très probablement, une bombe lacrymogène, dont l'usage à des fins de défense personnelle est largement répandu. Les petits couteaux et les canifs sont aussi très fréquents et davantage gênants car ils peuvent provoquer des blessures graves. Certains élèves s'en inquiètent sincèrement. "Les armes, c'est toujours grave, ça peut toujours mal finir." Nathalie avoue en avoir peur. "J'ai peur aussi pour les autres. Normalement, je dois même pas parler, parce que ça m'est jamais arrivé. Puis, la violence et tout, taper les autres, ça fait mal, je vais appeler mon frère, ils vont se bagarrer, l'arme blanche et tout. J'sais pas, quelqu'un ramène une batte, un truc comme ça, un petit couteau, ça peut blesser quelqu'un. Les battes, ça se voit trop. Ils ramènent juste de petits canifs comme ça, puis on appuie et

⁸⁰ Cette hésitation semble en fait avoir un double fondement : d'un côté, la victime s'inscrit dans un lien d'appartenance au groupe des pairs ; d'un autre - et nous y reviendrons - la confiance en l'adulte, en tant que garant de la sécurité juvénile semble aujourd'hui fortement ébranlée.

ça sort vite fait le couteau. J'en ai vu un, il l'a fait, et il l'a vite rangé. Pour jouer avec ses copains. Sinon, ça se voit trop, le reste." Pour Christelle, la violence au collège c'est avant tout les armes : "couteaux de poche, pétards - encore pétards c'est pas méchant, mais ils les font claquer sur les mains des autres, c'est dangereux..." "Normalement, les enfants, ils ont les parents avec eux. Même s'ils ont pas les parents, ils ont un adulte auprès d'eux... et ils devraient pas laisser passer les armes et tout ça, quoi." "J'ai déjà vu trois couteaux de poche. Mon frère avait ramené son couteau de poche à un moment à l'école, alors ma mère elle a pas voulu, il a voulu ramener en cachette. Mais c'est pas bon. Il est assez grand, il est en quatrième. Mon père le lui a confisqué, là".

Dans presque un quart (23,5%) des faits de coups et blessures volontaires dans les établissements scolaires, à leurs abords, ou dans les transports scolaires, ayant entraîné, pendant l'année 1993, une ITT de plus d'huit jours, il y a eu recours à des armes: "29 avec armes à feu soit 3,8% ; 71 avec arme blanche, soit 9,2% ; 29 avec bombe lacrymogène, soit 3,7% ; 53 avec arme par destination, soit 6,8%." (Bureau d'Action Préventive, 1994) Si ces agressions ayant recours aux armes restent encore minoritaires, ces chiffres sont déjà significatifs et la possibilité d'une généralisation de l'usage d'armes blanches par des élèves relativement jeunes semble s'inscrire dans la logique même d'une culture juvénile largement définie en termes de rapports de force.

Sentiments face à la violence et engagement dans la violence

L'engagement dans la violence est largement commandé par les sentiments éprouvés par les élèves face à la violence, et notamment par la peur. Le sentiment d'insécurité semble dominer davantage leur expérience que celle des adultes. C'est autour de la peur que se dessinent les différentes logiques d'engagement et de prise de distance par rapport à la violence que nous allons maintenant examiner.

Avoir peur à l'entrée en sixième

Beaucoup d'élèves ont spontanément évoqué leur peur de la violence au moment d'entrer en sixième, le collège leur ayant été décrit par des proches, camarades ou membres de leur famille, comme le lieu de tous les dangers. Ceux qui n'ont pas éprouvé de sentiment de peur l'expliquent par le fait qu'ils connaissaient beaucoup de gens qui s'y trouvaient déjà. "Il faut voir si on a nos cousins et nos frères... Moi, je sais que j'avais mes cousins, j'avais ma grande soeur et que je connaissais tout le monde, donc j'avais pas peur." "J'avais mes cousins ici, c'est pour ça. Ils m'ont dit 'si t'as un problème, tu nous le dis.' "

Dans le groupe des élèves de sixième tous, sans exception, avaient eu vent, encore en primaire, de la dangerosité du collège. Dominique n'avait pas cru ce qu'on lui avait raconté. "Maintenant, je m'aperçois que c'est vrai". Un ami lui en avait parlé. "Dès qu'il est arrivé en sixième, il a vu que c'était la bagarre... Je l'ai pas vraiment cru, parce que quand je voyais qu'il sortait, il y avait pas beaucoup de bagarres. Puis, quand je suis rentré, il y avait beaucoup de bagarres à l'intérieur..." L'ami de Julien, qui l'avait précédé au collège lui en avait parlé également. "Il m'avait dit 'fais attention dans les couloirs, regarde bien...' Une fois, il était arrivé, c'était vers juin, juillet, il m'a dit qu'ils lui ont mis plein de pétards dans son cartable. Ils ont fait exploser des pétards dans son cartable. Après, il y en a, quelquefois, quand ils sont en classe, quand ça sonne, après, tu ranges tes affaires et ton

blouson, il y en a qui prennent ton cartable, ils vont en récré, ils brûlent les cahiers, un truc comme ça. Il y a une colline par là-bas, dans la récré, ils lui sont tombés dessus, là-bas, dans la colline..." "Au début, j'avais peur, très peur quand j'suis arrivé, mais après je me suis habitué un petit peu."

Le témoignage de Christelle est du même ordre. On voit y apparaître la complexité de ses sentiments, qui mêlent insécurité et effort pour faire la part des choses, reconnaissance de la réalité de la violence et conscience que l'insécurité est aussi liée, pour elle, au fait de se retrouver au seuil d'une situation inconnue. "Il y en a, pour faire l'intéressant, pour faire ceux qui connaissent, ils disent 'le collège c'est dangereux. Il faut surtout pas faire ci, il faut surtout pas faire ça'. Mais normalement, quand on a l'habitude, c'est comme en primaire... au départ on a un peu peur et après ça va tout seul... Moi, c'était une personne qui voulait vraiment frimer, on peut dire comme ça. Elle venait de rentrer en sixième et moi, j'étais en CM1. Le premier jour elle m'a fait 'attention, il y a les pions, il y a ci, il y a plein de rackets, il y a plein de ça - dans ma tête je savais qu'elle racontait un peu des bobards, mais je savais qu'il y avait aussi un peu la vérité. Mais après j'y pensais plus ; et le jour où j'allais rentrer au collège j'y ai repensé, et ça m'a embrouillée... ça m'a un peu gênée, parce que je me suis dit - 'si ma copine Barbara m'a dit ça, c'est qu'elle a raison, elle va pas inventer ; c'est une bonne copine, elle va pas dire ça pour me faire peur quand même...' En fait on a parlé avec le professeur, avec la CPE et on a rempli notre carnet de correspondance. Puis je me disais 'jusqu'ici tout va bien' - et tous les jours je me dis ça: 'jusqu'ici tout va bien'..." Dans le groupe des élèves de troisième, la mémoire de cette peur est moins brute, plus ambivalente et traversée par le changement de statut qui procède du passage de la condition de "petit" à celle de "grand". Seul Mohamed, un grand gaillard de 15 ans, perçu à la Vie scolaire comme un élève violent, avoue sans nuances avoir eu peur au moment de l'entrée en sixième, malgré le fait de pouvoir compter sur la présence d'un grand frère au collège.

Le sentiment d'insécurité mêle la crainte de la violence à la peur du bouleversement que représente l'entrée dans un univers non maîtrisé. Aminatou se souvient d'avoir appréhendé les couloirs. "Quand on voit, c'est tout le temps droit, tout le temps droit, je n'arrêtais pas de me perdre. J'avais l'impression d'être comme dans une prison. Je trouve que les murs sont étroits. Je trouve que tant qu'on est à l'intérieur du collège, c'est comme si on était dans une prison." Ilana dit plutôt l'anxiété qu'elle a vécu face à ce grand changement. "La dernière année quand j'étais en CM2, surtout à la fin, c'est vrai que j'avais très peur, j'étais très angoissée. Et l'été, je sais, je posais beaucoup de questions à mes frères et soeurs et à mes cousins, cousines pour savoir comment c'était. Mais j'avais peur - j'avais peur d'être déçue. " "Les écoles primaires, c'est gentil, c'est des choses enfantines, en fait. Et le collège, je m'attendais à ce que les élèves soient plus mûrs et qu'il y ait toujours cet aspect agréable et sympathique à vivre, comme en primaire." La peur de la violence est venue après. "Au départ, ça s'est bien passé, ensuite, petit à petit j'ai vu que ce n'était plus du tout la primaire. Ensuite j'ai eu très peur, quand j'ai commencé à voir les bagarres, toutes ces choses qui se sont suivies, j'étais étonnée... Je ne m'attendais pas que ce soit à ce point là." "Vous savez qu'il y avait des bagarres entre cités. Et que des fois c'était assez important. Il y a eu aussi près de mon école, en primaire, il y a eu des coups de feu pendant la nuit, ensuite les rumeurs ça courait vite, les enfants étaient là... il s'est passé ci, il s'est passé ça... Mais je ne pensais pas qu'au collège, dans l'enceinte du collège, il pouvait y avoir autant de choses qu'à l'extérieur... enfin, pratiquement autant de choses... et c'est ça qui m'a surpris."

La peur est aussi associée à la différence statutaire entre "petits" et "grands". Marie se souvient qu'effectivement on l'avait mise en garde contre les risques de violence au collège. "Je pensais que les grands étaient tous méchants et qu'ils allaient tous nous frapper... mais en réalité les grands étaient d'un côté de la cour et nous, on était de l'autre côté..." C'est justement en évoquant l'opposition entre petits et grands que Nathalie explique sa peur: "on était grand à la petite école, on était petit à la grande école. C'est pour ça que j'avais peur." La peur est donc l'apanage des petits. Un grand n'avouera que trop rarement sa peur, sauf sur le registre de la mémoire : la peur qu'il avait, lorsqu'il était petit. Aussi, il y a un regard des petits sur les grands, fondé sur la peur de la menace que les grands représentent. La taille définit des rapports de soumission. Les grands reconnaissent la différence statutaire. Ils portent sur les petits un regard de détachement et, de leur côté, perçoivent la violence physique comme un phénomène beaucoup plus présent chez les petits, qui y auraient recours "pour se faire respecter". Toujours est-il que la peur de la violence au collège et la différence statutaire entre petits et grands constituent la base à partir de laquelle se déploient les logiques d'engagement dans la violence.

L'engagement dans la violence

On peut être indifférent à la violence et la naturaliser. "Y a plein de violence, mais on n'y fait pas attention. On a l'impression que c'est normal. On a l'habitude, on n'a même pas l'impression qu'y a de la violence. Comme on est né ici..." On accepte la violence et on réagit, si besoin était, de manière violente. "La violence, ça me fait rien du tout. Moi, si on me cherche on me trouve, je suis là, y a pas de problème..." Mais on est déjà en amont de la peur et, interrogée sur ses sentiments face à la violence, Aïcha nous dira : "Moi, j'en ai rien à foutre de la violence, j'ai pas peur, je m'en fous, j'ai rien à craindre".

On peut s'engager dans la violence en réponse à la peur. Paul explique que des fois il est inévitable de se battre, autrement celui qui est en face va croire qu'on a peur. Aminatou de son côté nous dit que lorsqu'on est amené à se battre, on cesse d'avoir peur. Hakan : "S'il y en a un qui cherche l'autre, on est obligé de se battre. Bon, y en a qui se battent pas, parce qu'ils ont peur, sûrement." Dès lors, se battre ou ne pas se battre sont deux modalités alternatives de gestion de la peur. Mais même lorsqu'on choisit de ne pas se battre parce qu'on a peur, on peut être amené à se battre et en se battant découvrir, comme Aminatou, que lorsqu'on se bat on cesse d'avoir peur. Dans ce cas, ce qui est en jeu c'est surtout la peur de se faire frapper.

Mais on peut aussi craindre, comme Amandine, de ne pas être en mesure de maîtriser sa propre violence, ainsi que les conséquences qui y seraient associées. "J'ai un peu peur qu'un jour ça m'arrive. Parce que j'sais que s'il y a une bagarre, elle me dit 'qu'est-ce que tu fous là?', par exemple, 'va-t-en, sinon...', j'vais la buter sinon..." "L'autre jour, mon frère, il a tapé une fille, puis il a été obligé de payer l'hôpital... Il avait pas fait exprès... Je crois qu'il lui avait fait une croche-pattes. La fille s'est fait une entorse. Ma mère était pas très contente..." Julien fait état d'un sentiment analogue: "En primaire je faisais beaucoup saigner du nez, surtout du nez. C'était toujours les mêmes. Y en a qui tapent toujours les plus faibles. Quand ils voient que les autres ils ont peur, ils continuent à leur faire peur. C'était toujours le même qui m'embêtait, moi je me laissais faire. J'avais pas envie de me battre. Après, c'est là que j'ai compris qu'il continue parce que je me défendais pas, il continuait, c'est après que je me suis défendu. Je ne savais pas que j'allais lui faire ça." "J'ai peur aussi de me faire virer, des trucs comme ça."

Au-delà de la peur, la haine peut être aussi une catégorie de légitimation de la violence. "J'ressens de la haine, des fois... c'est tout... contre les gens que j'aime pas et qui ont fait du mal à mes copines et à mes copains..." La gestion de la peur par la violence engendre une tension éprouvante. "C'est énervant. J'veux dire qu'on peut s'insulter, mais pas toujours se bagarrer. J'aime pas."

Des réseaux de protection

L'appartenance à un réseau de protection aide à faire barrière aux risques de violence. Ceux qui n'appartiennent à aucun réseau le regrettent. Il s'agit d'un système complexe, qui combine des appuis à l'intérieur et à l'extérieur du collège.

A l'intérieur, le premier soutien naturel est la fratrie. Ceux qui n'ont pas éprouvé de peur, au moment de l'entrée en sixième, l'expliquent par la présence au collège de leurs grands frères, cousins et cousines. On aurait pu penser que seuls les enfants issus de l'immigration, appartenant à des familles nombreuses structurées selon un modèle plus traditionnel, y auraient recours. Le modèle est bien plus généralisé. Amandine, petite française de souche, 11 ans, raconte qu'avant de venir au collège son frère l'avait prévenue que c'était un lieu violent. "Il m'a dit 'si t'as besoin de quelque chose n'hésite pas, tu viens me voir. Si quelqu'un t'embête, il faut que je règle ça avec tes petits camarades' - mais sans bagarres, parce que mon frère, il est pas du tout en train de se battre." Parfois on la provoque. "Je vais voir celui qui le fait et je lui dis d'arrêter. 'Si t'arrêtes pas, tu vas voir. J'vais chercher quelqu'un qui te raisonne'. Puis, s'il veut pas arrêter, j'appelle mon frère pour qu'il règle ça..."

Si la famille est absente, il faut compter sur un réseau d'amitiés, dont les qualités, affichées comme mesure d'efficacité, sont très variables. Pierre a des copains de sa classe qui le protègent. "Ils sont pas vraiment grands, mais ils connaissent presque tout le collège." Avec eux, il n'a pas peur. "Je rigole avec eux et tout." Dominique a retrouvé au collège un vieux copain de l'école primaire, qui le défend. "Parfois, il défend avec les mots, parce que sinon... Parce que lui aussi il a un peu peur, parce qu'il n'a pas envie de provoquer une bagarre. Il parle avec les mots, parce que lui aussi il aime pas beaucoup se bagarrer. Comme il est grand, il croit impressionner l'autre..." Dominique n'est pas sûr de pouvoir se défendre tout seul. "Avant, j'avais une montre, et il voulait que je la donne. Je lui avais dit 'non'. Il m'avait dit 'à la sortie, je te taperai'. Puis, j'suis sorti, je commençais à partir en courant, je l'ai vu en face de moi. Il m'a dit: 'si tu me donnes pas cette montre, je te tape'. Et là, j'étais dans une situation, j'savais pas quoi faire, et puis j'ai appelé mon copain et puis voilà. Et puis, je lui ai pas donné la montre. Ils ont commencé à parler, l'autre il avait peur et il est parti en courant."

Luca, 17 ans, raconte comment il a fait pour gérer sa peur à l'entrée en sixième. "J'suis arrivé dans la classe, je me suis fait des copains, beaucoup de chance, ces copains ils étaient un peu voyous et voilà..." Soit on s'intègre parce qu'on se bat pour surmonter sa peur, soit parce qu'on rentre dans un système de protection: "ça peut être les deux. Parce que si on arrive à l'école et qu'on n'a pas de copains, on va commencer à se battre pour montrer qu'on est là, qu'on est fort et pour que les autres viennent. Sinon, on arrive et on se fait des copains." Tout dernier recours, le copain du copain. Julien n'a ni grand frère ni protecteur. Cependant, "il y en a un, il est avec mon meilleur ami du primaire, maintenant je ne le vois plus beaucoup, il est avec lui, quelquefois il me défend. Il dit 'tu le touches

pas, sinon tu auras affaire à moi', oui. Quelquefois on est en classe, quelquefois il est pas là. J'sais me défendre aussi."

Ce système peut s'étendre au-delà des frontières du collège. Elsa a plein de gens qui la protègent. "Si j'ai quelque chose, tout le monde sait que j'ai des cousins qui sont grands... L'année dernière ça m'est arrivé. Il y a un garçon qui m'a attrapée par la gorge, il a essayé de m'étrangler et mon cousin a entendu parler de cette histoire. J'ai pas voulu l'appeler, parce que je savais que ç'allait se terminer mal. Mais comme y a des filles, elles connaissent mon cousin, qu'elles ont été au courant de cette histoire, elles sont parties lui dire, mon cousin est venu. Il a essayé de s'expliquer avec ce garçon, mais il n'a rien voulu comprendre. Mon cousin lui a fait 'explique-moi pourquoi tu as essayé de l'étrangler', il a fait 'non, je t'explique pas' et c'est lui qui a commencé à provoquer mon cousin..." Aïcha : "Une fois un garçon m'a gazée avec la bombe lacrymogène, je voyais plus rien, mais là j'ai rien pu faire. Après, le lendemain matin j'suis partie le voir et tout, il a voulu se battre avec moi et après on s'est battu et voilà. Après, ça s'est fini. Après, mes frères ils ont été au courant qu'il m'a gazée avec la bombe lacrymogène, et ils l'ont attrapé."

L'existence de ce système de protection témoigne de la faiblesse de la régulation institutionnelle de la violence. Les limites opposées à une violence généralisée dépendent dans une très large mesure des stratégies déployées à l'intérieur même de l'univers juvénile.

Garçons et filles

Contrairement à la différence statutaire entre petits et grands, qui joue sur l'inscription dans l'expérience de la violence et sur l'appartenance à un système de protection, les effets de l'opposition entre garçons et filles semblent bien plus faibles. Les filles confirment la perception des adultes, en ce qui concerne l'absence de violence sexuelle, et ceci, selon nos informateurs adultes, malgré une sexualité précoce. Sylvie, élève de troisième, a entendu parler d'attouchements sexuels, mais pas de viol. "J'en entends quasiment plus parler." Elle pense que ça se passe bien, entre garçons et filles, dans le collège. "Parce que moi, je crois que les filles, plus ça va, plus elles se font respecter. Quand il y a des garçons qui ont la main un petit peu nerveuse, comme on dit, elles ne se laissent plus faire... Et puis, quand ils ont tendance à se sentir supérieurs aux filles, c'est pareil - elles ne se laissent plus faire. Là par contre c'est la violence dans l'autre sens: une claque, comme ça. Elles ne se laissent plus faire." Aminatou mentionne le harcèlement dans sa liste des formes de violence qu'on retrouve dans l'établissement. Une fois il lui est arrivé de se faire menacer de viol. "En fait, c'est quelqu'un que je connais, il n'est pas bien méchant, c'est un ami... à chaque fois qu'il faisait une remarque et que je lui disais que sa remarque n'était pas bonne, il disait 'attends, j'vais te violer, j'vais te violer...' " C'est un garçon qui est dans sa classe depuis la sixième et elle ne prend pas ça bien au sérieux.

Les filles participent aux bagarres, même si elles peuvent être par moments handicapées par un rapport de forces leur étant objectivement défavorable. Marie raconte une bagarre qui l'a opposée à un camarade de sa classe. "Je ne sais même pas pourquoi on s'est engueulé, on s'est disputé. Il a commencé à m'engueuler, tout ça, j'ai pas aimé... Il traitait ma mère, alors j'ai commencé à le pousser. Puis, lui il m'a poussée et après j'ai commencé à me battre avec lui et après j'ai vu que je ne faisais pas le poids et c'était même pas la peine... Après de toute façon on s'est excusé, parce que maintenant on est très copains tous les deux." Certaines, plus bagarreuses, comme Géraldine, affirment ne frapper

que des garçons. "Je me bats pas avec les filles. Parce qu'avec les filles je peux faire mal. Je me bats qu'avec les garçons..." "Il me lance des insultes - pour me blesser, il faut que ce soit mes parents. Il a traité mes parents. Eh ben, ça m'a pas plu... Je m'suis jamais battue ici... Je l'ai attendu à la sortie, je me suis battue avec lui, je l'ai frappé." "Il me regardait de travers, j'lui demande pourquoi il me regarde de travers, il me bouscule, il m'insulte, il parle sur moi, je l'ai frappé." "La dernière fois que je me suis battue? Ca fait pas longtemps, ça fait une semaine. Non, ça m'arrive pas souvent. Il était plus grand que moi."

Les préjugés interdisant de frapper des filles résistent toujours. Des élèves, filles et garçons, ont évoqué l'intervention du public, lors des bagarres entre garçons filles, sur lesquelles pèse l'argument de l'inégalité des sexes. "Après, ceux de ma classe sont arrivés, ils ont dit 'ouais, c'est une fille, il faut pas la frapper'..." Mais même ceux qui arguent le principe de ne pas frapper les filles ("Si c'est une fille, je la traite de conne etc. Mais si c'est un garçon, je ne l'insulte pas, je me bats. Parce que, entre garçons, on va pas s'insulter...") dans la pratique se bagarrent avec. "C'était en cours de français, elle raconte des trucs sur moi. Moi je lui ai bien dit 'reste sage' parce que moi, quand je m'énervé, si je deviens tout rouge, je commence à taper... et elle a pas fait ce que je lui ai dit, je me suis énervé, j'ai lancé la table sur elle, j'ai commencé à la taper."

Le préjugé n'est pas le privilège des garçons. Marianne raconte une fois, à Châtelet, où elle a évité de se battre. Elle se mouchait et elle regardait par terre, parce que quand elle se mouche elle n'aime pas qu'on la regarde. Et il y a une fille qui est arrivée et elle voulait se battre. Marianne a évité la bagarre pour des raisons stratégiques, supposant que la fille avait ses copines derrière. *"Mais ce serait par exemple quelque part d'autre, j'avoue que je me serais battue avec elle. Mais déjà de se montrer en spectacle à Châtelet... C'est pas joli de voir des filles se battre."* Ceci ne l'a jamais empêchée de se battre au collège. Le modèle culturel qui réserverait la bagarre au domaine d'une expérience purement masculine, ainsi que l'interdit des échanges physiques violents entre les deux sexes ne sont plus assez solides, ni pour empêcher les filles de se bagarrer entre elles, ni pour faire obstacle aux bagarres entre garçons et filles.⁸¹

Techniques de dégagement

Malgré l'importance de cette culture de la violence, dont nous essayons ici de dévoiler les mécanismes, et même si le nombre de ceux qui y participent est bien plus large que ne le soupçonnent les adultes, ou que n'en témoignent les enregistrements d'incidents effectués à la Vie scolaire, elle produit aussi des logiques de dégagement. Nous avons essayé de comprendre comment se comportent ces résistants, et quelques unes des techniques qu'ils déploient pour se mettre à l'écart de la violence.

Une de ces techniques repose sur le renforcement du rôle d'élève: "J'suis au collège, j'fais mes devoirs, je rentre chez moi". "Moi, je viens à l'école pour étudier, c'est tout." Mais son efficacité dépend d'une maîtrise de soi, d'un autocontrôle, dont tous ne sont pas capables. "Moi, les gros mots, ça n'a aucune importance, je m'en fous des gros mots." Luca n'a jamais agressé qui que ce soit, ni verbalement, ni physiquement. Il en a quand même eu

⁸¹ Dans le cadre d'une autre enquête, dans un quartier de la même ville, nous nous sommes entendu dire par un adolescent de notre groupe que les filles de sa ville n'étaient pas des filles, car elles se comportaient comme des garçons. Les modèles n'ont pas beaucoup évolué, mais leur capacité à réguler les comportements s'affaiblit.

envie, mais il ne l'a pas fait : "ça m'intéresse pas de faire ça. Parce qu'en fait ça ne mène à rien... Un jour j'allais sortir et j'étais derrière une porte et on a ouvert la porte et on a mis un coup de pieds dedans, et je me l'ai reçu... J'suis sorti et je l'ai laissé... En fait, ceux qui font ça, quand ils sont tout seuls, en fait ils ne font plus rien. Quand ils sont plusieurs, on ne peut rien faire parce qu'ils vont nous détruire. Quand ils sont tout seuls, là c'est autre chose. Ils s'excusent: 'j'ai pas fait exprès'." Aussi, l'autocontrôle de Luca est fondé sur un calcul stratégique. Il pense qu'il sera toujours perdant, s'il réagit à la violence : "ça ne m'intéresse pas de faire ça". Il reproduira ce même choix, comme il nous l'expliquera par la suite, autant dans le rapport à ses professeurs que dans le rapport à ses parents.

Une autre technique de dégagement repose sur la distinction. L'élève se construit une identité en rapport avec un ailleurs, autre que l'environnement où il vit. C'est le cas d'Ivana qui, quoique née en France de mère française et ayant toujours vécu en France, souhaite partir dans le pays où est né son père. "Je me bats pour réussir mes études et pour arriver à mon bac le plus vite possible et pour partir le plus vite possible dans mon pays d'origine - parce qu'il y en a assez de la France." Ceux qui sont autour d'elle, elle les voit comme "malheureux et perdus... Ils sont perdus et en même temps ils arrivent pas à trouver leur chemin, ils se battent, et des fois ils se battent de trop." Elle ne s'est jamais bagarrée au collège. "Mais c'est vrai que ça m'aurait tenté de me battre dans plusieurs situations, à plusieurs reprises... Il y a des choses, surtout quand les personnes sont au courant de ce qui se passe... Moi, il y avait une amie, elle savait tout ce qui se passait chez moi. J'avais beaucoup de problèmes et elle a osé crier ça devant la classe et tout le monde a entendu ; ça a dégénéré en fait. Et c'était idiot. Maintenant on se reparle, on s'entend bien, mais en fait ça a éclaté. J'sais pas et j'étais tellement énervée, j'avais une totale confiance en elle, maintenant j'ai plus toute cette confiance en elle. Maintenant c'est plus possible... Et c'est vrai que, à partir du moment où elle a osé dire ces mots, ça m'a ... j'avais de la haine, j'avais de la rage en moi. Je sais, j'ai déjà eu ça en moi, j'ai déjà ressenti ça plusieurs fois, mais j'étais prête à me battre. Ensuite quand j'y ai repensé je me suis dit 'heureusement on m'en a empêché', on m'a dit 'Ivana, ce n'est pas ton style...' " Des camarades l'ont retenue. "Et ça m'a fait plaisir, surtout... qu'ils soient là et qu'ils me soutiennent... Il y a eu d'autres situations, mais j'ai plutôt esquivé." "Je me suis pas battue en fait, parce que mes amis m'en ont empêché. Moi, j'attendais l'autre, j'étais énervée, ça allait tellement vite dans ma tête, j'comprendais plus rien, j'étais moi-même perdue, ensuite je voyais tout le collège venir justement nous rejoindre là où on devait se battre et puis les autres ils font 'Ivana, regarde et tout, t'as vu, il y a tout le collège qui vient, c'est pas la peine, imagine, ils se jettent sur toi et tout... comment tu vas faire, qu'est-ce que tu vas raconter à ta mère et tout ça...' Et ils font 'vas y, fais pas ça, surtout pour ton père, qu'est-ce qu'il va penser de toi, ta famille et tout ça, ils vont croire que t'es devenue... comme les gens de cette ville, comme ceux qui se battent dehors et tout'..."

Construire un rôle de victime peut être encore une autre technique de dégagement relatif, par rapport à la violence. Dans ce cas, la violence c'est les autres: "ils", comme disent souvent les élèves, lorsqu'ils veulent in-déterminer le sujet d'une action. "Moi, j'aime pas me bagarrer. C'est lui, le garçon, qui a voulu. Il est venu brusquement vers moi et il m'a poussée. Je pouvais pas rien dire. J'avais pas dire 'd'accord, je vais le garder'. Alors je me suis bagarrée, j'sais pas, trois fois... ça m'est arrivé, mais je voulais pas." Cependant, aucun élève ne se présente soi-même dans ce rôle-là. L'idée qu'un élève s'identifie au rôle de victime est une interprétation proposée par l'établissement, qui se méfie de ceux qui portent trop souvent plainte contre leurs camarades. Il est donc difficile de savoir dans quelle

mesure l'interprétation de l'adulte est juste, ou dans quelle mesure, au contraire, il est engagé dans une procédure d'étiquetage, dans quelle mesure il se trompe, en raison de l'opacité même des liens tissés par les élèves à l'intérieur de l'univers juvénile.

Il est vrai que le rôle de victime peut être, pour l'élève, une stratégie de dégagement relatif de ses propres responsabilités dans la violence, comme dans les propos de Nathalie ci-dessus reportés; il peut être aussi une stratégie d'excuse quant à ses éventuelles défaillances scolaires - un élève nous explique qu'il est souvent absent à cause des toilettes cassées : "J'ai souvent des gastro-entérites et je ne viens pas à l'école parce qu'il n'y a pas de toilettes. J'ai beaucoup d'absences..." Mais ce même rôle peut être aussi une voie perverse d'entrée dans la violence et de participation à la violence. Une enseignante évoque une élève de sa classe, dont on avait l'impression qu'elle attendait de se faire taper. Les élèves lui donnaient des coups et lui tiraient les cheveux. "Je pense qu'elle attire ce genre d'attitude, parce que ça se passe particulièrement avec elle. Alors, évidemment, quand c'était dans la classe je les arrêtais et je leur disais 'mais cessez!' Et ils me disaient: 'mais, elle ne demande que ça!' Et je leur disais: 'Mais ce n'est pas une raison pour répondre à la demande...'" A ce niveau, comme nous l'avons déjà indiqué, il semblerait qu'une logique d'autovictimisation, comme mode de gestion de la peur, est présente également dans certaines expériences de racket. L'ambivalence du rôle de victime réside donc dans ce fait, de pouvoir être en même temps une technique de dégagement, et une voie perverse d'engagement dans la violence.

4 - L'ELEVE ET LE JUGEMENT SCOLAIRE

Si la violence entre élèves peut être perçue comme anémique, au premier regard, et plus profondément comme de l'ordre d'une culture juvénile auto-reproductrice, fondée sur la peur et sur la construction d'un pur rapport de force entre pairs, la relation violente aux enseignants est d'une autre nature. Elle est fondée sur la reconnaissance d'un pouvoir, dont les enseignants seraient les détenteurs, enraciné dans leur savoir et dans les fonctions légitimes de l'école. D'où le fait que la relation aux pairs se construit pour l'élève en termes de force/faiblesse, alors qu'on attend de l'enseignant qu'il soit juste - autrement dit, on lui confère la capacité légitime de juger. Alors que la violence entre pairs peut intervenir "pour un rien" et les élèves souvent oublient ce qui les a poussés à une bagarre, la violence contre un enseignant est toujours motivée : subjectivement, elle se construit pour l'élève comme quelque chose qui est de l'ordre de la protestation, lorsque l'enseignant échappe aux attentes de rôle qui lui sont attachées, lorsqu'il joue mal son rôle. Or, les élèves sont extrêmement exigeants, et les enseignants trop souvent défaillants, dans leur capacité à dire la loi et à distribuer la justice.

Les attributs des bons profs

Les élèves que nous avons rencontrés ont généralement manifesté à l'égard de leurs enseignants quatre attentes principales. Il fallait d'abord que les enseignants incarnent un rôle et qu'ils se comportent de manière compatible avec ce rôle: "un prof doit agir comme

un prof : pas envoyer des vannes aux élèves, rigoler..."⁸² Mais il faut aussi qu'il le fasse, sans se départir d'une certaine affabilité: "il y a des profs qui sont gentils..." La gentillesse est, d'ailleurs, l'attribut le plus souvent évoqué pour définir un bon prof, mais sa signification est polysémique.

Ensuite, il faut que l'enseignant soit le garant de l'ordre dans sa classe: "un bon prof, quand il y a des insultes dans la classe, il doit arriver à faire taire les élèves, parce que s'il arrive pas, il doit pas être prof, déjà..." La sévérité n'apparaît pas ici comme un handicap, pourvu qu'elle se combine avec l'idée de justice. Monsieur B. est souvent cité par les élèves de sixième comme un enseignant sévère et juste, capable d'assurer l'ordre dans sa classe: "j'aime bien, parce que lui, il a un système de croix et ça enlève des points au contrôle, aux moyennes. Alors, j'aime cette classe et son système de croix... Parce que lui, il est un petit peu sévère." Dans ce domaine, une certaine compétence tactique dans la gestion de la classe reste aussi très appréciée. On dira, à propos de Mme C. qu' "elle parle bien gentiment, elle s'énerve pas, et puis elle dit pas à qui elle va donner une heure de colle, et puis elle nous prévient pour toutes les choses au courant. Et quand il y a une bagarre, elle nous sépare. Comme il y a trois rangées de tables, elle met un à la première, un à la dernière. Comme ça, ils peuvent pas se recoller..."

La capacité à maintenir l'ordre se définit à la fois comme un attribut du rôle et comme une compétence tactique. Mais on s'attend encore à ce que l'enseignant, dans son rapport à l'élève, aille au-delà de la perception de celui-ci dans son seul rôle d'élève, pour le prendre en compte dans son intégralité en tant qu'individu. "Il y a des profs, ils sont très à l'écoute. Mon prof principal, c'est pas pour dire, il est très à l'écoute. Ma CPE aussi, elle nous écoute, s'il y a des problèmes et tout, elle essaye de nous aider... Mais il y a des profs, ils sont là juste pour leurs cours et si tu as un problème, c'est pas avec eux qu'il faut voir ça." Marie cite un prof qui est là depuis longtemps et qui connaît bien les parents. "Nous, on parle beaucoup avec lui; donc, quand il voit qu'on ne parle pas, il vient à côté de nous et il dit: 'qu'est-ce que t'as? t'est malade?' Il est très gentil avec nous. Il y a des profs qui s'en fichent, t'es malade, tu vas à l'infirmerie."

Le dernier attribut du bon prof, c'est la compétence dans son métier, mais cette compétence se mesure moins à ce qu'il sait qu'à sa capacité à enseigner : "un professeur qui explique bien..." - capacité elle-même mesurée à l'aune des possibilités de compréhension de l'élève : "avec qui je peux comprendre". Cette possibilité de compréhension s'évalue en partie en fonction de l'adhésion affective de l'élève à ce qui lui est enseigné : "qui me fait aimer la matière" ; et d'une certaine compétence relationnelle de l'enseignant, à qui on peut demander qu'il soit quelqu'un "qui ait beaucoup d'humour, qui rit ou qui sourit tout le temps". "Anglais, j'aime parce qu'elle a de l'humour." Les résultats scolaires et le rapport à la matière apparaissent aux élèves comme étroitement dépendants de leur rapport aux enseignants. "En plus, c'est le prof de maths, j'ai de très bonnes notes avec lui, des 18, des 17,5. Je l'avais eu en cinquième, j'avais de très bonnes notes ; en quatrième j'ai chuté complètement, là je l'ai encore et je suis très contente. L'année dernière je comprenais rien, je ne comprenais rien du tout. J'sais pas pourquoi, je comprenais rien."

⁸² Nous reviendrons plus loin sur les notions de *rigoler* et de *rigolade*, pourvues de significations contradictoires, qu'il est utile d'éclairer. On pourra dire d'un enseignant qu'il est bien, parce qu'il "rigole *un peu* avec nous", ce qui veut dire qu'il n'a pas une perception excessive et rigide de son rôle, mais qu'il s'y attache quand même. Alors qu'il sera mal perçu, comme dans le témoignage évoqué, si le fait de rigoler indique qu'il a oublié son rôle.

Les mauvais élèves mettent peut-être davantage l'accent sur la dimension relationnelle de la compétence enseignante. Un bon prof pour Aïcha: "Je sais pas, c'est un prof qui sait parler avec nous, qui nous comprend... il sait nous repérer, il sait ce qu'on veut, il s'énervé pas vite. Il y en a qui sont comme ça..." "Ceux qui savent s'amuser, qui ne s'énervent pas pour un rien." Cependant, même pour les mauvais élèves, l'idée qu'un prof "les comprend" est au plus loin d'un comportement laxiste, par rapport auquel tous prennent leurs distances: "celui-là, il s'en fout, le prof de maths aussi, il nous laisse parler - lui, il en a rien à foutre..." "un prof cool, c'est comme ma prof de maths, elle sait comment parler avec nous, elle nous comprend..." Mais, même pour des élèves qui ont de mauvais résultats scolaires, la compétence enseignante apparaît toujours indissociable de la prise en considération de ceux qui ont du mal à comprendre - et ils sont nombreux à insister sur ce point: "un prof bien c'est un prof qui explique bien, si vous comprenez pas, il vous reexplique. Et un prof que j'aime pas du tout, c'est un prof, il sait pas expliquer, on lui demande de reexpliquer, il ne veut pas reexpliquer, il me fait 'euh, vous avez qu'à écouter'. Ou bien il comprend n'importe quoi, ou bien il renvoie..." "En cinquième, j'ai eu un prof de maths, si tout le monde avait compris, OK, s'il y en a qui n'avaient pas compris, il recommençait toute la leçon. A chaque fois et ça, c'était bien. Mais avec ces profs là, je sais pas ce qu'ils ont, tu poses une question, allez, vas y, je vais pas recommencer ça. Après, tu laisses tomber..."

Sylvie, bonne élève de troisième, en avance par rapport à son âge, explique pourquoi ça se passe mieux avec les profs qu'on aime : "Si on les aime, on a tendance à se laisser corriger, à se laisser faire. Tandis que si c'est quelqu'un avec qui on s'entend mal, on a toujours tendance à contredire..." Aïcha, mauvaise élève : "une fois, dans l'autre collège, un prof d'EPS, il nous donnait toujours raison. Mais, des fois, quand je faisais des conneries, il venait me parler, il me disait 'oui, t'as pas à faire ça' - et moi, j'écoutais. Je le respectais, ce prof. Je l'aimais bien, il était gentil. Il nous faisait travailler, quand je me suis fait renvoyer, il était dégoutté."

Compétence relationnelle et compétence à enseigner constituent les deux faces complémentaires de la compétence enseignante. L'une ne va pas sans l'autre et on passe de l'une à l'autre : autant on ne peut pas aimer une matière, si on n'aime pas le prof, autant un prof qu'on aime pousse l'élève au-delà de ses propres possibilités virtuelles d'engagement dans le travail scolaire. "On a le même prof de français, cette année et l'année dernière, et j'adore les cours de M. C. Surtout quand on analyse des livres... j'suis à fond dedans. Et j'sais pas, c'est intéressant, c'est bien. On fait référence à la bible, aux autres livres, à d'autres écrivains et souvent ça nous donne de la culture. Et souvent notre prof de français nous dit 'vous, vous êtes des banlieusards...' Et c'est vrai. Le niveau qu'on a, même si on était très bons élèves, et le niveau que les élèves parisiens ils ont, c'est pas le même. Eux, ils ont plus de culture que nous. Et c'est vrai: c'est normal, en plus." "Ils ont tout sur place là-bas: ils ont des théâtres, des opéras... Ils ont accès à plus de choses. Nous, notre cinéma est fermé cette année, on n'a même plus de cinéma. On a de petits locaux pour les jeunes, par-ci, par-là - bon, mais quand on voit dans quel état ils sont, on pense même pas à y aller. A part le sport... oui, le sport ça va." "Il nous fait comprendre, M. C., que - d'accord, on a nos livres chez nous, on lit beaucoup chez nous, mais les petits Parisiens, eux, ils ont tout sur place : ils ont leurs livres, chez eux; ils ont de grandes bibliothèques, à côté... ils ont les musées... il y a plein de choses intéressantes et belles à Paris. Et c'est ça que le prof a voulu nous faire comprendre. C'est pour ça qu'il nous amène le plus possible à Paris..." "Les cours de musique, justement, ils nous préparent aux concerts de l'Opéra... J'apprécie beaucoup."

Le rapport aux matières apparaît largement surdéterminé par le rapport à l'enseignant. Aïcha dresse liste des matières qu'elle aime et de celles qu'elle n'aime pas. "Les sciences naturelles, j'aime bien; les maths, ça peut aller; français, pas trop; l'histoire, j'aime pas du tout - j'aime pas la prof, j'aime pas l'histoire; la physique, j'aime pas la prof, j'aime pas la physique... Pour moi, si j'aime pas un prof, j'aime pas sa matière". Luca a des difficultés en maths et en histoire. Il a aussi des problèmes en espagnol - "déjà, j'aime pas la prof..." En maths, il comprend, mais il a l'impression qu'il n'a pas envie: "j'ai l'impression que je peux pas..." Cependant, un bon rapport aux profs ne suppose pas forcément un bon résultat scolaire dans la matière: "J'aime pas les maths, mais j'aime bien aller au cours. Je suis nul en maths, j'ai une mauvaise moyenne, mais elle, elle ne m'énerve pas trop." Un seul élève, parmi ceux que nous avons interrogé, s'est exprimé en termes de dissociation et d'autonomisation relative de son rapport aux matières et aux profs.

Les attributs des mauvais profs

Les attributs des mauvais profs sont, naturellement, le versant symétriquement négatif des attributs qui définissent les bons profs. Il leur est tout d'abord reproché de se départir du rôle qu'on s'attend à les voir jouer. Sylvie est déléguée de sa classe, elle vient de participer à un premier conseil. "Pour ce conseil du premier trimestre, moi, ce que j'ai trouvé, c'est que les professeurs, ils rigolent beaucoup. Que ce soit un cas sérieux, ou moins sérieux, moi je trouve qu'ils rigolent beaucoup... Je dis quelque chose, soit ça fait rigoler, soit ils disent 'oh!...' " Les attitudes perçues comme inadéquates font l'objet d'un regard fort critique. Pas "gentils", les mauvais profs s'énervent facilement. Ils peuvent même devenir violents. "Il y a des profs qui s'énervent pour rien du tout, ils sont sur les nerfs." "On voit qu'ils ont la tête rouge, les cheveux. Pour un rien ils s'énervent. Mon petit frère, l'année dernière, carrément le prof l'a frappé. Après, mon père est venu au collège. Parce que le prof avait des problèmes chez lui, et il était à bout de nerfs, il s'en est pris à mon frère. Il a bien marqué mon petit frère, avec un coup de poing. Mon petit frère, il a voulu réagir, mais on l'en a empêché, sinon ç'aurait été lui le coupable. "

Par ailleurs, les mauvais profs ne parviennent pas à assurer l'ordre dans leur classe. D'abord ils sont faibles, trop gentils. "Il y en a quelques uns, ils sont gentils, mais trop... ils laissent tout faire. Il y a par exemple des élèves qui se battent en classe, elle n'intervient pas, elle laisse faire du bruit, elle est trop gentille, quoi...Au conseil de classe on avait parlé aussi - Mme C., c'est sûr que quand elle rentre chez elle, elle a mal à la tête. Tous les jours, même on l'a eue ce matin, ils font les fous..." Ou alors, ils s'abstiennent de réagir face à des insultes. Luca raconte une situation où il a vu un élève dire des gros mots à un prof. "Moi, je sais que le prof n'a pas répondu." Ils n'interviennent pas non plus lorsqu'il y a violence entre les élèves. Elsa évoque un élève de sa classe qui l'a attrapée tellement fort par la gorge qu'elle a gardé les traces des doigts du garçon sur son cou. "Il voulait que j'aille au tableau et moi, je n'avais pas envie d'y aller. Et la prof, elle fait 'non, si t'as pas envie d'y aller, t'y vas pas' et je fais: 'non, j'y vais pas'. Et il me fait 'tu me parles pas comme ça...' Et alors, en classe, il m'a attrapée par là et devant la prof, et la prof elle n'a rien dit..." Ces enseignants font cours, en abstrayant ce qui se passe autour d'eux. "Tout le monde parle, il s'en fout, il continue son cours, que personne n'a compris, c'est pas grave..." Amandine raconte une situation du même genre. "Il y avait un bazar insupportable, il disait pas 'taisez-vous' - non, il disait pas ça. Il laissait les autres discuter, puis il suivait son cours, puis nous, on comprenait rien." Amandine fait un appel à l'ordre. "Monsieur, vous pouvez arrêter un

peu les autres de discuter, parce qu'on ne comprend pas trop le cours. Il m'a dit: 'non, il faut les laisser. De toute façon, s'ils veulent pas travailler, ils travaillent pas.' "

Les mauvais profs ne prennent pas l'élève en considération. Ils sont avares de leur temps, jamais disponibles en dehors des heures de cours. Sylvie pense que dans le passé, les élèves étaient mieux accueillis en salle des profs. "On nous demandait si on voulait rencontrer un professeur, ou quoi que ce soit...Maintenant, c'est sur un autre ton, et on nous fait comprendre qu'il faut partir. Avant on pouvait prendre notre temps - parce que ça peut être une histoire importante, si on n'a pas eu le temps de voir avec le professeur. Puis maintenant, à peine on est là, on doit vite repartir". Elle sent les professeurs hostiles, moins accueillants que dans le passé. "Parce que, maintenant, si on vient, ils nous disent: 'bon, les filles, on verra ça à la prochaine séance où on se verra'. Y a pas beaucoup de profs qui acceptent de parler à l'heure de la récréation... Plus ça va, plus on n'est pas bien avec les profs..." Il y a encore ceux qui font leur cours exclusivement pour les élèves qui comprennent, en oubliant les autres. Ilana, bonne élève, raconte une situation de ce type. "C'était l'année dernière, un prof de maths. J'étais déléguée et je voyais, en maths, la moitié de la classe coulait. Et il y avait six élèves devant, les petites têtes de la classe... Bon, c'était nos amis, c'est vrai qu'ils avaient de très bonnes notes en maths, on leur en voulait pas, c'est pas ça... Mais le prof demandait qui avait compris, il y avait ces six petites mains qui se levaient - ah, c'est bon, toute la classe a compris. Et nous, c'était pas ça... et toute la classe se taisait. Et moi, il n'en est pas question, je ne me tairai pas, je vais ouvrir ma gueule comme on dit. C'est ce que j'ai fait et le prof l'a très mal pris..."

Cependant, le reproche le plus grave et le plus massif qu'on peut faire aux mauvais profs, c'est de déroger au principe de justice attaché à leur rôle. L'attitude de ceux qui "font des différences" est considérée intolérable. "Ce que j'aime pas du tout dans les classes, c'est quand il y a un prof qui chouchoute plus souvent les autres, quand c'est les meilleurs qui se font aider, que ceux qui comprennent pas c'est pas eux qu'on aide, je trouve ça bizarre, quand même... Mais ça, c'est pas tous les profs, c'est vraiment quelques profs..."

Enjeu et formes d'un conflit

Les élèves sont très sensibles à des attitudes des enseignants ressenties comme des humiliations. Mohamed raconte un dialogue dur qu'il vient d'avoir en classe de physique. Le prof lui demande : "ça ne t'a pas suffi, trois jours de renvoi de cours?" "Je me suis énervé, je me suis levé, je lui ai dit 'ce n'est pas vos histoires, ça, de quoi vous vous mêlez?' Elle me dit : 'tu me parles pas comme ça', je dis 'je parle comme je veux'. Après, on s'est calmé... Je lui ai dit: 'c'est bon, c'est pas la peine de le dire à tout le monde, c'est pas la peine que vous crisiez'... Elle a rien dit. J'aurais préféré qu'elle me renvoie, au lieu de me dire ça."

Nathalie raconte la honte qu'elle a éprouvée, lorsque, à cause d'un prof, toute la classe s'est moquée d'elle. "J'avais pas trouvé de place, puisque j'avais pas voulu me mettre à côté d'un garçon. Parce qu'après ça commence, les bagarres et tout... Après la prof elle a dit: 'va là-bas, on dirait une SDF...' Après, tout le monde a rigolé. J'ai posé ma veste, je l'ai jetée, j'ai fait: 'lâchez-moi, c'est pas de ma faute. Pourquoi vous aussi, vous rigolez?' Je me rappelle plus... Après j'ai fait : 'pourquoi tout le monde rigole? En plus on me traite de SDF...' Comme ça... et puis j'ai commencé à pleurer. Parce que j'ai pas voulu... j'aime pas

insulter les grands et j'avais peur d'être renvoyée prendre mon carnet. Alors, je me suis quand même calmée. Mais c'était dur. Après, je me suis accroupie et je n'ai plus rien fait."

L'abus de pouvoir, souvent dénoncé, est vécu comme la forme accomplie de l'injustice. Julien, 11 ans, voudrait "porter plainte" contre un professeur. "Quand il y en a qui font des bêtises, quand il écrit au tableau ou derrière lui... il écrit au tableau, il a l'air comme ça, mais il les voit...mais après, il accuse les autres... Moi, je voulais porter plainte contre lui parce que lui, il voit ceux qui font les bêtises, mais il prend le carnet des autres..." Marie, 15 ans, s'est fait renvoyer sans raison. "J'étais déléguée et je devais m'occuper du cahier de textes. Il y avait une copine, on prenait le cahier de textes, une le matin, une l'après-midi. Moi j'étais de l'après-midi et la fille, du matin. Elle a pris le cahier et elle est partie chez elle. Et donc, j'ai cherché le cahier de textes et il y était pas. Et avant ça, il y avait l'inspecteur qui était venu, déjà. Et le prof fait 'vous vous taisez et tout, quand il y a l'inspecteur.' Et l'inspecteur nous avait demandé si on pouvait lui montrer le cahier et puis il a fait: 'c'est tout ce que vous avez fait?' Et le prof nous a fait 'pourquoi vous lui avez montré le cahier?' et il était énervé... Alors, moi j'arrive et il me fait 'et le cahier de textes ?' Je fais: 'il n'est pas dans le casier'. Elle me fait: 'dans cinq minutes je veux le cahier de textes, sinon je te vire'. Je fais: 'vous allez me virer? J'ai pas le cahier de textes... Je vais pas aller le chercher chez elle, j'ai pas le droit.' Il me fait: 'vous allez me chercher ce cahier de textes dans cinq minutes...' Je lui fais: 'arrêtez de me prendre le chou comme ça...' Il me fait: 't'es virée'..."

Les performances scolaires constituent un terrain sensible de conflits. "Je suis nul en anglais et j'avais pas appris, et le prof m'interroge. Je lui explique pourquoi j'avais pas appris et il me dit: 'ouais, toute façon t'arriveras pas dans la vie'... Ce prof là, il avait fait des groupes, il chouchoutait tous les autres et il s'occupait pas de nous. Quand il passait à côté de nous, il faisait 'pff', comme ça..." "La prof d'histoire-géo nous a dit une fois: 'vous êtes les plus nuls...' Elle nous a dit 'vous avancez mal, vous avez vu comment vous êtes ?'" L'abus de pouvoir est particulièrement sensible lorsqu'il concerne directement l'évaluation des résultats scolaires et les notes. Luca évoque sa prof d'espagnol. "Elle savait que j'avais pas appris ma leçon et, à la fin de l'heure, elle a fait exprès de m'interroger. Moi, je lui avais dit: 'j'ai pas appris ma leçon'. Elle a fait exprès de m'interroger pour me mettre un zéro." Certains enseignants se permettraient de rabaisser des notes, lorsque même sans preuves ils soupçonneraient des élèves de tricherie aux contrôles.

Marie raconte comment l'année d'avant elle s'était énervée contre son prof de maths. "Je l'ai même insulté. Il m'a tellement énervée... Au début de l'année je ne comprenais pas trop les maths, puis j'avais de mauvaises notes. Et il m'a dit: 'il faut que tu remontes au deuxième trimestre.' Donc, au deuxième trimestre j'ai remonté un petit peu plus, mais pas assez et ils m'ont dit: 'au troisième trimestre, tu as intérêt à remonter, sinon tu peux redoubler.' J'avais toujours des 7 et des 8, et ça n'allait pas plus loin. En plus, le dernier contrôle que j'ai fait, j'ai eu un 13. J'étais toute contente, il m'a mis 10. Et après je lui ai demandé pourquoi et il m'a dit: 'ouais, t'as copié'. J'ai fait: 'ça se fait pas, pourquoi vous me mettez 10? Pour une fois que j'ai fait des efforts... Il fait 'si, j'suis sûr que t'as copié'. 'Et pourquoi?', je fais. 'T'avais toujours de mauvaises notes...' En plus, j'avais révisé, j'avais révisé jusque tard le soir. Ma mère m'avait dit 'c'est pas la peine de te prendre la tête et tout, t'auras la note que t'auras' et j'ai eu une bonne note. Après je lui ai dit: 'il faut être deux pour copier'. En plus, elle avait une meilleure note que moi, la fille qui était à côté de moi, je fais 'franchement, j'ai pas recopié'. Après, il m'a tellement énervée... Il me disait que c'était de

ma faute, je lui disais que c'était pas vrai, il me disait que si et moi... après je me suis énervée et j'ai commencé à l'insulter. J'étais même en train de pleurer. Ma copine me fait 'pleure pas et tout, parce que c'est ce qu'il veut'. " Marie hésite à nous dire quelles insultes a-t-elle adressées au prof. Puis, elle reprend son courage: "Je l'ai tellement détesté, je lui ai dit : 'espèce de bâtard' et tout... Après il me fait 'quoi?!' Et je lui dis: 'ouais, c'est pas la peine de me regarder comme ça, je dis la vérité. Vous ne savez même pas ce que vous dites. Pour une fois que j'ai augmenté... Après, il m'a fait: 'je vais voir ça'. Je dis: 'il n'y a pas à voir, je dis la vérité'. Après il m'a dit : 'bon, si t'as pas copié - c'était juste pour voir ta réaction... Parce que d'habitude ceux qui copient vraiment, ils se taisent.' "

Paul raconte la même histoire. "On était en classe, en cours d'allemand, on avait fait un contrôle. Moi, déjà, je m'entends pas du tout avec cette prof, c'est une raciste. On était vingt élèves, sur vingt élèves il y en avait quatre qui avaient la moyenne, et le reste, ils avaient tous zéro. Et ce jour là, j'avais un peu appris. J'ai eu six, et quand elle me voit, elle fait 'non, non, c'est impossible, t'as triché. Je lui ai demandé avec qui j'avais triché. J'étais assis au fond de la classe, elle me montre quelqu'un qui était à l'autre bout. Elle a comparé nos feuilles, il y avait à peu près les mêmes erreurs, mais c'est pas logique, je suis au fond et il est devant. Et après, elle me regarde, et elle fait 'bon, vas-y, j'arrête. Tu sais bien qu'un étranger ne réussit jamais dans la vie'." Paul est d'origine asiatique.

Face à l'injustice d'un prof, certains, par souci de maîtrise, calculeront leur réaction. Ils sont conscients d'un rapport de forces qui leur est défavorable. Luca ne peut pas s'empêcher d'interpeller sa prof d'espagnol. "Moi, je me suis énervé. Je lui ai demandé: 'pourquoi vous m'avez interrogé? Je vous avais dit que je n'avais pas appris ma leçon. Après, elle m'a dit: 'va te faire voir'. Moi, j'ai laissé tomber, parce que les profs ont tout le temps raison. Après, c'est moi qui vais avoir des ennuis, c'est pas elle." Sylvie rappelle une occasion où un prof l'avait surprise en train de bavarder. "Il m'a dit: 'Sylvie, tais-toi pour l'énième fois'. Je lui dis: 'Mais Monsieur, il n'y a pas que moi qui parle dans la classe'. Il m'a fait 'oui, je sais, mais je te le dis à toi, parce que toi, tu n'arrêtes pas depuis le début de l'heure'. Et puis, je me suis énervée, je lui ai dit, 'mais c'est pas juste, j'ai remarqué, vous me dites à chaque fois à moi et les autres, il y a certaines personnes que vous ne reprenez presque jamais' - et j'ai failli être collée, mais je me suis arrêtée à temps..."

Dès lors, ce qui fait la différence, du point de vue de l'analyse de la violence pouvant intervenir dans la relation entre élèves et enseignants, c'est la plus ou moins grande capacité de calcul stratégique et de maîtrise que les premiers peuvent manifester, lorsqu'ils s'estiment victimes d'une injustice. Leurs réactions sont très variables, celles des enseignants de même. Elles se construisent, comme nous l'avons vu, sur des bases purement interactives. Des situations analogues peuvent susciter un *crescendo* dans la violence des réactions, allant de la maîtrise pure et simple de soi, face à des situations vécues comme injustes, en passant par l'auto-violence, jusqu'à en arriver à frapper l'adulte.

Dans certains cas la famille joue un rôle régulateur. Dans l'affaire du cahier de textes, ci-dessus évoquée, Marie perd la maîtrise d'elle-même et répond mal au prof. "Je lui fais 'arrêtez de me prendre le chou comme ça...' Il me fait 't'es virée'. Alors je l'ai dit à mon père, mon père est venu et ce qui m'a surpris, c'est qu'il a dit à mon père: 'ouais, c'est de ma faute. C'est une élève gentille, j'étais énervé. Mon père a fait 'la prochaine fois que vous vous énervez, ne vous énervez pas sur les élèves...' Après, il était tout gentil avec moi.

Toute l'année, après, il était gentil avec moi." Mais dans la plupart des cas, les réactions se jouent dans le face à face entre l'élève et l'enseignant, sans aucune intervention extérieure.

Réagir par l'auto-violence

Aminatou raconte une situation où elle s'est énervée contre un prof. "Je fais des crises de nervosité et ça prend la même tournure que l'asthme. On avait notre cahier, on avait fait un exercice, et comme il y a eu une dictée et que je n'avais pas très l'habitude qu'on me dicte, donc j'avais du mal à écrire vite en écrivant bien ; donc j'ai pris une feuille en écrivant vite, comme ça je me suis dit 'j'vais copier chez moi en écrivant au propre'; et comme il m'a vue, il a commencé à crier, à crier, il m'a dit 'oui, pourquoi tu copies sur une feuille alors que t'as ton cahier?!' Je dis 'Monsieur, j'arrive pas à suivre'. Il me dit 'c'est pas une raison.' Je lui dis: 'je vous jure, j'arrive pas à suivre.' Puis j'ai commencé à m'énerver, il m'a fait 'ouais, donne-moi ton carnet'. Je lui dis: 'Non, je vous donnerai pas mon carnet, j'ai rien fait.' Puis je lui ai donné mon carnet et ça m'a énervé et j'ai fait une crise. J'ai commencé à tousser, j'ai commencé à tousser... et là, il a eu peur, il a ouvert la porte, il est passé devant moi, il a appelé l'infirmière, il a dit 'il faut qu'on appelle les pompiers'; et l'infirmière a dit 'non, ça va se calmer', et elle m'a fait des exercices de respiration. Je me suis calmée." Il n'est jamais arrivé à Aminatou d'envoyer balader un prof. Elle n'est pas certaine, si ça pourrait ou non lui arriver un jour, mais elle ne le pense pas. Cette fois-là, est-ce qu'elle en a quand même eu un peu envie ? "Un peu, oui..."

Faire le fou

Pierre nous explique comment il réagit à l'injustice d'un enseignant. Il s'est souvent énervé contre ses professeurs. "Plein de fois. Même aujourd'hui je suis trop énervé. Je suis trop nerveux. Surtout quand ils commencent à dire 'Pierre, tais-toi!' et que je parle pas. Alors là, je commence à faire le fou dans la classe - ça, je l'avoue, parce que je suis trop nerveux quand on m'accuse pour rien. Il a qu'à dire la vérité. Sinon, il se tait, il dit rien." "Par exemple, mon prof, s'il fait de la musique, il est assis à son piano et les autres, ils chantent, moi je commence à crier ou des choses comme ça. Ou sinon, je prends ma flûte... Je crie plus fort que les autres quand on chante, ou alors je me trompe de parole exprès." Il explique qu'il fait ça pour embêter le prof. "Pour qu'il voie que c'est pas bien d'accuser les autres. J'aime pas qu'on m'accuse." Il raconte une deuxième situation. "On était en méthodologie et puis la prof, elle fait 'Pierre, sors tes affaires', alors qu'elles étaient sur la table. J'ais : 'Madame, elles sont là. J'ai ouvert mon cahier, je prends mon stylo et je les tiens dans la main.' Et puis, mon copain il me dit pourquoi il fallait ramener un cahier. Et elle, ma prof, elle est là et elle me fait 'tais-toi, Pierre, tu vas avoir une heure de colle'. Je fais: 'Madame, qu'est-ce que j'ai fait?' Elle me fait 'd'accord, passe-moi ton carnet'. Elle écrit un mot et elle m'a mis une punition, mais je l'ai pas fait... Eh ben, au cours de méthodologie, j'ai rien écrit... La page est restée blanche. Moi, je fais: 'Madame, c'est bien d'accuser les autres, moi je fais rien...'".

Répondre à un prof

Ils sont nombreux à répondre durement aux profs. "Il y a des enseignants, ils nous crient pour un rien. Par exemple, quand j'étais en histoire, j'avais mon casque autour du cou et elle m'a dit de le ranger. Bon, moi je le mets à l'intérieur de ma veste, ça se voyait pas. Elle m'a dit: 'non, range-le dans ton sac'. Moi, je dis: 'pourquoi? il se voit pas là'. Elle a fait:

'mais moi, je sais qu'il est là'. Je fais: 'mais vous saurez qu'il est dans mon sac, aussi'. Après, si je continuais, que je l'enlèverais pas, elle m'aurait renvoyé pour un rien." Géraldine rappelle un incident qui a eu lieu la veille, à son cours de musique. "Il y a une personne qui a lancé un bout de gomme. Et moi, j'étais en train de rire. Il me voit et il fait: 'Géraldine, tu vas être exclue et tout.' Moi, je fais: 'ça, c'est pas moi'. Il me fait: 'Tu crois que je t'ai pas vu ? Tu crois que je t'ai pas vu ?' Moi, je commence à... ma voix elle est montée, je commence à m'énerver. Après, il fait: 'Quoi, qu'est-ce que tu vas faire ? Qu'est-ce que tu vas faire?' Après, la personne qui a lancé le bout de gomme, il s'est dénoncé lui-même." Avec ça, le prof s'est-il calmé? "Il se calme vite. Quand il a vu que j'ai monté le ton, il a calmé le sien." "Presque tous les profs s'énervent avec les petits de sixième. Ils voient que c'est des petits, donc il faut les contrôler, il faut pas les laisser faire comme les autres... En sixième, même s'ils gueulaient, moi je gueulais aussi..."⁸³

Lors de certains incidents, il y a une réinterprétation (juste ou fausse), par l'élève, du comportement de l'enseignant en termes de racisme, ce qui l'amène à durcir son propre comportement. "Ma prof de musique, c'est une raciste. Et la dernière fois, il y a une Française dans ma classe, elle fait 'si je ramène une cassette, on pourra l'écouter ?' Elle fait 'ouais, mais si tu nous dis ce que c'est, et d'où ça vient et tout'. Après, moi, quand je lui demande elle fait 'non, moi je fais plus ça, c'est fini'. La fille, elle avait ramené sa musique, après on l'a écoutée, c'était bien et tout. Après, quand moi j'ai voulu, elle m'a dit 'non, non'. Moi j'ai fait 'pourquoi?!' C'était la fin du cours, j'ai fait style j'allais m'énerver, et elle a écrit dans mon cahier de textes. Après, elle écrit des cours, moi je lui fais, 'moi, je m'en fous de ton cours, si tu crois que ça va me servir...' Elle m'a dit 'tu veux que je te vire ?' Je lui ai dit 'vas-y, vire-moi'; après, j'ai pris mon cahier avec mes affaires et je suis parti." "Non, je ne la tutoie pas, c'est parce que j'étais énervé. Je la tutoie pour montrer que je me laisse pas faire."

Mohamed reconnaît comme légitime le principe hiérarchique qui autorise l'adulte à tutoyer l'élève, sans réciprocité. "Les profs, on leur parle pas mal, ils me tutoient, moi, je les tutoie pas - c'est pas bien ça." Néanmoins, dans une situation de conflit, le tutoiement émerge comme signe de méconnaissance et délégitimation du principe hiérarchique qui fonde la relation, par conséquent d'équivalence dans cette même relation et c'est lui qui ouvre la voie à l'affrontement. Dans le récit de Mohamed, en plus, l'enseignante aurait l'habitude de les vouvoyer. "Elle me vouvoie... elle m'appelle Monsieur. 'Monsieur Mohamed, voulez-vous vous asseoir. Et il y a pas que moi... Monsieur, ou Mademoiselle... C'est elle qui m'a tutoyé avant... parce que c'est elle qui s'est énervée. Je lui parlais tout doucement, et puis elle s'est énervée..."

Presqu'insulter un prof

Nathalie, élève de cinquième, nous explique que les enfants n'insultent pas leurs professeurs. "Ils disent ça dans leur tête. Ou alors, quelques insultes, mais pas vraiment graves... des fois, dans leur barbe, des fois tout doucement. Mais des fois. C'est très, très

⁸³ Une enseignante nous explique qu'elle entretient effectivement des relations différentes avec les élèves, suivant les groupes d'âge. Si elle essaye, de manière très explicite de manifester du respect, lorsqu'il s'agit d'un adolescent, son comportement est moins surveillé, s'il s'agit d'un élève de sixième. "Un petit, parfois s'il s'agit avec son voisin, je n'hésite pas à le rappeler à l'ordre; des grands... on sait qu'à cet âge là ils sont beaucoup plus susceptibles. Il m'arrive peut être de discuter davantage dans cette tranche d'âge. Les petits, c'est vrai que je ne fais pas toujours l'effort, parce que des fois, en haussant le ton, ça marche."

rare." Amandine ne s'est jamais énervé contre un prof. Est-ce qu'elle s'est déjà trouvée dans une situation où elle pensait que le prof avait été injuste? "Oui, mais je ne le dis pas, comme certains de mes camarades, je le garde pour moi. Je ne le dévoile pas à haute voix." Pierre, par contre, pense avoir déjà insulté un prof. "Oui, mais pas devant lui. Il n'a jamais entendu. Moi, j'attends d'être seul dans la récréation, puis j'insulte le prof. Quand il passe, et dans ma tête - sinon, après... Devant les copains, je l'insulte, et eux ils disent rien."

Ilana, bonne élève de troisième, s'en est prise à son prof de mathématiques et l'a presque insulté. "Pas des choses graves, qui auraient entraîné une semaine de renvoi... 'Vous me faites chier, vous me prenez la tête...' Mais ça n'allait pas jusqu'à l'insulter 'nique ta mère'... J'essayais de me contrôler quand même. J'ai pas envie de devenir comme les autres, comme les gens que je vois dehors, en fait... d'en arriver à un point, à voler, à racketter, j'ai pas envie d'en arriver là..."

Répondre par la violence physique

Au dernier degré de ce *crescendo*, dans l'échelle des réponses violentes à ce qui est perçu par l'élève comme une attitude injuste de l'enseignant se trouve le passage à la violence physique. Face à sa prof d'allemand, qui lui dit qu'un étranger ne réussira jamais dans la vie, Paul n'arrive plus à se maîtriser. "C'est pour ça que je me suis énervé, j'ai commencé à casser des tables, du coup, j'en ai cassé une."

La violence physique sur adulte semble, dans certains cas, au moins, associée à un contexte d'interaction où l'élève répond à une attitude ou à un geste de l'enseignant ou de l'adulte, perçu par lui comme agressif ou illégitime. Hakan raconte une situation de face à face difficile avec un enseignant. "C'était quand je sortais d'une classe d'histoire-géo, je venais de me faire renvoyer, j'étais avec une copine à moi, une déléguée, et on sortait de la classe ; il y a des jeunes, ils sont passés, ils ont ouvert une porte, il y a le professeur qui est sorti... il m'a tenu, il a voulu me frapper. Je me suis défendu un peu et à cause de ça je me suis fait renvoyer. Pour un rien, quoi." "Je lui ai fait 'lâche-moi' et je me suis débattu. Madame Petit m'a dit d'aller au bureau de ma CPE..." Il a expliqué sa version et on lui a dit: "tu n'as pas le droit de toucher aux enseignants..."

Hakan raconte une deuxième situation où cette logique fortement défensive qui l'oppose à l'adulte se donne à voir de nouveau. Il s'agit d'un incident avec un surveillant. "J'étais avec une copine à moi, on s'amusait dans le hall, on s'amusait tous les deux. Elle a sauté sur moi, on est tombé tous les deux. Après, il y a un surveillant, il vient, il me tire violemment, moi je lui fais 'lâche-moi', je l'ai poussé. Alors, juste au moment où on allait se frapper, ma CPE est venue... Je me suis fait renvoyer huit jours."

Aïcha raconte comment elle s'est fait renvoyer de son ancien collège, après avoir frappé un enseignant. "Une fois, je suis rentrée en français, et la prof elle m'a fait 'qu'est-ce que tu fais ici?' Je me suis trompée de salle... Elle a commencé à s'énervé, elle m'a tenue par le bras, je lui ai dit 'vous me lâchez, sinon je vais m'énervé'. Elle m'a dit 'je vais t'emmener chez le principal'; je lui ai dit 'enlevez votre main de là', elle a pas voulu, je me suis énervée, après je lui ai mis une gifle et voilà - et j'ai été renvoyée, c'est à cause de ça. Je me suis trompée de salle, bon, évidemment, j'ai pas frappé, j'ai pas dit 'excusez-moi' ; mais, bon, j'ai pas aimé comment elle m'a tenue par le bras. Et voilà... Je connaissais pas la prof, et elle me connaissait pas non plus. Mais il y avait un surveillant et il est venu nous

séparer. Elle m'a tenue comme ça, elle me serrait par le bras, je lui ai dit 'enlevez votre main, sinon je vais m'énerver'... Elle a fait des menaces, des menaces... Je lui ai fait 'Madame, enlevez votre bras, sinon je vais vous mettre une gifle'. Elle a fait encore des menaces, après, je me suis énervée, je lui ai mis une gifle... Heureusement, il y avait le surveillant qui m'a tenue. Si elle avait continué, je sais pas ce que j'aurais fait, je l'aurais envoyée à l'hôpital, je sais pas..." "Non, c'était pas la première fois, une fois j'étais dans le couloir, j'ai bousculé un prof, il m'a pas dit pardon... non, c'est moi, je lui ai pas dit pardon, et il m'a tenu comme ça et il m'a poussée. Et moi, je lui ai mis un coup de poing, et je l'ai mis contre le mur. Moi, je le connaissais pas du tout, il a voulu me mettre une gifle, il y a des garçons de ma cité, ils sont arrivés, ils lui ont sauté dessus. Ils nous ont séparés. Mais j'ai pas été renvoyée définitivement, j'ai été renvoyée trois jours..."

5 -CATEGORIES DE LA PRATIQUE, ET EXPERIENCES QUI SOUS-TENDENT DES PASSAGES A L'ACTE VIOLENTS

Certaines expressions utilisées de manière récurrente par les élèves constituent des catégories de leur pratique à signification multifacétique qu'il convient ici d'interroger. Il en est ainsi de *la rigolade*, de *la honte*, de *l'idée d'énervement* ou de celle de *se la raconter*. Par ailleurs, un certain nombre d'expériences vécues, abondamment décrites, comme l'étiquetage ou le racisme, constituent des éléments importants d'une réinterprétation de la réalité pouvant entraîner un passage à l'acte violent.

La rigolade

La rigolade est, dans l'univers scolaire, une catégorie de l'intégration et de la participation à une expérience collective. La rigolade exprime la complicité entre pairs, ou entre élèves et adultes, au-delà du travail scolaire *stricto sensu*. C'est une expérience très largement partagée. La rigolade aménage une plage du vécu, fonctionnant comme territoire libéré des tensions du travail scolaire - à ce niveau, elle crée de la distance ; mais elle fonctionne également comme barrière, souvent fragile, à la violence.

Dans les rapports élève-adulte, si on reproche à l'enseignant de trop rigoler et de se départir de son rôle, comme nous l'avons indiqué ci-dessus ("un prof ne doit pas lancer de vanes aux élèves, rigoler"), c'est seulement lorsque la rigolade remet en question la représentation de ce rôle, telle qu'elle est formulée par l'élève, avec ses attributs de justice (on rejettera la rigolade méprisante ou démoralisante de l'enseignant qui rigole, alors même qu'il faudrait qu'il soit sérieux)⁸⁴ et de garant de l'ordre dans la classe (on rejettera l'enseignant qui, par son rapprochement excessif de l'élève, perdra de vue son rôle dans le maintien de l'ordre). Mais on apprécie, en revanche, ceux qui savent rigoler et qui laissent rigoler, sous réserve du respect de certaines limites a priori indéfinissables.

Nathalie évoque son prof de maths, très apprécié par de nombreux élèves. "Il nous a expliqué qu'on peut rigoler, mais à un moment il faut s'arrêter... Alors là, c'est bien, parce qu'on rigole bien et à un moment on s'arrête. Mais histoire-géo, on rigole jamais. C'est pour

⁸⁴ Cf. ci-dessus le récit de Sylvie, qui estime que les enseignants rigolent trop à l'occasion des conseils de classe.

ça qu'on n'est pas bien. Tout le monde dit ça, là-bas. Elle nous parle et tout, on rigole pas. Si on veut rigoler, on essaye de rigoler et elle 'taisez-vous et tout, etc.'. Si elle veut rigoler elle fait 'ra-ra-ra' et elle arrête, c'est tout. Elle nous explique bien, mais c'est pas une prof sympathique." "Le prof de techno, il est sympathique. On rigole pas là-bas, mais il sait nous faire décontracter. On rigole pas, mais des fois il nous lâche un peu, il nous laisse un peu réfléchir..." D'une autre manière, rigoler avec les surveillants, qui sont perçus à leur tour comme sympathiques et sachant bien rigoler, indique le rapprochement entre les élèves et une catégorie du personnel de l'établissement qui est à peine plus âgée qu'eux.

Au niveau des pairs, la rigolade exprime complicité et amitié. Pierre rappelle des copains de sa classe qui le protègent contre des grands, qui pourraient être violents à son égard. Avec eux, il n'a pas peur: "Je rigole avec eux et tout". La rigolade peut être aussi la voie permettant de fonder une complicité et une nouvelle amitié, mais dans certaines circonstances elle peut aussi basculer et induire la bagarre. Lorsque Christelle raconte la bagarre au milieu de laquelle elle s'est retrouvée dans les couloirs, elle décrit ces deux façons opposées d'employer la notion de rigolade : on rigole bien, et puis, tout d'un coup, incident, on rigole pas. "Je ne le connaissais pas, mais c'est qu'en fait il rigolait avec ma copine et ma copine, elle s'est accrochée à moi. Et puis elle dit 's'il te plaît dis-lui qu'il arrête de m'embêter', pour rigoler. Et puis, quoi, je voulais m'amuser avec lui et je fais 'ouais, c'est vrai, arrête de l'embêter' - on rigolait bien et tout ça. Après, il rigolait avec moi, le garçon, et tout, et après ma copine, elle me met un coup de pied. Je croyais que c'était le garçon et je lui remets un coup de pied. Et puis, lui, il fait : 'moi, je rigole pas avec toi, je te connais à peine' - et puis ça y est..."

"Je rigole pas avec toi" est une expression marquant l'écart d'attitude qui induit la fin de la complicité (et donc de la rigolade). Cela peut encore exprimer la menace devant un écart d'attitude qui vaudrait bagarre ou sanction. C'est ainsi que Yacine raconte son dialogue avec Akikat. "La prof nous a rendu nos contrôles, après je lui demande: 'Akikat, t'as eu combien ?' Elle répond pas, je me suis foutu la honte devant tous les copains de ma classe, parce qu'elle n'avait pas répondu. Je lui dis 'Akikat, Akikat' et elle me répondait pas, elle me fait 'qu'est-ce que tu veux faire de ma note?' Moi, je me lève, je lui dis 'reste tranquille, je rigole pas avec toi et tout'. Voilà: petit coup de pression, après je fais 'c'est bon, on arrête'." L'expression je rigole pas avec toi fonde donc la distance, l'absence de complicité et le risque d'un passage à la violence.

La honte

Le changement culturel qui place même le plus jeune enfant conscient de lui-même en situation d'autonomie relative du point de vue de la gestion de son rapport au monde exige de lui, très tôt, qu'il se comporte comme le sujet de sa propre vie. Grandir, c'est construire les conditions de cette autonomie. Même si on est loin d'en maîtriser dès le départ toutes les possibilités, culturellement il s'agit là d'un enjeu central. La honte est la marque de la défaillance, dès lors qu'on sent remise en question, dans des circonstances particulières, l'assurance de cette autonomie qui, dans un environnement hostile, se doit d'être aussi une force. Ce décalage entre l'idée qu'on se fait de ce qu'on doit être et le rappel de sa propre fragilité, qui intervient dans des moments critiques, s'exprime à travers la honte et peut se résoudre, le cas échéant, par la violence ou l'auto-violence.

Yacine n'aime pas le CDI, ni la bibliothèque municipale, où on refuse, comme à d'autres jeunes, dit-il, de lui reconnaître un droit d'entrée, par crainte d'un comportement inadéquat, alors même qu'il cherche à y avoir accès par nécessité, en fonction de son travail scolaire: on les "vire", "devant les parents et tout - c'est la honte". Akikat aussi lui a "foutu la honte", en refusant de répondre à la question qu'il lui avait posée. Ses camarades ne manquent pas de le lui rappeler: "les autres, ils m'ont dit 'oh là, là, Yacine, la crampe que tu t'es foutue'... Après, il y en a un, il me dit 'lève-toi'. Je me lève, et puis j'ai mis un coup de pression". Aussi les pairs sont-ils le miroir dans lequel se regarde le sujet en formation, pour s'assurer de sa propre identité. Ils sont les garants de son intégrité, alors que par lui-même il n'est pas encore en l'état de l'assurer. Christelle a peur de se battre, mais elle y est induite par ses pairs. "Il y avait un élève de cinquième, il voulait se bagarrer, et comme moi, je ne me défendais pas, il en profitait, parce qu'il se disait 'elle doit être faible et tout, je peux continuer, je peux continuer' - et puis, tout le monde disait 'oh, la honte, elle se laisse faire'..." Ce rappel à l'ordre correspond à une valeur partagée, et par le groupe et par le sujet mis en cause: "et c'est vrai que c'est la honte..." Cette valeur ne relève pas en elle-même d'une culture de la violence, mais d'une affirmation de l'intégrité du sujet. Elle peut néanmoins induire, dans ces circonstances particulières un passage à l'acte violent. "Alors, moi, j'avais la honte et puis je me suis dit 'moi, je vois pas pourquoi il me taperait et moi, je me laisse faire' et puis en fait je ne me suis pas laissé faire et puis voilà..." Dès lors, Christelle surmonte sa peur et se lance dans la bagarre.

Dans une situation différente, où son intégrité en tant que sujet sera remise en cause non pas par un camarade, mais par son professeur qui peut-être sans y prendre garde la fait subir une humiliation, Nathalie choisira la voie de l'auto-violence. Face à l'enseignant qui la traite de SDF et face à toute la classe, qui se moque d'elle, Nathalie n'insulte personne ("j'aime pas insulter les grands et j'avais peur d'être renvoyée prendre mon carnet"). Elle reconnaît sa propre faiblesse devant un rapport de forces défavorable ("je me suis quand même calmée") et accepte de payer le prix de l'auto-violence ("mais c'était dur. Après, je me suis accroupie et je n'ai plus rien fait.").

S'énervé, ne pas se laisser faire, se la raconter

L'énervement, idée qui sous des formes très diverses revient maintes fois tout au long de ce texte, signifie devenir violent. Dans cet univers, tout le monde *s'énervé*, comme nous l'avons vu - autant élèves que profs ou d'autres professionnels. S'énervé veut dire montrer qu'on est prêt à accepter l'affrontement et, le cas échéant, aller au-delà des limites acceptables, inscrites dans certains rapports de force inhérents à l'univers scolaire, déborder ces limites par l'affirmation de la défense du sujet comme valeur première et unique.

Dès lors, les marges et les formes d'énervement relèvent d'une comptabilité, où l'élève évalue d'un côté ses besoins d'autodéfense (souvent rappelés par les pairs), dans des conditions où il se perçoit lui-même en tant que sujet menacé dans son intégrité; et où il évalue, d'un autre côté, ses intérêts stratégiques - sa volonté peut-être d'éviter d'avoir des ennuis', comme dit Luca, lorsqu'il raconte l'incident qui l'a opposé à sa prof d'espagnol: "de toute façon, les profs ont toujours raison; après, c'est moi qui vais avoir des ennuis..."

S'il se perçoit comme dépourvu d'intérêts stratégiques en rapport avec le collège, comme Aïcha qui veut s'en aller pour trouver un emploi de vendeuse dans un magasin, la

défense du sujet menacé devient une valeur absolue et peut l'emporter dans la logique de la construction d'un personnage violent. L'absence d'intérêt stratégique, lié au milieu dans lequel il évolue, accroît vraisemblablement le sentiment de menace qui atteint le sujet, le durcissant dans une attitude de repli et d'autodéfense. Il répond alors au coup par coup, car il "ne se laisse pas faire". Aïcha nous raconte l'incident qui vient de l'opposer à un prof, juste avant qu'elle vienne nous voir. "Je rentre en cours, c'est 'tu vas t'asseoir et tu fermes ta bouche'. Après, je lui dis 'pourquoi je ferme ma bouche?'. Elle me dit 'tu veux pas fermer ta bouche, tu sors!'. Je suis sortie, j'en avais rien à foutre, j'en ai rien à foutre, je termine mon année, je vais pas au lycée."

Il y a un certain nombre d'élèves qui relèvent de ceux qui ne se reconnaissent pas d'intérêts stratégiques liés au collège, et qu'on désigne comme des élèves durs et violents. Un certain nombre de professionnels les perçoivent comme des sujets "en souffrance" - ce qui renvoie au décalage non comblé entre le personnage qu'ils bâtissent, à travers des stratégies de présentation d'eux-mêmes en public, et leur identité "réelle". Aïcha est un cas de figure intéressant. Lors de notre première rencontre avec le groupe des élèves de troisième, elle s'est présentée elle-même et quelques autres comme appartenant à la racaille. Mais elle était en même temps très inquiète de savoir si c'était bien comme ça que nous mêmes nous les percevions. Par la suite, Ilana, observatrice assez fine, est revenue en entretien individuel sur ce qui s'était passé ce jour-là. "En fait, à la réunion, vous avez dû remarquer que les élèves ne parlaient pas. On aurait dit qu'il y avait quelque chose qui bloquait. C'était Aïcha. Elle est venue cette année et elle s'est fait renvoyer de deux autres collèges de la ville... Et depuis qu'elle est venue, elle a menacé des élèves. Souvent j'ai vu des élèves se faire tabasser par elle ; c'est pas moi qui irais me battre avec..." Mais Ilana relativise d'elle même ses premiers propos. "Je pense pas qu'elle est si méchante que ça. Je pense qu'elle a confiance en personne... Alors qu'en fait c'est peut-être quelqu'un de génial, on sait pas... Et elle, elle essaye de se cacher et de donner une image qui n'est pas la sienne... Elle est assez brutale et violente... Des fois elle est gentille." Ilana raconte un incident à la cantine où Aïcha avait mis du poil à gratter sur une élève allergique. "Elle a tout pris en charge, Aïcha, elle l'a emmené à l'infirmerie, elle l'a emmené aux toilettes, elle s'est excusé plusieurs fois. Elle a été d'une gentillesse incroyable - je ne pensais pas qu'elle était comme ça. C'est à partir de ce jour-là que j'ai vu qu'elle se cachait derrière un autre personnage..." Aïcha partage d'une certaine manière ce point de vue. Lorsque nous lui demandons quel personnage elle joue au collège, elle répond: "peut-être que je joue la voyou, je sais pas... peut-être je me la raconte (- que j'essaye de ressembler à mon personnage). Mais, je sais pas, j'aime pas me laisser faire, je m'énerve vite".⁸⁵

Le racisme ordinaire

L'expérience du racisme a été assez souvent évoquée. Yacine, élève d'origine étrangère ayant vécu un certain nombre d'accrochages pas trop graves avec des enseignants, n'a pas le sentiment que ces derniers sont racistes. Il évoque néanmoins un incident, qu'il

⁸⁵ A la fin, en nous parlant de sa famille, de son père qu'elle a perdu à l'âge de quatre mois, de son frère aîné décédé récemment, Aïcha s'est permis de rajouter: "la CPE, elle est gentille, mais j'avais pas lui raconter ma vie. J'ai pas envie qu'on ait pitié de moi".

explique en termes de racisme. "On était en train d'étudier un cours, moi je m'en souviens plus quoi, après on lui a posé une question sur notre religion, c'était moi et une fille de ma classe, après, elle nous a fait 'ouais, mais on s'en fout des Africains' - c'était un truc sur la religion de notre pays."

Charles et Paul pensent que le racisme peut être une catégorie de classement des élèves, permettant d'établir des différences entre Français et étrangers. "Par exemple, ce prof que je pensais, les Français seront favorisés par rapport aux autres élèves qui sont pas français." Paul évoque sa prof d'allemand: "c'est brutal, toi t'as rien à faire là, tu fais une erreur, tu te fais cartonner. Au conseil de classe: 'oh, lui c'est un bon à rien'. Par rapport aux Français: 'il fait des efforts, il travaille bien', c'est comme ça..." Le racisme est donc pour le moins une catégorie mobilisée pour interpréter certaines attitudes des enseignants. Paul pense que les enseignants qui ont des attitudes racistes le font contre des élèves de toutes origines, et non pas seulement contre certaines nationalités. Charles: "Heureusement, les profs racistes ici sont en minorité. Des fois on en parle avec les autres profs, ceux qui sont pas racistes, ils disent qu'ils le savent mais qu'ils peuvent rien faire." Sylvie, bonne élève, française de souche, parle de ce qui ne lui plaît pas chez certains enseignants. "Les différences: il y a beaucoup de favoritisme. J'ai déjà rencontré des profs racistes. Moi, je ne suis pas victime, mais j'ai déjà vu des échanges racistes... Cela a été cité à la réunion générale. Un prof a dit à un élève: 'on n'est pas en Afrique ici'. Parce que cet élève était agité, il bougeait dans tous les sens. Le professeur à un moment donné lui a dit: 'on n'est pas en Afrique'. Moi, j'estime que même si un prof est énervé, il n'a pas à dire ça. Pourquoi il ne dit pas comme tout le monde 'calme-toi', ou quelque chose comme ça? Il n'a pas à dire 'on n'est pas en Afrique'." Quand quelque chose comme ça arrive, même si on n'est pas d'accord, la classe ne bouge pas. "A part l'élève, qui essaye de se défendre. Mais non... le jour où c'est arrivé, personne n'a protesté." Quant à l'élève, il a essayé de piéger le prof, en disant: " 'Je sais bien qu'on n'est pas en Afrique, mais pourquoi vous dites ça?' Mais le professeur lui a dit simplement 'tais-toi', un point c'est tout."

Le racisme peut induire chez certains des passages à l'acte violents. Dans un groupe d'ex-élèves, qui ont participé à une discussion avec une CPE à l'extérieur du collège, le dialogue suivant s'instaure. L'invitée prend la défense des enseignants. Elle demande au groupe d'imaginer le prof, qui a une règle de grammaire à apprendre à la classe, alors que certains font des bêtises. Y: "Oui, c'est vrai que le prof, il craque." Il reconnaît ainsi qu'ils sont souvent dans une relation de provocation et d'affrontement, et il poursuit (parce qu'il a une manière de poursuivre, comme si de rien n'était): "Tu prends l'exemple de Mme X : la seule connerie qu'elle a faite, c'est qu'elle m'avait dit 'sale Turc'." L'invité: "Oui, ça, c'est sûr qu'il ne faut pas dire." Y s'exclame encore une fois: "Elle m'avait dit 'sale Turc'!" Les chercheurs sont écoeurés: "Elle t'a dit 'sale Turc'?! Et qu'est-ce qui s'est passé?" Y: "Bon, je me suis levé, elle s'est mangé la claque dans la gueule et c'est moi qui ai été renvoyé..."⁸⁶ L'invité confirme que ce genre de phénomène arrive plus souvent qu'on n'oserait imaginer. Pour qu'une offense raciste soit sanctionnée, il aurait fallu que la famille porte plainte, qu'il y ait une déposition au commissariat, que cela soit traduit en justice. "Pour la famille, c'est quelque chose de démesuré." Y: "Moi, le seul truc qui m'était venu à l'idée, au niveau de X,

⁸⁶ Mme X continue effectivement à enseigner au collège. C'est elle que nous retrouvons dans le témoignage de Christelle, lorsque cette dernière nous parle des noms des profs écrits avec des épithètes désagréables sur les tables et sur les murs - "X ci, X ça...", parce que, explique Christelle, "Mme X est très sévère, elle ne laisse rien passer..."

le seul truc que j'ai fait, c'est (parce que j'ai pensé) : 'si moi, je bouge pas, personne va rien faire' ".

Continuités et discontinuités dans l'expérience d'élèves réputés violents et non violents

Le débat sur la violence à l'école a toujours pris appui sur deux idées : d'abord que la violence était le fait de quelques individus isolés, une petite minorité ; et qu'une fois ces cas mis hors d'état de nuire, d'autres réapparaissaient pour reprendre leur place, sans qu'on puisse l'éviter. Or, il est apparu peu aisé de dresser le portrait de l'élève violent.⁸⁷ Si l'étiquetage semble, sur ce plan, répondre au besoin de rendre intelligible une situation plutôt floue, et s'il contribue ainsi à la cristallisation de personnages violents, les résultats obtenus par ce moyen restent fragiles et sont en permanence relativisés par toutes sortes de contre-arguments, comme dans le portrait d'Aïcha, dressé ci-dessus par Ilana. Mais au-delà de cette relativisation, qui fluidifie les traits de l'élève violent, la violence est une culture, fondée sur la peur (la violence des élèves entre eux), sur la honte (le besoin de protéger le sujet menacé) et sur la dissonance de perception concernant les rapports hiérarchiques qui structurent la vie au collège (la violence entre élèves et adultes).

Les élèves sont peu nombreux à se définir par une logique scolaire stricto sensu, et ceux qui le font ne sont pas forcément les plus performants. Luca a accumulé les échecs et souhaiterait pouvoir quitter vite le collège pour rentrer dans la police. "Déjà, j'ai fait un cycle en trois ans, parce que j'avais des problèmes d'orthographe. Donc, j'ai fait une sixième, cinquième en trois ans. En fait, j'ai passé ma vie au collège. Après, j'ai redoublé ma quatrième, après j'ai redoublé ma troisième." Il voulait aller dans un établissement où il n'a pas pu être pris, vu le nombre limité de places, et il s'est retrouvé sans rien. "Donc j'ai dû redoubler ma troisième." Luca, qui s'efforce de garder la maîtrise de lui dans ses rapports avec les pairs et avec les adultes, se définit dans le collège sur des bases purement scolaires. Il est sage. "J'suis au collège, je fais mes devoirs, je rentre chez moi..."

L'orientation vers ce type de conduite peut venir avec l'âge et la plus grande conscience de l'école comme enjeu stratégique. On dit alors : "je me suis calmé, je veux réussir mon métier". A l'inverse, ceux qui se définissent en termes de comportements strictement a-scolaires, qui sont indifférents aux règles de l'école et ne demandent des enseignants que de la tolérance à leur égard, sont également peu nombreux.

La grande majorité des élèves s'auto-perçoit comme située entre ces deux pôles extrêmes, jouant à la fois sur le registre des conduites strictement scolaires et des conduites a-scolaires (Dubet, 1994), et cela, indépendamment de leurs performances et de leurs résultats scolaires. Ne pas se définir en termes purement scolaires est une donnée de leur autonomie, qui marque la distance par rapport à la sélection scolaire. Ilana se dit peu bavarde. "Je pense que tous les élèves sont comme ça. C'est plutôt quelque chose de bien, c'est pas un défaut, le bavardage... J'fais pas de souk dans la classe. Je travaille pas suffisamment, on me le dit. J'suis bosseuse quand ça m'intéresse. J'suis curieuse. J'aime

⁸⁷ Lorsque nous avons épuisé la première série d'entretiens avec les élèves, nous avons demandé à un membre du personnel, qui nous avait aidé au départ, de nous indiquer quelques noms supplémentaires d'élèves réputés particulièrement violents. La réponse à cette demande a été bien plus difficile que nous n'aurions pu imaginer : le portrait-robot de l'élève particulièrement violent n'existe pas.

bien parler avec les profs à la fin des cours. J'aime bien leur poser des questions, pas forcément sur les cours. J'suis très curieuse. J'suis pas du tout agitée." Sylvie, bonne élève, en avance pour son âge, définit son propre comportement en classe, alternativement comme sage et excité. "J'embête les camarades, j'écoute pas et puis je suis excitée, j'suis énervée."

Certains prétendent que l'ambiance a un pouvoir d'entraînement sur eux. "J'suis un peu sage et un peu pas sage - ça dépend de moi, ça dépend des jours. Quand je suis pas sage, c'est quand c'est une mauvaise ambiance, quand je suis sage, c'est que c'est une bonne ambiance." Fait-il comme les autres? "C'est eux qui m'entraînent." Nathalie: "Dans la classe, c'est énervant. Dès qu'il y en a un qui parle, tout le monde s'y met." Ils sont encore nombreux à dire que leur comportement varie suivant les matières. "Je suis un peu bavardeuse, dans quelques matières, calme, sérieuse, et puis dans quelques matières... j'essaye de travailler." "J'suis tranquille. Parce que des fois, quand j'ai envie de rire, je rigole. Quand j'ai envie d'emmerder le monde, j'emmerde le monde. Des fois, je suis sage... Je suis tout le temps en train de rire, je suis tonique... En EPS, j'suis bien, j'suis sage... en musique, j'suis pas du tout sage... en maths, j'suis sage, ça peut aller... sciences naturelles, elle trouve que je dors..." "En fait, il y a des jours où je joue des rôles de sage, énervée, bavarde... je joue toutes les élèves... ça dépend qui j'ai comme prof, ça dépend si je veux me mettre à travailler, si je me dis dans ma tête 'ci, ci, et ça'... des fois dans ma tête je me dis comme ça qu'à partir de demain je travaille bien et pendant une semaine c'est impeccable... Après, je refais comme d'habitude... d'habitude, c'est pas que c'est mauvais, parce que je suis quand même la cinquième de ma classe... des fois je mets tout, des fois je mets rien..." Ils jouent donc sur des marges d'acceptabilité de leur comportement, comme Mohamed, qui nous dit: "dans ma classe j'suis le plus méchant, mais ça va : j'suis pas un cas..."

Autant les élèves que nous avons interviewés ont manifesté un vif désir de voir cesser cette violence entre pairs (violence dont ils sont, dans leur très grande majorité, partie prenante), autant ils formulent un clair appel à l'ordre à l'égard des adultes qui, sur ce point, ne leur semblent pas tenir leurs responsabilités ; autant, en ce qui concerne la violence entre élèves et adultes, ils sont souvent portés à l'expliquer en termes de réponse à une injustice et à une discrimination dont l'adulte serait responsable, alors que l'élève ne dispose pas de vrais moyens légitimes de réaction. A ce niveau, les continuités entre élèves violents et non violents primeraient les discontinuités, ces dernières devant alors s'expliquer par le poids relatif chez les uns et les autres de la reconnaissance de leurs intérêts stratégiques liés à l'école, et leur capacité de maîtrise face à une situation perçue comme injuste. Nous en avons donné suffisamment d'exemples, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir.

Les élèves sont nombreux à refuser l'étiquetage, la discrimination et le racisme, nous l'avons vu, comme des attitudes anormales et pourtant fréquentes au collège. Ils refusent également comme anormales les exclusions définitives de l'établissement, dont certains de leurs camarades font l'objet. Frédérique: "Avant, c'était grave. Le collègue allait plus mal... dans les classes, des accrochages avec les profs, il y en avait beaucoup. Bon, il y en a toujours. Les profs, ils pouvaient peut-être avoir peur des quelques élèves d'avant. Des conseils de discipline, il y en avait beaucoup. Je ne sais pas combien y en a eu d'expulsés de ce collège, mais cette année je trouve que ça s'est calmé... Moi, j'en vois beaucoup dehors: ils sont tous expulsés. Je pense que c'est pas bien d'expulser comme ça..." Elle

reconnaît que ces élèves posent peut-être un problème pratique: "il faudrait des classes spéciales pour eux. J'en vois, des fois, qui me disent qu'ils ont envie de travailler - ça, il y en a qui le disent rarement, ils le disent pas à tout le monde... des fois ils le disent sans faire exprès. A leur âge, ils sont déjà en train de travailler, mais ça, en vrai, ils aiment pas. Moi, quand je vois ceux de mon âge qui sont dehors, quand même ça me fait bizarre. Moi, j'suis à l'école, eux, ils sont dehors... Comme y avait un ancien camarade de ma classe, il a pas d'école... Puis, vu qu'au boulot... il devait travailler trois mois, ça dépendait s'il y avait du travail, tout ça. Maintenant, je le vois, il a même pas d'école, il n'est pas allé nulle part. Je trouve pas normal à son âge qu'on doit pas aller nulle part." La blessure de l'exclusion n'est pas vécue en termes purement individuels, mais générationnels. Elle touche leurs amitiés, leurs affections.

Rapport comparé aux profs et aux parents

Enseignants et éducateurs en général pensent souvent que la violence des élèves s'explique par le fait qu'ils vivent en banlieue, dans un milieu pauvre, défavorisé, lui-même violent, et que, les parents ayant "démissionné" de leurs fonctions éducatives, la violence de leur progéniture en est une conséquence naturelle. L'idée de causalité sert à exprimer l'étrangeté par rapport à "un milieu", ou une "situation sociale" qu'on croit connaître. (Les professionnels des couches moyennes, enseignants ou autres, ont souvent, dans l'histoire française de l'après-guerre, vécu, à un moment ou un autre de leur vie, un passage en HLM, d'où l'abondance des références du type "je suis un enfant des banlieues"..)

Il intéressait dès lors de s'interroger sur le rapport des enfants aux parents, pour savoir dans quelle mesure ce rapport pouvait-il avoir une incidence sur la violence à l'école. La question que nous leur avons posée était : envoie-t-on plus facilement "balader" ses parents ou ses professeurs ? L'as-tu déjà fait ? Quelles ont été leurs réactions respectives ? Sur vingt et un élèves interrogés à ce sujet, les réponses se sont réparties ainsi : quatre d'entre eux n'ont jamais envoyé balader, ni parents, ni profs ; six ont déjà envoyé balader leurs parents, mais pas leurs profs ; huit ont déjà envoyé balader leurs profs, mais pas leurs parents ; et trois ont déjà envoyé balader, autant les parents que les profs.

Ces résultats, qui valent ce qu'ils valent, compte tenu du petit nombre d'élèves interrogés, limites très étroites de notre échantillon, allaient néanmoins dans le sens de nos hypothèses : il semblerait que prévaut la dissonance des attitudes à la maison et à l'école - il y a deux fois plus de réponses allant dans le sens de la dissonance que de réponses allant dans le sens de la cohérence.

Chez ceux qui "respectent" autant leurs parents que leurs profs (4, dont deux élèves de troisième et deux élèves de sixième), un seul nous explique que c'est en raison de son éducation. "Ma mère, elle m'a élevé d'une façon que je dois pas me battre, que je dois pas répondre aux profs." Les trois autres le font pour des raisons stratégiques. Luca, dont nous avons déjà vu qu'il s'oblige à garder la maîtrise de lui-même, face à ce qu'il perçoit comme des injustices intolérables des enseignants, développe la même attitude à l'égard des parents. Il ne lui est jamais arrivé de les envoyer balader. "Non, parce que, en fait, quand je fais ça, c'est moi qui suis perdant tout le temps dans l'affaire." Il estime que ses parents sont gentils. "Tant que je fais ce qu'ils veulent, je fais ce que je veux. A partir du moment où je ne travaille pas, ou je ne fais pas ce qu'il faut, ils vont m'avoir autrement."

Dominique s'est parfois énervé avec ses parents - "dans ma tête, parce qu'il y avait des trucs que j'aimais pas". Il ne sait pas ce qui se passerait si un jour il les envoyait 'balader'. "Je ne les ai jamais vus en colère." Pierre, qui insulte ses profs, "dans sa tête" aussi, préfère aller faire un tour quand ses parents l'énervent : "quand c'est le jour et quand j'ai le temps, je prends mon VTT et je fais de petits tours et après je reviens ; on fait comme si de rien n'était. Et puis, je trouve que c'est mieux comme ça. Et tant que je suis à la maison, je continue. Parce que c'est pas la peine de crier et tout ça." Cette capacité de maîtrise dans la relation, très proche de celle qu'il manifeste à l'égard des enseignants, n'est pourtant pas fondée, selon lui, sur les mêmes bases, ni ne s'explique pour les mêmes raisons. A l'école, il s'agit du risque d'être puni, alors que, en ce qui concerne la maison, ses motifs, dit-il, sont d'ordre affectif. "Parce que les parents - c'est ma mère qui m'a mis au monde. Et c'est que mon père, si on se dispute, il aura toujours besoin de moi et il aura honte de me parler, et moi aussi. Alors je crois que c'est mieux..."

Ceux qui se permettent d'envoyer "balader" leurs parents (trois filles de troisième, deux filles et un garçon de sixième), alors qu'ils n'envoient pas "balader" leurs professeurs, l'expliquent en termes stratégiques, la proximité et l'affection spécifiant le rapport aux parents. Lorsque nous lui demandons si elle a déjà envoyé "balader" ses parents, Elsa, 15 ans et demi, jeune fille d'origine marocaine, rigole. "Je dirai la vérité, quand ça m'énervé, oui. Nous, avec les parents, on est plus rapproché qu'avec les professeurs... C'est pas pareil avec les professeurs, parce que les professeurs, on doit les respecter. Les parents aussi, d'ailleurs - mais... on est plus rapproché avec nos parents." Frédérique pense qu'on s'énervé plus facilement contre les parents que contre les profs. "Oui, parce que c'est chez nous et qu'on peut rien avoir..." Amandine: "Oui, parce que je sais que c'est pas une prof. Elle ne va pas me punir, je vais pas être renvoyée de classe, des trucs comme ça." Néanmoins, elle maîtrise son degré d'énervement. Elle se limite à répondre. "Mais, je lui ai jamais crié dessus. Je lui ai jamais dit 'tu m'énerves', des choses comme ça..."

Les réactions des parents sont tout aussi variables. Frédérique dit le regretter, après, lorsqu'elle s'énervé contre sa mère: "une ou deux fois, elle me donne des claques". Aminatou l'a fait une fois. "Je ne l'ai pas refait... Elle était en train de balayer et il y avait mon stylo plume qui traînait. Elle n'a pas fait exprès, elle a marché dessus et elle l'a cassé. Alors elle m'a énervée, j'ai fait: 'oui, tu fais jamais attention à mes affaires' et j'ai fait 'de toute façon, je m'en fous, fous-moi la paix'. Elle m'a attrapée, oh la la, j'ai passé un sale quart d'heure." Elle n'a pas eu de claque. "Elle sait que j'aime pas les claques... Elle m'a déjà donné une claque et je lui ai fait la tête pendant une semaine. Elle me tape sur la cuisse ou sur les fesses, mais elle me donne pas de claque... Elle m'a envoyée dans ma chambre, elle a été prendre la ceinture et elle m'a donné vingt coups sur les fesses." Etienne a dit à sa mère qu'elle le faisait chier. La maman l'a prévenu: "si tu recommences tu vas voir..." Il rajoute à notre intention: "j'ai recommencé et j'ai rien vu..."

Les parents de Christelle sont, nous dit-elle, "dix fois plus gentils que ses profs". "Chez moi, je mets tout le temps la musique à fond, je commande tout le temps la chaîne que je veux... A la maison, mes parents ils font rien, alors qu'au collège ils font quelque chose. Mes parents, ils sont mal organisés, quand même. Ils me laissent faire ce que je veux, ils disent rien, je me suis mangé un trois, ils disent rien... Ils sont trop gentils, quand même, parce que mon frère... aller jusqu'à lui acheter de petits couteaux de poche... Ils ont trop confiance en nous." "Moi, avec ma mère, des fois elle m'engueule. Parce que j'avais renversé du lait sur la table et tout, j'ai dit 'oh putain!' Elle me fait: 'qu'est-ce que tu as dit?'

Après, je fais: 'oh, putain!' - parce que des fois j'y vais trop fort avec mes parents. Je fais: 'oh putain!' Elle me fait: 'répète!' Je fais: 'oh putain!' Après, elle me met une claque comme ça et je fais 'vas-y, va te faire foutre et tout ça...' Je me suis enfermée dans ma chambre." "Ah, non, ils me punissent pas. Mon père, il aime pas me voir punir..."

Dans le groupe d'élèves qui s'énervent plus facilement contre leurs profs que contre leurs parents (cinq filles, dont une seule en sixième; et trois garçons, dont un seul en sixième) la perception de l'enjeu stratégique est inversée par rapport au groupe précédent. Ces élèves semblent généralement (mais pas toujours) issus de familles organisées selon un modèle plus traditionnel, où le respect des aînés constitue une catégorie importante de référence. Souvent la correction physique peut sous-tendre ce respect, mais ce n'est pas toujours le cas. Le respect est aussi fondé sur une complicité culturelle. Les élèves évoquent encore leurs liens affectifs avec les parents pour expliquer leur capacité de maîtrise à leur égard. En revanche, ils ne reconnaissent pas toujours, ou aisément, l'importance de l'école, en tant qu'enjeu stratégique.

Louise explique les rapports différents aux profs et aux parents en évoquant ses bonnes relations avec sa mère. "Je ne me suis jamais engueulée avec ma mère comme je me suis engueulée avec le prof. Entre ma mère et moi, on s'entend plutôt bien." Hakan admet s'énervier de temps en temps contre ses parents. "Mais je gueule pas dessus ma mère. Je lui dis pas 'vas-y' et tout. Je m'énervie et je vais dans ma chambre ; et elle, elle vient, elle parle, elle me console, quoi... Avec mon père aussi. Y en a qui frappent leur mère, mais ça, c'est pas bien. C'est déjà elle qui t'a fait mettre au monde, c'est pas bien de la frapper." Géraldine évoque des raisons religieuses pour ne pas s'énervier contre ses parents. "Les autres de mes copines s'énervent contre les parents. Moi, je m'énervie pas contre mes parents... Sur le Coran il y a écrit, il faut écouter ses parents. Tes parents te disent 'tu fais ça', tu fais... Je m'énervie contre mes frères et mes soeurs, mais jamais contre mes parents." D'autres feront référence au respect ; ou encore, à côté du respect au droit qu'ont les parents de les corriger. Nathalie: "Si elle me rouspète, ma mère, je baisse la tête et je pars."

Ce qu'on tolère des parents, on ne le tolère pas de la part des enseignants. Aïcha, qui nous raconte avoir frappé une enseignante, ajoute : "ç'aurait été ma mère, j'aurais fermé ma bouche. Bien sûr, j'aurais rien dit, c'est ma mère. Jamais je me suis énervée avec ma mère, je la respecte. Même mes grands frères, ils la respectent ; si elle leur met une baffe, ils ne disent rien. Je pourrais pas envoyer balader ma mère, même si elle me soûle. Je pourrais pas, je me le dis dans ma tête, je lui dis pas. Les profs, c'est pas pareil, parce que c'est pas mes parents. C'est un inconnu pour moi - alors que notre mère, c'est elle qui nous a mis au monde. Elle nous élève... Quand je me suis fait renvoyer, là c'est autre chose, elle s'énervie vite. Elle frappe pas, mais, bon... Après c'est ma soeur qui s'occupe de moi, c'est elle qui me frappe. En plus, ils devaient me payer le ski, on a tout annulé, c'était galère. Ni vacances, ni sorties, tu restes à la maison comme une chienne. Elle a eu raison, c'est vrai... si ma soeur et mes frères sont pas là pour me remettre dans le droit chemin, je serais vraiment en train de faire des conneries - pas comme je fais, là. De pures, grosses conneries..." A l'inverse du groupe précédent, pour qui la nature du lien aux parents autoriserait de les envoyer balader, pour Mohamed c'est aussi la nature de ce lien qui l'empêche de le faire. "Parce que c'est ma mère qui m'a fait, c'est elle qui m'a nourri. Un prof c'est rien ! Il nous apprend à lire, c'est tout. Oui, il nous enseigne... Par exemple, si j'envoie balader ma mère, elle marave, elle me frappe ; un prof, c'est pas pareil. Elle me touche pas, la prof..."

Julien, 11 ans, français de souche, préfère ne pas vexer sa mère, alors qu'il lui est déjà arrivé de dire à sa maîtresse, en primaire, qu'elle le faisait chier. "Il y en a qui envoient plus balader les profs que leurs parents, mais il y en a, c'est le contraire... Moi j'envoie balader plus mes profs que mes parents. Ben oui, parce que mes parents je ne les ai jamais envoyés balader, mais mon prof..." Il ne lui est donc jamais arrivé de s'énerver contre son papa ou sa maman? "A part quelques fois quand mon frère fait des bêtises... après, c'est moi qui prends tout, mais j'ai pas envie de lui dire comme ça... je le dis dans ma tête: 'oh la la, pourquoi c'est moi qui prends tout? Elle me fait chier et tout', des trucs comme ça." "J'ai pas envie qu'elle se vexe, qu'elle me tape, des trucs comme ça... J'ai pas envie surtout qu'elle appelle une dame pour me donner des cours particuliers, j'aime pas ça."

Un tout dernier groupe, assez minoritaire, d'ailleurs, est formé par trois garçons de troisième qui, à un moment ou un autre n'ont pas hésité à envoyer balader autant leurs parents que leurs professeurs. Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'élèves particulièrement violents, mais plutôt qui, à un moment donné, n'ont plus réussi à maîtriser le rapport aux enseignants dans des situations de face à face perçues par eux comme injustes, alors qu'ils gardent à l'égard de leurs parents, comme ceux du deuxième groupe, une relation d'assez grande liberté. Yacine s'est déjà disputé assez sérieusement avec ses parents, à cause de sa soeur qu'ils donnaient l'impression de préférer, et à cause d'un contrôle excessif qu'ils semblaient exercer à son égard. Mais, à ce propos, il estime être parvenu à un accord négocié et acceptable pour tout le monde. Maintenant quand il sort sa mère ne fait plus l'inspecteur: "parce qu'elle faisait l'inspecteur, avant. A chaque fois que j'ouvrais la porte 'où tu vas?' J'ai promis à ma mère que j'allais bien travailler, elle m'a fait confiance, mon reup aussi..."

Paul prétend n'avoir avec son père que des accrochages maîtrisés. "Chez moi, en fait, c'est simple. Tu fais tout ce que tu veux, tu fumes pas, tu te drogues pas, tu bois pas, tu te prostitues pas, voilà. A part ça, t'as le droit de faire ce que tu veux, t'as de l'argent, t'as le droit d'acheter ce que tu veux. Moi, chez moi, on me fait confiance. Je vous assure, chez moi, je vous ramène qui je veux, mon père il dira rien. Mais ça m'est jamais arrivé de m'engueuler avec mes parents. Encore avec mon père, de temps en temps, il y a des petits accrochages. Parce que lui, il est resté sur l'ancienneté, quoi. Il me fait 'ouais, si t'as une femme, tu me la présentes'. Moi, je lui dis qu'on est en 96, bientôt, 'ton truc à toi c'est avant, c'est plus maintenant'. Sur de petits trucs, mais on s'accroche très peu. On parle, c'est tout. Il hausse un peu le ton, après, moi je hausse un tout petit peu le ton, mais c'est sur le coup. Après, mon père il me dit 'ouais, t'as grandi'. Avec ma mère, j'ai aucun problème, quand j'ai un problème, je lui parle toujours, quand elle a des projets elle me le dit."

Chez Charles, les choses se passent de forme similaire. "Moi, quelquefois je m'accroche avec mon père. C'est un peu à cause de son travail. Il est stressé, il travaille trop, il fait des heures supplémentaires. On hausse le ton tous les deux et je lui réponds, quoi. Il aime pas ça, mais au moins il se met à ma place, c'est rapide, quoi. Des fois il a tort. Moi j'ai raison, mais j'insiste. Peut-être que je devrais pas insister, mais c'est comme ça, j'insiste. J'aime pas avoir tort. Avec ma mère, ça va. Je lui réponds pas."

La diversité des modes de socialisation et la variabilité des modèles familiaux indiquent que leur place dans la régulation directe des comportements au collège est limitée. La capacité à faire reconnaître en l'école un enjeu stratégique a vraisemblablement une importance bien plus grande (et là c'est vrai que tous les parents ne sont pas logés à la

même enseigne). Mais les parents auraient-ils par ailleurs une quelconque responsabilité dans l'induction à la violence ? Certaines familles, qui ont le sentiment de vivre dans un environnement hostile, induisent les enfants à se défendre. Mais cela ne vise ni le collègue, ni les enseignants.

6 - RETOUR SUR LE DES-ORDRE

Il faut dire un mot sur ce qu'il est possible de conclure, à partir d'une étude dont on ne saurait cacher le caractère exploratoire. Même si la violence à l'école reste en France un phénomène limité, 62% d'élèves estimant qu'elle n'est que peu ou pas du tout présente dans leur établissement (Debarbieux, 1996 : 48), elle a entraîné des réactions dures et une crispation dans la manière de considérer le problème de la part de l'Etat, visible dans l'évolution prise par les politiques partenariales. Le risque est grand, malgré les précautions d'usage, de revenir à une démarche qui ferait, d'une question pédagogique et sociale, un problème de police. On observe en même temps une très grande distance entre les orientations institutionnelles définies au niveau des instances centrales, et les pratiques de terrain, davantage définies par la diversité des choix et par le bricolage des solutions.

L'expérience du collège que nous avons étudié, malgré l'aspect aigu et chronique de la violence, manifeste le refus décidé des stratégies de la terreur, et un fort apprentissage de la négociation. Cependant, même si le savoir interactif est impressionnant, les limites évidentes de ces formes de régulation de la violence semblent révélatrices, non pas de l'échec d'une *forme* négociée de traitement des problèmes, mais

1) du fait que se met en scène, dans la violence à l'école, un conflit, difficilement négociable dans ses termes actuels, parce qu'il relève, dans la société française, de la place de l'école dans la constitution du pouvoir ;

2) de l'absence d'espaces institutionnels capables de rendre cette négociation légitime, par la reconnaissance effective de l'élève comme partie intéressée dans un conflit négocié.

Nous avons dit que l'incivilité manifestait une interprétation conflictuelle du lien social, où l'emploi de la force était supposé préférable à celui de la négociation. Le tableau que cette étude de la violence au collège nous offre, des tensions quotidiennement vécues dans un établissement de la banlieue parisienne, appelle en ce sens quelques commentaires.

Premièrement, on assiste à l'épuisement d'un modèle d'ordre, organisé en termes normatifs, et sur la base de principes institutionnels. Cet épuisement est inéluctable, car il est à la fois social et culturel. Social, dans le sens où la démocratisation de l'école (qui ne relève pas d'un choix politique, mais d'une exigence propre de la société postindustrielle), le fait que l'école s'oriente vers un accroissement continu de ses effectifs, empêche que l'ordre puisse y être fondé sur un principe de séparation entre le dedans et le dehors, à partir de l'adhésion à une autorité institutionnelle. Dans la situation d'ouverture qui caractérise la dynamique de cette nouvelle école démocratisée, l'ordre doit être nécessairement acquis, en tenant compte des objectifs de l'école, mais aussi à partir de l'accord entre tous ceux qui y participent - ce qui pose le problème d'une ré-institutionnalisation de la vie scolaire.

Mais l'épuisement de l'ancien modèle est aussi culturel : il relève, premièrement, de l'acte culturel à travers lequel nous avons accepté de considérer l'enfant comme un sujet de choix ; deuxièmement, du fait que l'état actuel d'individualisation de notre société nous induit naturellement à prendre en compte, dans l'évaluation des comportements individuels, l'individu dans son intégralité - à la fois dans ses actes, et dans les motifs de ces actes (Foucault, 1981). Dans cette perspective, l'expérience du collège montre bien l'épuisement de paramètres de sanction définis en termes purement normatifs ; mais elle montre aussi l'absence d'une instance reconnue légitime de définitions de nouveaux accords sur la définition des transgressions, et où la justice aurait pu être rendue et des sanctions établies.

L'épuisement d'un modèle d'ordre n'a pas donné lieu pour l'instant à une réinstitutionnalisation de la vie collective dans les établissements scolaires, qui tiennent compte de ces changements. Les régulations interactives en sont la meilleure preuve, dans la mesure où elles ont signifié un déplacement vers l'acteur individuel des fonctions qui étaient autrefois du ressort de l'institution. Or ces régulations sont visiblement insuffisantes pour régler les problèmes et pour infléchir la violence. Les incivilités sont un phénomène massif, qui déborde tout moyen de contrôle. La capacité des adultes à se maîtriser s'affaiblit également. Sous le poids de la pression qui pèse quotidiennement sur eux, ils peuvent devenir eux-mêmes violents, voire même dériver vers des propos racistes, ce qui ne relève vraisemblablement pas de l'adhésion à des valeurs anti-républicaines, mais qui manifeste la distension d'un lien social.

Lorsque les élèves adoptent de manière si généralisée des attitudes inciviles à l'école, il est clair qu'ils prennent implicitement en considération cet affaiblissement d'un modèle d'ordre, dans l'évaluation du *coût* éventuellement impliqué dans leur préférence à la violence. Dans cette perspective, leur interprétation comparative du rapport entretenu, d'un côté avec les enseignants, de l'autre avec les parents montre bien que l'incivilité relève d'un calcul stratégique, bien plus que d'une absence d'autocontrôle. Il est même étonnant de voir à quel point des enfants élevés dans des familles traditionnelles transitent sans difficulté entre un monde régulé de l'extérieur par une autorité morale, vers un monde régulé par l'implicite, en reconnaissant la diversité des codes culturels qui régissent leur vie.

Quel *bénéfice* tirent-ils alors de l'incivilité ? Elle leur sert premièrement à exprimer une interprétation du monde où ils vivent, comme un monde violent, où il faut employer la force *parce que* c'est ainsi. "Moi, franchement", dit Christelle, "je voudrais ... pas que ça s'arrête, la violence, mais qu'il y en ait beaucoup moins... parce que... on ne peut pas vivre sans violence, c'est pas possible..." Cette interprétation, ils l'expriment habituellement dans le rapport aux pairs, par la mise en oeuvre d'une culture juvénile de la violence, qui se développe d'autant plus largement, que les adultes n'ont aucune emprise sur cet univers (et qu'ils déclarent d'ailleurs ne pas le comprendre). La littérature abonde d'images d'une violence souterraine (à laquelle est par exemple confronté le Törless, de Musil), qui sévit dans les internats, à la marge du contrôle institutionnel. C'est la même expérience, sauf qu'elle a cessé d'être secrète, qu'elle se montre sous le regard presque passif des adultes, et qu'elle acquiert par là même une extension bien plus grande.

L'importance de cette mise en scène généralisée de la violence et de la peur, c'est qu'elle place chacun devant l'injonction de surmonter sa propre peur, et de faire preuve de sa capacité à survivre dans la jungle. La *honte* de ne pas être à la hauteur de cette exigence est un instrument puissant de mobilisation de l'individu, pour y faire face. La culture

juvénile de la violence a cette fonction majeure : les pairs sont le miroir de la honte. Si *s'énerv*er et *ne pas se laisser faire* sont des manières de manifester sa propre acceptation de la violence en tant que contrainte subie, la reconnaissance du fait que souvent *on se la raconte* marque les limites de cette préférence d'une incivilité, que personne n'aime réellement.

C'est, cependant, à travers la peur d'un jugement scolaire qui trie les élus, et la honte et l'humiliation d'être mal jugé, que se construit, dans le face à face avec les enseignants, l'expérience scolaire proprement dite. Les élèves ne refusent pas l'idée de la compétition. Mais pour que la règle du jeu soit légitime, il faut que l'école soit *juste*. Et c'est cette définition de la justice qui est devenue conflictuelle et problématique. L'enjeu, c'est la définition de ce qu'on entend par *égalité des chances* et la place de l'enseignant dans cette égalisation. Est-il du côté du pouvoir et de la sélection, simplement ? Il est alors un "mauvais" professeur. Est-il "du côté" de l'élève - l'aide-t-il à se découvrir, en découvrant en lui-même son propre gisement potentiel d'apprentissage ? Dans ce cas, c'est un "bon" professeur - ce que les élèves expriment en disant que leur capacité d'apprentissage n'est pas indépendante de la qualité de leur relation avec leurs enseignants.

Ceci nous oblige à reconnaître la nature structurelle du conflit, que la généralisation des incivilités révèle, et qui est à l'oeuvre dans l'école de masse démocratisée. Ce conflit met certes en jeu des dimensions relationnelles ; il est révélateur de l'absence d'une instance légitime de régulation des conflits, qui prenne en compte les changements culturels majeurs qui sont intervenus dans l'expérience contemporaine ; mais, au-delà de tout ça, on retrouve l'ambivalence entre une visée démocratisante de l'école (qui se traduit dans la démocratisation de l'accès aux carrières scolaires longues) et la mise en oeuvre, à travers l'école, d'un principe de compétence et de sélection, constitutif du pouvoir et de la domination, et que l'école sert en même temps à légitimer. L'ambivalence empêche que le conflit social, qui se constitue à l'école, se donne à voir pour ce qu'il est ; raison pour laquelle il devient inégociable et se dégrade en violence et contre-civilité.

LA REVOLTE

1 - DESORDRE DANS LA CITE

"Cette forme de manifestation", disait Eric Hobsbawm (1966:129) dans les années cinquante à propos de l'émeute, "a depuis longtemps et dans de nombreux pays cessé d'être un phénomène courant ou même d'être accepté comme un mode d'action populaire efficace (...) Ce n'est pas en Europe occidentale que le citoyen d'une grande ville peut espérer faire l'expérience d'une émeute de la foule préindustrielle." Diagnostic erroné, comme on sait, puisque depuis lors les émeutes sont revenues sur la scène urbaine européenne, marquant la rupture d'un contrat, grâce auquel, dans des sociétés développées et modernes, les relations sociales semblaient à jamais pacifiées. Les émeutes de Brixton, survenues en avril 1981, ont été l'occasion pour les Britanniques, observe Lord Scarman (1982), d'assister, dans leur capitale, à des scènes de désordre et de violence, comme on n'en avait pas vu de semblables au cours de ce siècle en Grande-Bretagne - *the like of which had not previously been seen in this century in Britain*. En s'écartant des moyens institutionnels et légitimes de négociation des revendications sociales, ces désordres portaient une interrogation sur les bases fragiles d'un contrat (*the fragile basis of the Queen's peace*) dorénavant remis en question. Même interrogation formulée, dans des circonstances bien diverses, par la presse canadienne, lorsque dans la nuit du 9 au 10 juin 1993, des désordres urbains de grandes proportions ont secoué la ville de Montréal, à la suite d'un match de hockey: "Il y a un virus qui fourre au Québec de la papetière de Port Cartier... jusqu'au parvis de l'hôtel de ville de Montréal... se profile une contestation du contrat social..."⁸⁸

Nous avons presque réussi à l'oublier: l'épuisement de l'émeute, répertoire traditionnel de l'action collective populaire, a été dans une grande mesure lié à l'exceptionnel développement du champ politique qui a dominé l'horizon des démocraties occidentales en ce siècle. Pendant un long moment, seule la jeune Amérique s'était écartée de ce modèle, puisque le contrat, justement, n'y avait fait l'objet que d'un développement imparfait. Phénomène *pré*-politique, selon l'expression polémique et souvent contestée de Hobsbawm (1966), l'émeute, dans ses formes historiques les plus anciennes, est inséparable d'un déficit de citoyenneté et ne peut que cesser là où citoyenneté et capacité de négociation politique se développent. Aussi son retour doit être examiné tout d'abord à l'aune de l'érosion du champ politique, de ce qui - malgré la préservation, ne serait-ce que formelle, d'un cadre institutionnel démocratique, et même malgré son élargissement à de nouvelles catégories sociales émergentes - semble pourtant échapper à ce cadre, dans l'expérience contemporaine.

Leçons du passé

Dans l'Europe préindustrielle, l'émeute a eu un contenu alimentaire. A une époque où le salariat restait balbutiant, le salarié, dit George Rudé (1982:35) "s'intéresse davantage au prix des denrées, du pain surtout, qu'au montant global de son salaire" - ce qui s'explique, ajoute-t-il, par l'importance du pain dans le budget des salariés ainsi que des petits propriétaires. Tilly (1978:185) en détaille les significations. "Le nom (d'émeute alimentaire)", dit-il, "est trompeur : la plupart du temps la lutte tournait autour du grain plutôt que de produits comestibles, et le plus souvent on n'arrivait pas à la violence physique. L'émeute alimentaire européenne classique avait trois variantes principales :

⁸⁸ Extrait de l'éditorial paru dans Le journal de Montréal, 11 juin 1993. (Malouf, 1993)

l'action rétributive, lorsque la masse attaquait des personnes, les biens ou des immeubles appartenant à quelqu'un soupçonné d'être un spéculateur ou de faire des profits indus ; le blocage, lorsqu'un groupe local interdisait l'expédition de nourriture en dehors de leur propre localité, en exigeant que le chargement soit stocké et/ou vendu localement ; l'émeute des prix, lorsque les gens saisissaient la marchandise stockée ou étalée pour la vente, la vendaient publiquement pour un prix qu'ils estimaient raisonnable, et rendaient l'argent en retour au propriétaire ou au marchand." "En Angleterre, en France et dans quelques autres parties d'Europe occidentale, l'émeute alimentaire a déplacé la révolte contre les impôts comme la forme d'action violente la plus fréquente, vers la fin du dix-septième siècle."

Menace latente d'une violence toujours possible, l'émeute constituait une forme de régulation sociale. Incitant "les souverains à contrôler les prix, à assurer l'emploi ou à distribuer de larges oboles", son ombre pesait sur les décisions politiques, et à plus forte raison dans la mesure où "la foule de manifestants ne constituait pas seulement un rassemblement d'hommes et de femmes unis pour un objectif *ad hoc*, mais une entité permanente, bien que rarement organisée comme telle". (Hobsbawm, 1966 : 134 et 130) Le phénomène émeutier s'inscrit dans des rapports sociaux: "la foule était constituée par la population citadine ordinaire et pauvre et non simplement par la 'lie' du peuple. Il n'était pas rare que certains groupes aussi 'respectables' telles les corporations d'artisans se joignent à elle ou collaborent avec elle comme lors des émeutes de Palerme en 1773 ou de Bologne en 1790, auxquelles participèrent des 'personnes de basse et vile origine', mais aussi des artisans." (Hobsbawm, 1966 : 132) Il s'agit dans ce cas d'une action populaire directe, dépourvue d'expression correspondante dans le champ politique.

La révolution française y introduit une nouvelle donne et au XIXe siècle, l'émeute, tout en restant sociale, devient en même temps politique. Elle devient le lieu de rencontre entre des classes dangereuses, définies par leur potentiel de criminalité et par divers types de pathologies urbaines, et dont Chevalier (1984) en France a dessiné le portrait, et des élites politiques révolutionnaires en quête de changement, dont l'action définit les évolutions qui ont intéressé Tilly (1986)⁸⁹. C'est à ce moment-là que la manifestation commence à émerger en tant que forme normalisée d'expression de revendications. Elle va se séparer lentement de l'émeute, puis prendre le pas sur cette dernière. La manifestation acquiert une forme propre lorsqu'elle s'associe aux progrès de l'organisation ouvrière. Cependant, elle n'est pas, "dans la première moitié du XIXe siècle, une forme d'expression politique 'normale' (...) : elle est signe d'une situation pré- ou post-révolutionnaire, presque comme les barricades". "Ces manifestations s'adressent à un pouvoir hostile et contesté (...) La manifestation n'a donc, dans cette circonstance, aucune spécificité (...) Manifester et commencer une émeute, pour le pouvoir, c'est tout un." (Robert, 1990 : 82)

L'Amérique des années soixante voit éclore une longue série d'émeutes différentes de celles que l'Europe avait connues dans le passé, les émeutes raciales. Liées à un processus historique général de transformation des relations des races aux Etats-Unis et d'inclusion progressive des noirs, en tant que citoyens, dans la nation nord-américaine, ces émeutes, malgré leur spécificité, restent néanmoins proches de l'expérience européenne du XIXe siècle. A l'intérieur même du problème des *race relations*, les émeutes de cette période ont un pied dans le social, dans la mesure où à travers elles s'expriment un

⁸⁹ Les dures critiques adressées par Tilly (1974) à Louis Chevalier n'interdisent pas de penser que les portraits qu'ils dressent du XIXe siècle français sont complémentaires, et non pas inconciliables.

ensemble de demandes latentes de la communauté noire ; et un autre dans le champ politique, à travers les thèmes de l'affirmation identitaire et de celui des droits civiques. Le phénomène émeutier est d'une certaine manière lié à l'insuffisante capacité de gestion des demandes sociales de la communauté noire, par les deux grandes tendances politiques qui entendent la représenter ; et à l'insuffisante participation politique de ces groupes à la vie nationale. Il ne s'agit pas de gommer la spécificité raciale de ces émeutes, qui bien entendu ne peuvent pas s'expliquer seulement en termes d'une insuffisante maturation du système politique ; il s'agit plutôt de souligner l'importance de l'action politique militante dans leur développement. Comme au XIX^e siècle, en France (mais contrairement aux expériences émeutières d'Ancien régime), les émeutes américaines des années soixante ont constitué le point de rencontre entre une foule issue de la communauté noire, désorganisée et potentiellement violente, et l'action d'une élite militante révolutionnaire.

Les trois types historiques d'émeutes que nous avons évoqués ont en commun le fait de présenter des analogies saisissantes avec le modèle des mouvements sociaux et politiques, que les régimes démocratiques ont vu développer en leur sein. On y retrouve la présence de croyances collectives générales et d'une dimension instrumentale de l'action (Marx, 1972). Un quatrième type historique, dont l'importance dans les sociétés contemporaines n'est pas négligeable, est celui que Gary Marx (1972) désigne "les émeutes sans enjeu" - *issueless riots*, des déchaînements massifs de violence, à la suite de victoires sportives ou de célébrations diverses, dont sont (ou peuvent être) à la fois absentes les croyances collectives et les dimensions instrumentales: "L'élément ludique, la ruée, la quête d'excitation, et l'expressivité générale caractérisent ces désordres (...) L'émeute de victoire est particulièrement intéressante eu regard des théories qui comprennent le phénomène émeutier comme étant toujours la manifestation d'une tension et de l'absence de moyens appropriés pour répondre à des doléances."

Un répertoire de l'action collective populaire

Quelle que soit sa configuration, l'émeute doit être interrogée comme un *répertoire* de l'action collective populaire, du fait qu'elle constitue une "objectivation" d'expériences passées et renvoie à une dimension d'"anticipation" chez les protagonistes des actions collectives (Tilly, 1986 ; Dobry, 1990). L'idée d'*anticipation* semble ici particulièrement importante. Non seulement elle suppose l'inscription de l'émeute dans des rapports sociaux dotés d'une certaine stabilité - la "foule" urbaine, analysée par Hobsbawm, est formée par un ensemble de catégories sociales qu'on peut plus ou moins décrire; dans les *Gordon Riots*, en Grande Bretagne, le "plus spectaculaire des mouvements violents de masse au XVIII^e siècle", dit Jacques Carré (1992), "les manifestants, qui étaient le plus souvent des apprentis, des ouvriers et des employés de la Cité, semblent pour ainsi dire avoir 'réglé leur compte' à un certain nombre de riches manufacturiers"... Mais l'idée d'anticipation suppose surtout la force d'un ensemble de significations préalablement connues par les protagonistes, et présentes dans l'action - par exemple, dit Hobsbawm (1966 : 142), "la signification qu'avait à l'époque classique des émeutes populaires le cri d'alarme: 'La foule s'est soulevée'."

L'idée d'*anticipation*, contenue dans celle de répertoire, renvoie par ailleurs aux conditions concrètes qui président à la reproduction du phénomène émeutier. L'analyse des désordres de la nuit du 9 au 10 juin 1993 à Montréal (Malouf, 1993), dont la coupe Stanley a été l'enjeu, n'a pu manquer de tenir compte des effets provoqués par le débat public

autour d'un jugement rendu quelques jours à peine avant le match fatidique, et qui renouait avec des désordres du même type ayant eu lieu plusieurs années avant, en 1986: "La publication du jugement Hébert fournit aux médias l'occasion de raviver le souvenir de comportements d'émeute moins de deux semaines avant la victoire finale du Canadien dans la série 1993 de la coupe Stanley". La police, pour sa part, en "planifiant le service d'ordre de 1993" s'est référée au "jugement Hébert pour s'assurer qu'ils remédiaient aux lacunes de leur intervention en 1986."

Exactement parce qu'il s'agit d'un répertoire, dont les conditions de reproduction peuvent être repérées par les protagonistes, ces derniers en quelque sorte *préparent* conjointement les désordres à venir, dans le sens où ils en tiennent compte en termes virtuels. D'autres exemples sont illustratifs du même phénomène. A Detroit, à l'approche de l'été 1967, indique Sidney Fine (1989: 144), la crainte d'un soulèvement du ghetto noir a commencé à croître. Face à la menace d'une suppression, par le gouvernement fédéral, des subventions habituellement destinées aux opérations anti-été chaud, le maire a entrepris une grande mobilisation politique et a réussi à renverser la situation. Le fait, pourtant, d'avoir placé le risque d'émeute au centre de son argumentation a été fortement critiqué. "De nombreuses personnes (...) ont pensé que ce genre de discours ne pouvait qu'introduire 'de nouvelles idées dans le cerveau de jeunes gens désenchantés' et cela a aussi mis la police mal à l'aise."

Une technique courante, employée par les services de police consiste à *prévoir* des scénarios virtuels d'émeutes, ce qui suppose une lecture et une interprétation, ainsi qu'une anticipation des situations dans lesquelles l'émeute devient une possibilité réelle. Le réalisme de ces scénarios, pourtant purement imaginaires, en dit long dans chaque cas sur la lisibilité des tensions qui précèdent les émeutes. Celles-ci ne sont ni imprévisibles, ni aléatoires - même si elles portent en elles une violence difficilement maîtrisable.

De la notion de foule, et de la rationalité/irrationalité de la violence émeutière

Au coeur de l'effort de compréhension de l'expérience émeutière, nous allons souvent retrouver la notion de *foule*. Celle-ci est d'abord une catégorie de l'analyse historique. On se réfère à la foule urbaine, pour désigner l'unité approximative des conditions de vie d'une tranche de la population qui, tout en étant inextricablement liée à la modernité par le développement des villes et du commerce, se définit, dans l'Ancien Régime, à la fois par l'absence de droits politiques, et par une certaine diversité sociale - en tout cas si on l'oppose rétrospectivement à la bien plus grande homogénéité caractérisant la classe ouvrière industrielle.

Mais la notion de *foule* est aussi une catégorie de l'analyse sociale et politique ; ou, si on préfère, une des représentations produites par le XIXe siècle pour cerner, à travers une définition négative, en termes d'irrationalité, un ensemble de comportements observables chez des catégories sociales dépourvues de droits sociaux et politiques.⁹⁰ Dans cette dernière acception, elle a constitué un obstacle important à l'élargissement du champ de la citoyenneté et à la mise en place des conditions de fonctionnement de la démocratie. Le passage des classes dangereuses aux classes laborieuses relève, certes, des transformations qui placent progressivement les travailleurs au centre du développement national ; il relève

⁹⁰ En ce qui concerne le fondement biologique, en partie inhérent à ces représentations, cf. Gauchet, 1992.

encore des progrès dans l'organisation de ces travailleurs ; mais il relève aussi, rappelle Chevalier (1984), des changements au niveau des représentations dont se sert l'élite intellectuelle pour décrire le monde populaire.

On sait combien George Rudé (1982 :213-14) s'est insurgé contre ces représentations dans ses études à propos de la foule dans la révolution française. Les registres policiers, dit-il, sont probants : parmi les arrêtés, les blessés ou les tués mêlés aux divers épisodes révolutionnaires, rares sont ceux qui n'ont pas de travail régulier ou domicile fixes. Et il ajoute (p. 216-17) : "Les participants des foules révolutionnaires n'étaient pas plus disposés au crime, ni même à la violence ou au désordre, que le commun des citoyens parisiens dont ils étaient sortis." Ce type de représentations concernant la foule, conclut-il, refuse de reconnaître que les participants aux émeutes avaient une identité sociale, "qu'ils étaient poussés par des griefs précis et qu'ils obéissaient à des impératifs autres que la soif du butin ou le lucre."

Vincent Robert (1990 : 72 et 73) insiste sur les modifications au niveau de ces représentations, qu'on commence à observer dans les années 1840 : "quelque chose d'essentiel change à ce moment-là : *le regard* (souligné par moi) que l'on porte sur le peuple (...) Avant 1840, prédominerait une vision purement administrative, pour ne pas dire répressive de l'activité politique des foules. Nos archives sont celles de la répression, ou bien des témoignages en majorité issus de la bourgeoisie : pour elles, ce qui se passe est un désordre qu'on ne peut s'attacher à décrire et qu'il est plus simple de stigmatiser." Par la suite, en revanche, "tous les témoins n'assimilent plus systématiquement le peuple au désordre et à l'émeute : on conçoit désormais qu'il puisse s'exprimer pacifiquement."

Radicalement hostile à l'idée de l'irrationalité des foules, la littérature anglo-saxonne, et en particulier une partie significative de la vaste littérature qui a été produite à propos de la vague émeutière des années 1960 aux Etats Unis, a cherché à faire une démonstration contraire. Ces tendances ont insisté sur la rationalité de la violence émeutière, perçue comme mobilisation de ressources, au service de la citoyenneté. Elles ont généralement interprété l'ensemble des désordres urbains comme "rationnels", "intrinsèquement politiques", "instrumentaux et propositifs" (Marx, 1972). Tilly (1974 : 89) prétendait ainsi que "la violence collective affirme fréquemment les revendications qui sont à entendre et à craindre. Aussi en ce sens, cela peut être une extension rationnelle d'actions politiques pacifiques."

Un tel effort intellectuel fut sans doute salutaire. Les recherches empiriques ont pu mettre en évidence combien, derrière des comportements apparemment irrationnels, la rationalité se cachait ; combien la violence émeutière, loin d'être aveugle et indiscriminée, visait des cibles précises, et s'inscrivait dans des rapports sociaux bien déterminés ; combien on se trouvait souvent dans une logique de règlements de comptes, à mi-chemin entre le privé et le public.⁹¹ En revanche, la tentative d'interpréter la violence émeutière comme globalement politique efface la spécificité qui fait du phénomène émeutier, lequel constitue quelque chose de radicalement distinct de cette modalité relativement normalisée de l'action collective qu'est la manifestation de rue.

⁹¹Michael Keith (1990) rappelle, à propos des émeutes de Brixton, en 1981, que le tenancier d'un pub qui fut à cette occasion particulièrement visé par les incendiaires, avait été dénoncé au conseil des relations raciales en 1966, et tout au long des années 1960 et 1970.

Le thème de l'irrationalité des foules (souvent présent dans l'analyse de la violence émeutière, et fortement contesté par les tenants de la théorie de la mobilisation des ressources) s'inscrit dans les raisonnements les plus classiques de la sociologie : ceux qui renvoient au passage de la communauté à la société, des liens davantage définis par des catégories affectives et émotionnelles, à ceux définis en termes essentiellement instrumentaux etc. Il est clair que nous sommes aujourd'hui au plus loin de ces premières formulations : non seulement la rationalité est de moins en moins pensée par opposition à l'affectivité et à l'émotion, mais la pensée contemporaine la définit de plus en plus fréquemment en termes de complémentarité entre instrumentalité et affectivité.

Dès lors, le thème de l'irrationalité des foules s'épuise en tant que catégorie d'analyse générale du phénomène émeutier. Cesse le problème de savoir si *l'émeute* est "rationnelle" ou pas. La rationalité cesse d'être un attribut du phénomène, pour devenir un attribut des acteurs. Et à ce niveau toutes les recherches font état d'une très grande rationalité des comportements. Ce n'est donc pas à l'aune de ce thème que nous chercherons à comprendre le phénomène émeutier, dans ses significations les plus générales et dans sa spécificité, mais d'abord du point de vue de l'incapacité d'une société à gérer les rapports entre ses membres sur des bases non violentes, c'est-à-dire, sur des bases négociées et, par conséquent, politiques.

L'émeute et la politique

Revenons aux quatre types historiques d'émeutes auxquels nous nous sommes référés. Ils relèvent de quatre modalités distinctes de rapports au politique.⁹²

Le premier type de relation est négatif : l'émeute s'inscrit dans des rapports sociaux, mais elle ne s'inscrit pas dans des rapports politiques - cas de la foule urbaine, dans l'Europe pré-industrielle.

Le deuxième type de relation est de juxtaposition : l'émeute constitue une modalité particulière de combinaison entre des demandes sociales des strates populaires et des demandes politiques exprimées par une élite révolutionnaire : c'est l'expérience française du XIX^e siècle, que Victor Hugo illustre par la rencontre de Gavroche et des cercles d'étudiants révolutionnaires. Juxtaposition et non pas intégration, car lorsque le processus d'intégration s'amorce, à travers l'émergence d'un principe de représentation, on s'éloigne de l'émeute ; l'action collective prend alors la forme de la manifestation de rue, défilé normalisé, institutionnalisé et relativement pacifié.

Le troisième type de relation relève, non pas du degré de maturation d'un principe de représentation, mais de l'espace de la citoyenneté. C'est l'expérience des Etats-Unis dans les années soixante. Les émeutes américaines de cette période sont des émeutes raciales, car le premier problème qu'elles posent (exprimé dans la lutte pour les droits civiques) est celui du statut différencié des races blanche et noire, et donc celui des conditions de structuration de l'espace de la citoyenneté. On peut y ajouter, dans cette perspective également, les relations de concurrence susceptibles éventuellement de créer des tensions entre les différentes communautés ethniques qui composent la nation américaine (Marx,

⁹² Il ne s'agit pas d'établir une typologie fondée sur un modèle abstrait ; mais plutôt, à travers la caractérisation de cas historiques, d'illustrer un raisonnement.

1969 ; Body-Gendrot, 1993), des tensions qui expriment, en tout état de cause, la complexité des logiques qui y interviennent. Mais ce premier problème porte en lui un second, qui est celui de l'insuffisante structuration d'un principe de représentation de la communauté noire. Dès lors, dans sa dynamique concrète, la vague émeutière de cette période prend des formes très proches des émeutes françaises du XIXe siècle, celles de la juxtaposition entre des demandes politiques révolutionnaires formulées par une élite militante et des masses inorganisées, chez qui l'indétermination d'un statut en voie de transformation engendre une disponibilité à la violence.

Le quatrième type de relation est, comme le premier, négatif. Cependant, dans les émeutes *sans enjeu*, pour employer l'expression de Gary Marx, on se trouve non pas en deçà, mais au-delà de la politique.

L'émeute pré-politique

L'émeute de la foule urbaine, étudiée par Hobsbawm, constitue, d'un point de vue historique, un mouvement *pré*-politique. Il s'agit de l'irruption sur la scène urbaine moderne de catégories sociales dépourvues de droits politiques. Il s'agit aussi de l'inexistence dans leur horizon de mécanismes d'identification politique susceptibles d'être définis selon nos catégories habituelles de la représentation. L'espace politique qui se constitue alors à force d'actions violentes est un espace d'action directe. Hobsbawm signale l'incohérence de cet espace politique, où des partis monarchistes, exactement parce qu'on n'était pas encore dans le registre de la représentation, pouvaient se faire soutenir par ce même peuple qui se soulevait contre les souverains. Décalage inverse, Rudé (1982: 254) souligne l'idée du roi protecteur de son peuple, revendiquée lors de nombreuses émeutes révolutionnaires, pour légitimer des actes populaires contre la noblesse. Décalage exprimé en termes de "buts socio-politiques différents" entre l'élite et le peuple, au moment même de la révolution française. Si ces motifs tendent à se rapprocher, on ne peut pas - pas encore, à ce moment-là - parler d'un principe de représentation.

Consolidation d'un principe de représentation et épuisement progressif du phénomène émeutier

Le XIXe siècle constitue une période définie par la lente et longue maturation d'un principe de représentation politique. A ce propos, Hobsbawm (1966 : 140) note : "graduellement, la populace changeait de camp. Si nous nous en tenons, pour les besoins de la comparaison, à la populace des cités absolutistes ou ex-absolutistes du type méridional, la transition peut être observée à différents stades à partir de la Révolution française. Quelles que fussent les causes des émeutes du menu peuple parisien, il ne manifesta, à partir de la Révolution, que sous les auspices de la gauche."

Cependant, la stabilisation d'un principe de représentation, qui dépend dans une grande mesure des conditions d'institutionnalisation du champ politique, dépend aussi par ailleurs des conditions de stabilisation d'un principe d'organisation des représentés, faisant d'eux des catégories sociales *représentables*. Or, cette évolution est, comme on sait progressive. "Toutes les manifestations, loin de là, même au début du XXe siècle, ne résultent pas d'un appel à manifester produit par une organisation permanente. (...) on voit croître, comme dans le domaine des grèves, la place des grandes organisations dans l'initiative et la gestion des manifestations. Les appels signés de noms de personnes

physiques ou d'un comité d'organisation *ad hoc* sont prédominants dans les années 1880. Ensuite, la SFIO et particulièrement sa fédération de la Seine et la C.G.T. tentent, par le canal de communiqués, de s'approprier le monopole de l'usage de la rue au nom du mouvement ouvrier ; mais les émotions de rue, l'appel d' 'entrepreneurs' indépendants ou de comités temporaires sont aussi source de rassemblements." (Offerlé, 1990 :100)

Ainsi, du point de vue des répertoires de l'action collective populaire, le XIXe siècle signe le lent passage de la forme émeutière à la forme manifestante, passage indissolublement lié aux progrès de la démocratie.⁹³ Le phénomène manifestant est intrinsèquement lié à celui de la représentation : "dans la logique de la manifestation et aussi dans une certaine mesure dans la logique de la pratique de la représentation, on manifeste *pour quelque chose* ('vous manifesterez pour...') mais l'on manifeste aussi *quelque chose*" (Offerlé, 1990 : 114). La manifestation s'éloigne de l'émeute dès lors qu'un principe de représentation se consolide. Offerlé (1990 : 116 et 119) cite un écrit de Jaurès, paru dans l'Humanité du 26 janvier 1908: "la victoire du prolétariat n'est pas de défiler malgré l'interdiction du gouvernement mais d'obliger les gouvernants à 'autoriser les grandes manifestations ouvrières organisées *sous le contrôle et sous la responsabilité du prolétariat lui-même*'" (Souligné par moi). Certains contesteront la légitimité de la manifestation, arguant de la suffisance du suffrage universel en tant que principe de représentation, et de l'inutilité de le doubler d'une pression émanant directement de la rue. Toujours est-il que la manifestation se stabilisera de plus en plus au XXe siècle en tant qu'expression des revendications populaires. Elle mûrit dans ses formes, arbore des drapeaux, construit des symboles.

⁹³ A propos de ce passage, cf. les textes réunis sous la direction de Pierre Favre (1990). Même si nous nous référons plus directement ici à certains d'entre eux, l'ensemble offre des outils intéressants pour une compréhension des liens historiques entre l'émeute et la manifestation.

Principe de représentation et violence manifestante

Si elle se consolide, dans sa forme idéale-typique, comme un répertoire non violent de l'action collective populaire⁹⁴, la manifestation ne cessera jamais de porter en elle un potentiel de violence. Elle "ouvre toujours un espace de confrontation et a nécessairement la violence physique comme horizon (...) (raison pour laquelle) les comptes rendus d'une manifestation mentionnent *toujours* (...), lorsque c'est le cas, le fait qu'elle 's'est déroulée sans incidents', cette absence d'incidents, pourtant maintenant presque de règle, continuant à apparaître comme contraire à la nature intrinsèque de la manifestation, et donc suffisamment importante pour constituer une information à publier." (Favre, 1990 : 55 et 55, note 1) Cependant, toute irruption de violence dans le cadre d'une manifestation ne peut pas s'expliquer en termes d'un retour à l'émeute. Là encore, quatre cas de figure principaux peuvent être dénombrés. Chacun renvoie à un moment particulier de l'évolution du principe de représentation ; et aux tensions dérivées de la coexistence complexe d'un principe de représentation inscrit dans l'action collective, et exprimé à travers sa forme manifestante, et un principe de représentation ancré dans le suffrage universel.

Le premier, parmi ces cas de figure, est celui où le principe de représentation apparaît insuffisamment consolidé. Manifestation et émeute restent des phénomènes très proches. "La politique de la rue des gouvernants de la Troisième République, la faible accoutumance des adversaires à l'encadrement des foules peuvent faire naître des incidents. Et cela sans omettre les provocateurs (les blouses blanches de l'Empire) présents au Quartier latin en 1893 ou à Villeneuve-Saint-Georges en 1908 et sans oublier que certains manifestants sont venus avec des armes (...) et d'autres sont possesseurs d'objets susceptibles de le devenir (...)" (Offerlé, 1990 : 111).

Le deuxième cas de figure, important, est celui où la violence se développe à *l'intérieur même* de la forme manifestante, en tant que violence politique. La transformation de la foule en manifestation (Cardon et Heurtin 1990 : 124) est liée à une mission d'encadrement des défilés ouvriers, confiée à des services d'ordre. Si la pacification de la forme manifestante va de pair avec son institutionnalisation et sa normalisation, ce processus n'est pas irréversible. Entre 1919/20 et le milieu des années 1930, on observe un retour, sous la houlette du Parti communiste français, à des "formes non réglées d'occupation de la rue" (Cardon et Heurtin, 1990 : 136-137; Tartakowsky, 1992). Il ne s'agit pourtant pas d'un retour à des formes pré-politiques de violence, inspirées par l'action directe, mais plutôt de formes surpolitisées de violence, contrôlées par l'appareil militant. "Un double discours sur la violence est tenu par le parti qui a pour caractéristique de n'intégrer la violence dans l'action collective que si celle-ci est contrôlée par l'organisation - qu'elle en ait en somme le monopole. Il s'agit donc de canaliser les violences individuelles, mais en même temps de proposer au groupe un modèle de violence de masse."

Ce "projet de 'violence révolutionnaire de masse' qui marque la rupture avec la forme pacifiée des manifestations d'avant-guerre, doit avant tout être rapporté, au-delà des directives de l'Internationale communiste, à la logique d'ouvriérisme sur laquelle s'appuie

⁹⁴"Les premiers dépouillements systématiques (de dossiers policiers) que nous avons menés nous permettent de supposer que les manifestations contemporaines connaissent globalement peu de violences." (Favre et Filleule, 1992 : 97) Lorsque la violence est présente (152 cas analysés entre janvier 1982 et décembre 1990), "les manifestations violentes sont le fait des secteurs économiques les plus sinistrés de la société française" ; et : "le groupe faisant le plus souvent l'objet d'un rapport pour emploi de la force est celui des agriculteurs (39%)", contre seuls 14% pour les étudiants et lycéens. (Filleule, 1992:7)

l'entreprise communiste pour promouvoir au sein de l'organisation un personnel politique socialement et culturellement légitime". Ce projet par ailleurs n'est pas sans liens avec la "brutale dévaluation des ressources de type parlementaire" au sein du P.C.F. (Cardon et Heurtin, 1990 : 136-137 et 139). Si dans le premier cas, la violence relève de l'insuffisante consolidation de l'action collective dans sa forme manifestante, et de l'insuffisante séparation entre la manifestation et l'émeute, dans le second la violence relève du choix volontaire du noyau militant qui encadre la manifestation et apparaît, comme nous l'avons dit, comme une forme de gestion des contradictions entre un principe de représentation ancré dans l'action collective populaire et un autre, ancré dans le suffrage universel. C'est l'insuffisante représentation parlementaire du P.C.F. qui, en ce moment de l'histoire française, le pousse à la compenser par l'appel organisé et systématique à la violence de rue.

Un troisième cas constitue la figure inversée de ce dernier. Il s'agit de situations où des groupes politiques qui tirent leur force d'un militantisme de base, mais qui sont dépourvus de représentation parlementaire, essayent de remettre en question, dans l'espace de la rue et à l'occasion des manifestations de rue, la représentativité d'autres groupes qui, au contraire, disposent d'une base parlementaire et d'une écoute nationale certaine. La mouvance autonome des années soixante-dix en constitue un bon exemple, mais on peut aussi évoquer d'une manière plus générale, les frictions coutumières observées lors des manifestations de cette période entre, notamment, le service d'ordre de la C.G.T. et l'ensemble des organisations politiques appartenant à l'extrême-gauche. On peut y ajouter encore, dans une période plus récente où le mouvement ouvrier s'affaiblit, les "actions spectaculaires" de la C.G.T., auxquelles Isabelle Sommier (1992) attribue une fonction de régulation interne et expressive.

Le quatrième cas de figure peut être enfin illustré par des situations où des manifestations a priori pacifiques, mais faiblement encadrées par des organisations politiques, vont être débordées par une violence qui n'est plus politique stricto sensu, mais qui relève, là peut-être oui, d'un retour à l'émeute. Un exemple significatif est celui des manifestations lycéennes de l'automne 1990, qui ont été à plusieurs reprises débordées par la présence des casseurs. Ces casseurs ne jouent pas un rôle analogue à ceux des années 1970, lesquels avaient fait l'objet, comme on sait, d'une législation spécifique, la "loi anticasseurs". Même si on note toujours parmi eux la présence persistante d'une mouvance autonome, celle-ci ne donne plus le ton d'une violence, qui au contraire la dépasse. Nous y reviendrons plus longuement vers la fin de ce texte. Pour l'instant, il suffit de noter que ce cas constitue, d'un point de vue historique, la figure inversée du premier: il ne s'agit plus de l'insuffisante maturation d'un principe de représentation (entraînant avec lui l'insuffisante maturation de la forme manifestante), mais de son affaiblissement. En 1990, la prise en compte des revendications des lycéens en grève par le gouvernement contribue à la légitimation de la forme manifestante, à travers laquelle on cherche à faire revivre un principe de représentation affaibli. Mais il est impossible d'éluder le fait que le débordement violent systématique des manifestations par des casseurs, dont le profil général ne s'écarte pas significativement de celui des manifestants (CNV, 1990), dit les limites de ce principe de représentation ; dit la coexistence, à côté des revendications exprimées, d'autres qui ne semblent pas, à ce moment-là, susceptibles d'être formulées de manière adéquate. Il y a rupture du contrat social, car les termes dans lesquels ce contrat a été formulé ne correspondent plus à la réalité du moment. Reste le problème de savoir en quoi exactement celle-ci lui échappe.

Principe de citoyenneté et principe de représentation : les émeutes américaines des années soixante

Les émeutes américaines des années soixante s'inscrivent dans un mouvement général d'amélioration de la situation relative des Noirs dans le cadre des relations des races aux Etats Unis. Le mouvement des droits civiques bénéficie, à ce moment-là, d'une large acceptation politique et induit des mesures d'action publique favorisant la communauté noire autant au niveau fédéral, qu'à celui des Etats et des communes. Les deux phénomènes ne sont pas disjoints : "Pendant des siècles, de sérieux obstacles ont empêché une protestation effective des masses du peuple noir. Les dernières décennies ont donné lieu à l'émergence d'une classe moyenne noire considérable, à la réduction de l'isolement des Noirs dans la société américaine, à une large concentration des Noirs dans les centres urbains, à une amélioration de leur pouvoir économique, et à un milieu national et international plus favorable. Avec ces changements, des protestations organisées sont devenues à la fois possibles et visibles" (Marx, 1969 : XXIV).

Une enquête réalisée au sein de la communauté noire en octobre 1964 - dans quatre grandes villes (New York, Chicago, Atlanta et Birmingham) et un ensemble de régions métropolitaines non méridionales - retrouve une opinion plutôt optimiste en ce qui concerne les acquis du mouvement pour les droits civiques, et plutôt défavorable à l'emploi de la violence, dans la lutte pour l'obtention de ces droits, des résultats qui contrastent avec la vague de violences déchaînée lors de l'été précédent à Harlem. Martin Luther King est perçu, par 85% à 95% des personnes interrogées, comme la personnalité qui a le plus aidé les Noirs, contre 0% à 5% de réponses favorables à Malcom X. Entre 57% et 68% des personnes interrogées considéraient que la violence *n'aiderait jamais* les Noirs à obtenir l'égalité des droits. Ces mêmes personnes se sont néanmoins montrées majoritairement compréhensives à l'égard des émeutes (50% en moyenne, contre seules 42,4% d'opinions clairement défavorables). Gary Marx (1969 : 26, 34-35) conclut que ces résultats reflètent, non pas une prédilection pour l'emploi de la violence, mais une perception réaliste de la conjoncture - le coût social élevé des émeutes tendant à se traduire, comme cela a été le cas à Los Angeles en 1965, en termes d'un renforcement des politiques publiques orientées vers une amélioration de la situation de la communauté noire, et de la capacité de pression et de négociation de cette dernière. Ce type de constatation a induit une interprétation des émeutes comme des phénomènes rigoureusement instrumentaux, interprétation qui a bénéficié, comme on sait et comme nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer, d'une écoute significative dans les milieux intellectuels nord-américains. Le phénomène émeutier a été souvent assimilé à un mouvement social, relativement structuré dans la lutte pour ses revendications.

Cependant, deux logiques principales semblent à considérer dans l'analyse des émeutes : d'un côté, les effets entraînés par les progrès dans la lutte pour l'égalité des droits, sur la communauté noire ; de l'autre, le mode de structuration d'un principe de représentation des Noirs dans la société américaine - déchirés entre l'effort démocratique visé par une partie de la communauté, et l'appel à la violence porté par une élite révolutionnaire, et présent dans l'émeute.

Les progrès dans la lutte pour l'égalité des droits modifient sensiblement les relations des races, et déstabilisent les bases raciales d'unité et de structuration de la communauté noire. Ils engendrent une dynamique de mobilité sociale dont une classe moyenne noire va se bénéficier. Louis Wirth (1980) a analysé ce phénomène à travers le

modèle du ghetto juif: quoique les liens entre l'individu et sa communauté d'appartenance soient toujours distendus par la mobilité sociale individuelle, qui affaiblit les institutions communautaires et ouvre la voie pour que certains d'entre eux quittent le ghetto, ces liens peuvent être, et ils sont souvent de nouveau ressoudés, dès lors que la communauté apparaît menacée ; ou que l'individu, rejeté dans son intégration individuelle (en tant qu'être universel) à la société inclusive, est renvoyé vers une définition de lui-même liée à son appartenance ethnique et entreprend le chemin du retour vers le ghetto. Ce modèle comporte plusieurs variantes. L'émeute en constitue une des versions dures et sombres. Par la violence, elle ressoudé une communauté imaginaire que les progrès de la lutte pour l'égalité des droits avaient entraînée dans un processus de décomposition rapide.

Ce phénomène se traduit directement dans l'opposition des deux grands courants politiques censés représenter les intérêts de la communauté noire. Les tendances démocratiques s'orientent dans le sens de l'égalité des droits et de la redéfinition des frontières de la citoyenneté, par la redéfinition des relations des races ; les courants révolutionnaires poussent au repli communautaire et à la crispation identitaire.⁹⁵ Cependant, on n'est pas face à une pure opposition de courants politiques. L'émeute en tant que telle ne relève pas de la violence politique, au même sens où le Parti communiste avait pu être par moments en France à la tête d'un mouvement de masse orienté vers la violence (voir supra). Il y a disjonction et représentation imparfaite, autant du courant démocratique, par rapport à ses bases, que du courant révolutionnaire par rapport à la masse émeutière qu'il contribue à soulever. Dans le cas du courant démocratique, cette imperfection relève des limites historiques du processus d'intégration ; pour ce qui est du courant révolutionnaire, elle relève de la déconnexion relative entre une élite politique et des masses inorganisées que cette élite entend pousser à la violence.

Le cas de Detroit inspire directement ce raisonnement. Considérée comme la plus destructive parmi toutes les émeutes urbaines des années 1960 aux Etats Unis, l'émeute de Detroit a eu lieu en 1967, dans une ville qui était perçue comme un modèle national du point de vue des relations des races et qui était dirigée par un maire soutenu par l'électorat noir. (Fine, 1989) Ayant accédé à la mairie en janvier 1962, l'administration Cavanagh a été rapidement couronnée de succès. Le niveau de l'emploi est rapidement monté entre 1962 et 1966. Une action affirmative s'est développée, pour promouvoir des opportunités de travail pour les Noirs. Un représentant des Noirs a pris place au conseil municipal. Cette dynamique a suscité du mécontentement et des divisions au sein de la communauté noire. "Beaucoup de Noirs appartenant aux strates inférieures se sont ressentis du succès de la classe moyenne noire, qui apparaissait pour les noirs du ghetto comme étant davantage concernée par son propre statut que par les besoins de ses frères moins fortunés. Les Noirs qui avaient réussi étaient conscients de ce ressentiment et cela a été révélé de manière poignante dans une lettre envoyée au Gouverneur George Romney juste après l'émeute de 1967. 'J'ai été discriminé et désavantagé par la discrimination raciale comme tous les Noirs', notait l'auteur de la lettre. 'Toujours est-il que je pense avoir commencé à faire des progrès vers une bonne vie. Pour la première fois il me faut lutter non seulement contre les actes et l'influence des racistes blancs et contre l'indifférence des blancs modérés ; *mais*

⁹⁵ A propos des tensions entre ces deux tendances dans l'expérience du mouvement beur en France, cf. Dubet (1987), Dubet et Lapeyronnie (1992). Pour une comparaison entre les cas britannique et français, Lapeyronnie (1993).

aussi contre des extrémistes appartenant à ma propre race, qui sont contre les Noirs qui ont réussi." (Fine, 1989 : 24. Souligné par moi.)

Aussi les tensions à l'intérieur même de la communauté noire vont prendre une place importante dans l'engagement dans une dynamique violente. Davies (1969 : 723) parle d'un accroissement explosif d'actes privés de violence des Noirs à l'encontre des Noirs. La prise en compte de ces tensions pose une interrogation à propos de la valeur heuristique des explications des émeutes de cette période en termes de frustration relative, telle la formulation de la courbe en J. (Davies, 1969). S'il est certain que les progrès dans la lutte pour l'égalité des droits intensifient les attentes de mobilité à un rythme plus soutenu que la capacité de la société américaine à les combler - le maire de Detroit dira après l'émeute de 1967 que l'effort de sa ville en matière de relations des races pouvait être comparé à la tentative de soigner une blessure profonde avec un bandaid - l'idée de frustration, en revanche, gomme la complexité des processus de transformation en cours au niveau des relations des races, qui concernent autant (et en même temps) l'intégration individuelle à un nouvel espace de citoyenneté que la définition d'une appartenance ethnique et culturelle, c'est-à-dire la définition d'une appartenance collective. L'idée de frustration, sans être nécessairement fausse, est pour le moins insuffisante pour rendre compte de ces phénomènes.

La déstabilisation identitaire causée par la redéfinition des relations des races est évoquée par Sidney Fine (1989 : 25) à travers le personnage du pasteur Albert Cleage, Jr., "l'orateur le plus articulé parmi les militants noirs et la figure centrale du point de vue du développement d'un nationalisme noir 'strident' à Detroit au cours des années 1960 (...) Il était clair de peau (*lightskinned*) (...) Les deux thèmes les plus importants pour Cleage étaient l'autodétermination et le séparatisme noir (...) Il rejetait l'intégration (...) "

Ainsi l'émeute s'inscrit dans l'effort volontaire d'une partie des élites noires pour constituer à l'intérieur de la communauté noire un mouvement politique violent. Sophie Body-Gendrot (1993 : 38-39) désigne cet effort en termes de "construction protestataire" : "Les manifestants démontrent que le facteur racial intervient dans les problèmes, qu'il les lie tous et que la déflagration doit être nationale: le racisme institutionnel est à la source du chômage, de la brutalité policière, du déni de justice, de la mauvaise qualité de la vie dans les ghettos, de la sous-représentation politique des minorités. Il s'agit pour eux de recourir à des stratégies génératrices d'extraordinaires désordres... pour provoquer une crise globale de contrôle social."

La présence militante est indiscutable. Selon les services secrets de la police, un délégué de Cincinnati à une importante réunion de militants noirs qui a eu lieu à Detroit, trois semaines avant les émeutes de 1967, aurait déclaré publiquement: "Nous avons déjà eu notre émeute et nous sommes là pour vous expliquer comment cela peut se faire." Fine (1989 : 30) Il faut néanmoins souligner l'importance, également, du décalage entre l'effort militant pour susciter, contrôler et donner sens au soulèvement émeutier, et les conditions d'éclosion du soulèvement lui-même. Car l'incitation militante ne suffit pas à déclencher une émeute. Contrairement à une manifestation politique violente, contrôlée et encadrée, ici les militants incitent à la violence sans en avoir la maîtrise. La nature spontanée des émeutes de cette période a d'ailleurs été soulignée dans nombreux rapports. Un exemple : en 1966, Detroit avait déjà connu un début de soulèvement. L'incident a commencé à 8h25 du soir, lorsque des policiers ont interpellé sept jeunes gens pour vagabondage et blocage

de la circulation. Quatre d'entre eux ont dégagé la voie, mais trois autres se sont apprêtés à résister. Quelqu'un a crié : - ceci est le début d'une émeute... "La masse est devenue inquiète, elle a commencé à jeter des bouteilles sur les conducteurs qui passaient et à casser des vitrines, alors que Wedlow a crié 'black power' et a dit qu'une émeute avait commencé." L'incident n'a pourtant pas eu de suite (Fine, 1989 : 137-140).

L'incident déclencheur de l'émeute de 1967 illustre peut être encore mieux la déconnexion entre les militants révolutionnaires et la masse émeutière, et la nature aléatoire de la juxtaposition des logiques d'action dont ils sont porteurs. Il s'agissait de l'arrestation par la police, au petit matin, dans une buvette clandestine du ghetto, de près de 80 personnes présentes sur les lieux. Un certain nombre d'incidents graves, dans les jours précédents, lesquels auraient pu susciter une émeute, n'avaient pas eu de suite. Cette fois-ci, l'opération policière avait pris beaucoup de temps. Selon les témoignages, *la foule regardait plutôt de bonne humeur. Elle charriait ceux qui se faisaient arrêter*. Autrement dit, l'opération de police en tant que telle ne suscitait a priori, chez ceux qui la regardaient, aucun émoi. A un moment donné, deux jeunes noirs dans la rue ont invité la masse à passer à l'action. "L'un des jeunes (...) a crié 'Black Power, ne les laissez pas emmener notre peuple; regardez ce qu'ils sont en train de faire à notre peuple... Tuons ces blanchards fils de putes... On laisse partir les briques et les bouteilles'." Puis : - "pourquoi viennent-ils faire ça dans notre quartier ? (...) Je vais baptiser ce fils de pute avec une bouteille de bière" (...) Avant que les forces de police ne quittent le secteur, le propriétaire d'un restaurant noir du quartier a entendu des cris de 'Faisons une émeute' (*Let's have a riot*)" (Fine, 1989 : 160). Cette fois-ci, ça a marché.

Les militants savaient qu'il y avait dans la masse du ghetto une disponibilité à la violence, mais ils n'en contrôlaient pas les ressorts.

La politique à nouveau absente

Alors même que l'affaiblissement du principe de représentation réinjecte "de l'émeute" dans la manifestation, comme cela a été le cas, en France, par exemple pendant la grève lycéenne de l'automne 1990, un trait général semble aujourd'hui caractériser, au-delà de son extrême diversité, la renaissance du phénomène émeutier aux Etats Unis ou en Europe : l'extrême éloignement de la violence de masse par rapport à la politique. On objectera, à juste titre, que la "politique", à travers le discours idéologique de l'extrême droite, est souvent présente dans les stades de football, contribuant à engendrer plusieurs de ces *émeutes sans enjeu* auxquelles se réfère Gary Marx. C'est vrai. Mais l'équivalent à gauche, chez des élites politiques progressistes, comme cela a été le cas au moment de la lutte pour les droits civiques aux Etats Unis, ou pendant le XIXe siècle français, n'existe pas, ou faiblement. L'adhésion de ces secteurs à la démocratie (et à la non-violence) ne souffre quasiment aucune contestation. L'extrême-droite garde d'ailleurs, à certaines formes de violence émeutière, le même type de lien de juxtaposition entre une élite politique et une masse disponible à la violence, que celui que nous avons évoqué pour les deux cas précédents. Nous l'avons d'ailleurs montré, à travers une étude de cas sur le phénomène skinhead en France (Wieviorka et al., 1992).

Mais l'emprise de l'extrême droite n'est pas une donnée permanente des émeutes contemporaines. Dans beaucoup de situations, y compris d'émeutes de célébration, liées à des événements sportifs, on ne retrouve aucun rapport précis à la politique. La situation

américaine elle-même évolue, semble-t-il, vers un mélange d'émeute et de criminalité, en raison d'un développement démesuré du phénomène des gangs, et de la place qu'il a pris, par exemple, dans la dynamique émeutière de Los Angeles, en mai 1992 (Body-Gendrot, 1993). Les émeutes britanniques et françaises, quoique de manière moins aiguë que dans le cas américain, relèvent elles aussi de ce mélange imprécis de demandes sociales et délinquance, et gardent des liens flous, ou inexistants, avec la politique.⁹⁶

Dès lors, le problème analytique que posent des émeutes, dont les configurations apparaissent, comme nous l'avons dit, très diverses, semble être celui des conditions de définition de liens collectifs d'appartenance, dans des sociétés où non seulement la représentation décline, mais les rapports des classes, l'appartenance nationale ou les liens ethniques se distendent - bref, dans des sociétés qui redeviennent pour un temps des sociétés de masse.⁹⁷

Nature sociale de l'émeute

L'émeute n'est pas seulement un phénomène historique qu'on peut analyser à la lumière de l'évolution de ses liens avec la politique. C'est aussi un fait social, qui met en jeu certains types de relations.

Partons d'un postulat : l'émeute est une action collective, qui a pour fonction de constituer, à travers la violence, une communauté d'appartenance. L'émeute fonde, ou refonde, l'identité collective d'un groupe, lorsque cette identité apparaît floue, insuffisamment déterminée, ou qu'au contraire elle se trouve menacée. La violence crée une frontière entre le dedans et le dehors. Peu importe la nature de cette frontière - sociale, raciale, ethnique ou territoriale : par la violence émeutière, ce qu'un groupe affirme, c'est, avant tout, sa propre existence en tant que collectivité. Si la foule d'Ancien régime ou celle du XIXe siècle, ou bien encore celle des ghettos américains est potentiellement violente, c'est parce qu'elle est désorganisée. La violence remplace l'organisation en tant que mode d'affirmation de l'identité collective dans l'espace public. C'est d'ailleurs là où l'émeute s'éloigne le plus de la politique, que cette caractéristique s'accroît le plus également. En ce sens, l'émeute sans enjeu (*l'issueless riot*, de Gary Marx), parce qu'elle est souvent dépourvue de tout support social autre que la violence elle-même, constitue l'idéal-type de l'émeute. La violence de célébration, lors des compétitions sportives, rassemble des individus qui se sentent isolés face à la société de masse, les rassemble autour d'un symbole, une équipe : c'est sa seule et unique rationalité.⁹⁸ Mais les autres cas historiques que nous avons examinés le montrent a fortiori également. Le thème de la foule urbaine dans l'Ancien Régime, ainsi que celui des classes dangereuses à l'aube de l'industrialisation

⁹⁶ A propos de Los Angeles-1992, Sophie Body-Gendrot (1993:153) note la faiblesse du discours et la prise de distance "des grandes figures de l'activisme afro-américain (...) en panne, et après les émeutes, elles resteront d'ailleurs étonnamment discrètes, Jesse Jackson d'une part et les Musulmans noirs d'autre part étant loin de combler l'absence de leadership actuel."

⁹⁷ Nous employons ce terme dans une acception restrictive. La société de masse n'est pas un type de société, mais un état du changement social, dont les formes ont subi des variations très diverses au long de l'histoire, toujours avec des conséquences majeures du point de vue de l'affaiblissement des conditions de structuration d'un ordre social.

⁹⁸ "Par la violence dans les stades, nous, on crée une communauté", nous a dit le leader d'une bande parisienne de skinheads, lors d'une intervention sociologique à propos du racisme populaire en France, que nous avons réalisée avec eux (Wieviorka et alii, 1992; Peralva, 1994a; Peralva, 1994b).

renvoient à l'insuffisante détermination des rapports des classes. Le thème des émeutes raciales des années 1960, aux Etats Unis, renvoie à une situation de flottement et d'indétermination dans les relations des races.

L'émeute pose avant tout une interrogation sur *les frontières* entre les groupes humains au sein d'une même société, et sur leurs relations réciproques. Autrement dit, elle fonde une interrogation sur l'identité collective, sur la capacité à être un acteur collectif. Elle fonde une interrogation sur les frontières qui définissent une collectivité. Laissons de côté les émeutes pré-politiques de l'Europe moderne, dont nous avons suivi la lente transformation en luttes de classes. Attachons-nous maintenant à celles qui intéressent le plus directement l'expérience contemporaine. L'émeute sans enjeu peut être comprise, dans cette perspective, comme une protestation contre *l'absence* de frontières, contre la dissolution de toute frontière susceptible de marquer une identité collective, susceptible ainsi d'établir une médiation dans le rapport entre l'individu et le monde. L'émeute raciale constitue, dans l'exemple nord-américain des années 1960, une protestation contre *la menace* de dissolution de ces mêmes frontières, historiquement définies par les relations des races - menace qui devient évidente avec l'avancement de la lutte pour les droits civiques. Avec l'affaiblissement de l'impact général de cette lutte, les contradictions inter-ethniques semblent avoir acquis une plus grande importance sur la scène sociale américaine. Alors que dans son étude de 1969, Gary Marx avait clairement atténué l'importance des tensions opposant la communauté noire et la communauté juive aux Etats Unis, Sophie Body-Gendrot (1993) en rend plus récemment une interprétation bien plus sombre. Les contradictions inter-ethniques, également visibles dans les guerres des gangs, semblent aujourd'hui dessiner de nouveaux contours et reposer le problème de l'espace de la citoyenneté aux Etats Unis en termes différents de ceux qui avaient été posés dans les années 1960.

Nous n'analyserons pas la situation américaine de cette dernière période. Si nous l'évoquons, c'est simplement pour signaler sa différence par rapport à l'expérience européenne des quinze dernières années. Les émeutes qui ont eu lieu au Royaume Uni au début des années 1980 et en France, depuis le début des années 1990 ne peuvent, sauf abus de langage, être perçues comme des émeutes raciales. Les frontières qu'elles affirment ne relèvent pas des relations des races. Elles ne relèvent pas non plus de contradictions inter-ethniques, même si un élément ethnique y est présent et doit être pris en considération. Dans le cas britannique, suggère Didier Layperonnie (1993), les émeutes s'inscrivent dans une problématique définie en termes de minorités. En France elles relèvent d'une définition territoriale.

Définir la nature des frontières symboliques mobilisées dans l'émeute est essentiel pour comprendre la nature des rapports sociaux que, dans chaque cas, la violence met à nu. Si les émeutes américaines des années 1960 sont avant tout des émeutes raciales, c'est parce que les relations des races constituent la variable principale en jeu dans la violence. Les émeutiers y sont par ailleurs, pour une partie au moins, des jeunes, de même que le phénomène s'inscrit dans un cadre urbain, le ghetto correspondant comme on sait à une certaine répartition de l'espace, historiquement fondée. Inversement, si l'émeute contemporaine en Europe, et surtout en France, est *juvénile* et *territoriale*, c'est que la référence au lien intergénérationnel et à l'espace physique définissent les frontières symboliques du groupe mobilisé à travers l'émeute.

Evolution du rapport à l'espace urbain

En parlant de la "foule urbaine" et ses émeutes, on évoque l'importance croissante des villes dans le développement de l'Europe moderne, par opposition au monde rural. L'idée de *foule*, explique Hobsbawm (1966 : 142), est intrinsèquement liée à l'indétermination sociale de l'espace urbain. "Il (...) faut parcourir Palerme, par exemple, où les *Quattro Canti* constituent toujours le centre nerveux de la ville, à portée d'arquebuse des palais gouvernementaux, des taudis et des marchés, pour ressentir dans sa substance toute la signification qu'avait à l'époque classique des émeutes populaires le cri d'alarme: 'la foule s'est soulevée'." L'entreprise de séparation des quartiers, riches et pauvres, ministériels ou d'affaires, date comme on sait de la fin du XIXe siècle.

Cette centralité spatiale de l'émeute classique va progressivement donner lieu à une périphérisation croissante des soulèvements populaires. Carré (1992) souligne le contraste entre les émeutes britanniques des années 1880, qui ont lieu à l'intérieur des quartiers défavorisés où elles s'originent, sans jamais en franchir les limites, alors qu'au XVIIIe et jusqu'à la première moitié du XIXe siècle, on observe au contraire un investissement des centres nerveux de la ville par les émeutiers-manifestants. "Ce phénomène est particulièrement frappant durant les émeutes de 1780, où la capitale fut littéralement investie par des milliers d'ouvriers et apprentis venus des quartiers populaires de la Cité et de l'East End et habiles à utiliser les grandes voies de communication, et notamment les ponts de la capitale pour mieux mobiliser les habitants. On retrouve cet investissement des centres durant la première moitié du XIXe siècle dans les grandes villes industrielles du nord, lors des nombreuses manifestations pour la réforme électorale et contre la loi d'assistance publique. Durant la deuxième moitié du siècle, en revanche, cet investissement des centres devient plus occasionnel, sans doute en raison de la présence de plus en plus massive et organisée de forces de police qui écartent les manifestants autant que possible des centres." En France aussi, dit George Rudé (1982 : 27), malgré la fièvre des constructions à laquelle on assiste au XVIIIe siècle et l'appropriation sans conteste de l'espace urbain par la bourgeoisie parisienne, "le vieux Paris du Moyen Age demeure en grande partie intact et va le rester pendant soixante-quinze ans encore." En revanche, le long passage de l'émeute à la manifestation, avec la légitimation du droit populaire à manifester pacifiquement, n'exclut pas d'innombrables conflits concernant les lieux où ces manifestations sont autorisées. Les émeutes contemporaines en Europe porteront elles aussi la marque de ce processus progressif de ségrégation, fruit de la consolidation d'une domination de classe.

Rien de tel aux Etats Unis, où l'inscription spatiale des ethnies dans l'environnement urbain est liée à une longue tradition, ancrée dans l'histoire de l'immigration. Les "ghettos" américains constituent des rassemblements volontaires d'individus appartenant à une même communauté ethnique et ont une fonction de support des liens tissés entre ces individus et la société américaine dans un sens plus large. Même le ghetto noir s'inscrit en partie dans ce modèle. Mais en partie, seulement. Le ghetto noir souffrait, dans les années 1960, de la place qui, par l'histoire de l'esclavage, avait été assignée aux Noirs dans l'histoire américaine. Il pâtissait du fait que, pour les Noirs, les obstacles à la sortie du ghetto n'étaient pas seulement sociaux, mais aussi raciaux.

Les conséquences sont importantes, du point de vue du rapport à l'urbain et de la configuration spécifique des émeutes des années 1960. La densité démographique à l'intérieur du ghetto était élevée. Sidney Fine (1989 : 4) signale qu'à Twelfth Street, le

quartier de Detroit le plus directement touché par l'émeute de 1967, elle était deux fois supérieure au reste de la ville. Le ghetto manquait aussi d'homogénéité sociale. Une classe moyenne noire aspirant à s'intégrer cohabitait avec des chômeurs et des marginaux de toute espèce. Loin de constituer un fait positif et un élément de renforcement de la communauté, dans ce contexte politique des années 1960, marqué par la lutte pour les droits civiques, une telle cohabitation était source de contradictions importantes. L'émeute n'a pas épargné cette classe moyenne noire. Le chômage et la délinquance sont inséparables de la disponibilité à la violence des habitants du ghetto. Le risque d'émeute est latent, lorsque des habitants traînent et n'ont rien à faire, sauf regarder de petits incidents qui donnent vie à la rue. Les risques s'accroissent pendant l'été, lorsque les vacances scolaires augmentent la plage de temps libre. La densité démographique, liée au cloisonnement du ghetto, pose le problème du nombre de personnes susceptibles d'être mobilisées par la violence. Alors que les émeutes des années 1990, en France, ont concerné quelques centaines de personnes, celles des Etats-Unis dans les années soixante se chiffraient par milliers de participants. A Detroit, plus de 7000 personnes ont été arrêtées, pendant l'émeute de 1967 ; presque 4000 à Watts ; 1500 à Newark.

En France, où le principe de la ségrégation raciale et ethnique n'est pas ouvertement admis et ne relève pas, comme aux Etats-Unis, du legs historique de l'immigration⁹⁹, les mécanismes favorisant la constitution et la perpétuation de la ségrégation urbaine sont d'une autre nature, et dérivent d'abord des effets pervers de la politique de la ville. L'action affirmative, fondée non pas sur des principes ethniques mais sociaux, et orientée vers l'urbain, a contribué à inscrire les problèmes sociaux dans "des zones de ségrégation sociospatiales" (Linhart, 1992). Cette orientation de la politique de la ville, axée sur le local (Dubet, Jazouli et Lapeyronnie, 1985 ; Chevalier, 1987) n'est pas étrangère à la *territorialisation* de l'expérience des jeunes, phénomène auquel l'émeute à la française est intrinsèquement liée. Mais cette territorialisation relève également de l'action de la police, qui fixe, de l'extérieur, les frontières symboliques d'une collectivité dominée.

Rapport à la police et rumeur

Des incidents avec la police semblent avoir constitué le détonateur de plusieurs émeutes. Tel est le cas en France. Tel a été le cas aux Etats Unis. Tel a été également le cas lors de la série d'émeutes qui ont secoué la Grande Bretagne au début des années 1980. Toutes les émeutes n'ont cependant pas cette origine, toutes ne sont pas déclenchées à la suite d'une "provocation policière" : plus important est que l'action de la police soit *réinterprétée* en termes de provocation.

Rappelons l'incident qui a déclenché l'émeute de Detroit en 1967 (Fine, 1989 : 160). Il a lieu au petit matin, lors de l'intervention de la police dans une buvette clandestine du ghetto. Près de 80 personnes sont mises en état d'arrestation. La foule regarde la scène, dit Fine, *plutôt de bonne humeur*. Elle charrie ceux qui se font arrêter. Jusque là, l'intervention policière se déroule sans problèmes. Elle n'est pas interprétée en termes de provocation, mais en termes de normalité légale. La situation change lorsque deux jeunes Noirs, qui se trouvaient à l'extérieur de la buvette, somment la foule à passer à l'action. Ils réinterprètent

⁹⁹On sait que des exceptions existent, surtout à Paris, avec ses quartiers asiatique, juif ou arabe. En banlieue, dans la mesure où le logement dépend plus directement d'une politique volontariste de la ville, ces exceptions sont moins visibles et moins affirmées.

la scène, en appelant à un patriotisme territorial d'abord ("pourquoi viennent-ils faire ça dans notre quartier?") et à l'émeute, ensuite. Le *laissez-faire* se reconvertit en conflit.

Ce battement entre l'incident, et son interprétation en termes de provocation, est encore mieux mis en évidence lors des événements de Brixton, en avril 1981. (Scarman, 1981 : 17-21). Des policiers interceptent en cours de route un taxi, qui conduit à l'hôpital un jeune noir grièvement blessé. Compte tenu de son état, ils décident d'appeler une ambulance. Pendant qu'ils lui apportent eux-mêmes les premiers soins, la voiture est encerclée par près de 30 à 40 personnes, qui crient : "Qu'êtes-vous en train de lui faire? Regardez, ils vont le tuer..." Les policiers expliquent qu'ils attendent une ambulance. "Mais la foule ne voulait rien entendre. Ils ont été poussés de côté, le jeune blessé a été retiré de la voiture, (...) mis dans un autre taxi et le chauffeur enjoint de l'amener à l'hôpital." Tout en témoignant des secours portés par les policiers au jeune blessé, la foule d'assistants *refuse* de les considérer comme tels, et les réinterprète en des termes radicalement opposés : *regardez, ils vont le tuer*, disent-ils. L'acte en question (l'aide portée par des policiers à un jeune noir blessé) ne pouvait pas exister, car incohérent vis-à-vis du lien d'adversité opposant quotidiennement les policiers aux jeunes immigrés. L'inversion, ne serait-ce que provisoire, de l'image de la police en tant qu'adversaire radical des jeunes noirs, et le brouillage identitaire qui en dérive, sont inacceptables : ils amènent à la reconstruction d'un conflit à travers la violence.

Là intervient la notion de "rumeur", si souvent évoquée à propos des émeutes. Sidney Fine (1989:167-168) indique que le phénomène a joué un rôle important dans les émeutes américaines, y compris celle de Detroit en 1943 et dans 65% des désordres étudiés par la Commission Kerner. Lord Scarman (1981:21) fait allusion à de nombreuses rumeurs qui auraient circulé à la suite de l'incident que nous venons de rappeler. "Parmi ces rumeurs il y en avait qui affirmaient que la police aurait délibérément empêché le jeune en question d'aller à l'hôpital, que la police aurait refusé d'appeler une ambulance et que la police aurait elle-même causé la blessure du jeune."

Cette notion de rumeur a été traitée en sciences humaines à partir de deux compréhensions distinctes. Une lecture sociologique en a été donnée par Edgar Morin (1969), dans *La rumeur d'Orléans*. Dans la perspective mise en lumière par Morin, la rumeur engendre une violence potentielle (qui peut être actualisée, mais ne l'est pas nécessairement). Plus important est le fait que la rumeur mobilise des mythes anciens, qui ressoudent l'unité d'une communauté d'appartenance soumise à des tensions et à des déchirements. Entre la formation du mythe et sa remobilisation à des finalités autres que celles pour lesquelles il a été originellement conçu, intervient, dit Françoise Reumaux (1996), une longue période de latence... L'autre manière de comprendre la notion de rumeur, c'est en termes de distorsion du message. C'est la lecture qui nous vient de la psychologie, appuyée pour une grande partie sur la recherche expérimentale, et dont Françoise Reumaux dresse un bilan important.

C'est par cette deuxième interprétation de la notion de rumeur que le phénomène émeutier est le plus directement concerné.¹⁰⁰ A ce niveau, l'acquis interprétatif le plus important, mis en évidence par de nombreuses recherches, concerne le fait que la distorsion du message se produit en termes d'adéquation significative entre son contenu, et la place du

¹⁰⁰ Cf. le commentaire de Monet (1992 : 60), à propos d'Oberschall (1973).

récepteur/émetteur dans un ensemble de relations. La distorsion est d'autant plus grande, qu'est grande la distance entre le point originel d'émission du message et son point d'aboutissement. Or, dans les événements de Brixton, la distance ne joue aucun rôle dans la distorsion du message. Elle se produit *d'emblée*, au moment même des événements, et en termes d'adéquation significative : l'événement lui-même (l'aide apportée par des policiers à un jeune noir blessé) étant de l'ordre de l'invraisemblable, on le réinterprète en l'ajustant brutalement à la réalité des relations entre les jeunes et la police. La diffusion ultérieure du message à des cercles plus larges se fait déjà sur la base de cette réadéquation.

Comprise dans cette perspective, la notion de rumeur ne doit pas être associée à une chaîne causale présente dans le *déclenchement* de l'émeute : elle se limite à fournir une explication rationnelle à un phénomène qui est déjà en route. L'important ici n'est pas la vérité de cette explication par rapport à l'événement originel qui a suscité l'émeute, mais sa vérité ou son adéquation significative par rapport à l'état général des relations entre les parties en conflit. Dès lors, ce que nous apprend l'incident de Brixton, c'est que la conflictualité latente et permanente qui oppose la police aux jeunes issus de l'immigration constitue la source première de la réinterprétation d'un incident en termes de provocation. Il ne suffit pas d'éviter la provocation pour éviter une émeute.

Or, que fonde l'hostilité de ces minorités à l'égard de la police ? "Dans toutes les enquêtes conduites auprès des émeutiers, la dénonciation des pratiques policières passe toujours avant celle du chômage, de l'inconfort du logement, de la pauvreté des équipements sociaux. L'expression de cette hostilité s'organise autour de trois griefs : des contrôles incessants et discriminatoires de la part de la police ; des comportements policiers violents et racistes, lors des contrôles, des arrestations et des manifestations ; l'absence de protection offerte par la police aux victimes d'attaques raciales et face à la criminalité en général" (Monet, 1992:51-52).

Le racisme, au sens large, serait ainsi au coeur de la conflictualité propre aux rapports entre les minorités et la police. Il est difficile de refuser une telle explication, vraie au moins en partie - à condition de ne pas définir le racisme comme un attribut spécifique de l'institution policière et de préciser que la racialisation des relations sociales correspond à une expérience beaucoup plus générale, qui fait - y compris des minorités immigrées - des parties prenantes actives du processus de racialisation d'autrui. Le racisme est ce qui reste, lorsque les relations sociales se délitent dans leur substance propre, comme l'a suggéré Hannah Arendt (1973) dans son essai sur l'antisémitisme, ou comme nous l'avons aussi montré dans une étude sociologique sur le racisme populaire en France (Wieviorka et al., 1992). Le racisme policier à l'égard des minorités immigrées ne met pas simplement en jeu les valeurs d'une corporation professionnelle. Son élimination est d'autant plus complexe, qu'il renvoie à la place attribuée à ces minorités dans leur société d'accueil. Le regard policier n'est que le reflet réfracté de celui que porte sur eux la société dans son ensemble. Expliquer l'émeute par le racisme policier n'est pas suffisant. La police cristallise une conflictualité, qui en fait la dépasse.

Cette conflictualité a deux sources, l'une plus ancienne, l'autre plus directement liée à la période actuelle. D'abord la police représente l'ordre dominant, dans un imaginaire qui plonge ses racines dans le temps. Claude Journes (1992 : 13) note à propos du cas

britannique: "Certes, la police anglaise a maintenu l'ordre avec moins de violence que l'avait fait l'armée au début du dix-neuvième siècle, mais le souvenir de sa brutalité est durable dans certaines régions minières. Et plus largement, l'institution a été perçue comme l'instrument d'une discipline de vie urbaine. L'expérience de Richard Hoggart en témoigne, pour l'entre-deux-guerres. Il rappelle l'aversion de la population envers les petits fonctionnaires dont les pires étaient les policiers et évoque la solidarité des jeunes face à la police à laquelle ils mentaient par habitude et dont ils n'avaient à attendre qu'un passage à tabac s'ils causaient des ennuis."¹⁰¹ Est-ce différent pour la France ?

En second lieu, la police est aujourd'hui partie prenante de la constitution symbolique des couches les plus défavorisées de la société française, comme des catégories hors normes, et contribue à leur ségrégation territoriale. Ce phénomène est lié à la crise qui touche la police française : son inefficacité dans la lutte contre la petite délinquance ; et son débordement par une criminalité et un terrorisme qui s'inscrivent au-delà des frontières de l'Etat national (Lévy, 1997). Ces deux faces du problème sont inséparables. Dans la mesure où la petite délinquance déborde aussi souvent le cadre national, dès lors qu'elle met en cause des enfants de l'immigration, il y a double débordement de l'Etat national et de la citoyenneté (auxquels le policier s'identifie par nature, et d'où il tire sa légitimité). Envisageant comme illégitime la population immigrée et pauvre des quartiers où il intervient, le policier la constitue symboliquement comme un groupe hors normes ; son activité auprès d'elle perd par là toute efficacité. Les efforts d'organisation d'une police communautaire, en tant que contre-tendance et réponse à cette tension, ne se sont pas avérés probants, et restent peu significatifs, du point de vue de l'impact d'ensemble sur les orientations de la police nationale française (Lévy, 1997).

Un conflit intergénérationnel

Il faut préciser ce qui vient d'être dit. Le mot de harcèlement est souvent évoqué dans les conflits avec la police, par *certaines* segments de la population, plus particulièrement visés. Pour cette raison, aussi, le regard que les minorités portent sur l'institution policière n'est pas univoque. Il est significatif que dans l'enquête réalisée par Gary Marx (1969), les relations avec la police aient été, dans plusieurs villes, envisagées par les Noirs dans des termes modérés : 20% de résultats négatifs à Chicago, 30% à New York par exemple. Seuls les Black Muslims avaient globalement exprimé, à 70%, un avis très majoritairement négatif. Gary Marx pensait que cela pouvait s'expliquer par le fait que ce groupe avait dû constituer une victime préférentielle des harcèlements policiers.

Dans les émeutes françaises contemporaines, nous y reviendrons, la variable classe d'âge est particulièrement significative pour définir, à la fois le groupe le plus visé par le harcèlement de la police, les jeunes, et les frontières de la communauté imaginaire que l'émeute contribue à refonder. Quoique Gary Marx (1972) prétende que les participants des émeutes des années 1960 aux Etats Unis étaient largement représentatifs d'une jeunesse noire, il faut le comprendre au sens de jeunes adultes, et non pas des adolescents, dont la présence semble bien plus centrale dans l'expérience française contemporaine. Selon Sidney Fine (1989 : 249), le nombre des jeunes (en dessous de 17 ans) arrêtés lors de

¹⁰¹Le beau livre de Caco Barcellos (1992), sur un détachement particulièrement meurtrier de la police militaire de São Paulo, s'ouvre par le récit d'une humiliation que lui avaient imposée des policiers, alors qu'il était encore adolescent.

l'émeute de 1967 à Detroit s'est élevé à 703, contre 6528 adultes - c'est dire qu'il a correspondu à environ 10% du total de personnes arrêtées, proportion un peu inférieure à celle des femmes (11%).

Lors des émeutes de Brixton, en 1981, l'écart entre jeunes et adultes apparaît bien moins important : on peut estimer à 33 % le taux des émeutiers (définis comme auteurs de désordres situés à l'épicentre des désordres) âgés de moins de 21 ans ; et à 63% celui des pillers (situés à la périphérie des désordres), ayant le même âge (Keith, 1990). Dans l'émeute canadienne qui a suivi la conquête de la coupe Stanley à Montréal (Malouf, 1993 : 64), la présence des jeunes semble marquer encore plus fortement le déroulement des événements : 66% des personnes mises en accusation à la suite de ces désordres avaient entre 15 et 20 ans ; seules 34% étaient âgées de plus de 20 ans. Les accusés appartenant à la minorité noire étaient beaucoup plus jeunes que ceux appartenant à la majorité blanche : plus de 50% des personnes de race noire interpellées avaient moins de 17 ans, alors que seulement 13% des membres de la majorité blanche se situaient au-dessous de 17 ans. 70% des accusés de plus de 26 ans appartenaient à la majorité blanche.

Il semblerait que plus on se rapproche du modèle des émeutes sans enjeu, plus la variable classe d'âge devient pertinente pour la définition du profil des émeutiers, plus on peut dire que l'émeute pose avant tout le problème de la place des jeunes issus de l'immigration face à la société de masse. Nous verrons, à travers l'analyse du cas français, qu'il y a souvent désaccord entre les générations à propos de l'émeute. Ici, le harcèlement policier n'est pas le révélateur de l'indétermination de la place globalement occupée par les minorités dans la société française. Il s'oriente bien plus précisément vers les jeunes générations et exprime, en ce sens, non seulement une domination sociale, mais aussi une domination générationnelle. L'opposition à la police, par ailleurs, conformément à ce que montrent certains sondages, est plus largement partagée, et ne concerne pas seulement les jeunes issus de l'immigration - même si tous les jeunes ne sont pas prêts à s'engager dans des émeutes.

Emeute et violence

Comparées à des phénomènes analogues, qui ont eu lieu ailleurs, les émeutes qui se sont déroulées en France métropolitaine depuis le début des années 1990 surprennent par leur autolimitation. Même si les dégâts matériels ont été souvent importants - 80 millions de francs, à la suite des trois nuits d'émeutes d'octobre 1990 à Vaulx-en-Velin, indique Linhart (1992 : 97), les vies humaines ont toujours été épargnées.

Dans l'histoire de l'Europe, c'est un changement historique majeur. Benyon (1992) rappelle les émeutes londoniennes de 1780, les Gordon riots, les plus graves troubles de ce type jamais enregistrés dans l'histoire britannique, où 285 personnes ont été tuées et 25 autres pendues. En France, au XIXe siècle, le nombre de morts liées aux soulèvements populaires est impressionnant. Charles Tilly (1986 : 530) mentionne 950 personnes tuées lors des journées révolutionnaires de 1830, 1400 en juin 1848 et quelques 20.000 communards massacrés en 1871. Ces morts sont dues dans l'ensemble à l'action des forces de l'ordre. "Dans l'expérience de l'Europe moderne, les forces de répression sont elles-mêmes les plus consistantes initiatrices et actrices de la violence collective. Il y a une division du travail : les forces de répression font, pour la plus grande partie, tout ce qui touche aux meurtres et aux blessures, tandis que les groupes qu'ils cherchent à contrôler

réalisent la plupart des atteintes matérielles. La division du travail dérive de l'avantage habituel dont disposent les forces répressives, en ce qui concerne les armes et la discipline militaire ; de la tactique habituelle des manifestants, grévistes, ou d'autres participants fréquents aux violences collectives, et qui consiste à enfreindre des règles et des interdits à forte charge symbolique, dont il incombe aux agents du gouvernement d'imposer le respect ; elle dérive aussi de la séquence typique d'événements, dans laquelle les manifestants mènent à bout une action qui est illégale quoique non violente, et les forces de répression reçoivent l'ordre de les arrêter par n'importe quels moyens. Ce sont souvent des moyens violents" (Tilly, 1978 : 177).

Les émeutes nord-américaines ont aussi laissé derrière elles des dizaines de morts et des centaines, ou même des milliers de blessés. A Detroit, en 1943, les émeutes ont fait 34 morts (dont 17 tués par balles par la police) et 675 blessés (Fine, 1989 :1) ; à Los Angeles, en 1965, il y a eu 35 morts et plus de mille blessés (Marx, 1969:28) ; à Detroit en 1967, il y a eu 43 morts ; à Los Angeles, en 1992, 58 morts (Body-Gendrot, 1993 : 71). La police et la garde nationale ont été responsables de la plupart des morts, lors des émeutes des années 1960 aux Etats-Unis. (Tilly, 1975 : 293). Tilly (1978 : 178) cite à ce propos Jerome Skolnick : "Il serait trompeur d'ignorer le rôle joué par les agences du contrôle social dans l'aggravation et parfois dans la création d'une émeute. Il n'est pas inhabituel, conformément à ce qui a été observé par la Commission Kerner, qu'une émeute commence et se termine par de la violence policière." Sidney Fine (1989 : 195) ajoute de même à propos des événements de Detroit : "A Detroit, de même qu'à Watts et Newark, ce qui avait commencé d'une certaine manière comme une émeute des Noirs contre la police est devenu d'une certaine manière une émeute de la police contre les Noirs, en illustrant le fait que le désordre civil est un processus émergent très dépendant de la nature des interactions entre les agents de contrôle et ceux qui participent aux perturbations."

Aussi, la tendance observée en Europe à une réduction du nombre des victimes fatales, lors des désordres émeutiers, semble largement liée au changement progressif observé au niveau des conceptions d'intervention des forces de l'ordre. En France, dit Michel Offerlé (1990 : 111), le grand changement date de la fin du XIXe siècle : "Les risques de violence sont sans doute (devenus) moins importants depuis que la Garde nationale a été supprimée (...)" La manière d'agir des forces de l'ordre se modifie petit à petit, leur but étant de plus en plus d'atteindre un maximum d'efficacité, avec un emploi minimal de la force physique.

Dans cette perspective, la conception contemporaine du maintien de l'ordre dans les sociétés les plus modernes suppose le développement de techniques de contention des policiers : "La difficulté essentielle pour l'encadrement dans le maintien de l'ordre", dit Dominique Montjardet (1990 : 222), "n'est pas de 'pousser' des hommes qui subissent pendant des heures l'attente, les injures et, le cas échéant les projectiles et les coups, mais de les 'retenir'." Malouf (1993 : 118) situe en 1968 le moment à partir duquel s'observe une évolution significative des stratégies du maintien de l'ordre dans la communauté urbaine de Montréal. Dans le cas français, la mort de Malik Oussebine, lors des manifestations étudiantes de 1986, a suscité un nouvel effort de perfectionnement de l'action des C.R.S. dans le contrôle de l'ordre public. Le principe d'une intervention policière avec emploi minimal de la force physique étant acquis, reste néanmoins posé celui de son efficacité, en vue de réduire au minimum l'ampleur et l'impact des désordres. Les stratégies d'effacement ne semblent pas avoir toujours produit les effets escomptés (Monet, 1990 ; Malouf, 1993).

L'expérience indique qu'une émeute ne s'évanouit ni reflue, du simple fait d'un retrait de la police des lieux, sous prétexte de ne pas provoquer les manifestants (Scarman, 1981 :31 ; Fine, 1989 : 128). L'équilibre entre intervention efficace des agents responsables du maintien de l'ordre et emploi minimal de la force physique est un idéal difficile à atteindre. La France, l'a clairement fixé comme l'horizon politique de l'intervention policière. Cela signifie aussi qu'une barrière symbolique est opposée à la violence, où la limite à ne pas dépasser est l'atteinte au droit à la vie.

Phénoménologie de l'émeute

L'émeute de célébration, dont Montréal en 1993 donne un exemple, se distingue des autres émeutes contemporaines, du point de vue de sa géographie : celle-ci est directement liée à l'événement sportif célébré. Elle ne met par ailleurs en oeuvre aucune autre forme de relation à l'urbain : elle est déterritorialisée. Tel n'est pas le cas des émeutes britanniques des années 1980 ; tel n'est pas non plus le cas des émeutes françaises des années 1990. Ces dernières se déploient à l'intérieur des quartiers populaires - les *inner cities* en Angleterre, les cités de banlieue en France - non pas en raison du primat d'une logique suicidaire (Carré, 1992), mais parce que c'est à travers la violence que l'identité collective des groupes engagés dans l'émeute est affirmée. L'affirmation de cette identité collective prime tout principe social d'adversité, qui pourrait amener les émeutiers à se déplacer.

L'émeute a ainsi un épiscetre, au coeur même du quartier touché par les désordres. Plus on s'en éloigne, plus la violence incorpore d'autres logiques qui viennent se surajouter à ce phénomène originel. Cela se manifeste de deux manières différentes : à travers l'étalement de l'émeute dans le temps ; et à travers la distinction, toujours analytiquement utile, entre émeutiers et casseurs. Keith (1990) l'indique clairement pour le cas de Brixton : "Bien que les émeutes de Brixton puissent valablement être considérées comme un tout, il y a d'importantes différences entre les manifestations de violence des vendredi 10, samedi 11 et dimanche 12 avril. Le vendredi, l'émeute fut dans sa totalité un conflit entre un groupe de noirs (jeunes pour la plupart) et la police, et ne dura que quelques heures. Le samedi, un beaucoup plus grand nombre d'émeutiers et de policiers fut impliqué dans les troubles, qui durèrent de quatre heures de l'après-midi jusque tard dans la nuit. Il est significatif que pillages et incendies s'étendirent à une zone beaucoup plus large. Le dimanche, plus d'un millier de policiers furent déployés afin de quadriller une partie de Brixton, et bien que se soient produits des pillages et des attaques contre la police, les désordres ne furent pas aussi graves que le soir précédent."

La distinction entre émeutiers et casseurs, ou pilleurs s'inscrit physiquement dans l'espace urbain : plus on s'éloigne de l'épicentre de l'émeute, plus la présence des casseurs devient importante, obéissant à d'autres logiques que celle de l'émeute elle-même. "Les 'émeutiers' vivent plus près des lieux d'émeute que les 'pilleurs' : 18% des 'émeutiers' (dans le cas de Brixton) vivent à moins de 200 mètres, mais seulement 1,5% des 'pilleurs' ; 63% à moins de 800 mètres, mais seulement 36% des 'pilleurs'" (Keith, 1990).

Émeutiers et casseurs, ou pilleurs, n'ont pas le même profil et ne sont pas accusés des mêmes délits. Dans le cas de Brixton, analysé par Keith (1990), les 'émeutiers' sont plus âgés que les pilleurs. Les variables raciales les distinguent également : directement liés à l'émeute, on trouve 73,2% de noirs, contre 26,8% de blancs ; accusés de pillage, 58,3% de noirs et 38,3% de blancs. Lors des événements de 1993 à Montréal, cette différence est

encore plus prononcée : "75% des accusés de minorité noire sont accusés de délits comme avoir participé à une émeute, possession de stupéfiant etc. ; alors que seulement 25% sont accusés de délits contre la propriété ; cette proportion est rigoureusement inverse pour les accusés appartenant à la majorité blanche, qui à 75% sont accusés de délits contre la propriété" (Malouf, 1993). Dans le cas de Brixton, Keith conclut qu'on pourrait presque se référer à deux émeutes, mettant en cause deux groupes de personnes. "La première fut un affrontement total, étroitement localisé, avec la police, impliquant une grande variété de gens venant d'une aire très étroitement circonscrite de Brixton ; l'autre, qui eut lieu à quelque distance de celle-là fut une réaction opportuniste à la rupture de l'ordre public." Cette idée est importante et doit être retenue - à condition de ne pas l'associer au seul pillage. La casse abrite des logiques multiples et complexes, instrumentales, certes, mais aussi expressives, ludiques et politiques. L'extension de l'émeute, l'aire géographique affectée par les désordres, y sont très directement liées.

2 - LES EMEUTES DE LA MORT

Depuis les incidents fortement médiatisés de Vaulx-en-Velin, d'autres du même ordre se sont reproduits dans plusieurs villes, en France métropolitaine¹⁰². Ayant en vue d'en dégager les caractéristiques générales, nous avons interrogé un dossier de presse, pour la période comprise entre octobre 1990 et juillet 1995. Les cas relevés, 24 au total, sont brièvement décrits ci-dessous. La liste d'événements dont nous rendons compte n'est pas exhaustive. Le recensement est en revanche suffisamment long, pour regrouper des incidents à impact inégal, qui recoupent de façon complète ou partielle les traits les plus importants qui caractérisent le phénomène émeutier en France dans le courant de cette décennie. Nous avons pris le parti de laisser de côté certains, similaires, ayant eu lieu avant - telle l'affaire de Cluses (Haute Savoie), le 14 juillet 1989 (suite au meurtre d'un jeune Tunisien par un Italien, des jeunes maghrébins ont attaqué les locaux de la gendarmerie, puis ont procédé au saccage du centre-ville. Bui-Trong, 1992). Nous avons aussi laissé de côté un petit nombre d'autres incidents apparentés, même lorsqu'ils ont eu une forte amplitude, car ils ne correspondaient pas aux caractéristiques générales de l'ensemble sélectionné ; mais nous y reviendrons pour en souligner la différence.

L'univers de l'analyse

1 - *Vaulx-en-Velin, octobre 1990* : décès de Thomas Claudio, samedi, 6 octobre, dans le quartier du Mas-du-Taureau, lors d'un accident de moto faisant suite à un contrôle de police. Le dimanche 7, des incidents violents se produisent dans le quartier. Le lundi 8, les incidents s'étendent à d'autres villes de la banlieue lyonnaise et prennent un tour bien plus grave.

2 - *Sartrouville, mars 1991* : décès de Djemel Chettou, tué par des vigiles de la cafétéria d'Euromarché, à la cité des Indes. Des incidents ont lieu la même nuit du 26 mars, et le lendemain, 27 mars ; mais ils ont une portée limitée et aboutissent à des négociations avec la direction du supermarché. Deux jours après, de violents incidents éclatent à la cité des Indes et dans le centre ville. Le 11 avril, on fait état de tensions et de quelques incidents mineurs, lors de la reconstitution du meurtre.

¹⁰² Une importante émeute a eu aussi lieu à Saint-Denis de la Réunion, en février 1991. Elle a duré un mois et a fait plusieurs morts (Parjemin, s.d.). Nous n'en tenons pas compte dans cette analyse, vu ses caractéristiques, très différentes de celles de l'ensemble par lequel nous sommes concernés.

3 - Meaux, juin 1991 : décès par noyade d'un adolescent qui se jette dans la Marne, après une course-poursuite engagée à son encontre par des policiers, au motif de chapardages effectués par six copains dans un magasin. Le soir, un des magasins du centre commercial, la MJC et deux voitures sont incendiés par une quarantaine de jeunes. Le lendemain, une tentative d'incendie est découverte à temps dans un collège des environs.

4 - Saint-Denis, décembre 1991 : décès accidentel d'un motard qui roulait sans casque et qui a percuté un autre véhicule. A l'hôpital, le médecin qui l'a soigné est agressé, puis plusieurs voitures sont incendiées, des véhicules de police sont endommagés par des jets de pierre et dix personnes sont interpellées après deux nuits d'échauffourées dans la cité des Francs Moisis.

5 - Epinay-sur-Seine, mars 1992 : décès d'un jeune de la cité du 77 avenue d'Enghien, tué d'un coup de couteau, lors d'un différend opposant le propriétaire d'un scooter volé, qui habitait dans la zone pavillonnaire environnante, et des jeunes de la cité. Une trentaine de jeunes prennent la zone pavillonnaire pour cible, cassant voitures et vitrines, sans rien voler.

6 - Argenteuil, juin 1992 : décès à Saint-Denis d'un jeune beur, tué par le consommateur auquel il aurait revendu de la drogue. A Argenteuil, où il habitait, une supérette et un pavillon sont incendiés, ainsi qu'huit voitures. Une vingtaine de vitrines, dont celle, symbolique, de la 'Maison de la Justice' sont brisées dans l'ex Z.U.P. du Val d'argent, dite 'La Dalle', et aussi au centre ville.

7 - Tourcoing, juin 1992 : décès d'un motard d'origine maghrébine, interpellé par la police lorsqu'il roulait sans casque. Les circonstances de l'accident sont mal éclaircies : a-t-il forcé le barrage de police ? a-t-il été renversé par un C.R.S. ? Pendant deux jours, à la cité de la Bourgogne, des voitures ont brûlé et des vitrines brisées à coups de cocktails molotov et de jets de pierre.

8 - Vitry -le-François, juillet 1992 : décès d'Hassein Chegrouch, qui, roulant sans casque, perd le contrôle de son cyclomoteur en essayant de fuir une interpellation de la police. Dans le quartier de Rome Saint-Charles, des affrontements se poursuivent pendant plusieurs heures. Un policier est blessé, une voiture de police démolie, le commissariat est attaqué à coups de pierres et un hypermarché saccagé.

9 - Asnières, octobre 1992 : décès, par suicide, au dépôt de Nanterre, de Djamel Khader, arrêté pour trafic de stupéfiants. Des jeunes de la cité des Morinoux s'attaquent au poste de la police municipale, laissant deux Yamaha carbonisées et trois voitures personnelles incendiées.

10 - Vaulx-en-Velin, octobre 1992 : Le décès de Mohamed Bari, tué par des gendarmes, suscite des incidents ; mais, grâce à l'ampleur du dispositif policier, ils sont rapidement étouffés, sans prendre des proportions comparables à ceux de 1990.

11 - Reims, novembre 1992 : suite à l'acquittement d'une boulangère, mise en accusation pour avoir tué Ali Rafa, des jeunes chargent les forces de l'ordre. Des incidents ont lieu pendant trois jours consécutifs dans le quartier du Pont de Witry. Des véhicules et des Abribus sont incendiés. Les vitres du centre commercial du quartier sont pulvérisées. Le visage cagoulé, quarante jeunes détournent un bus, malmènent le chauffeur et se servent du véhicule en flammes pour barrer l'un des principaux axes de Reims.

12 - Tourcoing, avril 1993 : blessure grave par balle dans la tête, dans la nuit du 6 au 7 avril, causée par un policier en tenue, puis décès de Rachid Ardjouni, lors de l'interpellation d'un groupe de jeunes pratiquant un rodéo sur un terrain de sport à Wattrelos. Le 8 avril des incidents éclatent au Parc Clémenceau, à Tourcoing, lieu d'habitation de Rachid. Les manifestants essayent d'atteindre le centre ville, mais en sont empêchés par la police. Le 9, vers la fin de l'après-midi, les incidents se poursuivent, suite au décès du jeune homme. Dans la matinée, une manifestation

pacifique de protestation est organisée par des lycéens de l'établissement où étudie le frère de la victime.

13 - Bron, décembre 1993 : Mourad Tchier, circulant à bord d'une automobile volée, est pris en chasse par une voiture de police. Essayant de s'enfuir à pied, il est tué d'une balle dans le dos. Une manifestation pacifique et des actes de vandalisme ont lieu le lendemain.

14 - Rouen, janvier 1994 : Ibrahim Sy est tué par un gendarme, à l'intérieur d'une voiture volée. Deux manifestations pacifiques ont lieu à quelques jours d'intervalle. Trois nuits d'émeutes s'ensuivent également.

15 - Bron et Vaulx-en-Velin, avril 1994 : décès de deux jeunes et blessures graves causées sur trois autres, suite à l'accident survenu à une voiture volée qui a essayé de forcer un barrage de police, jeudi 14 avril. Le vendredi 15 avril de violents incidents éclatent à Vaulx-en-Velin, puis à Bron. Ils se poursuivent le lendemain. La salle de sports de Vaulx-en-Velin et le stade Jean Moulin à Bron sont mis à feu. Le lundi 18, un nouveau rodéo mortel a lieu à Vaulx-en-Velin. Kalifa Amra, conduisant une voiture volée, est pris en chasse par une patrouille de police. Il fait deux fois le tour d'un rond point, avant de heurter un bus et de perdre le contrôle de son véhicule. Il succombe à ses blessures quelques heures plus tard.

16 - Toulon, avril 1994 : décès de Faouzi Benraïs, pris en chasse par une voiture de police, et accidenté, alors qu'il circulait sans casque sur une moto de forte cylindrée, et qu'il avait grillé trois feux rouges. Essayant de s'enfuir, il a perdu le contrôle de la moto et a heurté un mur. Des émeutes s'ensuivent pendant deux jours, puis une manifestation pacifique est aussi organisée le dimanche premier mai dans le centre de Toulon.

17 - Evreux, mai 1994 : décès de David, des suites d'un traumatisme crânien, après une altercation avec un vigile de l'Intermarché de la Madeleine, cité de la périphérie d'Evreux. Par la suite, un petit groupe armé de barres de fer, le visage masqué, a saccagé et incendié le centre commercial du quartier.

18 - Nice, juillet 1994 : décès de Samir, mortellement blessé par un riverain sur un parking d'un hypermarché du quartier de la gare du Sud. Cinq jours plus tard, un commando d'une demi douzaine de jeunes, torse nu, le visage dissimulé par un foulard, a incendié 17 voitures en stationnement.

19 - Sartrouville, février 1995 : décès par noyade de Boualem Flici, habitant le quartier du Plateau, qui le lundi 20 février avait plongé dans la Seine pour échapper aux vigiles du magasin Carrefour, de Montesson. Samedi, 25 février, une marche pacifique a lieu dans l'après-midi entre le quartier du Plateau et le magasin. Les jeunes manifestants réclamaient l'intensification des recherches du corps. Dans la soirée, une trentaine de jeunes, masqués pour la plupart, armés de barres de fer et de battes de base-ball, s'en prenaient à des vigiles du magasin Carrefour, à la cité des Indes à Sartrouville. L'un d'entre eux était touché d'une balle 22 long rifle dans le dos.

20 - Miramas, mai 1995 : décès d'Abdelhi Meziane, tué par Antonio Valentino, après une altercation avec ce dernier. Avant les faits, des amis de la victime avaient alerté une patrouille de police à propos des menaces proférées par Valentino, mais les policiers ont négligé d'intervenir. Des centaines de personnes ont manifesté à Miramas après ce meurtre. Quelques vitres de la porte de l'hôtel de ville ont été brisées et un véhicule de la police municipale renversé.

21 - Noisy-le-Grand, juin 1995 : décès de Belkacem Belahbib, le mercredi 8 juin, au bout d'une course-poursuite engagée par des C.R.S., alors qu'il se trouvait, sans casque, au volant d'une grosse moto. Les premiers incidents éclatent la nuit même, puis se poursuivent le lendemain, mais cette fois-ci avec une virulence inédite. Un gymnase est détruit par le feu, une mairie de quartier ainsi qu'une douzaine de voitures et des camionnettes, dont cinq véhicules administratifs garés dans les ateliers municipaux, sont incendiés. La devanture d'une supérette est enfoncée par une voiture-bélier. La liste des bâtiments endommagés comprend deux maternelles, deux écoles

élémentaires, un collège et deux devantures de commerces. Samedi 11 juin, une marche pacifique a lieu, entre le quartier de la Butte Verte et le lieu où le jeune homme a trouvé la mort.

22 - Sartrouville, juin 1995 : la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Versailles revoit à la baisse l'accusation d'homicide volontaire qui avait été retenue contre Kamel Zouabi, auteur du coup de feu qui, en 1991, avait tué Djamel Chettou, lors d'un incident opposant des vigiles d'Euromarché à ce dernier. Mercredi 21 juin, une quarantaine de personnes ont tenté de bloquer la circulation pendant une heure devant la Cour d'appel. Le soir, quelques heures après l'énoncé de l'arrêt, le centre de la Sécurité sociale du plateau de Sartrouville était détruit par un incendie d'origine criminelle.

23 - Villetaneuse/Enghien, juin 1995 : décès de Fred N'Seke, poignardé le mardi 27 par un vigile au Prisunic d'Enghien. Une centaine de jeunes de Villetaneuse se rassemblent le jour même devant le commissariat où l'agent de sécurité est entendu. L'arrivée à l'hôpital des policiers, accompagnés du vigile, provoque une échauffourée. Deux voitures sont endommagées. Le lendemain une trentaine de jeunes et proches de la victime se sont rassemblés dans le calme devant le Prisunic d'Enghien pendant une heure. Le surlendemain, des incidents violents ont eu lieu à Villetaneuse.

24 - Montataire, juillet 1995 : décès, le samedi 22 juillet, de Didier Bodo, mortellement touché au ventre par une balle tirée par un voisin, mineur. Des affrontements violents s'ensuivent. L'appartement de la famille du meurtrier est détruit, les meubles sont jetés par la fenêtre. Des policiers qui interviennent subissent un siège dans l'appartement. Dehors, vols et scènes de pillages. Le lendemain, des groupes mobiles et cagoulés interviennent aussi. Des commerces sont saccagés, des voitures incendiées. Deux jours après, mardi 25 juillet, le même appartement, puis un autre, appartenant à des membres plus éloignés de la même famille, sont incendiés. La même nuit, des bouteilles incendiaires sont lancées contre le lycée André Malraux. Le mercredi 26 juillet un poste de police est incendié également.

Nous avons notamment laissé de côté dans ce recensement :

1 - Ermont, mai 1991 : suicide d'un adolescent de 17 ans, d'origine sénégalaise, lors d'une perquisition réalisée à son domicile par la police judiciaire, suite à l'agression avec un pistolet à grenaille subie par sept personnes, dont un vigile et une fillette, dans l'hypermarché Cora, d'Ermont. Après le suicide, des cocktails molotov sont lancés contre deux magasins du quartier des Chênes. Les vitrines ont été brisées et les façades noircies.

2 - Les Ulis, mai 1991 : expédition punitive réalisée par des jeunes contre le supermarché Carrefour. Une quarantaine d'entre eux ont tiré sur les vigiles, après avoir volé deux fusils à pompe dans un stand de tir.

3 - Mantes-la-Jolie, mai 1991 : des affrontements, samedi 25 mai, opposent près de 200 jeunes à des C.R.S., aux portes de la patinoire de la ville ; ils sont suivis d'actes de vandalisme et pillage des commerces. Les incidents se poursuivent le dimanche 26. Puis, décès, le lundi 26 mai d'Aïssa Ihich, dans le commissariat de Mantes, des suites d'une crise d'asthme. Des incidents limités s'ensuivent, mais la ville est rapidement occupée par les C.R.S. Une manifestation pacifique a lieu, pour protester contre la mort d'Aïssa. Deux semaines après le début des affrontements, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 juin, une barrière de police est percutée par le conducteur d'une voiture volée, qui essayait de s'échapper. Marie-Christine Baillet, gardienne de la paix est mortellement blessée à cette occasion. Un peu plus tard, alors que les premiers soins sont apportés à la blessée, d'autres voitures arrivent sur les lieux. Un policier, pensant reconnaître les automobiles volées signalées, tire plusieurs fois et tue d'une balle dans le dos Youssef Khaïf, passager de la dernière voiture.

Pour circonscrire ces 24 incidents, nous avons arbitrairement pris le parti d'appeler *émeute* un type particulier de crise urbaine : une protestation violente, engagée par des jeunes, suite à la mort violente d'un jeune. Il nous semble que ces caractéristiques sont celles qui mieux définissent l'émeute en France dans le courant de l'actuelle décennie. Sans être elle-même meurtrière, l'émeute s'y constitue en tant que réaction *contre* la mort. Dès lors, nous avons volontairement laissé de côté ces trois autres événements ci-dessus indiqués, dans la mesure où ils correspondaient à une configuration distincte ou, comme dans le cas de Mantes-la-Jolie, bien plus complexe.

Dynamique du désordre émeutier

Nous considérerons, dans un premier temps, cet univers de 24 émeutes ci-dessus listées, à partir des éléments suivants :

- l'incident déclencheur
- la temporalité de l'émeute
- les cibles des actes de vandalisme.

Les banlieues sont certes la scène sur laquelle ces émeutes se jouent, mais d'une ville à l'autre les situations ne sont pas les mêmes : ni du point de vue de l'état (très variable) du bâti ; ni du point de vue des investissements réalisés pour le rénover ; ni du point de vue des situations économiques locales ou des taux de chômage ; ni du point de vue de l'état des majorités municipales, de droite ou de gauche ; ni du point de vue de l'état du milieu associatif. Si unité il y a dans le phénomène émeutier, elle ne se trouve pas dans le contexte où il émerge, mais dans le fait que ce phénomène met à nu l'existence d'une jeunesse privée de citoyenneté, alors même que les jeunes doivent faire face de plus en plus intensément à l'enjeu culturel de se comporter comme des sujets personnels et autonomes. Plus qu'une question urbaine, une question juvénile se pose.

L'incident déclencheur

Les émeutes de cette décennie ont toujours eu comme incident déclencheur la mort violente d'un jeune.

* La *police* a été à l'origine du décès, dans 9 cas sur 24 (plus d'un tiers), même si elle n'en a pas eu la responsabilité directe¹⁰³:

- 5 décès ont été causés par un accident de moto, survenu dans le cadre d'un contrôle de police, généralement accompagné de course-poursuite, le motard ayant essayé de fuir le contrôle, et roulant sans casque ;

¹⁰³ Bui-Trong (1993) indique que sur 45 affrontements entre jeunes et policiers, dans une période comprise entre juillet 1989 et fin avril 1993, seuls 15 avaient eu pour origine "un accident survenu à un jeune au cours d'une interpellation". Sous réserve de la différence de critères concernant la circonscription des incidents examinés, notre résultat, légèrement au-dessus d'un tiers, reste cohérent avec le sien.

- 2 décès ont été causés par un accident de voiture, survenu dans le cadre d'un contrôle de police, suivi de course-poursuite, le conducteur ayant essayé de fuir le contrôle ;

- 2 décès ont été causés par balles, lors d'un contrôle de police, les policiers ayant tiré à l'occasion.

* Des *vigiles* de supermarché ont été à l'origine du décès, dans 5 cas sur 24 :

- 3 jeunes ont été directement tués par des *vigiles* ;

- 2 autres sont morts à la suite de courses-poursuites menées contre eux par les *vigiles* eux-mêmes, ou par la police à leur demande ; ces courses-poursuites se sont terminées par la plongée de ceux qu'on poursuivait dans une rivière des environs, et leur mort par noyade.

* Dans 4 cas sur 24, un *jeune* a tué un autre jeune.

* Dans 3 cas sur 24, la *justice* était en cause :

- 1 décès a été causé par suicide en situation d'incarcération ;

- 2 crises ont été causées par des jugements, perçus comme complaisants, rendus contre des auteurs d'homicide commis contre des jeunes.

* Dans deux cas sur 24, un *adulte* a été à l'origine du décès :

- 1 jeune tué par balles ;

- 1 jeune tué lors d'un accident de la route.

Le vingt-quatrième décès a été causé par un accident, où la victime était seule en cause.

Tous cas de figure confondus, l'incident déclencheur est la plupart du temps lié à une prise de risque par la victime (rouler sans casque, rouler dans des véhicules volés, chapardages), se soldant par sa mort violente ; et que cette prise de risque s'aggrave du fait que le jeune s'enfuit pour éviter de subir un contrôle, ce qui dans bien des cas finit par entraîner sa mort violente.

Bref, l'incident déclencheur est toujours lié à la mort violente d'un jeune, ayant à l'origine une prise de risque mortelle. C'est à l'intérieur de cette logique générale, définie en termes de prise de risque, que les relations des jeunes avec la police et les *vigiles* doivent être examinées. Dans 14 cas parmi les 24 recensés, des responsables de la sécurité (policiers ou *vigiles*) ont été directement ou indirectement responsables des incidents. Il est dès lors nécessaire d'interroger sous cette perspective l'économie des relations entre eux et les jeunes.

Temporalité de l'émeute

L'émeute à la française obéit généralement à une temporalité idéale-typique, définie par la combinaison successive de trois éléments. La manière par laquelle ils se combinent, l'ordre dans lequel ils se présentent ou, à l'occasion, l'absence de certains d'entre eux, donnent la mesure du phénomène, dans chaque cas.

(A) Le premier acte de l'émeute se présente sous la forme d'une protestation violente, faisant suite à la mort violente d'un jeune. Cette définition est donnée par les jeunes eux-mêmes. Elle peut être illustrée par la déclaration faite à un journaliste, en octobre 1990, par un jeune de Vaulx-en-Velin : "Dites bien que cela n'a rien à voir avec les étés chauds des Minguettes. Là, c'est à cause des morts." (Libération, 8 octobre 1990. Souligné par nous.) La première protestation a généralement lieu dans le quartier habité par la victime.¹⁰⁴

(B) Le deuxième acte est marqué par la présence des casseurs. On observe un déplacement de l'aire des conflits : souvent vers le centre ville, ou même vers des villes voisines, à configuration similaire. On constate également, à ce moment-là, une élévation considérable du niveau des violences.

Jusqu'ici, on reste dans la dynamique décelée par Keith (1990), lors de son analyse à propos de la série d'émeutes en Grande Bretagne au début des années 1980. Un troisième acte, néanmoins, s'y ajoute dans le cas français.

(C) Il s'agit d'une manifestation pacifique et de mobilisations politiques, avec, souvent, des prolongements dans le sens d'une institutionnalisation de la vie du quartier. Cette prise en mains institutionnelle de la violence est aussi liée à la force de la protestation initiale, et à la force de la mobilisation des casseurs.

Dans l'univers que nous analysons, une protestation violente au coeur du quartier s'est vérifié 19 fois sur 24. Cette protestation constitue l'épicentre de l'émeute. Dans les cinq autres cas, la violence est tout de suite le fait des casseurs. On enregistre leur présence dans 13 cas sur 24. Toute manifestation violente, faisant suite à la mort violente d'un jeune, n'attire pas nécessairement la présence des casseurs. Des manifestations ont été signalées par la presse, dans 11 cas sur 24. Toute protestation violente faisant suite à la mort violente d'un jeune ne débouche pas sur un traitement politique de la violence. L'absence de protestation pacifique, dans un contexte d'émeute, peut découler tout autant de l'absence de prise en charge politique du phénomène, que de la surinstitutionnalisation d'un quartier ou d'une ville.¹⁰⁵

¹⁰⁴ Les auteurs d'un rapport sur des événements qui ont eu lieu à Tourcoing, en avril 1993 (Delannoy et ali., 1993), notent à ce propos : "Bien que cette affaire (l'incident donnant lieu aux émeutes) se soit déroulée hors de Tourcoing, et qu'en aucune manière les policiers tourquennois n'y soient mêlés, c'est à Tourcoing, lieu du domicile de la victime, que les incidents allaient survenir." Aussi, lorsqu'en juin 1994, deux garçons originaires de Garges-lès-Gonesse ont été tués lors d'un hold-up dans une bijouterie à Paris, c'est dans leur ville qu'une protestation violente a eu lieu.

¹⁰⁵ C'est vraisemblablement le cas des événements d'Epinay-sur-Seine, en mars 1992. Quoique la presse ne fasse pas état de manifestation pacifique faisant suite aux émeutes, on peut supposer que les dispositifs de prise en charge institutionnelle des problèmes sociaux, assez développés dans la ville, aient été mis en route à cette occasion-là.

L'ordre dans lequel ces éléments se présentent définit aussi la structure interne du phénomène émeutier. Dans 15 sur 24 cas, l'émeute proprement dite domine la suite des événements. Dans 6 cas sur 24, c'est la casse qui apparaît en premier plan. Dans cinq cas sur 24, c'est la négociation politique qui précède les violences. Quel que soit l'ordre des événements, les trois éléments sont néanmoins liés. Chacun d'entre eux définit une face du phénomène émeutier.

Première situation-type: l'émeute définit la suite des événements (15 cas)

a) Dans huit cas sur quinze, l'émeute apparaît comme une manifestation isolée, engagée par des proches de la victime :

- Meaux (juin 1991)
- Saint-Denis (décembre 1991)
- Epinay-sur-Seine (mars 1992)
- Argenteuil (juin 1992)
- Tourcoing (juin 1992)
- Vitry-le-François (juillet 1992)
- Asnières (octobre 1992)
- Vaulx-en-Velin (octobre 1992)

b) Dans trois autres, elle est immédiatement associée à des phénomènes de casse :

- Vaulx-en-Velin (octobre 1990)
- Reims (novembre 1992)
- Montataire (juillet 1995)

c) Dans deux parmi ces quinze cas, elle présente une structure complète, où l'émeute, suivie de phénomènes de casse, débouche finalement sur des manifestations pacifiques et une prise en charge institutionnelle des problèmes :

- Tourcoing (avril 1993)
- Noisy-le-Grand (juin 1995)

d) Dans un cas (Toulon, avril 1994), l'émeute se combine directement à une protestation pacifique ; dans un second cas (Sartrouville, mars 1991), la casse survient à la fin, après l'émeute et après la manifestation pacifique.

Deuxième situation-type: la présence des casseurs définit la suite des événements (4 cas)

Dans deux des cas recensés, la casse apparaît comme un phénomène isolé :

- Evreux (mai 1994)
- Nice (juillet 1994)

Dans un troisième cas (Bron et Vaulx-en-Velin, avril 1994), une manifestation pacifique fait suite aux phénomènes de casse. Et dans un quatrième cas (Villetaneuse, juin 1995) la casse et la manifestation pacifique précèdent l'émeute.

Troisième situation-type : l'émeute et la casse débordent une manifestation pacifique (5 cas)

Dans quatre cas de figure analysés, une manifestation pacifique organisée pour protester contre la mort violente d'un jeune est débordée par des phénomènes de casse :

- Bron (décembre 1993)
- Sartrouville (février 1995)
- Miramas (mai 1995)
- Sartrouville (juin 1995)

Dans un cas de figure analysé (Rouen, janvier 1994), une manifestation pacifique est débordée par une émeute, et donne ensuite lieu à des phénomènes de casse.

La variabilité de ces combinaisons suggère quelques conclusions. L'*émeute* à la française est une protestation violente, au cœur d'un quartier, menée par des jeunes, suite à la mort violente d'un jeune. Cette protestation les constitue en tant que communauté imaginaire, alors même que leur violence est liée à une incapacité à se présenter comme acteurs politiques dans l'espace public. Or, la violence non seulement les constitue en tant que communauté imaginaire - elle constitue également autour d'eux un espace public, à l'intérieur duquel ils sont appelés à se comporter comme des acteurs politiques. La violence attire les médias et suscite le rapprochement d'une nébuleuse d'alliés - adultes du quartier, syndicalistes, acteurs institutionnels. Elle mobilise des élus et le pouvoir public. La présence des casseurs vient marquer une double limite. D'abord, celle de l'émeute en tant que protestation liée à une expérience territorialisée, dans la mesure où la casse élargit la géographie de la violence. Mais les casseurs marquent aussi les limites de cet espace public nouvellement constitué et de la légitimité des négociations sur lesquelles il débouche.

Les liens entre ces trois éléments sont, comme nous l'avons dit, relativement autonomes et marqués par des tensions et des contradictions. La violence émeutière est ciblée et auto-limitée. Très souvent, les émeutiers cherchent à se démarquer des

phénomènes de casse, pour s'orienter vers une demande de traitement institutionnel de leurs problèmes. Mais, par ailleurs, l'espace public qu'ils constituent à travers la violence est fragile et se défait beaucoup trop rapidement pour qu'ils puissent se construire durablement en tant qu'acteurs politiques.

Les cibles des actes de vandalisme

La violence émeutière se déploie généralement contre des cibles constantes et symboliques : voitures, magasins, bureaux de poste et commissariats de police. Mais la rationalité de l'émeute et celle de la casse sont distinctes.

L'émeute : une violence ciblée et autolimitée

Tout indique que la violence émeutière s'oriente vers des objectifs précis. En disant cela, nous n'excluons pas les débordements, toujours possibles, mais nous tenons à souligner qu'il intéresse d'interroger ces actes du point de vue d'une rationalité maîtrisée. A Vaulx-en-Velin, en octobre 1990, les journalistes ont noté que tous les magasins n'étaient pas attaqués. A propos de la police même, un jeune aurait déclaré à cette occasion-là : "On n'en veut pas aux C.R.S. C'est ceux des commissariats qu'on va casser, ça dure depuis trop longtemps et l'assassinat de Thomas a été la petite goutte de trop" (France Soir, 8 octobre 1990). L'hostilité contre les médias vise surtout les cameramen et les photographes. Si certaines institutions ont été touchées par la violence - MJC's, collèges, centres sociaux, mairies, poste - nombreux équipements ont été épargnés (comme, à Vaulx, la tour d'escalade, qui avait été inaugurée une semaine avant la mort de Thomas Claudio (La Croix, 10 octobre 1990 ; L'Événement du Jeudi, 17 octobre 1990).

Certaines manifestations de violence sont clairement autolimitées, comme cela a été le cas lors des événements de Sartrouville, en mars 1991. Gilles Smadja raconte (L'Humanité, 28 mars 1991) que, le lendemain de la mort de Djamel, tué par un vigile de la cité des Indes, une centaine de jeunes se sont rassemblés autour de l'Euromarché. "Choqués que la direction du magasin n'ait même pas jugé bon de fermer ses portes au moins une journée. 'Regardez-les, s'indigne Kamel, ils n'en ont rien à foutre qu'un jeune soit mort, ce qui compte pour eux c'est ce qu'on leur laisse aux caisses.' Une femme, foulard autour du visage, crie pour qu'on l'entende : 'Ils prennent notre argent et ils tuent nos enfants ! ' Ce magasin ouvert quand le sang de Djamel est encore visible est vécu comme une provocation. 'On va le faire fermer pour Djamel', lance un jeune." Des jets de pierre partent et le centre commercial ferme. Très rapidement des discussions et des négociations s'engagent avec la direction de l'hypermarché, concernant la définition de nouvelles directives pour assurer la sécurité du magasin. D'autres manifestations, enfin, mettent en évidence un clivage social. A Epinay-sur-Seine, en mars 1992, suite au meurtre commis contre un jeune d'une cité par un autre, de la zone pavillonnaire environnante, des voitures et des vitrines des pavillons sont cassées, sans qu'il y ait aucun vol. (Le Monde, 4 mars 1992).

La casse : semer la destruction

La violence de la casse est, en revanche, beaucoup plus indéterminée. Elle vise amplifier le phénomène émeutier et pour cette raison même les moyens employés sont

beaucoup plus consistants. Elle vise des équipements publics, comme cela a été le cas pour la salle de sports de Vaulx-en-Velin, et pour le gymnase de Bron, incendiés par des casseurs en avril 1994, après que les portes ont été enfoncées à l'aide de voitures-béliers. Même situation pour ce qui est de l'ensemble des équipements publics 'méthodiquement incendiés et cassés' à Noisy-le-Grand en juin 1995. Il ne s'agit pas de pillages, comme ceux auxquels se réfèrent Keith (1990) et Malouf (1993), souvent effectivement liées aux émeutes. La violence est symbolique, comme celle des émeutes, et non pas instrumentale. Cela suggère la présence de casseurs "politiques", dont la perspective serait de neutraliser ou d'annuler l'effet de politiques publiques perçues comme anesthésiques, lorsqu'elles cherchent à promouvoir l'intégration des populations pauvres dans les quartiers défavorisés, sans apporter de réels changements à leurs conditions de vie.

Etude d'un cas

Le cas auquel nous nous référerons maintenant s'inscrit dans la série d'émeutes qui ont eu lieu en France métropolitaine dans cette décennie. L'étude que nous avons entreprise à ce sujet s'appuie sur une enquête générale, ayant donné lieu à un compte rendu (Peralva, 1995), et dont l'objectif principal était de rétablir avec exactitude le déroulement des faits. Elle a été élargie par une seconde enquête (Peralva, 1997f), dans une visée plus compréhensive, au cours de laquelle nous avons pu développer un long contact avec les émeutiers, à la fois à travers des débats de groupe et des entretiens individuels.

La première partie de l'enquête (Peralva, 1995), en rétablissant avec exactitude le déroulement des faits, nous avait permis de comprendre ce qui s'était réellement passé, en apportant un éclairage sur les mécanismes concrets qui avaient joué dans le déclenchement de l'émeute, et dans son déroulement.

La seconde enquête avait pour ambition d'expliquer les conditions d'engagement subjectif des jeunes dans la violence émeutière, les effets provoqués par l'émeute sur eux, et le lien qui peut être établi entre cette forme de violence et leurs conditions quotidiennes de vie. Il avait pour ambition de donner à voir la nature du rapport social que ce type d'émeute met en oeuvre.

Rappel des faits

Un lundi, en fin de matinée, comme il sortait du collège, Giorgio a rencontré Daniel, le petit copain de sa soeur. Daniel portait un fusil 22 long rifle dans une boîte spéciale. Cela n'a pas causé de surprise à Giorgio, qui savait que Daniel avait l'habitude des armes. Ce dernier lui a expliqué qu'il devait aller au parc départemental voisin avec Paul, pour s'entraîner au tir. Giorgio était voisin de palier de Paul.

Le même jour, en milieu d'après-midi, le corps d'un jeune homme tué par balles a été découvert dans l'enceinte d'un parc départemental. Les différents services concernés ont été avisés et la police judiciaire fut saisie de l'affaire. L'examen du corps a mis en évidence deux orifices de projectiles de petit calibre, sur la tête, une balle ayant été tirée à bout portant. Quatre douilles d'une arme de type

22 long rifle ont été retrouvées à proximité. Aucun papier d'identité n'a permis d'identifier la victime. Seule piste : dans la poche de son pantalon, dactylographiée et signée, une lettre d'amour adressée par une jeune fille.

Le lendemain matin des policiers se sont rendus au domicile de l'auteur de la lettre, qui résidait dans une commune des environs. Elle était déjà partie au collège. Sa mère a été informée du meurtre. Par la fenêtre, elle a indiqué l'immeuble où le petit ami de sa fille habitait. Les policiers se sont alors présentés au domicile de la victime : un jeune homme âgé de 16 ans, ayant immigré enfant en France, avec sa famille. Celle-ci ignorait le meurtre. Le père, séparé, avait la garde de ses six enfants. Les amis les plus proches ont été désignés. Parmi eux, Daniel, le petit ami d'une voisine de palier. La veille, dans l'après-midi, Daniel était venu interpellé Richard, frère de Paul, à propos d'une arme qui aurait été prêtée à ce dernier. Après avoir auditionné la famille, les policiers ont quitté le domicile. Le commissariat local a été prévenu par les voies normales.

Gestation de l'émeute

Le même jour, en fin de matinée, Daniel a subi une agression, dans un centre commercial, de la part d'un groupe de jeunes, qui l'accusaient d'être le meurtrier de Paul. Il a été conduit à l'hôpital et la police a été avertie.

Vers 12h30, Christian a appris par la radio le crime du parc départemental. La veille, son ami Daniel était venu chez lui et lui avait remis un fusil 22 long rifle, ainsi que les clefs d'une voiture qu'il disait avoir volée. Il pensait aussi avoir tué quelqu'un, mais n'avait pas donné d'autres précisions. Christian avait cru à une fantaisie, mais avait accepté de garder l'arme. Ils avaient, tous les deux, l'habitude des armes. En apprenant le crime par la radio, Christian a commencé à se douter que Daniel avait dit la vérité. Un peu plus tard dans l'après-midi, un groupe de jeunes l'a interpellé à la fenêtre de son appartement. Ils prétendaient savoir qu'il était informé du crime, et ils ont proféré des menaces. Christian a téléphoné à sa mère, qui est venue immédiatement. Depuis l'hôpital, Daniel a réussi à joindre par téléphone une amie, Victoire. Il l'a avertie que "les mecs de la cité" voulaient "leur peau" et qu'il fallait que Victoire, Alice (sa petite amie) et son frère Giorgio s'éclipsent.

Victoire ayant vraisemblablement prévenu le père du jeune homme assassiné¹⁰⁶, ce dernier s'est rendu chez Christian (accompagné de sa propre fille et de Victoire), pour chercher l'arme du crime. Il a demandé à Christian de le suivre jusqu'au poste de police.

¹⁰⁶ En mai 1996, jugé en cour d'assises, le meurtrier a été condamné à 13 ans de réclusion criminelle pour homicide volontaire avec préméditation.

Le jeune homme a refusé, craignant d'être agressé par les jeunes regroupés en bas de l'immeuble. Sa mère a essayé à plusieurs reprises d'appeler le commissariat, mais le téléphone sonnait toujours occupé. Entre-temps Cynthia, la petite amie de Christian, est venue se joindre à eux dans l'appartement.

L'après-midi était déjà bien avancé, lorsque la police judiciaire a été avertie, par le commissariat d'affectation de la ville, que Daniel, auteur présumé du meurtre du parc départemental, s'y trouvait détenu. Elle a été également avertie que le père de la victime avait déposé l'arme du crime au poste de police local. Celle-ci lui avait été remise par Christian, qui l'avait reçue la veille des mains de Daniel. Un groupe de la police judiciaire s'est rendu au commissariat pour chercher Daniel, opération qui s'est effectuée sans difficultés ; un second groupe a été chargé d'interpeller à son domicile Christian, témoin clé de l'affaire.

Un peu plus tard, les sapeurs pompiers ont été appelés à intervenir pour feu de voiture, dans une artère importante de la ville. Une altercation entre le propriétaire du véhicule et une bande de jeunes avait eu lieu. Les sapeurs pompiers n'ont pas été pris à partie. Le fils du propriétaire avait tiré en direction des jeunes un coup de fusil, qui avait atteint le véhicule. Il n'y avait pas eu de blessé. La police a été également appelée sur les lieux. Elle a constaté la présence d'un groupe de jeunes, lesquels déclaraient vouloir 'faire la peau' à un habitant de l'immeuble qui aurait tué leur copain. Vu la gravité de la situation, des renforts ont été appelés.

En fin d'après-midi, un groupe de la brigade criminelle s'est rendu sur place. Les jeunes, en bas de l'immeuble, étaient devenus entre-temps encore plus nombreux et menaçants. Ils arrivaient de partout, certains avec des barres de fer. Des témoins ont décrit la scène: "C'était complètement impressionnant, une vague comme ça qui montait, des jeunes qui venaient du bahut - c'est l'endroit qui a bougé le premier - mais aussi des cages d'escalier." Il était devenu impossible de quitter l'appartement, sans mettre en péril le témoin. Après l'arrivée des renforts (une compagnie de C.R.S., ainsi que des îlotiers des villes voisines), un service d'ordre a été mis en place pour assurer la sortie des personnes présentes dans l'appartement, et des policiers qui les accompagnaient. L'opération a été difficile à exécuter. Des manifestants ont jeté des pierres et ont menacé la voiture de police avec des barres de fer.

Le point de non-retour

La sortie des témoins a constitué le point de non-retour, dans le déclenchement de l'émeute. Environ deux cents jeunes étaient rassemblés en bas de l'immeuble. La voiture de la mère de Christian a été mise à feu une seconde fois. Des projectiles ont été lancés contre

les forces de l'ordre, qui ont riposté à leur tour par des jets de gaz lacrymogène. Les jeunes se sont alors retournés contre le poste de police local. Pas une seule vitre n'est restée debout. L'émeute s'est généralisée. Le centre commercial a été attaqué et pillé. Dans un garage, des pneumatiques ont été ramassés et répandus sur l'avenue pour bloquer la circulation.

Puis la manifestation est retombée peu à peu. Vers la fin de la soirée, seules quelques échauffourées demeuraient entre les manifestants et la police, suivies d'incendies ponctuels de voitures.

L'appel à manifester et l'action des casseurs

Une manifestation a été convoquée pour le lendemain à 18 heures, sur la place de l'hôtel de ville. Le Maire voulait adresser à la population un appel au calme. Le père et le frère du garçon tué se sont joints à cet appel. Puis, l'émeute a repris et, suivant tous les témoignages, avec beaucoup plus de violence et de force que la veille. Si l'on tient compte des plaintes pour dégradations volontaires de véhicules et de biens publics et privés, déposées à l'occasion au commissariat local, celles concernant la seconde journée des manifestations ont effectivement été deux fois plus nombreuses que celles concernant la première journée.

Rumeur et narrativité

L'émeute suscite chez les pouvoirs publics ou les médias une demande d'explication : quelles en ont été les causes ? Dans le cas qui nous occupe, deux causes complémentaires ont d'abord été évoquées : une rumeur aurait circulé, faisant croire à la mise en liberté imminente du meurtrier ; ce soupçon s'appuierait sur le fait que ce dernier était juif - donc sur l'antisémitisme larvé des jeunes à confession musulmane, issus de l'immigration.

Or, nos enquêtes ont permis de montrer qu'il n'y a pas eu de rumeur, à l'origine des faits. Sur le meurtre, les jeunes amis de Paul étaient abondamment renseignés. Ils disposaient même là-dessus, au départ, de plus d'informations que la police. Ils ne soupçonnaient pas les policiers de vouloir libérer l'assassin, ni en raison de son origine juive, ni pour n'importe quelle autre raison. ("On n'en voulait pas aux flics", nous ont-ils dit par la suite.) L'émeute s'est déclenchée lorsqu'ils se sont vus privés de la possibilité d'engager un face à face avec Christian, qu'ils imaginaient être un complice du meurtrier. Ils étaient d'une certaine manière engagés dans une logique de justice illégale, et voulaient régler leur compte à ceux qu'ils supposaient avoir tué Paul.

Cependant, l'appel à la notion de rumeur ne s'est pas fait sans raison. Il a rempli de nombreuses fonctions dans la structuration d'un récit sur l'émeute. Notre première enquête avait permis de mettre en évidence la place prise par l'idée de rumeur, en tant que principe susceptible de fournir aux policiers qui y avaient été mêlés une explication acceptable à propos de ces événements, alors même qu'ils les avaient vécus de manière fragmentaire,

sans réellement comprendre la logique de ce qui se déroulait sous leurs yeux, et qu'aucune explication ne leur était véritablement nécessaire pour entreprendre le travail de contention des manifestants qu'on leur demandait. Ceci est vrai également pour tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont été parties prenantes à l'affaire. Un jeune habitant du quartier qui a été au coeur de l'émeute nous a expliqué ce qu'il avait entendu, lorsqu'il rentrait chez lui: "Je rentrais de ma formation, je me suis arrêté au commissariat, et on m'a dit qu'un jeune type avait été tué, qu'ils avaient attrapé le mec, que les flics l'avaient relâché et c'est pour ça qu'ils avaient la haine. C'est pour cela que tout a éclaté. C'est ça qui a été raconté dans la rue. C'est pour ça que les jeunes ont tout cassé."

Contrairement à la dynamique de la rumeur, telle qu'elle a été décrite par Morin, (1969) comme un processus d'entraînement imaginaire dans la violence, qui *précéderait* la violence objective, ici la "rumeur" vient après. Elle a une fonction narrative (Apter, 1994) ; mais cette narrativité n'est pas le fait des acteurs eux-mêmes. Elle est produite *en dehors* d'eux. Elle fournit une explication logique à des actes qui, sans cela, ne pourraient pas être expliqués. Elle procède en termes d'adéquation significative des événements à une explication, non pas vraie, mais *vraisemblable*, parce que s'ajustant à une lecture interprétative de situations banales et quotidiennement vécues - celles qui concernent la conflictualité latente entre les jeunes issus de l'immigration et la police ; celles aussi qui concernent le racisme latent, dont non seulement ils sont victimes, mais qu'ils contribuent à nourrir. Nous aurons encore l'occasion de revenir sur ce phénomène, dont nous avons partiellement rendu compte à travers l'étude du racisme populaire chez les petits blancs français (Wieviorka et al., 1992), et qui fait participer le jeune immigré à un processus généralisé de racialisation des liens sociaux, où il apparaît en même temps comme objet et comme agent du racisme. Seulement, le racisme en tant que tel n'a été pour rien dans le déclenchement de l'émeute, comme laissait déjà supposer le récit des événements et comme nous avons pu le confirmer par la suite.

En ce sens, l'idée de rumeur renvoie enfin à l'inégalité des catégories discursives dont disposent, d'un côté, les jeunes engagés dans un conflit avec les forces de l'ordre ; de l'autre, les pouvoirs publics et les médias. Déficitaires du côté des jeunes, lesquels n'ont pas de porte-parole, ni pancartes, qui ne distribuent pas de tracts, elles surabondent du côté opposé. Aux médias de présenter une explication logique à des faits qui sont en train de se dérouler, là où l'absence de discours produits par les acteurs engagés dans la violence rend encore plus caricaturaux et absurdes les actes pratiqués. Aussi, c'est grâce aux médias qu'une rumeur a été mise en forme et s'est cristallisée. Pour être précis, il faut même parler dans ce cas de deux rumeurs (ou deux hypothèses explicatives complémentaires, comme nous l'avons déjà mentionné, ce qui en l'occurrence revient au même.) La première a établi une adéquation significative, du point de vue des relations jeunes-police - relations empreintes de tensions que personne n'ignore. La seconde a été particulièrement révélatrice des représentations diffuses qui circulent dans l'univers des médias à propos des jeunes issus de l'immigration maghrébine : perçus non seulement comme imprévisibles et violents, mais aussi comme racistes et antisémites.

L'émeute met en oeuvre un conflit

L'émeute se donne à voir tout d'abord comme un phénomène interactif et le récit des événements illustre bien cette idée. En bas de l'immeuble de Christian, une situation d'interaction tendue se structure entre les jeunes amis de Paul, les forces de l'ordre qui

arrivent et les occupants de l'appartement. L'émeute ne se déclenche que lorsque les occupants de l'appartement quittent les lieux et que, par conséquent, l'équilibre de l'interaction est rompu. Cependant, il serait faux de la réduire à ça. L'émeute prend la forme d'une protestation générale et participe à l'effort de la construction conflictuelle d'un sens. Elle le fait néanmoins de façon fragile, non pas à partir d'un enjeu directement social, mais à partir de la mobilisation d'une représentation anthropologique, l'angoisse de mort. Elle exprime la révolte de celui qui se sent mourir avec l'ami déjà mort, et qui refuse cette mort. C'est une protestation dont l'enjeu est le droit à la vie.

On retrouve une absence complète de catégories discursives, quelles qu'elles soient, précédant l'action. Seule l'angoisse de mort est directement associée à la protestation. La capacité à prendre la parole vient *après*, avec le mouvement de constitution de l'acteur dans l'espace public, et elle s'épuise relativement vite, dès que l'action retombe. Etre pour un moment partie prenante d'un espace où sont également présents l'administration municipale, les pouvoirs publics et les médias, sort les jeunes émeutiers d'un quotidien défini en termes de privation d'action et les projette dans un horizon d'action possible.

3 - LE DEDANS ET LE DEHORS

Jusqu'ici, nous avons interrogé l'émeute en tant que phénomène historique : à partir de l'expérience d'autres sociétés, et de celle de la société française. Mais il fallait aussi interroger l'expérience *d'engagement* dans l'émeute d'un groupe d'adolescents, filles et garçons, qui ont été des acteurs directs de cet événement. Nous nous sommes intéressés à eux de deux manières : en tant qu'individus qui construisent sous des formes particulières un rapport au monde - à la famille, à l'école, au travail, à l'avenir ; et en tant qu'acteurs collectifs, cherchant à intervenir dans l'espace public. Les individus nous ont laissé l'image d'un mélange de peur, angoisse et espoir, qui semble le lot d'une partie des adolescents des banlieues populaires. Leur désir de se constituer en tant qu'acteurs collectifs était aussi évident, de même que leur extraordinaire faiblesse, leur incapacité, en fin de comptes, à le faire. Et entre ces deux bouts de leur expérience, rien : aucune passerelle. Seul un vide, que l'angoisse de mort symbolise et que la violence émeutière vient combler. C'est là, semble-t-il, la fonction des émeutes de la mort qui ont eu lieu en France au cours de la présente décennie : elles lient, par la violence, une expérience individuelle marquée par la peur, et par un processus d'individuation bloqué ; et l'effort de construction d'une action collective susceptible de remplir le vide politique qui domine aujourd'hui l'horizon des adolescents des banlieues populaires. Seule la violence permet de franchir le pas vers l'action collective - au moins là où la distance entre ces deux faces de l'expérience est extrême - parce que ce pas est immense, presque inimaginable.

Dans une étude qui a fait date, François Dubet (1987) a défini l'expérience de la jeunesse marginale des banlieues françaises, à la sortie du monde ouvrier, par la désorganisation, l'exclusion et la rage. Dix ans après, cette définition reste-t-elle vraie ? En partie oui, et les jeunes que nous avons interrogés le croyaient profondément.¹⁰⁷ Mais en

¹⁰⁷ Lors d'un débat collectif où nous avons présenté à nos jeunes émeutiers une interprétation de leur expérience, Rachid, le cadet, a placé "*la galère*" au centre du schéma. Nous lui avons dit alors qu'un

partie, seulement : car, entre-temps, la désorganisation a fait place à une représentation territoriale des liens d'appartenance ; malgré les effets négatifs entraînés par le chômage, des formes de participation individuelle à la société de masse sont présentes - par le biais de la consommation, ainsi que par le biais de la participation culturelle, par la prolongation de la scolarité autant que par le biais des médias. A travers l'émeute, enfin, la rage fait place à la révolte, constituant les jeunes comme acteurs très provisoires d'un rapport conflictuel au monde.

Les cadres collectifs de l'expérience restent néanmoins fragiles. Et, par ailleurs, leur définition est fondamentalement négative : l'ancrage territorial de l'identité est inséparable, surtout chez les jeunes garçons, d'un processus d'individuation bloqué ; la participation à la société de masse se fait sous des formes dépendantes et incertaines, qui ne favorisent pas le développement de l'autonomie personnelle. La révolte ne parvient pas à se transformer en action collective consciente et organisée. Le rapport de l'individu au monde se trouve profondément perturbé et il faut interroger l'expérience juvénile, tout d'abord, de ce point de vue.¹⁰⁸

La définition de soi

Il en est pour les individus, comme pour les acteurs collectifs : l'identité suppose une définition de soi, la capacité à formuler un projet de vie, et la possibilité de disposer de conditions d'existence autonomes. Chez les jeunes que nous avons rencontrés, le processus de construction de l'identité personnelle semble particulièrement difficile.

La première difficulté concerne la définition d'appartenance à une collectivité nationale. L'appartenance affective, définissant une sorte d'identité essentielle (à travers laquelle on dit *je suis*), liée à l'origine, est énoncée comme celle des parents. On dira *je suis* turc, capverdien, algérien, togolais¹⁰⁹. La définition en termes de citoyenneté, au contraire, est toujours référée à la France : "J'ai déjà la nationalité française... C'est la carte d'identité, la nationalité française ? J'l'ai, moi." Les garçons, pour qui le problème du service militaire est tôt ou tard posé, ne voulaient pas le faire dans le pays d'origine de leurs parents, préférant le faire en France, où ils vivent.

Cependant le lien entre ces deux dimensions de la définition de soi se construit de manière complexe. L'identité essentielle ne se définit pas seulement de manière positive,

chercheur de notre Centre avait écrit, il y a quelques années, un livre sur les jeunes des banlieues et qu'il l'avait appelé *La galère*. Il a répondu : "j'aimerais beaucoup lire ce livre".

¹⁰⁸ Les garçons, par comparaison avec les filles, sont doublement handicapés : l'incertitude en ce qui concerne les conditions d'acquisition de l'autonomie personnelle, par le biais de l'école ou du travail, met profondément en jeu leur identité sexuelle, doublement définie (pour les enfants d'immigrés), autant dans la société d'origine que dans la société d'accueil, par la place occupée par l'homme dans l'espace public. La galère, explique Serge à Bénédicte (voir plus loin), c'est l'absence d'activité utile et légitime dans la vie publique : pour un garçon, il n'est pas naturel de remplacer cet "utile" public, se rendant utile dans la vie privée. Lorsqu'au contraire une fille se fait une place dans la vie publique, elle est doublement gagnante, parce qu'elle ne perd pas pour autant la place qu'elle avait déjà dans la vie privée. Les filles sont, enfin, favorisées par le regard social : perçues comme plus *socialisées*, et donc moins dangereuses que les garçons, elles circulent plus librement et se font plus rarement contrôler par la police. Aussi restent-elles moins enfermées que les garçons, dans le cadre territorial banlieusard.

¹⁰⁹ La signification est analogue, lorsqu'un Français dit "je suis" - normand, parisien, breton ; ou lorsqu'un Brésilien dit "je suis" - carioca, paulista, gaúcho.

comme élargissement du champ d'expérience vécue, par l'inclusion du legs culturel des parents - elle se définit très souvent de manière négative, par le stigmate, l'illégitimité et l'incertitude attachés à la condition d'enfant d'immigrés et, en creux, par la difficulté à *se sentir* français. Cette difficulté est aussi inséparable de l'expérience du racisme, vécue de manière aiguë par les enfants noirs. Eve n'arrive pas à se dire française. "Moi, je suis une renoi, je sais que ça passe très mal. S'il y a un français à côté de moi, c'est le français qui passera le mieux." Elle est pourtant née en France, elle a des papiers français, elle n'a jamais visité le pays de ses parents, elle ne pense pas quitter la France. Alors, pourquoi ne se sent-elle pas française ? "Parce que déjà les Français ne me considèrent pas comme une Française. A première vue, ils me considèrent comme une renoi. Alors, pourquoi je dois m'intégrer dans leur pays, s'ils ne veulent pas de moi. Je dis que je suis capverdienne, ça s'arrête là. Je n'ai pas besoin de dire que je suis française."

Lors d'un de nos week-ends de travail, une des réunions tourne autour de ce thème. Un chercheur formule les termes du problème : "J'ai l'impression que le plus difficile pour vous c'est de vous sentir français. Même si la France est le pays que vous connaissez le mieux..." Un autre complète, à l'attention de Claudine : "Ce que tu dis, c'est que tu ne peux pas te reconnaître dans la France ?" Claudine : "C'est la France qui n'arrive pas à me reconnaître !" Eve applaudit : "Bien !" Cette difficulté d'identification à la France n'est pas ressentie par tous de la même manière. Elle est moins importante chez les garçons d'origine turque que nous avons dans le groupe. Ali n'a pas beaucoup de difficulté à se définir à la fois comme turc et français. Il raconte que son père l'a averti, lorsqu'il a eu sa carte d'identité française, qu'il ne devait jamais oublier qu'il était turc. Il garde des liens affectifs avec la Turquie, où il part en vacances tous les deux ans ; mais sa vie, il pense la vivre en France ; peut-être un jour en Turquie, il ne sait pas. La même difficulté apparaît plus importante chez les enfants d'origine algérienne. Yacine, qui a la double nationalité dit, en entretien, qu'il se définit comme algérien : "C'est ma marque." Rachid, qui, entretien également, raconte qu'il est né en banlieue parisienne, affirme, lors des débats de groupe, être né en Algérie, pour mieux se dire algérien.

Aussi, la définition de soi n'est jamais stable. Elle s'inscrit dans le "provisoire continué", dont parle Sayad (1979), qui définit l'illégitimité permanente de la condition d'immigré.¹¹⁰ Pour compenser cette situation négative, on doit s'appuyer, ne serait-ce que de manière onirique, sur le *plus* apporté par une autre origine. Mais l'identité ainsi créée n'est pas seulement duale. Elle est aussi instable - instabilité liée, et c'est notamment le cas des Algériens, à la difficulté de construire une définition positive, non seulement du lien à la France - que souvent on instrumentalise, même si cette instrumentalisation est complètement irréaliste ("Moi, franchement, si je suis là, c'est pour prendre l'argent et partir") - mais aussi du lien à l'Algérie. Si la présence d'une famille y reste un point d'ancrage affectif important, ces adolescents ne se font pas d'illusions sur les conditions réelles de vie dans le pays de leurs parents. Yacine commente : "Mon frère y a été en 82 pour le service militaire. Moi, j'y vais pas demain. C'est la merde." L'instabilité, liée à la détermination impossible d'une identité positive, les amène à circuler sans arrêt d'une définition à l'autre. Au cours d'une même réunion, Yacine affirme successivement, et à quelques minutes d'intervalle, être français (lorsqu'il s'agit de revendiquer des droits) ; être étranger (en s'identifiant à un chercheur qui se déclare tel) ; puis, face à une remarque d'un

¹¹⁰ Illégitimité qu'on porte toujours avec soi, à en croire le témoignage ému qu'a pu donner Yves Montand vers la fin de sa vie, en parlant de son passé de petit immigré italien pauvre, dans le sud de la France.

autre chercheur, il se dit étranger *et* français; pour finalement se déclarer "avant tout algérien".

Les formulations concernant l'appartenance, lors des entretiens individuels, ont été prudentes. Au sein du groupe, au contraire, l'identité négative a été renforcée. Le groupe a empêché la relativisation et l'oubli, interdisant à chacun de *se la raconter*. Lorsque Yacine se déclare plus algérien que français, même s'il ne préfère pas la vie en Algérie à la vie en France, Eve écrit au tableau: "Yacine, le Français pur algérien, poseur de bombes GIA." Elle met ainsi à nu une blessure que Yacine est le premier à reconnaître : l'existence d'un terrorisme algérien, qu'il refuse. Lorsque Eve pour sa part déclare se sentir un peu française, tout en se sachant capverdienne, mais nous explique n'avoir jamais été au Cap Vert, même pas en vacances, Yacine s'empresse de l'interpeller à propos de cette définition onirique de son appartenance : "T'as jamais posé un pied, et tu te sens capverdienne? Non, mais elle raconte que des bobards !" Claudine, métisse, n'est jamais non plus allée au Togo, pays d'origine de son père. Mais, même si sa mère est française, elle ne peut pas se sentir française, car, dans le Pas de Calais, d'où vient sa famille, "il n'y a que des blancs, j'aime pas, c'est des racistes. Ils aiment pas les noirs, ils aiment pas les arabes, ils aiment pas les étrangers." Et Eve rajoute: "les Français c'est tous des nazes." Mais lorsqu'une jeune chercheuse proteste sincèrement -"je suis française et je pense qu'on peut être français sans que ce soit une honte" - Eve se reprend et nuance ses propos, revenant à la définition qui lui semble réellement souhaitable, celle de la double appartenance, même si dans les faits une telle définition s'avère très souvent impossible : "Moi, je dis que je suis française et en même temps capverdienne, parce que j'ai les habitudes d'une Française et non d'une Capverdienne, parce qu'il y a des trucs que les Capverdiens font et que je n'ai jamais faits. J'ai les habitudes d'une Française, mais, si on me demande, je suis capverdienne. J'ai pas dit que je reniais les Français. Je n'ai pas dit ça."

Sayad (1975 : 54) explique que le migrant émerge en tant que sujet personnel de la décomposition du monde ancien où il est né. Pour être reconnu, il lui importe de " 'donner la mesure de soi' en un autre domaine, hors du village et, selon une autre logique, autrement qu'en travaillant la terre". Il paye le prix de cette quête d'autonomie, en acceptant la condition négative d'immigré. Son individualité, il la porte en lui, dans son parcours personnel, dans le mensonge de ce qu'il cache pour construire au village une image de soi qui est la récompense de l'exil honni. Chez les enfants de l'immigration, la même dualité est vécue, mais inversée. Ils se stabilisent dans un pays qui est le leur, mais dont ils sont convaincus qu'il les déteste. L'appartenance (onirique) au pays d'origine de leurs parents les compense de la contrainte impliquée dans ce dédoublement. Cependant, elle ne les pousse pas à partir, mais à se replier. Leur processus d'individuation étant bloqué, comme nous le verrons, ils se territorialisent, ils créent la seule définition de leur identité collective qu'ils soient réellement en mesure de maîtriser, et qui se situe en deçà des appartenances nationales et de l'allégeance aux Etats.

Le rapport à la famille

La double fonction de la famille contemporaine, du point de vue de l'autonomisation de l'enfant, a été mise en évidence par François de Singly (1996). Par les liens affectifs qui se nouent dans l'univers familial, la famille est le lieu de production de l'estime de soi, qui conditionne le processus d'individuation. Mais, par ailleurs, la famille

aide l'enfant à construire un rapport au monde, surtout par le biais de l'école, ce qui relève d'un savoir faire transmis.

Les jeunes savent combien le rapport à la famille est important. Chez les enfants de l'immigration, le respect des parents, porteurs de la tradition et de la possibilité d'une définition positive d'eux mêmes, est une catégorie fondamentale. La crise de l'emploi a cependant affaibli la capacité de la famille immigrée à constituer une médiation efficace dans leur rapport au monde. Aussi gardent-ils un lien (affectif) avec le milieu familial ; mais doivent se prendre eux-mêmes en charge en ce qui concerne leur rapport au monde extérieur. Il y a dès lors une très grande distance et une très grande discontinuité entre le vécu familial et le monde extérieur. Certes, une relative discontinuité est le propre de l'adolescence. Maîtrisée, elle constitue une condition de construction de l'autonomie ; chez les jeunes de l'immigration, cela acquiert néanmoins des proportions autrement importantes. Les difficultés éprouvées par les parents perturbent les mécanismes de transmission intergénérationnelle, et rendent difficile à ces enfants illégitimes (Sayad, 1979) la complicité et le partage.

Yacine ne savait pas quel était le métier de son père. Ayant deux frères et six sœurs, il ignore leur métier également. "Je discute juste avec ma plus grande sœur, juste avec celle qui est avant moi." Ses parents le comprennent-ils ? Maintenant ils comprennent mieux, parce que les grands frères et les grandes sœurs ont montré le chemin. "Ils ont expliqué... Leur génération, c'est l'ancienneté... Les femmes doivent rester à la maison, et puis voilà. Ils n'ont pas été à l'école, ils ont vécu dans la guerre." Quand il allait à l'école, avait-il l'impression que ses parents ne comprenaient pas pourquoi ça ne se passait pas bien ? "Oui, c'est comme ça avec tout le monde..." Et c'est gênant ? "Assez, je crois..." Dans certaines circonstances, la gestion du lien entre le vécu familial et le monde extérieur peut poser des difficultés intolérables. Omar a décidé de quitter le collège à quinze ans, lorsque l'assistante sociale a rendu visite à sa famille, qu'elle connaissait de longue date, et a informé la mère de son absentéisme chronique. Face à la réaction violente de la mère, qui lui a ouvert la tête avec une poêle (signe de la reconnaissance par les parents de l'importance de l'école pour l'avenir des enfants, mais signe aussi de leur incompréhension de la nature des difficultés auxquelles ce dernier fait face dans leur quotidien scolaire), Omar n'a pas pu se retenir et a levé la main contre elle. Terrifié par la transgression d'un interdit fondamental, il n'a pu contenir sa haine contre l'assistante sociale et l'a menacée de mort.

Chez les enfants des banlieues populaires, et surtout chez les enfants de l'immigration, l'acquis doit remplacer un transmis insuffisant, dans l'organisation du rapport au monde. Les ressources mobilisables pour la construction de l'autonomie individuelle sont problématiques. Deux voies principales leur sont ouvertes : celle d'une scolarité longue ; celle d'un marché de l'emploi, qui s'avère d'autant plus étroit qu'on cherche à s'y engager plus précocement.

Le rapport à l'école

Le rapport instrumental à l'école est parfaitement intériorisé. L'école sélectionne les meilleurs et les récompense. Elle sert "à trouver un travail, ferme... Quand tu travailleras, ce ne sera pas pour 5000 ou 6000 francs. Ce sera pour 13000 ou même plus..." Seulement,

eux-mêmes ne sont pas assez compétents pour réussir. Petit, Ali voulait être médecin, mais il a compris que c'était trop dur et trop long. Maintenant il veut faire une formation, mais il ne sait pas quoi. "Si on continue à faire ses études, on trouve plus facilement un travail." Mustapha nous dit que "c'est bien l'école, pour ceux qui savent travailler". Il ne sait pas travailler et ne peut pas devenir médecin ou avocat. "Avec deux de moyenne, qu'est-ce que je vais faire en seconde ?"

Parmi les jeunes présents à la rencontre avec Mme M., conseillère principale d'éducation dans un collège de la ville, seul Rachid suivait toujours une scolarité normale. Omar avait quitté récemment le collège, mais il finirait par y retourner l'année suivante. Akim préparait un BEP sanitaire et social, mais était déjà sûr d'échouer. Ali, Natacha et Hakan travaillaient. Yacine pointait à l'ANPE. Mohamed et Pierre galéraient. Tous, sauf Natascha, avaient connu le collège d'où venait la CPE, la connaissaient personnellement et l'appréciaient. Dès son arrivée, elle leur a dit avoir été très touchée de cette invitation. Aussi, il était naturel que la réunion soit dominée, comme elle l'a été, par le thème de l'exclusion, de ce vécu impossible du collège qui était le leur. Ce thème a été construit à partir de deux expériences différentes : celles de l'étiquetage ; et celle de la reconnaissance et de l'estime de soi.

C'est Ali qui a soulevé le premier le thème de l'étiquetage, en essayant d'expliquer leur manque d'intérêt pour l'école : leurs difficultés seraient dues à une "mauvaise publicité" que leur feraient les profs, à partir de leur nom de famille. Aussi, ceux qui ont "un cas avec un ou deux profs" sont tout de suite amenés à penser : "ça va être la même chose avec les autres, je vais me sentir agressé tout de suite." Les arguments d'Ali semblent directement sortis d'un livre de Becker. L'étiquetage constitue pour lui un mécanisme central dans la détermination de l'identité déviante. Il explique que, déjà en primaire, "le premier truc qui se passait, c'était tout de suite Ali". Madame M. est d'accord : "C'est vrai que ç'a été handicapant pour Ali, et encore plus pour Omar (ils sont frères). Il y a eu Serkan qui est passé quand même avant vous et qui a montré une certaine image de la famille." (Rires.) "Donc, on a vu le deuxième arriver, on s'est dit - bon, on va voir, mais on va quand même faire attention..." Avant d'arriver au LEP, Ali avait donc déjà été précédé par sa réputation : "Comme il m'a dit, Monsieur T. (le principal du collège), lorsqu'il a téléphoné à Monsieur A. (le proviseur du lycée) : 'j'ai un Untel (nom de famille) à vous envoyer...' 'Lequel - le grand ou le petit ?' 'Non, non, c'est le petit, il est plus calme et tout...' " "Mon frère est rentré au LEP, j'ai fait un an avec lui. Tout de suite, ils ont dit : c'est le même, c'est un deuxième Untel, c'est tout."

L'invitée reconnaît que l'étiquetage est un mécanisme présent partout, y compris dans son propre comportement : "C'est vrai que lorsque je regarde les listes d'élèves qui arrivent, donc qu'a priori on ne connaît pas, et qu'on voit - oh !... (elle prononce le nom de famille de Rachid) - bon, celui-là on le met de côté. C'est le réflexe... Mais c'est vrai que si, effectivement, lors de l'arrivée en sixième vous nous prouvez le contraire..." Un chercheur s'étonne de cette formulation, et face à sa réaction Mme M. s'explique : "Il est vrai que ce qu'on demande à ces gamins, on ne le demande pas aux autres. Ce n'est qu'à vous. Il faut que vous nous prouviez quelque chose..."

Ali souhaiterait que l'école soit un lieu de production de l'estime de soi, qu'elle ne s'organise pas exclusivement autour d'un principe de sélection et autour du jugement scolaire. Seule la confiance et la reconnaissance de l'élève par l'enseignant, nous explique-

t-il (fort de sa propre expérience), peuvent le pousser en avant. Or, cette fonction, l'école ne l'exerce sinon par intermittence et de façon aléatoire, selon le bon vouloir de chaque professeur.

Le rapport au travail et à l' argent

L'école, qui les exclut, est donc dévalorisée. Ali montre Natacha : "Elle a un bac, elle n'est qu'animatrice... Pourquoi je vais passer un bac pour gagner cinq mille balles ? Je préfère travailler directement et apprendre dans le tas et gagner plus." On évoque Omar, qui travaille au noir et gagne six mille francs nets... Cela prouve que l'école devrait être réduite à des finalités bien plus limitées qu'actuellement, l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.

Mais le rapport au travail est instable, les contrats (lorsqu'il y en a) sont à courte durée et, par ailleurs, tous ne sont pas également disposés à accepter n'importe quel travail. Au-delà du désir de travail, reste ce que le travail assure : un salaire à la fin du mois et la liberté d'une consommation possible. Le désir d'argent est très fort. Mohamed le dit explicitement : à quinze ans, tout ce que veut un jeune c'est avoir de l'argent. Tous sont d'accord. L'argent sert à s'habiller, à pouvoir s'acheter des "marques". Pierre : "Allez dans une cité et regardez les gens : ils sont sapés Lacoste - et vous êtes sapés comment ?" Natascha : "T'as des parents, ils peuvent se permettre de payer ; t'en as d'autres, ils peuvent pas. Eh ben, le jeune, qu'est-ce qu'il fait ? Il se dit, moi, pour être comme mes copains, eh ben, il me faut de l'argent... C'est vrai que pour tout il faut de l'argent."

La famille pousse l'adolescent vers l'école, mais, incapable de lui transmettre le savoir-faire scolaire dont il a besoin, elle suscite chez lui des contradictions insolubles entre une réussite désirée mais impossible, et l'aspiration familiale à une carrière scolaire longue pour l'enfant. Alors que Rachid explique qu'il s'ennuie à mort à l'école, Kamel, qui vient le chercher à la réunion, nous dit son seul et unique désir : que son petit frère travaille bien à l'école. "Moi, je vais lui faire un système pour qu'il travaille, je m'arrange pour qu'il ait tout ce qu'il faut, pour qu'il aille à l'école, pour qu'il ne soit pas comme moi peintre, qui est un sale métier. C'est un bon métier - mais voilà, la poussière, je la respire. J'aimerais mieux que mon frère aille dans un bureau à taper du clavier." Lorsque Rachid s'en va, avec Kamel, Mohamed dit, d'une jolie tournure : "Si Rachid choisirait, il allait dans la vie à Kamel." Mme M. acquiesce : "Ah oui, complètement. Rachid, s'il pouvait fuir l'école, il fuirait l'école."

La territorialisation de l'expérience

L'identification à une collectivité quelle qu'elle soit, et quel que soit le niveau où elle se trouve située, constitue pour l'individu une partie importante de son travail de construction d'une identité personnelle ; elle informe dans une grande mesure le regard qu'il porte sur lui-même. Chaque société, à des moments différents de son histoire, produit des catégories d'identification qui varient dans le temps. Chez les jeunes auxquels nous nous intéressons, la construction de quelques unes de ces catégories est perturbée. Aussi radicalisent-ils une logique générale, propre à l'expérience adolescente, qui est celle de créer un espace autonome d'identification, à travers le rapport aux pairs. Dans les banlieues populaires, cette expérience est territorialisée.

Le quartier est une invention juvénile. Face aux moyens limités dont disposent les familles pour se constituer en tant que médiation efficace entre les jeunes et le monde ; face à un environnement largement indéterminé dans sa capacité à structurer leur expérience individuelle, les jeunes habitants des banlieues populaires construisent un sas : lieu de production de mécanismes d'entraide, et de gestion de cet écartèlement entre une définition affective d'eux mêmes, qui plonge ses racines dans le milieu familial ; et d'un rapport au monde qu'il faut inventer de toutes pièces, puisqu'ils n'en maîtrisent pas les secrets, et que ces derniers ne leur sont pas transmis. Le quartier est un espace aux frontières délimitées, et aux significations contrôlées, au moins le croient-ils : c'est un territoire.

L'appropriation positive d'un lieu de vie

C'est d'abord le lieu de leurs amitiés, où vivent les copains avec lesquels on a été élevé. Il reste surtout une invention des garçons. Mais les rapports entre garçons et filles évoluent. Claudine sort autant avec les uns qu'avec les autres. Elle se considère un garçon manqué. La séparation entre eux relève dans une grande mesure de l'apprentissage amoureux, que l'indifférenciation des genres interdit. Bénédicte demande à Rachid s'il n'est jamais avec des filles. "Oh, moi, si ! Si, chacun avec ses filles. Tout le monde est avec les filles. Mais elles ne traînent pas avec nous, c'est pas le même... le même délire, comme on dit." Dans le groupe de Serge il y a aussi des filles. "Il y a des filles, un peu pour montrer qu'il y a des filles. J'aime bien parler avec les filles." A-t-il l'impression d'être pareil avec des garçons et avec des filles ? "Non, ça n'a rien à voir. Quand je parle avec des garçons, c'est quelque chose de mecs ; quand je parle avec des filles, c'est - ailleurs, quoi." "Nous, on ne traîne pas avec des filles. On ne va pas bouger avec des filles quelque part." Le quartier crée, par ailleurs, au-delà de la famille nucléaire, de nouveaux liens de protection. Lorsqu'elle quitte la maison familiale, Caroline s'installe chez son copain, d'origine algérienne. La mère du copain lui dit : "Tu es comme ma fille, tu es la copine de mon fils, c'est comme si tu étais mariée". Lorsqu'il quitte la prison, le frère de Rachid s'installe chez sa copine Natacha. Le quartier est comme une communauté élargie.

Mais il est aussi un lieu de bricolage identitaire. L'emprise de la culture musulmane sur les jeunes français de souche se développe. Natacha a été élevée dans la religion catholique. "Après, quand j'ai commencé à fréquenter des Musulmans, j'ai commencé à me remettre en question. Il y a eu le fait que j'ai pratiqué plus la religion musulmane que la religion catholique. Je fais le ramadan, je n'ai plus mangé de porc. J'ai toujours fréquenté des Musulmans, alors je me sens plus de ce côté là que du côté catholique." Eve est croyante, mais n'est pas pratiquante. Elle a commencé à faire le ramadan, mais a arrêté.

Elle était athée et s'est convertie par l'influence des copines. Elle n'est pas capable de dire pourquoi c'est important de faire le ramadan. Serge n'est pas croyant. "Je crois beaucoup en Dieu, c'est tout. Pour moi, Dieu c'est tout. Des fois je m'imagine, Dieu, j'espère qu'il va m'accepter. Sinon, je n'ai aucune religion." Il a pourtant fait le ramadan avec ses amis. "Oui, mais ça, c'était pour pas être tout seul, pour pas me sentir tout seul, manger tout seul. J'ai voulu m'amuser avec mes copains, être dans le mouvement avec eux. Et c'est vrai que c'était bien: manger à cinq heures du matin et tout ça... Pour ça, je l'ai fait. Je ne suis pas musulman. Ce que je voudrais, c'est acheter le Coran en France ... pour voir comment c'est..."

Chez les enfants de l'immigration, on est tout autant dans une logique de bricolage. Kémal, d'origine algérienne, se dit plus ou moins croyant: "Quand j'étais petit, je croyais, mais j'avais honte de dire que je croyais. Parce que pour moi, tous les copains qui ne croyaient pas - ben... il fallait le faire quand même. Je disais que je ne croyais pas, mais je me mentais moi-même. Là, je suis pratiquant, mais pas entièrement. D'ailleurs, je ne pratiquerai jamais entièrement. J'ai lu l'enseignement du Coran, mais en français - en arabe, je ne le comprends pas... Je ne suis pas d'accord avec le peu que j'ai lu. Je ne suis pas d'accord avec la tradition féminine, non. Moi, peace and love, la femme qui reste chez soi - ça non : elle a droit comme tout le monde. Je fais le ramadan, c'est tout ce que je fais ; la prière, pas du tout - pas encore. Parce que, soit tu la fais en entier, soit tu ne la fais pas. Pour moi, c'est tout ou rien. Comme en ce moment je me vois mal faire les cinq prières par jour..."

Ali, d'origine turque, dit faire le ramadan "depuis plusieurs années". Ses parents sont pratiquants, il va à la mosquée les vendredis. Il doit pourtant admettre que le vendredi précédent il n'y était pas allé, même pendant toute cette année non plus. Son père ne peut pas aller, parce qu'il doit fermer le restaurant. Il a commencé à apprendre à lire le Coran, mais a arrêté. Sur la signification qu'a la religion pour lui, c'est quelque chose qu'il n'arrive pas à expliquer en français. Mustapha fait le ramadan depuis cinq ans, non pas pour ses parents : pour les dieux et pour aller au paradis. Toute la famille le fait. Il va à la mosquée tous les dimanches, il y a été le dimanche précédent. Il lit le Coran et est à la page 35. Si on ne pratique pas la religion, c'est en enfer direct. (Il s'anime.) "Tout ça, on le fait pour Dieu et pour aller au paradis." Depuis tout petit, son père le forçait à aller à la mosquée. L'imam leur parle de religion, de ce qu'il faut et de ce qu'il ne faut pas faire : boire, voler, parler de travers à sa mère, fumer tshi (de l'herbe) ou prendre de la drogue. Parfois il lui arrive de ne pas respecter les interdictions. Avant il volait, mais il a arrêté. Dieu voit tout ce qu'on fait : tu voles, il marque; tu bois, il marque. Il commence à te marquer à 14 ans. Tous les Chrétiens et tous les Juifs iront directement en enfer.

Si les enfants de confession musulmane puisent dans la religion de leurs parents des ressources pour la construction d'une identité personnelle, le quartier favorise la diffusion de cette culture bien au-delà de leurs destinataires originels. C'est que l'expérience juvénile déborde les cadres familiaux et s'invente, dans l'environnement de la cité, des espaces de sociabilité. Ces espaces sont pourtant limités. Les jeunes adultes se rappellent avec plaisir le local dans la cité, dont ils avaient pu disposer dans le passé. Par la suite, les caves ont été murées et le rapport des jeunes à l'espace est devenu bien moins convivial. Il y a souvent indisponibilité d'espace physique dans l'appartement familial, problème particulièrement sensible chez les familles nombreuses. Il y a par ailleurs et surtout le désir de s'autonomiser par rapport à la famille. Alors on "galère" dehors. "Pendant les vacances d'été, le samedi, le

dimanche, c'était football toute la journée. Moi, j'ai horreur de ça. C'est à cause des autres, j'allais pas galérer tout seul. Mais je jouais n'importe comment." "En hiver, t'as froid, donc tu restes pas souvent dehors. T'es souvent dans un hall, ou quelque chose comme ça. Les après-midi, on est tous dehors, ou chez quelqu'un, on regarde un film. Mais le soir, on est dans les halls."

Ce rapport déficitaire à l'espace physique est source de tensions avec les adultes. Ces derniers vivent souvent isolés et repliés dans leurs appartements. Il n'y a que les jeunes, pour qui il est essentiel d'animer une vie de quartier. Dès lors, on peut leur reprocher de rendre le repli des adultes impossible, entraînant une logique de provocations réciproques. Rachid: "Le mercredi après-midi, la plupart du temps, j'fous le bordel, le mercredi soir, oui, et le samedi soir. Parce que moi et Omar, on fait vivre la ville, on fait vivre cette cité. Parce qu'on gueule toute la soirée, tout le monde se réveille à cause de nous. On gueule, on crie, parce que c'est mort. On en a marre, c'est galère. On gueule, n'importe quoi. Il n'y a pas que nous. Mais, la plupart du temps, c'est nous qu'on ouvre le feu, pour rigoler."

Malgré ces tensions, il est possible de bâtir une représentation positive du quartier, qui relève de l'appropriation d'un lieu d'appartenance. "Moi, ce que j'aime bien c'est que, déjà, dans mon quartier, les gens sont respectables. Nous, on les respecte beaucoup et eux, ils nous respectent aussi..." (Cette représentation n'évite pourtant pas le clivage entre "nous", les jeunes et "eux", les adultes.) "Avant, ce n'était pas pareil. Ils étaient un peu racistes dans la cité. Ils voyaient un Arabe, 'vas y, dégagez d'ici...' Maintenant, dans la cité, tout le monde est bien. Dans la cité, t'as des Français, mais t'as aussi des familles étrangères. Ils nous respectent et nous, on les respecte encore plus." "Respecter quelqu'un, cela veut dire de pas l'emmerder... Déjà, s'il est un peu vieux, pourquoi j'irais l'emmerder ? S'il a des enfants, c'est encore pire. Comme là-bas ils ont souvent des enfants, n'importe quel âge, on les connaît." Il pense donc qu'il y a beaucoup de respect dans sa cité. Et ailleurs ? "Ailleurs, je ne sais pas. Je sais pas ce qui se passe ailleurs. Moi, je crois que, dans ma cité, c'est pas une famille qui sort dehors qui va se faire tabasser. Jamais j'ai vu ça... Des fois on est en groupe, les jeunes ; il y a des familles qui sortent faire leurs courses. On ne va pas prendre leur sac. Ils sont dans notre quartier, on les respecte..."

La territorialisation négative

Cette représentation de la vie du quartier ne saurait pas occulter des dimensions moins positives de l'expérience juvénile. Dans la cité, disent les filles, on est en permanence sous le regard de l'autre. Les garçons incarcérés reçoivent souvent des correspondances anonymes, à propos de leur copine en liberté. "Peut-être une fille, jalouse; peut-être, un garçon qui s'intéresse à moi..." Lorsque pour la première fois nous rencontrons Natacha, dans un bistrot d'un quartier voisin, un jeune garçon à qui nous avions déjà été présentés vient surveiller ses propos, et s'adresse à elle d'un ton menaçant : "Tu parles de ce que tu veux, mais tu ne parles pas de notre quartier !" Claudine raconte qu'il est question de construire un terrain de basket dans sa cité. On envisage que d'autres jeunes viennent l'utiliser. Elle pense qu'il y aura des "embrouilles". Natacha avait eu une longue liaison avec un garçon d'un quartier voisin. Lorsqu'elle a rompu avec lui, elle s'est vue interdite de séjour dans le quartier.

Désir de maîtrise du cadre de vie, d'autant plus accentué que le rapport au monde extérieur n'est pas maîtrisé. La faiblesse des ressources de mobilité fait que le quitter, par la

réussite individuelle, ne soit pas chose simple. La voiture garantit les sorties symboliques. Natacha a eu son permis à 18 ans. Elle dit le sentiment de liberté que donne le fait de ne pas dépendre des transports en commun. "Le soir, le dernier bus, c'est à 11 heures. Quand on est petit, ça va, mais à partir d'un certain âge, on est bien content d'avoir une voiture, de partir quand on veut, même si on va sur Paris. Sinon, on est obligé d'attendre le premier train du matin. Tout ça, ça fait un peu galère. Et j'allais à l'école avec la voiture ; comme ça, je gagnais du temps." Les loisirs sont aussi ailleurs. Le week-end elle quitte la ville pour aller en boîte de nuit. "Il n'y a rien ici. L'autre fois j'étais avec un copain d'un autre quartier, on est allé en boîte. On va loin, et on essaye d'aller dans un endroit où il n'y ait pas de mecs de la cité qui viennent. On essaye d'aller dans un endroit où on ne voit pas trop des têtes qu'on connaît".

Les plus jeunes disposent de ressources de mobilité bien plus faibles. Les filles vont à Paris faire de la lèche-vitrines. "Je ne sais pas ce qu'on ferait, s'il n'y avait pas Paris..." Comparativement, le handicap des garçons est clair. Ils sont systématiquement refoulés et induits à rester dans leur quartier. Il arrive à Rachid d'aller à Paris. "Mais c'est la merde, là-bas, parce qu'ils contrôlent tout le temps, faut avoir sa carte d'identité pour aller à Paris. Moi, je m'en fous, j'ai ma carte. Mais quand j'dis à quelqu'un : on va à Paris, il me dit ttt, j'ai pas mes papiers. C'est la merde, quoi." Ils sont aussi refoulés par le racisme ambiant, qui leur ferme des portes d'entrée de la ville. "Quand on est sorti à Paris, pour fêter le 14 juillet, des skins sont sortis des égouts pour nous marav... Ils sortaient des plaques d'égout, mon pote!" Le racisme leur ferme aussi les portes des stades de football. "Quand on était au Parc des Princes, qui était là? Au moins deux cents skins. Je voyais des gens tomber par terre, des noirs, tout. Il y avait plein de gens, ils tombaient par terre. Ils étaient en train de les marav, et nous, on s'est sauvés."

Ce rapport au monde extérieur, sans cesse désiré, sans cesse délégitimé, ouvre la voie à des formes déviantes de sortie du territoire, qui ne sont pas sans liens avec la tension latente qui règne entre adultes et jeunes dans le quartier. Les formes de mobilité déviante apparaissent d'autant plus séduisantes que les ressources de mobilité légitime sont faibles, ou inexistantes. Caroline évoque son copain. "C'est vrai, il aime les motos, il a toujours voulu avoir une moto - mais non, il va les voler, les motos. Il faudrait travailler, et après, tu te l'achètes, la moto." La mobilité déviante n'est pourtant pas assumée en tant que valeur. L'engagement dans la délinquance est perçu comme voie d'autodestruction - ce qui ne veut pas dire que, refoulés dans leurs moyens de mobilité légitime, ils parviennent toujours à éviter de s'y engager.

Le dedans et le dehors

Ce refus premier de la déviance, en même temps que l'incapacité à éviter de s'y engager, ainsi qu'un rapport instable à la norme, définissent les termes de ce qu'on appelle habituellement la *petite* délinquance, par opposition à la grande délinquance et au crime mafieux. Cette expérience, largement partagée par les jeunes, brouille les frontières entre déviance et norme, au profit d'un clivage entre le dedans et le dehors, qui contribue aussi, à son tour, à territorialiser l'expérience juvénile. Natacha nous raconte qu'au lycée elle a toujours fréquenté "la racaille" : "ceux qui traînent en bas des bâtiments, ceux qui volent, parce qu'ils voient que d'autres ont des affaires qu'eux mêmes ne peuvent pas s'acheter".

Elle a fumé du shit, mais, comme beaucoup d'autres jeunes de sa génération, craint les drogues dures, car elle a vu autour d'elle trop d'overdoses. Beaucoup de filles ont "tourné mal" (se sont engagées dans des logiques dangereuses de destruction de soi). Mais même celles, comme Natacha, qui ne l'ont pas fait, n'échappent pas pour autant, de manière indirecte, aux effets de la transgression. Souvent elles ont des copains en prison. Elles s'occupent d'eux. Aller au parloir est une activité qui intègre leur emploi du temps.

Dès lors, la déviance est banalisée et relativisée à l'intérieur du territoire - d'abord du fait qu'elle est pratiquée par quelqu'un avec qui on a des liens affectifs. Caroline nous explique : "Je voulais sauter sous un train. Et voilà : heureusement que j'ai rencontré un copain à moi, qui actuellement est incarcéré, c'est le seul ami que j'ai dans la ville." Son copain est aussi incarcéré. Mais le père de Caroline l'adore. "Il n'arrête pas de passer sa vie en prison." Il a eu une enfance "pas compliquée" : "une mère en or, un père en or. Mais tous ses frères ont été incarcérés, et lui, il a suivi le même chemin". Maintenant toute la famille est en Algérie, sauf lui, qui est incarcéré à Osny. Il fait l'objet d'une mesure judiciaire d'interdiction de territoire. Caroline prend le parloir trois fois par semaine. La déviance cessant d'être telle, la prison apparaît comme une expérience injuste et disproportionnée, sans qu'on maîtrise réellement les catégories de la transgression et de la sanction. "Il y en a un qui a pris six ans ; un autre qui a pris six mois, parce qu'il a pris une perceuse ; un autre qui a pris trois ans, parce qu'il était sur un toit d'un magasin, ils ont pris ça pour un cambriolage. Le seul qui reste dehors est un toxicomane." Le copain de Caroline pleure, en la voyant. "Pourquoi tu pleures ? Il me dit : 'J'en ai marre de passer ma vie derrière les barreaux, je vais encore passer mes 18 ans derrière les barreaux.'"

Devant l'impuissance des familles à prendre matériellement en charge leurs enfants incarcérés, des jeunes filles, comme Caroline et Natacha, prennent la relève. A leur compte, les avocats, les cigarettes, la lessive. Caroline dit à son copain : "Je vais t'aider une fois, mais pas deux fois. Moi, je ne travaille pas, mais j'ai les ASSEDIC. Je vais essayer de t'aider, envoyer des mandats. Parce que sa mère ne peut pas, elle a été obligée de vendre des affaires pour envoyer des mandats." Natacha est entièrement responsable de son copain en prison : elle lui rend visite tous les samedis; elle lave son linge et elle paye son avocat. Elle amène aussi son petit frère Rachid le voir, une fois par mois. Caroline connaissait Paul, le jeune garçon dont le meurtre a été à l'origine des émeutes qui ont secoué la ville. Il était gentil, dit-elle, et lui rendait service, en allant chercher son lait tous les matins. "Mon père aussi, il le connaissait. Bon, c'est vrai, il a volé comme tout le monde, mais il n'a tué personne, lui. Je l'aimais bien, j'en ai pleuré, le jour de l'enterrement, je suis partie, je repensais des trucs".

La grille d'évaluation des comportements individuels qu'on pratique dans ces conditions ne relève pas de la morale dominante, devenue de plus en plus abstraite, et que personne n'observe ; elle tient compte du contexte dans lequel chaque acte a eu lieu, et par conséquent procède de la relativisation. En ce sens, il n'y a plus de norme, stricto sensu. Vis-à-vis du monde extérieur, le territoire apparaît cependant comme globalement hors normes - par sa pauvreté, par l'importance de la mobilité déviante qu'il engendre, comme par l'importance de la présence (illégitime) d'une population immigrée. En ce sens, la référence à la norme apparaît à ceux du "dedans" comme une forme de domination symbolique exercée par le monde extérieur (le "dehors") à l'égard de ces populations, envisagées d'autant plus rigoureusement qu'elles sont particulièrement fragiles. Face à cette

domination, la déviance se veut aussi comme une parmi d'autres formes de résistance possibles, et constitue une catégorie symbolique d'une expérience territorialisée.

Le monde extérieur, dérégulé et violent

Dans ce contexte, les représentations juvéniles concernant ce qui est *extérieur* au territoire semblent s'inscrire dans trois logiques principales. La première renvoie au sentiment que dehors se trouve un monde désorganisé et dérégulé, où la violence est omniprésente et imprévisible, et où seul survit celui qui est capable de se défendre. Le dedans est protecteur, même s'il est étouffant dans la protection qu'il offre ; le dehors est hobbesien. La désorganisation, perçue comme absence de références stables et écart par rapport à des normes affaiblies, rend le jaillissement de la violence toujours possible. Désorganisation et violence sont deux faces complémentaires du même problème. Mais cette image est partielle, car les rapports entre le dedans et le dehors se prolongent (deuxième logique) dans une domination subie, exercée par des institutions (la police et la justice) perçues comme répressives et racistes. Dans cette perspective, il y a effectivement rupture des termes du contrat. La loi cesse d'être un instrument général de régulation de la vie collective et elle devient la pure expression d'une domination. Troisième logique : le monde extérieur ainsi conçu est dangereux, et l'engagement dans un rapport à lui - ou la décision de quitter l'univers maîtrisé du territoire, à travers un processus d'individuation (qui peut prendre des formes très diverses, normalisées ou déviantes) - contient une forte charge de risque. Et ce risque, il arrive qu'on le paye de sa propre vie.

La structure de l'émeute y est entière : elle lie un territoire à la décision individuelle de prise d'un risque mortel engageant un de ses membres (un individu particulier, mais symboliquement n'importe lequel, puisque le problème reste posé pour tous) et suscite une protestation violente, orientée vers les institutions qui symbolisent la domination ; mais qui est aussi une révolte contre la mort précoce par laquelle se solde la prise de risque à laquelle un processus d'individuation est lié.

Un monde désorganisé et dérégulé

Le monde est anémique. On n'y trouve pas de modèle d'ordre clairement identifiable, pas de rôles dont l'exercice soit clairement respecté. Personne ne s'écoute, ce n'est pas la peine de parler, ou de s'exprimer en termes de revendications.¹¹¹ Le collège, l'image la plus significative du monde extérieur, est le meilleur exemple de cette dérégulation. "De toute façon", dit Omar, "c'est pas un collège" (*l'ordre en est absent*). "Qu'est-ce qu'ils font, les surveillants ? On est en train de jouer aux cartes, ils viennent jouer aux cartes avec nous" (*il y a mélange des rôles, des responsabilités et des âges*). "C'est leur heure de travail et ils jouent aux cartes, au lieu de surveiller" (*les frontières du temps des différentes activités sont brouillées*). Dans cette situation, où les repères s'estompent, les liens interindividuels deviennent des rapports de force. Omar a le sentiment que les surveillants se dégonflent. Il s'étonne de constater qu'on ne lui refuse jamais un mot de retard pour rentrer en classe, alors qu'on n'accepte souvent pas d'en donner à des élèves plus jeunes. Il a le sentiment qu'on le craint, alors que, selon lui, il n'a jamais menacé personne.

Leur rapport au monde est régi par un code de civilité inversé, où la notion de *respect*, centrale dans le vocabulaire juvénile, se charge d'une violence imminente et imprévisible. Respecter, c'est lié à tenir en respect (*tenir à distance*) ; à se faire respecter (*s'imposer, pour ne pas être soi-même objet de violences*).

Hakan: Le respect pour moi, c'est... par exemple, je connais quelqu'un de votre famille, je lui fais rien parce que je vous connais bien, je vous respecte...

Un chercheur: Mais quand tu dis 'ne pas manquer de respect', il y a quoi pour toi, là-dedans ?

Hakan: Je sais pas, frapper, insulter. Pour moi, c'est ça... Dans une banlieue, vous êtes obligé de vous faire respecter... Dans une banlieue qu'on habite, si vous ne vous faites pas respecter, vous avez un truc, le premier venu, il va vous prendre. Il vous respecte pas. Il s'en fout de votre gueule. Vous avez un vélo, il va venir, il va vous le prendre, tu vas fermer ta gueule. Dans une banlieue, c'est ça... Vous êtes obligé de vous battre... Maintenant, si je suis à la campagne, je m'en fous... Qui va me manquer de respect ? Personne... Dans une banlieue, c'est pas pareil. Vous marchez dans la rue, obligé de vous embrouiller...

Un autre chercheur: Mais la banlieue c'est vous ! Puis, ça vous le faites même entre amis...

Hakan: Il n'y a pas d'amis...

Le premier chercheur (montrant le groupe) : Vous n'êtes pas des amis ?

Hakan: On est des frères (*une famille étendue à l'intérieur du territoire, définie par le partage des mêmes conditions de vie*)... Moi, je vous dis, j'ai pas d'amis, j'ai que des ennemis. Si vous ne réagissez pas, on va vous traiter de bouffon...

¹¹¹L'association créée à leur initiative s'appelait On s'écoute.

Aussi cette violence latente, toujours représentée comme défensive (*se faire respecter*), est un élément constitutif de leur subjectivité et structure leur rapport au monde.

Police et justice: la domination subie

Le plus dur, explique Natacha, c'est les quand les C.R.S. viennent dans le quartier. Ils obligent tous les jeunes à mettre les mains contre le mur, histoire de voir s'il y en a qui essayent de se débarrasser de leurs joints ou d'autres choses. Les contrôles d'identité constants sont vécus comme abusifs, irrationnels et humiliants. Il y en a trop, alors que les policiers les connaissent et qu'ils savent parfaitement qui a ses papiers, et qui ne les a pas. On les contrôle lorsqu'ils sont en train de discuter en bas de leur cage d'escalier, et s'ils ont oublié leurs papiers, on les amène au commissariat. Yacine, à propos des policiers : "Ils se sentent plus hauts que nous..."

La police est perçue comme violente et raciste. Eve : "Je trouve que les flics aiment bien frapper les gens, surtout si c'est un Arabe ou un Noir. Un Arabe dans un commissariat, il dure pas plus d'une heure." Son copain s'est fait arrêter et il s'est fait frapper par les policiers. Yacine a été arrêté une fois en hiver. Il sortait de chez un copain, il traversait la rue et il a couru. On l'a emmené au commissariat, encore dans la rue on lui a donné des coups." Pourquoi cette tension avec la police ? "Ils cherchent trop, les policiers..."

La justice est tout aussi discriminatoire et injuste. Serge, français de souche : "Quand j'ai eu affaire à la justice, j'étais gamin aussi... quatorze ans... La justice - ça m'a fait flipper, quand même. Mais sinon... il y en a avec qui ils sont plus sévères qu'avec d'autres. Parce qu'il y en a qui sont français - avec eux ils sont moins méchants que s'il est arabe. S'ils voient qu'il est arabe, a y est, il est foutu. S'il est français, ils vont le défendre. C'est pas normal. Une personne, c'est une personne. Il a fait quelque chose de grave, peut-être, l'autre aussi." La punition est vécue comme démesurée. Le copain de Natacha, qui sort de prison, affirme ne voir aucune différence entre la prison et dehors. "Quand tu ressorts, tu n'as pas de liberté, on ne te donne rien du tout. C'est pareil. Un peu de circulation et c'est tout. Il y a tout ce qui traîne, des affaires de longue date... des bêtises qu'on a faites et ils prennent ça au sérieux, six mois ferme..." Natacha : "Six mois ferme pour un vol de perceuse... Il ne les a pas faits ; alors dans deux mois, ou n'importe, ils le remettent en prison pendant six mois. Et c'est une affaire qui a eu lieu en 1986."

Pour beaucoup de jeunes, la discrimination ethnique est déterminante dans la manière par laquelle les institutions chargées du maintien de l'ordre, la police et la justice, construisent le profil du jeune délinquant. Et s'il est vrai que les jeunes transgressent, de quel droit sont-ils jugés, si les institutions elles-mêmes n'échappent pas à la désorganisation ? N'y a-t-il pas bien des policiers au comportement déviant ? Lors de la rencontre avec le commandant de la sécurité urbaine, Akim évoque les "flics ripoux, qui font le marché à l'oeil." Le policier réplique qu'il recommande toujours à ses subordonnés de ne pas faire le marché en uniforme, ni aux heures de service. Il y aura toujours quelqu'un pour dire qu'ils font le marché à l'oeil. Akim donne des détails. Pour les jeunes, il s'agit de savoir qui est hors normes. Les adultes sont hypocrites, mais ils transgressent tout autant. On désigne ceux qui achètent des produits volés et qui font du recel. Lors des émeutes, certains profitent de ce que les jeunes cassent, pour piller sur leur dos. A l'illégitimité des jeunes correspondrait une égale illégitimité des policiers, car le dérèglement serait généralisé.

Les relations entre policiers et jeunes relèvent d'un conflit quotidien. Ali : "Est-ce que c'est normal, quand on est dans la rue, qu'on se fasse agresser directement par la police? En tant que jeune ?" Serge : "Un mec des cités ne pourra pas dire qu'il aime bien la police - à moins qu'il soit lui-même policier..." La stabilité et la permanence de ce conflit, opposant à l'ordre légal une classe d'âge frappée d'illégitimité, est ce qui fait que, dans n'importe quelle circonstance, des jeunes soient prêts à se battre pour défendre qui que ce soit, même un inconnu, contre des policiers. Rachid: "Hier, ils ont tapé un mec au centre commercial. Ils ont envoyé des bombes lacrymogènes, les flics, pour rien, j'sais pas. Ce mec là, il était recherché. Ils l'ont massacré, il y a eu bagarre générale, parce qu'ils ont failli le tuer, et puis c'est tout. Après, ils nous ont tiré dessus à la lacrymogène." Akim raconte une interpellation musclée dont a été victime un copain motard, jeté à terre par un coup de parechoc d'une voiture de police. Sans justifier directement le procédé, mais sans le contester non plus, l'invité rétorque, en racontant, anecdote classique, comment des policiers s'étaient fait avoir, lors de l'interpellation d'un motard : la moto, sur une dépanneuse, avait été enlevée par une cinquantaine de jeunes, sous le nez des agents, sans que ces derniers aient pu réagir. Il parle de la démoralisation et de la remise en cause de l'image de la police devant la population.

Individuation et risque. La mort toute proche.

A l'extérieur du territoire, le monde apparaît donc comme désorganisé et violent. Cette désorganisation et cette violence suscitent en réponse une violence interindividuelle, défensive, qui prend la forme permanente de l'incivilité. Le territoire est aussi construit du dehors par une domination exercée par les institutions chargées du maintien de l'ordre - domination qui éveille un sentiment d'injustice, et l'appel à un principe de justice. Le territoire est la source et le lieu de production de ce sentiment. Mais il est aussi étouffant. La protection qu'il offre ressemble à la mort. On y partage sa galère, tout en sachant qu'il ne s'agit pas d'un état d'esprit susceptible d'être véritablement partagé.

La galère et la mort sont donc des expériences très proches. C'est l'activité utile qui définit le sens de la vie, alors que la galère c'est le vide de sens, le *nonsense*. "Une journée de galère, déjà c'est grave, comme on dit. T'as rien à faire - comme moi. J'avais rien à faire. Je me réveillais le matin, j'avais rien à faire. Je prenais mon café, je regardais la télé, j'écoutais la musique, j'écoutais pas la musique, je sortais, j'allais dehors, il faisait froid, je rentrais chez moi, je me baladais à droite, à gauche.... ça, c'était galérer et j'en avais marre.... ah, j'en avais marre.... tout ce que je voulais c'était travailler. Mais ça, ça dure quand même longtemps... tous les jours comme ça. Tous les jours, tous les jours... pendant que tu galères, tu fumes, tu fumes, tu fumes."

Serge était avec ses copains, ils se baladaient. "Tu te balades toujours, à droite, à gauche, sans faire quelque chose d'important...." Il regardait beaucoup la télé. "Dès que je me réveille, je prends mon café et je regarde, je regarde, je regarde. Après, je sors, on vient me chercher. On s'assoit dans les marches, et on parle, jusqu'à six heures du soir. Si tu verrais comme ça, en temps réel..." "Le plus important de ma vie, c'était de travailler. Tu t'occupes et tu gagnes de l'argent. C'est pas mal, quoi. Puis galérer, tu t'occupes pas du tout et tu gagnes rien du tout." "C'est vrai que je me réveillais tard, midi, mais c'était long. Je me couchais tard, le soir." Sa mère ne travaille pas, et pourtant elle ne galère pas... Pourquoi n'aiderait-il pas sa mère à la maison ? Il sourit. "Moi, je suis feignant, il faut que je travaille ; sinon, je suis feignant, je ne pourrais rien faire."

La représentation traditionnelle des rôles masculin et féminin empêche Serge de se placer dans la perspective du travail à la maison. La seule manière de s'en sortir, c'est à travers une activité qui soit compatible avec son rôle masculin, ce qu'il souligne à travers l'identification à son père. "En plus, quand tu galères, ça te monte la tête encore plus, ça te retourne complètement la tête. Mais, par exemple, si tu me trouves du travail, là, je me lève. Parce que je sais que j'aurai à faire, et en plus je vais gagner de l'argent. Et mon père, en plus, il sera content de moi."

La galère est la face d'ombre du territoire. Elle marque les limites du sas, de cette zone de protection créée par l'imagination juvénile pour affronter la peur. Elle est au centre de leur expérience, et parce qu'elle se rapproche de la mort, le désir de sortie du territoire et le désir de vie se rapprochent aussi. Le désir de partir est très fort (quitter son quartier, quitter sa ville, partir au grand air). Que ce soit la simple sortie d'un samedi soir, lorsqu'on veut aller très loin, dit Natacha, là on ne trouvera personne de sa cité ; ou partir pour toujours, aller vivre et travailler ailleurs comme en rêve Yacine - il est impératif de s'en aller. Si l'impératif du départ est le même que celui qu'ont vécu leurs parents lorsqu'ils ont quitté le village, pour les parents, l'immigration se présentait comme un horizon prometteur ; pour les enfants, cet horizon est absent. On peut partir par les voies de la mobilité sociale, l'école, le travail ; mais pour beaucoup d'entre eux, c'est des voies difficiles. Même pour Kamel, qui a eu, comme il dit, zéro défauts au long de sa scolarité. Alors, on emprunte d'autres voies : sorties oniriques, sorties "actives".

Les sorties oniriques constituent autant de techniques pour remplir le vide de la galère. Serge évoque les films d'action, qu'il aime bien. "Un film en Amérique, t'as toujours plusieurs images : dehors, à l'intérieur, ça va un peu vite.... les films français... ça n'avance pas. Si tu veux dormir, il n'y a pas mieux. Dans l'action, on dirait que je suis carrément dans le film. Je m'y crois." D'autres peuvent transformer la mort en expérience palpable. La drogue en est une.¹¹² Elle a eu, à travers l'héroïne, une pénétration certaine dans les quartiers populaires, surtout dans les années quatre-vingts et jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. Natacha rappelle combien de fois pendant son adolescence, elle avait côtoyé la mort. "Depuis quelques années, surtout, au niveau des deuils, j'ai appris à les vivre, parce que, déjà au niveau de la toxicomanie, dans l'autre quartier où j'habitais... On ne peut pas dire qu'on s'habitue, on ne s'habitue pas, mais c'est moins dur que quand on n'est pas habitué. Surtout qu'à chaque fois c'est les mêmes circonstances. Moralement, c'est dur. Surtout dans des cas comme ça : c'est quelqu'un qu'on connaissait, qu'on croisait tous les jours..." "Quand on apprend le décès de quelqu'un et il s'agit d'un accident de voiture, ce

¹¹² La paternité de l'idée de la toxicomanie en tant que conduite de risque doit être attribuée à Marc Valleur et A.J. Charles-Nicolas. "La notion de conduites ordaliques semble aujourd'hui sinon devenue universellement admise dans le champ de la psychologie ou de la pathologie, du moins d'un usage assez courant pour qu'on la retrouve dans un certain nombre d'ouvrages de psychologie ou d'anthropologie: comme si cette notion faisait partie désormais d'un fonds commun auquel nous pouvons tous puiser. Nous rappellerons qu'en 1981, nous avons, avec A.J. Charles-Nicolas présenté la première communication sur ce thème (qui a été publiée dans "La vie du toxicomane" aux Editions P.U.F). Je préparais à l'époque un mémoire pour le CES de psychiatrie sur certains aspects qui me frappaient de la conduite de certains toxicomanes. Quand j'en avais parlé à A. J. Charles-Nicolas, je lui avais dit avoir l'impression que ces clients se livrent à ce qu'on pourrait appeler ' le jugement de la chance ' : tous athées, disant ne croire en rien, ils donnent l'impression de vivre certains moments de leur vie comme des épreuves, en attendant de cette épreuve d'en sortir transformés. (...) Ce qui nous avait fait travailler là-dessus, à l'époque, est une question omniprésente en matière de toxicomanie, celle des overdoses: à chaque fois qu'un client mourait d'overdose on se demandait "est-ce qu'il s'est agi d'un accident ou est-ce que ça a été un suicide?" (Valleur, 1992)

n'est pas pareil. Quand on sait qu'il est mort à cause de la came, on a plus de mal. Puis, on sait très bien, si quelqu'un continue dedans, un jour ou l'autre, il va mourir - soit que ce sera une overdose, soit parce qu'il aura contracté la maladie, le sida. Donc, on arrive toujours au même point." "C'est un peu dégueulasse, mais un mec qui touche à la came, le jour où il s'en va, dans un sens c'est peut-être mieux pour sa famille, cela lui évite de continuer à souffrir. Même pour ses amis. Quand on connaît quelqu'un qui touche à la drogue dure, c'est dur pour l'entourage, de le voir se détruire jour après jour, et puis de se dire: 'je ne peux rien faire pour lui'. Des fois je me dis: 'on sait où il est, il est mort - plutôt qu'il continue sa déchéance, jour après jour'." La drogue dure semble aujourd'hui moins présente qu'il y a quelques années dans le quotidien des jeunes des quartiers populaires. La territorialisation a, en ce sens, joué de manière positive, en mobilisant souvent des ressources pour écarter le trafic, au moins dans sa face la plus ostensible. D'autres jeux dangereux l'ont remplacée, ou lui ont survécu, comme les rodéos mortels de voiture, si fréquemment à l'origine du déclenchement d'une émeute. Il s'agit dans ce cas de techniques "actives" de prise d'un risque, souvent mortel, qui amènent les jeunes à quitter matériellement le territoire, même de façon déviante. Dans cette logique, ce dont il s'agit, c'est d'affirmer sa vie, en affrontant le risque, pour déjouer sa mort - même sa mort symbolique.

La rue, dit Rachid, est elle-même un risque. "Après la rue, il y a le cercueil." Le racisme et l'intolérance des adultes portent un risque de mort. Il raconte un incident récent. "On voit un bonhomme, un jour il nous dit 'sale Arabe', l'autre jour il nous regarde de travers, l'autre jour, il nous braque avec un fusil. Moi je lui ai dit la dernière fois, il m'a tellement énervé, il m'a dit 'sale Arabe, tu vas mourir comme ton frère'. (*Il s'agit du frère de Rachid, qui est décédé à Fresnes.*) Il m'a sorti le fusil, je lui ai dit: 'vas y, tire maintenant !' ." Bénédicte: "C'est qui, ce mec ?" Rachid : "Un bonhomme, un vieux, un Français, un raciste. Il m'a dit 'j'ai fait la guerre en Algérie'. Je lui ai dit 'vas y, tire, on va voir ce qui va se passer après. (*Il est convaincu de sa propre immortalité, et ne pense pas qu'il peut mourir.*) J'vais te cramer ta mère après', je lui ai dit." Bénédicte : "Vous l'aviez emmerdé ?" Rachid : "Je l'avais emmerdé ? Je m'étais trompé de porte. Normalement, je monte au 3ème, là j'étais au 2ème, il m'a dit 'sale Arabe, j'vais te fumer'. Je lui ai dit : 'comment ça, sale Arabe ?' Je lui ai dit : 'Vas y, tire, tu vas voir sale Arabe ce que je vais te faire après.'" Bénédicte : "Et tu penses que la société française est raciste ?" Rachid : "Je sais pas, je sais pas, j'en sais rien du tout."

Nous l'avons dit, ce qui caractérise la prise d'un risque mortel, lorsqu'elle est directement fondée sur l'angoisse de mort, comme dans l'expérience juvénile que nous essayons ici de décrire, c'est l'aspect compulsif du face à face avec la mort. Le sujet affronte le risque de mort pour mieux affirmer sa vie, en maîtrisant ainsi, à travers la réaffirmation du risque, l'angoisse que le risque de mort suscite en lui. Rachid a escrimé avec la conviction que lui donnait sa foi, qu'il serait toujours en vie après sa mort, il a escrimé avec la conviction de sa propre immortalité. C'est sur la base de cette conviction qu'il a osé menacer de l'enfer en vie l'homme qui avait braqué contre lui son fusil. C'est aussi cette conviction qui le pousse, même de manière limitée, à observer un certain nombre de pratiques religieuses, par exemple faire le ramadan. "Nous, dans notre religion, on a très, très peur de l'enfer. On s'dit que l'enfer est très, très dur avec les êtres humains qui ne sont pas croyants. Celui qui fait pas le ramadan, libre à lui. C'est pas tout le monde qui doit faire le ramadan dans notre religion. Celui qui est croyant, il fait le ramadan et il aura pas de problèmes ensuite - parce qu'on s'dit qu'en enfer, on reste toute l'éternité à brûler

dans les flammes, et c'est pas bien. Pourquoi le ramadan, c'est quoi? Un mois dans l'année, ça coûte rien. Au moins, si c'est pas vrai, on aura perdu quoi? Un mois... si c'est vrai on a tout gagné. On fait le ramadan un mois honnêtement, on a peur et on fait la prière, et pis c'est tout."

Ils se sentent intensément touchés par la mort. Certains rappellent le jeune Marocain qui a été jeté dans la Seine le 1 mai 1995. Tous semblent avoir vécu douloureusement cet événement. "Moi, je souhaite qu'ils viennent nous faire ça, à nous, aux jeunes des banlieues. Pourquoi ils ne viennent pas faire ça ? Ils vont s'en prendre à un mec qui est tout seul..." Victimes potentielles d'une violence mortelle, la police ne les protège pas. "En ce moment même, il y a des gens, ils sont en train de tuer des jeunes. Ils ne vont pas les attraper, ils ne font rien du tout. Ils sont dans un hall, pour me fouiller." Beaucoup de policiers sont eux-mêmes perçus, on l'a déjà dit, comme violents et racistes. Lorsque des policiers se méfient d'un motard, ils l'arrêtent par coup de parechoc. "La preuve, il y a toujours des accidents à cause des policiers, toujours des morts. On le voit à la télé. Et comme par hasard, c'est quoi, le mort ? C'est un étranger, obligé."

Il arrive que cette perception d'une inadmissible absence de protection, entraînant pour eux un risque mortel, soit étendue à d'autres que la police. Comme dans les propos de Pierre. Lors de la rencontre avec la conseillère principale d'éducation, on parle d'un élève décédé. Pierre : "Il y a des profs, ils sont bien contents qu'il est mort. Il y a plein de profs qui sont bien contents." Mme M : "Arrête ! C'est pas vrai !" Pierre : "La vie de ma mère, bien sûr que c'est vrai ! L'autre jour on s'est fait serrer : contrôle d'identité. Il y a plein de profs qui ont dit : 'chope ce petit !' Depuis, si je les revois, je vais leur donner leur grand-mère ! Quand les types ils sont morts, ils sont bien contents, les profs !"

C'est cette perception d'une mort toute proche, symbolique (celle de la galère) et réelle (celle que la généralisation de l'usage des armes dans les banlieues populaires rend possible, celle aussi que certains incidents avec la police viennent illustrer), qui pose le problème de l'engagement dans un risque mortel comme le troisième élément constitutif de l'expérience juvénile dans le contexte des banlieues populaires.

4 - REVOLTE ET ACTION COLLECTIVE

La révolte n'est pas un mouvement social : il n'y a pas de définition des adversaires, ou de la nature d'un conflit. Il ne s'agit pas non plus d'un mouvement politique : on n'en retrouve pas les signes extérieurs, pancartes, mots d'ordre ou représentants. Mais elle exprime une demande profonde d'ordre, par l'opposition viscérale au désordre que la mort violente d'un jeune introduit dans la cité. Tout en n'étant pas un mouvement social, la révolte porte en elle les graines du mouvement.

La révolte élève une protestation contre la mort violente d'un jeune, et l'affirme comme un événement non naturel. Même si cette mort, comme le cas que nous étudions, relève d'une "combine" qui a mal tourné, la protestation s'explique par le refus d'interpréter ses conséquences funestes comme une pure responsabilité individuelle des sujets concernés. Mais comme la révolte ne s'exprime pas dans l'espace public à travers des catégories du discours, décrypter son sens est complexe. D'abord, y a-t-il sens, là-dedans ?

Ne faut-il pas interpréter le recours à la violence comme un simple phénomène interactif, qu'une meilleure gestion de l'ordre public permettrait de bloquer avant son déclenchement ?

Il y a sans doute de l'interaction dans l'émeute (comme dans tout phénomène social) et Rachid le dit joliment, lorsqu'il raconte à Bénédicte celle à laquelle il a participé : "Cela s'est lancé vite, en fait en deux minutes. On n'a même pas su par où c'est passé. On a vu une voiture cramer, après quelqu'un doser les flics, après ils ont commencé. Ça a commencé à courir de tous les côtés, après ils ont commencé à tirer : pfuiutt, pfuiutt... de tous côtés... ils tapaient : paum !" Bénédicte : "Mais tirer de tous les côtés... c'était les flics qui tiraient de tous les côtés..." Rachid : "Ouais, mais j'm'en rappelle, ce jour-là, j'étais tellement dégoûté pour mon copain que j'ai jeté un tournevis sur un C.R.S., je lui ai ouvert la tête. J'sais pas si j'l'ai tué ou si j'lui ai ouvert la tête. Il avait son casque et tout. J'avais un grand tournevis, j'lui ai jeté." Bénédicte : "Et comment ça se passe, une émeute, à ton avis ? L'expérience que t'en as te dit que ça se passe comment ?" Rachid : "Faut quelques secondes, même pas quelques minutes ; quelques secondes, c'est fini après ; quand ça pète, ça pète d'un coup. Mais on ne sait pas par où ça passe."

L'émeute est ainsi vécue par ceux qui y participent, comme un phénomène interactif. Il est a posteriori possible de décrire sa gestation, jusqu'à un point de non-retour, comme nous l'avons fait dans notre rappel des événements (voir supra). Aussi, l'occupation massive d'une ville par des forces de sécurité, là où des émeutes étaient à prévoir, a souvent eu un effet de dissuasion, en étouffant dans l'oeuf des rebellions qui n'ont jamais vu le jour. Mais, en disant cela, on n'apporte aucun éclairage supplémentaire à la compréhension de l'émeute, alors même qu'on ne peut pas miser (les policiers sont les premiers à le dire) sur la contention d'un phénomène de cette nature et de cette ampleur, à travers la pure répression. Il faut d'ailleurs s'interroger sur les dangers d'une telle entreprise, ce que nous ferons plus loin, en attirant l'attention sur les risques d'une dérive criminelle, là où la protestation a avorté.

L'interaction actualise un conflit présent dans les rapports sociaux quotidiennement vécus par cette population. Son lien avec la mort violente d'un jeune, au-delà des corrélations que nous avons mis en évidence à travers les vingt-quatre cas analysés ci-dessus, est en permanence réitéré par ceux que nous avons interrogés. Mustapha : "Des émeutes, ça se fait quand il y a un mec qui meurt. Par exemple, un keuf a renversé un mec en moto. Ils ont fait une émeute pour lui, parce que personne n'aime les keufs." Ali : "Les émeutes, c'est à cause de la mort des jeunes de quelques cités. C'est pour les venger." Yacine : "Les émeutes, c'est dû à un meurtre... Vous connaissez une personne, elle est morte pour rien, vous avez la rage..." Ce rapport profond et intrinsèque entre la mort et l'émeute (dans sa version française actuelle) est encore mieux mis en évidence dans la formulation de Rachid, à qui Bénédicte demande comment pourrait-on éviter *l'émeute*. La réponse est étonnante : "On ne peut pas l'éviter ; quand ça vient, ça vient. Quand la mort, elle vient - elle vient... Quand ça vient, ça vient d'un coup, ça peut pas repartir d'un coup. Quand ça vient - ben, tu peux plus la renier, la mort..." Protestation fondamentale contre la mort violente d'un jeune, il y a dans l'émeute quelque chose qui ne s'explique pas. Ali le dit à Nicolas : "on casse, c'est tout". Quelque chose sur laquelle on ne peut pas mettre des mots, juste des sentiments.

C'est ainsi qu'a été vécue la séance consacrée à l'émeute, lors de notre premier week-end de travail avec eux. La séance précédente s'était déroulée dans un climat de

chahut. La seconde a débuté dans un climat analogue. On annonce qu'on va parler de l'émeute. On écoute attentivement le récit. Lorsque le chercheur souligne que les jeunes avaient compris bien avant la police qui avait tué Paul, Rachid commente à voix basse : "C'est normal, on le connaissait, on avait été élevé ensemble... On a fait le rapprochement." On continue le récit jusqu'au déclenchement de l'émeute. Il n'y a pas de désaccord sur les faits. Rachid : "Moi, je voudrais savoir une chose : pourquoi on l'a tué ?" Le chercheur : "Daniel va passer en jugement, on ne le saura qu'après." Rachid : "Vas-y, il y en a plein qui disent n'importe quoi. Il y a au moins quarante histoires." Claudine demande quand sera le jugement (elle commence à pleurer)¹¹³. Yacine et Hakan : "Les assises, c'est cinq ans minimum."

Le chercheur propose de continuer son récit : je voudrais vous expliquer quelles sont les questions que les gens se sont posées. A plusieurs reprises, il y a eu des émeutes lorsqu'un policier tue un jeune. Ici, ce n'était pas le cas. C'est un jeune qui a tué un autre jeune. Pourquoi des émeutes dans un cas pareil ? L'explication donnée par des journalistes était qu'il y avait eu des émeutes parce que Daniel était juif et qu'on allait le libérer pour ça..." Rachid, Hakan : "C'est vraiment n'importe quoi !" Le chercheur : "Je n'ai pas l'impression qu'il y avait eu ça. J'ai plutôt l'impression qu'on voulait régler cette histoire entre jeunes..."

Bref silence. Omar prend la parole : "J'ai pas envie de parler de ça..."

Le chercheur : "On se demandait si vous aviez, ou non, envie de parler de ça. Pour nous, ce n'est pas le problème de savoir si vous y étiez ou pas - je pense d'ailleurs que vous en avez parlé très librement à d'autres moments. Si on s'est proposé de vous en parler aujourd'hui, c'est parce qu'il y a quand même des liens entre ce dont on a discuté ce matin (leur vie dans le quartier) et toute cette affaire-là. Je crois comprendre, quand tu dis que tu n'as pas envie d'en parler. Mais peut-être tu pourrais expliquer toi-même pourquoi."

Omar : "Je sais pas..."

Le chercheur : "Parce que c'est trop lourd?..."

Eve, en adhérant à l'explication : "...ça rappelle de mauvais souvenirs..." (*Elle adhère au sentiment d'un deuil non complété exprimé par Omar.*)

Omar : "Si on parle de ça, c'est comme si que..." (Il s'interrompt.)

Le chercheur : "Comme si on réduisait ça, c'est ça ?"

Omar : "Voilà..."¹¹⁴

(*Les autres, qui avant semblaient capables de commenter ces faits, basculent du côté d'Omar, s'associant à la douleur qu'il exprime.*)

Rachid : "Mon frère est mort, et on ne sait toujours pas qui l'a tué..."¹¹⁵

¹¹³ Claudine était la filleule de la mère de Daniel, le meurtrier de Paul.

¹¹⁴ Omar était un ami très proche de Paul, qui avait été souvent hébergé chez lui. Son grand frère nous a raconté comment il avait lui-même appris la nouvelle du meurtre. "Je suis arrivé chez moi, mon petit frère se roulait par terre en criant : 'On a tué Paul ! On a tué Paul !' "

Hakan : "Faut pas prendre ça en mal, mais ça fait revivre de mauvais souvenirs... Si vous voulez parler de quelque chose d'autre, il n'y a pas de problème."

Le chercheur : "Non, le programme pour cet après-midi c'était ça. Si vous n'avez pas envie d'en parler, on n'en parle pas."

Ali : "Ben, on n'en parle pas..."

Omar, en bouclant la discussion : "C'est pour l'autre garçon qu'on s'est énervé, pas pour les flics ou les journalistes."

La séance est levée. Les jeunes prennent le rapport, les filles le lisent à haute voix dans la chambre d'Eve, mais après c'en est fini de cette discussion. Il n'y a pas de mots pour dire l'émeute. Les mots viennent après. Ils participent à la constitution complexe et progressive d'un espace public, et des jeunes en tant qu'acteurs capables d'intervenir dans cet espace.

L'exigence du deuil

Le premier temps, dans cette transition vers la constitution d'un acteur collectif a été, lors de l'enterrement, la réalisation d'une manifestation pacifique, "dans le calme et la dignité", conformément à un modèle qui, dans le cas français, est récurrent en ce type d'événement, et la revendication du droit au deuil. On observe en fait deux tentatives distinctes d'institutionnalisation de la protestation. La première a été effectuée "par le haut", lorsque le Maire a appelé à une manifestation, ensuite débordée par l'arrivée des casseurs. La seconde a été effectuée "par le bas", directement dans le cadre de la préparation de l'enterrement. Alors que l'émeute elle-même avait permis d'enlever à la banalité et à l'obscurité le meurtre de Paul, le sortant du registre des faits divers pour le placer à l'échelle et au rang d'un événement historique¹¹⁵, la ritualisation du deuil contribue à la constitution de l'acteur.

En France, dit Jean-Pierre A. Bernard (1986), la ritualisation des morts s'inscrit dans une tradition républicaine et de gauche. Plus l'acteur se définit en qu'acteur historique, plus la célébration ritualisée de la mort est un élément de sa structuration. "La mort communiste est (...) une affaire collective et communautaire. Elle révèle ou précipite l'appartenance et l'adhésion à une idéologie, à des pratiques. Elle sert de référence, d'exemple et de trace pour l'avenir". (Bernard, 1986 : 42) Cette célébration de la mort-mémoire, parce qu'elle est elle-même constitutive de l'acteur collectif, peut avoir avec la mort réelle un temps de battement, explique Madeleine Rebérioux (1984 : 620) : "Il a fallu quinze années pour que le mur des Fédérés émerge comme lieu privilégié de la mémoire communautaire." Sous cette forme-là, le souvenir émerge et s'organise avec la République, il en est en partie constitutif, co-fondateur. Celle-ci l'intégrera lente, mais progressivement à la mémoire nationale.

¹¹⁵ Le frère de Rachid était décédé en décembre 1994, la même année de l'émeute, dans une prison de la région parisienne, dans des circonstances qui, pour la famille, étaient restées obscures.

¹¹⁶ Si nous n'avions pas "bougé", a déclaré l'un des jeunes émeutiers aux journalistes, il (Paul) aurait été enterré comme un petit immigré de banlieue.

Le retour au calme, après le déferlement de la vague de violences, signifie toujours un face à face difficile avec la mort. Dans le cas qui nous occupe, les jeunes ont d'abord voulu voir leur ami à la morgue, avant la fermeture du cercueil. Un éducateur raconte : "Ils nous ont demandés de les accompagner, parce que, je crois, ils avaient très peur. On a pu voir Paul, l'embrasser, lui dire au revoir. Tous... La personne est allongée, avec un linceul blanc, le visage découvert. Il y avait sa famille, très, très peu de famille. La famille de Paul était extrêmement isolée par rapport à sa propre communauté."

Avec un club de prévention, qui avait son local dans leur quartier, et qui a entrepris de les aider, ils ont pris à bras le corps la préparation de l'enterrement. Le même éducateur poursuit. "Tout notre travail a été - si on doit parler de solutions - de ramener cette violence tous azimuts, qui s'adresse indifféremment à tout et à tous, à un point précis : se parler, s'écouter, s'informer. On avait une réunion pour préparer l'enterrement, un soir. Le Maire est venu avec deux adjoints. On était nombreux, une soixantaine... C'était un dimanche, parce que les jeunes disaient : 'ils se sont déplacé un dimanche...' Ce n'était pas rien, c'était une reconnaissance, là encore, de l'importance que cela pouvait avoir aux yeux de la population. Ils avaient très peur. Ils parlaient du cercueil, on va l'ouvrir, on va le porter à travers la ville, comme ça chacun regardera."¹¹⁷ C'était horrible."

La place prise par les amis dans l'organisation de l'enterrement semble avoir été encore plus importante que celle de la famille elle-même. "Le jour de l'enterrement, on les a accompagnés. Il y avait la famille avec eux. Et ce sont ceux qui étaient le plus, je dirais, sur le point de basculer dans la grande violence, dans le grand délire, qui ont tenu. Ils ne voulaient pas de flics, il y avait des flics ; ils ne voulaient pas de journalistes, il y avait des journalistes, mais ils ont été maintenus à distance. Il y avait ce service d'ordre qui a empêché... mais ils ont tenu le contrat."¹¹⁸ Un autre témoin confirme cette appropriation complète par les jeunes de la mort de Paul, vécue par eux sans médiation comme leur propre mort. "Il y avait très peu d'adultes. Les enfants ont mis eux-mêmes le cercueil en terre et chacun d'eux a remblayé. Jamais avant, je n'avais vu ça. Chacun à tour de rôle, ils se sont relayé, avec une pioche, une bêche, pour combler le trou. J'ai eu la sensation que c'était quelque chose de très fort, ce lien entre eux. Ils mettaient en terre un des leurs. C'est quelque chose qui m'a été complètement insupportable en tant qu'être humain, ça m'a complètement bouleversée."

L'enterrement terminé, quelques jeunes sont revenus au club de prévention: "pas tous - beaucoup sont rentrés chez eux, épuisés, fatigués, tristes. D'autres sont venus et ont mis sur la table tout l'argent de la caisse. Une quête avait été organisée. Ils ont récupéré en tout 9.400 francs, je crois - énorme pour eux - et ils ont remis ça au père..."

La vie a mis du temps à reprendre son cours normal. La première institution touchée par cette difficulté a été le collège. Pendant quinze jours, nombreux élèves ont été déscolarisés. Ce phénomène a été mal vécu par certains enseignants, et l'équipe éducative

¹¹⁷"Du côté du peuple comme des autorités", dit Tilly (1986 : 530), en rappelant "les ouvriers qui, le 23 février 1848, entassent sur des charrettes les cadavres de leurs camarades massacrés par le 14^e Régiment de ligne et les promènent trois heures durant dans les rues de la ville", "on éprouve parfois le besoin de montrer la mort et la violence comme si elles étaient au coeur même de l'action."

¹¹⁸Jean-Pierre Bernard (1986:42) suggère, dans la liturgie funèbre du parti communiste, une "superposition dans l'harmonie" de la mort historique et de la mort intime, "du deuil de la famille privée et de la famille partisane".

s'est scindée. Alors que Paul était un ancien élève du collège, aucun enseignant n'était présent à l'enterrement. "Les gens étaient un peu sur la défensive. Puis, surtout, ça s'est très mal passé ici. Le principal a autorisé un certain nombre de débats. On se retrouvait pour discuter. Les profs n'ont pas du tout compris ça. C'était la négation complète de l'événement - et ce n'était pas n'importe quel événement. C'était le deuil d'un des leurs. Or, nous, tout ça nous semblait extrêmement important. Lorsqu'on perd quelqu'un qu'on aime, on a le droit de le pleurer, on a le droit aussi de vivre son deuil. Le deuil c'est un temps de partage de la vie de l'autre. On a aussi le droit de refaire la mémoire. Ce que je ne voulais pas, c'est qu'ils soient dans la rue, avec tous les risques pour que ça dégénère. Le premier travail a consisté à les faire revenir dans l'établissement et à leur offrir un lieu d'écoute. Et cela a été extrêmement mal perçu par les enseignants. C'était comme une espèce de règlement de comptes, une remise en cause extrêmement violente. Donc tout ça a été dénoncé, y compris au niveau de l'Education Nationale." (Une assistante sociale.)

Les principaux personnages du drame étaient des élèves du même collège : la petite amie de Paul, dont la lettre avait servi à l'identification du corps ; la petite amie du meurtrier et son frère, placés d'urgence ailleurs, par crainte de réactions à leur rencontre ; une soeur et un frère de Paul. Les risques de nouveaux dérapages n'étaient pas exclus. "On avait l'impression d'être au milieu d'un baril de dynamite et si on n'était pas capable de faire émerger la bonne problématique, cela pouvait dégénérer, y compris au sein de l'établissement. Un jour, ils l'ont dit, les gamins : si vous nous obligez à aller en cours, on s'en prendra aux profs... et ce n'était pas une menace en l'air. Ils avaient les nerfs à vif et ils savaient très bien que leur souffrance ne serait pas prise en compte." Les professeurs auraient-ils voulu simplement mettre tout ça entre parenthèses et continuer normalement leurs cours ? "Quelques professeurs pensaient qu'ils seraient à la hauteur - pour expliquer la justice. Mais, en fait, ce n'était pas ce qu'il fallait. Peut-être, après. Il fallait d'abord faire émerger leur propre parole - qu'ils se manifestent, qu'ils sachent qu'on était solidaire, qu'on partageait. Ils ne voulaient pas autre chose qu'un temps de partage. Et puis après, on peut faire entendre... Avant, c'est inefficace."

Au niveau du collège, combien d'élèves se sont sentis concernés par ce drame - du point de vue de l'émotion, du choc, de l'expérience vécue ? "Cela n'a pas concerné la totalité des élèves. Les gamins les plus impliqués, les plus proches, ont organisé une collecte au sein de l'établissement, qui a rapporté une certaine somme - plus d'onze, douze mille francs. Dans le milieu où on est, ce n'est pas rien. Certains professeurs ont participé. Mais l'émotion, l'adhésion au deuil n'a pas été partagée par l'ensemble du collège. Une minorité importante, peut-être une centaine. C'était d'abord et avant tout le quartier." Aussi, c'est à partir de l'ensemble des manifestations qui prolongent l'émeute, à travers l'exigence du deuil, qu'une action collective tente d'émerger, de voir le jour.

L'acteur

Lorsqu'une parole émerge, au milieu de l'émeute, la définition de l'acteur est toujours formulée en termes générationnels. Gilles Smadja (L'Humanité, 28 mars 1991), à propos du meurtre de Djamel Chettouh, tué par un vigile d'Euromarché à Sartrouville, raconte que des jeunes s'indignent le lendemain de constater que le supermarché n'a même pas jugé bon de fermer ses portes, ne serait-ce qu'une seule journée. Il transcrit dans son article les propos de Kamel : "Regardez-les: ils ne pensent qu'à la tune, ils n'en ont rien à

foutre qu'un jeune soit mort." La définition identitaire n'est ni celle d'un pauvre, ni celle d'un exclu, ni celle d'un immigré ni d'un étranger, mais simplement celle d'un *jeune*.¹¹⁹

Cette définition doit être toutefois élargie - car l'émeute reconstitue, à travers la violence et à l'intérieur d'un territoire, une communauté imaginaire de jeunes et d'adultes - même si cette reconstitution n'est jamais complète. Un article d'Ahmed Boubeker (Politis, 8 novembre 1990), à propos de l'émeute d'octobre à Vaulx-en-Velin, nous rappelle le décalage et les tensions propres à l'expérience différenciée des générations. C'est le récit des réflexions d'un immigré kabyle, incapable de comprendre la violence de ses propres enfants. "Même les animaux ne détruisent pas leur tanière ! Les commerces brûlés, comment leurs mères feront maintenant les courses dans le quartier ? Plus de respect, plus de dignité, ils ont vendu leur race pour Michael Jackson ! La France leur a mangé le cœur et c'est pourtant à cause d'eux que les voisins deviennent racistes !" Il arrive que des adultes adhèrent pourtant au sentiment des jeunes, comme cette femme, foulard autour du visage, qui crie pour qu'on l'entende, à propos d'Euromarché, le lendemain du meurtre de Djamel Chettouh à Sartrouville: "Ils prennent notre argent et ils tuent nos enfants." (L'Humanité, 28 mars 1991). Ses paroles précipitent chez les jeunes l'exigence de ritualisation du deuil. Ils diront : "On va le fermer pour Djamel." La communauté prend en charge la mort, elle rappelle son caractère sacré, là où le marché cherche à l'effacer ou à l'ignorer. La famille de la victime constitue toujours le noyau central de cette incorporation des adultes à une communauté territoriale ressoudée. Elle joue un rôle important dans l'accélération du retour au calme, qui se consolide autour de l'enterrement.

Mais pour que la communauté imaginaire puisse se ressouder dans une protestation pacifique, il est impératif de procéder à une réadéquation de son image, vis à vis de l'extérieur, en termes de normativité. De la victime, on dira toujours : "Ce n'était pas un délinquant" ; même si la police affirme le contraire et le prouve. En ce moment, la norme réémerge comme une catégorie centrale, liée à l'honneur. La protestation, on le sent bien, ne peut être perçue comme fondée, vis-à-vis du regard externe, que si ceux qui protestent sont honorables.

L'ambivalence régit les rapports entre le dedans et le dehors. Si dedans on admet que la déviance est un fait quotidien, et on la réinterprète comme une forme, parmi d'autres, de résistance à la domination, dans la révolte, sous les feux des médias, il faut nier son existence. Ce mécanisme est au cœur de la *petite* délinquance. On fait comme si l'engagement limité et prudent dans la transgression constituait un obstacle suffisant à l'étiquetage. Pierre, mêlé de son propre aveu à toutes sortes d'actes de petite délinquance, a été diverses fois injustement accusé de pratiquer des vols au collège, et il ressentait cela comme une injustice intolérable. L'accusation est vécue comme exclusion symbolique, dès lors que l'identité du jeune apparaît figée dans un rôle qui pour lui n'est qu'instable, qui n'est qu'un, parmi d'autres possibles. L'impératif de la réadéquation normative de son image et, par extension, celle de sa communauté d'appartenance, au-delà du mensonge et la mauvaise foi, exprime la force d'intériorisation des règles morales, qui restent présentes

¹¹⁹ Un article de Claude Sarraute (Le Monde, 11 avril 1991), "Mort d'un môme", définit d'ailleurs à contrario le sens de l'émeute. Il s'agit d'un gamin sur lequel la police a tiré dans la Somme "parce qu'il n'avait pas de lumière à son cyclomoteur". "Simple fait divers relaté en trente lignes par la presse. Normal : on va pas se prendre la tête pour si peu ! C'est qui ce gosse ? C'est rien, c'est personne, même pas un Beur, simplement un môme de la DASS, sans passé, sans casier judiciaire (...) Et absence, non pas de papiers, de copains capables de rameuter l'opinion en hurlant au scandale".

dans la socialisation familiale, et le vécu subjectif de la transgression comme aliénation. Il n'y a pas de cynisme dans ce comportement. La négation de l'identité déviante relève d'un effort pour se réconcilier avec eux-mêmes, pour surmonter leur propre éclatement subjectif.

L'adversaire

La police se trouve au centre de l'expérience de constitution de l'adversaire. Même si Omar a pu dire, lors de la séance de travail où nous avons essayé de réfléchir à l'émeute - "ce n'est pas pour les journalistes ou les flics qu'on s'est énervé", c'est la présence de la police qui convertit l'action violente des jeunes en conflit ouvert, qui la fait dépasser les limites du pur crime - et en ce sens, la violence autolimitée de la police française, dans le domaine du maintien de l'ordre, apparaît comme un élément positif dans la constitution d'une action conflictuelle. La violence des émeutiers est généralement aussi une violence autolimitée.

De même qu'une définition restreinte de l'acteur place le jeune au centre du conflit, une définition restreinte de l'adversaire place la police au centre du conflit. Cependant, comme pour toute émeute, cette définition ne relève pas seulement de l'expérience d'affrontement avec les forces de l'ordre au moment même de la crise, mais d'une autre expérience réelle, l'exacerbation d'un vécu conflictuel quotidien avec inspecteurs et gardiens de la paix, en poste dans les commissariats. Un journaliste de France-Soir note les propos d'un jeune, lors des émeutes de Vaulx-en-Velin, en octobre 1990 : "Nous, on n'en veut pas aux C.R.S. C'est ceux des commissariats qu'on va casser: ça dure depuis trop longtemps et l'assassinat de Thomas a été la petite goutte de trop." Encore à Vaulx, au même moment, Philippe Lançon (L'événement du Jeudi, 1990) écrit : "Les garçons que nous avons vus, beurs, noirs, quelques uns français, ont tous connu la nuit au poste et les insultes policières. Ils affirment presque tous s'être déjà fait 'parechoquer' par une voiture de police. Ils ne cessent d'accuser de tous les maux les policiers les plus âgés. 'Ils ne mettent plus le gyrophare quand ils nous poursuivent.' 'Quand ils passent en voiture ils nous font des doigts. Si on leur répond, ils stoppent et nous embarquent.' 'Ils nous contrôlent sans cesse, ils nous disent: t'as une belle mobylette, petit bounou. Où t'as eu ça ? Et ils dégonflent nos pneus. La présence du flic détermine notre vie.' " Le journaliste ajoute : "Ces jours-ci, on trouvait dans Lyon cette affiche : 'La police est partout. Pourquoi se priver d'une émeute?'" "

Cette tension met la police en état de suspicion perpétuelle. Lors des contrôles se soldant par la mort violente d'un motard ou d'un conducteur de voiture, elle est systématiquement accusée de meurtre, même lorsque sa responsabilité directe ne peut pas être établie. Cela a été ainsi à Vaulx-en-Velin, lors du décès de Thomas Claudio ; cela a été ainsi dans bien d'autres cas encore - alors que du point de vue des policiers la question qui reste en suspens est : pourquoi un jeune ne s'arrête pas lors d'un contrôle, pourquoi les motards ou les conducteurs de voitures fous, qui se lancent contre des barrières de police, ne s'arrêtent pas ? Pourquoi Faouzi Benraïs, même s'il ne circulait pas avec une moto volée, même s'il n'était pas un délinquant mais l'animateur d'un centre social à Toulon, ne s'est pas arrêté lors d'un contrôle de police ? "D'après le témoignage de sa passagère, 'tout s'est passé très vite ; au moment où le véhicule de la police nous doublait sur la droite, Faouzi a perdu le contrôle de sa moto et a heurté un mur." "Pourquoi", demande le journaliste, "ce jeune motard a-t-il pris la fuite ? Les infractions constatées et le fait qu'il n'avait ni permis ni

assurance ne justifiaient pas une telle panique." La conclusion de ses proches : "Ils l'ont tué. On veut que justice soit faite." (Le Monde, 3 mai 1994.)

Face au risque de mort, on s'en remet à la chance et on s'affirme dans le risque. Il faut conclure que la présence de la police s'associe souvent pour les jeunes à un risque de mort. C'est la charge symbolique liée à cette représentation, dans un pays où le nombre de morts violentes causées par la police reste somme tout limité, qu'il faut interroger. La police française vit une crise de légitimité. Cela est moins le fait de ses conditions propres de fonctionnement, ou de ses choix techniques, que le reflet de l'illégitimité de l'ordre qu'elle représente. En ce sens, la crise de la police est bien révélatrice de son impuissance et des limites actuelles de sa mission. Tant qu'elle fera face à l'actuelle crise de la société, elle oscillera nécessairement entre l'incapacité à assurer l'ordre public et la perception de son action comme une action violente et capable d'entraîner la mort. Mais, par ailleurs, cette légitimité brisée a comme contrepartie un racisme et une violence policière réelles. Il ne s'agit pas d'un phénomène général, mais de la face sombre de l'action policière. De même que la mauvaise foi et le double langage des jeunes expriment la tension entre leurs choix stratégiques déviants, et leur désir d'une honorabilité impossible, comment fermer les yeux à la part de double langage et de mauvaise foi qui s'amplifient chez les policiers sur le terrain ? Réduire cet espace d'affrontements pervers n'est pas simple, sans aller au-delà de la crise - c'est-à-dire, sans changer le regard porté sur les enfants de l'immigration.

La police fait l'objet de deux accusations complémentaires. On l'accuse d'inefficacité, de laissez-faire dans le maintien de l'ordre, la soupçonnant de soutenir des intérêts politiques inavouables (déstabiliser tel maire, tel parti politique à la veille des élections). Mais on l'accuse aussi d'être violente, de s'engager dans des affrontements quasiment privés avec les jeunes des banlieues populaires, dès lors qu'elle ne se trouve plus sous l'oeil des médias. Dans notre groupe, le policier venu y débattre ne conteste pas qu'un gardien de la paix de son commissariat, surnommé Robocop, soit venu faire des doigts et des bras d'honneur aux adolescents rassemblés en bas de leur cage d'escalier, le soir même du décès en prison du frère de Rachid.

Le témoignage de Robert Marmoz (L'Événement du Jeudi, 21 au 28 avril 1994), présent lors de la vague de violences qui a eu lieu en avril, à Bron et Vaulx-en-Velin, est encore plus éloquent. " 'Depuis qu'il y a eu les morts dans la BMW, on voit des voitures de police arriver vers des groupes de jeunes. Ils nous font un grand sourire et ils nous montrent trois doigts en l'air avant de faire, avec le pouce en bas, le signe qu'ils ont été descendus.' Cette histoire, cela doit bien être la vingtième fois que je l'entends dans ces cités de Bron et de Vaulx-en-Velin. Ils décrivent aussi l'ambiance très particulière qui règne ici entre les jeunes et certains membres des forces de l'ordre, ces flics en jeans et baskets qu'ils appellent 'les lardus de la BAC' (brigade anti-criminalité)." Le journaliste raconte l'incident dont il a été témoin, lorsqu'il se promenait, vers 23 heures du soir, avec des jeunes dans les rues de Vaulx-en-Velin. "Nous cheminons sur le trottoir en discutant. Soudain, mes interlocuteurs se taisent. Une voiture arrive en face de nous, plein phares. Je sens une hésitation dans le groupe qui s'arrête, se resserre. Brusquement, la voiture accélère, elle traverse la rue, fonce vers nous et, au dernier moment, elle évite le trottoir en nous frôlant à toute vitesse. Le temps de me retourner, tremblant, je la vois griller le feu rouge, tourner à gauche. Les jeunes sont restés calmes. Ils expliquent : 'C'est une voiture de la BAC, mais ce qu'ils ont fait là, c'est juste une provocation pour jouer avec nous.' " Il poursuit : "Les autorités policières se demandent quel rôle provocateur pourraient jouer de

véritables gangs liés au trafic de la drogue. Tous s'accordent à dire que les incidents sont déclenchés par quelques dizaines de personnes seulement, pas forcément toutes 'jeunes'. Mais il suffirait qu'une voiture cherchant à intimider un groupe de jeunes ne réussisse pas in extremis à modifier sa trajectoire pour que l' 'incident' se transforme en émeute. Lundi, d'après nos vérifications, il apparaissait que l'immatriculation du véhicule ayant foncé sur les amis et les frères de Khaled correspondait à un numéro du ministère de l'intérieur."

Il serait néanmoins faux (y compris pour des raisons que nous avons déjà énoncées et qui renvoient à la crise de légitimité de la police et du pouvoir qu'elle représente) de réduire, dans ce conflit, la définition de l'adversaire à la seule institution policière. Au moment de l'émeute, le refus manifesté par les émeutiers de responsabiliser individuellement la jeune victime, pour une prise de risque se soldant par sa mort violente - incident à l'origine de l'émeute - reconvertit la signification de cette prise de risque, qui est réinterprétée comme déficit de protection. On est au coeur d'une problématique adolescente, avec une combinaison difficile et complexe entre demande de protection et d'autonomie, enjeu central dans la structuration du rapport du jeune au monde. En ce sens, il faut dire que la définition de l'acteur par lui-même en tant qu'un *jeune* appelle a contrario à une définition également générationnelle de son "opposant", "l'adulte". Ils l'énoncent ainsi. Il ne s'agit pas de "l'adulte" familial, mais d'un "adulte" institutionnel, défaillant dans sa capacité à favoriser le développement de l'autonomie personnelle, et d'assurer la protection sociale. Les jeunes émeutiers de notre étude de cas aimaient employer le mot d' "adultes vaccinés" pour désigner ceux, justement, auxquels ils pensaient pouvoir faire confiance, ceux qui n'étaient pas défailnants.

L'espace public

La distance et la désaffection par rapport à la politique sont a priori grandes. Natacha est inscrite sur les listes électorales, mais pas depuis longtemps, et seulement pour accéder à une demande de sa mère. La politique ne l'intéresse pas beaucoup. Chez Ali, on parle de la politique en Turquie. Il s'y intéresse personnellement. Le père de Serge est ouvrier. Est-il dans un syndicat? "Un syndicat?" La C.G.T., par exemple...ou... il ne sait pas ce que c'est, les syndicats? "Non..." C'est des organisations de travailleurs pour défendre leurs droits. Il n'est pas politisé, ton papa? "Avant, il faisait partie du parti communiste.... quand il y avait les anciens... Mais il y a longtemps de ça. Ma mère, elle continue. Chez moi, il y a des réunions. Et quand il faut voter, elle sait pour qui voter... Moi, déjà, je voterais pour les gens qui sont honnêtes envers les jeunes." "On va pas voter pour la droite, parce que sinon ils vont nous enterrer, ils vont virer tout le monde, quoi (*ses amis immigrés*). Si je vote, c'est pour le P.C., pour la gauche..." Il poursuit : "Moi, la politique, j'vous dis, moi j'aime pas trop la politique. Mais je suis bien obligé de voter. Le mec, je le connais même pas, si je vois qu'il est de la gauche, je vote pour lui. Si je vois qu'il est de la droite, je le connais pas, je voterai pas pour lui. Mais sinon, la politique, je m'en fous un peu."

Depuis octobre 1990, cependant, les émeutes ont créé autour d'elles un débat, une mobilisation nationale, de même qu'elles ont suscité des actions au niveau local. Leur répercussion a, certes, été inégale. Mais, d'une manière ou d'une autre, la violence a ouvert la voie à la constitution d'un champ de négociations politiques. Un peu partout, des ministres se sont déplacés, se joignant aux élus locaux pour s'interroger sur les causes de

ces phénomènes, et sur les solutions pertinentes à y apporter. Claude Evin, ministre des affaires sociales, s'est rendu à Vaulx-en-Velin en octobre 1990 ; Simone Weil s'est rendue à garges-lès-gonesse en mars 1994.

L'efficacité de ces interventions, surtout au niveau local, n'est pas dissociable de l'état des relations entre les élus et la population pauvre de leur commune, ainsi que de la plus ou moins grande hostilité dont peut être empreinte leur relation avec les jeunes. L'effective constitution d'un champ politique à l'issue de l'émeute n'est pas dissociable de la reconnaissance de l'événement tragique qui en a été l'origine, et de l'affirmation de son caractère inacceptable. Au départ, les jeunes défendent la pureté de leur révolte. Leur violence est sans paroles.¹²⁰ Ils peuvent refuser des tentatives de médiation.¹²¹ Mais la violence elle-même, en épuisant ses propres limites, fait réémerger des mécanismes de régulation et d'interlocution, surtout à travers la revendication du deuil. C'est alors que se peut se constituer une passerelle entre une communauté juvénile oniriquement fondée par la violence émeutière, et une société politique, dotée de la volonté nécessaire pour traiter, à travers des moyens politiques, les problèmes que l'émeute a posés. Evidemment, cette volonté ne se retrouve pas partout et elle était très certainement absente, autant chez les élus de gauche, que chez ceux de droite, dans le cas que nous avons étudié.

Parties prenantes de l'espace public où un champ de négociations politiques est susceptible d'émerger, les médias fixent l'importance de l'événement, au-delà de ses répercussions les plus localisées. Leur rapport aux émeutiers est cependant marqué par deux contradictions principales. Premièrement, le souci de ne pas se laisser identifier les amène très souvent à s'en prendre aux cameramen et aux photographes. Il y a, en second lieu, un problème d'image. L'effort de constitution, à travers l'émeute, d'une communauté imaginaire, d'un territoire ressoudé face au monde extérieur est souvent mis à mal par la presse, qui évoque des carrières délinquantes, qui "noircit" les morts ; ou qui donne une image négative de tout un quartier - le chômage, les plongées dans la drogue - au moment même où l'émeute et la violence s'efforcent d'inverser ce regard, à travers l'affirmation d'une identité collective positive.

Les journalistes, en l'absence d'interlocuteurs, sont obligés d'interpréter à chaud le déroulement des événements. Il se peut qu'ils en donnent des interprétations fausses. Le besoin de "faire de l'information" pousse les journalistes à produire des acteurs inexistants. On invente des leaders, là où justement il n'y en a pas ; on produit des discours pour combler l'absence de discours. Certains professionnels craignent d'être instrumentalisés par les émeutiers. Si une telle instrumentalisation existe, certes (certains diront : "une fois qu'on casse, on se fait écouter, ça apparaît dans les journaux... on parle de nous"), la nature même du soulèvement - une révolte sans leaders, une protestation dépourvue d'organisation - limite les possibilités d'utilisation systématique et instrumentale des médias par les

¹²⁰ A propos des événements d'octobre 1990 à Vaulx-en-Velin : "Les émeutiers de 1981 avaient un discours, souligne un éducateur. Ils voulaient être reconnus, sortir du ghetto. Ils étaient très violents, mais aussi très mûrs. Ceux d'aujourd'hui sont plus jeunes et ne parviennent pas à savoir ce qu'ils veulent." (L'Événement du Jeudi, 17 octobre 1990.)

¹²¹ Encore à propos des événements d'octobre 1990 à Vaulx-en-Velin : "On ne veut pas être récupéré par qui que ce soit. On est chez nous et on subit le racisme de la police. Les contrôles avec un pistolet sur la tempe." (Le Dauphiné Saône et Loire, 10 octobre 1990.)

émeutiers. La logique inverse, définie par leur *incapacité* à se servir des médias et à inventer activement un espace public prime dans l'émeute, avec sa vague de ressentiments contre des journalistes qu'un acteur fragile et balbutiant n'arrive pas à contrôler.

Vers une action revendicative organisée

La violence émeutière, en projetant les adolescents des banlieues populaires dans l'espace public, re-socialise leur révolte. Emerge alors, au milieu des plus grandes difficultés, une action revendicative, qui rend intelligible, à travers son explicitation dans des catégories discursives, le sens de l'émeute.

Le thème de la prise de parole, qui définit la plus ou moins grande capacité de l'acteur à être présent dans l'espace public, est souvent évoqué pour souligner la faible compétence discursive des jeunes, qui sous-tendrait chez eux à des formes d'expression violentes. L'existence de leaders capables de parler et de négocier est un premier aspect du problème. Ici, c'est Natacha qui a joué ce rôle. Elle a fait connaissance avec les garçons du quartier au moment de l'émeute. Même sans y prendre part directement, elle s'est identifiée à leur souffrance et a participé à leur deuil. Par la suite, elle a adhéré au mouvement. Lors de la visite d'un ministre à la ville, elle a parlé en leur nom. Les jeunes n'avaient pas été invités à cette rencontre. Trois d'entre eux ont pu s'y rendre, grâce à des médiateurs. Devant le ministre, Natacha a pris la parole. "Un vrai dialogue", nous a-t-elle expliqué après, "il n'y en a jamais eu, il n'y en aura jamais. Depuis quelque temps, il y en a eu. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu ce décès. Maintenant, si le ministre est venu, il ne faut pas se leurrer. C'est par rapport à ce décès. Même en tant que jeunes on se demande, on se dit, qu'est-ce qu'il faut qu'on fasse pour qu'on soit écouté ? On ne donne pas tellement aux jeunes l'occasion d'être écoutés. Bon, ils ont plus ou moins de problèmes, ils n'arrivent pas vraiment à s'exprimer... - si, ils s'expriment entre eux, mais c'est différent." "Quand ils vont chercher un boulot, ils n'arrivent pas à parler, ils n'arrivent pas à rédiger une lettre. On a des éducateurs, ils sont là pour nous aider. Ce n'est pas évident d'aller à la Mairie, et puis demander quelque chose. A la base, on sait déjà qu'on va être mal reçu." "Je me mets à la place d'un jeune qui n'arrive pas à s'exprimer, qui a du mal ; il se dit que (par la casse) il arrivera peut-être à se faire écouter. Mais on ne peut pas dire que ce soit une solution."

D'où vient cette incapacité à prendre la parole, à se faire écouter, cette incompétence discursive qui définit par certains côtés l'expérience des jeunes banlieusards ? Que signifie-t-elle ? Résulte-t-elle d'une simple incapacité d'accès à un code linguistique - ou de l'intériorisation de leur délégitimation systématique et de leur exclusion d'un champ politique, monopolisé par des partis en perte de vitesse et de sens ? Nous penchons plutôt pour la seconde hypothèse, pour deux raisons principales. La première est que l'émeute, dans le cas qui nous occupe, a libéré chez les jeunes un flot de paroles. D'un jour à l'autre, ces émeutiers se sont expérimentés en tant que sujets parlants. Associé au deuil, ce flot de paroles a fait naître l'idée de constituer une association de quartier. Elle devait s'appeler l'AOS - Association On S'écoute. La seconde raison est que, en entendant la société politique locale à propos de cette affaire - des élus de divers partis, des responsables de l'équipe municipale sortante, de même que des responsables de la nouvelle équipe, qui a pris ses fonctions après les élections, nous avons dû nous rendre à l'évidence de l'immense incompréhension et de l'immense mépris manifestés à leur égard et dont ils ne sont pas dupes. Ce mépris - déni de citoyenneté et refus de prise en compte de leur personne morale

(Lapeyronnie, 1992) - constitue un obstacle réel au dépassement des limites de l'expérience territoriale, qui est à l'origine de l'émeute, et à la consolidation d'un champ politique, dont les jeunes banlieusards puissent être parties prenantes.¹²²

Le champ politique qui se forme à l'issue de l'émeute est fragile. Les pouvoirs publics, les élus et les institutions se penchent sur la question juvénile, sans réellement en cerner l'enjeu ; et sans qu'un vrai dialogue soit engagé. Les jeunes sont accusés de privation de parole (à la limite de la pathologie), et intègrent très souvent une telle accusation, ce qui justifie le monopole de l'action *en faveur* des jeunes par ceux qui détiennent le pouvoir d'agir.¹²³

La mise en place de lieux de rencontre - (surtout d'un local) - spécifiquement destinés aux adolescents et qu'ils puissent gérer, est partout une revendication majeure. L'adolescence des jeunes banlieusards est vécue à la marge, sans qu'une place propre, même modeste, ne leur soit allouée. Elle est persécutée, ségréguée même par rapport à des espaces qu'elle volait autrefois aux adultes. Elle est confinée dans des halls et des cages d'escalier, honteuse, illégitime, méprisée.¹²⁴

Dans les débats qui ont été à l'origine du projet de création de l'Association On S'écoute, trois points principaux de revendication ont été soulevés : la mise en place d'une structure de soutien scolaire pour les plus jeunes, "avec beaucoup de stylos" - en lien avec un désir latent de réussite scolaire et d'intégration par le travail ; des activités de loisir pour tous ; et un local de rassemblement.

¹²² Des propos, tels ceux que nous avons entendus d'un haut responsable de l'équipe municipale sortante sont sans doute extrêmes dans leur formulation : "On a des jeunes qui relèvent de la psychiatrie. Ceux qui font partie des émeutes comme ça, ce n'est pas la partie saine, la partie normale de la jeunesse de la ville... On ne va pas revenir aux nazis, mais Goebbels savait très bien les manipuler, très bien les fabriquer... et d'autres viendront après lui." Mais ils donnent le ton d'une attitude générale de la société politique et de son interprétation de l'émeute. Chaque fois que ces jeunes s'adressaient à la mairie, ils étaient a priori certains d'être mal accueillis. En ce qui concerne la nouvelle équipe, elle n'a pas attendu les élections pour les sanctionner. Par le biais du Conseil Général, elle s'est attaquée au club de prévention. Quoique non mandaté pour le quartier, ce dernier y avait son siège et avait servi de lieu d'échanges au moment du décès de Paul. Accusé de s'être "détourné de ses missions", il a été contraint de déménager. Ce déménagement, qui a entraîné l'écclatement de l'équipe d'éducateurs, a créé une solution de continuité dans la prise en charge morale du deuil, et des personnes impliquées dans l'émeute. La raison politique s'est affirmée par le mépris des personnes.

¹²³ L'attribution généralisée de services sans consultation préalable ("On voulait une salle de boxe, on nous a donné une piste d'athlétisme"), référée par Lapeyronnie (1992), nous a été maintes fois reportée pour illustrer leur démonstration qu'on ne les écoute pas.

¹²⁴ Le Dauphiné Saône et Loire (1990) fait état des propos d'un élu: "Vaulx-en-Velin possède (...) un dispositif qui fait référence en matière d'équipements sportifs et socioculturels. Ceux-là (les jeunes de l'émeute) voudraient des locaux à eux, sans aucun contrôle ni encadrement. Pour jouer de l'argent au poker, fumer tranquillement des joints ou pire encore..." Dans un quartier de la ville où a eu lieu l'émeute qui fait l'objet de notre étude de cas, nous avons entendu de la directrice du centre social des propos très proches. Lors de la création du centre, nous a-t-elle dit, il y aurait eu une appropriation de l'espace par les jeunes. "Ils faisaient du sitting au fond d'une grande salle, où ils roulaient leurs joints. *On a mis une cloison et on les a virés* (souligné par nous). Evidemment ils disent que le centre social a été fait pour eux, mais ce n'est pas vrai. Il a été fait pour tout le monde." La délégitimation systématique des adolescents, dans leurs revendications d'autonomie, la faible capacité de négociation et de discussion des adultes en charge des équipements qui leur sont destinés, sont source d'actes de vandalisme et d'une violence qui, dans ce cas, est loin d'être "sans objet". Dans le centre en question, nous avons pu témoigner du nombre de vitres régulièrement brisées. Plusieurs fonctionnaires, nous a-t-on dit, et même une directrice, étaient partis, ne supportant pas des tensions qu'ils n'étaient pas capables de gérer.

L'action échouée

La recherche a permis de mettre en évidence la fragilité du champ politique issu de l'émeute : fragilité d'un groupe d'adolescents beaucoup trop éloignés de la politique pour être à même d'en braver efficacement les obstacles ; mépris et double langage d'élus et d'acteurs institutionnels, passifs face à la fragilité politique des jeunes et incapables de percevoir dans la consolidation de ce champ politique émergent une issue possible à la violence.

La rencontre avec la responsable des projets de quartier à la mairie¹²⁵

Nous en avons fait une première fois l'expérience, lors d'une rencontre avec la responsable à la Mairie des projets de quartier. Cette réunion a été dominée par un brouhaha incessant. L'interlocutrice, une jeune personne très gentille, se trouvait dans une position délicate. D'une certaine manière elle devait faire face, toute seule, à l'hostilité manifeste du groupe à l'égard des responsables municipaux, par qui ils estimaient avoir été trompés. Le secrétaire municipal à la jeunesse, qui avait d'abord répondu favorablement à notre invitation, n'était pas venu et n'avait même pas pris la peine de s'excuser.

Le climat était survolté. L'interlocutrice a commenté les rénovations qui avaient eu lieu dans d'autres quartiers, le contrat de ville et le travail des associations. Le groupe semblait décidé à l'empêcher de parler. Omar, élevant la voix au-dessus du chahut généralisé : "Ici, il n'y a pas de SMJ, c'est ça ce que je voulais dire..." Personne ne l'a écouté. Mme E. : "Je vais essayer d'être rapide, comme ça vous pourrez vite parler après..." Ali : "Non, prenez votre temps..." Mme E. : "Cette année, on a rencontré beaucoup d'associations qui font des projets d'aide au devoir... Si, par exemple, parmi vous il y a des gens qui ont le projet de faire ça, ils peuvent venir me voir, moi ou ma collègue. Voilà." Mohamed : "L'année dernière on a fait un projet..." Mme E. : "Oui, de quelle association ?" (Brouhaha.) Un chercheur : "Laissez Mohamed parler. Pourquoi ça n'a pas marché ?" Mohamed : "Parce que ça ne marche jamais ! Les projets de notre quartier, ça ne marche jamais. Ils ne sont jamais acceptés... On voulait faire une association, même la mère de Natacha voulait y être, rien de tout ça a pas marché..." Il rappelle le projet de départ en vacances de l'année précédente : "Attendez, Madame ! Il y a eu cinq projets. Il y en a quatre qui ont été pris, il n'y a que le nôtre qui n'a pas été pris". Madame E. se dérobe. Les départs en vacances, ce n'est pas son domaine. "Je ne pense pas qu'il y ait de complot particulier contre votre quartier..." Les jeunes, tous ensemble : "Si ! Si ! Si !"

La thèse du complot est ancrée dans le mode territorial de constitution de l'identité collective. Mais compte tenu de la particularité de la situation, et du mépris si souvent exprimé par les responsables politiques à leur égard, les chercheurs eux-mêmes n'ont pu s'empêcher d'être interpellés par cette possibilité. Les jeunes se savent en déficit de citoyenneté, ils savent que leur capacité d'influence est faible. Mohamed : "Ce qui se passe dans le quartier, c'est que les jeunes n'ont pas leur carte d'électeurs, ça s'arrête là. Les jeunes d'ici n'ont pas la nationalité française." Mme E. : "Vous voulez dire qu'on ne fait rien pour vous, parce que... C'est votre point de vue." Mohamed : "Ce n'est pas notre point de vue.

¹²⁵ Etaient présents: Ali, Christophe, Rachid, Omar, Akim, Yacine, Mohamed, Pierre, Akhan. Au milieu de la réunion, Pierre et Christophe sont volontairement partis. Ils ont essayé d'amener Mohamed avec eux, mais ce dernier a voulu rester.

C'est ça." Akim : "Quand les élections arrivent, je reçois une invitation du Maire, et si je le vois dans la rue, il me dit bonjour, parce que j'ai une carte d'électeur." Mohamed : "C'est comme ça dans cette ville. Si t'as pas la nationalité française, si t'as pas ta carte d'électeur, tant pis pour toi, ils t'oublient..." Mohamed est prêt à reconnaître qu'ils avaient réellement abandonné, l'année précédente, leur projet d'association. Ils n'avaient pas fait le nécessaire. Et il ajoute, avec une pointe de regret. "L'an dernier, on n'était pas très sérieux. Mais on nous a promis tellement de choses..."

La distance à la politique suscite la méfiance à l'égard des partis. Ali : "On ne peut pas faire l'association, parce qu'on ne veut pas voir les choses du point de vue de la Mairie". L'inexpérience rend pénible et difficile toute démarche en matière d'organisation. Mme E : "Mais il y a des tas d'associations qui déposent des projets dans le cadre du contrat de ville, et qui ne sont pas du tout de la même couleur politique que la Mairie..." Ali : "Toutes les associations ont une étiquette politique." Mme E : "Non..." Ali : "C'est ce que j'ai entendu..." La crainte d'être manipulé pousse au repli sur soi. Ali : "Je voulais monter l'association avec la mère de Natacha. La première personne qui est venue me voir, du P.S., je ne dis pas le nom : 'on est prêt à vous aider...' Je lui ai dit : 'pourquoi? Il y a une élection qui approche, c'est pour ça que vous voulez nous aider ? Moi, je ne veux pas avoir d'image politique dessus, c'est tout.'¹²⁶ Quand j'ai dit ça, il m'a regardé de travers d'un regard qui voulait tout dire : 'si tu montes l'association, tu vas avoir des bâtons dans les roues'..."

Mme E. leur propose d'aller la voir en mairie. Elle pourrait leur montrer plusieurs dossiers d'associations. Ils se rendraient compte de leur variété et de leur diversité. "Sur votre quartier, on aimerait bien avoir des projets d'associations..." Ali, manifestant encore une fois leur sentiment d'exclusion : "La seule association qu'on a eue dans notre quartier, ce n'était même pas pour nous..." (il se réfère au club de prévention, qui avait eu son local dans la cité, tout en étant mandaté pour un autre quartier). Mohamed rappelle les promesses non tenues : "Toute manière, ils nous ont dit qu'ils allaient construire un parc, ils n'ont rien construit. Il y a un espace, il est vide." Mme E. indique que, là encore, ce n'est pas son domaine : "Je suis un peu embêtée..." Mohamed : "Attendez, Madame. Ils ont dit qu'ils allaient construire un local. Ils l'ont affirmé!" Mme E. : "J'ai entendu parler de ce projet, et il me semble que c'était fait en liaison avec votre association...Je sais que ça n'a pas abouti, alors certainement parce qu'il y a dû avoir divergence de point de vue. Je suppose." Elle reprend après une courte réflexion : "En fait, vous avez le sentiment d'être rejetés. Vous avez un sentiment d'abandon, quoi ?" Akim : "Pas qu'on est rejeté. Je vais vous dire, c'est quoi : on nous prend pour des cons !" Mme E. : Beaucoup de jeunes le disent dans d'autres quartiers (brouhaha) ... ce sentiment d'être abandonnés..." Mohamed : "Moi, je ne suis pas abandonné, Madame." (*Ce déplacement auquel l'invitée procède, d'un reproche politique vers la qualification d'un état d'esprit qui leur serait propre est mal accueilli.*) Ali (ironique et faisant allusion à l'émeute) : "...ça nous rend agressifs..."

Le groupe proteste face à l'idée que la situation dans les autres quartiers soit la même que dans le leur. Ali : "Pour jouer au ping pong, il faut aller dans un autre quartier..." Mohamed : "Nous, ici, on est obligé d'aider les petits à faire leurs devoirs dans les

¹²⁶ Anne Muxel (1994), qui a observé pendant plusieurs années les variations au niveau de l'implication politique d'une cohorte de jeunes, suggère que ce désir de se maintenir à l'écart des étiquettes constituerait un phénomène assez général.

escaliers." Ali, retrouvant des éléments d'un discours passe-partout, fait réagir positivement l'interlocutrice. "Nous, ce qu'on veut, c'est éviter les seringues dans les escaliers, dans les bâtiments à galérer. Je préfère qu'ils galèrent dans la petite salle qu'on aura." Nous sommes au degré zéro de la revendication. L'aspiration du groupe, nous l'avons dit, est d'avoir un local destiné aux jeunes, qu'ils puissent gérer de manière relativement autonome. Akim : "L'année dernière c'était la coupe du monde. Dans tous les autres quartiers, ils avaient un télé grand écran. Entre copains, ils regardaient les matchs. Nous, jamais, on n'a pu regarder un match de foot tous ensemble. On n'a pas de local, on est obligé d'aller dans les caves." Il poursuit son raisonnement : "Au niveau de la Mairie, il y a une chose qu'ils ne comprennent pas: c'est que chaque quartier, c'est comme si c'était une ville..." Mais avoir un local, explique Mme E., n'est pas simple : "La Mairie ne peut pas donner, comme ça, n'importe quoi à n'importe qui. On vit dans un état de droit..." L'incompréhension est totale. Ali rappelle les promesses faites par la Mairie au moment des émeutes, et non tenues par la suite : "Je vais prendre un exemple. Pendant les émeutes - c'est des jeunes de chez nous qu'on a fait les émeutes, c'était pour le corps du petit qui était là. D'accord. Pendant les émeutes, tout le monde nous a promis tout. Le Maire, il est sorti lui-même, en nous disant : 'vous aurez tout ce que vous voulez, sur le quartier'... Après les émeutes, on n'a plus rien vu. Même pas un conseiller...A la fin des émeutes, quand tout s'est calmé, le Maire s'est retiré..." Mme E. : Mais il faut voir aussi, malheureusement..." Voix d'Ali, en arrière plan : "On va refaire des émeutes..."

Rencontre avec Mme N., élue municipale

Cette troisième rencontre a été, autant pour les chercheurs que pour les jeunes, la plus impressionnante. Le fait d'avoir amené débattre avec eux, dans leur quartier, la personne qui allait, quelques jours plus tard, devenir maire de leur ville, a accru sensiblement notre prestige auprès du groupe. La rencontre a été difficile. Nous avons pu témoigner, lors des séances précédentes, de leur capacité de résistance, d'abord devant une conseillère principale d'éducation du collège ; ou devant une technicienne de la Mairie. Une production discursive, même limitée, et surtout le chahut, que les deux invitées avaient dû affronter, leur avaient permis d'exprimer cette résistance. Devant le futur Maire de la ville, exception faite à une petite tentative de Pierre, vite remis à sa place, aucune résistance ne s'est manifestée : même les plus durs ont tenu jusqu'au bout, en s'abstenant de chahuter. Leur attitude sage devant Mme N. a été à la mesure des espoirs qu'ils déposaient en elle - l'espoir qu'un changement de majorité puisse se traduire par un changement dans leur propre situation.

Lorsque l'élue est arrivée, avec toute son équipe, ils l'attendaient déjà. Ils étaient venus très nombreux. Avant qu'elle ne rentre, ils se sont vite regroupés au fond de la salle. Après un court silence, pendant lequel les deux parties se sont regardé, Mme N. a pris l'initiative de proposer un tour de table, pour qu'on se présente. Invités à sortir de leur attitude de repli, les jeunes ont réagi positivement à l'effort de prise de parole très individualisée qui leur était proposé - mais sans enthousiasme, et non sans difficultés. Mme N., maîtresse de la situation, adressait un petit commentaire ou un conseil à chacun. Son propre tour arrivé, elle a décliné ses responsabilités au Conseil régional, au Conseil général et au Conseil municipal, mais sans indiquer sa condition de candidate aux élections.

Les présentations étant faites, elle a déclaré le débat lancé. Rachid a invité Natacha à prendre la parole. Depuis les émeutes, elle avait toujours été leur porte-parole dans les

situations difficiles. Natacha : "Bon, je vais parler un petit peu pour tout le quartier. Suite à ce que s'était passé l'année dernière, à savoir, les émeutes - on ne va pas trop revenir là-dessus, parce que tout le monde est au courant - nous, en tant que jeunes, on avait essayé de faire des rencontres et des débats entre nous, afin de créer une association. Et on s'est heurté à quelques problèmes, ce qui nous a valu qu'on a laissé tomber. Cette année on a fait des rencontres justement pour parler du quartier...La préoccupation principale, c'est déjà pour les plus petits, parce qu'on constate qu'ils ne font rien de leur journée... Donc, on voulait amener à faire quelque chose pour ce quartier... qu'il y ait une certaine solidarité, déjà, au niveau des adultes...On aimerait faire quelque chose et on ne sait pas trop, ni comment s'y prendre, ni avec quels moyens..." Mme N. : "Je crois que, si une association doit faire quelque chose, il faut qu'elle ait un local et un soutien financier, mais cette dotation ne doit pas être conditionnée par la mainmise de qui que ce soit."

Du côté du groupe il y a des attentes précises à l'égard de la Mairie. Natacha veut bien faire de l'aide aux devoirs, mais elle en a assez d'en faire bénévolement, elle veut être professionnalisée. Mme N. sent bien la revendication et le dangereux espoir qu'on porte sur sa personne. Elle insiste sur un autre registre : " Moi, ça fait des années que je me bats et que je dis aux associations : 'soyez indépendants...' Je n'arrête pas de leur dire. Il n'y a que comme ça que vous pourrez vous exprimer, il n'y a que comme ça que vous pourrez être reconnus par la population, sachant que tout le monde ne partage pas les idées du Maire, quel que soit le maire en place... Je crois que tout ne passe pas par la Mairie..." Akim (*pour montrer qu'ils ne sont pas complètement dupes*) : "La Mairie passe... où ça l'intéresse." Mme N. : "Comment ?" Ali : "Où ils trouvent leur intérêt..." Mme N. : "S'il y a un intérêt, oui... En tout cas, moi, je vais vous dire... Je crois que les jeunes, il faut vous prendre en main, je le dis clairement. Quel que soit le Maire en place à l'issue des élections, je dis que vous devez montrer que vous êtes capables de monter des projets..."

Natacha objecte qu'ils sont perdus, depuis le départ du club de prévention (*mandaté pour deux autres quartiers*), qui les avait aidés au moment de l'émeute de l'année précédente. Mme N. (*forte de sa conviction*) : "Alors vous savez, je suis contente et triste à la fois de ce que vous dites. Parce que, vous voyez, aujourd'hui, en disant cela, vous reconnaissez que la structure qui est partie d'ici, qui n'avait pas effectivement à être là, c'est quand même une structure entièrement payée par le Conseil général... Alors, c'est quand même assez affligeant de dire que, en fait, pour le moment, c'est le Conseil général qui, au travers du club de prévention, avait quelque part donné à la ville...Je crois qu'on pourrait mettre sur ce quartier, peut-être pas des éducateurs spécialisés, mais en tout cas des animateurs, et des animateurs, on sait très bien qu'il y en a pas mal... alors, je crois que de ce côté là, très honnêtement, il y a tout à revoir." Natacha : "Tout est à refaire là-dessus, parce que si c'est pour mettre des animateurs-décor, c'est pas la peine non plus."

Akim prend la parole, visiblement ému. "Moi, j'ai quelque chose à dire - c'est qu'on nous a donné que des promesses..." Mme N. : "Comment?..." Akim : "Par exemple, je ne sais pas, moi. S'il y a des promesses à faire, ou quoi que ce soit, on préfère ne pas les entendre. Parce que ça fait des années qu'on entend des promesses." Mme N. : "Moi, je ne suis pas venue pour faire des promesses, c'est clair..." Akim : "Avec les promesses qu'ils nous ont faites, l'association n'avait plus besoin du Maire. Ils nous proposaient des locaux, ils proposaient des animateurs, et nous, on faisait du bénévolat - c'est à dire, le bénévolat on le faisait, en attendant d'être remplacés. On a fait un projet pour l'été, on avait un projet avec les jeunes pour découvrir un endroit. Il y a eu cinq projets, quatre ont été acceptés, un

a été refusé - le nôtre. En hiver, on a fait un projet ski. Il y en a trois qui ont été déposés, deux qui ont été acceptés, un qui a été refusé : le nôtre. Ce quartier, c'est des ringards." Mme N. : "Sans vouloir allonger la rancoeur - je peux me tromper. Mais ces dossiers là, ils auraient dû passer devant la commission qui instruit les dossiers Opération Prévention Été et, très honnêtement, je peux vous dire que je les regarde. Je ne vous y ai jamais vu figurer. On peut dire qu'ils ne sont même pas partis d'où vous les avez déposés." L'élue les a invités à reprendre leur projet d'association. Elle se souvenait, l'année précédente, leur proposition de création d'une association avait été soumise au Conseil municipal. Le Conseil a considéré deux projets, les deux avaient été acceptés. L'autre association avait été créée, la leur était tombée à l'eau. Les jeunes se défendent : "Ils sont venus nous voir, on a été convoqué, il y a des gens de la mairie qui ont dit qu'il n'y avait pas de problème, on va mettre les locaux là et il y aura Monsieur B. qui sera dedans...Alors j'ai dit non." Natacha : "Ils n'avaient plus besoin de nous..."

Divers intérêts se mélangent dans cette discussion. Natacha aspirait à trouver un emploi dans son quartier, pour faire de l'aide aux devoirs avec des enfants qui lui étaient proches. Pour les jeunes, la grande aspiration c'était d'avoir un local, où ils puissent se réunir, été comme hiver, sans être confinés dans les halls des cages d'escalier. Mais chez tous prime la distance par rapport à la politique, l'absence de maîtrise des codes et la peur de se faire manipuler. Natacha : "En fin de compte, on est mal informé. Je ne sais pas comment vous dire, c'est vrai que - déjà on est en retrait..." Mme N. Les pousse : "Vous devriez demain matin très tôt vous mettre au travail et la semaine prochaine aller... puisque pratiquement tout est prêt. Allez déposer vos statuts. Je vous assure que rien que ça, ça va vous faire repartir... Et vous aurez des crédits de la ville, sans passer forcément par la Mairie. Vous aurez droit aux crédits du FAS pour l'alphabétisation, à des crédits du Conseil général pour le soutien scolaire - puisque de toute manière c'est des choses qu'on soutient. Alors, de grâce, il n'y a pas que la Mairie qui doit vraiment vous bloquer dans vos projets. Vous êtes jeunes, il faut vous prendre en main, il faut y aller." Au cas où ils monteraient leur association, elle s'engageait à appuyer auprès du bailleur la demande d'un local. "Dans cette commune, je m'aperçois que l'enveloppe globale des subventions est énorme, elle est colossale, mais par contre il y a peu de gens qui la touchent, et c'est totalement injuste." Akim : "Et puis, nous, on n'est jamais au courant." Ali : "Eux, ils sont au courant, mais nous, au niveau jeunes, on ne sait jamais rien."

Ali évoque le projet de la RATP de création de postes d'agents d'ambiance dans les bus, projet auquel la commune voisine avait adhéré. Selon Mme N., le maire sortant avait refusé son adhésion non seulement à ce projet de création d'emplois, mais à bien d'autres encore. Ali : "Et son projet, c'est quoi ? C'est d'enterrer les jeunes ?" La critique à l'encontre de la tendance sortante rend la politique plus intelligible, et pour un moment permet de croire à ce qui est dit. Akim : "Je voulais vous demander...Quand le Ministre est venu, l'année dernière, la Mairie a eu des subventions ?" Mme N. : "Oui. Et elle dit que non. C'était l'application du contrat de ville..." Akim : "Et le ministre est bien... en particulier, quand on lui a posé la question - ne vous inquiétez pas, il y aura ci, il y aura ça..." On abonde, encore une fois, de critiques à l'égard du Maire sortant. Mme N. prend congé : "Passez à la sous-préfecture la semaine prochaine déposer vos statuts. Ce sera votre première étape. Je vous souhaite bon courage, en attendant. Si dans quelque temps vous me dites simplement, c'est fait, ça y est, on a déposé les statuts, je vous dirai bravo." Le groupe, en chœur : "Merci."

Après le départ de l'invitée, Ali a dit, en exprimant le sentiment de tous et la seule signification palpable de cette rencontre, perçue par eux comme une forme de reconnaissance : "Franchement, j'ai été content parce qu'elle s'est déplacée. Je vais vous dire, j'y croyais pas..." Mais Omar, son frère, a dit, méfiant, entre dents : "Elle est raciste, cette femme."

Retour sur les deux discussions précédentes, lors d'une séance fermée

Le rapport à la politique a été le thème le plus fort de cette discussion. La méfiance à l'égard des responsables politiques s'est explicitée, alors que, au cours des discussions précédentes, elle était apparue de manière brute, sous la forme d'un refus (par le chahut), ou d'une acceptation (par le silence). Mme E., la technicienne de la Mairie, avait été perçue comme "pas sérieuse" : "On lui posait des questions, elle disait 'je ne sais pas' ". Mme N., au contraire, avait été perçue comme quelqu'un de sérieux. Omar n'en a pas été, malgré tout, complètement convaincu : "C'est bien beau de parler, combien de fois on nous a fait ça..." Dans la foulée, une conscience revendicative s'exprime. On critique la Mairie, peu efficace en ce qui concerne l'organisation des loisirs des jeunes : alors qu' "il y a plein de coins en France qu'on ne connaît même pas", on vous propose des voyages en Espagne, trop chers et inaccessibles à la plupart d'entre eux.

Cette conscience revendicative a une portée territoriale. "Nous, on veut un truc dans notre cité... Il y en a beaucoup qui se sont déplacés pour nous, on n'a jamais rien vu, tandis que dans toutes les cités on voit quelque chose pour les jeunes." La demande d'un local est précise: "Après l'école, quand on a fini nos devoirs, on vient dedans, on fait du ping pong pour passer l'heure. Mais là, on vient de l'école. Qu'est-ce qu'on fait ? On est dans les halls..." Alex rappelle qu'une fois ils avaient demandé la reconversion du terrain de basket en terrain de foot. "On avait demandé des buts. Il fallait au moins cent signatures. On a fait les cent signatures, ça fait au moins six mois qu'on attend. Ils se foutent de nous." Le décalage entre des demandes finalement très simples, et l'offre politique est étonnant. Ils sont en dessous de la citoyenneté, ils n'ont aucune représentativité.

L'impossible constitution d'un acteur politique

Notre premier week-end de travail s'est terminé par une discussion sur la politique. Les chercheurs évoquent les conséquences presque inattendues de la violence émeutière. "Vous avez été projetés dans un monde qui était jusque-là assez lointain pour vous, le monde de la politique - le monde des gens comme..." Le nom des élus municipaux et des responsables nationaux auxquels ils avaient eu affaire au moment de l'émeute est énoncé. Vous avez eu alors envie d'obliger ces gens-là à faire quelque chose pour vous. C'est là peut-être que vous avez pris conscience que vous aviez une certaine importance, que les gens pouvaient vous regarder autrement. Et il y a eu le désir de s'organiser en association..."

Yacine : Franchement... Vous croyez qu'ils pensent à nous, les élus ?

Le chercheur : Ils ont pensé à vous à un certain moment, quand même...

Yacine : Ils pensent qu'à leur gueule...

Le chercheur : Mais est-ce qu'à un moment donné t'as pas eu quand même le sentiment qu'ils pouvaient penser à vous ?

Yacine : C'est normal, des promesses...

Le chercheur : Mais à un moment donné, tu as pensé que c'était possible quand même...

Rachid : Bah, oui. A quoi ça sert ? On s'est ramassé quatre crans pendant trois ans.

Le chercheur : Mais tu es bien d'accord sur ce qu'a dit Mohamed, que vous n'avez pas fait le nécessaire. Il disait : 'au niveau de l'association, on n'a pas fait le nécessaire'. Il avait l'air de reconnaître que l'action était bloquée, de votre côté. Et d'un autre côté, il était déçu, parce qu'il y a eu des promesses qui n'ont pas été tenues.

Rachid (*il s'accroche à la seconde explication*) : Les promesses n'ont jamais été tenues, jamais !

Le chercheur : Mais, est-ce que vous avez fait le nécessaire ?

Rachid (*de mauvaise foi*) : Bien sûr, on a fait le nécessaire...

Anaïs : Non, pas vraiment. Non. (*Anaïs n'avait pas fait partie du groupe de l'association.*)

Rachid : C'est normal. T'as jamais été aux réunions, comment tu peux savoir ?

Anaïs (*expliquant le sens général de ce dont on était en train de discuter*) : Il y en a qui ont fait le nécessaire, et il y en a qui ne l'ont pas fait. C'est en voyant ceux qui ont fait le nécessaire, et qui n'aboutissent à rien, ceux qui ne font pas le nécessaire, ils se disent dans leur tête, ça ne sert à rien...

Rachid (*en essayant de boucler la discussion*) : Vas-y ! Pourquoi on se prend la tête ? Dans trois ans on va être majeur et on va travailler.

Un autre chercheur : Mais tes petits frères, Rachid ? Il y a des gens dans le quartier qui auront treize, quatorze ans après toi, et qui auront peut-être envie d'un local ou quelque chose comme ça...

Rachid : Ils auront l'école, c'est mieux.

Eve : Ils feront comme nous. Ils vont faire des trucs à la Mairie, la Mairie va les rotca (*carotte, arnaquer*), c'est tout.

Le premier chercheur : Donc, je peux conclure, d'après ce que vous dites - si je vous comprends bien - c'est que vous aimeriez bien qu'on vous prenne en charge, qu'on fasse des choses pour vous. Mais si c'est trop compliqué, vous, de votre côté, vous ne voulez pas bouger. On préfère en rester là, et puis ne rien faire.

Omar : C'est pas que c'est trop compliqué. Même quand on fait beaucoup de choses, avec cette Mairie, on n'a rien à voir, avec cette Mairie, on n'a rien.¹²⁷ Ils ne donnent rien du tout.

Rachid : Au lieu de donner, ils ferment les SMJ, c'est super.

Eve : Ils enlèvent tout.

Anaïs : Tout est fermé. Ils ont arrêté toutes les activités...

Qu'est-ce qu'on peut faire ? On n'a rien.

Omar : Rien du tout, que la galère...

Rachid (*il conclut, indigné*) : C'est pas cool, des crampes comme ça, pendant deux piges. Faudrait pas nous prendre pour des poires !

La galère dans le coeur

Dans leur version française actuelle, les émeutes constituent une protestation fondamentale menée par des jeunes, mais qui n'est ni politique, ni sociale, au départ. C'est sa dynamique même qui projette, à leur insu, les jeunes émeutiers dans l'espace public - ce n'est qu'après qu'il y a à leur égard injonction à se comporter comme des acteurs politiques. L'émeute induit une expérience d'apprentissage et d'entrée dans la sphère politique, mais n'est pas en elle-même suffisante pour assurer une reconstruction du champ politique.

L'échec de cette reconstruction est aussi celui d'une citoyenneté juvénile retrouvée, et il aboutit au renouvellement de la territorialisation, de façon peut-être plus amère et privée de son punch primitif. Le groupe fonctionne comme dernière retraite, comme dernière barrière de protection contre l'angoisse suscitée par un monde menaçant. C'est le sens de cette sociabilité juvénile, distincte d'autres que la sociologie de la jeunesse a pu décrire, à partir d'expériences observées ailleurs, y compris en France. Elle ne s'inscrit pas dans un effort d'appropriation de l'espace urbain, défini par la mobilité et la déségrégation volontaire, comme le phénomène du tag (Kokoreff, 1990 ; Vulbeau, 1992). Elle est aussi au plus loin de l'éphémère phénomène (médiatique) des bandes, du début des années 1990. Saisi à l'époque par des journalistes (Giudicelli, 1991) et amplifié par la presse, il n'a pas survécu à ses premières apparitions. On a aussi souvent parlé d'une évolution à l'américaine, où des identités ethniques se mêlèrent à des identités locales.

Une telle évolution, pour l'instant en tout cas, ne semble pas se confirmer. On est davantage surpris de la faible capacité de mobilisation du thème identitaire dans les banlieues populaires, alors que réinventer une identité culturelle positive pourrait être un élément crucial de reconstitution symbolique d'un espace de citoyenneté. Aussi, il y a là un des éléments distinctifs entre l'expérience américaine - où la logique territoriale et la logique ethnique se rejoignent - et l'expérience française. En France, le territoire est en général un espace indifférencié, du point de vue ethnique. L'ethnicité ne définit ni le champ des affinités électives, ni celui de la sociabilité. En revanche, il faut reconnaître l'influence diffuse aujourd'hui exercée par l'islam sur l'ensemble du monde juvénile, plus dans le sens d'un syncrétisme culturel que d'une adhésion religieuse véritable. Par ailleurs, le thème

¹²⁷ Au moment où nous nous réunissons, il ne s'agit plus de la même équipe municipale. Mais il n'y a pas de solution de continuité au niveau des critiques à l'adresse de la nouvelle équipe dirigeante en place : c'est les mêmes qu'ils adressaient à l'équipe sortante.

semble neutralisé par le poids du vécu subjectif du racisme, qui touche indistinctement les jeunes.

Mais l'expérience américaine des gangs, et la territorialisation dans les banlieues françaises se distinguent aussi par le fait que le regroupement territorial est un espace éminemment défensif. Il calme l'angoisse de ses membres face à une individuation, à la fois désirée et perçue comme impossible. Il n'est pas, comme les gangs américains décrits par Jankowski (1991) un espace de mobilisation de ressources, à caractère instrumental et offensif. D'où l'omniprésence en France du thème de la *petite* délinquance juvénile, séparé et distinct par sa nature de quelque forme que soit de crime organisé - alors que, dans l'univers américain, cette distinction aujourd'hui est bien plus difficile.

Cette fonction défensive du groupe des pairs apparaît très clairement dans le chahut. C'est une technique qui remplit plusieurs fonctions. Elle a été employée tout au long de la recherche, lors des séances de discussion collective - car, bien entendu, le chahut est une expérience groupale. Il est absent des entretiens individuels, où les sujets s'expriment en toute normalité, et avec une étonnante compétence linguistique. Il a servi à constituer un principe d'opposition (face à l'invité présent) et à compenser un déséquilibre de la capacité d'argumentation. Il permet de résister à une emprise extérieure. Mais il a une seconde fonction, peut-être encore plus importante, liée à la nature du groupe, du point de vue des barrières qu'il oppose à l'engagement de ses membres dans des logiques d'individuation. Le groupe crée une sous-culture du retrait (Dubet, 1991).

La logique qui régit leurs relations réciproques est, comme vis-à-vis du monde extérieur, celle d'une civilité inversée. On n'est pas seulement "méchant" à l'égard du monde extérieur ; on est très méchant à l'égard de ses propres camarades, qu'on vanne sans pitié. C'est dans le groupe qu'on fait ses griffes, qu'on teste son agressivité. Aussi le chahut rend impossible, dans le groupe, la prise individuelle de parole. Voici quelques scènes de notre discussion. Les chercheurs invitent le groupe rassemblé à s'exprimer individuellement (tour de table, chacun attend pour prendre la parole) en explicitant les raisons pour lesquelles ils s'empêchent mutuellement de parler, et d'être entendus. Tout le monde parle en même temps. Un chercheur trouve une brèche : " J'ai l'impression que la discussion, telle qu'on vous la propose, n'est pas un moyen d'échange valable... Hakan a dit tout à l'heure - quand on vit en banlieue, il faut pouvoir se défendre, il faut pouvoir se battre... (*Lorsqu'il parle, il y a du silence.*) Mais je n'ai pas l'impression que parler, échanger des idées, c'est quelque chose d'important pour vous..."

Hakan (*il est prêt à réagir*) : Pourtant, depuis tout à l'heure, on ne fait que parler. Comment, ce n'est pas important ? Vous nous connaissez comme ça, vous ne nous voyez qu'un week-end. Vous ne nous voyez pas dans notre cité. On parle, on parle, on ne fait que de parler.

Le chercheur : Peut-être. Mais là, par exemple, on essaye de parler avec vous, on a du mal.

Hakan : On se vanne...

Le chercheur : Voilà. Vous vous vannez tout le temps, mais je n'ai pas l'impression que vous vous parlez, dans le sens de réfléchir ensemble... En plus, j'ai l'impression que vous avez beaucoup d'idées différentes, les uns et les autres, mais évidemment, comme vous ne

parlez pas, ces différences n'apparaissent pas. Donc, on peut avoir l'impression que vous pensez tous la même chose - alors qu'en fait vous ne raisonnez pas du tout de la même manière. *(L'écoute persiste.)* Tout à l'heure on en parlait, à propos de la question de la nationalité. Certains ne sont pas venus. Mais ceux qui étaient là, ils donnaient l'impression de penser des choses très différentes là-dessus...

(Des discussions parallèles commencent...) Plusieurs *(s'adressant à Hakan)* : T'étais pas là...

Hakan : Voilà : des gens comme ça *(il se réfère à Yacine)*, j'étais en train de parler avec vous, il ramène sa gueule, c'est vrai qu'ils ont pas à vous parler. Je vous dis franchement.

Le chercheur : Pourquoi tu dis ça ?

Hakan : Parce que ! Il n'a pas à ouvrir sa gueule, je parlais avec vous...

(Yacine se moque de lui. Ce qui est en jeu dans cette scène, c'est la réduction du rôle de leader que, par la prise de parole continue, Hakan était en train de jouer au sein du groupe.)

Le chercheur *(il insiste)* : Tu vois, c'est la vanne qui empêche de parler. On avait beaucoup de mal à parler, tout à l'heure. C'était difficile, alors qu'il y avait beaucoup de choses importantes à dire....

Hakan *(à propos de Yacine, et toujours dans la même attitude belliqueuse)* : Seulement, il parle pas...

Le chercheur *(défendant Yacine)* : Si, si, il parle beaucoup.

Yacine *(en se défendant aussi et faisant référence à la séance précédente)* : Franchement, quand on était là...

Hakan : Tu parlais de quoi ? Tu parlais de quoi ?

Yacine : On n'arrêtait pas de parler...

(Géraldine demande de quoi on parle.)

Le chercheur : On se demande pourquoi on a tellement de mal à parler.

Claudia : On veut pas en parler, justement.

Hakan : Peut-être qu'ils ont honte...*(il s'exclut volontairement de l'ensemble de personnes auxquelles il fait référence)*

Le chercheur : Je ne pense pas que c'est un problème de honte, parce que, quand on voit chacun à part, tous parlent. Personne n'a honte, à ce moment-là.

Hakan *(il se laisse prendre au jeu)* : Vous savez, à mon avis c'est quoi : c'est quand quelqu'un parle, l'autre se fout de sa gueule, à mon avis c'est ça. Y a pas autre chose.

Le chercheur : Mais pourquoi, alors ?

Plusieurs : J'sais pas moi...j'veux pas comprendre pourquoi, moi...

(Un autre chercheur propose qu'on fasse un tour de table sur ce sujet.)

Le premier chercheur : Voilà. On fait un tour de table. La question est : pourquoi vous n'êtes pas capables de parler en groupe, alors que vous êtes parfaitement capables de parler en tête à tête ?

Plusieurs hypothèses sont formulées.

Serge : Parce qu'on n'a pas l'habitude.

Yacine : Personnellement, moi j'ai pas de mal. Si on me pose des questions, je peux parler, ça me dérange pas. Le problème c'est les autres.

Ali : Je parle mieux quand je suis tout seul, parce que personne m'emmerde. Personne n'arrête de parler en même temps que moi. L'autre - je dis un truc, par exemple, il commence à vanner... (*Il le dit dans un ton de reproche.*)

Hakan (*à propos d'Ali*) : Je ne veux pas me baser sur lui, mais seul, c'est mieux. Voilà. Parce qu'il y a personne qui rigole, personne te dit ouais ! C'est quoi, ça ?

Ali (*conforté par les paroles d'Hakan*) : L'autre ne va pas jouer avec l'autre, ne va pas s'amuser avec l'autre. On peut parler en groupe - mais *si* personne fait ça !

Hakan : Si personne n'ouvre sa bouche.

Un chercheur : Tout à fait, oui. Mais pourquoi *vous*, vous ne pouvez pas faire ça ?

Rachid : Voilà - Omar, il va parler.

Omar : Cela sert à rien de parler, on va me couper la parole...

Un chercheur : D'accord. Mais qui coupe la parole ?

Omar : Ceux qui vannent, qui rigolent, c'est tout ça... Parce qu'il y en a qui veulent parler; y en a qui foutent le bordel, ils veulent s'amuser. Moi, c'est ça. Si je veux parler, je veux bien parler avec eux. S'ils foutent le bordel...

Le chercheur : Pourtant, ceux qui veulent parler et ceux qui foutent le bordel, c'est les mêmes.

Omar : Non. Quand je veux parler, moi je ne peux pas parler. Tout le monde fout le bordel...Il veut pas se prendre la tête à parler. Moi, j'veux parler, il vient, il rigole. Moi, je parle pas.

Ali : Par exemple, on va dire un mauvais truc, il va tout de suite rigoler, ça va foutre la honte, après il n'aura plus envie de parler.

Eve formule une autre hypothèse. Si, par exemple, on se retrouve en groupe, et qu'il y a un sujet qui nous plaît - obligé qu'on va parler. Si le sujet ne nous plaît pas, on ne va pas parler. (*Tout le monde parle en même temps.*) Si le sujet nous plaît...

Omar : C'est comme à l'école, y a pas de sujet qui intéresse.

Un autre chercheur (*à Eve*) : C'est quoi un sujet qui vous intéresse tous ?

Omar : Moi, le sujet qui m'intéresse, c'est ce que je vais faire l'année prochaine, c'est tout. Cela ne m'intéresse pas de parler de j'sais pas quoi...

(*Coup de théâtre : Hakan l'arrête sauvagement.*)

Hakan : Arrête de parler ! Tu peux pas savoir ce que tu vas faire l'année prochaine !

(*Eve rigole très fort et de manière très désagréable. Elle contredit Hakan. Le fait que ce soit Eve qui le contredise suggère la plus grande distance des filles à l'angoisse des garçons.*)

Eve : T'es pas obligé de vivre au jour le jour, non ? Tu crois pas?

Hakan (*il insiste violemment*) : Arrête de parler !

Un chercheur (*en touchant du doigt la souffrance mise en évidence par Hakan*) : Est-ce que vous parlez, entre vous, de ce que vous voulez faire l'année prochaine ? J'ai l'impression que ce que tu vas faire l'année prochaine n'est pas encore clair pour toi.

Hakan (*Il crie, visiblement excédé, mais continue de s'adresser à Omar*) : Oh, c'est quoi ! Ferme ta gueule ! L'année prochaine, tu sais même pas ce qui va t'arriver.

(*On entend encore le rire désagréable d'Eve.*)

Hakan (*Il se réfère maintenant à l'ensemble du groupe*) : Ils disent n'importe quoi ! Franchement, ils disent n'importe quoi !

Eve (*Elle maintient fermement son attitude d'opposition*) : C'est ça, ce qu'il faut pas dire ! C'est ça ce qu'il faut pas dire ! Chacun a le droit de s'exprimer !

Hakan : Ferme ta gueule ! Vas y ! Ali va se demander ce qu'il va faire l'année prochaine, il va à la Côte d'Azur.

(*Tout le monde parle en même temps sur un ton très agressif.*)

Hakan (*refusant violemment l'idée de se mettre en projet*) : Moi, je dis : est-ce que tu sais si l'année prochaine tu vas être vivant ? Non...Il faut pas penser à ça, justement. (*L'inutilité et le refus de se mettre en projet sont associés à l'angoisse de mort.*) Je vous emmerde !

Dans un premier temps, Hakan a essayé d'assumer, par la prise de parole, un rôle de leader au sein du groupe, mais il en a été empêché par les autres, qui se sont valus du fait qu'il s'était absenté lors de la séance précédente, quand le thème de l'identité nationale avait été discuté. La vanne empêche, ou limite, les possibilités d'émergence d'un leader au sein du groupe. En circulant de l'un à l'autre, elle bloque les prétentions au leadership et réduit l'individu au non être. C'est une première manifestation du rôle régulateur du groupe, en tant qu'outil pour calmer l'angoisse de l'individuation. Hakan et Eve se disputent la parole au long de cette séance. Ils jouent activement le jeu auquel les chercheurs les induisent. Les autres interviennent plus rarement. Mais le groupe n'a pas de centre, n'a pas de chef.

Dans un deuxième temps, Hakan a dévoilé le mécanisme de la honte. Le groupe anticipe sur le risque d'une humiliation morale, encouru au cas où un de ses membres se soumettrait au jugement extérieur par la prise individuelle de parole. Il interdit le risque, en empêchant l'expression individuelle. Le principe de différenciation introduit par les chercheurs est refusé et la vanne, replacée dans un contexte défini en termes de rapports de force, à l'intérieur du groupe même. ("Des gens comme ça, quand ils ramènent leur gueule, c'est vrai qu'ils ont pas à vous parler.") Ce rôle régulateur du groupe n'empêche pas la conscience de l'individuation en tant que valeur, ainsi que la valorisation de la prise de parole en tant qu'outil d'individuation. ("Si je n'ai pas envie de parler, je parle pas. On ne va pas m'obliger. Le jour où j'ai envie de parler, je parle bien.") Par ailleurs, tous sont d'accord sur le fait qu'ils se sentent plus à l'aise pour parler, lorsqu'ils ne se trouvent pas sous le regard du groupe.

Dans un troisième temps, Eve formule l'hypothèse que, s'ils ne parlent pas, c'est un peu la faute aux chercheurs, qui, comme à l'école, leur proposent des sujets inintéressants. On leur demande alors de quoi voudraient-ils parler.

Quatrième temps : lorsque Omar dit ce qui l'angoisse le plus fortement, le seul sujet de discussion qui pourrait véritablement l'intéresser, son avenir, là il joue faux, il triche sur les règles du fonctionnement du groupe, et son frère Hakan le lui rappelle brutalement.

La longue scène que nous venons de décrire montre combien la prise de parole reste problématique, et jusqu'à quel point elle est perçue comme un signe d'individuation à l'intérieur du groupe. A plusieurs reprises, tout au long de la recherche, nous les avons entendus dire : nous n'arrivons pas à nous exprimer. A ce niveau, l'émeute semble avoir produit un choc, car elle a engendré un flot ininterrompu de paroles, émergeant *avec* l'effort, déployé par les jeunes qui avaient été au coeur de la protestation, de se constituer en tant qu'acteurs politiques. Mais lorsque cette expérience échoue, il y a comme un retour à la case zéro. Leur existence collective ne peut se donner qu'en termes négatifs, en tant que non-individus. Inversement, lorsqu'un processus d'individuation s'engage, ils deviennent très divers et cessent d'affirmer leur appartenance au groupe. C'est ce qui s'est passé lors des entretiens individuels, qui leur ont ouvert une chance d'expression plus particularisée. Le chahut constitue, au niveau des rapports internes du groupe, un mécanisme de blocage de l'individuation, lorsque l'action collective et la citoyenneté sont aussi bloquées.

L'autre face de ce rapport à l'avenir marqué par la peur est une très forte demande de sécurité. Même si le travail ne modèle plus l'expérience juvénile et ne structure plus le rapport du jeune au monde, même s'il est capable d'abandonner un travail pour satisfaire un désir, l'idée d'avenir continue toujours à se cristalliser dans l'espoir d'un travail fixe. Ils sont souvent conformistes. Claudine, qui souhaite tomber sur le bon garçon, faire du hockey et avoir de l'argent fait presque figure d'exception. Natacha dit ses rêves : "Un mari, des enfants, une petite maison, et voilà, je suis tranquille. En réalité, ça me fait peur, l'avenir, mais je me dis, 'je vais essayer de m'en sortir'. Puisque jusqu'à maintenant je m'en suis sortie..." Ce qui lui fait peur : "L'environnement, le fait de savoir si demain je vais trouver un travail à long terme, avoir une situation stable, pouvoir avoir des enfants et les élever... Je ne sais pas comment dire. Je ne demande pas grand'chose. Un travail, voilà..." Ali : "Réussir ma vie, c'est d'abord une bonne santé, de l'argent, travail fixe et une maison fixe - tranquille, comme ça." Yacine refuse de penser à l'avenir. A Nicolas, il dit qu'il n'y pense pas. "Parce que je ne travaille pas et je n'ai rien de côté." Est-ce qu'il aimerait dans dix ans avoir tel type de métier ? Non, il ne pense à rien, parce qu'il faut avoir les moyens. Oui, mais il peut avoir un objectif. Il en a un, quitter la ville. Et il voudrait aller où ? "Dans le sud de la France, même à Paris. Ici, j'en ai marre..." Qu'est-ce que ce serait pour lui de réussir sa vie ? "Réussir ma vie? Travailler... Franchement, si vous ne travaillez pas, vous n'avez rien. Rien du tout."

5 - LES CASSEURS

Contrairement aux émeutiers, les casseurs ne se définissent pas par une base territoriale propre, mais par la mobilité et par la variété des logiques d'engagement dans la violence. Alors que l'émeute exprime la révolte d'un groupe marqué par l'expérience du

repli sur soi et d'une différenciation interne difficile, la casse unifie à travers la violence un ensemble de conduites bien plus varié.

Bénédicte observe à l'attention de Rachid : "Dans les émeutes qu'il y a eu dans cette ville, on a dit que le deuxième jour, ce n'était pas des gens de la cité." Rachid : "Tttt, c'était pas nous. Nous, on était là et on cassait. Mais les autres, on les voyait, on les connaissait pas. Ils étaient en train de piller les magasins, ils se servaient. Le premier jour (c'était nous), on a foutu la merde. On était là pour cramer la ville." Bénédicte : "Et toi, tu serais capable d'aller dans une autre ville pour casser, ou dans un autre quartier ?" Rachid : "Aller voler sur le dos d'un mec qui s'est fait tuer ? Franchement, j'suis pas capable, ça se fait pas, ça..."¹²⁸

Les émeutiers ne sont pas des casseurs, toujours perçus par les premiers comme des pillleurs - des gens qui, comme le suggère Keith, expriment une "réaction opportuniste à la rupture de l'ordre public". Rachid : "Ceux qui cassent, c'est pour de l'argent et disons que, sur l'émeute, si on était deux cents, il y en avait, disons, 20% de casseurs, à peu près." Eve, Yacine - tous sont unanimes dans leur refus de la casse. Non seulement ils n'iraient pas casser ailleurs, mais ils ne regardent pas avec sympathie ceux qui viennent casser "chez eux". Leur violence étant autolimitée, ils souhaitent en garder la maîtrise. A Vaulx-en-Velin, en octobre 1990, un jeune manifestant déclarait au mégaphone, tandis que les pompiers essayent d'éteindre un incendie dans un bureau de tabac : "Samedi et dimanche furent nos jours de colère. Mais on s'est rendu compte ensuite que *des provocateurs venus de l'extérieur* voulaient nous inciter à casser. Nous, les jeunes Valais, les plus concernés par cette affaire, appelons aujourd'hui au calme. Pour que cesse le carnage et que l'enquête sur la mort de Thomas aboutisse dans la sérénité. Et que ceux qui ne sont pas de Vaulx rentrent chez eux !" (Le Dauphiné de Saône et Loire, 10 octobre 1990. Souligné par nous.)

L'opposition entre émeutiers et casseurs peut s'exprimer de manière encore plus explicite. A Noisy-le-Grand, en juin 1995, des proches d'un motard décédé après une course-poursuite avec la police, avouent à un journaliste du Monde avoir, le premier soir des manifestations, "un peu dérapé". " 'On a cassé trois vitrines, on avait besoin de faire quelque chose... ' Mais la nuit de violence de jeudi à vendredi, ils assurent n'y être pour rien. 'On n'est pas des gens à brûler des écoles.' " (Le Monde, 11-12 juin 1995.) Aussi, la distinction entre émeutiers et casseurs se traduit dans le type et le niveau des violences. Alors que l'émeute met en scène une violence limitée, dans la casse des cibles importantes sont visées, en raison même de leur signification pour la vie du quartier ou de la ville. Il y a un écart sensible entre les plaintes pour dégradations diverses, portées à la suite de l'émeute, et celles portées à la suite du passage des casseurs. A Noisy-le-Grand, en juin 1995, on attribue aux casseurs la destruction d'un gymnase et l'incendie de deux écoles maternelles, de deux écoles élémentaires et d'un collège. A Bron et Vaulx-en-Velin, en avril 1994, alors qu'un gymnase et une salle de sports ont été incendiés, les informations que nous avons pu recueillir par dossier de presse font penser à l'absence d'émeute et à des manifestations entièrement dominées par la présence des casseurs.

¹²⁸George Rudé note la répression exercée par le peuple révolutionnaire, au moment de la Révolution française, à l'encontre des pillleurs. Tout au long de la Révolution, le pillage aurait été un phénomène limité. Pour 1848, il renvoie à Tocqueville, lequel aurait lui aussi remarqué, "(sans étonnement, précise-t-il)", l'absence de pillage. (Rudé, 1982 : 262, note 8).

Qui sont-ils ?

Une étude du Conseil National des Villes (1990) essaye de répondre à cette question, à partir d'une analyse du profil de 46 casseurs - 23 majeurs et 23 mineurs, interpellés lors des manifestations lycéennes du 12 novembre. Les différentes variables prises en considération (âge, nationalité et lieu de résidence) ont amené à conclure que les casseurs d'une manière générale correspondaient au profil moyen de la population lycéenne, sauf par des taux plus importants d'échec scolaire, ce qui posait le problème de l'éventuelle pertinence de cette variable pour une meilleure compréhension du phénomène. Mais dire que le profil des casseurs ne discord pas de celui de l'ensemble des manifestants n'explique pas, bien entendu, pourquoi certains cassent et d'autres pas.

Selon le rapport du CNV, la très grande majorité des faits reprochés aux casseurs, autant dans le groupe des majeurs que dans le groupe des mineurs, est constituée par des vols - 17 parmi les mineurs, 20 parmi les majeurs. Ces données tendent a priori à confirmer la perception des casseurs, que nous avons recueillie chez les émeutiers de notre étude de cas, comme étant des pillleurs. Cependant, elles informent davantage sur l'action de la police au moment des faits, que sur l'ensemble des logiques à l'oeuvre dans l'action des casseurs. Des événements comme les incendies d'écoles à Noisy-le-Grand, en juin 1995 ou la destruction d'un gymnase et d'une salle de sport à Bron et à Vaulx-en-Velin, en avril 1994, n'ont que peu de rapports évidents avec les pillages décrits lors des événements du 12 novembre 1990. Une première distinction se dégage - entre "casseurs-pilleurs" et "casseurs-protestataires".

Les auteurs du rapport du CNV proposent une seconde distinction. Ils ont également conclu, à partir des informations recueillies lors des auditions, que l'univers des interpellés était formé par moins d'un quart de casseurs prémédités et par une large majorité de casseurs occasionnels. Des événements tels ceux de Noisy-le-Grand, Bron ou Vaulx-en-Velin, ci-dessus évoqués ne peuvent pas, bien entendu, être l'oeuvre de casseurs occasionnels. Cette double distinction, avec ses combinaisons nous suggère déjà l'existence d'au moins quatre profils-types possibles de casseurs, suivant différentes logiques d'engagement dans la violence :

1) les pillleurs occasionnels, dont l'engagement dans la violence s'explique en termes de réaction opportuniste à la rupture de l'ordre public ;

2) les pillleurs prémédités - qui pensent qu'une manifestation pacifique, ou violente, peut constituer l'occasion d'un pillage ;

3) les protestataires occasionnels - qui avaient l'intention de manifester pacifiquement et se voient, malgré eux mêmes, engagés dans des actions violentes, sans que celles-ci relèvent du pillage, mais de la pure protestation ;

4) les protestataires prémédités - qui profitent d'une manifestation pacifique pour y introduire de la violence, dans la perspective d'un débordement du champ institutionnel ; ou qui profitent d'une manifestation violente pour lui donner plus d'ampleur.

Eric Inciyan (Le Monde, 14 novembre 1990) dresse un tableau suggestif des pillleurs prémédités :

"Le cortège n'avait pas encore démarré que, sur l'air des lampions un premier pillage visait une boutique de pulls toute proche de la Bastille. Aux marges de la manifestation, plusieurs centaines de casseurs-pilleurs vont s'en donner à coeur joie. Ce sont des presque mêmes entre treize et dix-sept ans. Rien à voir avec les 'autonomes' des années 70", dit-il, "mais à l'inverse rien ne les distingue des autres adolescents venus des banlieues..."

Lors des manifestations anti-CIP, Libération présente le portrait d'un étudiant venu manifester, et qui a fini par se comporter comme un casseur protestataire occasionnel. C'est la police, dit-il, qui a déclenché la violence :

"Quand nous sommes arrivés sur la place des Invalides, j'ai pensé qu'on allait faire un sit-in pacifique comme en 1986. Il y avait beaucoup de civils, on a alors eu l'impression que c'est eux qui cherchaient à créer la panique. Les policiers en uniforme se sont mis à avancer. Tout le monde courait dans tous les sens. Un copain s'est pris un coup de matraque, comme ça, pour rien. Le métro était bloqué. On n'avait rien à se reprocher et, pourtant, on s'est sentis piégés, pris par une espèce d'angoisse. On a remonté une contre-allée, quatre civils traînaient un garçon au visage en sang. Tout le monde criait. Une fille est passée en vélo, elle s'est fait gazer par un policier. J'ai vu rouge. Je les ai haïs et, à cet instant, nous les avons tous haïs. Je me suis baissé, j'ai ramassé une pierre et je l'ai lancée de toutes mes forces. Oui, j'ai voulu le toucher, et qu'il tombe comme celui qu'il traînait. Je me suis fait arrêter tout de suite par un civil déguisé en manifestant, qui criait juste à côté de moi. Quand la police m'a demandé d'avouer dans le fourgon, j'ai été fier de le faire."

Les casseurs protestataires prémédités, dits aussi "casseurs professionnels", ou "casseurs pros" - ceux qui croient à l'emploi systématique de la violence, pour faire sauter "la politique du sparadrap" - ne visent pas l'ouverture d'une voie de négociations, comme cela apparaît dans la suite d'une protestation violente telle l'émeute, mais à rendre visibles, à travers le recours à la violence, les limites du champ institutionnel. De quels horizons viennent-ils ? Difficile à dire. Mais ils expriment à leur manière l'éclatement du champ politique et l'incapacité des jeunes à se donner les moyens d'une véritable action politique.

Un rapprochement entre les casseurs politiques et les jeunes banlieusards est-il possible ?

Un tract diffusé par les "*Quilombolas*" et quelques autres, à 12000 exemplaires, au cours de la manifestation antiraciste officielle du 25 janvier, au concert de Suprême NTM du Zénith à Paris, et aux "Assises des jeunes issus de l'immigration" à Lyon, début janvier (Quilombo, 1992), cherche à aller dans ce sens. Titré "Plus tu t'écraseras, plus ils t'écraseront", il affirme :

"Avant que les banlieues ne se mettent à flamber, personne n'en avait rien à foutre. On n'existait pas. Parqués dans des clapiers, tirés comme des lapins. Sans que personne ne moufte. On crevait d'ennui dans les cités, dans les bahuts, dans les boîtes. On encaissait sans broncher. On n'a pas le choix: il faut trimer, en baver, la boucler. Il faut se résoudre au sort commun. Depuis que les lascars ont pris les nerfs, tout le monde est aux petits soins. Politiciens, sociologues,

journalistes et professionnels de l'antiracisme déclarent comprendre **nos** problèmes et proposent tous leurs 'solutions'... Mais là, y'a maldonne! Ils veulent défendre les bons qui triment, pas les mauvais qui traînent. Ils ne veulent tous qu'une seule chose, la paix sociale: qu'on se calme, qu'on se taise, qu'on continue à trimmer, à en baver, à la boucler. Ils osent même nous parler de 'dignité', dans un monde où il faut se vendre pour survivre... et on sait à quels prix. Ça fait dix ans qu'on en prend plein la gueule dans ce pays maudit. Ça fait dix ans que, comme seule réponse, ils nous font marcher pour l'intégration. C'est pas les discours et les bonnes intentions qui empêcheront les keufs de jouer les Starsky, ni les beauf de jouer les Bronson. Pour ceux qui ne veulent pas perdre leur jeunesse à bosser ou à se priver, pour ceux qui prennent de la tune là où elle est, pour ceux qui se laissent tenter gratuitement par les marchandises étalées, il y a ce qu'il faut : chaque année un million de personnes se font serrer et cent mille vont en taule. Pour ne pas parler des expulsions. Pour ne pas parler des 'bavures'... On en prend plein la gueule. **Comme chacun le sait, on meurt beaucoup en banlieue.** On y meurt d'être pauvre, on y meurt d'être révolté, on y meurt sous les balles et les coups des flics et des vigiles. On y meurt aussi du quotidien sans vie qu'on **nous** impose. Que les choses soient claires : ce n'est pas cette société qui ne veut pas de nous, mais bien nous qui ne voulons pas d'elle. On connaît d'avance le sort qui nous attend : gibier d'usine ou gibier de prison. (...) On est de plus en plus nombreux à avoir la rage, et on a aucun avenir à se calmer. **Il est temps de prendre nos affaires en mains.** Il est temps de ne plus laisser le loisir aux politiciens et aux professionnels de la démocratie de tchatcher à notre place, de décider pour nous (...) Désormais, on n'attend plus, on n'espère plus, on attaque. Bluff d'un côté, keufs de l'autre, nous n'avons rien à attendre de personne. Au-delà de la colère, des voitures qui crament et des vitrines qui tombent, nous devons devenir une véritable force. Se rencontrer. S'organiser. Coordonner les foyers de tension. Etendre le feu souterrain de la révolte à toute la société. **Nous n'avons pas de recette.** Seulement la certitude que la solution, c'est nous. (...) **C'est toute cette putain de société qu'il faudra bien finir par parechoquer.** Quilombo."

Le tract reprend le langage des banlieues ; il essaye de recoder sa violence dans un langage politique. Mais pratiquement, une telle rencontre des jeunes militants en quête de politique et des jeunes banlieusards est-elle possible ? Interrogé là-dessus, Didier répond non. Suivent le témoignage de Rachid, et le sien.

6 - DEUX JEUNES

Rachid, l'émeutier¹²⁹

Au moment de l'entretien, Rachid allait sur ses quatorze ans. Bénédicte, qui l'a interviewé, en avait 23. Rachid était né dans la ville voisine, où se trouvait la maternité la plus proche. Il était en quatrième générale et avait redoublé son CE2. Il avait toujours vécu dans la même ville, dans le même appartement. Savait-il pourquoi ses parents étaient venus en France ? "Ils pensaient que c'était mieux ici en France, pour nous, et puis pour notre réussite. Et puis voilà, ils sont venus. Y'avait mes deux grands frères, c'est tout. Et ma grande soeur aussi. Ils viennent d'Algérie." Il ignorait le métier de son père. "Mon père est retraité, ma mère est mère au foyer. Avant, j'ai croisé que c'était... les bâtiments." Ses parents étaient-ils heureux en France, ou préféreraient-ils être en Algérie ? "Ils en ont pas trop parlé. On parle pas trop des choses comme ça, nous. On parle plutôt des choses positives, on laisse les choses négatives derrière nous. C'est fini, c'est passé."

Bénédicte avait compris qu'il avait 2 frères et une soeur. "Oh là, non, excusez-moi, j'ai 5 frères, avant 6 frères, et 3 soeurs. J'en ai une qui est secrétaire. Mes deux autres soeurs sont mères au foyer, elles sont mariées. Mon frère, y'en a un qui est en Algérie, y'en a un, il habite au sud de Paris à côté d'Orly et y'en a un qui est décédé, non 2 qui sont décédés ; y'en a un qui va commencer à travailler le 15 du mois, là, et y'en a un qui travaille aussi dans la peinture, et l'autre c'est moi." Et avec qui s'entend-il le mieux ? "Mon frère qui va commencer le 15 là, il est un tout petit peu plus grand que moi, il a 5 ans de plus que moi." Et le moins bien ? "Non, y'a pas de moins. En vérité, on s'entend tous bien et c'est tout, quoi. Mais celui-là qu'il rigole bien, qu'on parle bien vraiment bien, c'est celui-là, Farid, il s'appelle."

Maintenant, à la maison, ne restent plus que les parents, Rachid et sa soeur. "Avant on habitait tous là, y'avait des lits superposés. Y'avait 3 chambres, ça fait 3x2 ça faisait 6, plus 1 chambre pour les filles. Comme moi j'étais petit, je dormais avec mes soeurs. Après ils se sont mariés, ça c'est vidé..." Et de quoi parle-t-il avec son grand frère qu'il aime bien ? "De n'importe quoi, des filles, de n'importe quoi. On rigole bien en tout cas, on peut parier de l'argent sur des matchs de foot, on rigole bien de temps en temps..."

L'école ? "Ça se passe pas très bien, pas très mal, ça se passe comme...J'sais pas moi, j'essaie de m'en sortir, j'sais pas comment dire..." N'est-il pas comme les autres ? "C'est pas que j'suis pas comme les autres, c'est qu'y'en a d'entre nous qui'essayent pas d's'en sortir, mais la plupart y'z'essaient d's'en sortir, les 3/4, quoi..." Cela veut dire quoi, s'en sortir ? "Qu'i'z'arrêtent de foutre le bordel en cours, qu'i'z'arrêtent leurs problèmes et tout. Moi, c'est fini, moi, ça. J'ai arrêté de foutre le bordel, ça mène à rien, ça sert à rien." Il essaye de travailler, mais c'est dur. Quelqu'un peut l'aider à la maison ? "Ma soeur, ma soeur! Elle m'aide, pour l'anglais surtout, parce qu'elle fait une formation d'anglais en même temps pour son travail. Sinon, ben, j'me démerde tout seul." Il parle français à la maison. Ses parents parlent-ils français ? "Non, mes parents, ils parlent plutôt algérien. Ils parlent plutôt arabe et nous on répond en français, ou bien des fois...J'les comprends et

¹²⁹ Cet entretien a été réalisé, le 6 février 1996, par Bénédicte Havard-Duclos.

même j'parle couramment l'arabe, j'parle comme eux, quoi, parce qu'on a été élevé en arabe...C'est entre nous qu'on parle en français, entre frères et soeurs... et puis avec mes parents on parle en arabe."

Savait-il déjà quel métier voulait-il faire dans l'avenir ? "Informatique, moi j'aime bien l'informatique. On a des cours d'informatique depuis la sixième. C'est l'informatique que j'aime bien. J'adore ça..." Dans le groupe, certains avaient dit que l'école ne servait qu'à ceux qui voulaient devenir médecins ou avocats... "Y a plein de métiers qui passent pas par l'école... Comme maçon - faut pas avoir une formation pour casser des murs toute la journée. Moi c'qu'on m'a dit, mes frères et soeurs - ils m'ont dit anglais et tout, ça passe après les maths et le français. C'est ça le plus important pour l'école. Après, les autres matières, c'est secondaire. Après y'a l'espagnol, l'anglais, l'histoire-géo qui passent, et en dernier y'a EPS et musique et dessin et des choses comme ça. Donc moi, j'me mets surtout sur le français et les maths. C'est ce que je veux faire. Moi, informaticien. C'est super." Comment avait-il eu l'idée de faire ça ? "Ma soeur, comme elle travaille comme secrétaire, elle a un ordinateur chez moi. Elle l'a acheté avec imprimante et tout. Et quand j'tape et j'm'amuse dessus, c'est super avec la souris...C'est trop bien."

Les relations avec les parents étaient distantes. Ils vivent retirés dans un coin secret, nourri de religion. Un de ses frères, maçon, est très malade. Son frère le plus proche, Farid, sortait de prison ; un autre frère y était décédé. Seule sa soeur qui restait à la maison avait réussi l'école et avait un emploi stable. Elle s'occupait directement de lui, et le prenait en charge. Le lien avec l'école et l'avenir passait par elle.

S'il voulait avoir un métier, c'était pour quoi ? "Pour mon argent, en premier. Enfin, non. Pour l'instant, pour mon argent. Mais quand j'aurai ma famille, ce sera pour ma famille. Après, c'est pour le bonheur de mes enfants." Pas un peu pour lui-même ? "Si on devrait pas travailler, rester toute la journée avec ses enfants, et vivre en même temps, ce serait bien de pas travailler. Mais comme il faut travailler - tout le monde doit travailler, c'est pas la peine d'aller voler, parce qu'on t'attrape un jour ou l'autre - c'est mieux d'aller travailler honnêtement. Puis y'a la retraite après, qui vient."

Malgré la réussite professionnelle de sa soeur, et l'influence qu'elle exerçait sur lui, malgré son intérêt pour l'informatique, Rachid n'avait pas intégré la conquête d'un métier comme un élément actif de la construction de soi. Pour lui, l'univers affectif projeté sous la forme d'une famille propre, dont il serait le chef (sa famille), restait l'aspiration primordiale.

Ce serait quoi, pour lui, de réussir sa vie ? "Moi, c'est me marier et rester tranquille..." Et elle serait comment, la femme de sa vie ? "J'sais pas. La mère de mes enfants et pis c'est tout." Combien d'enfants voudrait-il avoir ? "Un ou deux, c'est tout. J'veux pas vingt, trente. J'en veux deux, deux garçons ou deux filles." Il aimait pas avoir plein de frères et de soeurs ? "Ah si, j'adorais...Plutôt non, qu'est-ce que je raconte, c'est plutôt plein, moi que j'veux. D'un côté c'est plein et d'un autre côté, non. En vérité c'est mieux d'avoir plusieurs parce que c'est super.J'peux pas expliquer comment. Parce que c'est la bagarre toute la journée. Moi, j'adore ça. Quand j'me battais avec mes frères c'est trop..." Mais, d'un autre côté, il disait qu'il ne voulait pas en avoir beaucoup. Pourquoi ? "Parce que c'est mieux d'en avoir deux, comme ça t'es sûr de leur privilégier la vie, de tout leur donner, tout ce qu'ils veulent ils l'auront." Lui-même, avait-il l'impression que ses

parents ne lui avaient pas privilégié la vie ? "Ah si, si, si. C'est moi le dernier, donc c'est moi qui ai eu le plus. Y'avait sept, y'avait neuf derrière moi qui m'ont ramené ce que je veux."

Son rapport aux amitiés était ambivalent. Petit, disait-il, il était toujours premier de la classe. Et à partir de quel moment avait-il arrêté d'être premier ? "CE2. CE2 c'était la merde ! Je suivais plus. Ils m'ont mis une semaine avec Omar en CE2, et c'était le bordel pas possible. Avec Omar, Mustapha et plein de fouteurs de merde, c'était pas possible à vivre. Puis, ils m'ont mis dans une autre classe, et après j'ai foutu encore plus le bordel. Et là j'ai redoublé. Après, j'ai compris. J'ai passé en CM1, CM2, après j'suis venu ici. Ici j'suis passé en cinquième, en quatrième, et là j'ai pas encore redoublé. Ils m'ont mis tout seul. Parce que l'année dernière aussi, j'étais avec Omar, en sixième, cinquième aussi." Pourquoi foutaient-ils le bordel, tous les deux ? "J'sais pas. Franchement j'vois pas pourquoi. Et je regrette parce qu'il y a beaucoup de choses que je sais pas, et je sais que je le sais pas. Dès qu'on me pose des questions de sixième, y'en a que je connais pas, que j'arrive pas à répondre et c'est bête parce que j'ai été tous les jours en cours, pratiquement. J'ai pas retenu, parce qu'on peut pas retenir et foutre la merde." Ses frères et soeurs ne lui disaient pas, à ce moment-là, de se tenir tranquille ? "Oui, mais moi, j'les écoutais pas. Ce que j'voulais, c'était sortir, m'éclater avec mes copains, aller péter des vitres, rigoler quoi. J'étais petit, j'devais avoir 10-11 ans !" Péter des vitres, ça le faisait rigoler ? "Pas péter des vitres parce que - là, dès qu'on le faisait, on se faisait massacrer par le bonhomme. Ça m'est arrivé plusieurs fois, donc j'ai arrêté ces conneries. Conduit chez les parents, et tout... Mais le plus marrant, qu'est-ce que c'était ? On ramassait de la merde dehors, on la mettait dans un papier, on allait frapper à une porte, on mettait les fonkis devant la porte. Et dès que la personne sortait, elle en avait plein les pieds. Et, la plupart du temps, elle était pieds nus ou bien en chaussons, elle avait pas de baskets chez elle... Donc ça, c'était marrant. On s'mettait au premier étage pour regarder en bas par les escaliers, puis on descendait discrètement. C'était surtout aux personnes qu'on n'aimait pas beaucoup (qu'on faisait ça). Mais ça, c'est fini."

Que faisait-il de ses journées ? "Un lundi matin, par exemple ? De huit heures à midi, y'a cours. J'me lève vers les coups de huit heures moins dix, j'prends tout, ma douche - ça va vite, cinq minutes - j'me rince et puis j'me lave la tête et j'déjeune, y'a déjà mon déjeuner. Et puis j'pars, j'cours. Des fois, même, j'me réveille à neuf heures et j'cours, j'me lave même pas. J'me réveille tout seul, y'a personne qui me réveille. Après j'vais en cours et j'rentre manger, et pis ça dépend de quand à quand j'ai cours...Puis j'rentre chez moi, j'fais pas mes devoirs, j'vais jouer à la Nintendo ou bien ça dépend, j'vois un film, j'sors dehors..." Il y a bien un moment où il fait ses devoirs ? "Tu te crois au paradis, toi ? C'est les gens qui m'les font mes devoirs !!! Les devoirs, on m'les donne le soir, le matin, j'les trouve à la récréation et j'les recopie vite fait, et c'est fini, on en parle plus, y'en a pas trop. J'me prends pas la tête avec ça." Il y'a bien des gens qui les font leurs devoirs... "Ouais mais moi, j'suis pas d'ces gens là, j'suis pas du style à faire mes d'voirs et tout. J'veux bien faire des efforts, mais les d'voirs, jamais de ma vie j'les ferai. Fin, si, j'les ai déjà faits, quand on m'a obligé, quand mes parents m'ont obligé, m'ont dit "fais tes devoirs". Mais c'est l'histoire de dix minutes, c'est pas l'histoire de trois ans ! Moi, ça m'fait chier, quoi, quand j'vois les autres qui s'amuse, alors qu'moi j'suis en train d'écrire comme un tordu. Ben, ça, ça m'fout les nerfs." *L'adhésion au projet scolaire n'implique pas automatiquement une adhésion aux règles du travail scolaire.*

Et le mercredi ? "La plupart du temps, j'fous l'bordel - le mercredi soir et le samedi soir. Moi et Omar, on fait vivre la ville, on fait vivre cette cité. On gueule toute la soirée, tout le monde se réveille à cause de nous. On gueule, on crie, parce que c'est mort. On en a marre, c'est la galère, on gueule n'importe quoi. Y'a pas que nous, mais, la plupart du temps, c'est nous qu'on ouvre le feu, pour rigoler." Regarde-t-il la télé ? "Ouais, à fond. Tout le temps, j'regarde, j'regarde c'qui'y'a." Combien d'heures par jour ? "Par jour ? Par jour, j'regarde deux heures- trois heures. Par jour. Mais par nuit, cinq heures-six heures, ça dépend." Et ses parents ne disent rien ? "Ils ne peuvent rien m'dire, j'm'endors pas. Ils savent, c'est quoi de ne pas s'endormir. J'arrive pas à m'endormir, alors j'regarde la télé. J'peux m'coucher à huit heures quand j'suis vraiment crevé, ou à quatre heures du matin, ça dépend." Et il regarde quoi, à la télé ? "C'qui y a, j'cherche pas à comprendre. C'qui est drôle, j'regarde. J'adore c'qu'est marrant, j'aime pas les trucs de tristesse, les "Jeudis de l'angoisse" et toutes ces conneries, j'ai horreur de ça. Ça m'fait pas peur, mais j'aime pas ça. Ils croient faire peur aux gens et ils font peur aux p'tits, c'est tout. Parce que les grands, ils sont habitués à des conneries comme ça." Sait-il à l'avance ce qu'il va regarder à la télé ? "Ben ouais, y'a télépoche pour ça. J'fais un planning dans ma tête : lundi, j'vais regarder ça, mardi ça. Des fois, dans toutes les chaînes c'est d'la merde. Alors j'regarde un film vidéo - comme j'ai la vidéo dans ma chambre - ou je joue à la Nintendo toute la nuit. Ou j'vais chercher des films chez quelqu'un. Avec ma soeur, on regarde la télévision. Mes parents, ils regardent pas trop la télévision, ils attendent qu'on rentre dans nos chambres pour dormir. Elle va écouter d'la musique, moi j'regarde la télévision, et eux, ils s'éclatent avec le bled. Ils ont la parabole, l'antenne parabolique. Y'a 2 télé chez nous, celle des parents et la mienne. Ma soeur, elle a sa chaîne hi-fi."

Chez lui, les copains viennent, ou est-il tout le temps avec sa famille ? "Toujours avec ma famille. Chez moi, c'est ma famille. J'ai horreur de ramener mes copains. J'peux ramener mes copains, mais j'aime pas l'faire parce que..." Et va-t-il chez ses copains ? "Quand on s'voit, c'est plutôt dans la rue. Chez Omar, on va de temps en temps. Sinon c'est tout, quoi." *Les amis relèvent du sas, d'une vie semi-publique, la famille, du privé.* Va-t-il de temps en temps à Paris ? "Ouais, ça m'arrive. Mais c'est la merde là-bas, parce qu'ils te contrôlent tout le temps. Faut avoir sa carte d'identité pour aller à Paris. Moi, j'm'en fous, j'ai ma carte. Mais quand j'dis à quelqu'un, on va à Paris, il me dit ttttt, j'ai pas mes papiers, c'est la merde quoi." Y va-t-il, quand même ? "Une fois par mois p't'être. Des fois, zéro fois par mois, ça dépend. J'vais à Saint-Denis le plus souvent. On va chez mon copain, il habite ici et sa mère habite à Saint-Denis."

Rachid ne fait pas de sport, mais il aimait regarder le sport à la télévision. "Quand on parie, moi et mon frère, on parie pas de l'argent. On parie des paquets de chocolat, c'est marrant. Parce que quand tu perds, c'est pire que de perdre de l'argent. J'préfère perdre de l'argent que des tablettes de chocolat que j'ai achetées. C'est du foot, pour rigoler. Et quand mes neveux arrivent - j'en ai un qu'a 11 ans, il est en sixième, et l'autre 7 ans - ben, quand ils arrivent, là, c'est la merde. On regarde le catch. (Il raconte une bagarre avec son neveu qui l'a fait rire). Eux, ils sont catch. Aïe aïe aïe... 'fin ils sont pas catch, mais ils imitent. Alors, quand t'es tranquille, assis dans ton fauteuil, tu t'étires... eh ben, c'est la merde. Mais sinon, ça va, j'aime bien quand mes neveux sont là, j'adore ça !" Fait-il des trucs sympa avec les adultes, des fois ? "Mes oncles et tantes, ils habitent tous au bled. C'est pas la même mentalité - ça veut dire que les autres, ils sont ensemble et nous, on est ensemble, on rigole ensemble. Des fois on est ensemble tous, les grands, les petits, on se mélange. Mais le plus souvent quand on est ensemble, c'est parce qu'il y a eu la merde - si y'a eu

une bagarre ou quelque chose. Quand y'a les grands on peut pas rigoler..." Sont-ils sévères, ses parents? "Non." Ne part-il jamais en vacances ? "Ah si, quand même... Y'a deux ans, j'étais avec Marc et deux copains à moi en colonie, et cette année j'vais partir en Algérie. C'est une année sur deux, aller en vacances." Il est allé combien de fois en Algérie ? "Une dizaine de fois." Il connaît quoi, comme région ? "Alger... En France, j'connais tout pratiquement. Non, j'connais pas tout. J'connais trois (endroits) : Paris - déjà j'connais bien, dans les environs d'ici... Chantilly maintenant... La Bretagne, en colo... Le Morbihan, et puis c'est tout, pratiquement. En Algérie j'connais Alger, Bab El Oued, tout tout tout..."

Il a une copine, mais il n'en parle pas à ses amis, sauf à Marc, son seul confident. "Marc, y'a que lui et moi !" N'aime-t-il pas en parler, en fait ? C'est quelque chose de privé? "Ouais." Mais peut-être peut-il quand-même dire comment il la veut, la femme de sa vie : qu'elle soit belle, qu'elle le fasse rire... "J'veux pas qu'elle est moche, moche, moche. J'veux pas qu'elle est belle, belle, belle. Faut qu'elle est normale quoi ! "

Qu'aime-t-il le plus, qu'aime-t-il le moins, dans son quartier ? "C'que j'aime le mieux dans mon quartier, en vérité, c'est mes copains. Tout passe par mes copains. Et c'que j'aime le moins c'est les flics. Les flics, ils nous emmerdent tout le temps. Contrôle d'identité, alors qu'ça fait trois fois qu'ils nous demandent nos papiers. Ça va cinq minutes, mais ça va pas trois jours de suite, la même heure. On est assis à la même place, les mêmes têtes, ils viennent pour contrôle d'identité - alors, quand ils t'emmènent parce que la veille t'avais tes papiers et là, tu les as oubliés... Ils t'emmènent en garde à vue pour que tes parents, ils viennent te chercher... C'est la merde, quoi. Moi, j'préfère être avec mes copains qu'attendre que mes parents viennent me chercher au commissariat, et qu'ils me fassent une prise de tête." Mais c'est parce que vous aviez fait une connerie ? "Non - parce que contrôle d'identité : si t'as pas tes papiers, ils t'emmènent, si t'as tes papiers, tu rentres chez toi ou tu restes dehors, ou tu fais ce que tu veux..." Et c'est souvent qu'il s'est retrouvé au poste ? "Une fois, j'avais pas mes papiers, c'était horrible. J'attendais, j'attendais. On était six. On s'est engueulé avec eux en vérité, parce qu'au commissariat - ils nous ont emmenés, d'accord, on s'en fout ; alors nous on rigole entre nous. On parle, on était dans une pièce, on parlait. Et puis il vient, il nous dit 'les mains sur la tête, vous vous retournez vers le mur'. Alors j'dis 'Tttttt, moi j'ai rien fait moi. J'ai rien à faire là. J'attends que mes parents viennent me chercher, j'suis pas en prison ici, et j'devrais pas être là... Il me dit 'pourquoi t'es là?', j'dis 'contrôle d'identité', il me dit 'c'est bon'. J'lui ai dit : 'mon copain, il est là aussi pour contrôle d'identité.' Il a dit : 'vas-y, j'vais porter plainte'. Dès que ses parents sont venus le chercher, ils sont sortis du truc de garde à vue, ils sont allés porter plainte." Pourquoi ont-ils porté plainte ? "Pour coups et blessures, ils l'ont tapé... Il a été faire une radio, soi-disant il avait rien, mais c'est quand même des coups pour rien. C'est pas des Dieux pour taper n'importe qui, n'importe quand, pour rien..." Trouve-t-il la police violente ? "Ils sont violents. Hier ils ont tapé un mec au centre commercial. Ils ont envoyé des bombes lacrymogènes, les flics. Pour rien, j'sais pas. Ce mec là, il était recherché. Ils l'ont massacré. Y'a eu bagarre générale, parce qu'ils ont failli le tuer, et puis après ils nous ont tirés dessus à la lacrymogène.."

Il pense qu'il y a beaucoup de violence dans sa ville. Il connaissait le garçon qui s'était fait tuer la semaine précédente. "Ouais, c'est mon copain, je sais - le mec qui a tué. Et le mec qui s'est fait tuer, aussi. J'le connais. Ils traînaient dans ma cité." A son avis, à quoi se devait une telle violence ? "C'est dû...c'est du style, il m'a arnaqué mes gants... c'est son histoire, ça. A. a arnaqué des gants à M. M a été chercher son frère K. K., il s'est embrouillé avec lui,

après, devant ses copains, ces connards, pour s'la raconter. Après, il a sorti son couteau, il l'a planté, et pis c'est tout - à mon avis c'est ça. Pour moi y'a que ça, il voulait pas le tuer. Pour moi, c'est sûr. C'est certain, pour moi, qu'il a pas voulu le tuer. Il voulait s'la péter, lui mettre un coup de couteau qu'il termine à l'hôpital, pour que, soi-disant, même s'il va en prison, il fait un mois, il sort, il s'prend pour un héros. Là, il est parti pour 15 ans, il est mal parti..."

Il lui arrive aussi de se battre ? "Tout le monde se bat." Mais de rentrer dans ce genre d'embrouille, avec coups de couteaux et tout ? "Couteau et bombe lacrymogène. Moi, quelqu'un qui m'emmerde, j'ui mets un coup de bombe lacrymogène. J'l'ai pas sur moi, mais si j'en ai besoin, j'sais où la trouver. J'rentre chez moi, j'prends 45 francs et j'vais m'en acheter une. Après j'vais retrouver le mec et j'ui vide sur la gueule, et j'le massacre sur le parterre. Mais jamais j'irai planter quelqu'un." Se bat-il souvent ? "Mouais, j'me bats quand c'est nécessaire, quoi. Quand c'est nécessaire, c'est du style - on m'emmerde et voilà, j'dois sortir mes poings." Il donne un exemple. "J'avais mis une claque à .. - tu sais, ça doit faire trois mois, quatre mois. J'avais mis une claque à un mec d'ici, et puis il m'a dit, on va s'régler ça. Et moi, dans mon sac, j'avais un tournevis et une bombe lacrymogène. J'ui ai dit, viens, on va régler ça. Le mec, il est venu, il enlève son blouson, j'ui ai dit 'j'enlève aussi mon blouson'. J'ai ouvert mon sac, j'ai pris le tournevis, j'ai pris la bombe lacrymogène. Avec le tournevis, j'ui ai ouvert la main, j'ui ai mis un coup de bombe lacrymogène. Il est parti, il s'est sauvé en courant. Alors Omar, il a balayé le mec et on lui a vidé la bombe lacrymogène sur la gueule." S'est-il déjà pris une bombe lacrymogène ? "Oh oui, pendant les émeutes. Ouïeïeïeïe, ça tombait de tous les côtés. Au lieu de tirer comme ça, ils tiraient sur nous. Ils ont touché mon frère dans la jambe, les C.R.S. Ils ont pas le droit, hein ?" Mais ça c'est des C.R.S., pas des jeunes... "Si j'ai déjà pris des coups de bombe ? Qui en a pas pris ? Tout le monde en a pris !" Non, moi j'en ai jamais pris. "Ah, mais par ici quoi. Ici tout le monde en prend, obligé !" Et pourquoi croit-il qu'ça pète, que les gens se battent ? "J'sais pas. C'est l'honneur, c'est l'honneur, chacun son honneur. Le mec qu'il l'a tué, il l'a tué pour son honneur. Tu crois pas qu'il l'a tué juste pour les moufles. Les moufles ça vaut 50 balles. Il s'en foutait des moufles, mais il s'en fout pas de son honneur."

Lors des discussions collectives, nous avons essayé de les faire produire une définition explicite de la notion d'honneur, mais ils se sont avoués incapables de le faire. Contrairement à la notion de respect, avec toutes ses variantes : respecter, être respecté, être respectable etc. - toujours inscrite dans des rapports de force, pour ce qui est de l'honneur ils entendaient qu'il y avait "beaucoup de choses là dedans", mais n'étaient pas capables d'en parler. En tout cas, il y avait plus de choses dans l'honneur que dans le respect. Les enfants de culture musulmane y semblaient plus sensibles que les autres. Tous se reconnaissaient dans la notion de respect, mais tous ne se reconnaissaient pas dans la notion d'honneur.

A ton avis, demande Bénédicte, c'est quoi le rôle du sociologue ? "C'est quelqu'un qu'essaye de comprendre les problèmes de la société, les problèmes des jeunes - pour moi, c'est pour les jeunes, parce que c'est de nous qu'il s'agit pour l'instant..." Les jeunes, sont-ils difficiles à comprendre ? "Ah, j'sais pas, j'suis pas à la place des gens. Moi j'peux pas ne pas me comprendre, puisque c'est moi. Et j'comprends tous ceux-là qui sont avec moi parce qu'on a toujours vécu pareil. On a tous la même mentalité ici. On est pratiquement tous pareils. On n'est pas des frères siamois, mais on est pratiquement pareil : y'en a un qui vole pour avoir son argent, y'en a un qui se démerde, chacun se démerde, comme il peut." A-t-il déjà volé ? "Ouais, ouais, de p'tites conneries." Continue-t-il régulièrement à se servir ? "Non, mais...J'monte à Intermarché et j'vole un paquet de gâteaux, puis j'redescends avec. J'prends

une tablette de chocolat, des conneries. Mais jamais j'me suis retrouvé dans un appartement avec des flics derrière nous. C'est pas pour moi. Si j'ai besoin d'acheter des baskets, j'demande à ma mère. Pour les paquets de gâteaux, là j'vais tirer, discrètement. On m'a attrapé une fois dans ma vie. Comme j'étais petit, j'ai fait style de pleurer, on m'a relâché. Mes parents, ils en ont rien su. Le plus, c'est quand on se fait pas attraper, alors là on croit qu'on va jamais s'faire attraper. Et là, on continue encore plus. C'est quand on s'fait attraper... aïe aïe, la peur. J'pensais à mon père, comme il va me massacrer pour cette histoire, j'pensais déjà... Il m'a dit (l'agent de sécurité du magasin), tu vas aller en prison. J'devais avoir 9 ans, 8 ans, j'étais tout petit. J'me rappelle, j'avais pris... un kilo de bananes - parce que j'adore les bananes (rires). J'm'en rappelle très bien - et une mangue. J'avais un gros sac dans la main. Il m'a dit, c'est quoi, ça ? J'ai dit, c'est ma maman qui me l'a acheté. Il m'a dit, tu t'fous de ma gueule, j't'ai vu. J't'ai suivi, t'es tout seul. Il m'a dit, pourquoi t'as fait ça ? J'y ai dit, parce que j'aime bien les bananes. Il m'a dit, tu peux pas t'en acheter ? J'ai dit, ma mère est pauvre, je pleurais. Il m'a dit, allez, sors... Dès qu'j'suis sorti, j'lui ai fait 30 bras d'honneur, j'lui ai dit, va niquer ta mère..." Et tes parents, tu crois qu'ils sont pauvres ? "Non, non, j'ai c'que j'veux et c'qu'il me faut. J'ai pas c'que j'veux, j'suis pas un fils à papa, mais j'ai c'qu'il me faut." *Rachid joue remarquablement (à l'époque il n'a que huit, neuf ans) sur la représentation des habitants des banlieues populaires comme des gens qui se trouvent dans le besoin. Mais le vol n'est pas ici une affaire de besoin, il est une prise de risque, qui a une fonction stratégique dans la construction de l'autonomie individuelle.*

Et son frère, était-il sorti de prison ? "Farid ? Le copain à Natacha ? Il est sorti samedi dernier. Ca va, bien. Ben, c'est lui, Farid." Celui avec lequel il s'entendait le mieux ? "Ouais." Et quand il était pas là, c'était comment ? "C'était la galère, parce que mon autre frère aussi, j'm'entendais bien avec lui, mais il est décédé en prison..." Il lui en avait parlé, Farid, de la prison ? "Hier soir. Il m'a dit, c'est moche la prison. Il m'a expliqué c'était quoi. Il m'a dit : "Toi, pendant un an t'as vu les parents tous les jours, t'as rigolé avec tes copains. Moi, pendant un an j'ai vu les barreaux de ma cellule, j'ai mangé de la saleté. Les prisonniers qui faisaient la bouffe, ils crachaient dans la bouffe". Enfin, ça c'est fini et j'espère pas y aller. J'vais travailler pour ça."

La plus grosse embrouille dans laquelle il avait été impliqué, c'était quoi ? "Villiers-le-Bel, 14 juillet, quand y'a eu la fusillade. C'était l'année dernière... Moi et Omar, on vendait des merguez et des mecs de Villiers-le-Bel sont venus attraper un copain à nous, un mec de la cité. Ils l'ont pas eu, mais ils en ont eu un autre. Résultat, il a pris 3 coups de fusil dans la jambe, un coup de pistolet dans la jambe, nous on s'est sauvé. Omar, il a ramassé 7 plombs et un coup de batte de base-ball dans les côtes, et c'est tout." Comment avaient-ils des armes, les gens ? "C'est facile à avoir, des armes. C'est facile. C'est très, très facile. Tu vas à l'armurerie, tu présentes une pièce d'identité, même pas ! Tu donnes le prix de l'arme et tu ressorts avec." Si tu voulais en avoir, tu sais comment tu ferais ? "Ouais, j'vais voir un mec, j'lui donne le prix de l'arme et il va me l'acheter. Tant qu'il est majeur, il donne sa carte d'identité à ma place et c'est tout. J'lui donne 500 f en plus pour lui, et voilà." Il n'en a pas, lui ? "J'en ai pas besoin, j'ai mes frères !" C'est ses gardes du corps ? "Pour les grands, ouais. Pour les petits, j'm' démerde tout seul. C'est comme j'fais avec mes neveux. Les mecs qui ont mon âge, qui me tapent, j'les tape. Et pour les mecs qui ont son âge, j'lui fous la honte devant eux. Comme mon frère m'a fait une fois. Il m'a dit, t'as pas honte pour un mec de ton âge de venir me chercher ? Pour un type de ma taille, tu me le ramènes, j'le massacre. Mais quelqu'un de ta taille, j'ai pas besoin de bouger. A quoi ça sert ? Tu vas devenir un pédé après, ça sert à rien, tu te démerdes tout seul !"

Pourquoi fait-il le ramadan ? "J'suis croyant, j'fais le ramadan tous les ans." Depuis quand ? "Depuis cette année, à partir de cette année." Et pourquoi ? "Parce que nous, dans notre religion, on a très très peur de l'enfer. On s'dit que l'enfer est très très dur avec les êtres humains qui ne sont pas croyants. Celui qui fait pas le ramadan, libre à lui. C'est pas tout le monde qui doit faire le ramadan, dans notre religion. C'est celui-là qu'est croyant, il fait le ramadan et il aura pas de problèmes ensuite - parce qu'on s'dit que l'enfer, on reste toute l'éternité à brûler dans les flammes, et c'est pas bien. Pourquoi le ramadan, c'est quoi ? Un mois dans l'année, ça coûte rien. Au moins, si c'est pas vrai, on aura perdu quoi ? Un mois... Si c'est vrai, on a tout gagné. On fait le ramadan un mois honnêtement, on a peur et on fait la prière, et pis c'est tout." Fait-il les prières, dans la journée ? "Le soir du ramadan, ouais, mais pas tous les soirs." Et ses parents, sont-ils très croyants ? "Ouais. Alors là, c'est pas possible comme eux. Parce qu'eux, toute la journée c'est la prière ! Pas toute la journée, mais la prière, ils la font comme il faut !! Mais chacun fait ce qu'il veut, s'il veut pas croire, j'vais pas l'obliger à croire. C'est chacun sa tombe, comme on dit. Tu seras pas avec tes copains dans ta tombe, tu seras avec personne, tu seras tout seul dans ton cercueil. Moi j'ai compris ça le jour que j'ai vu mon frère dans son cercueil. J'ai compris l'année dernière. J'ai dit, les copains c'est terminé. L'important c'est chez-moi, les études c'est tout. Les copains c'est l'été, les vacances, on rigole, c'est fini. Mon frère, il a toujours voulu s'la péter devant les copains. Et voilà, la prison, après la mort. Si j'finis ma vie, j'veux la finir normalement." Et ses parents, ils avaient vécu comment, la mort de son frère ? "Ah, ç'a été la merde..." En ont-ils beaucoup parlé à la maison ? "Pendant des mois.... La dernière fois, c'était hier. On peut pas l'oublier comme ça, c'est pas facile. C'est pas qu'c'est pas facile, c'est qu'c'est pas possible." Mais c'est bien d'en parler non ? "C'est mieux d'en parler que pas en parler, parce que quand ça éclate... Ma soeur, elle est tombée dans les pommes plusieurs fois. Elle pleurait, elle a été à l'hôpital à cause de ça... 'fin bon il est parti, hein... Mais quand même, je rêve de lui parfois." Il avait quel âge ? "Vingt-six..." On arrête ? "Ouais. Si vous voulez.....si tu veux."

Didier, le casseur¹³⁰

A l'époque où cet entretien a été réalisé, Didier avait vingt-deux ans. Il était bachelier, gagnait sa vie sans trop de difficultés, et vivait avec sa copine dans un appartement en location à Paris. Nous l'avons revu un an plus tard. Il avait trouvé un métier qui lui plaisait et semblait bien engagé dans la voie d'une professionnalisation.

A la recherche de la politique

"J'ai commencé à m'intéresser à la politique à peu près à l'âge de 15 ans. J'ai commencé par les Jeunesses Communistes, parce que n'ayant pas du tout moi-même dans ma famille de personnes qui faisaient de la politique, j'ai été amené à faire le cheminement au début, moi-même. Ne connaissant rien d'autre, et n'ayant que des choses très intuitives en moi, assez naturellement j'ai adhéré aux Jeunesses Communistes. J'en suis très vite parti, au bout de six mois, parce qu'entre-temps, ayant changé de collège... Enfin, j'ai débarqué dans un bahut privé à Lyon, qui se trouvait être à côté d'une librairie militante, une librairie libertaire. Les Jeunesses Communistes ne me convenaient pas trop. C'était très politicien, dans le sens péjoratif du terme - savoir ce qu'on pouvait grignoter sur tel lycée, ou MJS... Très vite je suis devenu secrétaire du cercle qui regroupait trois communes dans la banlieue de Lyon, parce qu'il manquait des gens motivés... En général dans les Jeunesses Communistes les adhésions se font de guerre lasse, on accepte de payer la cotisation. Mais dans tous les cas cela m'a servi, ce passage aux Jeunesses Communistes. Plus tard, quand il y a eu les problèmes de Vaulx-en-Velin, j'avais en banlieue lyonnaise pas mal de relations.

"Très, très vite j'ai assez sympathisé avec des militants libertaires ; très vite je suis rentré dans un collectif d'agitation, un collectif antifasciste. Au sein de cette librairie il y avait un collectif militant, j'en étais proche. Et puis aussi autour des problèmes du logement, dans un quartier à Lyon où il y avait un milieu associatif très fort, qui faisait beaucoup de choses vers le quartier. C'était étroitement lié, parce que c'est un quartier populaire qui avait eu justement des problèmes avec des descentes de militants du Front National. Voilà le milieu dans lequel je baignais. Au début, il y a eu beaucoup de fascination. Si on rentre en politique, c'est par la fascination, par des choses qu'on ne comprend pas bien, qu'on essaye de comprendre mieux. Il y avait un petit journal qu'on faisait avec ce collectif-là. C'était comme ça ma première expérience politique. Cela a duré jusqu'à fin 89. Début 90, au 1 janvier, je suis venu à Paris, parce que j'avais envie de voir autre chose...

"Je suis venu tout seul. J'avais 17 ans, bientôt 18...Donc, petit problème d'ailleurs de tutorat, parce que normalement je n'avais pas le droit de m'inscrire en cours d'année. J'étais inscrit au lycée, même si j'y allais assez rarement. Les personnes que je connaissais, par le réseau militant que je fréquentais déjà à Lyon, m'ont permis de me loger à Paris, d'avoir un pied à terre en arrivant. On avait aussi une coordination nationale antifasciste, on participait à des réunions nationales, on connaissait du monde à peu près partout en France, aussi bien au Pays Basque qu'ailleurs. D'ailleurs avant de monter à Paris, j'étais allé deux fois au Pays Basque pour du tourisme militant, si on veut...

¹³⁰ Entretien réalisé le 13 avril 1994, par Angelina Peralva.

"Très vite à Paris, je me suis intéressé à autre chose, j'ai rencontré beaucoup de personnes, qui faisaient d'autres choses que ce que je connaissais à Lyon... Très vite j'en ai eu marre d'habiter en banlieue pour des raisons purement matérielles : il fallait que je rentre avant une heure du matin, avec le dernier R.E.R... Il y avait une lutte qui se développait autour de la Place de la Réunion, qui était une lutte autour du logement. Trois cents personnes avaient été virées d'un squat et campaient sur une place à Paris. Il y avait eu des trucs assez fructueux autour de la question du logement, des discussions, dans ce qu'on peut appeler le milieu radical, le milieu autonome parisien. Autour de la Place de la Réunion, il y avait un certain nombre de squats qui s'étaient ouverts. Il s'est décidé d'ouvrir un grand centre, ce qu'on appelait d'après l'expérience italienne un centre social, un centre d'initiative politique, un squat uniquement réservé à des locaux politiques, où on ferait tout un tas de choses autour de la question du logement, autour de la question des prisons, enfin autour d'un tas de questions politiques comme ça... Donc, il s'est trouvé qu'on était deux à habiter dans ce squat là... C'était le début d'une période d'à peu près un peu plus d'un an, je crois. En même temps, par le biais d'un tas de relations, je suis rentré dans un lycée à Paris, pour pouvoir être scolarisé. Cela dit, je n'y allais pas souvent, ou très peu... Là aussi, assez vite, j'ai rencontré des personnes qui faisaient des tas de choses. Quand j'étais venu à Paris, je militais au sein d'une revue antifasciste qui s'appelait Reflex... Tu as connu peut-être...

"Mais enfin, très vite comme l'antifascisme ne correspondait plus du tout à ce que je voulais faire politiquement, pour des raisons idéologiques, je me suis tourné vers des gens qui ont fait partie du mouvement autonome, dans le sens le plus orthodoxe qu'il y a du terme. C'est-à-dire, non pas l'autonomie qui a pu avoir lieu au début des années 80, à la fin des années 70 en France, qui était... les gros cortèges, justement, violents, dans les manifestations ; mais à côté de ça, il y a ce qu'on appelait d'un terme un peu sibyllin l'autonomie militaire et l'autonomie organisée. L'autonomie organisée - moi, c'était plus avec ces gens là que j'ai commencé aussi à faire de la politique et à m'ouvrir sur autre chose, et à essayer aussi une expérience réellement militante. Déjà depuis mes 15 ans, je participais à des collectifs activistes. Je commençais à me poser beaucoup plus le problème en termes de réflexion politique, en termes de ce que moi je pouvais penser par rapport à un tas de problèmes, à plus me positionner politiquement. Avant j'étais dans un milieu libertaire, communiste libertaire, sans vraiment avoir une très grande maturité politique. Là, j'ai essayé de commencer à faire un travail politique plus sérieux au sein de ce collectif-là, qui publiait une revue qui s'appelait à l'époque Quilombo - elle s'appelait Contre, et est devenue Quilombo.

"Voilà comment j'ai commencé à me politiser. En même temps, j'ai été confronté très vite au problème de la prison - parce que j'ai des amis qui commençaient à aller en prison, ou qui ont été en prison. Je me suis particulièrement intéressé à cette question-là, parce que là aussi il y a une forme de violence qui, pour moi, est tout à fait intéressante. La violence spectaculaire, c'est pour moi une forme de violence. La violence subie en prison, qui est un endroit où il n'y a plus de médiation sociale, où la violence s'exprime de manière très brute - un terrain qui reproduisait pas mal ce qu'on pouvait voir ailleurs dans la société et qui était aussi pour moi la dernière roue du carrosse... On rejoint très, très vite le problème des banlieues... Ceux qui refusaient l'intégration par le travail, ceux qui refusaient l'intégration sociale, on avait prévu des lieux pour eux, c'était les prisons. Très vite j'ai commencé à faire de la politique au sein d'une association qui s'appelle la COPEL, qui est la commission pour l'organisation des prisonniers en lutte, sur l'initiative d'anciens taulards, qui avaient participé à des luttes en prison autour de l'isolement carcéral, autour d'un tas de

sujets, aussi bien d'un refus plus fondamental de la prison que de revendications plus immédiates, qui sont reprises dans la plate-forme des prisonniers, comme l'amnistie pour des personnes qui avaient participé à des révoltes en prison, des évasions collectives... le refus du mitard...

"Le mitard, c'est le cachot. C'est la prison dans la prison, c'est un endroit... Le mitard et le prétoire. Le prétoire c'est un tribunal dans la prison, mais en fait les droits de défense sont nuls parce que c'est le directeur qui prend la décision avant et qui l'applique. C'est un cachot, avec des conditions très, très dures de vie. On peut y être jusqu'à 45 jours renouvelables. L'isolement carcéral, c'est encore quelque chose de très particulier. En France, c'est pendant trois mois non renouvelables, mais dans la réalité il y a beaucoup de gens qui ont été en isolement jusqu'à 4 ans. C'est des conditions de détention qui ont été beaucoup documentées par des organisations internationales et dénoncées en tant que torture blanche. C'est pratiqué en France sous certaines formes, et c'est aussi une façon pour mater ceux qui dans la prison refusent la prison et ceux qui, en prison, se politisent et en prison essayent de lutter. C'est des questions auxquelles j'étais très sensible. Mais c'est vrai que je suis venu à la question de la prison, non pas par l'expérience de la prison, mais uniquement par un parcours, je dirais, militant et idéologique. C'est-à-dire, j'ai connu la prison uniquement de l'extérieur, je n'ai jamais été en prison. C'est quelque chose que je connais parce que sur laquelle j'ai été beaucoup amené à lire, à méditer. J'ai rencontré des gens qui ont été en prison, qui ont une espérance de lutte en prison. Mais je ne connais pas ça sous un certain point de vue, qui est celui de la personne enfermée.

La casse

"C'est vrai que les questions des banlieues c'est des questions qui nous intéressaient politiquement, parce que c'était quand même une société duale, où d'un côté il y avait des gens à qui on n'avait absolument rien à proposer, que ce soit en termes de formation, en termes de travail, en termes d'intégration - et effectivement il y a eu beaucoup de révoltes en banlieue. La première de toutes, ça été Vaulx-en-Velin. Enfin, il y a eu Les Minguettes bien avant ça. Mais moi, j'étais beaucoup trop jeune pour être réceptif. Et puis, il y en a eu aussi dans les années 70. Mais la première à laquelle nous, on était particulièrement réceptif, c'est Vaulx-en-Velin. Là, en plus, c'était vraiment le refus du flicage. On voyait bien le gouffre qu'il pouvait y avoir entre le jeune d'en bas, qui vivait en banlieue, et la police.

"Je suis allé à Vaulx-en-Velin, comme ça, sur un coup de tête, une journée, c'est tout. Un soir je suis parti en T.G.V. de Paris et je suis allé à Vaulx-en-Velin, où je connaissais des gens. Il se trouvait qu'il y avait d'autres amis à moi qui y étaient allés aussi, la journée même. Moi, j'étais allé plus tard. Eux, ils sont venus en fait trop tôt en général. Parce que dans la journée, il y avait... là aussi il y a quelque chose de très particulier qui se passe. Il y a d'un côté les associations, les travailleurs sociaux, dont tout fonds de commerce est là, dans le problème des banlieues. Ils n'existeraient pas vraiment, s'il n'y avait pas le problème des banlieues. Et ils essayaient de jouer le rôle qu'on leur avait demandé - c'est-à-dire, le rôle de flics sociaux, de récupérer à leur propre compte la révolte, qui était la révolte un peu fondamentale des jeunes. Ces gens-là, ils travaillent sur la banlieue, parce que c'est leur travail, on les paye pour ça. Mais je pense malgré tout qu'il n'y avait pas grand-chose à voir entre le discours qu'ils pouvaient tenir, et ce que faisaient les jeunes qui participaient directement aux affrontements. On l'a très bien vu, le soir. Je

suis arrivé très tard. J'ai pris le train de neuf heures, je suis arrivé à 11 heures, j'étais sur place vers minuit. J'ai eu la chance de rencontrer quelqu'un que je connaissais comme ça, de vue, avec qui j'ai pu discuter. Très vite il y a eu des affrontements. Je suis allé à ces affrontements-là. Il y avait des jeunes, pas beaucoup, une trentaine, qui harcelaient la police et nous, à un moment donné, on s'est retrouvé entre les C.R.S. et ces gens-là. Il y avait eu trois voitures brûlées, comme ça, à un virage de Vaulx-en-Velin. On a essayé de contourner la police pour aller les rejoindre. Et il y avait les C.R.S. qui disaient - je comprends pas, il y a des gens qui devraient faire le tampon aujourd'hui, qui devaient rencontrer des jeunes. On a bien fait monter au créneau tous les travailleurs sociaux pour qu'il y ait une médiation qui s'opère. Il n'y avait plus de médiation ; à un moment donné, c'était l'affrontement direct avec la police. Et là, ils essayaient de réinsuffler une médiation. On l'a très bien vu, d'ailleurs, après les affrontements, où tous ceux que j'appelle les vautours du milieu associatif ont essayé d'aller récupérer la chose en disant, maintenant il faut qu'on rende des comptes à la population, il faut que ça change.

"En plus, c'était particulièrement un symbole, Vaulx-en-Velin, parce que c'était le fer de lance de ce que Castro appelait - Roland Castro, l'architecte - appelait Banlieue 89. Un modèle de rénovation, disait-on. On avait repeint les boîtes à lettres en rose, pour schématiser, on avait fait un mur d'escalade et on pensait comme ça que tous les problèmes étaient réglés. C'était particulièrement cinglant cette révolte-là, parce que justement elle se trouvait dans un lieu soi-disant rénové. Pour l'anecdote, très vite les C.R.S. n'ont pas participé directement aux affrontements, mais c'était des commandos de la police. Il y a eu d'ailleurs des plaintes qui ont été portées suite à cela. C'était des policiers, des super policiers du GIPN, le Groupe d'Intervention de la Police Nationale, que moi je connaissais bien parce que quand j'étais à Lyon, je faisais du karaté dans un club où il y avait justement un professeur qui participait, qui était policier, justement au GIPN - entre autres, champion de karaté. Cela disait assez long sur ces espèces de commandos de choc qui étaient en fait composés de policiers du GIPN et de policiers volontaires, qui voulaient casser de l'Arabe, et qui sont arrivés comme ça, en voiture banalisée, blouson en cuir, casque de moto sur la tête, barre de fer et aussi crosse de hockey sur gazon, et qui étaient là vraiment pour en découdre. Commando de choc, on va les envoyer, très vite ça a tourné court quand même. Très vite, les gens ont fui. C'est plus pour l'anecdote, pour savoir comment se fait la gestion de ce conflit-là. Quand ils voient qu'il n'y a plus de possibilité de médiation, on envoie les groupes de choc.

"On a pu voir aussi comment procédaient les policiers dans les manifestations. Parce que toute cette année-là, toute l'année 90, il y a eu des manifestations à Paris, qui ont été aussi violentes. Contre toutes sortes de choses, il y a eu des manifestations qui ont donné lieu à de la casse. L'intelligence des groupes politiques et du ministère de l'intérieur c'est, tout de suite, de faire la séparation entre casseurs et manifestants. Il n'y a pas de relation entre ces gens-là - entre ce que voulaient les lycéens de 1990 et les casseurs. Il n'y avait pas, soi-disant, de relation - chose qui, à moi, me paraît assez absurde. Et c'est là qu'on voit aussi, tout de suite, tout le discours médiatique. Ce qui est intéressant dans le mouvement, c'est que cette dissociation-là a volé en l'air. Partout, en province, à Paris - si on excepte, bien sûr, les journaux de la préfecture de police, comme France Soir - on s'est aperçu qu'il y avait bien une solidarité entre ceux de la manifestation, qui avaient décidé de casser et ceux qui n'avaient pas décidé de casser, pour x raisons. Et le mouvement lui-même a pris en charge la solidarité avec ceux qui avaient été inculpés, ceux qui étaient

allés en prison, en général d'une manière très politique. C'est-à-dire qu'on raflait, comme ça, au hasard, et en général on attribuait de lourdes peines.

"On a beaucoup participé dans ces manifs lycéennes de 1990. On faisait des descentes dans les manifestations. On y allait en groupe, on avait fumigènes, lance-pierres, battes de base-ball. Là, il y avait quelque chose, pour moi, qui était scandaleux - cette espèce de discours syndicalo... Parce que, encore à l'époque, les syndicats, c'était leur business. Dans les manifestations, il n'y avait qu'eux qui s'exprimaient... C'est eux qui mataient le mouvement, il n'y avait pas d'autre expression possible. Et surtout, dès qu'il y a eu les premiers incidents, ç'a été tout de suite - nous, ce qu'on veut, finalement, c'est l'intégration. On veut que nos diplômes soient valorisés... plus d'argent dans les lycées... plus de foin dans nos mangeoires... Et à côté de ça, tout un tas de gens qui venaient là... Je ne tire pas de plombs sur la comète quant aux casseurs... Je sais qu'il y a aussi beaucoup de contradictions. C'est aussi la violence en banlieue, c'est aussi barbare par certains côtés. Silence sans conscience n'est que ruine de l'âme, on peut dire pareil pour la violence. Violence sans conscience n'est que ruine de l'âme et c'est vrai qu'il y a des comportements qui sont aussi contradictoires. Une des revues qu'on avait en 90 - elle s'appelait La banlieue, justement. On avait tenu à ce qu'y figure aussi ce qu'on avait appelé "la banlieue des branleurs". Des comportements que nous, on pouvait trouver barbares, même... qui étaient contradictoires avec au moins certains de ces gens-là, que ce soit du viol, de la dépouille dans les manifestations - nous, on est là pour faire les magasins. Cela participe d'une violence... disons, c'est pas toujours très conscient. C'est pas pour autant que moi, c'est pas une violence que je ne soutiendrais pas. Et nous, d'ailleurs, on s'est dit - à partir du moment où il y avait une telle dichotomie entre le mouvement qui se créait, et tous ceux qu'on voudrait exclure du mouvement, qu'on appelle les casseurs ; et que le terrain politique était tellement balisé par les syndicats - la FIDEL, l'UNEF, tout ça - on va faire quelque chose à côté. On casse le maximum, pour bien montrer que c'était aussi une forme d'expression politique...

"Cela fait partie aussi de la réalité des gens d'aujourd'hui : c'est l'exclusion, c'est le fait aussi que nous, on n'a pas d'avenir. La ségrégation sociale avait déjà joué. Pour tous ceux qui étaient là, ils iront pas en fac, c'est déjà les voies de garage. Ces gens-là n'ont pas le droit de s'exprimer, ils demandent à s'exprimer autrement. Donc, on a fait ça de façon un peu... un peu militaire. On se retrouvait dans les manifs à plusieurs... Puis nous, c'était plus au discours des médias qu'on voulait s'attaquer. Donc on s'attaquait beaucoup aux journalistes, et aux policiers. Ce n'était pas la casse en elle-même qui nous intéressait, c'était davantage les salauds politiques qui étaient les médias, qui avaient un discours de France Soir et aussi la police, pour des raisons évidentes. Et puis les vitrines aussi, c'était aussi question d'attaquer la marchandise, d'attaquer la société de consommation." Est-ce qu'on peut parler, à ce moment-là, d'une rencontre - entre le jeune de banlieue, qui est effectivement plus ou moins exclu, et un jeune militant comme lui ? "Il n'y a pas vraiment de rencontre. On a voulu nous faire croire que c'était des bandes très organisées qui étaient venues là pour taper et s'en aller. C'est vrai qu'il y avait des bandes. Mais ce qu'on appelle des bandes, c'est des copains, tout simplement. Moi, j'étais avec mes copains. A un moment donné je sais aussi que c'est sur eux que ma confiance repose. Même s'il y avait quelqu'un que je ne connaissais pas, qui avait des problèmes avec des policiers en civil, j'y allais. Cela dit, des bandes comme on a voulu nous faire croire à l'époque, qui étaient - je ne sais pas, les Black Dragons, les Requins Vicieux, qui étaient venues repérer les lieux avant, comme on avait lu dans le Parisien par exemple, non. Il y avait énormément d'individus, des gens

qui étaient venus là pour participer, parce que pour eux c'était normal, parce qu'ils voyaient que ça cassait. Eux aussi, ils avaient les nerfs, ils sont allés. C'est vrai qu'il y avait des gens qui venaient quasiment uniquement de banlieue. On les a rencontrés parce que, par connaissance. Parce qu'on n'était pas non plus uniquement dans l'est parisien, parce qu'une partie des gens qui étaient avec nous vivaient en banlieue, parce qu'ils avaient des relations en banlieue... A un moment donné il y avait énormément de monde. Sur C & A, la casse de C & A, à Montparnasse, une manif qui a fini très mal, où il y avait eu énormément d'affrontements. Ce qu'on a vu aussi là, c'est que tu as des bandes qui ont des comportements moins sympathiques que d'autres. T'as des bandes qui sont venues là pour taper de la sape, comme ils disent, et qui sont prêtes à taper de la sape en bastonnant...

"Nous, on a donné à fond là-dedans. Chaque fois qu'il y avait des manifs on y allait, on allait armé. Et par rapport au phénomène de la casse, pareil, discours bateau des médias. C'est des gens qui n'ont rien à voir avec le mouvement, ils perturbent les manifestations. Mais pourquoi ? Parce que pour eux il n'y a aucun espace politique, que ce soit dans les médias, ou ailleurs. On veut bien s'occuper d'eux quand ils cassent, pour les dénoncer. Mais sinon, c'est des gens qui sont en banlieue. Pour moi, c'est différent. Mais si j'étais jeune, exclu du bahut en cinquième, à qui on n'a rien d'autre à proposer si ce n'est un CES de jardinier pour la Mairie, ou même rien du tout - je ne sais pas dans quelle mesure, si j'en avais la possibilité, je rentrerais dans la délinquance, ce qui est tout à fait normal, puisque c'est une forme d'économie parallèle qui est développée par des gens qu'on exclut de l'économie. Ces gens-là n'ont pas de structure politique. Les seuls qui essayent de faire leur dos, c'est tout le business des travailleurs sociaux pour lesquels j'ai assez peu de sympathie..." Pourquoi a-t-il si peu de sympathie pour les travailleurs sociaux ? "Parce que je pense, malgré tout, que d'une part ils ont un rôle de médiation qui, moi, ne m'intéresse pas. Je ne crois pas à l'intégration, je la refuse. Je ne veux pas m'intégrer. Cette intégration est une chimère, c'est faux. C'est vraiment le discours le plus malhonnête qui soit. C'est pas vrai. On n'a pas à proposer une intégration à des gens qui sont basanés, qui n'ont pas de formation, qui n'ont pas de boulot - et cela dans une société qui est basée sur le travail et qui en redevient toujours plus. Là pour moi il y a une question de malhonnêteté. Ceux qui font un travail sur la drogue (c'est souvent fait en collaboration avec les flics), ou sur la prévention sida - bon, oui très bien. Sinon, je vois très bien le rôle de tampon que ces gens-là jouent. Il suffit de voir le fric qu'ils sont capables de mettre. J'ai encore vu dans Le Monde de ces derniers jours que pour cet été là ils allaient injecter encore je ne sais pas combien de millions, pour avoir tous de petits shows. On voit très bien où est la peur. La peur, c'est que ces gens-là se révoltent, que ça s'étende. C'est une façon de gestion, c'est une façon pour l'Etat, pour le gouvernement, de gérer ce conflit. SOS racisme a tout à fait compris ça. Au milieu des années 80 tu avais un mouvement beur, qui était un mouvement anti-bavures. Pour toute une partie, c'était un mouvement très, très sympathique - auto-organisation, travail dans les cités, à tous niveaux que soit. La gauche arrive au pouvoir, crée SOS racisme. Les plus politisés de tous ces mecs là, on leur a dit, on a quelque chose pour vous, une association, là-dedans vous allez toucher un salaire... Cela a cassé tout le mouvement qui s'était structuré autour de la marche des Beurs en 84 et la marche pour l'égalité en 83. Tout cela a été cassé par un appareil technocratique, qui joue pas mal le phénomène de la récupération. La gauche là-dessus est plus maligne que la droite, elle a compris comment gérer autrement que par la répression les tensions sociales et, dans une certaine mesure, elle y arrive. Dans une certaine mesure..."

Il semblerait qu'il y a, dans la casse, des logiques très différentes. Il y a des gens qui interviennent dans une logique militante... "Ce n'est pas un phénomène. Nous, on était quoi? Sur les 2000 casseurs qu'il y avait dans les manifestations, on était quinze, vingt, pas davantage. Cela ne représente rien. D'ailleurs, je crois que, malgré tout, ce qui est présent chez tout le monde, c'est la haine du flic, parce que le flic, on le subit tous les jours. C'est aussi une certaine forme de révolte. Même dans les formes les moins intéressantes de casse, il y a quand même, malgré tout, ce refus fondamental de la société dans laquelle on vit tous. Le flic est celui qui, dans la société, sur un seul terrain, fait appliquer en tous les cas ce que sont les conditions générales de vie (*opère sur des bases normatives*), fait en sorte que tu ne peux pas y échapper de toute façon. Si t'as envie d'autre chose - eh ben, eux sont là pour te rappeler que non, que dans la société il faut faire avec. C'est la médiation entre l'Etat et les exclus, les jeunes. La haine du flic, j'ai l'impression que, dans la population française, c'est l'un des sentiments les mieux partagés. Il y a un sondage qui se fait chaque année sur les populations les plus détestées, à savoir, matons, huissiers, flics, assureurs. A un certain niveau, c'est comme la fraude fiscale, c'est un sport national. Emmerdons les flics, parce que c'est eux qui nous font chier, c'est eux qui sur la route nous disent 'mettez votre ceinture' et qui nous foutent des contraventions, et puis font chier toute une partie de la jeunesse. Qui en banlieue n'a pas un copain qui a fait de la taule ? Assez peu. On met de plus en plus en taule, et les gens savent ce que c'est. Je crois que c'est assez partagé et je crois qu'il y a beaucoup de gens finalement qui sont prêts à en découdre avec la police, parce que pour eux ça représente... il y a pas besoin de faire de la politique pour savoir qu'un flic c'est beauf, ça sent l'alcool, que c'est idiot et que c'est là pour faire chier quand il te met des menottes.

"Mais ce qui est vrai aussi c'est que je ne sais pas ce qu'un jeune qui venait dans les manifs de 90 aurait pu trouver d'intéressant dans le discours des syndicats. Un jeune, je veux dire, qui ne sorte pas d'un lycée parisien - ou, même s'il sort d'un lycée de banlieue, qui ne se fasse pas trop d'illusion sur son avenir scolaire." Il y en a pas mal aussi qui sortaient des lycées de banlieue. "Bien sûr, mais là aussi l'idéologie dominante a joué son rôle, c'est qu'il y a toutes sortes de gens qui y croient aussi. Si tu veux tu peux, tu peux réussir. Oui, c'est la crise, mais moi je m'en sortirai parce que j'ai un projet. Non, des gens qui sont des pas rien, des gens qui sont de toute façon voués à pas grand-chose sinon au chômage. Même sur ces gens-là, l'idéologie dominante joue son rôle. Il y a des gens qui vont tenir un discours très contradictoire, très confus là-dessus. C'est que c'est pas parce que tu es dans une situation particulière que tu vas casser. Ce serait bien si c'était ça. Je ne suis pas en train de dire non plus que la casse est la seule forme d'expression politique intéressante. C'est un moyen, à un moment donné, quand le discours politique est bouclé. C'est un moyen d'exprimer autre chose. Mais je suis sûr qu'il y a beaucoup de gens qui trouvent ça sympathique, les casseurs. Il y a beaucoup de gens qui ne sont pas forcément d'accord avec le discours des syndicats, qui est un discours très corporatiste, axé sur la sécurité. Il faut qu'il y ait de la sécurité dans les banlieues, parce qu'il y a des nanas qui ont été violées dans des lycées de banlieue. Je suis sûr qu'il y a beaucoup de gens qui étaient en porte-à-faux avec ce discours là. Les syndicats, c'est des structures très efficaces comme voie d'accès aux médias. Ce qu'a pu dire quelqu'un comme Nasser Ramdan, qui était militant de SOS Racisme, là-dessus, c'est quelque chose de particulièrement répugnant...

"Mais la logique militante - c'était un épiphénomène. D'une part, nous, on a participé parce que ça a eu lieu. Mais les gens qui cassaient n'avaient absolument pas besoin de nous pour casser. C'est, malgré tout, eux qui ont cassé. Nous, on n'aurait jamais cassé,

s'ils n'avaient pas cassé. On est venu se rajouter - sur je ne sais pas combien de casseurs. C'était vraiment beaucoup, ça grouillait partout. Ce qui est sûr c'est que des logiques de casse, il y en a plusieurs. Je suis persuadé qu'il y a ceux qui se servent au passage. Je me rappelle, avant les fêtes de Noël, il y avait une pub dans le métro, une photo qui montrait un lycéen qui cassait une vitrine et on disait : pour les fêtes, tout doit disparaître. Un jeu de mots comme ça, sur les soldes. C'est vrai qu'il y a une arrogance là-dedans, une arrogance dans cette consommation. Il suffit de passer à C & A. C'est pas par hasard à mon avis, si ça a commencé à casser à C & A, ce temple de la consommation. Il suffit d'aller à la Samaritaine à Noël, pour comprendre toute l'arrogance de ce truc-là. Cette conscience, je crois qu'elle est quand même partagée par beaucoup de gens, sans que forcément il y ait un discours politique derrière. J'en suis persuadé. Il suffit que je discute à mon boulot, par exemple, où c'est pas des militants. Les gens comprennent très bien, les gens ne sont pas idiots. Les gens aussi sont conscients du fait que ce à quoi ils sont promis, c'est pas brillant. Même si chacun a ses rêves personnels. Les gens comprennent très bien. Les gens n'aiment pas les flics, les gens n'aiment pas cette consommation complètement arrogante. Les gens ont aussi des tas de raisons pour ne pas être satisfaits et pour l'exprimer, le cas échéant. Et là, quand on leur ouvre une brèche, quand on leur ouvre une porte, quand on leur ouvre un espace pour s'exprimer... ça part. Et si c'est violent, eh bien, ce sera violent. Je n'ai pas de scrupule par rapport à ça. La violence c'est aussi une façon de s'exprimer. C'est une façon aussi que la société démocratique nous interdit, parce que dans une société démocratique tout le monde peut s'exprimer... Eh ben, voilà, c'est pas vrai. Et nous, on le prouve en cassant. C'est aussi ce que la casse remet en question. Pourquoi ces gens cassent, à partir du moment où ils vivent dans une société où tout le monde peut s'exprimer ? Alors on les diabolise : c'est des jeunes des banlieues, c'est des délinquants, c'est des gens qui représenteraient le mal, des gens qui auraient la volonté de casser pour casser. Cela me semble un peu court comme explication. Mais c'est vrai que ce discours, il passe : il passe dans le Parisien, il passe dans France Soir."

Qu'est-ce qui fait, pour des groupes comme ceux avec lesquels il est en rapport, qu'on intervienne ou qu'on n'intervienne pas ? On n'intervient pas dans une manif de pêcheurs, par exemple ? "Cela s'est fait, à Rennes. Des copains ont participé aux violences. Parce que moi, il n'y a pas de pêcheurs, il y a pas d'étudiants, il y a pas de paysans - il y a seulement des gens qui, en ce moment, sont en train de prendre en pleine gueule la dérégulation de l'économie. Je me sens finalement aussi proche d'un pêcheur, d'un banlieusard parisien que d'un fonctionnaire d'Air France. Et c'est ces barrières là que j'aimerais bien voir sauter. Tous ces gens-là à un moment donné ont transgressé, ont cassé, sont allés sur un terrain politique où on préfère pas les voir. Les bases d'intervention sont uniquement pratiques, je pense. Politiques, certainement."

La vie en squat

"Quand j'ai commencé à faire de la politique, c'était dans les squats. Dans les squats c'était aussi les expulsions très, très violentes par les vigiles. C'est une violence latente, et à laquelle on se prépare aussi. Parce que nous, contrairement à d'autres expressions qui luttait sur le problème du logement, il était hors de question qu'on se fasse expulser comme ça par des vigiles. Au moins par des vigiles. Et par des C.R.S., s'il y a une résistance possible, on était là. C'était très structuré. C'était le Comité des mal logés, qui structurait beaucoup de squats sur l'est parisien, qui avait un discours politique structuré, qui était capable de tenir les manifestations. Et c'était un réseau de solidarité. Il y avait là

aussi, à un moment donné, un rapport avec la violence, mais qui n'était pas... qui était contraint. On ne pouvait pas faire autrement. Si on saisisait le squat, on savait ce que ça voulait dire. Les pratiques des propriétaires à l'époque... Nous, ce qu'on voulait, c'était, dans l'est parisien, faire un centre névralgique autour de ce squat énorme qu'on avait un peu bunkerisé. Pour avoir un rapport de force, on avait comme ça un réseau de squats qu'on tenait sur l'est parisien et qu'on entendait ne pas céder si facilement. Les expulsions par vigiles, c'est 15 vigiles par propriétaire. C'est illégal. En général ils font pas attention, c'est pas très délicat. C'est très violent. Par rapport à ces gens-là, on avait la volonté de résister très fermement.

Actuellement il ne vit plus en squat. "Depuis longtemps déjà. Un an et demi... Plus que ça, même... Il y avait énormément de problèmes, ce serait rentrer dans des salades politiques qui sont assez inintéressantes. Dans les années 80 il y a eu un mouvement ascendant général. Les choses se passent bien parce que les différences politiques entre les groupes, entre les individus sont gommées par la dynamique politique. Dans une période de reflux, comme c'était le cas après la Place de la Réunion... C'était un moment très intense, il y avait vraiment eu des manifestations très larges. Dans notre quartier on bénéficiait d'une sorte d'impunité. Dans les périodes de reflux, au contraire, c'est les divergences politiques. Squat après squat, il y avait eu des expulsions, donc ça reflétait. Les lois répressives aussi allaient en croissant - que ce soit l'hiver juridique, que ce soit la criminalisation du squat. Petit à petit, ça devenait aussi plus compliqué de squatter. Avant il y avait toute une facilité, qu'on n'avait plus. Le fait qu'il n'y ait plus de réseau aussi, le réseau se morcelait... Il y avait moins de solidarité, il y avait moins de capacité aussi à résoudre des problèmes - que ce soit des problèmes techniques tout cons, comme ouvrir l'eau... Et puis, aussi, il y a une lassitude. C'est éprouvant. C'est aussi dépersonnalisant par certains côtés.

"J'habitais dans cette espèce d'ancienne école qu'on avait squattée. Un vrai bunker, qu'on avait militarisé au possible, et qui était une ambiance un peu de prison, mais qui me plaisait beaucoup. Je n'ai aucune inclination pour ce genre d'ambiance. Mais en même temps c'est sympathique, parce qu'il y avait énormément de gens qui passaient dans ce squat-là. C'était une centralité politique. On pouvait trouver toute la presse que publiait le mouvement, à Paris, en province et à l'étranger. En fait ce squat était voué, lors de son expulsion, à une défense très active. On avait creusé un tunnel, qui arrivait jusqu'aux égouts. C'était une galerie désaffectée des égouts, qui était murée. On avait demuré, on avait mis de la mousse qu'on avait recouvert de ciment. C'était très, très au point, c'était quasiment un passage secret. Il y avait un meuble avec un panneau qui s'ouvrait, qui se fermait à l'intérieur et à l'extérieur. On pouvait s'en aller en refermant et empêcher que les gens viennent par ce tunnel. Au fait tout reposait là-dessus. On avait barricadé, on avait muré tout le premier étage, on avait barraudé les étages supérieurs, on avait mis des barbelés, des tessons de verre partout, on avait fait des provisions de cocktails molotov. C'était aussi un point de ralliement, quand on partait en manifestation on partait de là. On avait décidé de le défendre de l'intérieur et de s'enfuir de l'intérieur, pour ne laisser entrer personne, le jour de l'expulsion. Deux jours avant, on avait eu la lettre d'expulsion, et on a su par une journaliste que ça s'était éventé. Là se posait un problème assez clair : est-ce qu'on résiste, en se disant qu'il y aura des gens qu'on laissera sur le carreau - c'est-à-dire, qui iront en prison ; ou est-ce qu'on abandonne le squat ? On a abandonné le squat et on s'est replié sur les autres squats qu'on avait.

"A ce moment-là, j'ai été dans un squat plus sympathique, où vivaient deux familles de Turcs et une famille de Maliens. C'était une ambiance plus conviviale, c'était moins barricadé. Même si, là, il y a eu deux expulsions par des vigiles qui ont été très violentes. Puis, on avait chacun nos lieux. C'était en fait tout un immeuble très sympathique, dans le XVIII^e arrondissement. On avait des lieux collectifs, comme une salle de sport, une cuisine, un atelier où on pouvait faire du théâtre, où on avait d'autres activités que strictement de la politique. La forme même du lieu, et puis le fait qu'il y avait des gens qui n'étaient pas forcément non plus des gens qui se retrouvaient autour de la mouvance politique de l'autonomie, faisaient que c'était un endroit sympathique.

"Cela dit, j'ai arrêté de squatter parce que c'était aussi pesant, parce que c'était dépersonnalisant. J'avais perdu énormément d'affaires, mes livres, tous les trucs que t'aimes bien avoir chez toi, tout simplement. J'avais perdu beaucoup de livres. Bien sûr, dans les squats, c'est un peu la vie de bohème. A un moment donné, ça me pesait. J'ai eu l'opportunité d'avoir un appartement et je l'ai pris. Et depuis, c'est vrai, je n'ai plus resquatté. Je me suis toujours démerdé pour habiter dans un logement... ça ne correspondait plus aussi à ce que je voulais faire. Je m'acheminais plus vers un militantisme - j'aime pas le mot, mais bureaucratisé, disons. C'était plus de la lecture, c'était plus de l'écriture, c'était plus ce genre de chose-là, qui se prêtait mal au squat. Donc, ça correspondait aussi à une évolution. Cette ambiance dans laquelle j'avais trouvé beaucoup de choses, qui m'avait beaucoup plu pour tout un tas de raisons, parce que c'était aussi une ambiance de solidarité, parce qu'on faisait souvent la fête, parce que c'était très ouvert, parce qu'on rencontrait - je rencontrais plein de gens, c'était très intéressant humainement... Et c'est ça aussi qui est intéressant quand on fait de la politique, c'est que ça permet de rencontrer tout un tas de gens... Voilà, ça c'est fait un peu naturellement le fait que je n'ai plus squatté et ça a été aussi un bémol aux actions, disons, violentes que j'ai pu faire.

"Et puis, aussi, il y avait des choses qui me plaisaient et d'autres qui me plaisaient moins. C'est vrai que le fait de baigner dans une ambiance de violence, ça se ressent sur les comportements. Il y a un peu un fantasme, qui ne m'a jamais vraiment plu. Il y a un peu aussi une mythologie de la baston... Le fonctionnement en bande génère des trucs qui pour moi sont absolument malsains. C'est le côté un peu fantasmé de la violence, qui correspond aussi quelque part à quelque chose qui... oui... qui est malsain, qui vient de ce qu'on a tous en nous, de ce truc tyrannique qu'on a en nous, qui s'exprime, qui peut s'exprimer ou bien dans la violence ouverte, ou bien par autre chose... par de la jalousie, par exemple, dans une relation de couple, par tout un tas de choses que moi, j'insiste - même si c'est des choses auxquelles je ne prétends pas non plus être tout à fait étranger - c'est au moins quelque chose, dans la mesure de mon possible, à laquelle j'ai essayé d'échapper le maximum.

"Je n'ai pas quitté ce milieu-là. J'ai quitté les squats et un certain comportement de bande. Parce que ça, c'est tombé aussi, ça n'existe plus. Maintenant c'est toute la frontière vague entre la délinquance et la politique. Je n'ai jamais rien eu contre la délinquance. Si j'en avais les moyens, ce serait peut-être quelque chose que je ferais. Or, je ne fais pas ça, je travaille. Mais pour moi ce n'est pas important en soi, sauf quand il y a des conflits d'intérêts. Il y a eu toutes les dérives possibles de ce petit mouvement là, que ce soit dans la drogue, que ce soit dans le repli sur la vie privée, que ce soit tout un tas de choses... C'était déjà la queue de comète d'un mouvement plus important qu'il y avait eu au début des années 80. Là maintenant on peut dire... En tous les cas, la position qu'avaient prise à un

moment donné tout un tas de groupes qui sortent de l'autonomie au début des années 80 - de dire, maintenant on va occuper ce terrain-là, qui est le terrain du logement, des squats, parce qu'on a quelque chose à y développer, ç'a beaucoup marché. Il y a eu 1500 personnes au comité des mal logés. A un moment donné il y a eu un reflux, ce reflux a été terrible. Autant la montée a été rapide, a été intéressante, autant le reflux a été assez désastreux." Qu'est-ce que cela représente aujourd'hui ? "Rien. Absolument rien. Il y a plus du tout, ni un discours, ni une présence. Il y a encore des squats, plus ou moins, de gens qui sont ... sympathiques. Mais il n'y a plus du tout, ni de discours ni de pratique structurée autour de ça. C'est complètement passé à la trappe. Disons que ç'a culminé jusqu'au début des années 90 et après... ç'a n'a fait que refluer totalement. Quand je dis totalement, c'est qu'il y avait beaucoup de squats encore. Ils ont été expulsés les uns après les autres et maintenant, ça n'existe plus."

La politique incertaine

Est-ce qu'une mouvance autonome existe toujours ? "Non, pas vraiment. Disons que 'mouvance autonome' c'est un peu un fourre-tout. On y mettait tout ce qui se faisait d'un peu radical autour des squats, on mettait aussi les collectifs un peu politiques. Il y a eu aussi dans les années 80 un tas de trucs autonomes autour du salaire social, autour de la précarité du chômage, de l'organisation des précaires et des chômeurs. Il y a eu aussi des collectifs autonomes autour de la prison. L'Apel c'est encore différent, parce que c'est vraiment quelque chose qui est structurée dans les prisons. Avec un réseau d'information dans les prisons - donc ça, on ne peut pas vraiment l'appeler l'autonomie. En plus, les gens qui y ont participé sont plus des gens qui ont participé à des expériences combattantistes, d'Action Directe. C'est-à-dire qu'une partie des autonomes qui étaient à la fin des années soixante-dix, début des années 80, à Camarade, à des groupes qui étaient organisés, ou même dans des syndicats de la B.N.P., ont fini dans l'expérience de la lutte armée. C'est un peu aussi un rapport trouble en ce qui concerne les organisations combattantes. On aime bien les organisations quand elles sont alliées, quand elles sont outre-Atlantique, on les aime moins quand elles sont susceptibles de te criminaliser toi-même. Là aussi il y a beaucoup de choses, par rapport à la lutte armée, par rapport à cette violence-là, qui est une violence politique..."

Donc, tu quittes ce milieu-là et tu réorganises ta vie... "Je n'ai vraiment pas du tout vécu ça comme ça, dans le sens où c'était plus un cheminement qu'une réorganisation. Dans les squats je participais aussi à Quilombo. Autour de ce squat-là, avec différents collectifs, on avait fait des campagnes contre l'isolement carcéral. C'est là que vraiment j'ai commencé à m'ouvrir à la question de la prison, à m'y intéresser et à militer autour du problème de la prison. J'ai milité après dans cette organisation, dans ce groupe où je me suis occupé particulièrement de problèmes de médecine carcérale, de sida. Avoir aussi des relations par exemple avec des associations du contrôle sida, qui faisaient un travail que nous, on estimait intéressant, comme Act up, qui était un ancien truc très activiste... C'est une association du contrôle sida issue de la communauté homosexuelle, mais on y rencontre tous les aspects du sida : aussi bien la prison que la toxicomanie, que le problème de l'éducation nationale - tout un tas de choses... Il se trouvait que dans une revue dans laquelle participait un ami, il y avait quelqu'un qui avait participé à Act up, qui sortait la revue Mordicus - je ne sais pas si t'as déjà entendu parler ou pas... Donc, j'avais dit - tiens, justement, moi, je connais des gens qui sont aussi intéressés, qui se sont abonnés à la revue Rebelle et qui sont aussi intéressés par ce que vous faites, qui sont intéressés à faire des

choses sur le sida en prison avec vous. Je m'étais aussi occupé un petit peu de ça... Non, disons que ce qui a changé, c'est que je suis passé du squat à un logement plus stable." Plus individualisé aussi... "Oui, tout à fait. Ah, oui, ça c'est vrai. Ce n'est plus du tout les mêmes relations que t'as, une fois que t'es chez toi. Et puis ce n'est plus du tout le même travail politique que tu fais non plus. A partir du moment où tu peux être plus au calme, aussi bien pour lire, que pour réfléchir, que pour écrire, il y a un autre travail qui se développe à partir de là. Mais pour moi, il n'y a pas eu de changement, il n'y a pas eu de restructuration." Le militantisme a continué à donner sens à sa vie... "Oui. Cela dit, j'ai continué à faire les deux choses que je faisais - c'est-à-dire, Quilombo et l'Apel. Je n'ai pas du tout vécu ça comme une cassure."

A-t-il un travail en rapport avec son activité politique ? "J'ai un boulot précaire, qui est celui de faire des sondages par téléphone... un boulot qui est tout, sauf intéressant... Non, je ne me suis pas du tout professionnalisé... En tout le cas dans le militantisme il n'y a aucune possibilité. Pour moi c'était pas souhaitable et pas possible. Et puis, je ne me suis jamais posé la question de me professionnaliser dans le militantisme. On n'a jamais eu la possibilité, comme les organisations gauchistes dans les années 70, d'avoir des permanents, ou quoi que ce soit. La seule possibilité - mais il n'était pas question de me professionnaliser... On avait fait un questionnaire sur la santé, qu'on avait distribué dans les prisons. Cela avait beaucoup intéressé pas mal d'organisations, entre autres Aides et l'INRS, qui avait trouvé ça très bien fait (en toute modestie). On avait assez travaillé là-dessus et touché assez juste. Donc, il y a eu des propositions de la part de l'INRS. On nous avait proposé que ce soit dans le cadre de leur programme de recherche. Donc, (on avait accepté) pour pouvoir contourner un petit peu cette censure qu'on nous avait imposée... On l'avait envoyé à des journalistes, et une fille du Figaro avait fait une brève, en disant l'association Act up et l'Apel ont fait un questionnaire très, très détaillé sur la santé en prison et distribué dans toutes les tôles. A l'époque, la revue était la bête noire de l'administration pénitentiaire, parce qu'à mon avis c'était la seule qui intervenait vraiment en prison. Il y a des choses qui ne passent pas, mais celle-là, elle est vraiment interdite. Et surtout la question de la santé en prison, début des années 90... Maintenant ils ont trouvé un petit peu des discours pour l'évacuer, quoique les problèmes ne soient pas réglés. C'était ça : il y avait dans certaines maisons d'arrêt jusqu'à 30% de séropositifs, et rien n'était fait pour eux. Que ce scandale puisse éclater, c'était vraiment délicat. Il y avait des médecins qui ont dit, s'il y avait un Nuremberg de la santé en prison, je plaiderais coupable. A l'époque, c'était pour eux une question très délicate. Ce qu'on avait fait à un moment donné, c'est que le ministère a très vite, pour des problèmes de censure, trouvé la parade à ce questionnaire-là.

"Non, mais professionnaliser... La seule chose c'est que les gens qui faisaient Quilombo, eux avaient un travail avec une espèce de relation entre un travail politique et leur travail professionnel. C'était le fait que, par exemple, le copain qui fait le journal avec moi est maquettiste. Une façon aussi de s'ouvrir sur d'autres choses... Moi, ça m'intéressait aussi d'apprendre les rudiments de la mise en page. Mais jamais je ne me suis dit : c'est très bien, ça va au moins me donner une formation, que je n'ai jamais eu ailleurs. Je ne me suis jamais vraiment posé le problème : tiens, qu'est-ce que je vais faire plus tard comme travail ? Si ça doit se poser un jour, ça viendra plus tard. J'ai jamais eu cette... J'ai déjà assez peu travaillé. Le boulot qui a duré le plus longtemps, c'est le boulot que je suis en train de faire maintenant, d'enquêteur téléphonique. Moins je travaille, mieux je me porte. De toute façon, je préfère consacrer du temps à ce que je fais. Et puis, parce que j'estime aussi que

c'est plus intéressant aussi, parce qu'humainement c'est intéressant. C'est excitant intellectuellement. Il me semble avoir trouvé beaucoup plus de choses en faisant de la politique qu'en fréquentant les bancs d'amphi...

Ce qu'il continue à faire, sur les prisons, ça fait partie de la mouvance autonome ? "Pas dans la forme par laquelle je le fais. Je fais ça avec des gens qui n'ont jamais été du mouvement autonome et qui ont un rôle assez prépondérant dans cette association. Il y a une relation, bien sûr, avec le mouvement autonome, dans le sens où on a des relations politiques très étroites. Ma matrice politique, c'est l'autonomie comme elle a pu être théorisée dans les années 70 en Italie, par les operaïstes. La seule chose que je fais de plus "universitaire" (c'est pas universitaire non plus, parce que cette année, en tout cas, je ne suis pas inscrit en fac) c'est de participer à un séminaire politique autour de Toni Negri, qui maintenant est prof de fac à Paris ; et avec des gens qui étaient des leaders de l'autonomie italienne dans les années 70, leaders de grosses organisations autonomes, qui étaient autre chose que ce qui s'est passé à Paris, qui n'a aucune mesure et aucune comparaison. Il n'y a aucune mesure entre ce qui était l'autonomie ouvrière en Italie dans les années 70 et ce qu'a pu être le reflux du gauchisme, le mouvement autonome à la fin des années 70. Non, ça c'est autre chose. Les gens qui étaient là, souvent ils n'étaient pas politisés. Ils étaient là parce qu'ils n'aimaient pas les flics, parce que de toute façon ils avaient un mode de vie marginal. (Moi, je n'aime pas du tout ce mot.) Mais aussi des comportements qui généraient des trucs avec lesquels je n'étais pas d'accord. Mais ça, je l'ai déjà dit, c'était aussi une inclination à la violence pour la violence. Même si je crois aussi... le mouvement ouvrier aussi s'est tout le temps uni sur la question de la violence. Dans le mouvement ouvrier, la violence est quelque chose de très présent. Il y a toujours une exaltation de la violence qui est porteuse politiquement. La violence c'est aussi un refus fondamental. C'est aussi la façon d'exprimer qu'à un moment donné il n'y a pas de médiation et qu'on n'en veut pas. Avoir une relation que ce soit avec des fascistes ou des policiers, avec des gens qu'on peut estimer des collaborateurs du système, pour montrer que nous, ce qu'on veut, c'est aussi avant tout les détruire. Moi, j'ai vu ça, la violence vraiment comme un moyen politique.

Est-ce que tout cela a un sens plus général ? "De toute façon, je crois à une transformation sociale qui passe par la violence, simplement parce que c'est un pouvoir qui s'affronte à un autre pouvoir aussi... Disons qu'in abstracto je suis révolutionnaire, je suis pour la révolution. Cela conditionne ce que je peux faire après, politiquement. Même si je sais que je ne ferai pas la révolution, ça au moins fait partie de ma pratique politique et de mon discours politique. La révolution pour moi, elle se fera par la violence et par la prise de pouvoir. La prise de pouvoir, je ne pense pas qu'elle se fera (si elle doit se faire), de façon pacifique. Je ne crois pas à ce que le PCI, le parti communiste italien dans l'après-guerre, a pu appeler le compromis historique. C'est-à-dire, une lente réforme vers une société plus égale. Je crois qu'on va rencontrer un conflit d'intérêts très fort et ce conflit d'intérêts sera victorieux pour nous s'il est suffisamment organisé, suffisamment structuré pour pouvoir faire face à la répression, pour pouvoir faire face à l'ennemi. Donc je crois que, oui, là il y aura un processus qui se fera de façon violente." Et au nom de qui ? "Au nom de qui ? Autant dire des choses beaucoup plus urgentes que ça." Autrefois, on parlait au nom du mouvement ouvrier, des travailleurs... "On parle toujours du mouvement ouvrier, des travailleurs..." "Même s'il n'y en a plus tellement ? "Ah, pour moi il y a toujours des travailleurs et même si la forme de l'ouvrier d'usine, fordien, a disparu, il y a bien plusieurs sortes de travailleurs. Le travailleur qui a son emploi garanti, qui est syndiqué,

c'est le travailleur un peu mythique avec la casquette et le bleu de travail. Mais maintenant t'as différentes formes de travail. T'as déjà ceux qui sont exclus du travail, qui pour moi comptent aussi dans la perspective ; qui sont temporairement ou définitivement exclus du travail. Et puis t'as le flot aussi de tous les travailleurs précaires. Une embauche sur trois, c'est un travailleur précaire. Un travailleur sur trois a un contrat à durée déterminée. Et qui n'est plus la forme du travailleur d'usine, les grandes fabriques, par exemple la FIAT de Turin. Tu vois, ç'a disparu. Maintenant, je ne crois pas du tout qu'il n'y ait plus une classe. Pour moi il y a encore une classe, il y a encore des prolétaires. Même si cette classe est entièrement morcelée, même si pour moi quelqu'un à qui on propose un emploi de proximité n'est pas différent d'un ouvrier d'usine, syndiqué, qui a sa carte au parti. Maintenant, cette forme-là, la forme ouvrière du travailleur elle a un petit peu éclaté, mais pour moi il y a toujours une classe, enfin toujours deux classes. Enfin, c'est vrai, c'est peut-être moins clair qu'avant, c'est peut-être plus complexe, mais une brève compréhension de ce qu'est le marché du travail maintenant montre très bien que ça existe toujours."

Le thème du travail reste-t-il donc un thème central ? "Ah, oui, pour moi, bien sûr. Une de nos thématiques à nous, c'est le revenu garanti, qui est une revendication immédiate et réformiste - un revenu garanti pour tous. Après tout, un lycéen ou un étudiant participe déjà à la production sociale quand il fait ses études, ce salaire social existe déjà. C'est aussi une des grandes escroqueries modernes que de toujours relier le revenu au travail, même si c'est de moins en moins vrai. Les bourses étudiantes, les salaires des femmes, pour moi sont aussi des salaires. Le salaire social est en constante augmentation. La loi Weil le montre très bien, la loi sur le deuxième enfant, tout ça montre très bien que cet étalon du revenu lié au travail, très, très vite il va exploser. Il y a une automatisation croissante des machines et, de plus en plus l'homme va être exclu de l'appareil productif. Et même si les richesses, on en produit toujours plus, même si les profits continuent toujours à augmenter, on s'aperçoit que le travail, il y en a de moins en moins et qu'il y en aura de moins en moins. Là-dessus le capital a un rôle historique à jouer, en supprimant le travail idiot. Je pense que cette revendication du revenu garanti est particulièrement adaptée à ça et particulièrement adaptée aussi à tous ceux qui sont exclus de la forme classique du travail, qui est le travail fordien. Et c'est pour ça que moi, je pense que le travail est toujours une thématique très importante. Le mouvement anti-CIP était un mouvement de revendication salariale, basé autour du travail. Le travail prend de l'importance, même si celui-ci disparaît de plus en plus. Or, on essaye encore de nous faire croire à la valeur-travail, au revenu lié au travail et pas à autre chose. Et surtout, pas parler de revenu lorsqu'on parle d'allocations, de bourses, dissocier grosso modo les salaires des revenus, y compris pour ceux qui n'ont pas de travail. Parce que ces gens-là, pour moi, sont compris dans le processus productif, quand même, malgré le fait qu'ils n'y participent pas directement. Un étudiant participe par ses études à produire sa force de travail, qui est une force de travail intellectuelle - mais là, c'est lui qui doit la produire lui-même, c'est lui qui doit la prendre en compte lui-même. Voilà, ça aussi c'est un discours moderne sur le travail, une façon plus moderne de prendre en compte la revendication salariale.

"Ce que moi, je refuse tout à fait c'est le plein emploi, c'est le travail fordien, c'est la conception syndicale du travail, qui est une conception assez dépassée maintenant. Alors, les alternatifs nous parleront de partage du travail..." Qu'en pense-t-il ? "Oui, on peut aménager comme ça, on peut très bien. Je pense que c'est déjà d'une part peu réalisable, parce que ça nécessite une intervention un peu démesurée de l'Etat et que ce n'est pas la tendance actuelle. On va plus vers une économie libérale que vers une économie mixte. Ce

que je mets aussi dans la question du travail, c'est le refus du travail aliénant. Moi, quand même, quelque part c'est... à la rigueur, le premier intérêt que je porte au travail - le refus du travail. C'est justement le fait de, comme disent ceux de mai 68, ne pas perdre sa vie à la gagner. Et puis, on a une utopie tout à fait réalisable, c'est de supprimer le travail aliénant. Maintenant avec l'avancement technique on peut tout à fait envisager ça. Ce serait même une utopie, si la gauche était un peu plus audacieuse sur ce sujet-là. Parce qu'à mon avis, c'est une utopie pour la gauche : la réduction draconienne du temps de travail, en maintenant le pouvoir d'achat."

Croît-il que ces thèmes sont prégnants chez des jeunes gens de son âge, toutes expériences confondues ? "Non, comme je crois que la politique n'est plus du tout prégnante chez les gens de mon âge..." Comment explique-t-il ça ? Je l'explique par un certain épuisement du travail politique conçu comme un messianisme. J'explique aussi beaucoup par la télévision. Dans les années 70, je crois qu'on lisait beaucoup plus que maintenant. En tout cas, l'idéologie dominante est vachement diffusée par la télévision et quand on voit des mômes de 13, 14 ans regarder Hélène et les garçons, quand on a regardé une ou deux fois ce feuilleton-là, on se rend compte que ça joue un rôle vraiment... ça, j'en suis persuadé, même si c'est quelque chose que j'aurais du mal à démontrer mathématiquement. Même si c'est quelque chose d'intuitif, j'ai l'impression que la télévision joue énormément dans le fait que maintenant il y a un recul énorme du politique, parce que l'idéologie du Figaro Magazine est partout, sur tous les écrans de télévision. L'idéologie du consensus en tous les cas, où il y aurait un juste milieu, où les bonnes actions ce seraient celles de l'aide humanitaire..." L'aide humanitaire, qu'en pense-t-il ? "L'aide humanitaire ? Oh, c'est bien ! C'est très profitable aux pays occidentaux, ça permet de continuer à mener une politique absolument assassine par rapport à ces pays-là... Non, ça permet d'éluder certaines questions, celle du F.M.I., celle de la dette. S'il y a bien une hypocrisie, c'est bien celle de l'aide humanitaire. Maintenant, je ne peux que tirer mon chapeau aux médecins très courageux qui partent en Afrique sauver des vies. Je ne peux pas condamner ces personnes-là. Je condamne la logique de l'aide humanitaire dans son ensemble. Dans l'ensemble, pour maintenir l'oppression dans le sud, je trouve que ça fonctionne à merveille.

"Mais c'est aussi peut-être l'évolution de la société qui fait que maintenant on n'a plus les mêmes structures pour faire de la politique. Le chômage, par exemple. Je vois aussi dans ma boîte à moi. On ne peut plus ouvrir la bouche, on ne peut pas gueuler. Si on ouvre notre gueule, on sait qu'on se fait virer, on a un contrat à durée déterminée. La menace plane au-dessus de la tête de tout le monde. Les nouvelles formes du travail, l'atomisation des gens, c'est pas que la télévision. La télévision, ça a pas pour fonction que de véhiculer une idéologie dominante, ça a aussi pour fonction de... Ben que font les gens le soir ? Même si je ne suis pas un passéiste, en disant avant c'était mirifique, les gens se parlaient, les gens discutaient entre eux - mais c'est vrai que cela accentue énormément ça. J'ai l'impression que la télévision là-dedans a joué un rôle complètement néfaste. Et il y a aussi le fait que... chômage aidant, atomisation des gens aidant, on n'a plus de lieux où se rencontrer, on n'a plus de lieux de sociabilité. Et ça a beaucoup contribué à raréfier le domaine du politique. En Italie ça se passe quand même beaucoup mieux, il y a un mouvement quand même très fort. En France, c'est aussi peut-être la gauche qui arrive au pouvoir. J'ai du mal à expliquer ça, c'est vrai."

Autrefois les militants appuyaient leur pratique sur une perspective générale de changement du monde. Dans son cas, quel était le rapport entre ce qu'il avait fait, d'un côté au niveau des squats, du logement etc., ou entre ce qu'il faisait maintenant, au niveau des prisons, et une perspective de changement plus général ? Existait-il ce rapport ? "Entre-temps il y a eu la faillite du socialisme bureaucratique et on est bien en mal aujourd'hui de trouver une alternative révolutionnaire à ça, qui soit très cohérente et globalisante... Personne ne l'a encore reformulé, ça. Dans les années 80, c'est vrai qu'il y a eu une réelle continuité, malgré tout, avec le mouvement ouvrier français, le gauchisme et puis après l'autonomie. L'autonomie venait directement du gauchisme. Dans les années 80 il y a eu une cassure. Moi, je n'ai pas eu la formation politique qu'ont eu ceux de la génération précédente." Il avait eu quand même un passage rapide aux Jeunesses Communistes... " Les Jeunesses Communistes, c'est tout sauf la formation politique. Au contraire. C'est vraiment, on te file trois slogans et maintenant tu vas rabâcher. Il n'y a aucune formation politique, aucun débat, même de quelque façon archaïque qui soit... Je sens vraiment, par rapport à des militants beaucoup plus vieux que moi, que j'ai beaucoup plus de problèmes, une pensée beaucoup plus déstructurée, que j'ai beaucoup plus de mal... Après l'échec du socialisme, il est vrai que personne n'a cette réponse globale. Aussi, il faut essayer de réfléchir davantage, de dépasser un certain corporatisme, qui peut être dans la prison ou ailleurs... C'est vrai que j'ai pas ça et que ça me manque, et que j'ai du mal du coup, et que j'ai pas la même pensée politique que quelqu'un qui a eu la formation des organisations gauchistes - que ce soit des groupes autonomes ou autre chose. C'est quelque chose que j'essaye de faire un peu, tout seul. Mais c'est dur et c'est souvent quelque chose qu'on laisse de côté.

" C'est aussi le fait que le mouvement ouvrier traverse le creux de la vague et qu'il n'y a pas de perspective, ne serait-ce qu'à moyen terme. On ne peut que penser que, avec un travail de fourmi, on arrivera à reconstituer au moins un tissu militant et encore. Essayer de faire en sorte à engranger des forces. C'est la perspective qu'on peut de façon réaliste soulever. Ce que j'ai pu lire des publications du gauchisme, c'est des gens qui y croyaient. Maintenant on fait la révolution. C'est vrai que, maintenant, être révolutionnaire c'est se poser le problème de façon beaucoup plus pragmatique. Malheureusement on n'a pas de perspective à moyen terme. C'est vrai qu'on ne peut qu'essayer, là où on juge que c'est le plus opportun, essayer de faire de la politique sur ce terrain-là. Que ce soit sur les facs, que ce soit sur les prisons. Parce qu'aussi sur la prison les gens sont plus à même de comprendre ce qui leur arrive... de comprendre les mécanismes du système. Même si on multiplie les endroits où il peut y avoir des brèches, ce n'est pas avant un certain nombre d'années qu'on verra quoi que ce soit. Si on fait une analyse brève de ce qu'est le mouvement révolutionnaire en France et à l'étranger, ce n'est pas décourageant - si j'étais découragé, si je ne croyais pas à ce que je fais, je ne le ferais pas - mais ce n'est pas une perspective optimiste. C'est entre les deux, si tu veux. Je crois quand même qu'on peut mener des combats, mais je suis assez réaliste par rapport à ces combats-là."

7 - LA POLITIQUE EN PANNE

Didier et Rachid, le casseur et l'émeutier, expriment chacun à leur manière la difficile recherche d'une action politique à laquelle sont aujourd'hui confrontés les jeunes français. La rencontre, à travers un mouvement historique, de ce que chacun d'entre eux

représente reste pour l'instant impossible. Il a juste été possible de rapprocher leurs vues du monde à travers ce texte. Mais, chacun de leur côté, ils sont le signe d'un dilemme français.

Didier a fait de la recherche de la politique le choix primordial de sa vie. Il a quitté très jeune la maison de ses parents, pour ça. Il a expérimenté, l'une après l'autre, plusieurs manières de faire de la politique. Sa quête reste inachevée et il s'y est résigné. Il attribue cette incomplétude aux conditions du changement historique que traversent nos sociétés. Didier n'est pas un "exclu", en tout cas au sens social de ce terme. Il n'est ni en échec scolaire, ni au chômage. Il vit à Paris et paye le logement où il habite. Il est aussi un militant. L'usage de la violence dans les manifestations publiques relève pour lui d'un choix conscient et d'un calcul. La violence est une ressource mobilisée pour redéfinir le sens d'un débat public, pour y introduire des significations latentes, qui sans cela n'arriveraient pas à faire surface. La violence émeutière de Rachid relève d'une autre logique. C'est une violence expressive. Mais ce que cette violence exprime est d'ordre proto-politique. Elle pose le problème de la construction par le bas et par la violence de la place du jeune dans la société française. La violence émeutière rappelle que cette place est aujourd'hui indéterminée.

Alors que la société contemporaine constitue le jeune en tant que catégorie sociale spécifique - alors qu'il est spécialement visé en tant que consommateur par l'industrie culturelle et par l'économie en général ; alors qu'une véritable révolution culturelle lui accorde une nouvelle place dans le monde en tant que sujet autonome, ce qui se vérifie à travers les immenses changements au sein de la famille, au niveau des rapports parents-enfants (Singly, 1996), mais aussi, de manière peut-être plus silencieuse, à l'intérieur de l'univers scolaire (Peralva, 1996 et 1997) - il ne dispose pas d'outils légitimes de participation dans la vie collective. Sa participation est en déficit d'institutionnalisation en toute matière le concernant. Cela a été plusieurs fois répété au cours de ces dernières années à propos de l'école, notamment au moment des grandes grèves lycéennes de 1990, mais aussi lors des grèves étudiantes de l'automne 1995. C'est aussi vrai pour le collège et pour la vie dans la cité. Alors que nos représentations et nos pratiques concernant les jeunes ont changé, le rapport de la société française à sa jeunesse continue à s'opérer suivant des modèles anciens, où les liens entre adultes et jeunes étaient des liens de prééminence et dépendance, et où l'obéissance constituait la catégorie majeure des relations entre les générations. Politiquement, le jeune est un exclu alors qu'inversement, du point de vue social, il émerge en tant que catégorie autonome - et ce n'est pas un hasard si les mouvements lycéens et étudiants de ces dernières années ont tous eu un air d'émeute, s'ils ont pris la forme d'explosions, s'essouffant par la suite sans qu'une vraie organisation prenne forme.

Le jeune français d'origine immigrée, pour sa part, cumule encore d'autres handicaps : à celui d'être un jeune, celui aussi de ne plus être un immigré, défini par sa place dans le monde du travail (Sayad, 1979b), et celui de ne pas être reconnu comme un Français à part entière. A ce niveau, le harcèlement lors des contrôles d'identité réalisés par la police dans des cités HLM, où policiers et jeunes se connaissent aussi bien que les habitants d'un village, ne cesse pas de leur rappeler symboliquement leur sous-citoyenneté.¹³¹ Ici encore, la violence - et non seulement la violence émeutière, mais les

¹³¹Le débat sur les conditions dans lesquelles les contrôles d'identité peuvent être considérés comme justifiés et légitimes est un vieux débat en France. A ce niveau, comme d'une manière générale au niveau du débat

innombrables conflits opposant à répétition les jeunes des quartiers populaires aux forces de l'ordre - relève de l'incapacité à négocier sa place dans l'espace public par des moyens non violents. La métaphore des "classes dangereuses" est particulièrement juste pour évoquer ces populations. Comme au XIXe siècle, le problème du regard porté sur elles par les élites, et que la police concrétise, les détermine - et ils ne cessent d'ailleurs de le répéter ("la police détermine notre vie").

Lapeyronnie (1993:263) souligne la déconnexion entre demande et offre politique dans les quartiers sensibles en France et en Angleterre. "Si les quartiers touchés sont fortement marqués par le chômage, ils ne sont pas pour autant 'oubliés' des politiques de rénovation urbaine. (...) les émeutes révèlent (davantage) l'incapacité du système politique à traiter les demandes des zones urbaines marginales et rendent la citoyenneté purement formelle." Inversement, il n'y a pas dans l'émeute de revendications ou de demandes sociales, parce que la demande - et là encore celle de Rachid et celle de Didier se rejoignent - est d'exister en tant que citoyen. Les revendications viennent après.

Les revendications deviennent manifestes à partir du moment où on se constitue en tant qu'acteur dans l'espace public. Mais elles ne sont pas pour autant purement matérielles. Elles gardent une relation intrinsèque avec l'émeute, dans la mesure où elles expriment le désir de voir cesser des contraintes qui font que les voies d'autonomie et d'individuation juvénile dans les quartiers populaires soient beaucoup trop souvent déviantes, qu'elles s'appuient trop souvent sur des conduites de risque et qu'elles se soldent trop souvent par la mort. La déviance est d'ailleurs vécue, nous l'avons vu, comme une contrainte imposée de l'extérieur - comme un fait social et non pas comme une transgression individuelle de la loi, ce qui participe à la territorialisation de l'expérience juvénile et qui contribue à renvoyer l'intervention policière dans le *nonsense*. L'action de la police n'a ici de sens qu'en tant qu'expression d'une domination externe. A ce niveau, la question, très souvent posée par les médias, de savoir s'il y avait en France des cités "interdites", ou des "zones de non droit" n'est pas anodine : d'un point de vue purement analytique, il est vrai que de telles zones existent, indépendamment du niveau des pratiques délinquantes susceptibles de s'y développer (niveau relativement bas dans le cas français, plus marqué par la petite délinquance que par le grand crime), ou indépendamment du fait de la police y pénétrer ou pas. Ces zones existent dès lors que les forces actives d'un quartier (et ces forces actives sont très souvent constituées par des jeunes) font bloc contre la police, perçue comme une institution étrangère.

Le niveau des violences associées aux émeutes dans les années 1990 en France a été relativement bas. Aucune n'a entraîné mort d'homme. Les dégâts matériels causés n'ont pas été négligeables. Mais que la violence se maintienne dans les limites du respect de la vie humaine, c'est quelque chose qui doit être appréciée à sa juste valeur. On est en dessous des conditions politiques susceptibles de faire émerger un acteur social, mais la révolte respecte les limites à partir desquelles, dit Camus, les hommes rassemblés commencent à être. On est très loin des événements de Los Angeles en avril-mai 1992, et des émeutes américaines d'une manière générale, où la violence meurtrière fait basculer la protestation dans un non être irrévocable. Cependant, le blocage politique - et il ne s'agit pas, rappelons-le, de la quantité de ressources disponibles, mais d'un blocage au niveau de la négociation des

sur l'immigration (Weil, 1991), droite et gauche ont toujours plus ou moins accordé leurs violons, au nom de l'intérêt de l'Etat, comme le rappelle Anne Chemin. (Le Monde, 16 avril 1993).

formes d'usage de ces moyens - peut entraîner des dérives dangereuses. L'échec de l'émeute à faire émerger un acteur collectif, ainsi que l'échec général à redéfinir un espace public où les jeunes soient présents à part entière, pointe vers une aggravation de divers types de violences extrêmes, individuelles ou collectives.

Déjà en 1991, le cas de Mantes-la-Jolie en a constitué une illustration troublante. La presse diverge sur les origines de l'incident qui a opposé, aux portes de la patinoire de la ville, des jeunes aux forces de l'ordre, un samedi du mois de mai au soir, et qui a dégénéré en affrontement ouvert. En tout cas, il ne s'agissait pas d'une émeute.¹³² Des incidents très violents se sont poursuivis, dans la nuit du dimanche à lundi. Puis, dans la journée du lundi s'est répandue la nouvelle de la mort, en garde à vue, d'Aïssa Ihich, des suites d'une crise d'asthme. Or, au lieu de s'intensifier, la révolte s'est apparemment apaisée et elle a été immédiatement l'objet d'un traitement institutionnel. Dans deux articles, dans *Le Monde* des 28 et 29 mai, Philippe Bernard a commenté la particularité des événements de Mantes. Dans celui du 28 mai, il disait : "Le plus inquiétant est que cette fois, le feu a pris sans même qu'une allumette ait été craquée. Pas de meurtre comme à Sartrouville, ni de bavure policière comme à Vaulx-en-Velin." Dans celui du 29 mai, il disait : "Le miracle s'est produit. Surmontant leur indignation au nom du respect de la famille Ihich, les jeunes ne se sont pas rejoué les scènes de violence des deux nuits précédentes. Dans une salle municipale rouverte pour l'occasion sur la dalle du centre commercial, une centaine d'entre eux ont débattu avec des animateurs et des enseignants plaidant en faveur de l'apaisement." A Mantes, le déchaînement des violences a précédé la mort d'un jeune placé sous la responsabilité de la police, et cette mort n'a pas donné lieu à émeute. Cependant, deux semaines plus tard, la gardienne de la paix Marie-Christine Baillet a trouvé la mort lors d'une opération policière nocturne, écrasée par le conducteur d'une voiture volée, lequel a ensuite pris la fuite. Quelques minutes plus tard, une autre voiture volée passant sur les lieux, Youssef Khaïf a lui aussi trouvé la mort atteint par les balles d'un policier. Le cas de Mantes reste, bien entendu, exceptionnel. Mais il est troublant que l'absence de protestation violente, à la suite du décès d'Aïssa Ihich, se soit soldée par une spirale meurtrière, entraînant le décès d'une gardienne de la paix et, à sa suite, celui d'un jeune Beur du Val-Fourré.

Il est difficile de cerner des tendances et trop tôt pour faire des pronostics. Depuis deux ans, néanmoins, on pourrait croire à un épuisement progressif de l'émeute en tant que répertoire de l'action collective juvénile dans les quartiers sensibles. D'un côté, certains événements où il y a eu mort violente de jeunes n'ont pas donné lieu à des protestations collectives, et se sont déroulés dans une relative indifférence ; de l'autre, les affaires criminelles paraissent aujourd'hui donner le ton des affrontements entre les jeunes et la police. Il semblerait que nous nous acheminions davantage vers des violences de type interindividuel que collectif, sans que cela signifie néanmoins une tendance à la régression des conflits. Dans une optique certes pessimiste, cela peut plutôt vouloir dire qu'une révolte proto-politique, lorsqu'elle n'arrive pas à se transformer en mouvement social et en lutte politique, risque d'évoluer vers le crime.

Cette évolution se fait sur plusieurs registres différents. La représentation du monde comme un lieu dérégulé, défini en termes de purs rapports de force, crée l'espace d'une

¹³² "Jean-Pierre Delpont, préfet des Yvelines, (...) refuse d'employer le mot 'émeutes' (à propos de cet incident) pour préférer celui de simple 'fait divers'." (*Le Quotidien de Paris*, 27 mai 1991)

violence interindividuelle qui se manifeste le plus souvent sous des formes bénignes au collège, mais qui peut aussi se manifester sous des formes moins bénignes. Soit sous la forme de jeux collectifs dangereux (fusillade de Dreux, juillet 1994 ; fusillade d'Epinay-sur-Seine, août 1995). Soit sous celle des meurtres. Il est vrai que les meurtres adolescents restent exceptionnels - deux pour cent des homicides sont commis par des moins de dix-huit ans (Eric Inciyan, *Le Monde*, 3 mars 1993) - mais certains d'entre eux en tout cas restent cohérents avec la logique d'une violence à tout va¹³³, ou avec l'angoisse du désœuvrement et de la galère, où on tue sans raison, où on donne la mort sans l'intention de la donner, simplement parce qu'on a une arme à portée de la main (Orléans, juillet 1995). Les auteurs de ce type de violences, les jeunes les appellent "les fous". Ce sont ceux qui ont basculé de l'autre côté, ceux qui ont franchi les dernières barrières de l'interdit et pour lesquels il n'y a pas de retour possible.

La généralisation du port d'armes - surtout d'armes blanches et d'armes à feu en vente légale - semble maintenant un fait avéré. Nathaniel Herzberg (*Le Monde*, 22 juillet 1995) se réfère, à ce propos, à un rapport établi par la Direction centrale des renseignements généraux - dont les conclusions semblent par ailleurs confirmées par la décision prise par le ministère de l'intérieur d'équiper ses fonctionnaires intervenant dans les banlieues populaires avec des gilets pare-balles supplémentaires (cf. l'article d'Eric Inciyan, *Le Monde* du 31 octobre 1995). Car l'usage de ces armes vise désormais aussi la police. Les violences anti-policières dépassent maintenant dans plusieurs cas la simple protestation : elles peuvent entraîner blessures (Les Mureaux, juillet 1995) ou même un risque de mort (guet-apens tendu contre des policiers au Blanc Mesnil, octobre 1995). L'inquiétude soulevée par ce qui est perçu comme une incitation au crime anti-policier par des groupes de rap (incidents avec le groupe Ministère Amer, août 1995 et NTM, novembre 1996) n'est pas sans liens avec cette évolution.

On peut s'interroger - quoique là aussi les pronostics ne soient pas de mise - sur les évolutions auxquelles on peut s'attendre de la part de la police, dans un tel contexte de crise. Le remarquable pari français a été, depuis plusieurs années, de faire fonctionner efficacement l'institution policière, avec un emploi minimal de la violence. Ce n'est pas un pari simple, puisque, comme dit Dominique Montjardet (1990), il est plus difficile de "tenir" des policiers que de les inciter à l'usage de la force.¹³⁴ En ce sens, le binôme efficacité-emploi minimal de la force, attribut de l'activité de la police, ne peut pas reposer exclusivement sur la formation et le contrôle exercé par la hiérarchie ; il doit reposer également sur la légitimité de l'institution, sur la perception de ses fonctions par la population comme des fonctions de protection contre des transgressions, qui doivent rester de l'ordre de l'exceptionnel. Or la légitimité de la police française est aujourd'hui

¹³³ Kamel, 15 ans, qui en février 1996 a tué un voisin à Garges-lès-Gonesse à cause d'une paire de moufles, raconte son crime comme une interaction violente : "C'était un bouffon. Il se faisait mettre à l'amende par tout le monde. Je voulais pas le frapper. Il m'a donné un coup de poing. Il m'a pris mes moufles. (...) J'ai sorti le couteau (...), ç'a été très vite. Il m'a mis un coup de poing et il s'est mis un coup de couteau lui-même. C'est lui qui m'est rentré dedans. Il s'est retourné, il a voulu frapper mon frère. Je lui ai mis deux coups de couteau dans le dos. On nous a séparés. Il est tombé par terre. Il avait du mal à respirer. Il était encore vivant. Je suis parti. J'ai cru qu'il avait mal à la tête. (...) Je le vois tout le temps. Je le vois tomber. C'est une image." (*Le Nouvel Observateur*, 25 avril-1er Mai 1996)

¹³⁴ On en a eu une illustration remarquable, en avril 1993, au moment du changement de majorité, où trois "bavures" policières graves, dans un commissariat de police du XVIII^e arrondissement de Paris, à Chambéry et à Wattrelos, ont suscité une réaction très ferme du ministre de l'intérieur, invitant la police à faire preuve de "maîtrise" et de "professionnalisme". (*Le Monde*, 10 avril 1993)

sérieusement remise en cause dans les quartiers populaires. Son efficacité est devenue douteuse pour tout ce qui concerne l'évolution de la petite délinquance (Lévy, 1996), d'un côté ; de l'autre, elle est perçue au moins par une partie de la population de ces quartiers comme l'instrument d'une domination extérieure. Dans ces conditions, jusqu'où le pari pourra-t-il être tenu ?

LE CRIME

1 - LE DES-ORDRE DEMOCRATIQUE¹³⁵

La violence urbaine et le crime ont revêtu des dimensions préoccupantes au Brésil, au cours des vingt dernières années. Chacun est concerné, et doit en tenir compte dans sa vie quotidienne. Ce phénomène n'est pas sans liens avec le mode par lequel le pays a fait son entrée en démocratie. La conséquence principale a été l'affaiblissement de l'Etat, et de ses moyens de contrôle du crime. Avec la démocratisation, non seulement l'intensité de la violence s'est accrue, mais l'espace de la violence s'est élargi et ses formes ont changé. Mais l'affaiblissement de l'Etat n'explique pas tout ; il faut également référer ces changements à l'impact de la démocratisation sociale et culturelle sur la vie collective, par la radicalisation de l'entrée dans la société de masse. Le cas de Rio de Janeiro est particulièrement concerné par cet aspect des choses.

La transition politique

Il est difficile de préciser à quel moment le Brésil est sorti du régime autoritaire, tellement ce processus a été long, jalonné par des étapes successives qui impliquaient à chaque fois un pas en avant vers la démocratie. En 1975, le Général Ernesto Geisel a décidé d'engager le pays dans la voie d'une "distension, lente mais sûre". En 1979, a pris fin l'Acte n° 5 qui, depuis décembre 1968, offrait un cadre institutionnel au régime d'exception ; une amnistie politique a aussi été votée. En 1982, les gouverneurs des Etats ont été élus par scrutin direct. En 1984, un président civil a été élu par le Congrès national. En 1988, une nouvelle charte constitutionnelle a été votée. En 1989, un président civil a été élu par scrutin direct.

L'engagement dans la redémocratisation n'a pas fait l'unanimité dans les forces armées. Certaines factions militaires ont résisté, y compris par un terrorisme d'extrême-droite qui n'a pas épargné les secteurs les plus actifs de la société civile qui luttait pour la démocratie. Mais, en même temps, une vraie vie politique avait commencé à exister au cours de ces années-là. Le Parti des travailleurs (PT) a été créé, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) a vu son influence s'accroître. Des mouvements populaires se sont organisés dans les quartiers, les usines et les écoles.

Sous le régime militaire, l'autonomie des Etats avait été suspendue, et les rênes du pouvoir se trouvaient directement entre les mains du gouvernement de Brasilia. Dans les années 1980, au contraire, au fur et à mesure que la redémocratisation avançait, et que des franges du pouvoir échappaient progressivement au contrôle du régime dictatorial, une nouvelle situation s'installe, définie par la désynchronisation des politiques publiques au niveau de l'Union, des Etats et des communes. A la suite des élections de 1982, plus aucune cohérence ne s'observe entre les trois niveaux. Les gouverneurs sont légitimés par les urnes ; ils bénéficient de la confiance des électeurs ; mais ils ne disposent pas des ressources nécessaires à la mise en oeuvre des projets démocratiques que la société attend d'eux. La politique financière, dans une conjoncture inflationniste, est directement définie

¹³⁵ J'ai longuement développé le thème du dés-ordre démocratique, dans deux articles (Peralva, 1996b et 1997c), à travers un large bilan de la littérature brésilienne de ces dernières années, sur la violence et le crime. Les considérations qui suivent ne constituent donc qu'une brève introduction à une étude de cas sur l'engagement des jeunes dans la criminalité, dans une favela de la zone sud (où se trouvent les quartiers riches) de la ville de Rio de Janeiro.

par Brasilia; dans beaucoup de domaines, par ailleurs, le contrôle des ressources fiscales appartient au niveau fédéral. Les contraintes liées au thème de la dette extérieure dessinent un scénario défavorable aux réformes démocratiques.

Quelles ont été les conséquences d'une si lente normalisation, du point de vue des politiques de sécurité publique ? Les militaires ont tenu à garder le contrôle, et à assurer le fonctionnement sur les mêmes bases du passé, des institutions chargées de la sécurité publique - notamment la police militaire des Etats. Mais si cela a été possible, c'est parce que les débats de cette période étaient surtout concernés par des problèmes tels que les conditions de fonctionnement des partis politiques, la liberté de presse, ou la réduction des inégalités sociales ; les idées concernant la création d'un vrai état de droit étaient très pauvres. Le modèle démocratique était celui des luttes politiques et des mouvements sociaux, un modèle de *contestation* à l'ordre, et non pas celui de la création d'un état national respectueux de la loi.

Ce point est important. Aucune tradition intellectuelle n'existe au Brésil, véritablement concernée par le problème de l'état de droit. Notre culture politique a été longtemps dominée par le populisme (c'est dire par une pensée sociale et politique), ainsi que par une pensée révolutionnaire de gauche. Jamais dans le passé, le problème de la *création* d'un Etat de droit ne s'était posé avec l'urgence actuelle. On avait seulement appris, au contraire, à lutter *contre* l'Etat. L'Etat était plutôt un ennemi, et non pas une référence commune pour l'ensemble de la société.

Dans la vague de la redémocratisation, les débats liés à l'Etat de droit ont émergé à travers des groupes de militants concernés par le thème des droits de l'homme. C'était des mouvements d'opinion. Il y a eu aussi, à São Paulo, des tentatives échouées en vue de créer un mouvement populaire autour de ce thème, inspiré du modèle des années 1970 (Fischer, 1985). Mais les couches populaires étaient divisées à propos de la lutte pour les droits de l'homme, et il n'y avait pas d'accord sur la nécessité, par exemple, d'une police moins violente. La criminalité était endémique dans les milieux populaires ; et beaucoup de gens pauvres pensaient qu'une intervention dure de la part de la police était vraiment indispensable. En même temps, dans les mêmes voisinages, des familles perdaient leurs enfants, tués par la police dans des conditions intolérables, et souffraient de la violence policière. Cette division explique pourquoi il n'y a pas eu de mouvements populaires pour les droits de l'homme au Brésil, en cette période. Au contraire, des sondages réalisés à différents moments sur l'ensemble du territoire national ont montré une opinion plutôt favorable à l'emploi de moyens forts par la police, en vue de faire baisser les taux de criminalité.

Evidemment, pour la population le point principal était que la sécurité et l'ordre public soient assurés, peu importe par quels moyens. Elle croyait que les moyens violents pouvaient être plus efficaces que les moyens non violents. Or, cela n'était pas vrai. La police brésilienne est progressivement devenue, au long de ces années, de plus en plus violente, et de plus en plus inefficace.

Un nouvel espace et de nouvelles configurations de la violence

Avec la fin de la dictature militaire, la violence ne pouvait plus être acceptée comme quelque chose de normal, comme un élément naturalisé des relations sociales. Dans le syndicalisme rural, le thème de la violence a pour la première fois émergé, au milieu des années 1980. Le problème de la violence avait toujours existé dans les zones rurales brésiliennes ; mais la conscience que ce phénomène n'était pas inhérent aux relations sociales est venue avec la démocratie (Sigaud, 1987). Dans ce contexte, la violence politique ayant disparu, le problème de la violence est devenu matière privée. La violence institutionnelle étant formellement refusée par la démocratie, sans que toutefois l'Etat exerce de contrôle efficace sur les institutions chargées du maintien de l'ordre, la violence policière s'est dans une grande mesure privatisée. Le contrôle strict, autrefois exercé sur la police, pour des raisons politiques, par le régime autoritaire ayant disparu, les policiers, armés par l'Etat, se sont de plus en plus mêlés au monde du crime.

Dans certains cas, comme à Rio de Janeiro, les bandits ont commencé à formuler un discours social. La plus importante organisation criminelle de Rio de Janeiro est connue par le nom de *Commandement rouge*. L'histoire de la ville prétend que le Commandement rouge a été l'héritier de certaines organisations de la gauche armée des années 1970. Quelques grands criminels de Rio de Janeiro avaient alors partagé leur vie en prison avec des leaders d'organisations de gauche. Ces organisations leur auraient transmis un savoir faire et un modèle d'action. Jusque-là l'expérience brésilienne était celle du crime individuel, mais le pays ignorait la criminalité organisée. Les organisations de gauche les auraient fournis aussi d'un discours. Les leaders politiques emprisonnés avaient un projet révolutionnaire de transformation de la société brésilienne, ainsi que des points de vue précis concernant la situation sociale dans le pays. Les chefs actuels du Commandement rouge n'ont pas de discours politique ; ils n'ont pas de projet général de transformation de la société brésilienne ; mais ils ont un discours social, et ils prétendent que la criminalité s'explique par les inégalités.

L'affaiblissement de l'Etat et de sa capacité à assurer l'ordre public eut une importante conséquence, dans le sens où il a contribué à l'intensification et à l'exacerbation de la violence, notamment en ce qui concerne l'accroissement des homicides et de la violence fatale. Cela est lié : 1) à la violence de la police, à sa corruption et à sa criminalisation, et par conséquent à son incapacité à contrôler une criminalité à laquelle elle est elle-même mêlée ; 2) aux évolutions de la criminalité en tant que telle ; 3) au problème du "vigilantisme", c'est-à-dire, la création de polices parallèles privées et le développement d'une justice populaire, ou illégale.

Deux forces de police sont directement concernées par la violence urbaine : la police militaire et la police civile. La police militaire a été créée en 1969 pour affronter les organisations armées de la gauche. Après la disparition de l'opposition armée, la police militaire s'est réorientée vers la lutte contre la criminalité de droit commun et elle est devenue de plus en plus violente. En 1977, alors que le processus de redémocratisation était déjà bien engagé, un décret du gouvernement militaire a retiré aux tribunaux civils la compétence pour juger les policiers militaires, dorénavant soumis exclusivement à des Cours militaires. Cette mesure visait prévenir d'éventuelles poursuites engagées à l'encontre de ces policiers, dans le contexte de la redémocratisation. Même la nouvelle Constitution démocratique de 1988 n'a pas réussi à modifier ce point, et les policiers

militaires continuent de nos jours à être jugés par des tribunaux militaires¹³⁶. Entre 1981 et 1991, la police militaire a tué plus de 5000 civils dans la ville de São Paulo. Nous ne disposons pas de chiffres pour les autres villes du Brésil. Il s'agit d'une police idéologiquement violente, qui préfère tuer plutôt que d'arrêter, et qui est complètement inefficace du point de vue du contrôle de la criminalité. A Rio de Janeiro, la police militaire n'est pas seulement très violente, mais aussi très touchée par la corruption. (Barcellos, 1992; Caldeira, 1992 ; Caldeira, 1996a et b ; Pinheiro, 1982, 1991).

La police *civile* est chargée des enquêtes criminelles, et ne s'est jamais privée d'employer la torture comme moyen de travail. La violence en ce domaine s'est significativement accrue pendant le régime militaire. Les escadrons de la mort, formés par des policiers civils, ont placé le risque d'engagement dans la criminalité un niveau d'un risque de mort. Avec ça, la violence criminelle s'est considérablement intensifiée : l'emploi d'armes à feu, avant moins fréquent, s'est banalisé. Avant les escadrons de la mort, les criminels ne se servaient que rarement de leurs armes à feu. Ils préféreraient ne pas tuer leurs victimes, pour ne pas être accusés de crimes graves.

La police civile comme la police militaire n'est pas seulement violente, mais aussi corrompue et inefficace. Ces deux logiques vont ensemble, et elles contribuent à l'accroissement de la criminalité. Les polices civile et militaire sont directement mêlées au trafic des drogues et des armes, ainsi qu'aux enlèvements contre rançon¹³⁷, devenus une affaire hautement rentable dans de grandes villes comme Rio de Janeiro et São Paulo (Caldeira, 1996a).

Les taux de violences acquises et d'homicides se sont beaucoup élevés depuis les années 1970. Il faut néanmoins distinguer criminalité violente et violence létale : les crimes violents - par exemple, les enlèvements contre rançon - n'ont souvent pas d'issue fatale. En revanche, une partie considérable de la violence létale relève des incivilités et de la violence interpersonnelle, ce qui s'explique par la généralisation (illégale) du port d'armes à feu. Les victimes d'homicides sont généralement des jeunes gens pauvres, tués dans un lieu public.

L'autodéfense et le port généralisé d'armes ont été des pratiques stimulées par le régime militaire, depuis la fin des années 1970. On observe au cours de cette période une légitimation des attitudes violentes par les autorités. La conséquence est la simultanéité paradoxale d'un retour progressif à la normalité politique, et la généralisation de pratiques violentes au niveau de la société civile (Benevides, 1983).

La justice illégale se présente sous trois formes principales : les lynchages, les *chacinas* et le vigilantisme. Les victimes préférentielles de ces formes de violence sont des enfants et des adolescents. Les *chacinas* sont des meurtres collectifs, où plusieurs victimes sont tuées ensemble. C'est un phénomène important à São Paulo. Ces meurtres ont souvent lieu pendant le week-end, mais on en ignore les motifs.

¹³⁶ Des acquis partiels ont été obtenus depuis, et un projet est actuellement en étude dans le Congrès national, en vue de modifier cette situation ; mais la nouvelle législation n'est toujours pas complètement réglementée.

¹³⁷ Lors de sa prise de fonctions, en 1995, le nouveau chef de la police civile de l'Etat de Rio de Janeiro, le commissaire Hélio Luz, un proche du Parti des Travailleurs, a déclaré : "Désormais, la Division Anti-enlèvements (la DAS, division de la police civile) ne fera plus d'enlèvements..." (Caldeira, 1996b).

Les lynchages relèvent de la justice d'action directe. Ces pratiques ont été étudiées à partir de revues de presse (Benevides, 1982 ; Hanashiro, Sinhoretto et Singer, 1995 ; Martins, 1989 et 1996). Très rares pendant le régime militaire, leur nombre s'est considérablement accru sous la démocratie. Il y a deux types principaux de lynchage. Dans le premier, un groupe se forme au pied levé pour répondre à une agression visant n'importe qui - généralement un crime contre la propriété. 48,4% des cas étudiés relèvent de cette forme là. Le second type concerne ce qu'on appelle les *lynchages communautaires*. Le groupe préexiste au lynchage. Il peut s'agir d'un groupe de voisinage, ou de membres de la famille d'une victime de la personne lynchée. Les lynchages communautaires visent en général les crimes contre la personne.

Le "vigilantisme" est une autre forme importante de justice illégale. Les "vigilants" forment une police parallèle semi-professionnelle, payée par les commerçants d'un quartier pour faire disparaître des voleurs, ou des enfants et des adolescents avec lesquels ces commerçants sont en conflit. On les appelle à São Paulo des *justiciers*, ou des *tueurs* ; à Rio, des *exterminateurs*. Heloisa Fernandes (1992), a réalisé un certain nombre d'entretiens avec ces tueurs, en prison, et aussi avec des membres de leur famille. Elle a montré que pour eux le travail était une valeur centrale ; toute leur vie était basée sur le travail et l'effort, et ils envisageaient les criminels comme des personnes qui, refusant le travail et l'effort, devaient être éliminées. Cette orientation semble présente également chez les exterminateurs de la région métropolitaine de Rio de Janeiro. Mais l'extermination y est aussi une activité très rentable. Plusieurs exterminateurs sont devenus des hommes d'affaires très riches. Le vigilantisme peut être encore pris en charge par des entreprises de sécurité privée, semi-légales. Créées à l'origine sous la dictature militaire, en général pour répondre aux holds-ups pratiqués contre des banques par l'extrême-gauche, elles sont aujourd'hui moins contrôlées que dans le passé. Certaines d'entre elles emploient des tueurs et des exterminateurs (Caldeira, 1992).

La justice illégale a touché de manière dramatique les enfants et les adolescents. Nous avons déjà dit que 45.000 adolescents âgés entre 15 et 19 ans ont été tués au Brésil entre 1979 et 1994, la plupart d'entre eux par des armes à feu. Derrière ce fait, il y a un débat social majeur, qui concerne la présence dans les rues des villes brésiliennes de centaines d'enfants et d'adolescents. Un nombre considérable de recherches ont été développées à propos de ce problème. Nous savons à présent qu'il y a dans la rue deux catégories principales d'enfants. La première concerne ceux qui sont en rupture familiale - parfois parce que le milieu familial s'est désintégré ; mais surtout parce que, ayant commis dans l'environnement proche de leur domicile de menus larcins, ils fuient les tueurs, dont ils craignent de devenir des victimes.

Dès le début des années 1980, un grand débat concernant ces enfants a été engagé au Brésil. D'un côté l'Etat se trouvait à ce moment-là dans l'incapacité de proposer des solutions traditionnelles ; de l'autre, un grand mouvement national (probablement le seul mouvement significatif pour les droits de l'homme qui a existé en cette période au Brésil) émergeait alors, en proposant des solutions nouvelles. Ces orientations ont été formellement prises en compte dans la Constitution de 1988, puis dans une loi d'orientation votée par le Congrès national et appelée ECA - Statut de l'enfant et de l'adolescent. Le Statut a assuré aux enfants au-dessus de 12 ans le droit de libre circulation à l'intérieur des frontières nationales. Désormais aucun enfant ne peut être arrêté par la police, ou amené dans des commissariats. Dans chaque ville existent des structures susceptibles de les

accueillir. La prise en charge des enfants dans la rue vise leur resocialisation progressive. Il faut qu'il puisse choisir de quitter la rue, en disposant des ressources nécessaires pour cela, mais il ne peut pas être contraint de le faire.

Diverses enquêtes ont souligné les aspects positifs de ces mesures ; elles ont critiqué les formes traditionnelles de traitement du problème de l'enfance abandonnée ; elles ont montré les points positifs des nouvelles modalités de prise en charge, qui respectent les enfants comme des individus capables de choix, et ne les considèrent plus seulement comme des objets de traitement institutionnel. La présence d'éducateurs dans les rues aide les enfants qui y travaillent à garder leurs liens avec la famille, et aussi, par le travail, à affirmer leur propre autonomie. Ces recherches ont montré que les enfants cherchent à combiner l'école et le travail, et que seule une partie symbolique de leurs gains est remise à la famille ; la partie principale étant conservée par eux pour l'achat d'objets de consommation personnelle ; le travail est pour les enfants un moyen qui leur permet d'exister en tant que consommateurs autonomes, dans la société de masse (Tedrus, 1996 ; Silva, 1997).

Modernisation socioculturelle : société de masse et violence

Du côté des adultes, on observe une crispation autour du thème et des valeurs liées au travail, et de fortes demandes d'ordre et de sécurité, qui justifient l'appel à la violence et à la justice illégale. Du côté des jeunes, il y a aussi disponibilité à une violence de consommation, ce qui fait d'eux des victimes préférentielles de la justice illégale. On retrouve dans les couches défavorisées de la population une crispation générale à propos de normes, attitudes et valeurs, de telle sorte que la référence au travail, perçu comme valeur négligée par les jeunes générations, fait partie des propos qui sous-tendent diverses formes de justice illégale. Le travail ne se trouve plus, effectivement, au coeur de l'expérience sociale, comme dans le passé. Même si le Brésil n'a jamais été une société industrielle, au sens français ou occidental, le travail inspirait néanmoins un modèle général d'organisation des relations sociales, aujourd'hui épuisé. Il persiste inertiellement sur le plan des valeurs partagées par ceux qui ont été socialisés par le travail, et qui ont donc vécu cette expérience dans sa signification pleine ; mais son sens pour les jeunes générations s'est affaibli. Le fait que ce modèle n'a pas été réellement remplacé est ce qui autorise à parler de société de masse.

Or, la démocratie a accéléré l'entrée dans la société de masse. L'entrée dans le monde du travail a été retardée dans les milieux populaires, comparativement aux générations précédentes. Et même lorsque l'entrée n'est pas plus tardive (ce qui est le cas pour les enfants des rues, auxquels nous nous sommes référés), l'expérience du travail s'est beaucoup diversifiée, et elle n'a plus les mêmes significations du point de vue de la structuration de la personnalité ; elle ne constitue plus un élément de définition de l'identité sociale, mais plutôt une ressource dans la construction de l'identité individuelle. L'accroissement généralisé des niveaux d'éducation, malgré son hétérogénéité, malgré les différences indéniables entre les écoles destinées aux strates populaires, et les écoles destinées aux couches moyennes et supérieures, contribue à accroître l'homogénéité de l'expérience juvénile.

Dans les favelas de Rio de Janeiro, qui constituent une forme particulière, mais traditionnelle, d'habitat dans la ville, les conditions de vie sous maints aspects se sont considérablement améliorées pendant les années 1980. Les vieilles baraques en bois ont été remplacées par des maisons normales en briques ; l'eau courante, l'électricité, le tout-à-l'égout et le téléphone sont devenus finalement disponibles, de même que d'autres importants services urbains. Les gens pauvres des favelas sont devenus des consommateurs, non seulement de postes de télévision (ce qu'ils étaient déjà de longue date), mais aussi de magnétophones, d'ordinateurs et de l'ensemble des produits modernes de la société de masse.

La conséquence principale de ces changements a été l'interpénétration des jeunes de différents milieux sociaux, un phénomène qui bouleverse l'ancienne configuration urbaine de la ville. Dans le cas de Rio de Janeiro (et l'affirmation n'est pas vraie pour São Paulo, une ville autrement ségréguée), ces frontières étaient exclusivement symboliques. Les favelas ont toujours existé au milieu des quartiers riches. Malgré cela, les contacts entre leurs habitants et la population des couches moyennes étaient peu fréquents.

Dans la situation actuelle, on observe une double tendance : d'un côté, d'importants processus de déségrégation, liés à l'interpénétration de différents milieux sociaux, en particulier par le biais de la jeunesse ; de l'autre, des processus de re-ségrégation, ou d'autoségrégation qui interviennent dans les classes moyennes et supérieures, liés à l'idée d'une généralisation de la violence - mais qu'on peut observer également, d'une autre manière, dans les milieux populaires. Même si elles semblent contradictoires, ces deux tendances s'observent en même temps. D'un côté, les couches moyennes et supérieures dressent des murs autour de leurs maisons, construisent des quartiers complètement fermés, avec une police privée censée les protéger contre la violence ; de l'autre, les habitants des favelas se reconstruisent comme des communautés imaginées, au moment même où ils sont sur le point de se dissoudre dans la société de masse.

Le déclin de la politique et l'accroissement de la criminalité

Derrière ces transformations des conditions de vie des populations pauvres - et spécialement, dans le cas de Rio de Janeiro, de celle des favelas - on retrouve, dans les années soixante-dix et quatre-vingts, plusieurs mouvements sociaux et urbains importants. L'ensemble des politiques publiques d'urbanisation des favelas ont été négociées et discutées avec les mouvements sociaux. Vers le milieu des années quatre-vingts, on constate néanmoins un essoufflement et un déclin. Cela s'explique en partie par le succès des mouvements : l'action collective s'est essoufflée au moment même où les demandes aboutissaient. Mais cela s'explique aussi par la nature partielle de ce succès : l'urbanisation des favelas n'a pas été complétée ; les favelas ne sont pas devenues une forme d'habitation *normale*.

Le trafic des drogues en Amérique Latine s'accroît au même moment. Cela allait placer le problème de la criminalité à un autre niveau. La cocaïne mobilise des quantités considérables de ressources, et les favelas allaient se transformer en quartiers-généraux de ce type de banditisme. Cela est aussi lié à l'élévation considérable du niveau social et culturel des favelados, le trafic mettant en jeu tout un réseau des professionnels libéraux, commerçants, avocats, qui lient le *morro* à la ville. Les favelas sont dès lors devenues des

dépôts de cocaïne et de *maconha* (le hachisch brésilien), destinées à un marché intérieur, formé par les couches moyennes et supérieures.

Ce type de criminalité est commandé par des gens très jeunes. Tous les jeunes *favelados* ne sont pas des bandits, mais les familles savent qu'il y a parmi eux un fort potentiel d'engagement dans la violence et dans la criminalité ; elles savent que dorénavant elles ne contrôlent plus les choix de leurs enfants, et que l'un de ces choix peut être le marché de la drogue. Mais par ailleurs, et en tout état de cause, quel que soit ce choix, il y a une forte identification entre les jeunes *favelados* et les bandits. Cette identification est générationnelle : le bandit est un jeune, et il recrute parmi les jeunes. Quelles sont les raisons de cette disponibilité pour le crime ? Les favelas n'étaient pas, dans un passé récent, un milieu violent, alors même qu'elles étaient beaucoup plus pauvres qu'elles ne le sont de nos jours. On peut proposer là-dessus trois explications complémentaires.

D'abord les transformations sociales générales que nous avons indiqué, alors qu'elles ont contribué à intégrer les jeunes pauvres des favelas à la société de masse, ont aussi contribué à brouiller leur identité sociale ; il est plus difficile pour eux aujourd'hui d'être des *favelados* et des jeunes, qu'il ne l'a été dans le passé pour leurs parents d'être des *favelados* et des travailleurs. Dans la mesure où la favela était un monde ségrégué, tous se percevaient comme des pauvres, des travailleurs, et souvent des noirs. Aujourd'hui, au contraire, un jeune des favelas est théoriquement en égalité de conditions avec un jeune des couches moyennes, ce qui fait que pour lui, l'inégalité de ses conditions d'habitation, ou son statut racial sont devenus plus difficiles à accepter. Cette inégalité, il la compense par la violence.

Deuxièmement, dans la mesure où la société brésilienne est devenue une société très violente, à l'issue de la redémocratisation, le risque de mort est également devenu une expérience individuelle centrale. La conscience du risque est un phénomène général dans les sociétés de masse modernes. Dans le cas du Brésil, cependant, la généralisation de la violence fait de l'expérience du risque de mort quelque chose de particulièrement dramatique. On a vu que l'accroissement du risque et la peur du risque peut induire des conduites de risque. Les conduites de risque constituent une forme de gestion de la peur. Dans les favelas, la violence de la police, surtout, fait du risque de mort une expérience largement partagée par les jeunes.

Les deux problèmes précédents sont d'une certaine manière mis en puissance, et entraînés dans une spirale de la violence, à cause de la criminalité liée au trafic des drogues, en raison de l'importance de la circulation des armes à feu, et parce que le trafic des drogues fonctionne comme un opérateur général de la violence.

La violence au Brésil a toujours été un phénomène important. Elle a, certes, toujours existé - mais non pas sous ces formes, ni avec cette intensité. La violence du régime militaire peut être considérée comme une violence douce, lorsqu'on la compare à ce qui s'est passé dans le pays depuis la redémocratisation. La démocratie a entraîné un affaiblissement de l'Etat et de sa capacité à contrôler la violence, parce que le régime démocratique a été incapable de créer un état de droit ; les difficultés se sont par ailleurs aggravées, dans la mesure où s'est observée une réelle démocratisation de la vie sociale, et que les gens pauvres se sont en partie intégrés à la société de masse.

Sortir de la violence supposerait que l'Etat soit capable de procéder à la modernisation des institutions chargées de la sécurité publique, de sorte les faire fonctionner de manière efficace, et non violente. Cela supposerait encore de radicaliser l'entrée des populations pauvres dans la vie moderne, en améliorant encore plus leurs conditions de vie ; mais *aussi* en reconstruisant d'un point de vue symbolique leur image publique, spécialement par le biais des médias. Cela supposerait enfin qu'on soit capable mettre un terme à l'idée d'une acceptation passive de la violence, que le dés-ordre qui a marqué la fin du régime militaire nous a léguée, et que la démocratie n'a fait par la suite qu'accentuer.

2 - LA FAVELA ET LA VILLE

Les *favelas* constituent, nous l'avons dit, à Rio de Janeiro, un habitat populaire traditionnel. Elles s'inscrivent dans le développement urbain, et ne pourraient plus être considérées aujourd'hui comme une demeure transitoire, comme cela peut être encore le cas dans d'autres régions du pays. Les plus anciennes ont un siècle d'existence. Elles ont suivi pari passu l'évolution de la ville, l'expansion de ses frontières, la formation successive de ses nouveaux quartiers. Elles représentent une partie importante de l'identité *carioca*.

L'histoire des favelas est aussi celle de l'échec séculaire de l'Etat et de l'administration municipale à affirmer leur emprise sur le développement urbain, celle de la faiblesse de leur capacité à contrôler la vie sociale, celle de la mollesse relative des politiques publiques menées. Malgré des visées culturelles qui se rapprochent remarquablement des modèles européens, malgré une conception moderne de l'ordre, conçu en tant que capacité de régulation des comportements humains, la faible capacité d'action des élites, dans une ville qui a pourtant été jusqu'en 1960 la capitale du pays, laisse une marge considérable à l'initiative populaire, et c'est celle-ci qui crée les favelas.

Mais, par ailleurs, cette capacité de détournement de l'ordre étatique, cette capacité à s'infiltrer et à se développer à la marge de ses déterminations, paraît s'inscrire plus largement dans la culture de la ville, dans sa manière propre de prendre de la distance par rapport à l'ordre public et à une certaine rationalité normative, et dans l'ambivalence du regard porté par les couches favorisées sur la population pauvre - une population qu'elles côtoient au jour le jour, dont elles se servent (Rio est une ville de services), qu'en partie elles méprisent, certes, mais qu'elles acceptent tout autant et qu'elles contribuent concrètement à intégrer dans l'espace urbain. Sans cette ambivalence, l'histoire des favelas de Rio de Janeiro, telle qu'elle se présente aujourd'hui au regard étranger, serait inconcevable.

Du meublé au bidonville

Au XIXe siècle, lorsque l'urbanisation commence à prendre de l'importance, la forme typique d'habitation populaire est le meublé, le *cortiço*. Il est objet d'un discours hygiéniste qui se développera tout au long du siècle. Abreu (1986) indique que le débat sur la salubrité des logements collectifs meublés est au coeur des choix techniques et politiques concernant l'hygiène publique au cours du Second Règne. Ce discours est suscité par les

épidémies qui touchent périodiquement la ville et dont l'importance d'aggrave en raison du mauvais état des logements populaires.

La ville se replie sur son centre. "Même l'entrée en fonctionnement des compagnies de voitures tirées à l'âne, à partir de 1868 et le début du trafic suburbain de la voie ferrée D. Pedro II, en 1861, auront peu d'impact sur cette situation, car seuls ceux qui possédaient des revenus suffisants, ou au moins une rémunération stable, pourraient se permettre d'habiter en dehors de la ville, soit dans les faubourgs élégants de Botafogo et Engenho Velho, soit dans ceux, plus modestes, qui se formaient tout au long de la voie ferrée. Pour la majorité de la population, toutefois, la localisation centrale, ou proche du centre-ville, était une condition de survie indispensable." (...) "Pour une grande partie de la population active, constituée par des vendeurs ambulants et des prestataires de services variés, le travail n'existait pas en tant que lieu fixe, mais dérivait des demandes liées au rassemblement d'un très grand nombre de personnes et d'activités économiques", ce qui explique la concentration des meublés dans le centre ville.

A travers une loi de 1845, le gouvernement impérial invite le capital privé à construire des "logements commodes" pour le peuple, en échange d'une réduction des charges fiscales. La première initiative concrète en ce sens, pourtant, ne verra le jour que trente ans après la promulgation de la loi, elle date de 1875. De nouvelles lois s'ensuivirent ainsi que quelques expériences, peu nombreuses, de construction de "villes ouvrières", marquées par un fort contrôle social et politique, visant en particulier les travailleurs immigrés qui à cette époque commençaient à affluer. Cependant, il a fallu attendre la République et les premières années de ce siècle (1902-1906) pour que la ville fasse sa première et sa plus importante expérience d'une rénovation urbaine globale, perçue comme d'inspiration haussmanienne, la réforme Pereira Passos (du nom du maire de l'époque).

Passos a fait démolir de vieux immeubles, a ouvert de nouvelles voies de circulation, et a procédé à la modernisation des transports collectifs, afin d'envisager sérieusement une stratification de l'habitat, jusqu'alors inconnue. L'expansion du réseau des trains urbains et des lotissements à bas prix dans les faubourgs a rendu possible l'ouverture de ces zones de la ville aux travailleurs. On a également favorisé le développement des quartiers de la zone sud, longeaient la mer, un secteur de la ville qui commençait à être progressivement investi par les élites, dès la fin du XIXe siècle. Les résultats de cet effort de ségrégation ont été pourtant limités. En considérant le problème du logement populaire du seul point de vue de l'habitation, mais non pas de l'habitat, dit Abreu (1988), la réforme Passos s'est ôtée par là même les moyens de sa réussite. En détruisant les meublés et en les éliminant de l'espace urbain, elle n'a pas réussi à éviter l'émergence des favelas.

Tout en étant un centre industriel important, Rio n'a jamais placé l'expérience industrielle au cœur de sa vie économique et sociale. A la fois ville portuaire et capitale politique du pays, la place des services y a été depuis toujours très importante. Aussi, malgré la raison d'Etat, et grâce à la faiblesse de l'action étatique en ce qui concerne sa capacité à apporter des réponses appropriées au problème du logement populaire, cette triple logique économique, plutôt que la seule logique industrielle, a commandé la structuration de l'espace urbain. Elle a aussi suscité un type particulier de ségrégation que la topographie de la ville a permis de mettre en forme à travers les favelas. Dès lors, la ville s'est développée en "deux plans distincts, dont la séparation s'accroissait continuellement.

D'un côté la plaine, où l'accroissement de la spéculation immobilière rendait impossible la présence des populations moins fortunées. De l'autre les morros (les buttes), d'où l'absence de travaux publics et de commodités chassait les groupes sociaux d'un niveau économique élevé." (Silva, 1942. Cité par Parisse, 1969)

De façon on ne peut plus symbolique, la première favela a vu le jour avec la destruction spectaculaire d'un grand meublé, le *cortiço* Cabeça de Porco (tête de porc), en 1893.¹³⁸ C'était un ensemble de vieux immeubles situés dans les environs de la Gare D. Pedro II, un véritable quartier ayant abrité pendant certaines périodes, semble-t-il, jusqu'à quatre mille habitants. Deux mille personnes y vivaient à l'occasion de la démolition, selon les estimations de la presse de l'époque (Vaz, 1986). Effectuée sous le commandement direct du maire, Barata Ribeiro, la démolition a été décrite comme une véritable bataille civile. Faisant fi du recours interposé par les propriétaires devant les tribunaux, Barata Ribeiro a mené une opération de guerre et a réussi à faire disparaître au bout d'une nuit les vestiges du meublé. Plusieurs années plus tard, la ville a été lourdement condamnée à indemniser les héritiers.

Vaz (1986 : 35) pense que les locataires auraient déménagé vers un *morro* tout proche, le *Morro* de la Providence, jusqu'aux abords duquel le meublé s'étendait. "Le Maire, qui a ordonné 'd'autoriser l'enlèvement, par les locataires pauvres des lieux, des planches en bois susceptibles d'être réutilisées', leur assurait par là même des conditions d'autoconstruction précaire. La partie du *morro* occupée par des baraques, plus tard appelée *Morro da Favela*, et à laquelle on accédait en passant par l'endroit où autrefois s'élevait le grand meublé, appartenait en partie à une des propriétaires du Cabeça de Porco." Quatre ans plus tard, en 1897, s'installaient dans cette butte des soldats revenus de la campagne de Canudos (révolte paysanne célèbre, qui a secoué la République brésilienne naissante). Ils ont ainsi créé la première favela officielle de la ville. Mais il y existait probablement déjà un noyau de logements populaires, précairement installés lors de la démolition du *Cabeça de Porco*, en janvier 1893.

L'expansion des favelas

Les favelas se sont développées silencieusement, sans rencontrer d'opposition majeure, dans le cadre urbain carioca, au cours des quatre premières décennies de ce siècle. Lucien Parisse (1969) en veut pour preuve le fait que des observateurs attentifs à la réalité urbaine de la ville n'y consacrent même pas une seule ligne, jusqu'aux années 1940. La première manifestation d'une prise de conscience du problème date, dit Parisse, de mai 1948, lorsque le journaliste Carlos Lacerda publie série d'articles, sous le titre "La bataille de Rio", dans le quotidien *Correio da Manhã* : "Améliorer une *favela*", disait-il, "ce n'est pas contribuer à la maintenir, dès lors que l'améliorer signifie donner à ses habitants de meilleures opportunités, et la possibilité de mieux manger, de s'éduquer, d'avoir une meilleure santé, etc. en leur donnant ainsi la force de quitter la favela... Il ne s'agit absolument pas d'en finir avec les *favelas*, dans le sens d'opprimer les *favelados*. Il s'agit d'incorporer aux bénéfices et aux devoirs de la civilisation une partie considérable de la

¹³⁸ "Cortiço" et "cabeça de porco" deviendront dès lors des expressions synonymes, pour désigner les meublés urbains.

population, regroupée dans des baraques indignes de l'espèce humaine." (Cité par Parisse, 1969 : 15)¹³⁹

Cependant, le nombre d'habitants des *favelas* ne cesse de croître : 138.837 personnes en 1948 ; 169.305 en 1950 ; Trois-cent-trente-cinq-mille-soixante-trois en 1960 - c'est dire un accroissement de 97% par rapport à la décennie précédente, alors que l'accroissement de la population vivant en dehors des *favelas* (3.281.908 personnes, en 1960° n'avait été que de 37% au cours de la même période. Le taux annuel de croissance de la population *favelada* a été dans la période de 7%, celui de la population non *favelada* de 3,3% (Parisse, 1969). Abreu (1988) attire par ailleurs l'attention sur l'importance de la zone industrielle en tant que pôle d'attraction pour la formation des *favelas*. En 1960, dit-il, 33% des *favelas* récentes et 52% de l'ensemble des *favelados* se situent aux abords de l'axe de l'Avenida Brasil, et du district de Penha (dans la zone nord de la ville). Le recensement de 1970 estime à 565.129 le nombre d'habitants des *favelas* (Valladares, 1980). Des données de la CEHAB, organisme lié à l'Etat de Rio de Janeiro, et de l'Iplanrio, institut de planification dépendant de la commune, estiment à 721.244 le nombre d'habitants des *favelas* en 1980, et à plus d'un million en 1987, à savoir 18% de la population totale de la ville. (Iplanrio, 1988)

Peu ou prou ignorées des pouvoirs publics jusqu'au début des années 1960, les *favelas* de Rio allaient faire l'objet, entre 1962 et 1973, d'une action systématique d'éradication.¹⁴⁰ La menace de délogement avait toujours pesé sur les *favelados*. Mais il s'agissait de conflits privés, opposant les occupants aux détenteurs des titres de propriété des terrains, souvent déchus de leurs prétentions et peu mobilisés pour faire valoir leurs droits, en vertu de la faible valeur vénale de ces espaces difficiles à urbaniser en raison même de leur topographie. Par ailleurs, les *favelas* avaient inspiré une législation contradictoire et ambiguë, prévoyant d'un côté leur élimination, de l'autre leur urbanisation et leur consolidation. (Valladares, 1980)

Carlos Lacerda, alors gouverneur de la ville-Etat de Guanabara (1960-1965), lance le premier programme effectif de relogement, à travers la construction de villes nouvelles dans des faubourgs lointains, avec des logements à bas prix. Ce programme a bénéficié de l'aide financière de l'United States Agency for International Development, l'USAID. Le successeur de Carlos Lacerda, Negrão de Lima, ayant d'abord stoppé le programme, celui-ci a été repris en force à partir de 1968, sur l'initiative directe du gouvernement fédéral militaire, par le biais du ministère de l'intérieur. Des données de la Coopérative d'habitation de Guanabara (COHAB-GB) fournies par Valladares (1980 : 39) estiment à 80 le nombre de *favelas* touchées par le programme entre 1962 et 1974.

Valladares (1980) donne deux raisons principales, qui expliqueraient l'échec de la politique d'éradication des *favelas*. La première, c'est qu'il s'agissait d'un programme d'accession à la propriété, qui ne tenait pas compte de la précarité professionnelle et de l'instabilité des revenus de la population *favelada*. Une proportion importante des plans de financement ont été repassés par les premiers bénéficiaires à des personnes ayant des

¹³⁹ Elu gouverneur de la ville-Etat de Guanabara, Carlos Lacerda allait commander, dans les années soixante, une action publique systématique d'éradication de *favelas*.

¹⁴⁰ Valla (1984) mentionne une première *favela* supprimée en 1942, celle du Largo da Memória aux abords de la Lagoa Rodrigo de Freitas. Les occupants de quelques 300 baraques ont été relogés dans le Parc prolétaire de Gávea, tout juste créé pour les accueillir.

revenus plus élevés et plus stables. L'autre raison était l'éloignement de ces villes nouvelles par rapport aux quartiers d'origine des *favelados*. Dans un cadre urbain marqué par le déficit, la mauvaise qualité et les prix élevés des transports en commun, la proximité du lieu de travail était un élément constitutif du budget familial global, qui a justifié, pour une partie significative de cette population, le retour à la favela ; la recreation sur les mêmes sites de nouvelles favelas, ou, lorsque cela s'avérait impossible, la réinstallation dans d'autres, déjà existantes.

Malgré l'agressivité du programme, il n'a réussi ne serait-ce qu'à freiner le développement des *favelas*. Entre 1970 et 1974, au cours de la période la plus intense de sa mise en oeuvre, le nombre des *favelas* s'est accru, selon des données de la COHAB, l'un des organes en charge de cette politique, de 74% et leur population de 36,5%. (Valladares, 1980 : 44). Véritable "solution budgétaire", selon la formule de Valladares, la *favela* survit contre vents et marées, car elle constitue une ressource stratégique centrale de la population pauvre pour assurer son existence quotidienne dans la ville. La logique d'un développement naturel de l'habitat (Parisse, 1969) prévaut alors sur la faible capacité planificatrice de l'Etat, et sur les solutions qu'il est amené à proposer.

A partir de 1974, le programme de relogement reflue et, dès la fin de la décennie, la formule de l'urbanisation est remise à l'honneur. Des acquis fondamentaux dans cette direction voient le jour au cours des années 1980, en amont et en aval de la redémocratisation. Une véritable révolution silencieuse assure alors à la population *favelada* l'accès définitif à une énergie électrique de qualité, à l'eau courante et pour une partie au moins au tout-à-l'égout, à l'enlèvement des ordures par les services municipaux, au réseau téléphonique et d'une manière générale à l'ensemble des services urbains. Cette urbanisation reste néanmoins incomplète - non seulement parce que nombre de *favelas*, surtout dans la région métropolitaine, n'ont été qu'imparfaitement favorisées par ces améliorations, mais aussi parce que même celles qui ont été d'abord touchées par le changement, continuent à souffrir de la mauvaise qualité des services offerts, comparativement à ceux dont bénéficie le reste de la ville.

Regards de la ville sur ses favelas

Malgré la faiblesse de l'action publique touchant les favelas, autant dans le sens de leur élimination que dans celui de leur urbanisation, il n'est pas possible d'ignorer qu'au-delà de leur réalité matérielle, elles ont été par ailleurs constituées en tant que réalité symbolique par le regard porté sur elles par la ville - par des acteurs institutionnels, par des journalistes, par des scientifiques, bref par les détenteurs d'une parole légitime. Ce regard est grosso modo un regard négatif.

Les *favelas* sont d'abord perçues comme un monde à la marge de la civilisation, un monde oisif et anémique qu'il importe de contrôler, et dont il importe de limiter le développement. Un rapport de 1940 décrit les conditions de vie dans le *Morro da Favela* : "La vie là haut, c'est tout ce qu'il y a de plus pernicieux. Toute la journée, c'est les jeux de carte (...) et la samba, c'est les divertissements arrosés d'alcool. Les baraques, parfois ne comportant qu'une seule pièce, abritent chacune plus d'une dizaine d'individus, hommes, femmes et enfants, dans une dangereuse promiscuité. Il y a des personnes qui, vivant là haut, restent des années sans venir dans la ville et sans travailler. Et ce *morro* est situé au

coeur de la ville, jouxtant un centre de travail intense que sont le port, les moulins Fluminense et Inglês, les Usines Nationales..." (Valla, 1984). Ici, ce qu'on reproche aux *favelados* n'est pas leur présence excessive et indésirable, mais le fait de se maintenir à l'écart de tout contrôle qui serait exercé sur eux par la voie du travail (Valla, 1984).

Les propositions de solution du problème, formulées dans le même rapport, visent tout d'abord le contrôle des flux de la migration intérieure. On suggère que soit interdite l'entrée à Rio de Janeiro "d'individus de basse condition sociale" et le renvoi de tels individus dans leurs Etats d'origine.¹⁴¹ On demande par ailleurs que soit exercé un contrôle strict concernant le respect des lois qui interdisent la construction et la reconstruction des baraques. La dernière mesure a trait à la moralisation de cette population, à travers des campagnes de rééducation visant à "corriger des habitudes personnelles" et à "stimuler le choix de logements de meilleure qualité". Les articles de Carlos Lacerda, cités plus hauts, et publiés dans la presse *carioca* vers 1948, vont dans le même sens. On entend civiliser une population qui vit à la marge.

Aussi la forme projetée d'habitation de remplacement, la ville ouvrière ou le "parc prolétaire", prenait sens grâce à la dimension moralisatrice qui lui était implicite. Valla (1984) dit les exigences faites aux habitants du Parc prolétaire de Gávea, créé en 1942 sous Vargas pour reloger une population issue de l'ancienne *favela* du Largo da Memória : il fallait avoir son emploi dans la zone sud, et être enregistré au commissariat de police du quartier. Tous les habitants possédaient des cartes d'identification, qu'ils présentaient à l'entrée du parc, dont les portes étaient fermées à 22 heures. Tous les soirs à 21 heures, le gérant offrait un thé à l'occasion duquel il s'adressait aux habitants par haut-parleur, faisant le commentaire des événements de la journée, et profitant pour y introduire les leçons de morale. Cette modalité de contrôle sur la population pauvre est néanmoins restée très minoritaire, et n'a pas empêché le développement des *favelas*, toujours perçues comme un monde à la marge.

La première contestation sérieuse opposée à l'idée d'une marginalité des *favelados* a été formulée par Janice Perlman (1977), à la suite d'une étude, développée en 1968-1969, sur trois *favelas* de Rio. Même si d'autres études, comme celle de Parisse (1969), avaient déjà affirmé le parallélisme existant entre le développement des *favelas* et les logiques du développement urbain *carioca*, c'est l'enquête de Perlman qui pour la première fois dévoile les modalités concrètes d'intégration économique et culturelle des *favelados* dans l'environnement urbain.

La redémocratisation progressive du pays a favorisé la formation dans les favelas d'acteurs collectifs qui ont intégré la lutte pour l'urbanisation au cahier de charges de la démocratie. Ruth Cardoso (1987) a montré la nouvelle configuration politique dessinée par ces mouvements, encore pendant le régime militaire. Alors que dans le passé ils avaient eu comme interlocuteurs des élus, donc des médiateurs issus du champ politique selon les termes du modèle populiste, c'est désormais directement avec des agents de l'Etat et de l'administration municipale qu'ils étaient amenés à traiter. Ces agents ont souvent constitué, avant même la normalisation politique du pays, des vecteurs de la modernisation du cadre urbain, et de la démocratisation de l'accès aux services publics par les populations

¹⁴¹ Cette proposition en dit sur la faiblesse de la conscience nationale et la force de la conscience régionale, qui s'inscrivent toutes les deux dans l'histoire politique brésilienne.

défavorisées. Dans un contexte défini par l'affaiblissement du régime autoritaire, ils réalisent un effort considérable dans le sens d'apporter une réponse adaptée aux demandes et aux besoins de ces populations, en redéfinissant les logiques de la rationalité étatique.

Outre l'épuisement naturel des mobilisations collectives de type syndical et urbain dans le climat de crise économique et sociale qui a marqué la fin des années 1980, une nouvelle donne modifie de manière fondamentale la scène politique des favelas de Rio en cette période : il s'agit de la prise violente de contrôle des *morros* par le trafic des drogues. Perçues au départ comme marginales, ensuite comme des acteurs politiques, les *favelas* seront désormais représentées dans l'imaginaire de la ville comme des lieux dominés par le crime et par une violence meurtrière et sans limites. Dans le meilleur des cas, on les envisage comme des lieux où est secrétée la révolte des pauvres, des marginaux (encore une fois) et des exclus, contre les riches.

Renversement subit et brutal. Vers la fin des années soixante, lorsque Janice Perlman mène son enquête dans des favelas de Rio, la criminalité n'était pas un thème important. "Vers la fin des années 1960", écrit-elle, "et le début des années 1970, la plupart des grandes *favelas* (...) disposaient de postes de police. Lorsque j'ai demandé à ces policiers quels étaient les taux de criminalité dans la *favela*, ils m'ont généralement répondu qu'ils étaient insignifiants et que leur problème majeur consistait à empêcher que des adolescents indisciplinés 'ne brisent la paix ambiante'." (Perlman, 1977 : 172 et 173) Un peu dans la même perspective que Perlman, Abreu affirmait encore en 1986 : "Le problème de l'habitation populaire à Rio de Janeiro est resté en évidence à travers le temps, résistant aux plus diverses phases conjoncturelles de l'histoire de la ville. Il est toutefois intéressant de noter que, même s'il est devenu quantitativement plus sérieux et qualitativement plus complexe au long du temps, sa capacité à 'exploser' - c'est-à-dire, à être un élément détonateur du conflit urbain - a diminué considérablement." Il avait tort. Le conflit autour des *favelas* n'a pas tardé à exploser, dans une étendue insoupçonnée, dans les années qui s'ensuivirent, et à cette date il n'est toujours pas réglé.

C'est ce renversement, avec tout ce qu'il implique du point de vue d'une inflexion de l'action politique, qui pendant de brèves années avait activement dominé l'expérience des *favelas*, qu'il nous importe d'analyser et de comprendre. Pour cela, nous nous sommes penché sur le cas d'une favela de la zone sud de Rio, Santa Marta, habitat d'une population fortement intégrée à l'environnement urbain. Nous sommes partis de l'hypothèse que ce renversement, qui s'était matérialisé dans l'engagement dans la violence et dans le narcotrafic des drogues de segments significatifs de la jeunesse *favelada*, s'inscrivait dans l'évolution même de la *favela*, et ne pourrait être compris qu'à la lumière de cette évolution. D'où notre souci de retracer les principales étapes de son histoire, afin de pouvoir replacer ce choix, formulé par certains, d'un engagement dans la violence, dans l'ensemble de l'expérience de la population *favelada*, en l'examinant plus particulièrement du point de vue des liens tissés entre le *morro* et la ville.

La favela Santa Marta et le quartier de Botafogo

Pendant près de 45 ans, les habitants de Botafogo et ceux de la favela Santa Marta ont interagi pacifiquement, sans difficultés particulières, ont coopéré et se sontentraïdés. Quartier traditionnel à l'origine, fer de lance de l'urbanisation de la zone sud de la ville vers

la fin du XIXe siècle, Botafogo a par la suite évolué vers une configuration sociale du type couches moyennes, avec une forte concentration de services éducatifs et médicaux, tout en conservant, pour une partie au moins, son visage ancien et ses maisons au portail en fer fondu, à côté de la verticalisation induite par l'arrivée du métro dans les années 1970. A cette époque, Botafogo prend la deuxième place dans la hiérarchie des densités démographiques de la ville, et la troisième en termes de personnel employé dans le commerce du détail (Santos, 1980 : 28 et 30). C'est aussi la région administrative qui concentre sur son territoire le plus grand nombre d'écoles, à tous les niveaux d'enseignement - par exemple, 23 institutions d'enseignement supérieur en 1977, contre 48 pour l'ensemble de la zone sud, c'est dire plus d'un cinquième de l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur de toute la ville (Santos, 1980). Jusqu'au XIXe siècle, la région de Botafogo était occupée par de grands domaines et propriétés, coupés par trois voies principales, dont celle qui desservait la propriété du Vicaire Général José de Matos Clemente, la Quinta de São Clemente, correspondant à l'actuelle rue São Clemente, en retrait de laquelle se situe la *favela* Santa Marta. L'urbanisation du quartier a reçu une impulsion décisive avec l'implantation, vers la seconde moitié du XIXe siècle, d'une ligne de tramways tirés par des ânes, la Botanical Garden Railway Company. "Entre 1900 et 1930, se sont incorporés à l'espace urbain des terrains périphériques à Botafogo (le bas du Corcovado¹⁴², Humaitá) et se sont disséminées les villas, solution visant une occupation intensive de lotissements profonds à tête de rue exiguë, hérités du morcellement spontané de l'aire. Entre 1930 et 1960, le quartier s'est maintenu relativement intact, sauf par la formation des *favelas*" (Heilborn et Cavalcanti, 1986 : 38, 39). C'est dans ce cadre paisible que les premiers habitants de la *favela* Santa Marta s'installent.

Lorsque Heilborn et Cavalcanti mènent leur enquête sur Botafogo, en 1982, en s'intéressant tout particulièrement aux représentations attachées à l'architecture ancienne et à l'identité du quartier, elles décèlent sept aires distinctes de stratification, aux frontières relativement bien définies, dont la *favela* Santa Marta ; mais qui, malgré leurs différences, semblent coexister sans traces de conflit. Cinq ans plus tard il n'en sera plus ainsi. Antunes (1988 : 15 et 16) décrit avec des couleurs fortes la première grande "guerre" du narcotrafic, dont la ville et le pays ont été témoins en août 1987 :

"En août 1987, dans le *morro Dona Marta*¹⁴³, ville de Rio de Janeiro, il y a eu une bataille qui a duré cinq jours. Des millions de Brésiliens ont suivi, par la télévision, le conflit entre les bandes de Zaca et Cabeludo, qui disputaient le contrôle du trafic des drogues dans la région. Des journaux et des magazines du monde entier ont, à cette occasion, dressé le portrait des *favelas*, le monde de la violence et de la drogue, de la corruption policière, et la perplexité du gouvernement. (...) La bataille du morro *Dona Marta* a commencé le jeudi, 20 août 1987. Pendant la nuit plusieurs échanges de tirs ont été entendus et, le lendemain, ont été retrouvés dans une (voiture de type) Brasilia, dans les environs, les corps de deux membres de la bande de Cabeludo, qui avaient été enlevés de la baraque où ils se cachaient. Le

¹⁴²C'est sur les contreforts du *morro* du Corcovado, où se trouve la statue du Christ, symbole de la ville, en face de la baie de Guanabara, qu'est née la *favela* Santa Marta.

¹⁴³ Nous reviendrons sur la controverse autour du nom de la favela - *Dona* ou *Santa* Marta, une controverse qui plonge ses racines dans l'histoire de la favela.

vendredi, 21, les échanges de tirs se sont poursuivis dans la matinée. La police militaire est intervenue et a mené des recherches dans le morro, à l'aide d'un hélicoptère. Avec la découverte d'une cachette de la bande de Cabeludo, plusieurs armes à feu et une balance de précision ont été confisquées. Trois trafiquants ont été arrêtés dans les voisinages. Aussitôt que la police militaire a quitté le *morro*, les échanges de tirs ont néanmoins recommencé.

La police militaire est revenue le samedi, 22, cette fois-ci avec l'aide de deux hélicoptères. Tandis que plusieurs habitants commençaient à abandonner l'aire, en emportant avec eux des sacs et même des meubles, les deux bandes se partageaient le contrôle du *morro*, Zaca dans la partie haute et Cabeludo dans la partie basse. Depuis son poste de commandement, le bistrot Guerrier, la bande de Cabeludo faisait le tri parmi les personnes qui voulaient rentrer ou sortir de la favela. La situation s'est maintenue telle quelle le dimanche, 23, même si les échanges de tirs ont diminué. 'La bataille du morro dure déjà depuis 120 heures' et 'Trafiquants défient la police' sont des titres qui font la une du *Jornal da Tarde* et *Jornal do Brasil* du lendemain. Les deux bandes échangent des accusations et affirment que la guerre ne terminera que lorsque l'un des deux leaders sera mort. Le président de l'Association des résidents dit que la situation est désespérée pour ceux qui habitent le *morro* et prie chacun de rester chez soi.

La bataille rentre dans son cinquième jour le lundi, 24 août. Le journal *O Estado de S. Paulo* souligne les ingrédients d' "une véritable guerre : la présence de correspondants étrangers, des réfugiés qui quittent le champ de bataille, une zone démilitarisée, des rendez-vous avec des journalistes sur les deux fronts, et sept hommes arrêtés par la police militaire." (25.8.1987) Quatre grands échanges de tirs ont lieu, mais Zaca continue à contrôler la partie haute, et Cabeludo la partie basse de la *favela*. Tandis que la police reste à l'écart, dans le Palais Guanabara le gouverneur Moreira Franco se réunit avec ses secrétaires de la police civile et de la police militaire, pour préparer la stratégie qui permettra à l'Etat de reprendre le contrôle de la situation.

L'invasion finale du *morro* par la police, largement annoncée, survient le mercredi, 26. Il n'y a pas eu de morts ni de blessés. Les deux leaders, Zaca et Cabeludo, ont disparu. Aucune saisie de drogues n'a été effectuée. Parmi les trente-quatre détenus, aucun n'occupait une position importante dans les bandes rivales. La police a considéré l'opération une réussite, puisque le *morro* était de nouveau en paix. L'occupation ostensible par la police militaire a duré encore quelques jours, pendant lesquels le trafic a été suspendu.

La police militaire, symbole de l'autorité de l'Etat, allait être, néanmoins, fortement atteinte par la bataille du *morro* Dona Marta. Le lendemain de l'invasion, *O Globo* titrait à la une : 'Plus de policiers

militaires arrêtés que de bandits du *Dona Marta* (27.8.1987). Des dénonciations émanant de trafiquants ont effectivement permis de dévoiler la participation des policiers militaires à l'activité des bandes."

Le texte d'Antunes est important, à plusieurs titres. D'abord, il a été écrit à un moment où des événements tels ceux qui ont été décrits constituaient encore une nouveauté, suscitaient la stupéfaction, et n'avaient été guère intégrés au quotidien de la ville. Depuis ce premier grand conflit, bien d'autres se sont succédé, ayant pour scène la même *favela* ou d'autres quartiers et d'autres *morros*. Impuissante à contrôler la violence, l'administration municipale en est venue par la suite à baisser les impôts locaux dans certaines rues, perçues comme des zones à risque, c'est-à-dire situées sur la ligne de tir des trafiquants des favelas. Deuxièmement, l'article indique les bouleversements profonds et le désarroi subi par la population *favelada*, prise en otage par la guerre des drogues. Troisièmement, il pointe vers le déterminant majeur de cette situation d'effondrement complet de l'ordre public, la corruption policière.

Avant de nous pencher plus longuement sur ce phénomène, il est utile d'interroger l'histoire particulière de la *favela* Santa Marta au cours de plus d'un demi-siècle d'existence. C'est à travers le paradoxe d'une situation qui s'est dans son ensemble extraordinairement améliorée, et d'une intégration à l'environnement urbain qui n'a cessé de s'accroître que nous analyserons, ensuite, les conditions de pénétration du trafic des drogues dans la *favela*, et de l'engagement d'une partie de la jeunesse *favelada* dans la violence.

Dona Marta devient Santa Marta

Au début, la forêt cachait la *favela*. Les premières baraques, clandestines, ont été bâties dans les années 1940. "C'était un vrai verger, ici - avec du café, des manguiers, toutes sortes de fruits", dit *Dona Madalena*, une des premières habitantes des lieux. Personne n'est capable d'affirmer avec exactitude à qui avait appartenu ce terrain de 50.000 mètres carrés, sur lequel vivent aujourd'hui environ 10.000 personnes, dans 1350 baraques à haute densité d'occupation (Saad, 1988)¹⁴⁴. Ces origines imprécises apparaissent moins floues dans l'imaginaire des *favelados*, qui se réfèrent à de généreuses donations faites en faveur des pauvres gens par les riches propriétaires des anciens domaines de la région : "Une fois j'ai entendu dire que cette *favela* appartenait à une jeune fille prénommée Marta. On raconte qu'à sa mort elle a laissé cette *favela* aux pauvres, et c'est pour ça que ce *morro* a pris le nom de Sainte Marthe. Elle est là, dans la chapelle. C'est la patronne d'ici."

Un vrai acte de fondation a scellé l'alliance entre la ville et les habitants du *morro*, marquant l'influence catholique sur l'histoire de ces premières années d'occupation. Mais la *favela* a été d'abord "découverte", comme le pays lui-même l'avait été quelques siècles avant. Des ecclésiastiques et des dames patronnesses qui travaillaient auprès du Centre de soins São Luiz Gonzaga, sis rue São Clemente, non loin de là, rappellent l'arrivée des premiers habitants du *morro*, hésitants à déclarer leur véritable adresse. "Personne ne mentionnait l'existence d'une *favela* ! Parce qu'on ne voyait rien... Il y avait quelques

¹⁴⁴ Valladares (1980 : 20) note que la raréfaction progressive des terrains disponibles à l'intérieur des *favelas* y a induit une expansion verticale, avec la construction de petits immeubles à trois ou quatre étages. C'est exactement ce qui s'est passé à Santa Marta.

baragues au-dessous des arbres... Depuis la rue, on ne voyait que les arbres. Quand nous avons compris qu'il y eût là une *favela*, nous sommes allés voir..."

La *favela* Santa Marta doit au Père Veloso sa première messe et son nom de baptême. "La première fois que j'y suis monté et que j'ai célébré une messe, c'était en 1945. Je suis monté jusqu'au sommet. En bas, en ce temps-là, il n'y avait rien. Je montais au milieu des arbres, je retrouvais les baragues... Il y en avait plusieurs - depuis le milieu, vers le haut. La vue était magnifique... Alors j'ai dit : on va célébrer une messe ici même - là où se trouve la petite chapelle. D'où le nom... C'était le *morro* de Dona Marta. Sainte Marthe n'était pas de l'affaire. (Il rit.) C'était *Dona* Marta ! J'ai donc célébré cette messe et dans mon sermon, j'ai dit : 'Regardez comment il est beau, cet endroit ! En bas, on est dans la plus grande confusion ! ' (On trouvait toujours qu'en bas, on n'était pas bien...) 'Ici, ce sera le refuge où Notre Seigneur pourra venir se reposer, de même que Sainte Marthe, qui avait une maison en Palestine, accueillait Jésus quand il était fatigué. Il allait se reposer chez elle. Cette dame, Marthe, avait une sœur, Marie, et un frère, Lazare.' C'est écrit dans l'Evangile... 'Nous allons faire la même chose ici ! Sainte Marthe va être la patronne de ces lieux'."

Ces alliés extérieurs usent de leur influence pour assurer la permanence dans le *morro* des favelados, sans cesse menacés par des propriétaires qui ne voudraient pas voir se développer une *favela* dans leur voisinage. *Dona* Laura, dame patronnesse travaillant au Centre de soins São Luis Gonzaga, mariée à un général de l'armée de terre, obtient de *Dona* Santinha, l'épouse du Général Dutra, alors Président de la république, que la police ne vienne pas harceler pas les *favelados*. Aux côtés du chef de police de la ville, elle monte le *morro*. Ce monsieur lui propose alors l'accord suivant : "Je ne permettrai pas qu'on démonte les baragues, mais vous, de votre côté, vous ne permettrez pas que la *favela* s'étende." *Dona* Laura a reçu un papier de la Mairie, aux termes duquel elle seule pouvait autoriser de nouvelles constructions. De temps en temps, son fils lui disait - "on est en train de couper des arbres..."

Sous le couvert du laissez faire, progressivement la *favela* s'est élargie. Le mode d'expansion dépendait de mécanismes non écrits de régulation. "C'était toujours par l'intermédiaire d'un voisin. On fixait un morceau de terrain et on élevait la baraque. Il fallait que le voisin le plus proche soit d'accord. On ne pouvait pas arriver comme ça et planter la maison, car sinon les autres se fâchaient. Mais il n'y avait jamais de dispute sérieuse..." Dans les années soixante, l'effort pour contrôler l'extension des *favelas* demeurait inchangé. La responsabilité en incombait désormais aux associations des résidents, contrôlées par la Fondation Léon XIII.¹⁴⁵ "La fondation avait un règlement qui interdisait les constructions en briques dans la favela. Pour construire une baraque, il fallait une autorisation ; pour faire des travaux, il fallait une autorisation. Pour tout et n'importe quoi, il fallait une autorisation. Il y avait une sorte de loi qui interdisait... Le but de la fondation était d'éviter que les favelas s'étendent, mais l'échec a été total. Après, ils ont voulu punir les présidents des associations. Mais un président d'une *favela*, qui voit un frère qui souffre, ne va pas l'empêcher de faire des travaux dans sa baraque. Pas du tout !

¹⁴⁵ "En 1946 est née la Fondation Léon XIII, à partir d'un accord établi entre l'Archevêché et la Mairie de Rio de Janeiro, avec l'idée d'une récupération des favelas." "D'un organisme religieux qu'elle était, la Fondation Léon XIII est devenue en 1962 une autarcie de l'Etat, subordonnée au Secrétariat aux Services Sociaux, et elle reste aujourd'hui le seul organisme officiel responsable des favelas de Rio de Janeiro, dont dépendent y compris les associations des résidents." (Valladares, 1980 : 23 et 23, note 10)

Moi-même, j' ai été averti à plusieurs reprises. J'allais dormir, la baraque n'était pas là. Je me réveillais le lendemain, il y avait la baraque, avec une famille dedans. Je vais faire quoi ? Je vais les mettre dehors ? Pas moi ! Allez-y vous même, si vous en avez envie. Ils envoyaient quelqu'un... Il faut bien trouver un endroit pour vivre, car dans la rue ce n'est pas possible..." (*Seu Ferreira*, premier président élu de l'Association des résidents).

Migrant et favelado

Deux groupes principaux se sont installés dans la *favela*. D'un côté des personnes qui vivaient déjà dans la ville et qui pâtissaient du déficit d'habitations sur le macadam - soit qu'elles aient été victimes des politiques de rénovation urbaine, de la liquidation des meublés, des loyers trop chers, ou de l'impossibilité de les payer lors d'une période de chômage ; soit qu'elles aient préféré le *morro*, en raison des avantages comparatifs qu'il offrait - une plus grande disponibilité d'espace, et surtout la possibilité d'échanger la zone nord contre la zone sud de la ville. Le second groupe est formé par des migrants. Certains y débarquent directement, d'autres viennent d'une autre *favela*, toujours par le biais de réseaux de relations.

Analysant la localisation initiale du migrant dans la ville, Corrêa (1976) montre que, dans le cas de Rio de Janeiro, les flux migratoires tendent à se répartir de manière équilibrée sur l'ensemble de l'espace urbain, contrairement à ce que suggèrent certains modèles analytiques prenant comme référent empirique d'autres villes d'Amérique, du nord et du sud. Cela voudrait dire que les migrants ne sont pas, en tant que tels, créateurs de *favelas*. Leur importance à ce niveau a été néanmoins reconnue dans diverses études (Parisse, 1969 ; Perlman, 1977). Elle est confirmée dans notre étude de cas. Les vagues migratoires ne sont pas toutes de même origine. Certaines concernent des populations venant d'aires métropolitaines proches - l'Etat même de Rio de Janeiro et le Minas Gerais. Des vagues plus tardives amènent avec elles des migrants du nord-est du pays et de l'Etat d'Espirito Santo (Parisse, 1969). Mais par ailleurs, au fur et à mesure que les *favelas* se stabilisent, elles vont donner naissance à une population native. Les adolescents et les jeunes *favelados* que nous avons interviewé constituent déjà la deuxième et la troisième génération d'une population née dans la ville.

Dans tous les cas, le *morro* peut apparaître à ces nouveaux arrivants comme un vrai choix. Antonio Mengão, un ancien de la *favela*, raconte que la première fois il était venu rendre visite à des amis. Le *morro* lui a tellement plu qu'il a loué sur-le-champ une baraque à quelqu'un qui partait. A son cousin il a dit : "J'aime cet endroit". "Tout de suite je me suis fait des amis. Le lendemain matin, je suis parti au travail. Pour moi, c'était plus près qu'avant. C'était en 1954. Le *morro* en ce temps-là était très différent d'aujourd'hui. Les habitants n'étaient pas nombreux, il y avait peu de baraques."

Pour les migrants, l'arrivée dans une grande ville comme Rio de Janeiro, même si c'était pour vivre dans une *favela*, a généralement représenté une amélioration de la qualité de la vie. *Seu Amós* était paysan. Il a quitté son village, dit-il, parce qu'il était dans le besoin. La migration a changé sa vie. Il est devenu ouvrier du bâtiment : "Désormais, je ne travaillais qu'huit heures par jour." Il gagnait assez pour nourrir sa famille. Dans la *favela*, il a élevé dix enfants. Ils n'ont pas été longtemps à l'école, mais ils savent lire et écrire, et tous travaillent. Tous mangent à leur faim. Maria da Luz a quitté son village nordestin en 1971, car elle rêvait de réussir comme couturière en ville. "J'ai un frère qui n'a jamais voulu

quitter, tous les autres sont partis pour essayer de gagner de l'argent." Elle aurait pu repartir là-bas (son village entre-temps s'est développé). "En tant que pauvre, je crois avoir de meilleures conditions de vie là-bas qu'ici." Mais elle reste fortement attachée à son activité communautaire dans la *favela*. "Lorsque je suis venue, je pensais gagner de l'argent et repartir. Mais j'avais un projet, et Dieu en avait un autre. Arrivée ici, je me suis aperçue qu'il m'avait réservé une communauté immense, que je ne veux plus quitter."

Les premiers habitants s'installent

A la manière des colons des terres nouvelles, les *favelados* ont commencé par créer leurs écoles, leurs chapelles et leurs équipes de football. "C'était trop compliqué pour les enfants de descendre jusqu'en bas dans la rue pour aller dans une école publique. Alors ils ont organisé une école là haut. Les maîtresses, c'étaient des gens de là-bas. Et cela fonctionnait comme une vraie école... Mais il y a eu une occasion où ils ont eu besoin d'argent et Nascimento, le directeur, a décidé d'organiser des bals. Tous les samedis, il y avait un bal payant. Alors tout le monde rentrait. Moi je lui disais : 'Attention, Nascimento. Un jour tu auras un pépin !' On dirait que j'avais deviné. Un jour il y a eu une dispute grave, il est intervenu et s'est pris une balle dans l'estomac ! Le type a été arrêté, et lui-même a été hospitalisé dans un état grave. Il s'est rétabli, mais pas tout à fait. Il continuait à monter et à descendre la *favela*, puis a fait une rechute et est décédé. Alors la petite école est fermée ! Mais ils en ont fait une autre, au-dessus de la chapelle. " Les actes de la PONSА (Petite Œuvre Notre Dame Auxiliatrice) font effectivement mention d'une remise de prix, le 31 décembre 1947, à des élèves de la première école du haut du *morro*. Le 2 janvier 1948, une école officielle, reconnue par la Mairie, a été inaugurée. Le rapport de la PONSА concernant l'école mentionne la présence de 800 élèves en 1954, avec une cantine ouverte tous les jours.

Peu à peu la partie basse du *morro* a été peuplée. Une nouvelle chapelle a été bâtie en bas, et celle où avait eu lieu la première messe a été plus ou moins abandonnée. Le père Veloso explique que cela s'est fait un peu sous la pression de *Dona Madalena* : "C'est vrai que c'était plus facile pour monter. Alors on a fait une toute petite chapelle. Les jours de messe, on ouvrait la porte, les gens restaient sur la place..." *Dona Madalena* ajoute que les matériaux sont venus du casino. "Braz apportait ça le soir, et on faisait les travaux pendant la nuit (clandestinement), on restait jusqu'à très tard..." L'école fonctionnera dès lors annexe à la chapelle. Les deux seront réformées par la PONSА en 1951, l'ancienne baraque en bois devenant la première construction en dur de la *favela*.

Précarité de la vie quotidienne

Comme la chapelle, les baraques étaient élevées avec des matériaux d'emprunt, généralement des planches de bois obtenues dans des chantiers des environs. Nombreux *favelados* étaient eux-mêmes des ouvriers du bâtiment, d'où leur facilité d'accès à ces matériaux. "Le plafond était en carton enduit de macadam. Chez nous, quand il y avait du vent, le toit partait et tout était à découvert. Il pleuvait dans la maison." Y avait-il des toilettes ? "On faisait un grand trou par terre, bien profond, et on mettait quelque chose par-dessus, parfois même un sanitaire, et ça allait. Il n'y a pas longtemps que le tout-à-l'égout est arrivé."

Les pluies de janvier, d'où la ville, Rio de Janeiro ("Rivière de janvier"), tire son nom, ont démolé beaucoup de baraques, aussitôt rebâties grâce à l'entraide des voisins. Depuis une vingtaine d'années il ne reste plus beaucoup de baraques en bois, la construction en briques est même devenue moins chère. "Le plus difficile, ce n'est pas d'acheter les matériaux, c'est de les porter sur le dos jusqu'en haut du *morro*. Pour acheter, on se débrouille, porter c'est pas facile." Sans l'entraide, l'amélioration des habitations aurait été quasiment impossible.

L'eau courante date des années 1980. Les premiers habitants se servaient de quelques sources et quelques puits, peu nombreux, ou étaient obligés d'aller chercher l'eau dans la rue. "L'eau n'arrivait que chez les riches, on allait demander, puis on montait avec les boîtes sur la tête." Le témoin évoque là une image traditionnelle des *favelas*, celle des hommes, des femmes et des enfants, portant l'eau sur la tête dans de grosses boîtes métalliques de 5 litres, qui à l'origine servaient d'emballage pour le gras de porc. L'environnement à végétation très dense cachait d'autres sources d'eau, que le hasard permettait de temps en temps de découvrir. Mais au fur et à mesure que le peuplement progressait, l'accès à l'eau devenait plus difficile. Paradoxalement beaucoup de femmes travaillaient comme lavandières, en lavant le linge au bord d'une rivière toute proche. "C'était vraiment compliqué. Elles faisaient le métier de blanchisseuses, alors qu'on n'avait pas d'eau. L'eau était pratiquement inexistante."

Pendant plusieurs années l'éclairage électrique a été le principal enjeu des conflits. Tout au début on se servait des anciennes lampes à huile, mais vers le début des années cinquante, peut-être même un peu avant, un système de cabine a été installé. Il s'agissait de la construction, au compte de certains individus, d'une cabine de mensuration de basse tension. Ces personnes se faisaient enregistrer auprès de la compagnie d'électricité et distribuaient l'énergie parmi les habitants, en les faisant payer des taxes par chaque "bec" de lumière, et en y ajoutant leur propre profit.

Les habitants les plus pauvres n'avaient souvent qu'un seul "bec", et ils combinaient l'éclairage électrique avec les lampes à huile, à la fumée très salissante. Un "bec", c'était juste assez pour allumer une ampoule, et à part cela, la radio. "Un frigo, impossible... Mais en ces temps-là, personne n'avait de frigo..." "La lumière, c'était un commerce florissant. On l'exploitait de plus en plus, et elle devenait de plus en plus faible - à un tel point que l'ampoule, on dirait une tomate mûre... Elle n'éclairait rien du tout ! Et la cabine sautait tous les soirs : boum, boum, boum ! "

La fourniture d'énergie s'est améliorée peu à peu. Les réfrigérateurs sont arrivés, ainsi que les postes de télévision. Mais le décalage par rapport aux besoins croissants des habitants persistait. "A l'heure du feuilleton (de vingt heures, une institution nationale), pas de feuilleton ! La cabine sautait. On insultait le président (de l'association) : 'le courant est passé où, connard ?!' " En 1982, la compagnie d'électricité estimait à 115 kwh par domicile la consommation moyenne mensuelle d'énergie dans les *favelas*, contre 183 kwh dans le reste de la ville. (Light, 1982)

On est passé progressivement du feu de bois, à la cuisinière à l'huile, puis au charbon. Jusqu'au jour, rappelle une habitante, où la compagnie de gaz est arrivée jusqu'au pied de la *favela* avec un camion plein de cuisinières. "Ils ont quasiment jeté les cuisinières dans les baraques, et on avait un mois pour payer. Ma mère a fait tout son possible pour

payer cette cuisinière et pouvoir la garder." Les *favelados* étaient devenus un marché consommateur potentiel dont il fallait tenir compte, et la généralisation du système de crédit a facilité bien des choses. "Avant, c'était la vraie pauvreté. Car les pauvres ne pouvaient acheter rien de rien. Soit on achetait à manger, soit on achetait des vêtements. Il n'y avait pas cette histoire de crédit. Maintenant, je vais vous dire, on achète strictement tout. Même un avion, on n'achète pas parce qu'on n'en a pas besoin : mais si on décidait d'en acheter un, on pourrait le faire."

Les liens avec la ville

Très tôt les *favelados* ont eu accès à l'ensemble des services urbains, lesquels constituaient par ailleurs une composante de leurs revenus (Perlman, 1977 ; Valladares, 1980). Il en a été ainsi pour les naissances à la maternité, même si le *morro* a longtemps gardé ses propres sages-femmes. Le choix d'accoucher à l'hôpital correspondait à une définition moderne des soins nécessaires à apporter aux enfants, et non pas toujours à une préférence personnelle. Ainsi, une de nos interviewées explique que si la plupart de ses enfants sont nés à l'hôpital, alors qu'elle aimait au contraire accoucher chez elle, c'est "parce qu'on disposait de temps pour y aller"... Pour les mêmes raisons, le suivi médical des enfants n'a jamais posé de problèmes. Les centres de soins étaient perçus comme en nombre suffisant. Les femmes travaillaient souvent comme employées de maison et se faisaient aider par leurs filles. "Ma mère était blanchisseuse et c'était moi qui allais chercher son linge chez les patronnes. On allait aussi lui porter de l'eau. Nous avons beaucoup souffert.¹⁴⁶" L'école n'étant pas à temps complet, les voisins les plus proches veillaient sur les enfants pendant l'absence des mamans.

Les premières écoles créées sur place n'ont pas survécu à l'accroissement du peuplement. Les enfants se sont vite intégrés au réseau d'écoles publiques du quartier, et même aux écoles privées, comme boursiers. Mais ces enfants n'allaient pas longtemps à l'école. Nombreux étaient ceux qui travaillaient très tôt. *Dona Sinira*, devenue veuve à la naissance de son petit dernier, raconte que celui-ci a commencé à travailler dès l'âge de sept ans, comme vendeur :

"Celso avait sept ans, lorsque Zé Português l'a mis derrière un comptoir, pour vendre du pain. Je suis allée là-bas et je lui ai dit : 'Monsieur, ne faites pas ça. Mon garçon ne sait même pas lire. Il va se tromper sur la monnaie.' Il a dit : 'Laissez-moi faire, je m'en occupe.' Il lui offrait des chaussures, des vêtements, lui donnait à manger. Le petit se levait très tôt. Nous n'avions pas de réveil. Il se levait parfois vers quatre heures du matin. Un jour il s'est levé vers une heure, il est arrivé en bas et est aussitôt rentré à la maison. Un type lui a demandé : 'qu'est-ce que tu fais là?' 'Je vais chercher du pain...' 'Mais c'est trop tôt ! Tu peux rentrer chez toi...' Alors il rentrait. Parfois il y allait tellement tôt qu'il dormait à la boulangerie. Tout seul. Il n'y avait aucun danger. Parfois la police l'interpellait en bas. Plus tard, plus récemment. On lui demandait où il allait, il disait, il s'en allait. Je le regardais par la fenêtre, car j'avais peur de le voir descendre tout seul. Lui, il n'avait pas peur. Il prenait un sac sur le dos, et il partait acheter des saucisses à Nilópolis (commune de la région métropolitaine), à l'âge de dix ans, tout seul. Je disais : 'Attention ! Il y a des gens qui peuvent lui enlever l'argent !' Il achetait d'excellentes saucisses à l'usine Delprata. Vers dix heures, il était de retour avec un gros sac sur le dos. Je disais : 'J'ai peur qu'il se balade tout seul dans les trains...' 'Soyez sans crainte, laissez-moi faire.' Il est devenu un travailleur, n'est-ce pas ? Jusqu'à présent..."

Les *favelas* se sont vite transformées, par ailleurs, en l'un des maîtres lieux du *jogo do bicho*, un jeu de hasard très prisé dans le pays, sur lequel, parce qu'il est hors la loi, aucune fiscalité n'est exercée. L'ambivalence de la ville à l'égard de la détermination légale apparaît entière dans ce témoignage du Père Veloso à propos de *Seu Próculo*, le plus ancien banquier du *jogo do bicho* de la *favela Santa Marta*. "A l'Apostolat de la prière, seul

¹⁴⁶ Nous reviendrons par la suite sur cette mémoire de la souffrance qui réapparaît toujours comme un *leitmotiv* dans le discours de la génération qui a fondé la favela.

Próculo n'a jamais voulu adhérer. Sa femme, oui ! Mais lui, jamais. Il n'y adhérerait pas, car il était banquier de *bicho*. Il était un grand banquier ! Et il trouvait que... que ça n'allait pas. Si on avait une banque de *jogo do bicho*, on ne pouvait pas se permettre d'appartenir à une association religieuse. Je m'épuisais à lui dire : 'Mais si, *Seu* Próculo, vous pouvez ! Ce jeu est interdit par la loi, mais il n'est pas interdit moralement. Moralement, ce n'est pas interdit ! C'est la loi. Le jour où le gouvernement dira : 'C'est réglementé...' - voilà, c'est fini ! Mais il n'a jamais voulu... Comment est-ce qu'il disait, déjà ? 'Je suis un contrevenant.' Il n'a jamais voulu s'associer, mais il nous donnait beaucoup d'argent. En ce temps-là, il n'y avait pas de trafic de drogues. Et ça, c'était très important ! Il n'y avait pas de commerce d'herbe. Le contrevenant était le banquier du *bicho*. De temps en temps on l'arrêtait, mais on ne le gardait pas. Tout était très bien organisé ! Cela reste d'ailleurs, de nos jours ! Il était arrêté, on allait là-bas payer la caution, et il était libéré. Il ne restait jamais en prison."

Des mécanismes de régulation de la vie locale, propres à la favela, se combinaient alors avec les institutions sociales. Il en était ainsi de la police. Du temps de l'occupation clandestine, une sorte de contrôle était exercé par les gardes forestiers. "Les bagarres étaient interdites. Ceux qui se bagarraient étaient expulsés. L'ordre venait des gardes forestiers." Après que les arbres ont disparu et les gardes forestiers avec eux, on avait à l'occasion recours à la police "de la rue", dont nombreux gardent une bonne image. "Les policiers étaient complètement différents, c'était des gens polis et bien élevés. Après le coup d'état militaire, ils sont devenus très grossiers. Actuellement, on te frappe d'abord, ensuite tu montres tes papiers. Même les ivrognes, autrefois, on les amenait se reposer au commissariat. Le lendemain, on leur disait : 'Allez-y, mon enfant. Arrêtez de boire.' Maintenant c'est 'sale con, pourquoi t'as bu ? ! Coup de pied dans l'oreille. Fais-le laver la cellule, ça va aller mieux pour lui !' " Mais il n'était pas rare que les *favelados* fassent leur propre police. Il en était ainsi du temps du sergent Ferreira, premier président élu de l'Association des résidents. Il se valait de son uniforme de l'armée pour s'imposer en tant qu'autorité, et régler les conflits de voisinage. "S'il y avait une bagarre dans le bal, ce n'était pas la peine d'aller jusqu'au commissariat. Il réglait ça à sa façon. Par exemple, un mari frappait sa femme. La femme l'appelait. Au lieu d'arrêter le mari, il le frappait directement. T'as frappé, t'es frappé. Ce n'était pas la peine d'aller chercher la police pour régler ça. Un peu comme maintenant", ajoute l'interlocutrice : "maintenant, beaucoup de gens disent: 'Le mari a frappé sa femme.' Au lieu d'aller au commissariat, ils vont où ? Chez les *gamins*..."¹⁴⁷ Au lieu de chercher leurs droits, les gens vont voir les gamins... Cette police-là en revanche était formée - c'était de vrais travailleurs, mais c'était eux-mêmes qui réglaient les problèmes..."

Une vie sociale et culturelle autonome et partiellement ségréguée

L'exemple ci-dessus évoqué reflète non pas une situation de conflit entre la *favela* et la ville, mais son isolement relatif, l'autonomie de sa vie sociale et une certaine tendance à adopter des solutions propres dans la régulation des liens quotidiens entre les habitants. Aussi certains problèmes plus graves, comme les meurtres, étaient du ressort de la loi, et on n'hésitait pas à avoir recours à la police pour faire arrêter et punir les coupables. D'autres restaient du ressort de la collectivité locale.

¹⁴⁷ Expression habituellement employée par les *favelados* pour se référer aux très jeunes chefs du narcotrafic local...

Les mariages entre *favelados* étaient monnaie courante. "Les gens étaient très liés, les uns aux autres. Les anciens, n'est-ce pas ? Alors on se mariait... Ici il y avait beaucoup de mariages. Les samedis, il y avait deux, trois mariages... On se mariait pour ça : parce qu'on trouvait un bout de terrain pour élever une baraque... Maintenant le mariage est devenu difficile, car on n'arrive pas à construire sa propre maison. Pour trouver un terrain, c'est très difficile." Cette reproduction endogène favorisait également le développement d'une vie culturelle quelque peu à l'écart de la ville. L'aspect rural que le *morro* a longtemps gardé laissait place à des jeux d'enfants dont la ville avait perdu la mémoire. Les loisirs des adultes avaient lieu dans la *favela* même : anniversaires, mariages, et surtout des bals. On dansait énormément, toujours chez les uns ou les autres. Plus tard des clubs ont commencé à attirer des gens "de la rue". "Il y avait le salon du club Royal. Il était très connu des gens d'en bas, du macadam. Il y avait le célèbre bal du Royal et les samedis le *morro* accueillait une quantité énorme de ces gens-là. Ils venaient danser ici. C'était un club respecté."

La samba a été depuis toujours un pur produit de la *favela*. Le patron de l'école de samba locale est affirmatif : "Il n'y a jamais eu de *morro* sans samba, ni de samba sans *morro*." Le moment du carnaval donnait lieu aux inversions classiques au niveau des représentations de l'ordre, et des rapports entre la favela et la ville, dont on a traité dans la littérature (Ladurie, 1979 ; Matta, 1983). Il en était ainsi de la Furieuse, bloc traditionnel de la *favela* Santa Marta. "C'était son surnom, parce que c'était une furie véritable. On sortait, c'était un *arrastão*¹⁴⁸ ... On faisait fermer des bistrots sur notre passage, des entrées d'immeuble, on provoquait des embouteillages. Le bloc avait de bons musiciens. Dommage qu'il n'était pas organisé." Puis il ajoute. "Certains y allaient pour s'amuser, mais les voyous ont commencé à profiter de l'occasion pour voler. Ils emportaient tout ce qu'ils voyaient. C'est ce qui a causé la disparition de la Furieuse. Elle était tellement poursuivie qu'il a fallu en finir avec." Dès lors, le carnaval a été de plus en plus normalisé. "Il fallait s'organiser, les blocs devaient appartenir à la Fédération... Mais avec ça, on en a fini avec le carnaval de rue. Les gens s'amusaient sans déguisement, sans argent. Maintenant, ce n'est plus possible."

En revanche, il était rare qu'on participe à des loisirs depuis longtemps prisés par les couches moyennes, telle la plage. *Dona Sinira* explique que ses enfants n'aimaient pas beaucoup aller à la plage. Ils préféraient rester à la maison. Ils sortaient surtout lors des anniversaires qui avaient lieu dans le voisinage. A cela, il faut ajouter les fêtes religieuses, liées aux trois grandes traditions à implantation locale, l'église catholique, la tradition protestante, et les rites africains. La présence catholique a dominé la vie de la favela, jusqu'à une période très récente - jusqu'à ce que, vers la fin des années 1980, l'activisme des nouvelles dénominations évangéliques ne commence à acquérir une plus grande visibilité (Fernandes, 1993). Depuis lors, même le nom de la *favela* fait l'objet d'une dispute, les courants protestants ne cautionnant pas la sanctification à laquelle avait procédé dans le passé le père Veloso, et préférant à celui de Sainte Marthe, l'ancien nom de *Dona Marta*, qui était celui de la butte. Les mouvements noirs, qui ont émergé dans les années 1970, ont pour leur part contribué à raviver les rites africains, en les resignifiant dans la perspective de l'identité culturelle des populations noires. Alberto nous explique qu'il est *umbandista*. "J'étais catholique, jusqu'à l'âge où j'ai commencé à prendre conscience de ma race et à participer. Je pense que le catholicisme a été mauvais pour ma race... Même si je ne reçois

¹⁴⁸ L'expression rappelle le traîneau du pêcheur, par analogie avec des passages de foule, qui laissent derrière eux des traces de désordre et de violence.

pas d'esprits, j'aime les centres *d'umbanda* et je les fréquente, car je pense que cela fait partie de ma culture. Je fréquente le centre de *Dona Maria Bela*, c'est un groupe très ancien. Avant, il y en avait un autre, celui de *Dona Rosa*. Depuis tout petit j'aimais y aller, faire de la musique, frapper les *atabaques*... Il y en a qui appellent ça la *macumba*..."

L'autonomie de la vie culturelle de la favela trouve, cependant, son expression la plus forte dans un imaginaire local, qui transcrit très directement, à travers des légendes et des miracles, la particularité des conditions de vie de la population *favelada*. Deux légendes principales intègrent cet imaginaire : celle de l'eau et celle des esclaves. Une mystérieuse femme blonde, en fait un être inhumain, rôdait en permanence, dit-on, autour des sources d'eau, menaçant ceux qui s'en approchaient. La nuit, on entendait aussi les chaînes traînées par les âmes des esclaves des anciens domaines de la région, des esclaves qui autrefois auraient habité le *morro*. Certains jeunes affirment même avoir retrouvé des traces des emplacements où les esclaves fautifs étaient attachés.

Un miracle de Notre Dame, que *Dona Madalena* prétend avoir bien eu lieu en 1947, a aussi trait à l'eau. "Je ne me rappelle plus la date exacte. C'était un samedi, mais je ne me souviens plus du mois. C'était à l'emplacement de cette baraque où se trouve maintenant le local de l'Association. Je disais le chapelet vers six heures du soir, elle était avec moi, elle allait prier, elle aussi, lorsque j'ai vu cette eau qui tombait sur moi. L'eau est tombée, elle a crié : '*Dona Madalena*, il pleut !' J'ai dit : 'Non, je ne pense pas !' - et je suis restée tranquille dans mon coin. Alors elle s'est levée et elle est allée regarder, il n'y avait plus d'eau. L'eau s'est accrochée, il avait un vase avec une plante aux fleurs blanches tout près de l'image de Notre Dame - cette image même qui se trouve maintenant chez le père Veloso. Elle a regardé partout, l'eau avait disparu. Alors elle est allée dire à tout le monde qu'il y avait eu un miracle. L'eau était tombée par-dessus le vase. Et ce vase, j'apportais des bassines les unes derrière les autres, et je les remplissais d'eau. Plein de gens sont venus. Cette eau a guéri beaucoup de personnes, des malades du cancer, énormément de maladies!" Interrogé sur cet événement, le père Veloso, un jésuite, hésite : "Les miracles... (il sourit) - on a du mal à dire si cela a vraiment existé. Elle avait une histoire sur l'eau qui tombait, elle disait que c'était Notre Dame qui pleurait... Nous, on n'y croyait pas. Mais c'est vrai que... Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de guérisons - des personnes qui, avec leur foi, ont prié, et que Notre Dame n'a exaucé leurs prières. Mais comme ça, un miracle extraordinaire! Je ne sais pas... Il y avait même un type qui était très communiste. Comment s'appelait-il ? Je ne me souviens plus. Après il est devenu très dévot, car il disait qu'il avait obtenu une grâce très importante... Je ne me rappelle plus exactement ce que c'était. Mais *Dona Madalena* doit savoir."

Malgré cette autonomie relative d'une culture locale ancrée dans les conditions de vie spécifiques des *favelados*, et qui à un certain niveau traduisait une relative séparation vis-à-vis de la ville, les médias écrits et audiovisuels ont toujours été très présents et ils ont constitué un fort moyen d'intégration culturelle et politique. Au début c'était la radio, tout le monde ne possédait pas de poste. "C'est comme la télévision. Aujourd'hui tout le monde en a une, mais avant c'était difficile. Même chose pour la radio. On écoutait les matchs de football, les voisins se rassemblaient devant ma porte pour écouter le match. Tout le monde aimait ça. Et les feuilletons de la radio étaient bien meilleurs que ceux de la télévision. Je venais vite du travail pour écouter..."

L'arrivée de la télévision a été également progressive. Ceux qui en possédaient une subissaient la pression des voisins pour en partager l'usage, par exemple en laissant les fenêtres ouvertes de telle sorte que tout le monde pouvait regarder. Zinha, une vieille *favelada*, pense que la télévision a bouleversé la vie du *morro*. "Tout a changé, parce que, en ce temps-là, le peuple était beaucoup plus ignorant. La télévision a enseigné beaucoup de chose. En ce temps-là, on lisait le journal. Dès qu'il arrivait dans les kiosques, on s'empressait de l'acheter. Mais c'était seulement le dimanche. Le dimanche tout le monde descendait acheter le journal. Pendant la semaine, on le lisait dans le kiosque : ces luttes de feu Getulio (Vargas), toutes ces choses qui étaient publiées. On passait devant les kiosques et on jetait un coup d'oeil : car en ces temps-là seuls les riches pouvaient acheter le journal, les pauvres n'en avaient pas les moyens. Et je pense que la télévision a beaucoup aidé, car même si on est là en train de faire le ménage, on peut écouter le journal, n'est-ce pas ? On écoute, et on sait ce qui se passe dans le pays. Le journal, il fallait s'asseoir pour le lire. Et la plupart des gens n'avaient pas le temps. Les hommes travaillaient en ville, et les femmes comme blanchisseuses, pour améliorer le budget familial, et c'était très dur."

Les favelados et la politique

Les propos de Zinha suggèrent un rapport actif des favelados à la politique, ce qui correspond autant à nos constatations les plus générales concernant cette première génération d'occupants des favelas qu'aux observations de Perlman (1977). Contrairement à ce qu'affirment des études sur la période populiste (Weffort, 1978 ; Sposito, 1984), ce rapport n'apparaît ici que faiblement instrumental . Il n'est pas un moyen d'accès à certains bénéfices, par exemple sur le plan urbain, mais relève d'une forte identification à la collectivité nationale.

Le lien à la politique est néanmoins une affaire complexe et il s'établit à plusieurs niveaux : il y a tout d'abord, pendant toute une période, une forte identification à la politique nationale ; puis un temps de repli, pendant le régime militaire ; et la reconstruction d'un nouveau rapport à la politique, lors du processus de redémocratisation. Il y a, deuxièmement, l'impact de la politique urbaine sur la vie de la *favela*, avec des formes de régulation spécifiques qui s'établissent autour de cet enjeu. Et il y a, enfin, des modalités spécifiques de politique locale, qui s'inscrivent dans l'effort d'urbanisation.

A chacun de ces trois niveaux, nous avons retrouvé un rapport actif à la politique, qui contraste avec l'image de dépendance à l'égard du populisme, et de *passivité*, attachée à la condition de *favelado* par la littérature d'une certaine époque. Mais, par ailleurs, chacun de ces trois niveaux constitue une facette relativement indépendante de leur identité. Et ils peuvent même être contradictoires entre eux. Antonio Mengão, par exemple, n'hésite pas à déclarer son admiration pour l'ex-gouverneur de Guanabara, Carlos Lacerda, même s'il sait que ce dernier a été un ennemi des *favelados*, et qu'il a été responsable d'un vaste programme d'éradication des favelas. "J'ai toujours été un admirateur de Lacerda ! Je continue toujours à l'admirer. C'était mon adversaire politique, car il appartenait à l'UDN (l'Union démocratique nationale). Moi, je n'appartiens pas à l'UDN. Si jamais elle devait ressurgir¹⁴⁹, je ne voterais pour elle que si c'était l'unique parti. Lacerda était un *carioca*

¹⁴⁹ De vieux partis politiques comme l'UDN ou le Parti brésilien du travail (PTB) ont été éliminés après le coup d'état militaire de 1964 ; le PTB s'est reconstitué à l'issue de la redémocratisation.

pour de bon. Il a fait énormément de choses pour cette ville. Il a éliminé les vieux taxis, a fait disparaître les tramways qui gênaient la circulation..." "C'est vrai que pour les *favelas* il n'a rien fait ! Il les a enlevées d'ici, et il les a remises ailleurs. Cela, on le sait tous. J'ai dit que je l'admirais, pour sa capacité d'organisation. Non pas en ce qui concerne les *favelados*, car là, vraiment, il n'a rien fait. Même, s'il avait pu, il les aurait tués tous. Car ce serait du nettoyage, et il aimait ça."

Le lien avec la politique extra-locale et nationale

A chaque niveau, le rapport à la politique définit des liens d'appartenance et un espace de citoyenneté, qui se combinent pour le *favelado* comme autant de modalités d'organisation de son expérience, et de construction de son rapport au monde. C'est en tant que citoyen d'une ville qui, jusqu'à présent, continue à susciter chez ses habitants un fort sentiment d'appartenance, qu'Antonio Mengão définit son admiration pour Lacerda. C'est en revanche à partir de leur identité de travailleurs, que la plupart des vieux *favelados* dont nous avons recueilli les témoignages construisent leurs matrices d'identification à la politique nationale. Pour cette génération-là, l'appartenance collective relève d'abord d'une référence au peuple - c'est-à-dire aux pauvres. "Un homme politique est un homme public, une personne publique, une personne qui fait partie du peuple ! Il a l'obligation de tout faire pour le peuple ! Tout ce qu'il aura fait pour le peuple, il l'aura fait pour lui-même. Tout ce qu'il aura fait pour lui-même, il l'aura fait pour le peuple."

Ce peuple est formé par des travailleurs, de gens qui doivent dépenser de l'énergie et du sang en échange de leur survie. "Mon père travaillait du matin au soir. Il avait à peine de quoi manger, il n'avait pas d'habits. Moi, j'avais 18 ans lorsque pour la première fois j'ai enfilé des souliers. Et lorsque je suis rentré dans l'armée, il a fallu que j'aille dans la cavalerie, parce qu'à l'époque je ne savais ni lire ni écrire. Alors je me disais : est-ce que tout le monde n'a pas le droit d'aller à l'école ? Moi, je n'ai réussi à apprendre des choses qu'après que je suis rentré dans l'armée. Depuis, j'ai appris un petit peu plus. J'étais un révolté. Je trouvais qu'un travailleur comme mon père, qui vivait pour son travail, nuit et jour, avait le droit d'assurer de bonnes conditions de vie à ses enfants. Aujourd'hui moi-même je n'assure pas de bonnes conditions de vie à mes enfants - mais un enfant à moi, par rapport au temps où j'étais gosse, si on le compare avec aujourd'hui, un enfant à moi c'est comme si c'était un gosse de riche, un millionnaire de l'époque, même en habitant une *favela*..."

Son propre engagement politique, le sergent Ferreira l'explique par cette conscience d'une injustice sociale. "En 1952, 53, 54 j'allais dans chaque meeting de Getulio Vargas. Je les ai tous suivis." "Je suis né en 1932. J'ai été élevé dans un village pauvre. Après je suis venu à Rio de Janeiro. Lorsque je suis arrivé - c'était un lundi... Et Getulio avait ces meetings qu'il faisait : Travailleurs du Brésil ! C'était impressionnant... Alors moi, tout jeune, sans expérience, je me suis attaché à cela. Je me demandais - est-ce qu'il y a là quelque chose qu'on peut faire ? C'est comme ça que j'ai commencé à suivre les meetings politiques. Et je les ai suivis jusqu'en 1964. Car depuis 1964, il n'y a plus eu de meeting."

Zinha, Dona Sebastiana partagent des sentiments analogues. "Le *morro* même, les anciens, on est tous pour Getulio Vargas, c'est sans appel. Les vieux, jusqu'à aujourd'hui." "Le parti de Getulio était un bon parti, n'est-ce pas ? Getulio était du côté des pauvres. C'est pour ça qu'on a suspendu son mandat, c'est parce qu'il était du côté des pauvres. C'est lui

qui a institué la sécurité sociale pour les pauvres, car les pauvres n'avaient aucun droit. Les vacances, le syndicat - tout cela, c'était lui. Moi, en tout cas, j'aimais son parti depuis le temps où je vivais dans le Minas - car dans le Minas, on a toujours un parti. Le parti de Getulio, tout le monde l'appréciait." Antonio Mengão estime qu'aucun parti ne pouvait concurrencer le parti de Getulio, de telle sorte qu'il n'y a jamais eu de vraie dispute partisane dans le morro. "Le seul parti au poste de commandement c'était le PTB (le Parti brésilien du travail). L'autre, le parti adversaire, c'était l'UDN (l'Union démocratique nationale). Nous dans cette ville - car le peuple fait partie de la ville, souligne-t-il - avec Getulio ici au Catete (il fait référence à l'ancien palais présidentiel), quel autre parti pouvait prétendre à une telle représentativité ? En ce temps-là, c'était le PTB de Getulio, et ce n'était même pas nécessaire, son nom à lui suffisait déjà. Vers six heures de l'après-midi, au stade Vasco da Gama, Getulio était là pour faire son émission : 'Travailleurs du Brésil !'. Pas de problème, le vieil homme prenait la parole tranquillement..."

Pour ces habitants des *favelas*, le rêve porté par Vargas ne s'est pas éteint à sa mort, en 1954, mais dix ans plus tard, lors du coup d'état militaire qui a renversé son héritier, João Goulart. Le sergent Ferreira continuait à se rendre dans les meetings de la Gare Centrale du Brésil. "Le mouvement à l'époque... je croyais qu'il pouvait aller de l'avant pour améliorer la vie des travailleurs - des travailleurs en général : autant des travailleurs *favelados*, que des travailleurs urbains, ou de n'importe quel citoyen. Les militaires prenaient part habituellement aux meetings, prenaient part aux mouvements. Ils n'allaient pas en tête, mais ils participaient, car plus on était nombreux, plus grand était l'impact." Plus que les autres *favelados*, le sergent Ferreira a durement vécu les conséquences du coup d'état. Engagé dans la sécurité personnelle de l'ancien ministre de la Justice, qui s'était enfui, il a été arrêté et torturé, puis relâché lorsqu'on s'est aperçu qu'il ignorait réellement où se trouvait son patron.

La politique nationale, telle qu'elle apparaîtrait à ces *favelados*, n'est pas "celle des autres", comme l'a suggéré Caldeira (1984) dans une étude sur banlieue populaire de São Paulo, réalisée pendant le régime dictatorial ; c'est la leur. L'idée d'une distance des travailleurs pauvres à la politique ne se confirme pas ici.¹⁵⁰ L'affirmation d'une appartenance à la collectivité nationale est récurrente et claire. Pour cette génération, c'est dans une grande mesure par le biais de la politique que cette appartenance se construit. "Le (*morro* de) Santa Marta", dit Antonio Mengão, "a vécu cette période de la dictature, comme s'il était incarcéré. Emprisonné dans sa propre cage, replié sur lui-même, apeuré, comme tous les Brésiliens. Il s'occupait de ses affaires, de son travail au jour le jour, harcelé de temps en temps par des policiers, les mains contre le mur et ce genre de choses. Cela s'est passé comme ça, parce qu'il n'y avait personne à qui on puisse s'adresser. Moi, c'est comme ça que je voyais les choses. L'homme vivait, on dirait, comme s'il était prisonnier dans son propre corps." Avec la redémocratisation, "le peuple" s'est réengagé dans la politique. "La première vague, ce fut lors de ces élections (parlementaires) générales, au moment du gouvernement Figueiredo. C'était une grande vengeance (contre les militaires). Le peuple maintenant sait pour qui il doit voter. La question est posée, la réponse vient dans l'urne, n'est-ce pas ? Maintenant, il ne s'agit plus de se venger. On est en pleine démocratie."

¹⁵⁰ Caldeira retrouve néanmoins aussi, chez ses interviewés, un fort investissement positif de l'image de Vargas, perçu comme celui qui a octroyé aux travailleurs un ensemble de droits.

Désormais, il ne s'agit plus de soutenir des leaders comme Vargas, qui incarneraient les droits des travailleurs, mais de participer à un débat politique contradictoire. Des représentants de divers partis commencent à "monter" la *favela*, ce qu'ils ne faisaient pas avant. "Autrefois, les partis n'étaient pas assez forts pour aller vers le peuple. C'est le peuple qui allait vers les partis, car c'était comme une obligation, il fallait aller voter, n'est-ce pas ? Voter pour les puissants. D'ailleurs, aujourd'hui on continue à le faire ! En fait, pour voter correctement, il aurait fallu qu'on vote tous pour le Parti des travailleurs." Cependant, il n'y a pas que les *pétistes* qui votent. L'intériorisation de l'obligation du vote est générale et *Seu Alcinério*, anti-pétiste, s'est déplacé en 1989 pour voter aux deux tours des présidentielles, malgré une jambe amputée à cause du diabète.

Cette nouvelle expérience de la politique a, pour les *favelados* de l'ancienne génération, des côtés ambigus. Pour ceux d'entre eux, comme *Dona Sebastiana*, qui sont devenus des électeurs du Parti des travailleurs, nouvellement créé, la séduction des vieux leaders populistes comme Leonel Brizola reste entière. *Dona Sebastiana* rappelle la visite rendue au *morro* par des responsables du parti de Brizola, lors de la campagne électorale de 1982 : "J'ai même dit au jeune qui portait le haut-parleur : ça va être Brizola en tête. Et en fait, c'est Brizola qui a gagné. J'aurais voulu que Lisaneas (candidat du Parti des travailleurs) gagne, ç'aurait été bien s'il avait gagné. J'ai beaucoup espéré. J'ai tellement voulu que le PT gagne, mais je savais que ce n'était pas possible. Car c'était un parti jeune, un parti faible... Mais avec le temps il va se développer." Antonio Mengão dit même son regret de ne pas avoir voté pour Brizola : "C'est parce que j'ai un parti, autrement j'aurais voté pour lui."

La démocratie aurait contribué à une meilleure intégration des *favelados* à la société en général. "De nos jours le peuple lit davantage les journaux. Il connaît les candidats. C'est qu'ils nous rendent souvent visite. Des touristes viennent aussi, pour connaître l'Etat (de Rio de Janeiro). La *favela* fait aussi partie de l'Etat. Alors ils viennent nous voir. Le peuple est déjà tellement habitué à ce genre de chose, c'est tout juste comme s'il vivait sur le macadam. Il n'y a plus aucune différence. La seule différence, c'est l'argent qui manque. Mais sur le macadam, il y a aussi des gens qui vivent des situations encore plus difficiles que nous."

Il y a là bien entendu une pleine reconnaissance des bienfaits de la démocratie et les germes d'une conception représentative de la politique. D'un autre côté, l'attachement des *favelados* aux anciens leaders populistes traduit une séparation, historique dans le cas brésilien, entre l'accès des travailleurs à un ensemble de droits sociaux, indélébilement attachés à la figure de Vargas, et l'émergence bien plus tardive de la démocratie et des droits politiques.

L'élimination des favelas : un problème politique

Bien avant que l'élimination des *favelas* ne devienne, dans les années 1960 et 1970, une politique systématique (et en partie échouée), des conflits avec les propriétaires des terrains illégalement occupés ont été à l'origine de menaces localisées de délogement. Ces événements donnaient lieu à toutes sortes de négociations, mêlant des alliés des *favelados*, des autorités politiques, des leaders partisans, et avaient comme enjeu non déclaré celui de faire échec à une politique urbaine axée sur la ségrégation des populations pauvres. Les

favelados eux-mêmes semblent avoir été davantage des objets, que des acteurs de ce conflit.

Au début des années cinquante, la *favela* Santa Marta a subi sa première menace de délogement. Une agence immobilière, propriétaire du terrain, prenant brusquement conscience de l'existence de la *favela*, a voulu virer les occupants. "Je ne me rappelle plus exactement en quelle année c'était", raconte le père Veloso. "Nous avons mobilisé les habitants et nous sommes allées à pied jusqu'à l'Assemblée législative pour essayer d'obtenir la légalisation du sol occupé. Rio était alors la capitale de la République. Nous avons été reçus, on nous a promis plein de choses, rien n'a bougé !"¹⁵¹ "Dona Madalena ajoute : "On a reçu une lettre d'un avocat, comme quoi l'armée allait venir pour virer le *morro*. Le *morro* s'est arrêté et il y est allé, avec le père Veloso, nous nous sommes battus et nous sommes allés voir le juge... à pied. Monsieur Magarino"¹⁵² y est allé, le père Veloso y est allé. L'armée était déjà là pour défaire les baraques. Lorsque le père Veloso est arrivé, il leur a dit d'arrêter. Nous nous sommes endimanchés et nous avons descendu (le *morro*"¹⁵³), tout le monde y est allé, les enfants, les adultes, les vieux... c'était une vraie marche de mendiants, dehors... jusqu'au palais. Arrivés là-bas, les hommes qui portaient une cravate avaient le droit de rentrer, mais pas les femmes. Les femmes ne sont pas rentrées..." Dona Sebastiana : "Nous sommes allés jusqu'au palais pour savoir si c'était vrai que la *favela* allait être délogée. Alors le gouverneur a dit que non, il ne savait même pas que cette *favela* existait. A l'époque on travaillait comme blanchisseuses, ce jour-là le linge n'a pas été lavé."

Cette expérience fugace de la constitution d'eux-mêmes en tant qu'acteurs socio-politiques reste empreinte dans la mémoire de ceux qui ont vécu cette journée historique. L'insolite de cette marche des pauvres, qui fait une irruption en rien discrète dans une ville où ils n'ont l'habitude de pénétrer que pour des raisons de travail, trouve un écho dans les paroles du Maire. Ayant reçu une commission d'habitants avec en tête le père Veloso, il aurait alors déclaré: "Nous allons régler ce problème. Cependant je vous demande de dire au peuple de rester calme, et de ne plus faire de défilé. Rentrez calmement chez vous."

Ce souci d'ordre public, identifié à la fois à l'immobilité populaire, et à la capacité à résoudre des conflits par le biais de la négociation, choque avec le souci contraire, moins pragmatique, de mobilisation populaire, tel qu'il était porté par d'autres leaders comme l'avocat Magarino Torres. Dans l'épisode dont nous faisons le récit, ce dernier proteste violemment contre l'injonction du père Veloso, devenu porte-parole du Maire, à ce que les *favelados* rentrent tranquillement chez eux. A la manière des piquets de grève, il formait des groupes dans la *favela* qui empêchaient les habitants de partir pour le travail, lorsqu'il s'agissait d'organiser une manifestation. Sa démarche agressive était incomprise par nombreux *favelados*, auxquels il faisait peur. "Il disait que, si on n'allait pas aux réunions, les baraques allaient être démolies... Alors on n'en avait pas envie. Si tu as un parti, et tu dis au *favelado* qu'on va améliorer la *favela*, il sera d'accord ; mais si tu dis que tu vas le déloger, il se retire."

¹⁵¹ Les *favelados* n'ont pas été délogés, mais ils n'ont pas non plus obtenu le titre de propriété des terrains qu'ils occupaient.

¹⁵² Magarino Torres était avocat, issu d'une famille traditionnelle de juristes, et s'est longtemps battu pour la cause des *favelados*.

¹⁵³ Les expressions "monter" et "descendre" désignent des actions habituelles, et importantes dans l'expérience des *favelados*.

Cette première menace de délogement a été suivie d'une bataille juridique, où l'agence immobilière propriétaire du terrain a été perdante. Des alliés extérieurs comme le père Veloso, plus que les *favelados* eux-mêmes, en gardent le souvenir. "Avec l'aide d'un avocat et d'un groupe d'experts, on a estimé la valeur de l'ensemble des baraques. Une baraque à elle seule ne vaut rien... mais sur l'ensemble, pour que l'entreprise puisse expulser tout le monde, il aurait fallu qu'elle paye une très grosse somme. Et à l'époque, il y avait déjà près de 400 baraques. Ce n'était pas intéressant de payer, car les possibilités de mise en valeur du *morro* étaient très limitées."

Le *Morro* de Santa Marta n'a pas été directement visé par la politique d'élimination des *favelas* menée dans les années 1960 et 1970. La *favela* était discrète, peu visible au regard extérieur. Le risque de déplacement continuait néanmoins de peser sur elle, de même que sur toutes ses congénères. Ce risque n'a été définitivement écarté qu'au début des années 1980, avec la politique d'électrification. Dès lors, la mise en confiance des *favelados* a suscité des améliorations considérables au niveau de l'habitat. "Maintenant chacun cherche à le faire à sa manière. On n'est pas obligé de le faire tous ensemble. Tous ensemble, ce n'est pas possible. Mais petit à petit, on peut." "On avait peur de passer à la construction en dur, dépenser de l'argent, et que la *favela* soit déplacée. Aujourd'hui on ne craint plus ça. Je pense même que c'est une bêtise de déloger les *favelados* pour les mettre dans des cités, qui en fait sont des *favelas* en béton - c'est pareil."

La politique associative

Le cercle ouvrier a été la première association formée dans le *morro*, mais l'initiative en revient aux alliés externes. En 1956 le père Veloso était devenu l'assistant général des Cercles ouvriers sur l'ensemble du pays. "En ce temps-là, le cercle ouvrier était très puissant ! Il y en avait plus de 600 dans tout le Brésil. Ici à Rio il n'a jamais été très fort. Et le père Helio travaillait avec moi dans la Fédération. Alors il a créé un cercle ouvrier ici. C'était une association de travailleurs. Il y avait un président et un assistant général, qui était un curé. On l'appelait assistant ecclésiastique. Son rôle était seulement de donner une orientation chrétienne au mouvement, en assistant les associés... Mais la direction effective incombait aux ouvriers. Le cercle ouvrier n'était pas à proprement parler un mouvement religieux, c'était un mouvement social. C'est vrai qu'il avait une orientation chrétienne, mais il était social. La preuve, c'est que les associés pouvaient être des protestants..." Le père Veloso reproche au père Helio d'avoir trop pris sur lui, les tâches de direction du cercle. "Il trouvait que les associés n'étaient pas capables de rédiger les actes des réunions, que c'était mal écrit... Justement, il fallait que ce soit mal écrit, n'est-ce pas ? Par la suite, quand il est parti, le cercle ouvrier a fini par partir aussi..."

Un conflit autour de l'énergie électrique, jusqu'alors fournie aux *favelados* par l'intermédiaire du cercle ouvrier, les amène en 1966 à créer une vraie association des résidents. Le sergent Ferreira, premier président élu, pense que la dictature ne s'inquiétait pas de ce type d'associations, qui étaient perçues comme un phénomène marginal, dépourvue d'influence sur la politique nationale ; elles ont pu ainsi se développer sans encombre. Après 1968, avec le durcissement du régime, certaines associations auraient été un peu plus touchées par la répression. Le sergent Ferreira s'est maintenu pendant de longues années à la tête d'une Association plus formelle que réellement active. En 1979, avec les nouvelles perspectives ouvertes à l'urbanisation, une élection destinée à renouveler l'association a porté à sa tête un autre militaire, le caporal Luis. C'est une gestion de

transition qui n'apporte pas de changements importants par rapport aux années précédentes. Submergés par les tâches de gestion de la vie urbaine de la favela, qu'ils ne peuvent accomplir sinon de manière approximative et imparfaite, ces bureaux directeurs finissent par s'épuiser, les responsables n'ayant cure que de les abandonner le plus vite possible.

En 1982 intervient ce que Peppe (1992) appelle le passage de l'associationnisme traditionnel à un nouvel associationnisme local. En pleine redémocratisation du pays, dans une situation définie par une large mobilisation de base des acteurs sociaux, de jeunes leaders émergent, avec la perspective d'une intégration active de la *favela* à la ville, une intégration qu'ils souhaitent bâtir sur le front de l'urbanisation, en rompant avec la ségrégation relative qui avait dominé jusqu'alors les relations entre les deux mondes. Le maître-mot de ce nouvel associationnisme local est l'idée de participation de base. Si l'urbanisation était importante, l'accord collectif des habitants autour de ses directives l'était encore plus. Aussi entre 1982 et 1989, ces deux logiques apparaissent indissociables l'une de l'autre. Cette période est cruciale pour l'urbanisation de Santa Marta. Elle se termine en 1989, lorsque des élections portent à la tête de l'association un bureau directeur directement dominé par le narcotrafic.

La métaphore communautaire, observe Peppe, empruntée du discours religieux et en particulier de celui de la Théologie de la libération, appuyée sur la large influence accumulée par l'église catholique au bout de quarante ans de présence dans la *favela*, est largement employée pour justifier une mobilisation collective orientée vers la transformation de l'environnement. Les limites d'une telle métaphore sont néanmoins évidentes, et il est possible de les mesurer, au fil de chaque initiative, à travers les regrets, concernant la faiblesse de la participation, exprimés par le biais d'un journal local qui existe aujourd'hui depuis plus de quinze ans, le journal *Eco*¹⁵⁴. Quelles que soient ces limites, toujours est-il que deux aspects méritent d'être signalés. Le premier est d'ordre économique : l'engagement collectif des *favelados* dans le processus d'urbanisation de la *favela* permet de réduire les frais engagés avec cet objectif par l'administration municipale, à un moment où l'urbanisation avait cessé d'être un simple choix idéologique, pour devenir un impératif de salubrité publique. L'urbanisation peut compter par ailleurs avec une aide significative de la société civile.¹⁵⁵ Le second aspect est politique : la métaphore communautaire contribue à constituer les *favelados* en tant qu'acteurs politiques, et légitime le contrôle qu'une partie d'entre eux souhaitent exercer sur le processus d'urbanisation, contrôle perçu comme vital pour éviter des solutions technocratiques, qui ne prendraient pas en compte les intérêts locaux.

Ce nouvel associationnisme, qui se voulait en rupture avec les modalités associatives traditionnelles, ne parvient pas à éviter les écueils qu'avaient dû affronter les gestions précédentes de l'Association des résidents. Ces écueils sont surtout liés à la faible présence des services publics dans la favela, et au fait que les *favelados* attendent des bureaux associatifs qu'ils remplacent ces services absents, de manière efficace. Comme cela est impossible, les directions politiques des mouvements associatifs finissent par s'engouffrer dans des tâches administratives sans fin, et l'Association devient une corvée

¹⁵⁴ Comme l'écho de la voix des jeunes qui le vendaient à la criée, dans les rues de la *favela*.

¹⁵⁵ Peppe (1992) estime à plus de 50.000 dollars les sommes investies, entre 1981 et 1989, dans des travaux collectifs d'urbanisation de la *favela*, par l'Association d'anciens élèves d'un établissement d'enseignement jésuite voisin.

insupportable. Lorsqu'en 1989 la "liste bleue", qui depuis 1982 était à deux reprises sortie gagnante des scrutins qui l'ont portée à la tête de l'Association des résidents, perd les élections contre la "liste jaune", commandée par le narcotrafic, cette défaite est accueillie avec un vrai soulagement, et littéralement fêtée par une soirée samba (*pagode*). D'un autre côté, la victoire de la "liste jaune" suggère, de la part des électeurs, l'attente illusoire d'une gestion de l'Association à la fois plus efficace, et moins contraignante en ce qui concerne les exigences de participation collective. Il n'en sera rien. Au-delà du règlement, partiel mais tout à fait important, du problème du ramassage des ordures ménagères, la gestion de la "liste jaune" sera faite d'une suite d'événements tragiques, avec l'assassinat de trois de ses dirigeants ; après quoi, des bureaux fantômes se succèdent, toujours sous l'emprise du narcotrafic. Nous y reviendrons.

La mainmise sur l'Association des résidents entraîne des changements importants au niveau de la vie associative locale. Celle-ci cesse d'être centralisée au niveau politique, dans la mesure où l'association des résidents perd peu à peu sa représentativité et que son rôle d'interlocuteur principal des pouvoirs publics peu à peu disparaît ; dès lors le mouvement associatif s'éclate et se diversifie, dans un ensemble d'initiatives qui visent un partenariat entre des leaders locaux et la société civile, en vue de l'amélioration de la qualité de la vie de la population *favelada*. Plusieurs institutions d'accueil à la petite enfance sont créées, ou élargissent leurs activités au cours de cette période, telles des crèches, des espaces d'aide aux devoirs, des centres de loisirs et une colonie de vacances. La participation économique de l'Etat ou de la ville y est très faible, voire inexistante.

L'aide extérieure

Depuis ses origines, la *favela* s'est toujours bénéficiée de l'aide extérieure. Les *favelados* en sont tout à fait conscients. "Tout ce qu'on a fait dans le *morro* a été fait à partir d'une mobilisation des habitants ; mais tout le temps il y a eu des gens de l'extérieur qui s'y sont mêlés." Et cela, qu'il s'agisse de simples liens de solidarité interindividuelle, ou de formes d'action davantage institutionnalisées. La présence de l'église catholique a été constante. "Les curés aiment les gens du peuple. Là où ils arrivent, ils organisent des festivités, tout le monde travaille, même les oisifs. Mais il faut aussi qu'ils laissent leur marque, une chapelle, une église où le peuple puisse aller prier."

La Petite Oeuvre Notre Dame Auxiliatrice, la PONSА, est présente dans la *favela* depuis 1945. Installée au départ dans une salle d'emprunt rue São Clemente, cette Association d'anciennes élèves du Collège Sacré Cœur de Jésus a fini par acheter une parcelle de terrain dans la rue qui se trouve au pied du *morro*, où entre 1963 et 1981, petit à petit, s'est élevé un bâtiment à cinq étages, où fonctionnent actuellement deux crèches accueillant une centaine d'enfants de la *favela*, et où sont réalisées nombreuses activités destinées aux adultes. Le but avéré de la PONSА, explique son ancienne directrice, était de réduire la séparation entre les pauvres et les riches. "Le malheur de notre pays, c'est cette séparation entre la classe pauvre et la classe riche", et la charité était perçue comme un moyen de le combattre. Ce mode de fonctionnement semble avoir contribué à retarder la mise en place d'un mouvement associatif directement fondé sur des bases politiques.

Dans les années 1980, au contraire, l'aide extérieure s'inspire dans une grande mesure de la rhétorique de la Théologie de la libération. Elle constitue l'autre face d'un mouvement associatif émergent, à l'intérieur de la *favela*. Au cours de cette période,

l'Association d'anciens élèves du collège Saint Ignace réalise un travail important de mobilisation de ressources financières destinées à l'amélioration de l'environnement urbain de la *favela*, ayant comme contrepartie obligatoire que ces travaux d'amélioration se fassent en régime d'entraide par les *favelados* eux-mêmes. La métaphore communautaire est alors largement employée, puisqu'il s'agit justement de constituer la *favela* en tant que communauté consciente d'elle-même.

Vie associative et urbanisation

L'urbanisation a été étroitement dépendante de la vie associative locale, mais aussi de l'aide extérieure, un fait permanent depuis les débuts de la *favela*. A cette époque-là, l'église catholique a eu une influence majeure sur la collectivité *favelada*.

Le cercle ouvrier et l'eau

C'est grâce au cercle ouvrier que, dans les années cinquante, un château d'eau a été construit au sommet du *morro*. Dona Sebastiana rappelle les réunions préparatoires. "Souvent j'arrivais fatiguée, et je devais aller aux réunions, car personne ne croyait qu'on pouvait amener l'eau ici. Moi, j'en avais assez de souffrir. Je partais très tôt travailler chez les patronnes, et lorsque je remontais le soir il fallait encore que j'apporte une boîte d'eau - soit en allant rue des Orangers, soit en la prenant là même où je travaillais."

Favelados et alliés extérieurs se disputent la palme de l'initiative. "C'était vraisemblablement après 1955. Jusqu'alors les habitants se servaient de l'eau des sources. Il y en avait deux. Mais au bout d'un certain temps (avec l'accroissement du peuplement), l'eau ne suffisait plus, les sources étaient polluées, c'était même dangereux de boire cette eau-là. Alors on a décidé de trouver de l'eau. Le Cercle ouvrier a contribué, avec un groupe de travailleurs d'ici. Et nous avons eu recours à Dom Helder (Câmara, ancien archevêque de la ville), qui avait organisé la Croisade de Saint-Sébastien, car il était très influent y compris au sein du gouvernement. Et par ailleurs il connaissait beaucoup de personnes argentées, c'était facile pour lui de trouver de l'argent. Il s'agissait de construire un réservoir. Personne n'a imaginé mettre de l'eau courante dans les baraques, car on pensait que c'était impossible. L'idée c'était d'installer le réservoir là haut et puis des robinets tout au long du *morro*, de sorte à ce que les habitants puissent aller chercher l'eau dans le robinet le plus proche."

Le père Veloso poursuit son récit : "Dom Helder a obtenu du directeur de Mercedes une somme importante. Avec ça, on a acheté le matériel. Mais le plus dur, ç'a été de le porter là haut. Cela incombait aux habitants. Le père Helio se fâchait parce que parfois il n'y avait personne. (Il rit) Il prenait des sacs de ciment et de sable, et il montait le *morro*. Parfois il mobilisait les enfants. Chaque enfant portait quelques pierres... Et c'est comme ça que cela a été fait. Un grand réservoir, qui marche toujours." Dona Sebastiana rappelle qu'il fallait apporter de l'eau, depuis en bas dans la rue, pour préparer le ciment. "Les habitants ont été nombreux à porter de l'eau - des enfants, des femmes..." Antonio Mengão se souvient que, même enceinte, sa femme avait participé. "Tout le monde a un peu aidé." Et le sergent Ferreira de conclure : "Toutes les oeuvres qui ont été réalisées dans le *morro*, on peut dire qu'elles sont le résultat d'une mobilisation des habitants, mais il y a aussi toujours quelqu'un de dehors qui participe."

Les habitants auraient même, selon *Dona Sebastiana*, participé à la prise de décision technique. Il s'agissait de savoir par quel côté du *morro* on ferait monter l'eau. Lors de la réunion avec les ingénieurs de la Mairie, elle a pris la parole. "Je savais qu'il était possible de faire monter l'eau par le versant de la butte qui donnait sur le quartier de Laranjeiras, car on était blanchisseuses. Je l'ai dit à l'ingénieur, il était d'accord. Je suis allée lui montrer où c'était, et il a estimé que c'était possible. Plus tard, il a fallu négocier, car les propriétaires du terrain voisin ne voulaient pas que les tuyaux traversent leur propriété." C'est encore par des réseaux d'influence qu'on a réussi à obtenir l'installation d'une bombe pour amener l'eau jusqu'au réservoir...

Ce n'est qu'en 1984 que l'eau courante arrive dans chaque baraque, grâce à un système complexe de distribution, implanté à travers un projet de coopération engageant la compagnie de distribution des eaux (CEDAE), la fondation d'ingénierie pour l'environnement de l'Etat de Rio de Janeiro (FEEMA) et l'association des résidents. Face à l'impossibilité d'installer des tuyaux souterrains, la FEEMA a proposé un système de tuyaux plastiques aériens, qui passent au-dessus des baraques, qui sont faciles à contrôler et à réparer et qui assurent jusqu'à la date actuelle la distribution de l'eau. A l'époque, tous les habitants n'ayant pas les moyens de s'acheter un réservoir en béton, des tonneaux ont été également acceptés à la place. (Journal Eco n° 48, du 7 octobre 1984)

L'association des résidents et l'éclairage électrique

La formation de l'Association des résidents en 1966 est liée au conflit autour de l'électricité. Jusqu'à cette époque-là, l'éclairage électrique dépendait aussi en partie du Cercle ouvrier, qui fonctionnait comme médiateur auprès de la Compagnie d'électricité. Il était d'usage à l'époque que certains individus prennent à leur charge la construction d'une cabine de mensuration de basse tension, qui leur permettait de distribuer de l'énergie parmi les habitants, en leur demandant le paiement d'une taxe "par bec" ou par quote-part, mais toujours en les exploitant d'une manière ou d'une autre. Ce mécanisme a été favorisé par l'Arrêté n° 1 du Département national de l'éclairage et du gaz (DNIG), daté d'avril 1948, lequel autorisait la vente d'électricité par des particuliers aux occupants des *favelas* de la capitale fédérale. Le 10 mars 1958, un nouvel arrêté suspendait le premier et autorisait des groupes d'habitants à vendre de l'électricité dans les *favelas*, en lançant les bases des futures commissions d'électricité (Cohn, 1968).

Le père Veloso connaissait personnellement le directeur du département chargé, au sein de la Compagnie d'électricité, des installations. On a pu dès lors obtenir pour le Santa Marta, une installation à prix coûtant. Une commission des résidents s'est chargée de l'achat des poteaux. "En ces temps-là, tout était encore en bois ! On a fait une souscription, chacun a versé une somme, et tous les poteaux ont été achetés. Mais il fallait un responsable. Alors la PONSA s'est présentée comme responsable. Mais vis-à-vis des habitants, l'électricité était gérée par le Cercle ouvrier. "Le Cercle ouvrier fonctionnait comme une Association des résidents, il ramassait l'argent de l'électricité. A l'époque le représentant était *Seu Próculo*, mais tout le monde savait que derrière lui se trouvait *Dona Laura*, une dame riche qui aidait les pauvres."

Un malentendu autour des sommes à payer à la Compagnie d'électricité a porté le sergent Ferreira à la tête de la première Association des résidents élue. "L'énergie avait été coupée faute de paiement. J'ai préparé un questionnaire à l'adresse de Próculo, et je l'ai

invité à une réunion avec plus de 300 personnes. Cette réunion a presque abouti à une tragédie, car il a menacé de se suicider. Il n'arrivait pas à s'expliquer. Mais moi, avant, j'avais déjà obtenu un papier qui prouvait que tout l'argent qu'il ramassait, il le remettait à la PONSА. Il était désespéré, car il se faisait passer par un voleur. Alors j'ai dit : personne n'est en train de voler, vous n'arrivez pas à ramasser une somme suffisante. C'est d'autres qui ont volé cette *favela*..." La conception jusqu'alors très personnelle de gestion des problèmes collectifs de la *favela* rendait difficile la compréhension de ce qui était en jeu dans ces conflits. *Seu Ferreira* explique que ce n'est que beaucoup plus tard qu'il a compris qu'à cette époque-là, une grande partie des résidents ne payaient pas l'énergie qu'ils consommaient : certains n'en avaient pas les moyens, d'autres faisaient ce qu'on appelait "le chat" - un fil clandestin, relié à un abonné légal. Aussi la somme des quotes-parts était toujours inférieure au montant total de la facture. "Ce n'est que plus tard, lorsque j'ai été porté à la tête de l'Association, que je me suis réellement rendu compte de ce qui se passait, et là je me suis aperçu que j'avais été injuste envers Próculo." Avec la création de l'Association des résidents en 1966, le problème de l'électricité n'a pas été résolu pour autant. En 1979 on envisageait encore la construction d'une nouvelle cabine de distribution d'énergie, l'ancienne étant devenue insuffisante face à l'important accroissement du nombre des résidents. Entre-temps, la Compagnie d'électricité annonçant sa décision de fournir individuellement en énergie chaque baraque, dans les *favelas*, ce projet a été abandonné.

L'électrification a été un pas décisif, vers l'urbanisation des *favelas*. La menace d'éradication, pour la première fois dans leur histoire, était sérieusement écartée. Au départ partie prenante dans ce processus, la Mairie n'a cependant pas assumé les responsabilités qui lui incombaient dans la mise en oeuvre du projet. Aussi finissent par se retrouver face à face les techniciens de la Compagnie d'électricité, étatisée depuis, et les habitants. A ces derniers, il a été demandé d'organiser l'espace physique de la *favela*, comme il en était des quartiers des alentours, en attribuant un nom à chaque rue et, dans chaque rue, un numéro à chaque maison ; d'établir, par l'intermédiaire de leur Association, le relevé de tous les futurs consommateurs, de faire le bilan de tous les appareils électriques existants et de la consommation d'énergie précédant l'entrée de la compagnie. Il leur a été enfin demandé d'établir une carte de la région, sous la forme d'un croquis simplifié.

Le programme est passé de 4 *favelas* électrifiées en 1979, à 164 en 1982, avec un total de 374.175 bénéficiaires. Il a en outre contribué à une meilleure connaissance des caractéristiques démographiques des *favelas*, jusqu'alors mal connues et grossièrement estimées¹⁵⁶ (Light, 1982). Il a aussi favorisé d'autres améliorations urbaines, telle l'installation de cabines téléphoniques publiques, et, par la suite, de téléphones privés, l'éclairage public des rues internes aux *favelas* (en 1985, pour le Santa Marta), et l'accès à l'eau courante et au tout-à-l'égout.

Les politiques partenariales

Le programme d'électrification mis en route pour un ensemble de *favelas* de Rio de Janeiro, et illustré ici par le cas du *Morro Santa Marta*, dessine le modèle d'un ensemble de politiques d'urbanisation des *favelas*, qui touchent également d'autres secteurs et services.

¹⁵⁶ Light (1982) précise par exemple que vers la fin du programme d'électrification on s'est aperçu que la *favela* de Rocinha, la plus peuplée de la ville, n'abritait en réalité que 60.000 personnes, au lieu des 200.000 qui lui étaient habituellement imputées.

Le climat démocratique qui domine en cette fin des années 1970, stimulé par des luttes urbaines qui se forment un peu partout dans le pays, suppose l'extension aux populations pauvres d'un ensemble de droits, concernant l'accès à des services urbains dont elles avaient été jusqu'alors privées.

Les ordures ménagères produites par les *favelas* correspondaient à cette époque, selon des estimations de la FEEMA, à un tiers de l'ensemble de la production de la ville (Malaguti et Bredariol, s.d.; Souza, 1983) - ce qui donne bien la dimension d'un problème jusqu'alors traité de manière insuffisante et inadéquate. Dès 1979, la ville s'engage dans une campagne de nettoyage des *favelas*. Les services municipaux contribuaient avec du personnel et de l'équipement, et comptent sur la participation des habitants dans la campagne, qui durait environ un mois, suivant les besoins de chaque *favela*. Jusqu'en avril 1980, la campagne avait desservi près de quinze zones. Dans le cas du *Morro Santa Marta*, une opération de ce type a été réalisée en août 1979, employant 950 hommes et 62 voitures, et aboutissant au ramassage de 500 tonnes d'ordures.

Ces campagnes ont constitué une solution émergencielle, épisodique et non régulière, réalisée à un coût élevé, et dont les résultats pouvaient être considérés comme tout à fait relatifs. La question des ordures ménagères dans les *favelas* avait alors changé d'échelle, atteignant des niveaux dangereux du point de vue de la salubrité publique. Tel n'avait pas toujours été le cas. Dans les premiers temps, aux faibles niveaux de consommation de la collectivité locale correspondait une production d'ordures pour laquelle des solutions écologiques pouvaient être plus facilement et plus naturellement trouvées. Par la suite, avec l'accroissement progressif du peuplement et de son niveau de consommation, d'autres solutions ont été recherchées et, vers la fin des années 1950, un incinérateur a été installé au pied de la butte. Le système n'a jamais bien fonctionné, semble-t-il, faute de formation de la population à son utilisation adéquate. Dans les années 1970, l'usage de ces appareils a été interdit pour l'ensemble de la ville. (Malaguti, s.d.)

Le ramassage des ordures ménagères dans les *favelas* incombe à la commune, selon la loi municipale d'orientation pour l'urbanisme, datée de 1977. Les situations de ramassage sont diverses cependant, en fonction de l'existence ou non de rues pavées, donnant accès aux camions des services du nettoyage urbain. Dans le cas du *Morro Santa Marta*, l'inexistence de rues internes à la favela où les camions puissent circuler, augmentait considérablement les difficultés. La FEEMA s'est alors engagée, dès le début des années 1980, dans ce cas comme dans d'autres analogues, dans la recherche de solutions susceptibles d'apporter des réponses adaptées à la particularité des conditions locales. Ces solutions, d'un point de vue technique, s'inspiraient d'un programme général d'écodéveloppement, appuyé sur la mobilisation participative des populations à bas revenus, dans le sens de la transformation de leur environnement. A côté du renouvellement des campagnes de ramassage d'ordures, internement gérées par les associations des résidents¹⁵⁷, on commence à envisager des solutions de plus longue

¹⁵⁷ Dans une lettre adressée au président de la COMLURB, compagnie municipale en charge du nettoyage de la ville, datée du 10 août 1983, Itamar Silva, président de l'Association des résidents du *Morro Santa Marta* rappelle les termes de l'accord bilatéral, dont il avait été convenu lors d'une réunion réalisée dans le cabinet du Maire, concernant la prochaine campagne de nettoyage du *morro*. Il propose que le travail débute le 4 septembre et qu'il soit réalisé chaque dimanche entre 8 et 16 heures. L'Association aurait à sa charge la campagne de mobilisation. Le *morro* a été divisé en quatre zones d'ordures, pour chacune desquelles deux week-ends de travail avaient été réservés. On prévoyait d'employer 100 éboueurs professionnels pendant

haleine. Dans le cas du Santa Marta, la FEEMA a proposé la construction de deux funiculaires sur les versants périphériques de la butte, avec des vannes de ramassage qu'on imaginait installer à certains points d'arrêt, prévus aux endroits habituellement utilisés pour accumuler des ordures. Ces funiculaires pourraient servir, par ailleurs, au déplacement des matériaux de construction nécessaires à l'amélioration des baraquas. Relancé au gré des changements politiques, lors des successives gestions municipales, le projet n'a jamais été réalisé.¹⁵⁸

En 1985, la COMLURB a présenté à l'Association des résidents un projet en vue d'embaucher sur place des éboueurs, qui seraient employés exclusivement dans le nettoyage de la *favela*. La ville affecterait un budget propre à cette activité, mais l'embauche serait faite par l'Association. Le bureau directeur a résisté à l'idée d'assumer des charges patronales, qui ne correspondaient pas à sa vocation politique. Cette solution n'a été adoptée qu'à partir de 1989, lorsque la "liste jaune", victorieuse lors des élections de cette année-là, a pris la tête de l'Association.

En 1987, Sergio Andréa, un urbaniste militant du Parti des Travailleurs a assumé la direction du Secrétariat Municipal au Développement Social. Il ne restait alors au Maire, Saturnino Braga, plus qu'un an et demi de gestion. La situation économique générale du pays était critique, des périodes de forte inflation s'alternant avec d'autres de stabilisation précaire. La santé financière de la ville n'étant pas meilleure que celle de la nation, la commune fait faillite et Saturnino Braga n'arrive pas à la fin de son mandat. Sergio Andréa a eu le temps de lancer un programme d'urbanisation des *favelas* de Rio de Janeiro, qui s'inscrivait dans l'esprit démocratique régnant à l'époque, et dans la continuité d'un mouvement d'urbanisation déjà largement engagé. Le chapitre concernant le *Morro Santa Marta* a été confié à l'architecte Paulo Saad. Son projet proposait, notamment :

- Une amélioration des voies internes : "On prévoit de paver toutes les voies en béton, en recherchant une adéquation aux barèmes ergonomiques les plus adaptés, de façon à réduire l'effort des usagers. Outre le fait de rendre plus aisée la circulation des personnes, les voies remodelées pourront contribuer à un drainage superficiel plus adéquat, de façon à accroître la stabilité du terrain."
- La création de squares et d'espaces de loisirs : "Nous projetons deux petits squares, ayant en vue d'améliorer les conditions de convivialité et de loisir à l'intérieur de la *favela*. Le Square des Blanchisseuses, dans la partie basse, sera issu d'un réaménagement de l'emplacement où actuellement nombreuses femmes lavent leur linge, en améliorant les installations destinées à cette activité et en y installant des bancs et des garde-corps ; le Square du Belvédère, rue des Aigles, proche du sommet, à l'emplacement où on découvre la belle vue de Botafogo et de la Lagune Rodrigo de Freitas, servira à protéger les

chaque week-end, en plus des résidents. "Dans les aires de plus grande concentration d'ordures, celles-ci seront brûlées sur place." La lettre définit le matériel nécessaire au nettoyage, lequel devait être fourni par la COMLURB. Elle attire l'attention sur la nécessité d'une dératisation, immédiatement après le nettoyage : "La quantité de rats dans la *favela* est déjà très grande et, sans dératisation, après le nettoyage les rats envahiront forcément les baraquas".

¹⁵⁸ Le coût relativement élevé du projet a constitué un obstacle à sa réalisation dans ces années de crise économique. Un seul funiculaire a été construit, lequel est toujours en opération, dans une *favela* du quartier de Copacabana, la *favela* Pavão-Pavãozinho.

installations de contention de la butte, et sera ombragé, équipé avec des bancs, des garde-corps et des tables destinées à des jeux de société et aux loisirs."

Le document de Saad (1988) conclut : "L'urbanisation de la (*favela*) Santa Marta représente, de la part des pouvoirs publics, la prise en compte d'une lutte ancienne pour l'habitation et l'appui à autodéveloppement de la communauté locale. Le programme que nous lançons suit des décisions prises dans des assemblées des résidents, qui depuis le début ont participé directement à la discussion de chaque alternative proposée. Il est vrai : l'intégration complète de la (*favela*) Santa Marta à l'espace urbain exige que soient surmontées des difficultés techniques propres au lieu où cette population vit depuis presque 50 ans. Mais cela ne doit pas nous étonner : c'est ainsi que la ville se construit, depuis toujours. Il y a quelques années, Barra da Tijuca (un quartier chic nouvellement créé, dans le prolongement de la zone sud de la ville) présentait d'énormes difficultés d'accès. Il y a quelques décennies, la Zone Sud était presque entièrement formée par des terrains marécageux, avec de larges étendues sablonnées, des terrains entourés de buttes, isolés du centre-ville. De grands mouvements de terre, des systèmes de drainage, des tunnels, des viaducs, des routes, des rectifications de rivières - des travaux souvent bien plus complexes que ceux que nécessite la *favela* - ont rendu possible l'occupation définitive de ces espaces. Dans tous ces cas, la participation des pouvoirs publics a été fondamentale. Et elle n'a pas causé d'étonnement."

Le projet, bien entendu, n'a été que partiellement implanté. Mais il a contribué à un réaménagement important du *morro*. Des travaux de grande haleine, de contention de la butte, ont été engagés. Trois grandes chutes de terrain - en 1966, en 1969 et en 1988 - les rendaient urgents et impératifs. La compagnie Géotechnique avait réalisé des interventions ponctuelles, tout au long des années 1980, pour pallier les besoins les plus urgents, mais l'absence de solutions définitives au problème des ordures ménagères représentait une menace permanente à la stabilité du terrain. En 1988, les travaux de contention, réalisés alors qu'une quantité extraordinaire d'ordures s'était accumulée dans un secteur du *morro*, ont provoqué la chute du terrain, l'ensevelissement de plusieurs baraques et quelques morts. Depuis, la stabilité semble assurée.

Cette stabilisation, ainsi que la disparition de la menace d'éradication, a favorisé la verticalisation des constructions dans la *favela*. Non seulement on est passé du bois à la construction en dur, mais on a commencé à construire de petits immeubles à deux ou trois étages. Il s'agit d'une tendance générale, observable depuis les années 1970 (Valladares, 1980), qui répond à la rareté croissante des terrains destinés à l'autoconstruction. Dans la *favela* Santa Marta, le premier bâtiment à plusieurs étages a été celui de l'association des résidents. Les travaux ont duré un an et demi. Le bâtiment a été projeté par un cabinet d'études d'ingénierie, les matériaux obtenus grâce à l'aide extérieure et la réalisation effectuée en régime d'entraide, avec la participation des habitants. L'impact de cette construction sur les *favelados* a été très fort, et une anecdote a circulé partout : on aurait volé un immeuble, en bas, dans la ville, et on l'aurait transplanté dans le *morro*...

3 - LA FAVELA ET LE CRIME

Le crime, la violence et la peur ne sont pas des faits récents dans la *favela*. Mais la nature de la violence a changé : la violence politique, qui en constituait une part importante, a disparu ; la violence de la police est devenue indiscriminée ; la criminalité a aussi changé d'échelle avec la généralisation du port d'armes et le passage au crime organisé.

Dona Madalena, très béate, a surtout gardé du passé la peur des communistes, une peur qui se mélange à sa folie, et qui l'a fait fuir le *morro* : "Dieu me garde ! J'ai trop souffert. C'est grâce à ces pères jésuites, si je ne suis pas morte et enterrée. Je me suis enfuie en courant. Je voyais tout. Je les ai vus tuer. Tout ce qui se passait ici, ils disaient que j'allais le raconter à *Dona Laura*..." Elle dit la tension liée à l'affaiblissement de la religion, et à la pénétration de la politique dans le *morro*. "Après que ces gens-là ont grandi, je suis partie, le père Veloso est parti... Ces enfants ont grandi, mais c'était de mauvais élèves, ils ont grandi dans une mauvaise ambiance, personne pour leur dire le catéchisme, il n'y avait plus de messe." En partant, elle a emmené avec elle l'image de Notre Dame - "elle est partie, elle s'est enfuie avec moi" - mais refuse toujours de dire qui l'avait menacée : "Je ne le dirai jamais." Pendant onze ans, *Dona Madalena* a vécu en dehors du *morro*, jusqu'au jour où le père Veloso est aillé la chercher et a réussi à la faire revenir. "Notre Dame était avec moi. Alors le peuple a dit au père Veloso de la ramener, car si je n'avais pas donné mon accord, la sainte ne serait pas revenue. Il m'a convaincue. Il m'a dit : 'Reviens, tout est plus calme, maintenant'." Ces images, très anciennes, mélangent sans doute des époques diverses, mais ce qui y fait surtout surface, c'est la grande menace représentée par le "bolchevisme", menace dont *Dona Madalena* n'était pas dupe, dit-elle, car elle avait appris à la connaître à travers l'enseignement de l'église.

Avec l'avènement de la dictature, petit à petit, cette peur s'estompe, son sens se perd. Le régime militaire reste longtemps à l'écart de la vie du *morro*. Puis, avec son affaiblissement, et les débuts du processus d'ouverture et de redémocratisation, vers la fin des années 1970, l'image de la police se renverse, elle apparaît empreinte d'une extrême violence. "Combien de fois la police a envahi ma baraque pour fouiller, même dans mon matelas. J'habite ici depuis 1950, je ne possède rien. Et ce que j'ai, je l'ai acheté, et jamais par des voies louches. J'ai les factures et je les garde." Dans cette nouvelle conjoncture politique, le *favelado* est par définition soupçonné d'être un hors la loi, il devient la nouvelle cible d'une guerre. La police n'hésite pas à tirer, n'hésite pas à tuer. "Un de ces jours j'étais assise au soleil devant chez moi, j'ai vu un type qui passait en courant, et j'ai entendu les coups de feu. Je n'ai pas bougé, tellement j'avais peur. La balle a pénétré ce banc en béton, le trou y est toujours. Dimanche dernier, j'ai entendu des tirs de l'autre côté. Ensuite ils sont venus ici pour chercher une chaise, en disant que c'était pour porter quelqu'un qui avait eu un malaise. L'homme était déjà mort. Ils sont arrivés, ils lui ont tiré dessus et ils l'ont tué, ensuite ils ont pris une chaise pour l'emmener jusqu'en bas. Le type était déjà mort. Ils ont dit qu'il a fait le geste de prendre l'arme. Il n'était pas armé. Ils l'ont tué sur place. Il n'y a pas longtemps, ils n'ont pas tué un père de trois enfants ?... pour rien..."

La criminalité s'est aussi transformée, avec la diffusion des armes à feu. "J'ai l'habitude de la *favela* depuis ma plus jeune enfance. Aujourd'hui j'ai très peur. Les armes à feu, les pistolets étaient rares. Il y avait surtout des couteaux. On se battait à mains nues, ou

avec des couteaux. Peu de gens mouraient. Il y avait des bras coupés, des cicatrices sur le visage, mais personne n'en mourait. Lorsqu'un décès survenait, on paniquait : Untel est décédé ! De nos jours il se peut que dix, vingt personnes meurent - on ne s'en étonne plus." La criminalité s'est aussi juvénisée. "Autrefois les *malandros* (ceux qui vivaient de transgressions légères de la loi, et qui refusaient le travail) étaient tous des adultes. Ils vivaient dans la *favela*. Dans toutes les *favelas*, il y en avait. Mais ils ne gênaient pas les enfants. Lorsqu'ils s'arrêtaient trop près de nous, on leur disait : 'partez, partez, on ne veut pas de vous ici !' A présent c'est de vrais enfants et des adolescents qui sont devenus des bandits." "Aujourd'hui, c'est des enfants qui portent des pistolets et des mitraillettes."

L'histoire de la constitution des réseaux de criminalité organisée, liés au narcotrafic, des drogues n'a pas encore été écrite au Brésil. On sait qu'elle est liée à l'expansion d'un marché de masse, consommateur de stupéfiants illégaux, dont l'importance augmente vers la fin des années soixante. L'ethnographie de Gilberto Velho concernant les modes de consommation de cocaïne et *maconha*, chez des adultes et des jeunes issus des couches moyennes à Rio de Janeiro, date de 1975. Deuxièmement, on observe une expansion de l'offre venant, pour le cas de la cocaïne, surtout d'Amérique latine, et notamment de la Colombie ; pour le cas de l'héroïne, surtout d'Asie du sud-est et du Moyen orient. Troisièmement, ces échanges commerciaux s'imbriquent plus largement dans une économie illégale internationalisée, ils sont l'instrument d'une dynamique économique qui vise à échapper à la capacité de contrôle fiscal des Etats nationaux. (Schiray, 1989) Le quatrième élément qui définit le champ d'une réflexion sur ce thème, c'est justement l'affaiblissement plus ou moins général de la capacité de contrôle des activités illégales, qui dérive naturellement de l'expansion des frontières et de l'accroissement des échanges internationaux (Wieviorka, 1996) et qui prend, dans le cas du Brésil, des proportions catastrophiques au moment de l'entrée en démocratie. C'est en partie cela qui explique la généralisation spectaculaire du trafic illégal d'armes à feu, qui redessine à une échelle différente le problème de la criminalité et de la violence létale dans le pays.

Aussi il s'agit là d'un champ complexe de problèmes, dont la compréhension exige des investigations spécifiques. Aucun des éléments indiqués n'est en lui-même l'objet de la présente étude. Dans l'ensemble ils forment néanmoins la toile de fond d'une recherche qui s'attache à deux questions dérivées et complémentaires : 1) pourquoi la criminalité se juvénise? 2) pourquoi retrouve-t-on chez les jeunes *favelados* une telle disponibilité au crime et à la violence ? Avant de traiter ce problème, il faut d'abord de décrire la spirale de violence liée au narcotrafic, qui a bouleversé la vie de la *favela* Santa Marta, et des *favelas* de Rio de Janeiro d'une manière générale, à partir du milieu des années 1980.

La percée politique du narcotrafic

Peppe (1992) distingue deux périodes principales dans l'évolution interne du narcotrafic au *morro* Santa Marta. La première, située entre 1970 et 1984, se définit par la structuration d'un commerce local de drogues, axé sur la *maconha* et sur la cocaïne, mais peu visible, commerce de détail ; la seconde, qui aurait débuté en 1985, marquerait l'évolution vers le crime organisé. On est en pleine redémocratisation, et la montée progressive du narcotrafic combine de manière complexe des actions militaires très

violentes, et une percée politique qui vise la mainmise des trafiquants sur les Associations de résidents naissantes. Ce phénomène, général, a pu être observé dans l'ensemble des *favelas* de Rio de Janeiro.

Début 1985, éclate le premier conflit de grandes proportions, autour du partage des *bouches de fumée* (les points de vente de drogue) à Santa Marta. Il oppose un groupe qui était d'une certaine manière l'expression d'un narcotrafic traditionnel, plus orienté sur la *maconha* que sur la cocaïne, et donc moins rentable ; et un narcotrafic plus professionnalisé, qui cherche à s'implanter localement.¹⁵⁹ Le leader de la seconde tendance était un ex-policier militaire, Zacarias Gonçalves Rosa Neto, dit Zaca, renvoyé des rangs de la police pour des raisons de casier judiciaire. Déclenché sous prétexte de disputes interpersonnelles, et avec des morts des deux côtés, le conflit s'est terminé par la victoire de Zaca et l'expulsion du *morro* des gérants du narcotrafic traditionnel, ainsi que de leur famille.

L'Association des résidents se trouvait alors sous la direction de la "liste bleue". Il s'agit d'une période où la mobilisation politique des énergies locales des habitants va de pair avec le souhait des cadres de l'administration municipale et de l'Etat de favoriser une accélération de l'urbanisation des *favelas*. La métaphore communautaire, largement employée par le nouvel associationnisme local (Peppe, 1992) dans la mobilisation des résidents, bat le plein de son succès lors des élections d'octobre 1981, lorsque la "liste bleue" ramasse 82% des voix exprimées, contre seuls 7,5% de la "liste blanche", liée aux narcotrafiquants. En décembre 1985, moins d'un an après la première guerre du narcotrafic dans le *morro*, de nouvelles élections confirment la "liste bleue" à la tête de l'Association, mais les résultats de la "liste blanche" s'élèvent, cette fois-ci, à 33% des votants. C'est un signe important de l'épuisement progressif du modèle de démocratie participative prôné par la "liste bleue" et dont on peut déceler bien d'autres manifestations encore : une fois symboliquement conquis le droit à des services urbains essentiels, l'intérêt porté à la gestion directe de ces services s'affaiblissait ; et la population revendiquait qu'ils leur soient offerts avec efficacité, comme c'était le cas pour le reste de la ville. Le bureau directeur était perçu désormais, non pas comme l'instrument de la mobilisation des résidents, mais comme le représentant (à efficacité douteuse) des pouvoirs publics auprès des *favelados*. Les élections de janvier 1989, en portant à la tête de l'Association un commerçant local, qui était un cousin de Zaca, confirment cette tendance. La liste soutenue par le narcotrafic obtient lors de ces élections 60% des voix exprimées, contre seules 36% pour la "liste bleue".

Il ne s'agit pas d'une pure évolution politique, quoique cette dernière soit réelle et qu'il soit essentiel d'en prendre acte. La percée du narcotrafic s'explique également par son pouvoir militaire, qui affaiblit la capacité de mobilisation de la "liste bleue", en inhibant même sa volonté de participer à la campagne de janvier 1989 - à un tel point que sa défaite sera commémorée par ses supporters (voir supra). Elle s'explique aussi par la capacité de séduction des *favelados* dont la "liste jaune" a fait preuve : le faste des fêtes de campagne était suggestif du succès personnel du groupe de commerçants qui l'intégraient.

¹⁵⁹ Ce conflit est resté, dans une grande mesure, une affaire interne à la *favela*, sans répercussion significative dans les médias.

L'articulation portée à la tête de l'Association lors de ce scrutin ne relevait pas de la "liste blanche", qui avait disputé les deux élections précédentes ; la "liste jaune" était formée par un groupe plus directement lié à Zaca. Les membres de la "liste blanche" avaient été entre-temps obligés de quitter le *morro*, à la suite d'une seconde grande guerre de six jours, menée par le trafic local en août 1997 (nous y reviendrons ci-dessous). La "liste jaune" gardait aussi des liens très proches avec le Parti démocratique du travail, le PDT de Leonel Brizola. Le Maire, Marcello Alencar (actuel gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, et membre du Parti de la social-démocratie brésilienne, le PSDB) était à l'époque un membre du PDT, et son Secrétaire au développement social, Pedro Porfirio, un proche avéré des membres de la liste jaune.

Les liaisons dangereuses des hauts responsables politiques avec le monde du crime à Rio de Janeiro ne sont pas l'apanage du PDT, même si c'est Leonel Brizola qui a mené le plus loin un discours de tolérance à l'égard des contrevenants, et d'instrumentalisation, au profit de l'administration municipale et de l'Etat, des bénéfices du *jogo do bicho*.¹⁶⁰ Ces liaisons concernent l'ensemble des partis politiques, y compris des membres du Parti des travailleurs, qui pour des causes perçues comme plus ou moins légitimes ont, à un moment ou à un autre, reçu des contributions en argent des banquiers du *bicho*. Tout cela en dit long sur la faiblesse de l'Etat de droit au Brésil ; sur le fait que, malgré la redémocratisation, la loi continue à être perçue comme une raison d'Etat, qu'on s'accorde pour ignorer ou détourner, plutôt que comme l'instrument qui ferait de l'Etat l'opérateur de la solidarité et de la citoyenneté. Si cet écart existe partout - si l'image républicaine de l'Etat est toujours peu ou prou une image imparfaite, et partiellement idéologisée - cela acquiert, dans le Brésil des années 1980, en voie de redémocratisation, et à Rio de Janeiro peut-être encore plus, des dimensions proprement pathologiques.

Le *jogo do bicho* a toujours financé les Ecoles de samba, autour desquelles s'organise, à partir des *favelas*, le carnaval - une des ressources économiques les plus importantes de la ville, dont l'impact sur le tourisme international est bien connu. Avec la montée du narcotrafic, qui au prix d'une organisation hautement meurtrière a fait des *favelas* un relais privilégié du marché de consommation local, les pratiques criminelles ont changé d'échelle, et la signification de ces liaisons dangereuses également. On a dit le degré de symbiose existant entre certaines institutions, comme la police, et les pratiques criminelles ; on connaît moins bien le degré d'imbrication de certains hauts personnages politiques avec le monde du crime. En l'état actuel des savoirs produits par la recherche universitaire, il est difficile d'évaluer jusqu'à quel point ces liens relèvent du pur mépris de la norme légale et de la respectabilité des institutions, ou, au-delà, d'une gestion plus directe des affaires liées à une économie illégale.

¹⁶⁰ Le *jogo do bicho* (jeu de la bête) est, comme nous l'avons dit au début, une loterie illégale, très prisée dans le pays. Ayant toujours été plus ou moins toléré, il mobilise des ressources financières considérables, sans n'avoir jamais fait l'objet de charges fiscales. Dès son élection comme gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, en 1983, Leonel Brizola a ouvertement déclaré vouloir orienter les ressources produites du *jogo do bicho* vers des investissements susceptibles de bénéficier les couches pauvres de la population. Il entendait s'insurger contre une hypocrisie légale, condamnant une pratique en fait profondément ancrée dans les mœurs nationales. Il ne s'est néanmoins jamais engagé dans une campagne pour la légalisation du *jogo do bicho*.

Le conflit d'août 1987

Ce conflit a été le premier d'une série qui allait aboutir, en 1991, à la mainmise du Commandement rouge sur l'ensemble du narcotrafic à Santa Marta. Alors que le conflit de 1985 avait opposé une tendance traditionnelle à une tendance davantage professionnalisée, celui de 1987 oppose Zaca, représentant d'un groupe avec une forte assise locale, à une partie de ses alliés de 1985, lesquels souhaitaient asseoir leur domination sur l'organisation des réseaux de distribution de la drogue à partir d'un très grand nombre de *favelas* de la ville. Tous ces conflits mélangent des enjeux généraux concernant le commerce des stupéfiants, et des enjeux locaux, des passions et des conflits interpersonnels.

Selon Amorim (1993), c'est en 1984 que le Commandement rouge, organisation criminelle formée en 1979, et issue comme nous l'avons dit de la cohabitation pendant le régime militaire de prisonniers de droit commun et de prisonniers politiques, se réoriente vers le narcotrafic, se transformant progressivement au long des années 1980, à travers le contrôle des points de vente des *favelas*, en principal relais des grands cartels colombiens, desservant le marché intérieur de cocaïne de la ville et de sa région métropolitaine, ainsi que de la zone côtière de l'Etat de Rio de Janeiro. La *favela* Santa Marta accompagne grosso modo cette évolution.

Il est difficile de savoir si, en 1985, Zaca avait agi seul, ou s'il était en relation avec le Commandement rouge. Ce qui est vrai c'est qu'appartenait alors à sa bande un avocat né à Santa Marta, Pedrinho da Prata (Petit Pierre d'Argent), qui en 1987 rompt avec lui et se transforme par la suite en mentor et représentant principal du Commandement rouge dans la *favela*. Dans sa lutte pour asseoir son monopole sur la vente des stupéfiants, le Commandement rouge mobilise de larges ressources humaines, mais impose aussi des contraintes de solidarité et de participation à un fonds financier commun, et butte contre la résistance des vendeurs indépendants déjà implantés.¹⁶¹

Le conflit de 1987 s'inscrit dans cette situation, encore plus ou moins indéfinie. Les deux principaux chefs des bandes qui s'affrontent, Zaca et Cabeludo, étaient d'anciens collaborateurs, qui ont rompu apparemment pour des causes mineures, des enjeux passionnels jamais complètement éclaircis, à côté d'autres plus directement liés aux règles de fonctionnement du Commandement rouge.¹⁶² Dans l'affrontement très violent qui s'ensuivit, des alliances et des oppositions presque involontaires se sont nouées des deux côtés, avec des conséquences définitives touchant bien des destinées individuelles.

C'est la plus importante guerre des *morros* à laquelle la ville n'ait jamais assisté. Elle a duré six jours, du 20 au 25 août, pendant lesquels les médias nationaux et internationaux ont été mobilisés, et elle a fait plusieurs morts. La police militaire, cantonnée au pied de la favela, n'a eu qu'une intervention marginale. Au petit matin du

¹⁶¹ Ex-policier militaire, Zaca gardait des liens étroits avec la police, et avait vraisemblablement ses propres réseaux d'acquisition d'armes.

¹⁶² Le journal *O Globo* du 25.08.1987 fait état, en pleine guerre, du témoignage de la nièce d'un vieux trafiquant du *morro*, lequel depuis la prison aurait confié la responsabilité du trafic à Cabeludo, en association avec son propre fils. Ce dernier n'aurait pas accepté la direction de Cabeludo, et aurait refusé d'envoyer de l'argent dans les prisons, norme fondamentale du Commandement rouge, la transgression entraînant des vengeances terribles. Pour cette raison, Cabeludo l'aurait tué ; pour cette raison aussi, il se serait vraisemblablement autorisé par la suite à agresser sexuellement la belle-fille de son adversaire décédé, événement qui a déclenché la guerre entre Zaca et lui.

sixième jour, la police civile a fait une entrée fracassante dans le *morro*, mais les principaux leaders des deux bandes avaient déjà disparu. Un peu plus tard dans la matinée, la même équipe de la police civile a renouvelé les scènes d'invasion, à la demande de la chaîne de télévision Globo, qui les a filmées, et retransmises au journal de vingt heures : "Les policiers ont tiré à plusieurs reprises vers le sommet du *morro* avec des fusils et des mitraillettes, faisant semblant d'échanger des tirs avec les bandits, pendant que les cameramen enregistraient." Ce récit du *Jornal do Brasil* du 26 août 1987 est confirmé par les résidents, témoins impuissants du spectacle.

Dans cet ensemble d'événements, plusieurs tours ont pris en effet une face spectaculaire - les photos de Carla (nom de guerre), gamine de 14 ans qui, un bonnet enfoncé sur la tête et fortement armée, a fait des déclarations aux journalistes, et s'est affichée comme appartenant à la bande de Cabeludo¹⁶³; ou celles d'un jeune bandit de 23 ans, surnommé "Bouche Molle", arrêté par la police civile, lequel a dénoncé des policiers militaires de la caserne voisine, qui fourniraient Zaca en armement léger et lourd, y compris en mitraillettes et grenades. "Mettez-les en file, et je les identifie un à un", a-t-il dit. Vingt policiers militaires ont été, selon la presse, mis en accusation par la suite dans cette affaire. "Bouche Molle" a également dénoncé plusieurs chanteurs populaires célèbres, qui participeraient à des soirées *pagode* à Santa Marta, où beaucoup de cocaïne était, disait-il, consommée. Le garçon a dû payer cher ses déclarations. Le *Jornal do Brasil* du 25 septembre 1987 fait état de la demande de mise en cellule spéciale qu'il avait adressée au Juge d'instruction chargé de l'affaire ("Bandit pleure craignant d'être tué dans sa cellule") et qui n'a pas eu de suite favorable. C'est la dernière fois qu'on a entendu parler de lui. D'autres intégrants des deux bandes allaient être par la suite relâchés par la justice (*Jornal do Brasil* du 20 octobre 1987), qui argue le vice de procédure.

Issue du conflit de 1987 : la victoire différée du Commandement rouge

En 1987, le Commandement rouge perd une bataille à Santa Marta. Après six jours de conflit, Zaca et Cabeludo s'enfuient. Zaca, tout en déléguant à un neveu la gestion des affaires, garde cependant le contrôle de son territoire, tandis que Cabeludo se replie sur d'autres *favelas* et finit par être assassiné en janvier 1988, dans un quartier de la zone nord de la ville. Zaca est à son tour arrêté, en février 1990, dans la ville d'Americana, Etat de São Paulo. Entre-temps, en janvier 1989, "la liste jaune", soutenue par lui, avait porté à la présidence de l'Association des résidents Castelo, commerçant local, et cousin de Zaca.

Deux ans, presque jour par jour, après l'affrontement sanglant de 1987, le 25 septembre 1989, un groupe de quinze hommes liés au Commandement rouge, parmi lesquels se trouvaient des habitants expulsés de la *favela* par la bande de Zaca, essayent de reprendre le contrôle du narcotrafic à Santa Marta. "Plusieurs heures d'échange intense de tirs sèment une nouvelle fois la terreur entre les habitants, entraînant la mort de quatre bandits et au moins trois blessés." (Peppe, 1992: 434)¹⁶⁴ Ce n'est que la première bataille

¹⁶³ Carla a été obligée de quitter le *morro* lorsque Cabeludo a perdu la guerre contre Zaca. Quelques années plus tard, ayant retourné au Santa Marta, elle a été violée, torturée et exécutée. Ses restes ont été retrouvés par la police lors d'une fouille dans un cimetière clandestin au sommet du *morro*, en janvier 1992 (*Jornal do Brasil*, 22.01.1993).

¹⁶⁴ Les liens entre la bande de Zaca et la police militaire de la caserne voisine, dont les journaux avaient déjà fait état en 1987, se montrent une fois de plus utiles. Selon *O Dia* (7.06.1991), un capitaine chargé de faire

d'une série de quinze, qui se terminera en septembre 1990. Zaca avait été arrêté, ainsi qu'un peu plus tard son neveu, un bandit sanguinaire, surnommé "Crache Sang". Son successeur, préférant un accord pacifique à la poursuite des conflits, cède contre une somme rondelette à Pedrinho da Prata, représentant du Commandement rouge, les points de vente de la *favela*.

Ce règlement pacifique ne prend cependant pas en compte l'ensemble des ressentiments mobilisés au cours d'une succession innombrable d'affrontements et de meurtres ; et il ne prend surtout pas en compte la présence, à la tête de l'Association des résidents, d'un bureau directeur fortement lié à Zaca. Le dernier chapitre de la guerre de Santa Marta commence à ce moment-là. Le premier incident important est raconté par *O Globo* : au mois de décembre, Pedrinho da Prata aurait envahi avec sa bande l'Association des résidents pour protester contre ce qui était perçu comme un acte abusif de monopolisation de ressources - l'installation à l'intérieur du bâtiment de l'Association d'un téléphone communautaire. En février 1991, la secrétaire de l'Association, Maria Lucia, 24 ans, a été assassinée. Le président, Castelo, accuse Pedrinho da Prata. "Le président de l'association a raconté qu'il y a un mois Maria Lucia et lui ont été contactés par (trois) trafiquants, qui leur ont transmis de la part de Pedrinho da Prata l'ordre de quitter le *morro*." Refusant d'obéir, il avait été lui-même victime d'un attentat. (*O Globo*, 28.02.1991).

Les funérailles de la secrétaire de l'Association ont été payées, sur des fonds publics, sur l'initiative de Pedro Porfirio, responsable devant le Maire PDT d'alors, Marcello Alencar du Secrétariat au développement social. L'initiative a été justifiée comme une forme de protestation contre la pression exercée contre des responsables associatifs par le narcotrafic, de drogues. C'était vraisemblablement une manière de critiquer l'inefficacité de l'action de la police (dont la responsabilité incombait à un gouverneur appartenant au PMDB, Moreira Franco), dans la contention du narcotrafic, ainsi que de soutenir des alliés politiques réels, dans la *favela* Santa Marta. Moreira Franco ne sera pas en reste : le directeur de la Division de répression aux stupéfiants, son subordonné, déclare aux journaux (ce qui était un secret de polichinelle) que le président Castelo était un bandit, et qu'il appartenait à la bande de Zaca. Il ajoute que l'assassinat de la secrétaire de l'Association faisait partie d'une stratégie de Pedrinho da Prata pour isoler Castelo, et s'assurer le contrôle de l'Association, avec le soutien du Vice-président du bureau élu, Francisco Hipolito Neto, dit Chicão.

Menacé de mort pour avoir accusé Pedrinho da Prata du meurtre de la Secrétaire de l'Association, Castelo a quitté Santa Marta au mois de mars. Il allait être à son tour assassiné quelques mois plus tard, avec sa femme, à l'issue d'un enlèvement à Copacabana, devant l'immeuble où ils habitaient depuis leur départ de la *favela*. L'enlèvement a été réalisé en plein jour, par des hommes qui portaient des gilets pare-balles et des cartes d'identification de la police civile. Leonel Brizola était entre-temps redevenu gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, et son secrétaire à la Justice et à la police, Nilo Batista a admis publiquement l'hypothèse d'un enlèvement pratiqué par des agents de la police civile, même s'il était clair que ce meurtre était lié aux démêlés des factions rivales du narcotrafic. Les deux corps, criblés de balles, ont été retrouvés le lendemain, dans une commune

retirer les corps aurait autorisé leur sortie, sans qu'aucune arrestation ne soit effectuée. Par la suite, l'officier aurait été puni.

lointaine de la région métropolitaine. *Jornal do Brasil* (7 juin 1991) décrit le climat de décontraction qui régnait dans les locaux de l'association, après la nouvelle de ces décès. "Le vice-président Francisco Hipólito buvait de la bière avec d'autres représentants associatifs. Il a profité de l'éloignement de (Castelo) pour remplacer l'ensemble du bureau. 'La vie continue, ici il n'y a pas de place pour la tristesse', a-t-il dit, en refusant tout autre commentaire."

A la suite de ce second meurtre, le Secrétaire au développement social de la Mairie, Pedro Porfirio, prend une nouvelle fois partie. Il déclare la direction de l'Association vacante, le Secrétariat ne reconnaissant pas le Vice-président élu comme le successeur légitime de Castelo. Cette fois-ci encore, les funérailles ont été payées par un "fonds spécial du Secrétariat" (*O Globo*, 8.06.1991), même si Castelo était un commerçant prospère, propriétaire de deux dépôts de bière à Copacabana et à Botafogo.

L'emprise du Commandement rouge sur la favela Santa Marta

Débarassé des membres de la "liste jaune", et avec l'appui du nouveau président de l'association, Pedrinho da Prata commence par assurer une gestion douce des affaires dans le *morro*. Peppe (1992 : 438), témoignant de l'évolution de la situation de la *favela* en cette période, constate que les habitants de Santa Marta vivent alors une situation de paix relative, qui les change de l'époque précédente, marquée par une succession brutale et insupportable de conflits armés. Paix dangereuse, ajoute-t-il néanmoins, car ces bandits "gentils", "séducteurs", "sociables" auront vraisemblablement une emprise beaucoup plus grande sur l'imaginaire des enfants, des adolescents et des jeunes *favelados*, ainsi qu'une capacité de recrutement accrue, que les bandits odieux, abrutis et vieux jeu des bandes précédentes n'avaient jamais eu. Une page semble effectivement tournée dans l'histoire de la criminalité dans la *favela* : celle-ci se rajeunit, avec la nouvelle génération qui vient aux affaires.

Retour à un style dur de gestion du narcotrafic

Ce cadre de paix relative décrit par Peppe se prolonge pour un an, jusqu'en octobre 1992, lorsque Chicão, commerçant local qui, en tant que vice-président élu, avait succédé à Castelo à la tête de l'Association des résidents, est à son tour assassiné, à l'issue d'un conflit avec des policiers militaires. Lors de la guerre de 1987, un poste de la police militaire avait été installé au pied de la *favela*. Cette initiative marquait une rupture avec la politique précédente du gouverneur Leonel Brizola, qui au début de son mandat avait interdit aux policiers de rentrer dans les *favelas*. Le gouverneur entendait ainsi créer une solution de continuité par rapport aux orientations de la dernière période du régime militaire, où l'intervention de la police dans les *favelas* s'était caractérisée par une violence brutale, indiscriminée et illégale. Le problème d'une redéfinition des pratiques policières était néanmoins autrement complexe, et il est certain qu'il n'a pas été traité de manière adéquate au cours de ces premières années de la redémocratisation. Dès lors, la corruption et la décomposition du corps policier ont pris le relais de la brutalité des années précédentes. Inefficace, l'installation d'un poste de la police militaire dans le *morro* par le gouvernement de son oppositeur, le gouverneur du PMDB Moreira Franco, signalait néanmoins l'échec des premières mesures prises dans ce domaine par le gouvernement Brizola.

La présence de ce poste de police avait été la source de nombreux conflits avec les *favelados*. Conflits pleins d'ambiguïté, puisque l'Association des résidents, ayant alors à sa tête la "liste bleue", était poussée par les chefs du narcotrafic local (la bande de Zaca) à mobiliser la population contre la violence policière. Fin octobre 1988, par exemple, 100 résidents, y compris femmes et enfants, bloquent la circulation rue São Clemente, pour protester contre la violence exercée par des policiers militaires à l'encontre des *favelados*. On dénonce le caporal Cruz, qui "fouille des enfants, envahit des baraques, provoque les femmes et a imposé le couvre-feu, en dispersant des groupes de résidents qui bavardent dans les *biroscas* (points de vente de boissons), ou dans les rues du morro." La veille, le caporal avait atteint d'une balle dans la jambe un *favelado*, qui avait dû être hospitalisé. Cet événement avait déclenché la manifestation (*Jornal do Brasil*, 30.10 et 2.11.1988).

La gestion de la "liste bleue" touchait alors à sa fin. Remplacée par la "liste jaune" à la tête de l'association, cette dernière a tôt fait de calmer les policiers militaires du poste local, en échange de pots-de-vin. Cette démarche de corruption a été sans doute favorisée par les liens entre les policiers militaires et Zaca qui, somme toute, n'avait jamais cessé d'être un des leurs. Les liens de la bande de Pedrinho da Prata avec la police semblent avoir été plus tendus. S'ils se servent, comme la gestion précédente, de l'Association des résidents pour protester contre les interventions abusives des policiers dans la *favela*, ils ont en revanche moins de succès, ou peut-être prétendent-ils faire l'économie des pots-de-vin. En tant que membres d'une organisation criminelle, étaient-ils peut-être moins autonomes dans la gestion de l'argent, que la bande indépendante de Zaca ? En octobre 1992, après avoir, en qualité de président de l'Association des résidents de Santa Marta, dénoncé au Commandement de la caserne voisine une équipe de policiers militaires en poste dans la *favela*, Chicão a été brutalement assassiné au petit matin, au moment de l'ouverture du commerce qu'il détenait à moins de 200 mètres du poste de police.

Fortes des événements de l'année précédente, les autorités ont évoqué l'hypothèse d'un nouveau règlement de comptes entre des trafiquants. Témoins obligés du crime, ou bien ses auteurs, les policiers en poste à l'heure où l'événement a eu lieu décrivent un meurtrier qui serait arrivé masqué et qui aurait réussi à s'échapper sans difficulté par les rues du *morro*. Mille *favelados* ont une nouvelle fois occupé la rue São Clemente, où ils ont affronté la police militaire dans une manifestation qui a vite fait de tourner à l'émeute. La population a nommément désigné comme auteurs du crime des policiers militaires appartenant au poste de police de la *favela*. (*Jornal do Brasil*, 7.10.1992, *O Globo*, 8.10.1992) Ces derniers ont effectivement été mis en accusation une semaine plus tard. Entre-temps, lors d'une action de vengeance des trafiquants, neuf policiers militaires avaient été encerclés dans une voie sans issue du *morro*. Une vraie opération militaire, avec violent échange de tirs, a dû être déployée pour les libérer.

Après la mort de Chicão, d'autres responsables se sont succédé à la tête de l'Association des résidents, mais entièrement sous la mainmise et à l'ombre du narcotrafic. Les conflits avec la police ont pris le relais des disputes entre bandes rivales de narcotrafiquants et, du même coup, la gestion locale des affaires a naturellement évolué vers un style moins doux. Pedrinho da Prata a quitté la *favela*, où il ne venait désormais qu'épisodiquement. Il y a laissé comme gérants deux jeunes de moins d'une vingtaine d'années, Ronaldo et Raimundo Pinto Lima Silva.

La gestion des frères Lima Silva

En 1993 était Secrétaire à la justice et à la police de l'Etat de Rio de Janeiro Nilo Batista, Vice-gouverneur élu sur la liste de Leonel Brizola. L'année suivante, avec la démission de Brizola, qui voulait être président de la République, Nilo Batista est devenu gouverneur de l'Etat. C'était un avocat bien connu, grâce à sa lutte pour les droits de l'homme, pendant le régime dictatorial. Il s'est distingué par un effort de réorganisation, et surtout de nettoyage, de la police militaire et civile, et a notamment mis en place une centrale téléphonique accueillant des dénonciations anonymes contre des interventions abusives des policiers. Cette centrale existe toujours et elle constitue sans doute l'un des services de sécurité urbaine les plus efficaces en fonctionnement dans le Grand Rio. (Peralva, 1997c)

Nilo Batista a mis aussi en place une équipe de direction de la police civile et de la police militaire très ouverte au dialogue avec les couches démunies de la population. Celle-ci n'avait en revanche aucune légitimité auprès de ses bases. Très vite le gouvernement a perdu le contrôle de sa police, et a fait l'objet d'une guerre ouverte de la part de cette dernière. La situation s'est exacerbée à un point tel que, fin 1994, le gouvernement fédéral a été poussé, sous la pression de divers organismes de la société civile, à réaliser une intervention blanche dans l'Etat. Contraint à un accord, Nilo Batista a dû autoriser le lancement de l'Opération Rio, et l'occupation de la ville par l'armée.

Vue de Santa Marta, c'est sans doute la période où la violence policière a été la plus intense. La *favela* a été à répétition mitraillée par des hélicoptères, à l'insu des équipes dirigeantes de la police.¹⁶⁵ La police civile a constamment envahi la butte, en y menant des affrontements armés, elle a torturé et elle a tué brutalement de jeunes habitants du *morro*. Aussi les frères Lima Silva ont dû affronter à Santa Marta une situation très tendue, du point de vue de la gestion des points de vente de drogue. Face à la guerre menée contre eux par la police, au mépris des résidents, ils ont répondu en imposant à la favela un régime de terreur. Malgré le harcèlement policier, malgré l'existence d'un poste de la police militaire installé au pied de la favela, la visibilité de l'armement lourd porté par les trafiquants était étonnante.

Santa Marta a trois voies principales d'accès : une rue pavée, Ladeira Novo Mundo, reliée au quartier des Laranjeiras par la pente arrière et inoccupée de la butte, mène jusqu'au sommet ; une autre rue pavée, General Francisco de Moura, monte jusqu'au pied de la favela, en partant de la rue São Clemente, une des principales voies de circulation du quartier de Botafogo. Elle aboutit à un escalier large et visiblement très ancien, dont on ignore l'origine, au bout duquel, sur le côté droit, se trouve le poste de la police militaire. Certains habitants prétendent savoir que l'escalier avait été construit bien avant l'installation de la *favela*, pour desservir un camp d'entraînement de l'armée. Deux cents mètres en dessous de l'escalier la rue du général bifurque à gauche et puis à droite. Sur ce point, elle se présente en parallèle avec Francisco de Moura. Cette autre rue, bien plus courte, s'appelle Jupira et elle constitue la troisième voie d'accès à la *favela*.

¹⁶⁵ Face à la protestation des leaders communautaires, il était demandé à ces derniers de bien noter le numéro d'immatriculation des engins, car, par ses propres moyens, le gouvernement n'était pas à même d'identifier et de punir les responsables de ces actes.

Au cours du second semestre de 1994, alors que je venais régulièrement à Santa Marta, la *bouche de fumée* (désignation attribuée aux points de vente de drogue) était installée au bout de la rue Jupira, séparée par à peine quelques mètres et par des bâtiments peu nombreux du poste de police de la rue General Francisco de Moura. Il était possible d'accéder à la favela par Francisco de Moura, sans jamais se rendre compte de l'importance du dispositif militaire qui, dans la rue à côté, gardait la *bouche de fumée*. Pendant plusieurs mois, j'ai pu observer le groupe qui tenait les lieux. Je rendais service à une structure d'accueil à d'enfants et d'adolescents *favelados*, mise en place par L'église anglicane, et qui était installée justement à côté de la maison des trafiquants.

Juste avant que la rue Jupira ne tourne en L, une barricade formée par de vieux meubles déglingués empêchait l'accès de personnes et de voitures inconnues. Un pauvre type, déjà vieux, ne portant aucune arme, montait la garde. En cas de besoin, il lui suffisait de siffler. Lorsqu'il vous connaissait déjà, pas de problèmes, on se limitait à dire bonjour. Dans le cas contraire, il fallait rentrer dans des explications bien plus longues, et il quittait son poste pour remettre le visiteur entre les mains d'autres relais, qui le conduisaient jusqu'à son point de chute. Beaucoup de personnes qui n'habitent pas la *favela*, comme c'était mon cas, s'y rendent régulièrement dans le cadre de services d'assistance à la population locale : prêtres et fidèles de diverses églises, enseignants, infirmières, médecins. Ces personnes étaient généralement bien traitées par les trafiquants, avec lesquels, pour des raisons évidentes, elles évitaient de rentrer en conflit.

Dès qu'on tournait le L de Jupira vers la droite, la force militaire des trafiquants devenait immédiatement visible : on pénétrait un territoire occupé. Au bout de la rue, la *favela* s'élève de manière abrupte. Juste en bas, un petit square pavé, où avant les enfants venaient jouer. En ces temps d'échanges constants de tirs, ce n'était plus possible. De jeunes soldats du narcotrafic, fortement armés avec des mitrailleuses et des fusils, le chargement de munitions dans une ceinture croisée sur la poitrine dénudée, occupaient des points stratégiques. On pouvait douter de l'efficacité de ce dispositif, en cas d'attaque de la police, mais, quoi qu'il en soit, l'ensemble était impressionnant. Les portes d'entrée de la structure de l'église anglicane, où je coopérais, et celle de la maison de la famille Lima Silva étaient en face l'une de l'autre, séparées par une voie piétonne très étroite et très raide, en forme d'escalier. La maison était gardée en permanence par un jeune homme portant un revolver de gros calibre ; en montant, je percevais son arme pointée au-dessus de ma tête. Voilà un peu le type de cohabitation avec les narcotrafiquants, vécu au quotidien à cette époque par la population de Santa Marta, contrainte par ailleurs d'assumer cette situation comme naturelle. Prise entre les mailles du narcotrafic, d'un côté, et de la violence policière de l'autre, elle n'avait pas alors la vie bien facile.

La violence policière était d'autant plus barbare, qu'elle était aveugle et inefficace. Nombreuses attaques contre la *favela* avaient lieu pendant la nuit, mais nombreuses autres survenaient en pleine journée, alors que des enfants descendaient pour aller à l'école et que les adultes partaient au travail. Ces batailles pouvaient durer toute une journée. Intégrées au quotidien de la ville, c'était à peine si la presse les mentionnait. Le passage d'un hélicoptère semait la terreur parmi les enfants. Ces attaques avaient causé des morts et des blessures graves parmi la population *favelada*. Le gouvernement pour sa part prétendait qu'il était difficile de refuser une demande d'aide de ce type, lorsqu'un groupe de policiers lançait un appel en disant : 'Nous sommes encerclés par des bandits armés jusqu'aux dents!' Le refus

de répondre à la demande engendrerait une situation de conflit incontrôlable, à l'intérieur d'une corporation déjà incontrôlée.

Cette violence, normalisée par la ville et par les responsables de la sécurité publique, qui acceptaient que la lutte contre les narcotrafiquants se fasse au prix d'une guerre sans merci à l'encontre de la population civile, engendrait une culture locale d'adaptation. Les enfants, à différence des étrangers comme moi, savaient distinguer le bruit des mortiers, qui annonçait l'arrivée de la drogue, de celui des tirs qui annonçaient de nouveaux affrontements entre la police et les trafiquants, des échanges pendant lesquels il fallait obligatoirement se cacher.

Les harcèlements constants par la police, qui ont dominé le second semestre de 1994, ont mené les jeunes trafiquants à l'épuisement, suite aux nuits de veille en l'attente de nouvelles attaques. Alors ils envahissaient des baraques pour y chercher refuge, et s'assurer quelques heures de sommeil. Mais, par ailleurs, toute la vie de la *favela* leur était subordonnée. Ils dictaient la loi, définissaient le permis et l'interdit, sans contestation possible. Lorsque l'église anglicane avait ouvert sa structure d'accueil aux enfants, deux ans avant, la directrice, *Dona Helena*, a été prévenue qu'il ne fallait pas qu'elle se mêle de politique - autrement, on l'empêcherait de travailler. J'ai témoigné à plusieurs reprises de cette soumission sans réserves, qui emmenait par exemple les commerçants à servir les narcotrafiquants sans être payés.

Leur pouvoir s'étendait jusque dans leur propre famille. Rodrigo, le petit frère de Ronaldo et Raimundo Lima Silva, âgé de dix ans, fréquentait la structure de l'église anglicane. Un jour, à table (le déjeuner avait lieu sur une terrasse ouverte), il a interpellé les autres enfants et, en leur montrant la *bouche de fumée*, leur a dit: 'Regardez bien cette *bouche* là! Un jour, lorsque je serai grand, tout cela m'appartiendra et vous serez tous à mes ordres !' *Dona Helena*, en l'entendant dire ça, a promis d'en faire part à son frère Ronaldo. Les autres enfants lui ont rappelé que le père de Rodrigo était Monsieur Lima, et que c'était à lui qu'il fallait s'adresser. Le lendemain, *Dona Helena* ayant convoqué la maman, celle-ci a pourtant confirmé l'autorité du frère, au détriment de celle du père.

Les frères Lima Silva imposaient aussi un ordre interne à la *favela* : il était interdit d'y pratiquer des vols, ainsi que dans les environs du *morro*, et s'il y avait des transgressions, le seul recours possible, c'était de s'adresser à eux. *Dona Helena* même l'avait fait pour récupérer deux sacs de ciment qui avaient disparu du centre qu'elle dirigeait ; l'enseignante qui y faisait de l'aide aux devoirs, était aussi allée se plaindre, suite à la disparition d'un objet personnel qui lui appartenait. Les conséquences pour les fautes pouvaient être graves. En mars 1994, la presse a informé qu'un des frères Lima Silva, pour punir un jeune homme qui avait volé la passagère d'un autobus, près de Santa Marta, avait tiré à bout portant sur la main gauche du voleur (*O Globo* et *Jornal do Brasil*, 14-03-1994).

Plusieurs meurtres punitifs étaient commis à la lumière du jour, y compris pendant cette période où j'y venais régulièrement. J'ai eu l'immense chance de ne pas en être témoin, mais j'en ai constaté les effets dévastateurs sur les adultes et les enfants qui, même sans voir, entendaient tout ce qui se passait. Les condamnés étaient d'abord frappés, dans la rue même, parfois mordus par des chiens de race *fila* (une race brésilienne aussi féroce que les *pitbulls* anglais) ; ensuite, on les achevait avec un tir de revolver et on portait les corps

jusqu'au sommet du *morro*, où un cimetière clandestin était à peine caché par la végétation. Lucio, un maçon alors engagé pour des travaux pour le compte de l'église anglicane, et qui était aussi un voisin des trafiquants, était souvent convoqué pour nettoyer le sang dans les escaliers, et pour porter les corps. C'était un ancien leader communautaire, qui avait été mêlé à la guerre contre Zaca (j'y reviendrai plus loin), mais une fois la victoire sur ce dernier acquise, il avait refusé de se professionnaliser dans le narcotrafic. Ces menus services étaient le prix qu'il devait payer pour sa trahison. Une fois, le petit cadet de Lucio, âgé de cinq ans, avait assisté à un de ces meurtres depuis sa fenêtre, puis avait vu l'ordre donné à son père de ramasser le corps. Plusieurs jours de suite il a pleuré de manière incontrôlée, et était incapable de manger à midi avec les autres enfants.

Face à cette violence extrême, à la fois de la police et des trafiquants, la population *favelada* était condamnée au silence. En septembre 1993, une manifestation de protestation contre le meurtre d'un jeune par des policiers avait été violemment réprimée par la police, rue São Clemente. La polémique des versions a fait rage : pour les habitants, il s'agissait d'un simple étudiant atteint d'une balle dans la nuque par la police, lorsqu'il revenait de la boulangerie, où il était allé acheter son pain. Des témoins ont déclaré que les policiers avaient donné des coups de pieds contre le corps de l'étudiant blessé, avant de l'embarquer dans un hélicoptère ; pour le directeur de la Division de répression aux stupéfiants, il s'agissait d'un narcotrafiquant (étant sous-entendu que cela suffisait à justifier qu'on lui tire dessus) (*O Dia*, 24-09-1993).

Ce type de protestation, ayant à la tête l'Association des résidents, avait de moins en moins de chances de se renouveler, en raison de l'affaiblissement des instances de représentation des *favelados* et l'absence d'autonomie organisatrice et politique dont ils disposaient, sous la domination du narcotrafic. Mais avec l'aggravation insoutenable des conflits entre narcotrafiquants et policiers, une mobilisation a vu le jour au cours du second semestre 1994. Au mois de juillet, encore deux jeunes ont été tués par la police (*Jornal do Brasil* et *O Globo*, 28-07-1994). Le mouvement *Viva Rio*, coordination formée l'année précédente par des personnes représentatives de la société civile, à l'issue d'un massacre commis dans la *favela* de Vigário Geral, par un commando de policiers, (Peralva, 1996b), s'engage aux côtés de Santa Marta dans la lutte contre la violence. Itamar Silva, leader communautaire local, et membre de l'articulation, a déclaré à cette occasion : "Ma permanence à *Viva Rio* dépend de l'engagement de ses membres dans la lutte pour la paix dans les *favelas*. (A persister l'actuelle situation), soit on sera tué par les balles, soit nous mourrons petit à petit, tels sont notre désespoir et notre angoisse." (*Jornal do Brasil*, 14-08-1994).

Moins d'une semaine après, la police civile a réinvesti la *favela* au cours d'une opération qui a duré toute la nuit (*O Globo*, *Jornal do Brasil*, *Folha de S. Paulo*, 19-08-1994). Telle est en tout cas la version des *favelados*. La police parle une fois de plus de conflit armé entre des bandes rivales de narcotrafiquants, et prétend n'être intervenue qu'au petit matin. Trois jeunes trafiquants ont été brutalement torturés, avant d'être achevés par les policiers. L'un d'entre eux, le cou cassé par ses tortionnaires, a dû être enterré avec le visage tourné sur le côté, car il n'a pas été possible de remettre sa tête à la place.

Avec l'appui de *Viva Rio*, des leaders communautaires reconnus, mais dépourvus de tout mandat - comme Itamar Silva, qui avait été président de l'Association du temps de la liste bleue - ont obtenu des autorités policières une trêve de vingt jours, pendant lesquels la

police s'est engagée à ne pas monter le *morro*. (*O Dia, Jornal do Brasil, O Globo*, 23-08-1994) Une mobilisation des habitants a aussi été préparée. Mais, contrairement aux protestations précédentes, orientées contre les interventions abusives de la police, cette nouvelle manifestation a eu lieu dans la *favela* même. Sauf par la présence de quelques journalistes, peu nombreux, elle a compté avec une faible participation d'éléments extérieurs ; elle a pris la forme d'un acte, par lequel la population *favelada* a été invitée à refuser la situation de violence sans limites dans laquelle elle était immergée, et à se ressouder dans la métaphore communautaire. De façon peu explicite, il s'agissait aussi de faire entendre raison aux jeunes commandants du narcotrafic local, en les invitant à se désarmer.

L'acte a eu lieu le 11 septembre, et on l'a nommé "Marche du (*morro*) Santa Marta pour la paix". La politique ayant été mise hors la loi par le narcotrafic, la seule manière possible d'organiser l'acte, c'était de lui donner une forme religieuse, ce qui a été fait. Il s'agissait de "prier Dieu pour la vie dans le *morro*". Aussi a-t-il fallu mettre d'accord, à propos des bases de l'acte, les représentants catholiques et ceux des différentes dénominations évangéliques présentes dans la *favela*. Des cantiques rappelant la marche en avant du peuple de Dieu, sa résistance et sa lutte pour la vie, ainsi que des prières communes ont été choisis. Trois parcours différents ont été définis, faisant aboutir les marcheurs à un point unique de rassemblement. Si, lors de l'installation de l'énergie électrique au début des années 1980, l'entreprise qui en était chargée avait imposé qu'une carte de la *favela* soit établie, avec des noms de rue bien définis, comme c'était le cas dans le reste de la ville, l'incorporation de ces références par les habitants apparaissait limitée. En deçà de ces noms de rue (qui leur parlaient peu, même s'ils avaient été choisis par eux à travers une démarche participative alors menée par la "liste bleue"), j'ai pu à cette occasion découvrir une géographie historique du *morro*, une topographie marquée par des événements qui, d'une manière ou d'une autre avaient modifié le cours des choses dans la *favela* ou qui, pour diverses raisons, étaient significatifs pour l'ensemble des habitants : le "manguier", la "source n° 1", la "source n° 2", "le lieu de l'effondrement", "le lieu de l'incendie", "la pierre où les *gamins* avaient été tués", "le terrain de foot au sommet".¹⁶⁶

La complexité inhérente à l'organisation d'un tel acte ne se devait pas seulement à la diversité des sensibilités religieuses qui en ont pris la responsabilité, mais aussi au fait que le narcotrafic, tout en l'acceptant, ne voulait pas rester à l'écart de sa préparation. Aussi ont-ils fait savoir qu'ils souhaitaient voir lâcher dans le ciel des centaines de ballons à gaz blancs, et qu'ils prendraient à leur charge non seulement l'achat des ballons mais aussi la location de l'appareil dont on avait besoin pour les gonfler. Certains participants ont objecté qu'ils n'aimeraient pas accepter l'offre des *gamins*, car il y avait toutes les chances pour que la presse affiche le lendemain : 'trafiquants financent manifestation du *Viva Rio* à Santa Marta'. Certains ont douté que l'information puisse filtrer. Mais finalement, il a été décidé que les *gamins* seraient invités en tant qu'habitants de la *favela*, et non pas en tant que groupe organisé, puisque tous les groupes en charge de l'organisation de l'acte étaient des groupes légaux. Au-delà de cette prise de position purement symbolique, il était clair que le

¹⁶⁶ Cette expérience de territorialisation de l'espace, en-deçà de la géographie institutionnelle de la ville, nous l'avons aussi retrouvée, comme nous l'avons indiqué, dans les cités HLM en France. Biarnès (1996) s'y réfère d'ailleurs. Pour ce qui est de la *favela*, cette lecture de l'espace s'inscrit néanmoins dans l'histoire bien plus longue d'un quartier populaire, qui n'existe que parce qu'il a été inventé *par le bas*, par la population qui y habite.

comité organisateur n'avait pas les moyens d'imposer sa décision. Non seulement les ballons ont été achetés, ainsi que l'appareil loué, mais aussi des dizaines de colombes blanches se sont envolées, au sommet du *morro*, le jour de l'acte, aux frais du narcotrafic.

La manifestation s'est déroulée comme prévu, avec la participation de quelques centaines de personnes. La plupart des manifestants étaient habillés en blanc, certains portaient sur la tête un bandeau avec l'inscription "paix". Un grand drapeau en satin blanc avec un clown multicolore appliqué au milieu avait été apporté par un groupe de jeunes et accroché à une pierre. Sur le drapeau, une inscription qui disait: "la paix existe, elle dépend de toi". Au premier point de rassemblement, l'aire de l'incendie, des discours ont été proférés. Une femme, leader communautaire, a honoré la mémoire des *gamins* tués un mois plus tôt, en affirmant que, pour elle, ils étaient tous des enfants. Cette femme, libre de tout lien avec le narcotrafic, exprimait ainsi le dilemme majeur des *favelados* : le refus de la violence policière extrême qui déniait toute humanité aux narcotrafiquants, mais aussi la volonté de relativiser la violence et la menace portée par ces derniers, que l'assemblée espérait conjurer en les plaçant symboliquement en deçà de toute capacité de nuire, en les appelant *les gamins*. La "Marche du Santa Marta pour la paix" n'a pas été un acte religieux seulement par sa forme. Cette forme exprimait par ailleurs les limites d'une action collective où toute définition, que ce soit d'appartenance ou d'adversité, apparaissait empreinte d'une forme de pathologie, à laquelle les habitants du *morro* semblaient inexorablement condamnés.

L'opération Rio

L'opération Rio, fondée sur une convention signée entre le gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Rio de Janeiro, a mobilisé des soldats de l'armée dans la lutte contre le narcotrafic dans les favelas. En fait il s'est agi d'une intervention blanche du gouvernement fédéral dans l'Etat, effectuée à la demande de divers secteurs de la société civile, et qui a fait l'objet d'un débat passionnel.¹⁶⁷

L'opération s'est déroulée en plusieurs étapes, entre novembre 1994 et mai 1995. Son bilan est controversé. Elle a été bien accueillie par l'opinion publique, y compris la population des *favelas*. Une enquête réalisée par le journal *O Dia* (11-12-1994) dans quatre grandes *favelas* de la ville, parmi lesquelles Santa Marta, fait état de 56% d'opinions favorables à l'intervention de l'armée, 84% des enquêtés ayant déclaré que la présence des militaires dans les *morros* n'avait entraîné pour eux aucun préjudice. Mais ce dispositif, il est vrai, a aussi mis en scène diverses tensions entre les logiques de lutte contre la criminalité et l'ordre juridique, comme l'indique Caldeira (1996b). L'armée a été accusée de pratiques de torture. Reste que les cas relevés ont été peu nombreux, et si violence il y a eu, il est douteux qu'elle ait atteint des niveaux même proches de ceux quotidiennement pratiqués par la police civile et par la police militaire. Les résultats, au niveau de la lutte contre la criminalité, mesurés surtout en termes de saisies de drogues et d'armes, effectuées dans les *favelas*, ont été modestes (Caldeira, 1996b : 69-71).

¹⁶⁷ Avant d'indiquer quel a été l'impact de l'opération sur la vie quotidienne des habitants de Santa Marta, je reprends ici, à peu de choses près, les éléments d'analyse que j'ai proposés sur l'Opération Rio dans un autre texte (Peralva, 1997c).

Il faut néanmoins observer que l'opération a été déclenchée non pas en fonction d'une volonté de lutte contre la criminalité en général, mais en fonction des niveaux de visibilité du pouvoir des trafiquants des *favelas* et de l'exacerbation de leur violence à l'encontre de la population en général. Comme le rappelle Caldeira, à plusieurs reprises le couvre-feu avait été imposé non seulement aux habitants des *favelas*, mais assez souvent aussi à ceux des quartiers environnants, y compris avec fermeture d'écoles à certaines heures de la journée, ou le soir. Le président de l'ordre des Avocats de Rio de Janeiro avait justifié une éventuelle intervention du gouvernement fédéral, du fait que n'étaient plus assurés "les droits de libre circulation, le droit à l'éducation, à la liberté et à la vie". (Caldeira, 1996b : 53) Du point de vue du rétablissement minimal de tels droits, il n'est pas certain que les résultats aient été complètement négatifs. Même si les habitants des *favelas* ont été en partie réticents à l'égard d'un dispositif qui les discriminait et qui les désignait en regard de l'opinion publique, il est certain que l'opération, sans employer des moyens violents, mais par la simple dissuasion, a forcé un recul tactique du narcotrafic.

Bien avant le déclenchement de l'opération, une masse considérable d'armes a été retirée de Santa Marta dans des voitures aux coffres bien remplis, et tout le groupe de tête a quitté les lieux. Dès lors, si l'opération n'a pas eu d'effets pratiques du point de vue de la lutte contre la criminalité ; si elle a contribué à la discrimination de la population des *favelas*, qu'elle ciblait, alors que les vrais chefs de ces entreprises criminelles, qui ne vivent pas dans les *favelas*, n'étaient bien entendu pas visés ; il n'est pas certain que ses effets aient été complètement négatifs du point de vue de la vie quotidienne des *favelados*. Tout à coup ils avaient moins peur, ils respiraient et ils parlaient. L'opération a entraîné une réorientation complète dans les modes de fonctionnement du trafic local. Fini le dispositif militaire, quoiqu'une étrange mise en scène l'ait remplacé. Les trafiquants ont laissé derrière eux de nombreuses fausses armes, des répliques extrêmement ressemblantes aux armes véritables. Ces répliques ont été récupérées par des enfants et des adolescents, qui ont pris la place de ceux qui partaient, aux anciens postes d'observation, à un tel point qu'on pouvait avoir l'illusion que rien n'avait changé.

En décembre, Pedrinho da Prata a été arrêté dans un village de la côte nord de l'Etat. Parmi les trois jeunes chefs principaux du narcotrafic en exercice à Santa Marta, l'un a déménagé ; Raimundo Lima Silva, le plus sanguinaire des trois, a été assassiné en mars 1995 dans la *favela* même, il semblerait que sur l'ordre de son frère Ronaldo, à qui il aurait refusé de remettre une certaine somme d'argent. Ce dernier a été à son tour arrêté le jour même dans un autre *morro* de la ville, et se trouve actuellement détenu dans un quartier de haute sécurité. Le nouveau chef qui leur a succédé, au tempérament plus politique, a rétabli un style doux, dans les rapports avec la population locale, moins appuyés sur la force et sur la visibilité des armes et de la violence ; plus axés sur la mobilisation d'un sentiment latent d'opposition entre les *favelados* et les gens "de la rue", ou "du macadam", manière par laquelle ils désignent la population extérieure à la *favela*.

Mario

Cette différence de styles n'est pas indépendante d'une conjoncture. A la suite de l'Opération Rio, et avec le changement de gouvernement et de la politique de sécurité publique, l'action de la police à Santa Marta n'a pas cessé, mais elle n'a plus jamais égalé la violence de type militaire à l'encontre de la population qu'on avait observée pendant la

période précédente.¹⁶⁸ L'exhibitionnisme militarisé qui avait également caractérisé la gestion des frères Lima Silva, lorsqu'ils ont été à la tête du narcotrafic local, serait désormais lui aussi inimaginable. Mais la différence de styles ne peut pas non plus s'expliquer comme un simple effet de conjoncture. Elle relève également de la manière par laquelle on répond à une conjoncture donnée.

De ce point de vue, Mario et Raimundo Lima Silva représentent des cas complètement opposés, que j'ai discuté ailleurs (Peralva, 1996a). Meurtrier sanguinaire, Raimundo, avant d'être lui-même assassiné, se libérait de son angoisse de mort en tuant - autrement dit, en transférant cette angoisse sur une tierce personne (Morin, 1970). Mario, tout en acceptant l'idée de tuer comme une contrainte de son métier, évite de le faire et gère son angoisse de mort en renouvelant de manière ordalique l'expérience d'un engagement individuel dans un risque de mort.

Ce n'est pas la seule différence qui l'oppose à l'équipe précédente. Mario a aussi accès à la parole. Il produit un discours qui ressemble à plusieurs titres à celui du Commandement rouge au moment de sa formation - même si une grande distance sépare la génération qui est la sienne de celle qui, dès la fin des années 1970, a créé cette organisation criminelle. Si je n'ai jamais songé à interviewer les frères Lima Silva, il m'a en revanche semblé possible d'interviewer Mario, et de l'interroger sur les logiques qui l'ont emmené à s'engager dans le narcotrafic.

Mario est toujours aux affaires¹⁶⁹. Avant d'aborder le problème de l'engagement des jeunes *favelados* dans la criminalité et la violence, à travers son expérience et celle d'autres jeunes, il faut néanmoins terminer ce chapitre sur la domination du Commandement rouge dans la *favela* Santa Marta, en rappelant les principaux événements qui, depuis 1995, ont jalonné sa gestion - notamment le conflit qui a opposé le *morro* à la ville, lors du tournage dans la *favela* d'un vidéo-clip avec le popstar Michael Jackson.

En octobre 1995, Santa Marta avait fait la une de plusieurs journaux de la ville, à propos d'un conflit triangulaire opposant le maire César Maia du PFL (Parti du front libéral) au gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Marcello Alencar du PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) et Mario, chef du narcotrafic à Santa Marta. Aspirant au poste de gouverneur de l'Etat, César Maia n'a jamais manqué l'occasion de critiquer la politique de sécurité publique du gouverneur du parti adversaire. En l'occurrence il s'agissait de ce que la *favela* Santa Marta est voisine immédiate du Palais de la Ville, siège de l'administration municipale. Se sentant menacé par le narcotrafic, le maire a décidé d'élever un mur, afin de protéger les jardins du palais d'éventuelles invasions des bandits.

¹⁶⁸ De violents affrontements armés entre la police et des narcotrafiquants ont pourtant eu lieu ailleurs, dans d'autres *favelas* de la ville. L'actuel Secrétaire à la Justice et à la Police de l'Etat de Rio de Janeiro est d'ailleurs un général, étranger au thème des droits de l'homme, devenu célèbre du temps de la dictature comme le militaire qui avait commandé à Bahia la chasse au Capitaine Lamarca, au cours de laquelle le guerrillero a été tué. L'Etat fédéral a accepté sa responsabilité dans cette affaire, reconnaissant le droit d'indemnisation à la famille de Lamarca, car le guerrillero dormait et se trouvait sans défense, au moment où il a été tué.

¹⁶⁹ Contrairement aux autres noms évoqués dans ce texte, j'ai attribué à Lucio et à Mario un nom d'emprunt, afin de contourner d'éventuels risques de préjudice légal à leur encontre. Même si les informations qui s'ensuivent ne sont un secret pour personne, et ont été largement diffusées par la presse, ces précautions se justifient par le fait que Mario prétend avoir subi une lourde condamnation en justice, en fonction d'un entretien accordé à des journalistes, dont on parlera plus loin.

La polémique a fait rage, et on a appris que l'entreprise en charge des travaux n'arrivait pas à les mener à bout, trois ingénieurs ayant déjà démissionné sous la pression du narcotrafic. L'équipe aux ordres de Mario revendiquait notamment - ce qu'elle a fini par obtenir - une modification du tracé du mur, le tracé originel laissant à l'extérieur de la *favela* un certain nombre de baraques¹⁷⁰; et le recrutement des maçons nécessaires à la réalisation des travaux, parmi les favelados eux-mêmes.

Quelques mois plus tard, Rio a reçu la visite de Michael Jackson, venu enregistrer, pour le compte de la maison de disques Sony, le vidéo-clip "They don't care about us". La *favela* Santa Marta a été choisie comme scène de l'enregistrement. La statue du Christ, symbole de la ville, les bras ouverts au-dessus du *morro*, aurait séduit Spike Lee, réalisateur du vidéo-clip. Sous la chaleur de l'été 1996 et à l'approche du carnaval, tous les ingrédients sociaux et raciaux d'une nouvelle polémique passionnelle étaient réunis. Ayant à la tête le Secrétaire à l'Industrie, au Commerce et au Tourisme de l'Etat de Rio de Janeiro, offusqué par la contre-propagande en matière de tourisme que pourrait représenter la diffusion dans le monde des images de la *favela*, et comptant entre autres avec le soutien du Ministère des Sports, qui entendait négocier le choix de Rio pour siéger les Jeux Olympiques de 2004, des démarches ont été entreprises en vue d'interdire en justice l'enregistrement (*O Globo*, 9-02-1996).

Ces démarches n'ont pas abouti, et Michael Jackson est venu. Malgré les déclarations du gouverneur Marcello Alencar, selon lequel tout serait fait pour garantir au chanteur des conditions maximales de sécurité pendant son séjour dans la ville, sa présence à Santa Marta a été directement négociée par les producteurs de l'agence locale, Skylight, au nom de Sony, avec le groupe de Mario. Les agents de sécurité, des habitants de la *favela*, ont été triés et engagés avec l'intermédiation de l'Association des résidents. La police militaire et la police municipale ont occupé les voies d'accès à la butte, mais n'ont pas pénétré la *favela*. C'est l'équipe coordonnée par Mario qui, pendant 24 heures, s'est chargée de tenir les médias à l'écart et assurer la tranquillité demandée par Spike Lee pour réaliser son travail. Les journalistes n'ont pas manqué de rendre publique la négociation, et le chef de la police civile, Hélio Luz, pour sauver les apparences a réagi, en déclarant que Spike Lee avait été "stupide": "Il a payé parce qu'il est stupide. Il doit être habitué à faire ça aux Etats-Unis, et c'est pour cela qu'il l'a fait également ici." Le commissaire a ajouté qu'il serait capable d'assurer la sécurité de Michael Jackson, dans n'importe quel secteur de la ville.

La veille du tournage, Mario a accepté d'accorder un entretien de deux heures à des journalistes de trois quotidiens locaux. Deux d'entre eux en ont donné un aperçu très limité. Marcelo Moreira du *Jornal do Brasil* (12-02-1996) semble en revanche avoir restitué l'intégrale de cette interview, que nous reproduisons ci-dessous. Il complète celui que nous avons réalisé nous-mêmes, et qui sera également reproduit plus loin.

¹⁷⁰ Ces baraques étaient en réalité des containers en métal où un certain nombre de familles ont été installées depuis plusieurs années par la Mairie, avec la promesse d'une reconstruction rapide de leurs maisons, détruites lors d'un effondrement causé par des travaux de contention de la butte. Ces maisons n'ont jamais été reconstruites et ces familles, particulièrement démunies, continuent à y vivre dans des conditions effroyables.

Sous le titre: "Le propriétaire du Dona Marta. Leader du trafic dans la favela salue Michael Jackson, proteste contre l'inégalité sociale e révèle être un assassin froid et vaniteux", voici le texte présenté par *Jornal do Brasil*.

"- Es-tu favorable à la libération des drogues ?

- Je m'y oppose, car le peuple n'est pas conscient. La drogue est nuisible pour tout ce que la médecine a déjà expliqué. Elle crée une illusion e fait comme si la personne représentait, comme dans un théâtre. La drogue est un vice.

- Est-ce que tu te drogues ?

- Je ne bois pas, je ne fume pas et je ne sniffe pas. Mon seul vice, c'est de tuer, mais je ne tue que celui qui mérite de mourir.

- Pourquoi alors vends-tu de la drogue ?

- Parce que mon peuple est soumis à l'esclavage du système. Le salaire minimum est à 100 réaux, alors que le minimum vital serait de 414 (réaux)¹⁷¹. 90% des habitants de la *favela* touchent un salaire minimum.

- Et le trafic aide en quoi ?

- Il ne s'agit pas de répartition des revenus. Au *morro* il y a la pauvreté, et domine le besoin. Le trafic fonctionne comme un inhibiteur de ce besoin.

- Et les enlèvements contre rançon ?

- Je n'aime pas les enlèvements, y compris parce que j'ai déjà été enlevé à trois reprises par des policiers qui voulaient m'extorquer. Mon groupe ne fait pas d'enlèvements. Mais cela fonctionne un peu comme une forme de répartition des revenus. On ne peut pas y échapper.

- Que penses-tu de la police ?

- 90% d'entre eux ne sont pas préparés pour avoir affaire à des gens humbles. Il n'y a pas de respect. L'uniforme s'impose à l'homme. Le policier se trompe. C'est le fait de gagner si peu qui l'amène à cela. Que fait un type avec un badge officiel, une arme et un salaire de 300 réaux par mois ? Nombreux innocents sont arrêtés dans la *favela* pour des crimes montés par la police militaire. N'importe quel service réservé d'un bataillon a toujours à sa disposition un peu d'herbe pour remettre dans la main des gens pauvres.

- Y a-t-il une guerre entre la police militaire et le narcotrafic ?

- Pas de la manière dont on parle. Ce qu'il y a, c'est l'extermination. Si on voulait, on tuerait des policiers facilement. Il suffit de voir le nombre de personnes qui meurent dans les *favelas*, et combien de policiers militaires sont morts. On ne fait que répondre. La communauté peut prouver ça.

- Vas-tu profiter de la présence de Michael Jackson au *Dona Marta* pour quelque chose ?

¹⁷¹ Un réal vaut environ un dollar américain.

- Je vais remettre à Spike Lee un T-shirt avec les noms de 23 personnes tuées par la police militaire dans la *favela* au cours des trois dernières années. C'est une façon de dénoncer la tuerie indiscriminée dans notre communauté.

- Le Commandement rouge existe-t-il ?

- Le Commandement rouge est une philosophie propre à la vie déviante. J'ai l'habitude de dire la chose suivante : ce qui est correct est correct, jamais le faux ni le douteux. L'idée c'est de faire régner dans tous les *morros* la paix, la justice et la liberté.

- Tu recommanderais la drogue aux jeunes ?

- Je peux citer un *rap* du groupe *Racionais MC*, de São Paulo, qui dit la chose suivante : reste loin des drogues, de tout ce qui est faux et des choses faciles. Lis des livres.

- Quel est ton avis sur les drogues ?

- Si la drogue n'existait pas, moi j'existerais de toute façon. Tu nais, et tu es élevé dans une communauté où tout le monde se connaît. C'est comme le *Quilombo des Palmares* (noyau de résistance des esclaves au XIXe siècle et symbole du mouvement noir brésilien).

- As-tu peur de mourir ?

- Non. J'ai 25 ans et j'ai déjà été blessé par huit coups de fusil. Je ne peux pas craindre la mort.

- Gagnes-tu beaucoup d'argent ?

- Ma *bouche* (de fumée) fait tourner 20 mille réaux bruts par mois. Je vends trois kilos de cocaïne par mois et dix kilos de *maconha* (d'herbe). Le *papier* (dose de cocaïne) vaut cinq réaux au détail et le joint, trois réaux. Il faut que je paye 40 hommes. Il reste cinq mille réaux pour moi. Cela a l'air d'être beaucoup, mais ce ne l'est pas. Si je perds une AR (fusil AR-15), c'est cinq mille réaux de pertes.

- Comment utilises-tu cet argent ?

- Pendant longtemps j'ai crâné. J'ai fait le tour du Brésil en *jeep*. Aujourd'hui il est rare que je quitte la favela.

- Vends-tu du crack ?

- Non. Le crack est très mauvais (pour la santé). Si j'en avais envie, je pourrais gagner beaucoup d'argent avec ça. Mais je ne veux pas faire encore plus de mal aux gens. A part cela, ce serait difficile de contrôler mes hommes avec le crack.

- As-tu été à l'école ?

- J'ai arrêté en sixième. Mais aujourd'hui nous sommes au seuil du 21ème siècle; la parabole apporte des informations du monde entier. Je lis des livres et je me considère quelqu'un de conscient.

- As-tu déjà quitté le pays ?

- Non. Je ne sors presque jamais. C'est le prix qu'on paye.

- N'as-tu pas envie d'aller en Bolivie ou en Colombie ?
- Qu'est-ce que tu racontes ! Pourquoi ne me demandes-tu si j'ai pas envie de connaître Paris ?
- Penses-tu que par le commerce des drogues, tu es en train d'aider quelqu'un ?
- Je crois que je peux rendre mon peuple plus conscient. Le trafic devrait s'exposer le moins possible. Cela réduirait la violence. Les mères d'Acari (*favela* où des massacres ont été commis) partent en Bosnie pour consoler les mères de ceux qui sont morts dans la guerre, car à Rio on tue plus que là-bas.
- Cette guerre n'est pas seulement entre la police et les trafiquants. Vous vous battez aussi entre vous ?
- Le trafic tue, parce qu'il y a de la convoitise. Avec la convoitise, notre peuple n'a pas moyen d'éviter la guerre. Le commandement devrait s'unir, pour améliorer la vie dans les *morros*, et dans les prisons. Il faut qu'on arrête avec cette histoire de frères qui se tuent entre eux.
- D'autres trafiquants pensent comme toi ?
- Je suis un type qui cherche l'harmonie. Je suis un professionnel dans mon métier. J'aime me battre, mais seulement quand c'est nécessaire. Si c'est nécessaire, je ne peux pas penser deux fois.
- Les soi-disant fondateurs du Commandement rouge, Escadinha et Gordo, ont-ils encore du pouvoir ?
- Ils ont du pouvoir, car le peuple de ces communautés continue à les aimer. Mais ils ne font pas *ce qu'il faudrait faire* (*a coisa certa, the right thing*). Ils ont inventé la sécurité sociale dans le milieu du crime, mais maintenant ils ne le font plus. Personne de leur groupe ne s'occupe des femmes des prisonniers, ou des veuves de ceux qui sont partis.
- Le crime organisé vit-il une crise ?
- Les anciens sont en conflit, car ils ne respectent pas les plus jeunes. Notre groupe, qui maintenant commande les *morros*, a une façon de penser, et ils en ont une autre.
- Toi, tu les orientes comment, tes subordonnés ?
- J'attire leur attention pour qu'ils ne vivent pas d'illusions, pour qu'ils ne se trompent pas sur le pouvoir. Il faut que tu respectes ta communauté, car ce qui est sûr est sûr, et jamais faux.
- Comment vois-tu l'avenir des *favelas* ?
- J'aimerais que, dans l'avenir, les *favelas* puissent être comme des clans, une même famille. J'aimerais que les gens puissent se respecter les uns les autres, qu'on apprenne la valeur d'une vie correcte.
- Que penses-tu des hommes politiques ?
- Les gens disent que Brizola avait des liens avec le narcotrafic. Ce n'est pas vrai. Il a été un excellent leader qui a toujours visé le respect des

communautés défavorisées. En revanche ce César Maia (Maire de la ville au moment de l'entretien) va terminer par devenir gouverneur.

- Comment vois-tu la politique de sécurité du gouvernement Marcello Alencar ?

- Il est en train de faire une police d'extermination, comme la Rota de São Paulo. Seulement, cela ne marche pas à Rio. La police ne fait pas de distinction, dans la *favela*, entre le bandit et le travailleur. Avec ça, on tue beaucoup de gens, qui n'ont aucun lien avec le narcotrafic.

- Quelle est ton opinion sur les gens qui vivent en dehors des favelas ?

- Si ceux qui peuvent aider les communautés défavorisées donnaient une minute de leur vie pour ça, le narcotrafic n'existerait pas. Nous sommes comme une maladie dans un corps. Le trafic n'est une sortie que pour nous. Ceux qui n'ont pas d'argent pour s'acheter des baskets, des vêtements et qui ont beaucoup de sang dans leurs veines, ils finissent par rentrer dans cette vie.

- Pour toi, alors, le trafic est une subversion ?

- En vérité, c'est l'inverse. La drogue anesthésie la révolution sociale. Avec la consommation des drogues, le peuple continue à vivre, et il ne se pose pas de questions sur ce qu'il y a de pernicieux dans le système. Les intellectuels continuent à penser, les hommes politiques continuent à voler, et la société intelligente garde le silence.

- Te vois-tu comme un Robin des Bois ?

- Je sais que le système m'a fait tout faux. La société ne me voit pas comme un Robin des Bois. Le narcotrafic est une réalité, et pour moi une façon de vivre. Quand les gouvernements prendront conscience des inégalités sociales, peut-être le narcotrafic n'existera pas.

- Définis en un seul mot un certain nombre de choses. D'abord, la police.

- Inconséquente.

- Le gouvernement.

- Hypocrite.

- Le favelado.

- Foutu.

- Le trafiquant.

- Le plus foutu de tous.

- Le journaliste.

- Un vautour.

- L'amour.

- Un don suprême.

(Marcelo Moreira)"

La suite des événements a été ponctuée par un certain nombre de déclarations. D'abord, Spike Lee, dans une interview accordée au journal *O Dia* (13-02-1996), a répondu au chef de la police civile, le commissaire Hélio Luz. Interrogé sur les raisons qui avaient emmené la production du vidéo-clip à négocier les conditions de tournage avec le narcotrafic, il a expliqué : "Nous avons fait l'accord, car la police n'a pas de juridiction là haut (*We had the deal because the police has no jurisdiction up there*). Je ne pense pas avoir été stupide. J'ai été très clairvoyant. Si tu veux faire quelque chose, il faut traiter avec les gens pour qu'on t'aide. Je sais qu'à Rio la police est peut-être très bien. Mais au *Dona Marta*... (il rit) la police ne peut pas assurer notre sécurité, ou la sécurité de Michael Jackson. La police n'a pas beaucoup d'autorité là haut. (...) Nous avons dû traiter avec celui qui pourrait rendre le tournage possible, le chef. Je ne connais pas son nom, je ne sais pas ce qu'il fait, je ne connais pas son métier, et je ne sais pas comment il gagne de l'argent. Tout ce que je sais, c'est que c'est lui qui pouvait donner le OK." Spike Lee admet qu'il a fallu payer. "Oui, on a dû payer. Je ne sais pas combien, et c'est un renseignement confidentiel. Mais cela n'est pas absurde. Même à New York, aux Etats Unis, lorsque tu veux tourner quelque part, il faut que tu payes les gens. Tu ne peux pas rentrer chez quelqu'un, et commencer à tourner sans autorisation, sans payer."

Dans un autre article publié ce même jour, "Marcello veut la fin du narcotrafic au *Dona Marta*", *O Dia* rend compte des réactions du gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Marcello Alencar. "Enervé, suite à l'interview du leader du narcotrafic au *Dona Marta*, le gouverneur Marcello Alencar a exigé du Secrétaire à la sécurité, (le général) Nilton Cerqueira, qu'il présente aujourd'hui même un plan pour libérer la *favela* de l'emprise des trafiquants. (...) Marcello a considéré l'interview offensive à la police." La chasse à Mario allait commencer. Tout en se sachant condamné, alors que les habitants du *morro* pensaient qu'il allait mourir, il a néanmoins refusé de quitter la *favela*, estimant que sa situation serait pire ailleurs. Il a été effectivement arrêté moins d'une semaine plus tard, au bout de plusieurs jours de recherches effectuées par un détachement spécial de la police militaire dans la favela. N'opposant pas de résistance, il n'a pas été exécuté - fait intéressant, qui montre que la police est techniquement capable d'arrêter sans tuer, lorsque les circonstances l'exigent, et qu'elle est clairement orientée en ce sens.

Mario n'avait pas de casier judiciaire. Pour de mystérieuses raisons, le chef de la police civile, le commissaire Hélio Luz, a fait alors des déclarations à la presse, qui minimisaient l'importance de cette arrestation. (*Jornal do Brasil*, 20-02-1996 : "Hélio Luz cherche à innocenter trafiquant arrêté".) La saisie du téléphone portable de Mario allait permettre à la Justice, quelques mois plus tard, après avoir établi la liste de ses appels téléphoniques, de constater qu'il avait appelé à plusieurs reprises le siège de la Police civile, le Bataillon d'opérations spéciales de la police militaire, le siège central de la même Police militaire, et l'Assemblée législative de l'Etat. Des agents de la police fédérale étaient également concernés. Certains de ces coups de fil avaient eu une durée de plus de dix minutes. (*Jornal do Brasil*, 7-09-1996 : "Portable relie narcotrafiquant à la police, et à l'Assemblée législative de Rio de Janeiro.")

Moins de deux mois après la diffusion de cette matière, Mario s'est enfui du siège de la Police internationale, où il se trouvait provisoirement arrêté. C'était un dimanche, et selon *Jornal do Brasil* (27-10-1996) à peine une dizaine de policiers de garde surveillaient près de 400 détenus. Dans la foulée des informations diffusées autour de cet événement, on a appris que non seulement il avait lui-même appelé un agent de la police fédérale, mais

qu'il avait été appelé à son tour, à plusieurs reprises, par ce même agent, le nombre total d'appels téléphoniques s'élevant à 19 (*Jornal do Brasil*, 30-10-1996). A peine quelques jours après avoir quitté les locaux de la Police internationale, Mario est revenu à Santa Marta, où son arrivée a été bruyamment commémorée. Je l'ai interviewé en juin 1997. Il avait alors 27 ans. Il en avait 17, lorsqu'il s'est engagé dans la guerre des drogues.

4 - JEUNE FAVELADO DANS LA SOCIÉTÉ DE MASSE

Si le retour que nous avons effectué sur cinquante années d'existence de la *favela* Santa Marta se justifie, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit d'un travail de mémoire, à plusieurs égards utile du point de vue d'une compréhension de l'expérience des *favelados* et de l'histoire de la ville. C'est aussi parce qu'il éclaire un effort d'analyse qui visera désormais à comprendre les conditions et les logiques d'engagement des jeunes dans la criminalité et la violence.

La littérature récente a souvent insisté sur la juvénisation de la criminalité (Zaluar, 1985; 1994b). A Santa Marta ce phénomène est devenu visible lors de la "guerre" de 1987. C'est à ce moment-là que les photos de Carla, 14 ans, jeune soldat de la bande de Cabeludo, ont fait le tour du monde. Les chefs étaient cependant moins jeunes. Zaca et Cabeludo avaient déjà la trentaine bien avancée. Pedrinho da Prata était un jeune avocat aux affaires. Quatre ans plus tard, ceux qui ont assuré l'emprise du Commandement rouge sur le narcotrafic local avaient à peine vingt ans et depuis, le rajeunissement des recrues n'a plus cessé. C'est l'analyse de ce phénomène, plus que celle des formes générales d'organisation de la criminalité, sur lesquelles nous n'avons pas travaillé, qui nous occupera ici. Elle s'inscrit dans un travail de mémoire, car c'est ce regard sur le passé qui nous permettra de dévoiler l'énorme changement intervenu dans les rapports entre la favela et la ville.

Il faut d'abord insister sur quelque chose que j'ai souvent affirmée ailleurs (Peralva, 1996a, 1996b, 1997c). La montée de la violence ne peut pas s'expliquer par l'idée d'*exclusion*, alors que c'est au contraire la *participation* qui s'est accrue au cours de la dernière période ; ou par celle d'*inégalités sociales*, qui somme toute n'ont fait que diminuer - même si ces explications relèvent d'un certain regard sur les *favelas* ; même si elles sont au cœur de la production discursive du Commandement rouge depuis sa formation, à la fin des années 1970, et si on la retrouve dans l'interview transcrit *supra* - l'interview accordée par Mario au *Jornal do Brasil*. J'essayerai de le démontrer, en analysant, à travers le cas de Santa Marta, ce que veut dire aujourd'hui être un jeune *favelado*, et en soulignant la distance abyssale qui sépare les conditions de vie de l'actuelle génération, de celles, avant décrites, de leurs aînés.

En second lieu, l'engagement dans le narcotrafic sera analysé, non pas en termes de valeurs, comme dans la tradition fonctionnaliste américaine (Kobrin, 1951 ; Matza, 1961 ; Matza and Sykes, 1957), mais en termes d'expérience (Dubet, 1995) et de choix individuel (Melucci, 1997). L'expérience combine trois logiques, l'intégration à un groupe (ce qui suppose un partage de valeurs), des choix stratégiques, et l'affirmation de soi en tant que sujet personnel et autonome. Elle prend en considération le mode par lequel chaque individu est emmené à combiner ces trois variables, qui ne sont pas toujours cohérentes. On peut effectuer des choix stratégiques, contraires à des valeurs auxquelles on adhère - et être détruit, en tant que sujet, par cette contradiction. Par ailleurs, tout choix individuel se fait dans un contexte défini par des contraintes. Les mêmes contraintes n'induisent pas

forcément les mêmes choix. L'analyse de ces choix différents a en revanche une implication heuristique importante, en ce qu'elle est révélatrice de la nature des contraintes partagées.

Nous nous sommes donc intéressés à l'analyse comparée de ces deux ordres de choix - de ceux qui s'engagent, et de ceux qui ne s'engagent pas dans le narcotrafic. Et à plus forte raison, dans la mesure où notre hypothèse interprétative, qui avait déjà été testée ailleurs, convergeait avec les remarques de nos informateurs, qui nous disaient, par exemple lorsqu'ils réfléchissaient sur la génération de Mario, avec laquelle ils avaient été en contact étroit, que rien ne distinguait ce groupe de jeunes, qui en 1987 s'était engagé dans le narcotrafic, des autres qui n'avaient pas effectué le même choix - sauf, peut-être, ajoutaient-ils, une intelligence plus brillante, et des aspirations individuelles plus nettement démarquées. Même si on peut émettre bien des réserves sur de telles observations, et si durant toute cette recherche j'ai souvent été en contact avec de jeunes *favelados* très brillants, qui n'étaient pas du tout près de s'engager dans le narcotrafic, elles en disent long sur le regard porté sur ces jeunes criminels par des adultes qui les avaient côtoyés de près, et qui n'acceptent pas d'expliquer cet engagement par des caractéristiques individuelles globalement négatives. L'immense ambiguïté de l'expérience *favelada* c'est que, même dans ce contexte marqué par une violence extrême, les oppositions entre le bien et le mal sont devenues comme ailleurs moins nettes.

Aussi je pense, y compris pour l'avoir constaté dans l'étude de l'incivilité, qu'il n'y a pas de solution de continuité au niveau des bases les plus générales de l'expérience des jeunes qui s'engagent, et de ceux qui ne s'engagent pas dans le crime, de même qu'il n'y a pas de solution de continuité au niveau des contraintes induisant chez eux ces choix différenciés.

Etre un jeune favelado aujourd'hui

Les personnes âgées n'en doutent pas : la violence est arrivée avec le progrès. Ce dernier se mesure, certes, à l'affaiblissement du rapport à la religion, comme le veut *Dona Madalena*. Mais il a surtout impliqué une révolution au niveau des conditions matérielles de vie de cette population, survenue avec l'urbanisation des vingt dernières années. La *favela* continue à être une "solution budgétaire" - seulement, l'échelle des problèmes, notamment dans le domaine de la consommation, auxquels elle apporte réponse n'est pas aujourd'hui de même nature que par le passé. Alors que les aînés aspiraient à une amélioration de leurs conditions matérielles de vie, et que rétrospectivement ils associent cette lutte incessante qui a marqué leur parcours à une immense souffrance, les jeunes parlent en termes de bonheur individuel. L'inégalité persiste, certes, mais elle a beaucoup diminué, et surtout ses termes ont changé.

On sort aussi des modes de régulation sociale qui avaient été ceux d'une société segmentaire. La *favela* s'est développée, à côté de la ville, ou plutôt au-dessus d'elle. Mais dans tous les cas, à l'écart relatif du monde urbain, auquel elle restait reliée par le travail, par l'aide extérieure (que celle-ci prenne la forme de la charité ou de la politique), et par son identification positive ou négative à la vie politique nationale. Au quotidien, pourtant, l'expérience des *favelados* était dominée par le besoin, et par l'effort de survie. Ils étaient peu présents et peu visibles dans la ville.

Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. La favela a "descendu" la butte, m'a dit un jour un leader communautaire. Cela se voit dans son environnement immédiat. Beaucoup de *favelados* ont acheté ou loué des appartements au pied du *morro*, bénéficiant de la baisse de prix que la violence associée au narcotrafic n'a pas manqué d'entraîner. Ce fait, simple, qui a tellement intéressé l'écologie urbaine, est ordinairement l'objet d'une double interprétation. Vu de la ville, il est perçu comme un phénomène de dégradation de l'environnement urbain ; vu de la *favela*, il est un indicateur de l'amélioration des conditions de vie d'une partie de sa population, qui continue à garder, tout en l'ayant quitté, des liens très proches avec son lieu d'origine. En ce sens (et tout l'effort mené au début des années 1980 par la "liste bleue" pour contrôler l'urbanisation le montre) la *favela* est un ghetto volontaire, au sens de Wirth, même si ses bases de constitution sont plus sociales qu'ethniques.

Mais cette extension de la présence des *favelados* s'inscrivant dans un environnement physique qui dépasse les frontières immédiates de la butte n'est pas la seule, ni la principale marque de la déségrégation. Lorsque, dans les années soixante, elle menait son enquête dans des *favelas* de Rio, Janice Perlman s'était étonnée de découvrir que 86% de ses enquêtés aspiraient à ce que leurs enfants aillent au-delà de l'école primaire, et que presque 50% aspiraient à ce qu'ils fassent des études supérieures. Depuis, les taux et les niveaux de scolarité se sont considérablement élevés, l'accès au collège et au lycée se sont banalisés, et l'enseignement supérieur est devenu moins inaccessible. Dès les années 1940, l'expansion de l'offre éducative au niveau secondaire s'est faite au Brésil, en réponse à une demande populaire, en combinant école et travail, par la création d'un important réseau d'écoles du soir. Marilia Sposito (1984) l'a remarquablement montré pour la ville de São Paulo, mais le même phénomène s'est développé un peu partout dans le pays. Il persiste aujourd'hui encore, et Santa Marta en est une expression très claire. En 1990, les taux de scolarisation y étaient de 88,89% dans la tranche d'âge de 11 à 14 ans ; de 61,03% dans la tranche d'âge de 15 à 18 ans ; et de 18% dans la tranche d'âge de 19 à 25 ans.¹⁷²

Si elle passe d'abord par l'école, la déségrégation s'étend néanmoins à quasiment tous les domaines de la vie sociale, au travail comme aux loisirs. Et bien des drames personnels s'associent aux difficultés nouvelles que cela pose. Car, même positive, la déségrégation peut se constituer en obstacle au bonheur individuel, auquel ces jeunes aspirent. Leur problème finalement n'est pas d'être exclus, c'est comment gérer et contrôler - sans perdre de vue leurs propres particularités - leur processus d'inclusion dans la société de masse.

Le rapport à l'autre

Même dans un pays à Etat faible, comme le Brésil - et les *favelas*, qui se développent contre l'Etat, sont l'une des expressions majeures de cette faiblesse - on ne

¹⁷² Ces données relèvent d'une enquête par échantillonnage de domiciles, représentant un univers de 3165 personnes, sur une population totale estimée à 10.000 habitants. L'enquête a été menée à Santa Marta par des chercheurs de l'Université Catholique Pontificale de Rio, de l'IDAC et du Centre Jean XXIII, avec la participation d'un groupe de *favelados*, et sous la direction technique d'une équipe de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique. Ces taux sont comparables, pour la classe d'âge de 15-18 ans, à ceux établis par la PNAD 1995 (Enquête nationale par échantillonnage de domiciles de l'IBGE). Les taux de scolarisation dans la tranche d'âge 15-19 ans ont été estimés à 61,86% pour l'Etat de Rio de Janeiro et à 63,64% pour l'Etat de São Paulo (Bercovich, Madeira et Torres, 1997).

peut pas dire que les institutions étaient inexistantes. Dans le cas de Santa Marta, L'église catholique a été, pendant toute la première étape de la vie du *morro*, l'institution la plus importante. Elle a joué un rôle d'intégration de la population locale, et de mobilisation de cette même population, pour la transformation et l'amélioration de ses conditions matérielles de vie. Aujourd'hui, alors que les institutions s'affaiblissent, le jeune vit dans un univers encore plus déterminé en termes relationnels.

C'est à travers le rapport à l'autre - famille, adultes et amis - que le jeune *favelado* construit son rapport au monde. Enfant de migrants, il est lui même né dans la *favela* (57,79% de la population enquêtée en 1990, 94,67% pour la tranche d'âge de 7 à 10 ans). Sa relation avec le passé est diffuse. Ceci suggère l'affaiblissement de la tradition orale qui s'était maintenue longtemps dans la *favela*. L'existence d'un éventail plus large d'options de loisir, telle la télévision, la rue ou la plage, réduit l'appel des histoires qu'autrefois les grands-parents racontaient à leurs petits-enfants. L'accès définitif à une énergie électrique de qualité, dans les années 1980, semble avoir aussi contribué à cet affaiblissement, le clair-obscur favorisant le soir l'intimité requise pour le maintien de la tradition orale. Aujourd'hui encore, si l'énergie est coupée, on est comme entraîné vers le passé : des groupes se forment pour raconter des histoires, et vite on commence à chanter. Toujours est-il que, dans l'ensemble, le jeune est peu conscient de ses origines, il regarde davantage son présent et son avenir.

La place de la famille dans sa vie est pourtant très importante. Une image courante des liens familiaux dans le *morro* est celle de la désorganisation. En proie aux difficultés matérielles, les *favelados* sombreraient souvent dans l'alcoolisme, et ce dernier induirait la violence. Même s'il s'agit de phénomènes réels, la diffusion de diverses structures d'accueil à la petite enfance a fonctionné ces dernières années comme un mécanisme important de régulation, et d'inhibition de la violence familiale. Par ailleurs, pour une partie significative des jeunes *favelados*, le lien aux parents a évolué suivant les nouveaux modèles des couches moyennes. La relation personnelle a remplacé le respect, en tant que base de structuration du lien. Pour un nombre croissant de jeunes dans la *favela*, les liens aux parents sont cordiaux et négociés, ce qui n'exclut pas des conflits et des adaptations de part et d'autre.

Luciana (20 ans) vit avec son père, qui travaille comme éboueur dans la *favela*, sa mère, aide-cusinière à la PONSA, et deux frères. Le frère aîné est son préféré. "Mais je m'entends bien avec tout le monde, dans la mesure du possible. Je suis un peu rebelle. Tiago est encore trop jeune, ses jeux sont un peu stupides, on ne peut pas discuter avec lui. Avec ma mère, avant, ça n'allait pas bien. C'était à peine si on se parlait. Lorsque je suis rentrée dans l'adolescence, je lui ai mené la guerre, j'ai remis plein de choses en question. Et là, ma mère a commencé à changer. Avant, elle ne croyait qu'à ce qu'elle disait et il fallait suivre. Je lui ai montré que j'avais une opinion propre sur les choses, et que je pouvais avoir raison. Maintenant elle accepte ça. Tu sais, il y a eu une vraie révolution chez moi..." Josiane (16 ans) explique ce qui a changé dans les relations entre adultes et jeunes : "Autrefois l'adulte ne tenait pas compte de ce que pensait le jeune, aujourd'hui il le fait davantage." Comment est-elle consciente de ce changement ? "Beaucoup de gens m'ont raconté. Autrefois c'était comme ça : chacun à sa place - le fils à la place du fils, le père à la place du père. Aujourd'hui ç'a changé : le fils peut aider le père, le père peut aider le fils... de nos jours, c'est normal."

Le plus grand rapprochement avec les uns ou les autres module les relations affectives, crée des préférences. Viviane (15 ans) habite avec son père, sa mère et une petite soeur de trois ans. C'est avec sa mère qu'elle s'entend le mieux. Elles discutent beaucoup : "Sur la vie en général, sur le fait que ce que je vois à la télé n'est pas exactement ce que cela semble être. On discute beaucoup de plusieurs choses." Elle aime bien ses parents, ils sont "cool". "Ma mère est plus libérale que mon père. Mon père, si je l'écoutais, je porterais toujours une jupe en dessous des genoux, jamais de T-shirt court. Il croit que je suis née pour lui..."

Les préférences affectives constituent un outil d'auto-connaissance. Josiane (16 ans) explique que ses rapports avec sa mère, avant, n'étaient pas toujours au beau fixe, ce qui ne manquait pas de l'attrister : "Je me disputais avec ma mère, je n'avais pas le moral. Alors je demandais à Dieu : pourquoi moi ? Je discutais avec mon père, il me disait : 'Il ne faut pas croire, il n'y a pas que toi. C'est l'adolescence. Bien d'autres filles, des adolescentes, ont souffert plus que toi. Il faut que tu apprennes.' Alors je crois que je commence à apprendre."

Si on est au-delà du modèle de l'obéissance, dans un univers familial défini en termes relationnels, il n'est pas possible de définir ici une division relativement stable des rôles parentaux, entre ce qui serait de l'ordre de la révélation d'un moi intime, et l'intériorisation des contraintes inhérentes à un monde devenu de plus en plus compétitif (Singly, 1996). L'intériorisation des contraintes est ici, pour le jeune, le résultat naturel de sa condition de *favelado*. Il ne risque rien : soit il va vers l'avant, soit il reste où il est ; il ne peut pas revenir en arrière, en deçà de l'expérience de ses parents. En ce sens la *favela* constitue une remarquable protection contre l'angoisse, et elle permet une gestion positive du parcours scolaire, aidant à contourner les obstacles inhérents aux limites du capital culturel dont disposent les jeunes *favelados*. Reste aux parents la tâche de coopérer au développement affectif et intellectuel de l'enfant, et là il n'y a pas de division sexuelle des rôles, seules jouent les affinités électives.

Dans un univers défini par l'insécurité permanente et l'omniprésence des situations entraînant des risques de vie, il incombe aussi aux parents de préparer les enfants à les affronter dans les meilleures conditions. Il s'agit surtout de limiter la portée de ces risques, inévitables au fur et à mesure que l'enfant grandit, et qu'il devient de plus en plus autonome. "Mes parents", dit Tiago (15 ans), "sont bons. Mon père surtout, car il est plus proche de moi. Ma mère défend beaucoup mon frère, et mon père me défend beaucoup. Alors il me laisse aller là où je veux, là où parfois ma mère n'a pas tellement envie. Le problème c'est que, lorsqu'ils ne sont pas d'accord, c'est ma mère qui gagne." Sa mère craint les bals. "Surtout les bals des *morros*, car il y a beaucoup de morts, des échanges de tirs, la police monte et elle tabasse les gens."

Il faut pourtant que l'enfant soit capable d'affronter ces risques, qu'il ne soit pas excessivement protégé. "De temps en temps elle me laisse y aller, mais pas tout le temps, parce que sinon c'est la pagaille." Tiago pense que c'est normal que sa mère le surveille. "Toutes les mères s'inquiètent pour leurs enfants. En plus, c'est un gros risque que de ne pas écouter sa mère. Une fois ma mère m'a interdit d'aller à une fête, après mes copains m'ont raconté qu'il y a eu des bagarres, des échanges de tirs." Les filles sont aussi autonomes que les garçons et affrontent les mêmes problèmes qu'eux. Kizzy (14 ans)

remarque : "Mon père est plus dur avec nous. Si ce n'était pas ma mère, on ne pourrait aller nulle part."

S'il y a donc division des rôles dans ce balancement parental entre les besoins de protection et d'autonomie de l'enfant, cette division n'est pas sexuelle ; elle se joue dans le cadre des affinités électives, tient vraisemblablement au tempérament de chaque parent, mais constitue au-delà une technique, visant à établir un équilibre dans la réponse à ces deux exigences opposées.

Contrairement à ce qui généralement se passe dans le monde des couches moyennes, la densité des relations familiales dans la *favela* peut constituer un atout considérable pour l'adolescent et le jeune, en réduisant l'intensité des conflits propres à la famille nucléaire. Lidiane (14 ans) vit une situation familiale compliquée : son père est en prison depuis plusieurs années, sa mère est mêlée au narcotrafic. Ses tantes s'occupent d'elle, dont l'une qu'elle apprécie tout particulièrement, et remplacent les parents absents. "J'adore ma tante. Elle me donne des conseils, elle s'intéresse à mon travail scolaire, elle m'accompagne à l'école lorsqu'il y a des réunions." Priscila (16 ans), qui vit dans une famille stable, explique pourquoi cette diversification des liens familiaux est importante, un éventail plus large d'adultes pouvant jouer, pour elle, ce rôle a priori imparti aux parents de révélation de son moi intime. "Par moments je m'identifie davantage d'un côté, ou davantage d'un autre. Je crois que c'est pas mon père, car on n'arrête pas de se disputer pour des idées opposées. Mais je m'entends bien avec Ismael, Itamar, Cleide, Fatinha (des oncles et des tantes). C'est-à-dire qu'en chacun je cherche une chose différente, qui m'aide à me compléter. Car en fait je cherche un miroir où me refléter, pour obtenir quelque chose et atteindre mes objectifs." Cela ne veut pas dire qu'elle n'aime pas ses parents. "Mes parents sont des gens très bien. De temps en temps on se dispute, comme dans toute relation entre parents et enfants, mais ils sont très chouettes."

Aussi l'importance de la famille est réitérée en tant que lieu de partage et de confirmation positive des formes de rapport au monde. Ce partage, dit Raphaël (14 ans), est en soi une source de joie : "Par exemple, si à la maison les adultes qui travaillent obtiennent une augmentation de salaire, ou les enfants ont de bonnes notes à l'école - tout ça est un motif de joie... D'ailleurs je crois que je suis toujours joyeux, c'est rare que je sois triste..."

La relation aux adultes s'inscrit dans le prolongement de ce modèle familial et elle est généralement perçue comme positive et cordiale. La différence entre le lien à l'adulte et ce qu'on peut avoir avec des amis du même âge, pense Alexandre (22), dérive de la situation même de l'adulte. Ce dernier est moins disponible, car il a d'autres responsabilités, le travail, il doit subvenir aux besoins de sa famille, il n'a pas le temps de s'amuser. Les adolescents, en revanche, intériorisent plus nettement le sens hiérarchique du rapport aux adultes. Ils sont ceux qui surveillent, font des remarques désagréables. Mais ils prennent aussi une place fondamentale dans leur vie, complémentaire à celle des parents, dans la mesure où ils aident à établir des références, des limites, et constituent par conséquent un élément supplémentaire dans la réduction des risques affrontés par l'adolescent. "Je les apprécie", dit Tiago (15 ans) à propos des adultes en général. "J'aime bien discuter avec eux, échanger des idées. Tu vas sortir, ils te disent: va à tel endroit, c'est bien... On discute surtout de ... (il hésite)... de foutre la merde. Je fous la merde - un peu, pas beaucoup. Car je sors avec mes copains, la plupart d'entre eux marchent droit. Mais on fout beaucoup la

merde. Alors les adultes nous disent d'y aller doucement... Par exemple, on va dans une fête. On fout la merde là bas, d'accord. Mais dans la rue, il faut se tenir tranquille, car il se peut que quelqu'un dans les immeubles sorte une arme (à cause du bruit)... Les adultes nous donnent des conseils, et ça nous aide à nous orienter un peu."

Les adultes aident aussi à résoudre des problèmes. Priscila (16 ans) observe : "Je crois qu'ils apportent toujours une solution à un problème qu'on peut avoir. Car à chaque fois que nous, les adolescents, nous ne sommes pas sûrs de nous-mêmes, que nous avons peur de quelque chose, nous avons recours à un adulte, à une personne plus âgée. Tous ne sont pas comme ça. Parfois on s'adresse à eux pour demander un avis, de l'aide, et c'est tout le contraire, ils nous compliquent la vie. Mais en général je vois l'adulte comme une solution à un problème que je peux avoir, j'ai toujours l'espoir que ça se passe comme ça." Être avec des adultes est donc vécu comme agréable, cela permet de discuter et de s'approprier une expérience que les adultes ont déjà cumulé au long de leur vie.

Les amis constituent, après la famille et les adultes, le troisième élément structurant cet ensemble relationnel. Pour des jeunes, comme Alexandre, ils jouent un rôle de détente, aidant à échapper à des situations définies par de grandes exigences en matière de compétitivité et de performance "Il faut que tu sois le meilleur dans ton travail, au lycée, partout. Alors on perd sa jeunesse, à cause de la responsabilité. Avant on sortait beaucoup le dimanche, maintenant ce n'est plus possible, car lundi il faut aller travailler. Dans l'intervalle, il ne reste plus que les amis, sortir avec eux..." Pour les adolescents, l'importance des amis est encore plus grande, car ils ouvrent la porte à un monde inconnu.

Il y a d'abord deux sous-ensembles d'amis, ceux de la *favela* et ceux de la *rue*. L'interpénétration des univers du *morro* et des couches moyennes s'est considérablement accru ces dernières années. Il est vrai que cet accroissement s'est fait davantage dans le sens favela-ville, et bien plus lentement dans le sens inverse. La capacité du jeune *favelado* de se lier d'amitié en dehors de son milieu social d'origine s'est élevée, ainsi que sa capacité à partager avec les enfants des couches moyennes des espaces publics de loisir, qui à l'origine ne lui étaient pas destinés. En ce sens, les relations se sont démocratisées. Mais le milieu privé du jeune *favelado* reste relativement ségrégué. Rares sont les amis *de la rue*, venus un jour leur rendre visite dans le *morro*.

L'école est le premier lieu de rencontre entre les jeunes *favelados* et le monde des couches moyennes. Ensuite, ces relations se prolongent en dehors de l'école, à travers des loisirs qui souvent emmènent les adolescents *favelados* à pénétrer de façon plus intime cet univers étranger. "Quand il y a des fêtes, ils nous invitent, on sort ensemble. Parfois je suis invité à passer le week end chez eux." La relation est cependant inégale, elle fait rarement l'objet d'une réciprocité. Tiago rappelle un ami *de la rue* venu une seule fois lui rendre visite. "C'était en primaire. Il est venu, on a joué, puis il est parti..." Cette inégalité objective est gérée de différentes manières. Certains adolescents limitent simplement au *morro* leurs liens d'amitié, et vivent en régime d'autoségrégation. Ceux qui ne font pas ce choix affrontent des problèmes plus complexes, et établissent souvent différents types de clivages. Par exemple, un clivage affectif : dans ce cas, les liens *de la rue* relèvent de l'espace public, ceux de la *favela* de la vie privée. Ainsi Luciana (20 ans), qui fait des études à l'Université Catholique Pontificale, un milieu très bourgeois, ne s'est pas fait beaucoup d'amis à la fac. "Des amis, non. J'ai des camarades. Amie, vraiment, je n'en ai qu'une seule." On peut créer des liens de camaraderie, tout en évitant de pénétrer l'univers

privé des gens de la rue. Comme Wagner qui ne rend visite qu'à ses amis du *morro*, mais qui discute beaucoup avec ses camarades de la rue, et qui sort avec eux. On peut accepter cette inégalité objective, sans trop s'interroger sur les raisons qui la fondent. Ou préférer ouvertement *la rue*, et essayer de renverser l'inégalité. C'est ce que dit Viviane (15 ans), qui prétend avoir une majorité d'amies à l'école. "J'en ai aussi dans le *morro*, mais je m'entends mieux avec les gens *de la rue*. Ils ont d'autres objectifs. Cela ne veut pas dire que ceux qui habitent le *morro* n'ont pas de bons objectifs. Mais souvent, ceux de la rue en ont plus." Elle a déjà rendu visite à quelques amies de la rue, mais rarement. "On sort beaucoup, cela ne nous intéresse pas tellement d'aller les unes chez les autres." Et les amies de la rue lui ont-elles déjà rendu visite ? "Certaines d'entre elles, oui." Et elles ne craignent pas de venir dans le *morro* ? "Non."

Chez les jeunes adultes, on observe une équivalence entre l'amitié avec des garçons ou des filles. Chez les adolescents, cela n'est pas vrai, car l'amitié se distingue mal d'un apprentissage hésitant et complexe de la relation amoureuse, alors que l'ami du même sexe est un confident privilégié et un révélateur de soi. "Certains garçons se rapprochent de nous par pure amitié, d'autres c'est parce qu'ils ont envie d'autre chose, c'est toujours comme ça. Avec les filles, non. L'amitié, c'est l'amitié, l'intérêt, c'est l'intérêt, les choses sont très claires." Les garçons ne pensent pas autrement. Mais pour les uns comme pour les autres, "pour discuter, que ce soit avec des garçons ou des filles, c'est pareil".

L'école et le travail

La vie passe par l'école. Non pas pour ce que l'école offre, mais en raison de la menace que l'absence d'école peut représenter. Ce qu'offre l'école est indéterminé. N'importe quel *favelado* sait, par exemple, qu'elle n'assure plus forcément un emploi. On observe alors une appropriation indéterminée de l'école, sans que celle-ci suscite une réflexion sur les implications de cette indétermination. Quoi qu'il en soit, école et aspiration professionnelle sont indissolublement liées, comme les deux faces d'une même monnaie. L'université reste un symbole de statut, elle reste aussi une aspiration, alors même que tombe le tabou de l'université comme étant inaccessible au *favelado*. Pour nombre d'adolescents, le travail précoce (au sens qu'il se combine avec l'école) est une expérience réelle et non pas nécessairement négative. Il assure la possibilité d'une consommation autonome, et il favorise une projection dans l'avenir, sans que cela signifie pour autant une entrée définitive dans la vie adulte.

Le rapport à l'école n'est pas très différent de celui qu'entretiennent avec elle les adolescents des couches moyennes. Beaucoup de jeunes *favelados* fréquentent non seulement des établissements publics, nombreux dans le quartier, mais aussi des écoles, des collèges ou des lycées privés, soit comme boursiers, soit parce que les parents choisissent de faire des sacrifices pour investir dans leur éducation. Ils y semblent à l'aise, du point de vue de leurs résultats scolaires. Certains échouent, comme Raphaël qui, pour cette raison, a dû quitter le collège jésuite où il était inscrit, au pied de la *favela* : "Je crois que je me suis trop amusé, c'étaient les amitiés. C'étaient des copains, mais ils ne faisaient que foutre la merde à l'école..." Les relations avec les enseignants en général ne sont pas tendues, et les enfants apprécient souvent leurs professeurs. Priscila, 16 ans, est en première dans un bon lycée public. "Je ne me considère pas la meilleure élève de la classe, mais je ne suis pas la pire. Je suis parmi les meilleures." Vanessa, 16 ans, est en seconde, dans un lycée privé.

"Ca va bien pour moi, mes notes sont bonnes." Elle a l'intention de continuer ses études. "Je veux aller en fac et tout le reste."

La conscience de l'importance de l'école pour réussir leur vie est peut-être pour eux plus intense, que chez les adolescents des couches moyennes, simplement parce que toute aspiration à une vie meilleure passe nécessairement par l'école. En ce sens, l'effort est une donne, consciemment assumée, de leur existence. Viviane, 15 ans, est en classe de troisième dans un collège public. "Maintenant, j'ai commencé à me consacrer davantage à l'école, car la troisième, c'est très difficile. J'ai l'impression, car j'éprouve beaucoup de difficultés. Heureusement, je n'ai pas de mauvaises notes, mais j'ai des difficultés surtout en maths, alors les week-ends je bosse."

Josiane : "J'ai beaucoup d'amis, j'aime m'amuser, mais quand il s'agit de bosser pour l'école... La matière que j'apprécie le plus, c'est le portugais. J'adore ça. Les maths, jusqu'à l'année dernière j'aimais aussi, sauf que cette année, en troisième, c'est dur. Le portugais, j'ai toujours aimé, car j'ai eu dans le collège public (elle se trouve actuellement dans un collège privé) une prof de portugais qui était géniale, je l'adorais. Elle était dure, trop dure, et c'est pour ça que je l'aimais... Je me suis toujours débrouillée toute seule, ma soeur ne m'a jamais aidée. La personne à qui on demande le plus, c'est mon père. J'adore découvrir des choses avec mon père. Mon père, c'est mon dictionnaire." Le père de Josiane a fait des études de droit, il appartient à la première génération de la favela qui, dans les années 80, a eu accès à l'enseignement supérieur.

Le redoublement n'est pas nécessairement vécu comme un échec, mais peut être réapproprié comme une chance de redéfinition du cursus scolaire, ce qui suppose aussi une perception relativement souple du temps de construction de ce cursus. L'école ne précède pas le travail, les deux se combinent, ce qui permet de relativiser la signification d'un échec momentané. Josiane est entrée au collège Saint Ignace, établissement traditionnel du quartier, accueillant des enfants de milieu très favorisé, après deux échecs à l'école publique. "J'ai passé les épreuves d'entrée, et j'ai été acceptée. Là je me suis mise à travailler." Outre l'enseignement général, l'établissement offre également, au niveau du lycée, un enseignement professionnel très prisé pour les possibilités qu'il ouvre d'insertion dans le marché de l'emploi. La seule restriction, c'est qu'on n'y accepte que des jeunes de plus de 18 ans. De bons élèves choisissent de retarder leur scolarité, pour pouvoir accéder à cet enseignement, qui constitue pour eux une bonne porte d'entrée dans l'activité salariée, sans que cela les empêche d'envisager des études supérieures, tout en leur laissant le temps de mûrir le choix d'une carrière.

Le rapport au travail et à l'avenir se définissent également par un certain nombre de caractéristiques qu'il convient d'examiner. Tout d'abord, si l'argent est important, et cela est clairement affirmé, il n'est pas une valeur centrale. Alexandre s'attend à ce qu'un travail lui offre des conditions correctes de vie, mais aussi qu'il lui permette d'être bien dans sa peau. "Cela ne sert à rien de gagner beaucoup d'argent, et de ne pas être bien dans sa peau." Priscila : "J'espère progresser. D'abord, cesser de dépendre de mes parents, être plus ou moins indépendante. Avoir un bon salaire - c'est clair, un salaire de misère, on n'en veut pas. Cent-dix réaux (le SMIC actuel), je ne veux pas toucher. Elargir mes connaissances - voilà." Irineu espère qu'un travail lui apportera de meilleures conditions de vie. "Cela te permet d'acheter ce dont tu as envie." Alors il faut que ce soit un travail bien rémunéré ?

"Bien rémunéré - mais il faut aussi que tu l'apprécies. Si tu n'aimes pas ton travail, probablement..."

Centrale est donc la relation de chaque individu à son propre travail, perçu comme un élément de réalisation personnelle. Mais en même temps il faut vivre. L'emploi idéal est celui qui combine le désir d'investissement personnel de chaque sujet, et des ressources lui assurant des conditions de vie adéquates. Quel que soit le métier, en revanche, il faut s'y appliquer. "Les métiers ne se ressemblent pas tous. Il y en a où tu gagnes un peu, il y en a où tu gagnes beaucoup... Mais il faut que tu fasses bien ton métier. Si tu es ouvrier, il faut que tu sois un bon ouvrier. Si tu es un ingénieur, il faut que tu sois un bon ingénieur. Que tu aimes ou pas ce que tu fais, il faut que tu le fasses bien."

Le choix d'un travail pose le problème de trancher, face à l'infini des possibilités de réalisation d'une oeuvre personnelle que chaque individu porte en lui. C'est un vrai problème pour l'adolescent, et c'est presque une chance qu'il soit obligé de surseoir à son choix. Josiane voudrait suivre les pas de son père, faire des études de comptabilité et de droit, elle veut être juge. Mais elle aime aussi dessiner et faire de la danse. Seulement elle travaille la journée, et fait le collège le soir. "Je ne peux pas tout faire."

Le modèle relationnel est projeté sur l'activité professionnelle, imaginée comme un espace d'échanges réciproques entre des partenaires, un espace susceptible de favoriser le développement personnel de chacun. Le désir de mobilité sociale, l'aspiration à une vie meilleure, susceptible de rompre avec les limites de la condition de *favelado* sont aussi présents. Viviane (15 ans) espère "avoir une vie meilleure - tout ce que ma mère n'a pas pu m'offrir, que je sois capable de l'obtenir". Tiago (15 ans) dit qu'il veut continuer ses études. "Je veux une vie meilleure que celle qu'ont eu mes parents, que mes parents ont pu m'offrir." Le lien affectif et l'identification à un être proche peuvent constituer un outil important dans la construction de ce désir de mobilité. Adriana souhaite offrir à sa mère des conditions de vie meilleures, Wagner veut travailler pour aider sa grand-mère, Rodrigo veut rentrer dans la Marine, car c'est le rêve de sa mère. Cependant, d'une manière peut-être encore plus fondamentale, l'aspiration professionnelle est inséparable d'un désir de construction de l'autonomie individuelle. Aussi Josiane explique qu'elle ne veut jamais arrêter de travailler. "Quand j'aurai fini mes études, je veux avoir ma propre maison, être indépendante. Je veux mes meubles en bois, tout en bois. Pour l'instant je ne pense pas avoir des enfants, c'est pas possible... Je pense seulement avoir ma propre maison - mais ne pas être seule. Je veux être indépendante, mais pas seule."

Pour beaucoup d'entre eux, le travail n'est pas seulement une aspiration, mais une expérience concrète. Certains y ont été préparés à travers un système de formation de la Fondation pour l'enfance et l'Adolescence de l'Etat de Rio de Janeiro, la FIA. "On apprend les notions de base, concernant diverses branches de travail. On nous apprend à être un bon employé, à garder son emploi longtemps..." "Ils nous apprenaient à être polis au travail, à ne pas nous énerver." "Une chose qu'ils nous disaient toujours : si ton chef est énervé, s'il s'adresse à toi de manière incorrecte, attends une petite minute, puis tu vas le voir et tu lui parles doucement. Il ne faut jamais répondre sur le même ton, au même moment, car tu ne peux pas te mettre à la même place que ton chef, c'est des fonctions différentes..." Ce programme est très recherché et l'information le concernant se diffuse de bouche à oreille. Un emploi est ensuite assuré à l'adolescent, jusqu'à l'âge de 18 ans, dans des entreprises publiques ou privées participant à la convention. "Je fais un travail général de secrétariat."

Tout le monde me demande des choses. Et je ne refuse rien à personne, car je veux apprendre. J'ai eu plusieurs réunions là-bas avec de véritables secrétaires. J'ai adoré. Je travaille d'onze heures à cinq heures. Nous ne pouvons travailler que six heures. Je gagne un salaire minimum, j'ai droit à une assurance médicale privée, que je paye en partie, à des tickets restaurants et à un forfait transport."

Adriana a quinze ans, elle est en cinquième et elle travaille également. "Je travaille à (la Centrale Electrique de) Furnas avec des ordinateurs. Après, je vais faire une formation en informatique, quand je serai au lycée. En fait, on ne peut rentrer (à Furnas) qu'après 16 ans, mais je suis rentrée à 14 ans. J'ai toujours eu une bonne forme physique. Mon contrat se termine à 18 ans. D'ici là, je mets de l'argent de côté dans un compte épargne, car mon rêve - ce n'est pas un préjugé - c'est d'acheter un appartement à ma mère. Je remplace la secrétaire, car elle est en congé médical. Avant je l'aidais, maintenant je fais mon travail et le sien." Adriana aime travailler. "On apprend beaucoup de choses, on touche à l'ordinateur... J'apprends beaucoup encore en portugais, mais la plupart des consignes concernant la machine sont en anglais. J'ai de la chance, cette partie que je fais actuellement est un peu compliquée, mais c'est en portugais. Moi, je rêve beaucoup. Depuis que l'ordinateur est apparu, je l'ai vu à la télé, j'étais contente. Je ne sais pas l'expliquer, mais j'ai ressenti comme une sorte de bonheur. Alors j'ai dit à ma mère : voilà ce que je veux faire. Avant, c'était rentrer dans l'aéronautique, mais avec l'ordinateur j'étais fascinée, je vais faire une formation en informatique." "Je travaille d'huit à dix-sept heures et je gagne un salaire minimum. On a une heure d'étude obligatoire. Au bout d'un an, on a droit aux vacances, et pendant ce temps-là il est interdit de travailler. Nous avons le petit déjeuner, le déjeuner et le goûter. Il faut porter des pantalons ou des jupes en dessous du genou. Je préfère y aller en pantalon..."

Les loisirs

Les options de loisir ne divergent pas trop de celles dont disposent habituellement les adolescents et les jeunes des couches moyennes. Les vacances constituent cependant un moment délicat, car c'est là que l'inégalité sociale devient plus nettement perceptible.

La pénétration des paraboles a assuré une meilleure qualité de l'image dans le *morro*. La télévision fait l'objet d'un usage diversifié. On s'en sert pour se détendre, lorsqu'on est fatigué, ou pour tuer le temps, quand on est oisif. Du point de vue du nombre d'heures passées devant l'écran, les situations sont très diverses lorsque l'adolescent ou le jeune travaillent, ou quand ils ne le font pas. Lorsqu'ils travaillent cet usage est plus contrôlé. Certains orientent leur consommation télévisuelle, savent préalablement quelles émissions ils veulent voir, critiquent les émissions disponibles. Parmi ceux qui ne travaillent pas, l'usage de la télé est plus abusif, et dépourvu de critères. Ils regardent souvent les informations, et à plus forte raison lorsqu'on y traite d'événements qui ont eu lieu dans les *favelas* de la ville, surtout la leur.

La musique funk est l'objet d'une préférence franche et incontournable de la part des adolescents. Les jeunes adultes ont des goûts plus diversifiés... La force du funk dérive de l'importance du bal, option de loisir particulièrement prisée. Depuis 1995, cependant, diverses interdictions ont frappé les bals. Beaucoup d'adolescents fréquentent, comme ceux des couches moyennes, des discothèques, auxquelles ils ont accès très précocement dans la ville. La plage est un espace de loisir important. Elle est un point de rencontre avec les

copains, pendant le week-end, et son usage est territorialisé. Tout au long de la côte, des territoires plus ou moins fixes sont ainsi démarqués. Plus l'adolescent grandit, plus il essaye d'affirmer son autonomie par rapport à ces territoires, en élargissant son mode d'appropriation de la plage. L'appel du sport est limité. Le prestige du football, autant masculin que féminin, qui a déjà été grand, semble actuellement en déclin. Tous sont supporters, mais peu nombreux sont ceux qui pratiquent. La topographie de la *favela* ne favorise pas les activités sportives. Lorsque, en revanche, les ressources financières le permettent, on va nager dans des piscines du quartier. Il y a encore les cours d'éducation physique, et, pour certains, le vélo pendant le week-end. Mais l'idée du sport en tant que carrière, et voie de mobilité sociale est peu présente. Moins souvent on va au cinéma ou au théâtre ; mais ces activités ne sont pas étrangères à l'univers des jeunes *favelados*.

La signification culturelle des vacances a changé. Si autrefois elles étaient associées à un repos mérité, au bout de longs mois de travail, aujourd'hui, pour l'adolescent engagé dans une carrière scolaire longue, elles s'identifient à une période d'interruption des activités scolaires, qui porte l'appel à des formes nouvelles et différenciées de participation culturelle et de consommation. C'est en ce sens que les vacances constituent, plus qu'autre chose, un indicateur d'inégalité sociale. L'école construit activement par ailleurs cette représentation culturelle, concernant la signification des vacances, et pour l'enfant de la *favela*, il a toujours été difficile d'affronter la rentrée avec l'exigence de répondre à la question renouvelée par l'éternelle rédaction : "Raconte ce que tu as fait pendant les vacances."

Depuis dix-huit années, un groupe de *favelados* proches de l'ancienne "liste bleue" (à laquelle nous nous sommes référés à propos des déboires de l'Association des résidents), organise, sans aucun soutien public, une colonie de vacances annuelle, qui met en rapport des enfants, des jeunes et des adultes. Aussi la colonie de vacances construit un lien actif entre trois générations, qui apprennent à se connaître mutuellement, et à être attentives les unes aux autres. Elle s'inscrit dans une politique volontaire d'organisation de la participation culturelle des jeunes *favelados*, et d'éveil de l'enfant au bonheur individuel. Vanessa remarque : "Pendant mes vacances, je n'ai rien à faire. Je ne peux pas aller à d'autres endroits. Ce que j'aime le plus, c'est la colonie de vacances du *morro*. Si je n'y vais pas, je reste chez moi à rien faire." Alexandre : "Difficilement on a les moyens de partir en voyage. Moi, j'aimerais voyager, mais je n'ai pas réussi à le faire." Adriana explique qu'elle a dépassé l'âge, mais elle peut toujours y aller pour s'occuper des enfants. "Ils prennent tellement soin de nous. Quand on allait à la plage, on avait honte de mettre le T-shirt de la colonie, mais c'était pour notre bien, pour qu'on ne risque pas de s'égarer au milieu des gens. Le casse-croute qu'ils nous donnaient était formidable, je ne sais même pas d'où ils sortaient l'argent." Les disponibilités en matière d'argent sont effectivement limitées, elles viennent en général de dons divers mobilisés au niveau de la société civile.

Le rapport à la politique et à la religion

Dans les deux cas, le lien se définit par la distance et le désengagement, même si, bien entendu, ce n'est pas pour les mêmes raisons, et si les significations de cette attitude sont diverses. Contrairement à leurs aînés, les jeunes maintiennent aujourd'hui une certaine distance à l'égard de la politique. Même distante, cependant, et portant le sceau du discrédit, cette relation ne semble pas essentiellement marquée par la désinformation. Téléspectateurs constants, la télévision constitue pour eux un moyen puissant

d'information. Ils connaissent leurs droits, ils savent qu'ils peuvent voter à partir de l'âge de 16 ans, et certains prétendent exercer ce droit.

La corruption du monde politique, c'est la première explication qu'ils proposent à leur désengagement. Mais l'abstentionnisme favorise encore plus les mauvais élus, qui ont le monopole de l'usage des médias et se perpétuent au pouvoir. Même si la politique peut être ennuyeuse, il faut en savoir quelque chose. "On ne peut pas simplement rien comprendre à la politique." Mais cette distance semble s'expliquer également par une certaine opacité de la politique, par le fait qu'elle est devenue difficilement compréhensible pour le citoyen commun, quelque chose à laquelle il éprouve une immense difficulté à s'identifier. Pour pouvoir voter, disent-ils, il faut entreprendre un travail peu évident de décodification de significations. "Il faut bien regarder la télé, bien écouter ce qu'ils disent." Mais même cela est insuffisant. Luciana (20 ans), étudiante, un bon niveau culturel, explique : "Je m'y intéresse, mais je n'y arrive pas, je ne comprends pas. Ces affaires de privatisations, j'aimerais bien comprendre quel en est l'enjeu. J'aimerais comprendre pourquoi les hôpitaux ne fonctionnent pas bien, pourquoi les médecins gagnent si mal leur vie, pourquoi les écoles ne paient pas bien leurs enseignants ; pourquoi cette société ne met pas en valeur des personnes dont l'activité vise les besoins de base de l'être humain, comme la santé et l'éducation. Alors que tant d'argent est dépensé ailleurs... Il y a quelque chose qui m'angoisse, je n'ai aucun parti pour lequel je puisse voter. Des partis, cela existe, mais je ne sais pas pour qui je dois voter. Je commence à avoir des sympathies pour le PT. Je crois que je vais devenir communiste."

La religion, comme la politique, n'est plus un élément de définition d'une identité collective, d'une communauté de croyance avec ses rites propres, comme elle l'était dans le passé, lorsque *Dona* Madalena apprenait le catéchisme aux enfants, ou lorsque les premières chapelles ont été élevées. L'adolescent et le jeune *favelado* gardent une relation faible à la religion. Celle-ci apparaît davantage comme une technique de gestion d'angoisses et d'incertitudes. "Tu es énervé, tu vas à l'église, tu te calmes." Il sait pourtant que la religion est un rite communautaire, mais il ne se sent pas concerné. Lorsqu'on lui demande si elle a une religion, Priscila (16 ans) rigole : "Je crois que j'en ai une, je suis catholique, mais je ne pratique pas." "Je crois qu'(être religieux) c'est croire aux idéaux d'un certain groupe, s'identifier à ça, le pratiquer, des choses de ce genre..."

Mais s'il y a une distance à l'égard du rite, la signification individuelle du rapport à Dieu est souvent préservée. Vanessa (16 ans) déclare être catholique. Elle va parfois à l'église, mais la religion n'a pour elle aucune importance. Alors, pourquoi a-t-elle une religion ? "Je pense que j'aime beaucoup Dieu, j'y crois, mais pour moi ça n'a aucune importance." Josiane (16 ans) exprime clairement la signification de son rapport à Dieu, en tant que technique de gestion des déboires de son moi intime. Elle est même consciente qu'il ne s'agit que d'une technique, d'un jeu. "La religion pour moi, c'est un refuge. On y va pour bavarder avec Dieu, pour lui demander pardon, pour lui demander de l'aide... Il y a des gens qui disent que pour s'adresser à Dieu, il faut aller dans une montagne très haute... Alors je vais là haut (sur la terrasse de sa maison). Mais, je ne sais pas... On dirait que je pose les questions et moi-même je donne les réponses. On dirait qu'il y a là deux Josianes. Je fais comme ça : 'Mon Dieu, pourquoi elle me gronde ?' 'Elle te gronde, Josiane, parce qu'elle a des problèmes.' Je pleure et je prie Dieu, 'Aide-moi en ceci et en cela...' Puis, je le remercie: 'Merci, Dieu, de m'avoir aidée en ça, ça et ça...La religion est un refuge. Les gens peuvent s'adresser à Dieu de plus près." Le fait d'interpréter le rapport à Dieu comme un jeu

ne veut pas dire qu'elle ne soit pas croyante. Mais les implications métaphysiques, ou collectives, de l'existence, ou de la non-existence de Dieu sont un problème qu'elle ne se pose pas en tant que tel, et qui est distinct de l'usage qu'elle peut faire de sa croyance en Dieu, du point de vue de sa propre existence. Lorsque cet usage est absent, la religion ou l'existence de Dieu deviennent des problèmes auxquels on est indifférent, comme le remarque Tiago. Lorsqu'on lui demande s'il croit en Dieu, il nous répond : "Je n'y pense pas."

Comment situer leurs attitudes, face aux évolutions plus récentes du rapport à la religion qu'on observe dans les milieux urbains brésiliens en général ? L'affaiblissement du catholicisme est un fait reconnu, que ce soit dans ses modes d'agrégation traditionnels, ou plus récemment, à travers l'affaiblissement des Communautés Ecclésiales de Base et de la Théologie de la libération, qui avaient joué un rôle important dans l'articulation des mouvements populaires urbains de la fin des années 1970, et de la résistance contre la dictature. A ce niveau, la crise du catholicisme suit de près la crise de la politique. Le grand phénomène religieux des années 1990 a été en revanche la dissémination des cultes évangéliques, surtout ceux qui correspondent à l'étape la plus récente de la fragmentation du protestantisme aux Etats-Unis, les cultes de dernière génération. Le recensement institutionnel évangélique effectué par l'Institut Supérieur d'Etude de la Religion, l'ISER, dans la Région Métropolitaine de Rio de Janeiro, concernant la période 1990-1992, constate que 63% des nouveaux temples créés en cette période appartenaient aux dénominations évangéliques. Ces créations étaient d'environ cinq par semaine : "l'équivalent à une nouvelle église par jour utile" (Fernandes, 1993).

La présence de ces églises, ajoute Fernandes, est particulièrement significative dans le domaine de l'industrie culturelle. On compte 118 institutions évangéliques développant des activités de communication sociale - dont 45 maisons d'éditions, 12 radios, 1 chaîne de télévision, 9 journaux, ainsi que des maisons de disques ou des locations vidéos. Des concerts dits de "rock béat" attirent des milliers de jeunes. Cette présence est toutefois trois fois plus grandes dans la zone ouest de la ville, et quatre fois plus grande dans la région métropolitaine que dans la zone sud (où se trouve Santa Marta). Par ailleurs leur pénétration concerne surtout les couches les plus pauvres de la population, et celles à plus faible niveau de scolarité : "Parmi les évangéliques on trouve un plus fort taux de personnes ayant moins de trois ans de scolarité et un plus faible taux de personnes ayant plus de 12 ans d'études." (Fernandes, 1993)

Plusieurs dénominations évangéliques sont présentes à Santa Marta, et certains groupes interdénominationnels essayent notamment d'approcher le milieu du narcotrafic, forts de la conversion en prison de certains leaders du Commandement rouge. Mais les pratiques religieuses des jeunes narcotrafiquants actifs relèvent plutôt du syncrétisme, mêlant héritage catholique et rites africains. La cire qui coule des bougies allumées couvre les immenses croix plantées dans les *morros*. Pour se protéger du risque de mort, auquel ils sont en permanence exposés, les jeunes narcotrafiquants ont recours aux rites africains, où on leur "fait" la tête, et où on leur "ferme" le corps. Lorsque j'ai interviewé Mario, il m'a montré la statuette qu'il portait près du ventre, dans une sacoche : Saint-Jude-Thaddée, le patron des causes désespérées...

5 - PARTICIPATION ET VIOLENCE

Le processus de déségrégation et l'accroissement de la participation à la vie sociale et culturelle de la ville non seulement redessinent en des termes complètement nouveaux la condition de *favelado*, mais ils sont porteurs d'un malaise et d'une violence potentielle qu'il convient maintenant d'analyser. Il ne s'agit pas d'exclusion matérielle, même si des inégalités sociales réelles continuent à séparer la *favela* du reste de la ville. Mais là n'est pas le plus important. Il s'agit surtout du décalage entre le regard porté par la ville sur ses *favelados*, entre la définition symbolique de leur situation, devenue anachronique, et la réalité matérielle de leur nouvelle condition ; le décalage, pour le dire en des termes très généraux, entre un regard qui les perçoit comme des *exclus*, alors qu'ils se trouvent au contraire engagés dans une pleine dynamique de *participation*.

Cette tension peut être mise en évidence à travers deux problèmes qui se posent aujourd'hui à tout jeune *favelado* : 1) doit-il envisager l'avenir dans la perspective de rester dans la *favela* ou de la quitter ? et 2) comment construit-il l'expérience de son égalité et de sa différence, comment s'expérimente-t-il, inversement, en tant qu'objet de discrimination et de racisme ? Ces deux questions sont, il est clair, étroitement liées.

Quitter la favela ou rester?

Ce que l'adolescent et le jeune apprécient le plus dans la *favela*, c'est la densité relationnelle dont on retrouve l'empreinte dans la vie du *morro* - surtout l'amitié et la solidarité. "En tout cas mes voisins, les gens que je connais sont très liés." Tiago : "Ce que j'aime le plus... (long silence)... c'est le voisinage. Le voisinage est bon. Si quelque chose arrive à quelqu'un, tout le monde est au courant, et vient aider..." Adriana : "Lorsqu'il y a eu l'effondrement (des baraques, en 1988, suite à une chute du terrain, entraînée par les travaux de contention de la butte), beaucoup de gens qui n'avaient aucun lien sont venus aider les autres, aider leur prochain ; et ça, j'ai beaucoup aimé. Il y a ceux qui ont donné de l'argent, ont aidé les familles les plus pauvres à acheter les cercueils de ceux qui sont morts. J'ai trouvé ça très beau." La densité relationnelle de leur environnement semble susciter chez eux un sentiment de liberté, et l'idée que les espaces du *morro* peuvent être en permanence négociés, ce que, croient-ils, n'arrive pas dans *la rue*. Vanessa, qui depuis peu a quitté le *morro*, et vit dans un appartement dans le même quartier, se plaint "des vieux" de son immeuble. "Ils sont casse-pieds, on ne peut rien faire là-bas, pas de patins à roulettes, pas de vélo, pas de ballon, rien." Dans le *morro*, c'est le contraire. "Ici on communique tout le temps, en appartement les gens sont trop repliés sur eux-mêmes, ils se plaignent tout le temps que la musique marche trop fort." La densité relationnelle assurerait aussi de la sécurité, et de la protection.

Seul Raphaël évoque, parmi les aspects positifs de la *favela*, un trait caractéristique de la culture locale, réminiscence d'époques où le *morro* vivait davantage à l'écart de la ville. Il dit aimer "les temps", qui jalonnent les différents cycles traditionnels des jeux enfantins. "Ici, on a un temps bien déterminé pour chaque chose... on a le temps de la toupie, du jeu de billes... chaque chose a son temps. J'aime ça. Car dans *la rue*... tu vas dans *la rue*, tu ne vois pas ça. Tu ne vois pas les mêmes choses qu'il y a dans une *favela*. Toutes

les *favelas* ont des cerfs-volants, des billes, des toupies. Et tout arrive dans le temps. Si c'est le temps du cerf-volant ici... là-bas, à Caxias (commune de la région métropolitaine) c'est pareil... Le cerf-volant, c'est lorsqu'il ne pleut pas... les billes, c'est maintenant... et après les billes, ça va être la toupie. Les billes, bientôt ça va être fini." Les aspects négatifs de la vie dans la favela ressortent tout d'abord de l'urbanisation incomplète. "Ce qu'il y a de mauvais dans le *morro*, c'est les canalisations ouvertes des eaux usées (*valas*), quand il pleut on ne peut pas passer." Priscila : "Je n'aime pas quand l'eau manque, puis cette masse d'eau qui descend le *morro*, qui nous salit complètement, eau de *vala*. Je n'aime pas tout ça." Raphaël : "Je n'aime pas les ordures, les rats, la maladie..."

Négatif est aussi le sentiment d'oppression et de risque, engendré par la présence du narcotrafic, et mis en puissance par la violence policière permanente. "Il y a les bandits qui peuvent *approfondir* les enfants de la voisine et (les emmener à) rentrer dans le crime, c'est tout ce qu'il y a de mauvais. S'il y a un échange de tirs, une balle peut nous atteindre, une baraque en bois, la balle peut rentrer. Mais ceux qui ont des maisons en brique, là les balles ne rentrent pas." Rodrigo dit ce qu'il aime le moins. "Ces policiers qui montent tous les jours. Tout à coup, tu es en train de monter, il va là-bas, il t'arrête et il commence à te poser des questions que tu ne sais pas. Parfois tu sais, et tu ne peux pas dire. Alors ils te tabassent, te mettent des trucs (des joints) dans ta poche, sans que ce soit toi." Tiago : "Ce que j'aime le moins, c'est quand la police monte le *morro* en tirant des coups de feu." C'est pour cela qu'il veut quitter le *morro*. "Ici, tu n'es jamais vraiment à l'aise. Le matin même, ils montent en tirant des coups de feu... sur le chemin, ils tabassent les gens... tu es dehors le soir, en train de discuter, ils montent en tirant des coups de feu, ils veulent te frapper... c'est pour ça..." Ils continuent toujours à faire ça, ou ça va mieux maintenant ? "Maintenant, c'est tous les deux jours... une semaine oui, une semaine non... Hier j'étais aux flippers, ils ont tiré trois coups de feu à côté de chez moi... Alors je suis resté sur place, ils sont montés, j'ai attendu un moment et je suis rentré chez moi."

La perspective de quitter la *favela* s'associe à l'idée d'une amélioration des conditions de vie. Adriana veut quitter le *morro*. "Ou alors habiter un peu plus bas, avoir une maison, la meubler et avoir tout ce qu'une famille peut avoir, même si elle est pauvre." Elle veut sortir de la précarité, disposer de moyens de prévision et de contrôle sur le cours de sa vie. "Avoir une vie calme, savoir ce que tu vas manger demain, ne pas t'inquiéter de nourriture. Avoir de l'argent de côté pour le cas où quelqu'un tombe malade. C'est tout. Je désire ça pour ma famille." Mais, en même temps, explique-t-elle, ce désir est contradictoire avec un autre, celui de rester dans le *morro*, car c'est là que son identité a été formée. "Pour ce qu'il y a de bon, je n'aimerais pas m'en aller d'ici. Dans un appartement, il y a des avantages, c'est vrai. Mais je n'aimerais pas quitter ici, et je n'aimerais pas avoir beaucoup d'argent. J'aimerais en avoir un peu pour vivre avec ma mère. Trop d'argent apporte trop de soucis. Même si l'argent, c'est bien pour s'amuser, aller au cinéma. Mais ce n'est pas tout, ça n'apporte pas le bonheur. Je voudrais avoir un peu d'argent, pour pouvoir meubler ma maison (Adriana vit dans une baraque très pauvre), pour que ma mère arrête de travailler... Mon rêve c'est de pouvoir travailler, et subvenir aux besoins de ma maison..."

Alexandre formule le problème de manière plus précise. Il dit qu'il attend beaucoup de choses de la vie. Et il "court après" pour que ce dont il rêve puisse se réaliser. "J'espère finir mes études, pouvoir faire des études correctement, et ne pas oublier que... Aujourd'hui beaucoup de gens commencent à travailler dès qu'ils ont leur diplôme, ils commencent à gagner de l'argent, alors ils quittent le *morro*, ils s'en vont d'ici et ils cherchent à vivre des

choses qui n'ont aucun rapport. Supposons : mon identité se trouve ici, dans le *morro*. Alors, demain si je suis bien payé, je peux même quitter le *morro*, mais je serai toujours là, lié à un groupe, j'aurai toujours envie... Tu es ce type qui habite le *morro*..." Aussi la reconnaissance de sa propre identité s'oppose à un désir de mobilité. Si un jour Luciana arrivait à avoir un bon salaire, elle achèterait une maison à sa mère. Dans le *morro* ? "Pour l'instant, oui. Après... Même si j'aime ici, je ne sais pas si je voudrais vivre ailleurs, j'aimerais vivre un peu plus bas, avoir une maison correcte." Mais plus fortement encore, le désir de quitter le *morro* est lié, comme pour Tiago et Wagner, à la volonté d'échapper à la violence. "J'espère quitter ce *morro*, les choses ne sont pas bonnes pour nous, j'espère que cette violence s'arrêtera."

Egaux et différents

Il faut aller plus loin dans l'analyse du problème qui vient d'être évoqué. Les *favelados* dont nous avons raconté l'histoire, dans la première partie de ce texte, n'ont pas été des gens simplement condamnés à vivre dans une *favela*. Tout en étant marqués par leur pauvreté, ils ont toujours agi en disposant d'une certaine marge de choix. Certains ont choisi Rio de Janeiro contre leurs Etats d'origine ; d'autres ont choisi la zone sud de la ville contre les faubourgs de la zone nord ; d'autres encore ont choisi la *favela* contre les habitations meublées, où la qualité de la vie était pire que celle qu'ils ont trouvée dans le *morro*. Dans tous les cas, ces choix ont représenté une affirmation de liberté. Grâce à leur effort, grâce aussi à l'aide extérieure et à la faiblesse de l'Etat, qui n'a jamais réussi l'éradication des *favelas*, ils ont fait sortir de terre une collectivité particulière, qui a aujourd'hui derrière elle 100 ans d'histoire. Ils ont produit une culture qui a été intégrée par la ville, et qui est aujourd'hui, à travers le carnaval, un élément essentiel de sa dynamique économique. Ils ont inventé un monde, comme à une autre échelle, l'avaient fait les colons anglais qui ont ré-inventé l'Amérique, ou les colons portugais qui ont ré-inventé le Brésil.

Aujourd'hui, pour beaucoup de leurs enfants, qui ont devant eux la possibilité réelle de quitter le *morro*, ce choix est devenu paradoxalement beaucoup moins libre, et plus ambivalent, que n'avait été pour les parents celui de créer la *favela*. Quitter la *favela* signifierait pour eux s'affirmer en tant qu'individus, en allant au-delà de leurs origines. Pourquoi alors cette hésitation, ce balancement entre l'idée de partir et la volonté de rester ? Certes, ils parlent de racines. Mais leur dilemme n'est pas de même nature que celui du migrant, qui se déracine pour un avenir meilleur et qui, suivant son parcours, peut regarder le passé avec nostalgie, mais sans regret. Le dilemme de ces jeunes est autrement complexe: il concerne les formes concrètes à travers lesquelles ils pourront se construire en tant qu'individus, c'est-à-dire en tant que des égaux des enfants de *la rue*, tout en portant la marque d'une différence (positive ? négative ?) attachée à leur histoire personnelle. Enfants de migrants, leurs "racines" ne sont pourtant pas celles de leurs parents, et leur pèsent plus lourdement qu'à ces derniers.

La participation croissante de l'adolescent et du jeune *favelado* dans la vie de la ville, leur pénétration croissante dans un univers - collèges, lycées, universités, aires de loisir - avant presque entièrement dominé par la présence des couches moyennes, accroît son sentiment d'égalité, mais en même temps le rend plus sensible que par le passé au préjugé, à la discrimination et au racisme. Alberto, la quarantaine, explique pourquoi ces problèmes sont aujourd'hui devenus plus visibles. "Lorsque j'étais adolescent, je ne

ressentais pas ce problème du racisme, car je ne le connaissais pas, et je ne l'identifiais pas. Je ne savais pas si j'étais noir, blanc ou nordestin. Il n'y avait pas d'identification. J'ai été élevé par le travail, j'ai commencé très tôt à travailler, dès l'âge de douze ans, ce n'était pas un problème pour moi. Il fallait que je coure après pour aider mon père et ma mère à subvenir aux besoins de la maison. Je travaillais au marché, je vendais des cacahouètes, je cirais des chaussures, j'ai fait beaucoup de choses pour pouvoir aider à la maison." C'est lorsqu'il a pu créer d'autres liens avec le monde extérieur, qui dépassent l'expérience du travail, qu'Alberto dit avoir pris conscience de la dimension culturelle et raciale de sa propre identité. "Ma mère a vécu vingt ans ici dans le *morro*, et quand elle partie j'avais déjà une copine, je suivais des cours du soir et j'ai commencé à m'intégrer avec d'autres groupes..." Cette nouvelle conscience de lui-même prend des formes diffuses, et se cristallise curieusement dans la définition esthétique d'une reconnaissance revendiquée. "C'est difficile, mais avec quelques mots simples, puisqu'il n'est pas besoin de compliquer les choses, on arrive à expliquer ce qu'est le racisme, ce qu'est la conscience, ce qu'est le beau - car le noir est beau, car le blanc est beau, car l'indien est beau..."

Pour l'adolescent et le jeune, le préjugé, la discrimination et le racisme sont des expériences quotidiennes dramatiques, dans la mesure où elles remettent constamment en question l'égalité et l'identité individuelles. Adriana (15 ans) explique pourquoi le préjugé contre le favelado remet en question une égalité objectivement croissante. "Dans le *morro*, il y a des maisons en briques à deux, trois étages. Tout ce que la société possède dehors, nous on peut l'avoir avec notre sacrifice : magnétophone, télévision, chaîne hi-fi. Nous pouvons tout avoir avec notre force de travail. Sauf que parfois on nous fait tort, d'une certaine manière. Nous sommes discriminés, car les gens disent que le *morro* est ça ou ça. Il y a des gens qui ne laissent pas leurs enfants se lier d'amitié avec nous, craignant qu'ils puissent avoir affaire à des bandits. Et d'une certaine manière c'est vrai, cela existe, car il y dans le *morro* des gens qui sont fantastiques, mais il y en a d'autres qui sont mauvais, mais c'est pareil avec la société, cela arrive partout."

Le racisme est une expérience complexe et multidimensionnelle. Pour le jeune *favelado*, il a deux faces principales : celle d'une définition négative du noir (la face raciale) et celle d'une définition négative du *favelado* (la face sociale). Alexandre : "Je crois que le racisme contre les noirs existe toujours." Cependant, "le plus grand des racismes vise le pauvre, et surtout ceux qui habitent la *favela*." Ces deux définitions sont complémentaires, et presque indissociables.¹⁷³ Le balancement constant entre l'une et l'autre, dans les propos des adolescents et des jeunes, exprime leur propre difficulté à interpréter les vraies causes du racisme dont ils sont victimes. Le racisme "racial" est au Brésil souvent latent, "incubé" dit Alexandre, subtil et rarement assumé en tant qu'idéologie. Un raciste ne se revendique pas en tant que tel. Plutôt affirmera-t-il, au

¹⁷³ Un jour, lorsque je faisais la vaisselle dans le *morro*, dans la structure de l'Eglise anglicane où j'ai initialement coopéré, j'ai été abordée par la mère d'une enfant, curieuse de savoir ce que je faisais là. La veille sa fille, en rentrant à la maison, avait commenté ma présence, en disant que dans la cuisine une fille bien *blanche* (*branquinha*, diminutif de blanche) aidait. Bien blanche et dans la cuisine, c'était presque un paradoxe. Mais comme j'ai au contraire la peau plutôt mate, ce n'est bien entendu pas la couleur de mon teint que la fillette a pris comme indication que quelque chose n'était pas à sa place - mais probablement ma manière de m'habiller (et encore), surtout ma manière de me comporter, ce qu'elle a synthétisé dans la notion de *branquinha*, alors qu'elle avait elle-même la peau bien plus blanche que la mienne. L'anecdote est suggestive de la manière par laquelle se construisent, et dans la *favela* et dans la ville, les relations des races.

contraire, qu'il *n'est pas* raciste, quoiqu'en réalité il emploie la race en tant que catégorie d'ordonnancement du rapport à l'autre, c'est-à-dire, de *discrimination*.

Un exemple. Tiago est en quatrième dans un établissement privé, situé de l'autre côté de la ville. Nous lui demandons comment vont les choses au collège. "Plus ou moins... Cela ne va pas très bien pour moi en histoire/géo. Le reste, ça va...C'est que la prof me cherche tout le temps, elle est tout le temps derrière moi..." Son frère a aussi des problèmes avec cette prof. "Elle nous provoque. Elle dit qu'elle n'est pas raciste, mais elle ment... Mettons : je suis en train de rien faire, le reste de la classe non plus, elle se retourne vers moi et elle ne dit rien aux autres. L'autre jour mon frère a dit qu'il avait soif, et il a demandé de sortir, elle ne l'a pas laissé. Mais après, une fille a demandé à sortir car elle avait soif, elle l'a laissée. Alors mon frère était... dégoûté... Alors elle est venue lui parler et elle lui a dit qu'elle n'était pas raciste. Après, elle est venue le dire aussi dans notre classe - car la sienne c'est le matin, et nous, c'est l'après-midi. Alors, elle était là à me regarder et moi, je n'étais pas au courant. Et c'est comme ça que je me suis rendu compte. D'abord elle est arrivée, et elle a dit qu'elle n'était pas raciste... Je ne peux rien faire, elle n'arrête pas de m'engueuler. Il y a des élèves qui foutent le bordel dans la salle, elle ne dit rien. Tandis que moi, si je manque un exercice, elle n'arrête pas de me chercher." Est-ce qu'il y a quelqu'un au collège à qui ils puissent s'adresser lorsqu'un problème de ce genre se pose ? "Il y a la conseillère d'éducation... Même qu'elle nous aime bien, et elle aime aussi discuter avec nous. Moi aussi, j'aime discuter avec elle, et j'ai déjà même discuté à propos de ça. Elle m'a dit aussi d'éviter de créer des conflits..."

La discrimination a des expressions et des significations variées. Il y a - et c'est important - une sorte de discrimination "passive", qui exprime le retard de l'imaginaire social à reconstruire la nouvelle place occupée par le noir dans la société brésilienne. Luciana explique. "Il y a des exemples vivants à la fac, des noirs qui rentrent pour faire des études et les gens croient que c'est des employés. Je trouve ça absurde. Ils montrent l'entrée de service." Irineu vit la race comme une catégorie de discrimination de préférences mineures. "A mon boulot, lorsqu'ils s'adressent à un coursier, ils préfèrent un blanc." Dans ce cas, cela engendre une souffrance personnelle et un préjudice moral, difficiles à évaluer. Dans d'autres cas, il se peut que ce soit directement la cause d'un préjudice matériel - essuyer un refus, pour des raisons esthético-raciales, lorsqu'on se présente pour un emploi - suggère Viviane (15 ans). "Lorsque tu te rends chez quelqu'un pour un emploi, moi je suis plus bronzée, et à côté il y a une blonde qui porte un short très court, et qui a de belles jambes, on la préfère parce qu'elle plus belle, et comme moi je ne présente pas du tout bien, c'est moi qui suis perdante." Le racisme dans ce cas s'exprime dans une hiérarchisation esthétique, basée sur l'opposition blanc/beau x noir/laid (et par conséquent dépourvu de valeur). Il s'agit encore une fois d'une discrimination qui intervient dans un univers symbolique devenu anachronique, là où il n'a pas été (ce qui n'est pas partout le cas) actualisé.

L'usage de la race en tant que catégorie d'ordonnancement du rapport à l'autre peut avoir des expressions plus brutales - par exemple, à travers des formes de rejet durement ressenties. Lidiane donne un exemple : "Je prends le bus, je m'assois à côté de quelqu'un, la personne me regarde d'un oeil noir, on dirait qu'elle n'a pas apprécié..." Et elle interprète : "C'est à cause de la couleur, à mon avis c'est à cause de la couleur..." Une égalité objective, symboliquement neutralisée, redevient de l'inégalité. Raphaël raconte : "Au collège Saint-Ignace même (le collège privé qu'il fréquentait avant), lorsque j'étais petit, il y avait

beaucoup cette histoire de racisme. Même avec les camarades de classe... ils disaient 'ce *negão* (altération du mot *negrão*, grand nègre baraqué)', 'ce noir', des choses comme ça... Et on était petit." Il se peut qu'on procède à l'annulation de l'autre. Tiago : "Il y avait une fille dans ma classe, je parlais à l'une d'entre elles, mais pas à l'autre, car j'étais noir..." Ou une disqualification radicale du noir. Kizzy : "Aujourd'hui même, une fille de ma classe a dit à un type là-bas 'branquinho' (petit blanc, expression qui n'a pas en soi un sens péjoratif), et lui : 'tais-toi, guenon!' Il n'y a pas de raison pour qu'il lui parle comme ça. Juste parce que tu es noir ? Aucun rapport. La fille n'a pas réagi..."

Être un habitant de la *favela* constitue, de même que la race, un élément significatif du point de vue de l'ordonnement du rapport au monde. De même que le racisme "racial", la discrimination à l'encontre du *favelado* trouve des expressions subtiles, et d'autres plus brutales. Priscila donne un exemple d'une manifestation de préjugé, dont elles et ses amis ont été victimes. "L'année dernière, on nous a invités à une fête, sauf que l'immeuble était hyper luxueux, on a pris l'ascenseur et la femme nous a accompagnés, en craignant qu'on puisse graphiter, faire quelque chose. Tout ça, parce qu'on habite le *morro*." Le préjugé à l'encontre du *favelado* peut occulter le préjugé à l'encontre du noir. Certains adolescents pensent qu'il constitue une forme d'opposition entre riches et pauvres, le noir étant, par définition, un pauvre. "Il y a beaucoup de riches qui n'aiment pas les pauvres, les noirs." Raphaël raconte un événement qu'il a vécu. "On était allé, mon frère, mon copain (qui habite dans la *rue*, à côté du métro) et moi, au centre commercial. Mon copain a acheté des popcorns, et il les a salés. Sauf que là, les popcorns sont tombés par terre et ça a sali partout. Alors l'agent de sécurité est venu, et il a dit comme ça : 'Vous foutez le bordel là, hein ? Vous habitez où ?' J'ai dit : 'J'habite à Santa Marta'. Mon frère a dit : 'J'habite à Santa Marta'. Le type : 'Il fallait bien que ce soit des *favelados*'. Il s'est adressé à mon copain : 'Et toi ?' Il a dit : 'J'habite à Botafogo, en face de l'avenue Rui Barbosa (une rue chic du quartier).' Alors il nous a dit : 'si c'était un autre (agent de sécurité), vous auriez été arrêtés dans les toilettes...'"

Tous ces processus de construction négative de l'identité de l'adolescent et du jeune noir et *favelado*, à travers le regard dépréciatif qui leur est dévolu par une société à laquelle ils se trouvent déjà intensément intégrés, provoquent des drames intimes et des souffrances personnelles considérables. Il est intéressant de savoir comment ces drames sont gérés. La famille est un refuge important pour guérir des blessures personnelles. Elle aide à créer de la distance, et les conditions d'une relativisation du problème. Appelé *negão* par ses camarades de classe quand il était petit, Raphaël se tournait vers ses parents. "J'arrivais chez moi, j'en parlais avec mon père et ma mère, ils me disaient que c'était les parents eux-mêmes qui mettaient ces idées dans la tête de leurs enfants..."

Mais, d'une manière plus générale, l'adolescent et le jeune noir et *favelado* se trouvent en permanence confrontés à la nécessité d'engager un effort de renversement du préjugé, et de relégitimation de l'égalité conquise. Autrement dit, ils sont obligés de *prouver* qu'ils ne sont pas ce que le regard extérieur prétend qu'ils sont. Priscila : "Nous sommes bien élevés, *on l'a prouvé*, il y en a qui ont graphité là-bas, et ce n'était pas nous. On a montré qu'on était même plus poli que les gens riches qui se trouvaient là-bas." Josiane : "De nos jours, la plupart des *favelados*, ils sont en train de conquérir leurs places - (elle rectifie) *nos* places. Je travaille, je suis collégienne... alors, si je vais quelque part, que je sois *favelada*, ou que je ne le sois pas, si j'ai les moyens d'y rester, je le ferai. Et je me

battrai pour rester. Sauf que quelques *favelados*... il faut quand même savoir qu'on a des droits, mais il faut aussi connaître nos devoirs."

Une technique ordinaire de renversement du préjugé est, bien entendu, l'affirmation positive de leur propre identité. Josiane : "Il y a une fille à mon boulot qui a dit : 'vous êtes tous des *favelados*... les *favelados* c'est tous des...' Je lui ai dit : 'Doucement. Au contraire. Moi, je travaille ici avec toi. Je ne suis pas une marginale, quel est le problème ? J'adore habiter là-bas. J'adore. Tous ceux que je connais habitent là-bas. J'aime habiter là-bas, et je ne veux pas partir. Il se peut qu'un jour je sois obligée de partir. Mais si jamais je pars un jour, je suis sûre d'aimer l'endroit où j'irai habiter.'" Aussi Josiane dévoile le sens de l'hésitation entre rester et partir. Si partir, c'est l'affirmation d'une liberté, rester est ce qui permet l'affirmation conflictuelle, comme fierté, d'une condition qu'on partage.

Le problème formulé par cette génération d'adolescents et de jeunes n'est pas tout à fait nouveau à Santa Marta. Il s'était déjà posé à la génération de la "liste bleue", au début des années 1980.¹⁷⁴ Il est intéressant de s'interroger sur la manière par laquelle ce problème est politiquement pris en charge par le groupe Eco à cette époque-là ; la manière aussi par laquelle cette prise en charge est plus ou moins habillée d'un discours idéologique, à travers un débat qui a pris un moment au Brésil des proportions houleuses, entre les partisans d'une éducation populaire inspirée de Paulo Freire, et les partisans du renforcement d'une école publique à signification universelle.

Les deux principaux enjeux du débat d'alors rejoignent entièrement les problèmes formulés par les jeunes que nous avons interrogés. D'abord, de manière peut-être plus radicale, on trouve le refus d'une sortie individuelle du *morro* et une critique à l'encontre de ceux qui l'ont déjà fait. On oppose à cette sortie individuelle, la perspective d'une "éducation populaire", qui soit l'instrument d'une prise de conscience de l'identité collective *favelada*. Cependant, il ne s'agit pas là d'une "identité" qu'il faudrait "préserver", mais de l'affirmation et de la construction de la place de la *favela* en tant que collectivité dans la ville. "Dans ce parcours qu'on est en train de vivre, la *favela* Santa Marta et bien d'autres, nous sommes en train de nous éduquer par rapport à nos problèmes, pour essayer de trouver une solution qui vise à l'amélioration de cet endroit. Il est important que chacun puisse découvrir ce qu'il faut pour améliorer la canalisation des eaux usées, l'Association, parce qu'il faut se rassembler. C'est une éducation qui émerge ici même, et qui est tournée vers nous-mêmes. C'est différent de l'éducation formelle." Un enjeu politique, par conséquent : ne pas éliminer la *favela*, ni par l'éradication, ni par l'intégration individuelle de ses membres à d'autres habitats ; l'affirmer comme *une* forme parmi d'autres de vivre dans la ville.

Cette solution, toutefois, disent les participants à la réunion, ne peut l'être qu'à terme, comme le résultat d'une lutte politique ; alors que la "sortie" de la *favela* a déjà eu lieu. C'est sans appel, on ne peut pas revenir en arrière, car le problème ne se pose pas seulement lorsqu'on va habiter ailleurs. Comme les adolescents et les jeunes, qui nous ont parlé de leurs difficultés à être des collégiens ou des lycéens dans la ville, Cleide, diplômée en psychologie, parlait déjà alors, quinze ans avant, des difficultés à être un *favelado* à

¹⁷⁴ Les observations qui suivent s'appuient sur les propos tenus par les participants à une réunion réalisée en novembre 1981. C'était des membres du groupe Eco, et des proches de la "liste bleue". Le contenu de ces discussions, transcrit et édité, a été publié sous forme d'article (Neves, 1982). Je remercie Atilio Machado Peppe de m'avoir communiqué l'intégrale de la réunion.

l'Université. "Parfois le prof parle des problèmes urbains. Si tu es un *favelado*, le seul de la classe, et que le prof traite des problèmes de la *favela* - 'la *favela*, c'est comme ci, ou comme ça' - tout le monde te regarde. Tu te sens... comment dire... tu as envie de t'enfuir, d'être ailleurs. Les gens qui ne connaissent pas, qui n'ont appris qu'à l'école, croient que la *favela* c'est un amas de baraques en bois, où n'habitent que des marginaux ou des clochards. Les pauvres... Toi-même, tu vois que là où tu habites il y a des problèmes, mais ce n'est pas autant que ça. Mais tu es un seul, au milieu de beaucoup d'autres. Ton opinion ne va pas changer celle des autres."

Leur existence en tant qu'acteurs collectifs les renforce et les aide à faire face à une situation socialement positive, mais symboliquement défavorable. "Quand on discute ce genre de choses dans le groupe, on supporte mieux d'y faire face. C'est clair : lorsque tu es à l'école tout seul, tu n'es qu'un *favelado* qui est là-bas, isolé, tu n'as aucun lien avec le reste de la *favela*, avec ses problèmes, tu es seul. Mais si tu te ressources ici, si tu y croies, si tu travailles ensemble, si tu discutes dans le groupe, tu deviens plus fort." Ils savent cependant que cela même n'est pas suffisant. Il faut redessiner globalement un espace symbolique, où le noir, le pauvre, le *favelado* ont une nouvelle place à occuper. "Dans un pays comme le Brésil, où la plupart des gens sont pauvres, qu'on n'enseigne pas à l'enfant comment il est possible de beaucoup progresser, même dans la *favela*, dans le meublé où il habite, comment se peut-il qu'il soit capable de lutter pour affirmer ses droits ?" Cela implique donc de redessiner l'espace de l'universel - un "universel" qui n'est jamais absolu, qui reste toujours l'"universel" d'un groupe de référence, mais qui sera d'autant plus universel dans la mesure où il soit plus inclusif. Inversement, on critique une "éducation populaire" qui viserait à enfermer le pauvre dans sa particularité : "On resterait là, sans rien apprendre. Il conviendrait même qu'il soit ainsi, pour qu'on puisse servir d'objet de recherche - il ne faut pas y toucher, aucune influence, rien, pour que le terrain de recherche reste naturel. Pour ma part, je m'y oppose. Je crois vraiment à une interaction. Tout ça est important : apprendre les mathématiques, l'histoire, pour que tu puisses mettre encore plus en valeur ce qui t'appartient en propre."

Entre la génération politique de la "liste bleue", et celle d'aujourd'hui, il y a un *gap*. Dans la *favela*, les problèmes d'ordre public ont submergé la politique et l'ont rendue impossible. La politique nationale est aussi devenue plus opaque, moins compréhensible, les jeunes ont moins les moyens d'y adhérer. Alors les problèmes que posent la déségrégation, et l'intégration du jeune *favelado* dans la ville restent au niveau des drames personnels. Des drames qu'on règle parfois de façon raisonnée et civile, parfois de façon moins pacifique, ouvrant alors la voie à une spirale de violence.

Les liens entre la *favela* et son environnement sont pleins d'ambivalence. Si la *favela* interagit activement, et de façon coopérative, avec des institutions émanées du collège Saint-Ignace, si l'établissement lui-même a une importance capitale, au sens d'assurer à une partie des jeunes *favelados* une instruction de qualité, les relations entre la clientèle favorisée qui fréquente l'établissement et sa clientèle défavorisée ne sont pas complètement libres de tensions, et portent un potentiel de violence. Tiago raconte : "Voilà ce qui m'est arrivé l'autre jour... Je passais, comme ça, on était mon frère, un copain et moi, on rentrait de la plage... On avait joué au foot... Alors un garçon nous a vus dans la rue, et il a enlevé sa casquette. Mon frère s'est énervé et il a dit : 'on va pas voler ta casquette, tu sais ; si on l'avait voulu, on l'aurait déjà fait...'." C'est comme s'il avait dit : " Tu as peur, parce que nous sommes noirs, donc nous habitons probablement la *favela* à côté. Nous n'allons

pas voler ta casquette, parce que nous ne sommes pas ce que tu crois. Mais nous ne le sommes pas, parce que nous avons choisi de ne pas l'être. Si nous avons fait un autre choix, ta casquette aurait déjà été volée, parce que tu es objectivement plus faible que nous".

Dans les propos de Tiago s'expriment aussi toute l'ambivalence et toute la difficulté qu'il éprouve à définir ce qu'il est réellement : d'un côté, un individu qui fait ses propres choix ; de l'autre, quelqu'un qui, même involontairement, est déterminé par le regard de l'autre, un regard qui ne concerne pas seulement lui-même, mais aussi le groupe auquel d'une certaine manière il appartient - quelqu'un qui se définit, par conséquent, également par une identité collective, qui ne constitue pas un choix en soi, par rapport à laquelle il prend des distances, en même temps qu'il y adhère.

Cette ambivalence apparaît encore plus clairement dans son second récit. "Alors un garçon, l'autre jour, son copain a été racketté à la sortie de l'école. Alors il y en a qui ont pensé que c'était des gens d'ici. Je ne sais pas qui c'était, car personne n'a vu, moi, je n'ai rien vu... Alors il m'a dit que je me croyais, parce que j'habitais le *morro*, je croyais que j'étais le chef, je sais pas quoi. Alors je suis allé lui parler. Là, il a failli appeler le principal. C'était l'année dernière, cette année je ne suis plus là-bas. Mais il ne m'a jamais aimé. Il est allé parler au principal. Alors on m'a dit : 't'en fais pas, laisse tomber'. J'ai dit 'd'accord, mais dis-lui de faire attention, comment il me parle. Il ne sait pas, il ne me connaît pas. Moi non plus, je ne le connais pas bien'..." Lorsqu'il dit - "il y en a qui ont pensé que c'était des gens d'ici. Je ne sais pas qui c'est, je n'ai pas vu" - Tiago admet implicitement que le racket en question a pu être commis par quelqu'un de la *favela*. D'un autre côté, en tant qu'habitant de la *favela*, il est associé à cet acte, qu'il n'a pas commis, par un camarade qui l'inclut dans la perception qu'il développe des *favelados* en général : "parce que j'habitais le *morro*, je croyais que j'étais le chef..." Même si la situation a été réglée pacifiquement, grâce à l'intervention de tierces personnes, Tiago laisse planer le doute : "dis-lui de faire attention, il ne me connaît pas bien, moi non plus je ne le connais pas bien..."

C'est en partie parce que ce conflit, qui concerne en premier lieu la construction de soi en tant qu'individu, reste un conflit privé, même s'il concerne également les rapports entre deux collectivités ; c'est parce qu'il n'est pas encore collectivement traité, en tout cas pas de manière suffisante, sur le plan politique, qu'il peut se reconstruire de manière sauvage, à travers la violence, sous la forme d'une "guerre" entre la *favela* et la ville. Le conflit dont Tiago vient de faire le récit préfigure d'autres incivilités bien plus graves, surdéterminées par la présence du narcotrafic.

Effets de la présence du narcotrafic

Si la drogue n'existait pas, dit Mario dans l'interview qu'il a accordé au *Jornal do Brasil* (voir supra), moi j'existerais de toute façon. Certes - sauf que la présence du narcotrafic redessine les règles du jeu, en redéfinissant l'ensemble des liens entre la *favela* et la ville, et cela même pour ceux qui n'y sont pas engagés, comme les adolescents et les jeunes dont nous venons de restituer les propos. Cette redéfinition a au moins trois expressions différentes. D'abord, c'est au moment même où elle se rapproche le plus de la ville - par ses conditions de vie, par l'intégration culturelle, par ses modalités de loisir, que la *favela* va se reconstruire, à travers la violence du narcotrafic, en tant que communauté

imaginée. Il est important d'interroger les formes par lesquelles cette reconstruction s'effectue. Deuxièmement, le narcotrafic constitue, comme nous l'avons vu, le prétexte à une violence policière globalement orientée contre la *favela*, une violence qui peut atteindre, comme cela a été le cas en 1994, mais à d'autres moments également, des niveaux insupportables. Il faut revenir un peu sur la manière par laquelle cette violence est vécue, particulièrement par les jeunes, la manière par laquelle elle induit non seulement chez eux, mais chez l'ensemble de la population *favelada*, une logique d'effacement des frontières symboliques qui séparent les narcotrafiquants de ceux qui ne le sont pas. La violence policière contribue aussi à sa manière à ce que la favela se reconstruise en tant que communauté imaginée.

La communauté reconstituée

La présence militarisée du narcotrafic territorialise fortement la *favela*, la constitue comme un espace physique obéissant à des règles propres, distinctes de celles qui ont cours à l'extérieur de ses frontières. Ces règles sont partagées par l'ensemble de la communauté territoriale. La présence d'un étranger n'est admise, que dans la mesure où il connaît ces règles et qu'il obéit à un certain nombre de contraintes. Dans ses allées et venues dans la favela, il vaut mieux qu'il soit conduit par un résident. Lorsque je suis allée interviewer Dona Sinira, la grand-mère de Luciana, elle a tenu à ce que cette dernière aille me chercher, et à ce qu'elle me reconduise jusqu'en bas, une fois l'entretien fini. Même en lui expliquant que je connaissais déjà bien la *favela*, sa volonté était sans appel. Dona Sinira avait eu un fils tué dans le *morro*, elle savait bien ce que cet ordre interne voulait dire, et tenait à ce qu'aucun risque ne soit pris concernant ma personne, alors que justement ça lui faisait plaisir que je vienne lui rendre visite. Au fur et à mesure que l'étranger devient (re)connu, il peut circuler librement, on passe d'un état de dépendance à un état d'autonomie relative, et je me suis souvent entendu demander : "Tu montes toute seule, déjà ?"

Cette expérience territoriale n'est pas la pure expression d'un ordre militaire, appuyé sur la force des armes. Elle est, au-delà, la mise en évidence sous des formes particulières d'une histoire commune partagée. "Tu nais et tu es élevé dans une communauté où tous se connaissent. C'est comme le *Quilombo des Palmares*", disait encore Mario au *Jornal do Brasil*. A travers certaines célébrations, à l'adresse des enfants et des jeunes, les chefs du narcotrafic, jeunes eux-mêmes, revivent ce partage. Il en est ainsi, le 26 septembre, à l'occasion de la fête de Saint-Côme et Saint-Damien. Même si ce n'est pas un jour férié, les écoles publiques fonctionnent au ralenti. Les enfants de la *favela* sont pris d'une fièvre : toute la journée ils se promènent avec des sacs, pour ramasser les sucreries qui leur seront offertes par la population du quartier en général, mais surtout par les *gamins* du narcotrafic. Sous l'argument du péché, certains parents interdisent leurs enfants d'accepter ces offres, mais évidemment rien n'y fait. Toute la journée les nouvelles circulent : les *gamins* sont rassemblés au sommet du *morro*, ils préparent les sacs...Il serait trop simple d'y voir une pure démarche de séduction de la population de la *favela*. Les *gamins* ont maintenant les moyens de rééditer des journées magiques de leur enfance, en perpétuant une tradition du *morro* ; sauf que maintenant, ce sont eux les magiciens...

La deuxième célébration importante, la plus importante de toutes dans le cas de Santa Marta, c'est les bals funk. Apparus vers la fin des années 1970 dans des quartiers de la zone sud de la ville, comme une expression du mouvement noir, ils se sont ensuite

déplacés vers la zone nord, vers des quartiers plus populaires, signant la force de la participation culturelle qu'on observe alors dans ces banlieues. (Vianna, 1988) C'est à la suite de ce mouvement d'adhésion massive de la jeunesse populaire, que les bals funk sont revenus à la zone sud, complètement redéfinis par rapport à leurs expressions d'origine. On estime qu'ils mobilisent les week-ends près d'un million de jeunes, un peu partout dans la ville.

La prise en charge des bals des *favelas* par le narcotrafic redessine un système d'opposition entre des *galères* (expression ordinairement attribuée aux bandes de jeunes participant aux bals), qui s'inscrivent dans la logique générale d'alliances et d'oppositions entre les différents *morros*. Cette opposition a souvent engendré des bagarres terribles, et de très forts déchaînements de violence entre galères, à la sortie des bals. Les "équipes de son", qui ont à leur charge l'animation des bals, ont beaucoup œuvré dans le sens de réduire cette violence. Un réseau d'adhérents a été créé, qui permettait d'obtenir des remises de 50% sur le prix des entrées, à condition que le jeune ne participe pas à des bagarres, auquel cas sa carte pouvait lui être enlevée. A Santa Marta le bal était entièrement financé par le narcotrafic, l'entrée était libre pour tout le monde. "Tout ce qui se fait dans le *morro* est gratuit", m'a expliqué Alexandre. Outre le public captif de Santa Marta, beaucoup de jeunes venaient de Botafogo et des quartiers voisins, ainsi que des *morros* alliés. "Car il y a des *morros* qui ne sont pas appréciés des gens d'ici", a-t-il ajouté.

Réalisé dans un espace ouvert, le bal était cause d'une nuisance sonore qui frappait non seulement l'ensemble du quartier, mais la *favela* elle-même. Soutenu par la force des armes du narcotrafic, le bruit du bal n'était pas négociable. Beaucoup d'habitants se plaignaient avec des mots couverts que les soirs de bal, surtout les samedis, il était impossible de dormir. La musique se prolongeait jusqu'au petit matin. Les dimanches, ça se terminait plus tôt, car le lendemain il fallait aller travailler. Les jeunes, au contraire, minimisaient l'importance du bruit. Si on en parlait, c'était des intrigues de la presse. "Tout ce qui se passe dans le *morro*, pour la presse, c'est mal. Lorsque survient un événement positif, ils n'en parlent jamais. Les journalistes viennent pour s'informer, mais après ils distordent tout. Et ensuite ils disent que c'est la loi du silence..." Les bals de Santa Marta, comme ceux d'autres *favelas* de Rio, qui se réalisaient dans des espaces ouverts, ont été, depuis juin 1995, interdits par le Secrétariat à la justice et à la sécurité publique de l'Etat de Rio de Janeiro, en réponse aux plaintes des associations de résidents, et à la pression des médias. (*O Globo*, 12-06-1995)

L'emprise du narcotrafic s'étend, au-delà des frontières de la *favela* elle-même, à une occupation territorialisée de la plage. Ce type d'occupation n'est pas nouveau à Rio, et il ne relève pas de la seule présence du narcotrafic. Les points de rassemblement de certains groupes particuliers, occupant régulièrement les mêmes tranches de sable pendant les week-ends, ont depuis toujours fait partie de la culture de la ville. Mais là encore, les oppositions et les alliances liées au narcotrafic dotent ce phénomène de nouvelles significations. Aussi les adolescents, surtout, de Santa Marta, dans la mesure où leur *favela* ne se trouve pas, comme d'autres, près de la plage, se rassemblent à un *point* situé en face d'une *favela* alliée.

Dans tous les cas, la "communauté" se reconstitue à travers une relation à l'autre, qui se définit en termes de rapports de force, c'est-à-dire, en termes d'*incivilité*. (Voir *supra*: Egaux et différents). Cette incivilité scelle l'alliance entre narcotrafiquants et jeunes

favelados en général. Même si les logiques d'engagement dans la violence des uns et des autres gardent des spécificités propres, la fête, surtout, constitue un moment important de dilution de ces différences, et d'affirmation d'une identité *favelada* commune. Le bal attire par ailleurs des jeunes issus des couches moyennes, ce qui constitue un élément supplémentaire d'inversion des relations entre les *favelados* et leur environnement. En ce sens, le bal réédite, sous une forme nouvelle et plus fréquente, tout au long de l'année, l'inversion des relations hiérarchiques implicites entre une collectivité *favelada* et le reste de la collectivité urbaine de Rio de Janeiro, qui avant était le propre du carnaval. (Ladurie, 1979 ; Matta, 1983). Mais, d'autre part, même si le crime sert de support à l'incivilité juvénile, il ne partage qu'en partie sa logique, c'est-à-dire jusqu'à la limite où cette dernière devient contradictoire avec ses propres intérêts. Aussi un phénomène strictement défini en termes d'incivilité, comme l'*arrastão* - ces désordres qui se sont produits pendant l'été 1992 sur les plages de la zone sud - a été contrôlé grâce à l'intervention des chefs du narcotrafic.

Si ces contradictions limitent la portée de la métaphore communautaire, celle-ci reste un élément fondamental du discours social et infra-politique du narcotrafic (Peralva, 1997c) et elle prolonge par d'autres moyens celle qui avait été employée à des fins directement politiques, dans les années 1980, par exemple par les supporters de la "liste bleue". En faisant référence à *son peuple*, Mario souligne l'opposition latente entre la favela et la ville, scellant l'alliance entre les *favelados* et le narcotrafic. Les bases de cette alliance sont fondamentalement symboliques. Malgré tout ce qu'on a voulu dire ces dernières années, à propos de l'importance du narcotrafic du point de vue de l'amélioration des conditions de vie dans les favelas, c'est le contraire qui est vrai. Non seulement ce n'est pas au crime que ces améliorations se doivent, mais plus encore le narcotrafic représente aujourd'hui un obstacle à leur poursuite. Et pourtant, l'alliance existe, la communauté, imaginée, est un fait symbolique, pathologique certes, mais réel. *Un cancer se développant dans un corps*, dit Mario. L'Etat, à travers sa police, joue un rôle majeur dans la consolidation de ce pathos.

Les jeunes face à la violence policière

Le simple fait de l'existence d'une violence permanente dans la *favela*, que ce soit par la présence armée du narcotrafic, qu'un Etat faible et incapable d'assurer la sécurité publique n'arrive pas à éliminer ; que ce soit par la violence indiscriminée déployée par la police contre les *favelados*, ceux qui se réveillent chaque matin se considèrent au fond d'eux-mêmes comme des survivants. Aussi la culture locale est fortement marquée par le développement de techniques de survie, pas réellement efficaces, mais qui constituent un fonds collectif commun.

En octobre 1994, au plus fort de la violence dans et contre la *favela*, j'ai été témoin d'une discussion d'une quinzaine de jeunes qui parlaient des échanges de tirs de la nuit précédente. Certains disaient qu'ils avaient veillé toute la nuit. Une jeune fille a fait des acrobaties au milieu de la pièce, pour montrer comment elle esquivait les tirs. Elle a raconté qu'elle était montée sur la cuvette du sanitaire, chez elle, et que sa mère lui avait crié de descendre, car les balles perçaient les murs. Rester où, alors ? Assise bien tranquille sur une chaise, en face de la télévision, en faisant semblant de ne rien entendre... Une autre a raconté que sa soeur s'était couchée sur la terrasse, et qu'elle avait failli se prendre une balle. Elle n'a échappé que parce que le type qui tirait a vu son ombre. Les anecdotes fusaient. Un jour une fille s'était rapprochée de la fenêtre et un des *gamins* lui avait crié, au

milieu de l'échange de tirs : "Rentre ta gueule, connasse !" Une autre fois, l'Association des résidents avaient organisé une manif dans la rue, alors qu'on entendait des tirs partout dans le *morro*. Après, le président était venu se plaindre que personne n'était descendu. Descendre, comment ? Quelqu'un a demandé si les tirs de la veille, c'était à cause d'une invasion de la police. Comment savoir ? La semaine d'avant, le bal avait mal fini, à cause d'une autre invasion de la police. Aucun chef n'avait été arrêté, rien que des subordonnés. Une fille a rappelé un jeune, que la police avait tué en août dernier. Elle avait dit au flic que c'était un travailleur, ce dernier lui a répondu que les travailleurs ne se couchent pas par terre.

En général, les *favelados* semblent savoir en effet ce qu'il faut et ce qu'il ne faut pas faire, lorsque la police arrive dans le *morro*. Le jour où j'ai interviewé Mario, l'ami qui nous avait mis en contact m'a invitée, à la fin de l'entretien, à boire une bière avec lui, dans la *birosca* (buvette) en face. Un missionnaire évangélique s'était joint à nous, et on bavardait tranquillement, pendant que les *gamins* tournaient dans le coin, comme d'habitude lourdement armés. Soudain, j'ai aperçu quatre policiers militaires qui montaient de l'autre côté, les fusils apprêtés, dans les yeux la peur d'être canardés, comme une force d'occupation. Notre groupe se trouvait exactement au milieu, entre eux et les trafiquants. Sur la ligne de tir. Prise de frayeur, j'ai couru me cacher dans un recoin de porte. Mes deux compagnons sont restés immobiles. Plus tard, ils m'ont critiquée d'avoir bougé, j'avais risqué lourd, selon eux.

L'intervention policière est systématiquement perçue comme abusive, soit qu'elle soit à l'origine d'une violence aveugle où les morts sont constantes ; soit qu'elle survienne à des fins d'extorsion. Lors de l'événement auquel je viens de me référer, à l'approche de la police, en à peine quelques secondes les *gamins* avaient disparu. Derrière eux, ils ont laissé un sac avec de la cocaïne et de l'herbe. Arrivé près de nous, l'officier qui commandait l'expédition nous a demandé, à moi et au missionnaire évangélique (les deux seules personnes qui se différenciaient dans le paysage), de nous identifier, ce que nous avons fait. Les soldats ont fouillé dans le sac et, à notre grand étonnement, ne l'ont pas saisi... Nous avons été considérés des témoins gênants. Cinq minutes après qu'ils étaient partis, le sac n'était plus là, les *gamins* étaient venus le récupérer.

Plus rarement, l'intervention policière suscite des réactions émeutières, ou des résistances, surtout chez les enfants et les jeunes, à la manière de l'intifada. Les animateurs de groupes de jeunes ont beaucoup de mal à les empêcher d'y participer. Vers la fin octobre 1994, les négociations entre Viva Rio, des leaders communautaires et la police, avaient abouti à une présence plus systématique de la police militaire au sommet et au pied du *morro*. Avec ça, on espérait éviter les invasions à des fins d'extorsion, de la police civile. Lors d'une réunion avec des jeunes, un animateur rappelait que "pendant une semaine, on a pu dormir". "Vendredi ils étaient en bas et ils contrôlaient ceux qui montaient. Autant des gens de l'extérieur, qui venaient pour le bal, que des résidents. On demandait aux gens de s'identifier, et on les laissait monter. Cela s'était bien passé, jusqu'à ce que des enfants tout petits ne commencent à jeter des cailloux contre les policiers. La police a répondu en tirant vers le haut, et en brutalisant les habitants qui essayaient de rentrer chez eux." Un jeune du groupe a raconté, le sourire aux lèvres, qu'à deux heures du matin il avait voulu rentrer chez lui. Les policiers lui ont dit de courir au plus près du mur, et ils sont montés derrière lui, en tirant dans la direction de la rue Jupira, où se trouvait la *bouche de fumée*, et où le bal avait aussi lieu. Un ancien président de l'Association des résidents avait également été

fouillé et tabassé, alors qu'il rentrait chez lui. Il était venu jusqu'à l'Association, avait pris le haut-parleur, appelant la population à sortir pour protester. Les policiers sont montés derrière, lui ont arraché le haut-parleur des mains, et ont recommencé à le tabasser. Écoutant ces récits, les jeunes étaient restés silencieux. Ceux qui ont fait des commentaires exprimaient leur révolte contre la police. Seul l'animateur parlait en termes de précaution et d'apaisement. Il a dit que c'était un moment difficile, qui allait passer ; qu'il était important qu'ils soient rassemblés et qu'ils puissent parler entre eux, et les a mis en garde contre le risque de provocations, dont ils pouvaient devenir les uniques victimes. Il ne fallait pas compter sur la mobilisation des habitants, en cas de bavure, car la peur les emmenait à se replier sur eux-mêmes. Aussi, l'action violente de la police complète celle des narcotrafiquants, dans leur entreprise de mise en oeuvre de la métaphore communautaire dans la *favela*. En soulignant l'opposition entre le dedans et le dehors, entre la favela et la ville, plutôt que celle qui existe entre les bandits et les travailleurs, la police renforce la pathologie propre à cette métaphore.

Il faut dire un dernier mot, pour en finir avec cette question de la réinvention communautaire de la *favela*, sur un thème qui s'inscrit dans le prolongement des deux précédents, celui de la santé reproductive des jeunes : sur ce fait surprenant que, malgré l'importance de l'intégration culturelle à la ville, beaucoup de filles continuent à faire des enfants très tôt. Fait surprenant, dans la mesure où il contrarie la tendance générale observée dans le pays, à une baisse du rythme démographique ; dans la mesure où il contrarie surtout le fort niveau d'intégration culturelle qui caractérise cette *favela* de la zone sud de Rio. Les raisons sont tribales, dit Mario. Même sans avoir travaillé spécifiquement sur ce problème, je me permettrai une observation là-dessus, car l'hypothèse qu'il formule se doit d'être prise un moment en considération.

Lucio, que j'ai aussi interviewé, et qui a aujourd'hui la quarantaine, a eu 17 enfants avec différentes femmes dans la *favela*, dont quatre avec celle avec laquelle il vit actuellement, et à qui il s'est marié justement pour bien marquer la différence de statut de cette relation, par rapport à ses liaisons précédentes. Cette situation, cependant, est moins générale qu'on ne pourrait le penser. Le modèle d'organisation familiale qui prime dans la *favela* est, comme ailleurs, celui de la famille nucléaire, pour laquelle, dans le passé, à défaut de contraception sûre, la morale opérait comme un frein contre les liaisons multiples. Aujourd'hui la morale ne s'interpose plus comme limite à la sexualité, et le thème du sida est relativement peu présent. Si la consommation de stupéfiants est dans l'ensemble limitée dans le *morro*, celle des drogues intraveineuses est pratiquement absente. Les jeunes sont par ailleurs bien informés et la contraception, même si elle n'est pas l'objet d'une politique systématique, n'est pas non plus inaccessible. La reproduction précoce ne peut pas s'expliquer en termes d'absence d'information, elle s'inscrit effectivement dans une logique tribale - elle semble s'expliquer par le fait que la destinée de l'enfant appartient à la collectivité, faute de pouvoir appartenir à chacun des parents, qui ne contrôlent pas eux-mêmes leur propre destinée. Cette tendance est particulièrement accentuée dans les milieux proches du narcotrafic, et s'oppose à ce qu'on peut observer chez les jeunes *favelados* qui manifestent un souci plus appuyé de se construire en tant qu'individus, de préparer leur avenir et d'exercer un contrôle sur les différentes étapes de leur vie. Dans ce milieu à risque qu'est la *favela*, la reproduction juvénile précoce semble inséparable de l'angoisse de mort.

6 - LE CRIME ET LE RISQUE

La juvénisation du narcotrafic est tout d'abord un phénomène démographique. A Santa Marta, selon les résultats de l'enquête par échantillonnage de domiciles, à laquelle nous nous sommes déjà référés, 60% de la population avaient en 1990 moins de 25 ans, seuls 18,13% étaient âgés de plus de 40 ans. Cela n'explique cependant pas les raisons pour lesquelles un jeune s'engage, ou ne s'engage pas dans le narcotrafic. Cette question, le sociologue n'est pas le seul à se la poser. Beaucoup de *favelados*, y compris des jeunes, se la posent aussi, tous les jours. Pourquoi mon voisin, pourquoi mon copain, pourquoi mon cousin ?

Il faut d'abord écarter, par son insuffisance, une explication trop souvent évoquée, qui voudrait que le jeune s'engage parce que le narcotrafic lui assure des conditions de consommation auxquelles il n'aurait pas accès autrement. L'engagement dans le narcotrafic ne constitue pas une conduite anormale au sens de Merton. Le jeune *favelado* est, certes, une unité de consommation, mais il dispose, en partie grâce aux caractéristiques de la *favela* en tant que "solution budgétaire", de trop de moyens de consommation légale pour que le désir de consommation soit en lui-même un stimulus suffisamment puissant pour l'emmener à adhérer au monde du crime. Lorsque le journaliste Zuenir Ventura (1994) a mené son enquête sur la *favela* de Vigário Geral, il y a rencontré trois personnages, trois jeunes *favelados* qui avaient été élevés ensemble, et dont les destinées s'étaient pourtant irrémédiablement écartées. Le premier, celui qui a d'abord été son guide dans la *favela*, était un jeune sociologue, Caio Ferraz, qui, après avoir été l'objet de plusieurs menaces de mort de la part de la police, s'est finalement décidé à quitter Vigário Geral. Il vit actuellement à Harvard, où il prépare son *master*. Le deuxième était un type banal, un mécanicien, un simple travailleur. Le troisième était Flavio Negão, à l'époque chef du narcotrafic local, mort depuis dans un affrontement avec la police. Zuenir Ventura a observé que ces différences individuelles, "le social ne pouvait pas les expliquer". Tout ce que nous avons pu dire sur l'accroissement de la participation de la population *favelada* et de son intégration à la ville va dans le même sens.

J'essaierai d'esquisser une autre réponse et de l'illustrer à travers trois exemples : le premier concerne un cas de *refus d'engagement* ; les deux autres concernent des individus qui se sont au contraire *engagés* dans le narcotrafic. Avant, j'ai tenté de montrer qu'il y a aujourd'hui parmi les jeunes *favelados* une disponibilité à la violence, qui s'exprime souvent sous la forme de l'incivilité, et qui peut aussi prendre la forme, à une échelle différente, d'un engagement dans le crime. Mais on ne passe non plus aussi naturellement que ça, d'une expérience à l'autre. Entre les deux s'interpose l'effondrement de la capacité de l'Etat brésilien à assurer la sécurité publique, au moment de l'entrée en démocratie, le fait que le dés-ordre démocratique crée un environnement qui détermine l'éventail des choix qu'un *favelado* peut être emmené, qu'il le veuille ou non, à faire dans sa vie. Les trois cas que j'évoquerai ont ceci en commun : pour deux d'entre eux, l'engagement est apparu comme seule issue, face à l'absence d'ordre public. Pour le troisième, le *refus* d'engagement s'effectue *malgré* et *contre* l'absence d'ordre public. Je commencerai par celui-là.

Luano

Luano avait douze ans, lorsqu'il a été interviewé par le journaliste Renato Fagundes, du *Jornal do Brasil*, le 11 février 1996, à l'occasion du passage de Michael Jackson par Santa Marta. Il commente cette visite et parle de sa vie dans la *favela*.

- Avec lui (Michael Jackson) dans le *morro*, les gens vont un peu regarder ce qui se passe ici. Dans toutes les *favelas* le gouvernement n'aide en rien. S'il vient, il se peut qu'il y ait des changements. Il ne se sert pas de nous.

A propos des préoccupations du gouvernement concernant les pauvres et la *favela* :

- Ils ne sont pas du tout inquiets. S'ils étaient inquiets, ils n'enverraient pas la police militaire empêcher les gens de rester jusqu'à tard dans la rue, en se baladant, sans rien faire de mal. Ils ne s'inquiètent pas non plus des eaux usées, du manque d'eau. Ils ne s'inquiètent de rien du tout.

Encore à propos de la police :

- Il y a beaucoup de policiers qui sont mêlés aux affaires des trafiquants, qui extorquent les gens, qui envahissent le *morro* en tirant des coups de feu. C'est à peine si cela existe, des policiers honnêtes.

Qu'est-ce qui manque à Dona Marta ?

- Ce qui manque le plus c'est le respect des policiers militaires. Le gouvernement devrait demander aux policiers militaires d'arrêter un peu et de réfléchir, ils verraient qu'il y a des gens partout dans la *favela*, et qu'une balle perdue peut toucher quelqu'un qui n'a rien à voir dans cette affaire. Une balle peut toucher n'importe qui. Une balle va tout droit, elle ne dévie pas, elle ne fait pas de virage... Il faudrait qu'on puisse s'amuser plus, sans avoir peur. Je voudrais que tout le monde puisse jouer calmement, sans avoir peur que quelque chose arrive, voir la police monter en tirant des coups de feu. Parfois, on est en train de jouer, et ils commencent à tirer. Tout le monde s'enfuit terrorisé, sans savoir où aller. Si la police militaire monte, ceux qui habitent en bas, il faut qu'ils aillent chez les autres, c'est pas possible de descendre.

Sur les gens du macadam.

- Ils voudraient que le *morro* soit très loin. Ils ont peur de nous. La plupart des gens qui habitent ici, c'est des travailleurs. Il y a même de tout petits enfants qui travaillent dans des supermarchés. Les gens du macadam croient que c'est tous des bandits.

Ses rêves :

- Si j'y arrive, je veux bien aller en fac, pour être prof...

Même s'ils gagnent si mal, les profs ?

- Même. Je trouve ça bien, d'apprendre des choses intéressantes, les enseigner.

A propos d'un vélo qu'il désire - a-t-il déjà imaginé d'en voler un ?

- Non, je n'ai jamais pensé voler. Parfois il y a des copains qui jouent avec, alors je leur demande de faire un tour. Il y en a qui me laissent. Mais ça m'est déjà arrivé de voir quelqu'un qui avait un vélo cher, et en avoir un peu la rage. Je pense: ses parents sont riches, ils peuvent acheter tout ce qu'il veut. Mais je ne pense pas voler. Je n'ai aucun ami qui fait ça, et moi non plus je n'ai pas envie de le faire.

Est-ce qu'il aurait envie d'habiter dans le macadam ?

- Non, je préfère habiter ici. Mais si ça continue comme ça, je vais vouloir déménager. Si je travaillais, et que j'avais de l'argent pour m'acheter une maison en bas, maintenant, j'irais. Si la police militaire continue à nous embêter comme elle fait en ce moment, tout le monde qui habite le *morro* va finir par vouloir partir. Je voudrais aller chez ma grand-mère, à Niterói, car là-bas c'est très calme, il y a plein de gens pour jouer, sans qu'on ait peur des coups de feu.

Sur le narcotrafic :

- Je préférerais qu'ils ne fassent pas ça, c'est un métier dangereux, tu te prends trop de tirs. D'accord, tu peux gagner un peu d'argent, mais moi, je n'aurais pas envie de faire ça.

Parce que c'est dangereux, ou parce que c'est mal ?

- Parce que c'est très dangereux, mais aussi parce que c'est mal. Parfois, la police militaire monte avec des armes énormes, que des armes étrangères, et elle n'arrête pas de tirer. Et quand elle arrive, elle ne vient pas pour arrêter, elle vient pour tuer. Ils y vont pour gagner de l'argent, et pour avoir beaucoup de femmes ; mais ils vivent trop peu, ils meurent trop tôt. Mois, j'ai envie de vivre jusqu'à 90 ans.

- Je voudrais qu'il y ait plus de respect. Qu'on s'adresse à moi correctement. Parfois il y a des gens qui rigolent de toi. Ils disent que les autres n'ont rien. Rien que parce qu'ils ont de belles fringues, des choses dont je m'en fous, ils se moquent des autres. Les gens d'en bas se moquent, même quand on travaille. Des fils à papa, qui ont de l'argent, et qui se marrent des autres. Sur la plage ils rigolent de nous aussi. Mais il vaut mieux ne rien faire, rester tranquille... Plus qu'un magnétophone, plus qu'une bicyclette... Je voudrais que les gens aient du respect. Plus que tout, je voudrais être respecté tel que je suis aujourd'hui, plus que d'avoir un vélo tout neuf!

Lucio

L'entretien avec Lucio a été réalisé dans un bistrot du quartier, relativement loin de la *favela*. Cela s'est passé en décembre 1994, à un moment compliqué : même si l'Opération Rio avait déjà commencé, la pression exceptionnelle du narcotrafic sous la gestion des frères Lima Silva restait empreinte dans nos mémoires. Etant données les circonstances, je ne me suis pas sentie autorisée à enregistrer. Je me suis limitée à prendre des notes et à rétablir les termes de l'entretien, aussitôt rentrée chez moi. Même le simple fait que je prenne des notes lui avait posé problème. Mais apparemment il avait aussi besoin de parler.

Lucio avait alors 41 ans. Son père était venu du Sergipe, dans le nord-est du pays, sa mère du Minas. Ils se sont rencontrés dans un vieux quartier de la ville, sont devenus copains, puis se sont mariés et sont venus habiter à Santa Marta. Ils ont eu quinze enfants, dont seuls neuf sont vivants. Lucio est celui du milieu : il y en a quatre au-dessus de lui, et quatre en dessous. A l'âge de 17 ans il a quitté la maison familiale pour aller travailler chez un cordonnier de la *favela*. Il réparait et il fabriquait des chaussures. Pendant ce temps-là, il a construit une chambre pour lui sur le terrain de sa mère. Il travaillait au noir, car la cordonnerie ne payait pas d'impôts. "Rien au *morro* ne paye des impôts", m'a-t-il dit.

Vite il a eu une copine, et la fille est tombée enceinte. Lucio voulait l'enfant. Il a donc décidé de chercher un travail plus intéressant, et a commencé à travailler comme coursier dans une société immobilière, dans le quartier voisin. Il y est resté deux ans et demi, mais après a dû partir car le patron a subi un accident grave et a dû passer l'affaire. Entre-temps, il avait rompu avec sa copine, cette dernière ayant décidé de se faire avorter, alors qu'elle avait déjà quatre mois de grossesse. Elle a été soutenue par sa famille, et Lucio n'a pas été consulté. Il pense que, s'il avait été consulté, il aurait peut-être accepté plus facilement l'idée d'un avortement, qu'il refusait de toute façon.

Lucio a fréquenté l'une des écoles publiques du quartier, est allé jusqu'au CM2. Il trouve que l'école ne lui a pas manqué. Il a une intelligence pratique. "Tout ce que je vois faire une fois, je sais le refaire après. J'ai donné des cours à des classes du SENAI (le Service national de l'industrie, qui offre une formation professionnelle hautement qualifiée à des ouvriers de différentes branches), j'ai été formateur là-bas." Et pour ses enfants, comment voit-il l'avenir ? Est-ce qu'il faut qu'ils fassent des études, ou pas ? Il dit qu'il vaut mieux qu'ils en fassent, car s'il s'est bien débrouillé sans aller à l'école, il n'est pas certain que ses enfants feront de même. Chacun choisira sa propre voie, mais il vaut mieux qu'ils s'appliquent à l'école, car tous n'ont pas les mêmes dons.

Après avoir quitté la société immobilière, déjà à l'âge de vingt ans, Lucio est allé travailler dans un bureau d'ingénieurs à Botafogo, comme aide-plombier. Il y a été emmené par son beau-père et par son beau-frère, qui y travaillaient également. Il y est resté pendant un an et demi. Il est ensuite rentré, grâce à un compère, dans une usine de matériel paramédical, à des fins physiothérapeutiques, pour travailler dans le service d'emballage. La maison cherchait, pour ce service, complexe, un professionnel compétent. Depuis le début, il s'en est très bien sorti. La propriétaire, une Française, s'est étonnée de ses performances. Pendant six mois, il est resté dans ce service. A ses heures de repos, il observait le travail des ateliers. Un jour, il a dit aux patrons qu'il n'y avait pas d'avenir dans l'emballage, qu'il était capable de monter un appareil, aussi voulait-il qu'on l'engage dans ce service. Il a été testé et s'en est très bien sorti. Vite, il a été promu agent de maîtrise. Il y a travaillé pendant deux ans. Il y avait, pourtant, dans l'entreprise une mauvaise ambiance, ce qui l'a emmené une fois de plus à changer. Les patrons refusant de résilier son contrat, il a dû abandonner ce travail. L'entreprise où il est allé appartenait à la même branche. Pendant deux ans, il a travaillé au noir, parce que l'ingénieur qui l'avait engagé essayait de se lancer. Après, il a pu avoir un contrat en bonne et due forme.

A l'époque, Lucio habitait une baraque, au même endroit du *morro* où il vit actuellement. C'était une construction en bois, qu'il a refait en briques, en encerclant la baraque primitive de l'extérieur - une technique souvent utilisée dans la *favela*. Il a d'abord fait la dalle, ensuite il a élevé les murs. Il raconte ça comme une aventure. Des copains ont

aidé, en participant au système d'entraide. C'était une aire de risque, car il y avait là cet endroit une importante chute d'eau, qui n'avait pas encore été canalisée. Par la suite, les dates se mélangent un peu dans sa tête. Par recoupement avec d'autres informations, je sais que Lucio est resté à la tête de l'Association des résidents jusqu'en janvier 1989, où, en qualité de Vice-président il avait remplacé le président démissionnaire de la "liste bleue", qui avait décidé d'être candidat aux élections municipales. Lucio a dû assurer la passation de pouvoir aux élus victorieux de la "liste jaune". Six mois plus tard, il a quitté le *morro* et s'est engagé dans la guerre contre la bande de Zaca, aux côtés des partisans du Commandement rouge.

Lucio a longtemps hésité, avant d'entamer le récit de cette période. Son identité était en jeu. Lorsqu'il s'est décidé à parler, il a commencé par dire quelque chose comme : c'est très compliqué lorsqu'un travailleur rentre dans le monde du crime... Je n'ai jamais été un bandit, je n'ai jamais été un vagabond... (*Dans son mode de socialisation, bandit et vagabond, catégories appartenant au même registre, celui du refus du travail, s'opposaient à celle de travailleur, qui définissait son parcours et son identité.*)

C'était du temps de Zaca et de son neveu Crache-Sang. La maison où habite Lucio se trouve à un point stratégique de la *favela*, non loin de celle où fonctionnait alors (et au moment où je l'ai interviewé) la *bouche de fumée*. C'était une maison que le groupe de Zaca convoitait, et à plus forte raison dans la mesure où le beau-frère de Lucio, le frère de sa femme, était lié à la bande. Ils lui ont proposé de participer aux activités du groupe, ce qu'il a refusé. Un jour la bande est rentrée chez lui et ils ont tout cassé. Sa femme était chez elle, avec des enfants tout petits. Lucio n'était pas là. On l'a prévenu. La presse a même annoncé que le président de l'Association avait été tué... Il a déménagé chez sa soeur, dans une autre *favela*. Sa femme a emménagé chez ses parents, dans le *morro* même.

Pendant deux ans, aux côtés du Commandement rouge, Lucio s'est battu contre la bande de Zaca. Alors qu'il était caché chez sa soeur, ses anciens camarades de la liste bleue sont venus le voir, et l'ont supplié de ne pas s'engager dans la guerre du narcotrafic. Mais plus rien ne pouvait l'arrêter. Il explique qu'il a été poussé par la haine. "La haine rend aveugle." En voyant détruire tout ce qu'il avait construit, il n'a pensé à plus rien. Il est revenu dix-neuf fois dans le *morro*, jusqu'à ce que la victoire du Commandement rouge sur la bande de Zaca a été définitivement assurée. A mon intention, il a ajouté, sans que je le lui demande, qu'il n'avait jamais tué qui que ce soit, même s'il avait témoigné de choses terribles. Il n'a jamais eu peur de mourir, et il n'a jamais pensé non plus qu'il *pouvait* mourir. Il jure qu'il n'a jamais sniffé de la cocaïne, et qu'il n'a jamais fumé un joint.

Ayant gagné la guerre, Lucio est retourné dans le *morro*, où il a pu récupérer sa maison et réinstaller sa famille. Au père de son épouse, il a promis de ne pas tuer le frère de cette dernière (qui avait été à l'origine de sa mésaventure), tout en ajoutant la remarque suivante : "Je ne tuerai pas votre fils ici, chez vous, mais si je le retrouve dans un coin de rue, je ne suis pas sûr de moi..." A quoi, son beau-père aurait répondu : "Je vous comprends..." Il a tenu sa promesse. Le beau-frère est mort quelque temps après, lors d'un échange de tirs avec la police, dans le *morro*.

En rentrant à Santa Marta, Lucio s'est vu offrir le commandement du narcotrafic local. Il a refusé, en expliquant son refus par le fait d'être un travailleur. Il travaille aujourd'hui comme maçon dans le *morro*, qu'il ne quitte qu'à des occasions très rares. Plus

jamais, cependant, il n'est redevenu ce qu'il était avant. Même s'il a pu rétablir, d'un point de vue intime, la cohérence entre ses valeurs et son mode de vie, à travers un nouveau choix stratégique venu annuler le précédent, il ne lui a pas été possible de réintégrer son groupe de référence primitif, pour lequel il était devenu un personnage gênant et ambigu. Doublement traître, du côté également des narcotrafiquants, il était à peine toléré. Eux aussi se sont vite installés dans une maison à côté de la sienne. J'ai déjà raconté comment, lorsque des gens étaient tués, parfois ouvertement, à la lumière du jour, le groupe sous la direction des frères Lima Silva exigeait de Lucio qu'il porte les corps jusqu'au sommet, dans un cimetière clandestin. C'était le change qu'on lui donnait, pour avoir déserté la guerre.

L'incapacité à construire une expérience positive - et j'évoque ici encore de manière très précise cette notion, telle qu'elle a été proposée par François Dubet (1995) - en combinant de manière cohérente son choix stratégique et les valeurs qui lui assuraient l'intégration à un milieu (en l'occurrence) politique, des valeurs aussi sur lesquelles son identité de travailleur s'appuyait, ont anéanti chez Lucio toute possibilité d'autoconstruction en tant que sujet autonome. Le sujet a été tué en lui. Aujourd'hui il ne fait que survivre à son histoire personnelle.

Mario

J'ai interviewé Mario le 7 juin 1997. Depuis longtemps, j'avais envie de le rencontrer, mais l'occasion ne s'était pas présentée. Ceux à qui j'avais demandé de me mettre en contact avec lui, et que je considérais comme mes intermédiaires naturels, avaient refusé de me rendre ce service. Le refus relevait d'un effort, devenu aujourd'hui dérisoire, de séparation entre le monde de la politique et de l'action sociale dans la *favela*, et le monde du crime, qui, en particulier sous la gestion de Mario, cherche à se politiser.

Pendant deux heures, nous avons discuté. Mario n'était pas armé, mais il était visiblement inquiet de se retrouver si longtemps enfermé avec moi, ne disposant dans cette situation que d'un faible contrôle sur ce qui pouvait se passer à l'extérieur. A diverses reprises, il est allé regarder à la fenêtre. En bas, des jeunes de son groupe, eux lourdement armés, surveillaient. Mais cela ne suffisait pas à le rassurer. Toute sa sécurité, il la fait reposer fondamentalement sur lui-même, sur sa mobilité, sa capacité à disparaître le moment venu, plus que sur une stratégie d'affrontement direct avec la police, telle celle qui avait caractérisé la gestion des frères Lima Silva. Cela relève de la double logique qui informe son style de travail - la réduction maximale des chances d'affrontement violent, en vue d'assurer, en dépit de la présence du narcotrafic, des conditions de vie relativement paisibles à la collectivité favelada ; et l'assomption très individualisée des risques inhérents à son métier, à travers des conduites susceptibles de favoriser la réduction de ces risques et leur maîtrise.

Sachant qu'il lisait beaucoup en ce moment, car il voulait lui-même écrire un livre sur sa propre expérience (lui aussi a enregistré l'entretien), je lui avais apporté les mémoires de Paz (1996), un ex-guerrillero qui, à l'âge de 17 ans, s'était engagé dans la lutte armée contre le régime militaire brésilien, aux côtés de Carlos Marighella. J'avais pensé à ce livre, en lisant les déclarations de Mario au *Jornal do Brasil*, et en particulier le passage ; sa violence, il l'intériorise ("j'en ai eu de la rage") où il disait (voir *supra*) ne pas boire, ne pas fumer, ne pas sniffer, en ajoutant de façon un peu crâneuse, "mon seul vice, c'est de

tuer"¹⁷⁵. Paz, dans son livre, témoigne de son propre drame : celui d'un être humain enfermé à jamais avec les meurtres qu'il a commis, encore adolescent, dans le cadre d'un mouvement politique, alors qu'aujourd'hui, aucune idéologie n'est plus là pour donner sens à ses actes.

La remise du livre a été prétexte pour que Mario me parle, d'entrée de jeu, de son désir d'aller au Mexique pour rencontrer le sous-commandant Marcos, et discuter avec lui de la situation des *favelas* brésiliennes. La politisation des activités criminelles, je l'ai indiqué ailleurs (Peralva, 1997c), s'inscrit dès l'origine du Commandement rouge dans un effort pour donner du sens au crime. Rien de cela n'était bien nouveau, et le discours politique de Mario, peu intéressant en lui-même, m'informait surtout sur la manière par laquelle il souhaitait organiser ses liens avec sa communauté d'appartenance. Pour ma part, cela m'intéressait davantage de comprendre les logiques qui l'avaient emmené à s'engager dans le narcotrafic, puis à se professionnaliser dans ce métier. Comme je l'avais fait avec Lucio, je l'ai invité à commencer du début, et à me parler de son enfance.

- J'ai eu une enfance normale dans le monde du *morro*. Comme tous les enfants, j'ai joué au cerf-volant, j'ai joué au ballon, tout ça. J'ai maintenant vingt-sept ans. J'ai eu une famille chouette, deux soeurs - je suis l'aîné - ma mère, mon père. Et tout a été normal, j'ai grandi dans des conditions normales, mes copains d'adolescence... tout était réglo. Lorsque j'avais douze, treize ans, ma mère et mon père se sont séparés. Nous avons déménagé...

- Tu es né ici ?

- Oui, je suis né ici. Nous avons choisi de rester avec ma mère, mon père est resté seul... Mon père était chef cuisinier, ma mère était employée domestique. Alors mon père a démissionné (du restaurant où il travaillait) et il a ouvert une *birosca* dans le *morro*. Ils vivent toujours, mais chacun de leur côté. Aucun des deux n'est plus à Santa Marta.

Mario parle de sa vie quotidienne à la maison. Après la séparation de ses parents, et en l'absence de sa mère, qui travaillait, il s'occupait beaucoup de ses soeurs, plus jeunes que lui de six et quatre ans.

- Je faisais la vaisselle, je rangeais la maison, je les baignais, je les emmenais à l'école... Aujourd'hui ça se fait plus souvent (ce n'est pas rare qu'un garçon prenne en charge des tâches ménagères), avant c'était plus rare. Mais c'est quelque chose qui m'a beaucoup aidé après, car ça m'a appris à vivre tout seul. Je faisais à manger, c'était normal.

Mario a fréquenté l'école publique du quartier.

- Jusqu'en sixième, je n'avais jamais redoublé. Après, avec l'adolescence... Le problème, ce n'était pas les cours, ce n'était pas une matière bien précise. C'était vraiment les amitiés. J'aimais aller à la plage, j'aimais jouer. Quand on s'est rendu compte, on avait redoublé. Une fois, deux fois, trois fois. Tout le monde ensemble. Personne dans nos classes n'était reçu. Il y a eu l'hypocrisie de ceux qui travaillaient là-bas. Ils auraient dû nous séparer, ils ne l'ont pas fait, et ils nous ont

¹⁷⁵ J'ai analysé cette définition de Mario, du meurtre comme un vice, dans une réflexion sur le thème de la juvénisation de la violence et l'angoisse de mort (Peralva, 1996a).

fait tort. Quand on a pris conscience de ce qu'était l'école, chacun a décidé de partir, chacun d'un côté, car personne n'allait être reçu. C'est là que j'ai arrêté...

Son groupe de copains les plus proches était formé par des enfants du *morro*. Mais à l'école, on créait aussi des liens d'amitié avec des enfants de *la rue*. Mario pense qu'à l'époque les gens de la rue venaient même plus souvent dans le *morro*, car il y avait le mythe de la bohème qu'on voulait découvrir.

- Aujourd'hui on sait déjà ce que c'est, mais avant c'était une découverte. On regardait la *favela*, on voulait visiter.

L'une des soeurs de Mario termine le lycée, l'autre a arrêté l'école. Il a du mal à parler de sa famille, craignant que quelque chose ne lui arrive.

- A présent, je passe beaucoup de temps loin de ma famille...

Il les voit quand-même.

- Parfois je suis dans le *morro*, (on me dit) 'ta mère est là', mon coeur bat trop vite. Elles habitent (dans un autre quartier), et ça me rassure qu'elles ne sont pas près de moi.

Je demande à Mario de commenter une K-7 vidéo (*Quinze dias no Santa Marta*, d'Eduardo Coutinho) qui a été tournée il y a quelques années, avec des jeunes du *morro*, auxquels on avait demandé qu'ils parlent de leurs aspirations et de la manière par laquelle ils envisageaient leur avenir. Mario avait dit à l'époque qu'il avait envie d'être dessinateur, mais il croyait que ça n'allait pas marcher.

- Je dessinais beaucoup, j'ai toujours été à l'aise pour dessiner. A l'époque j'avais gagné un concours des écoles municipales de Rio de Janeiro, et j'avais obtenu une bourse d'études pour un cours de dessin. C'était sur l'Amazonie, et ils ne s'attendaient pas à ce que quelqu'un de si jeune puisse gagner. Mais j'ai gagné, et je suis allé suivre les cours. Cela devait durer un an ; ç'a bloqué mon sens du dessin, à présent je ne dessine plus.

- Comment ça s'est passé ?

- J'ai fait le cours. C'était à deux heures de l'après-midi, les mardis et les jeudis. En ce temps-là au moins, c'était destiné à des gens qui suivaient ça pendant un intervalle de travail, ou alors des gens qui n'avaient rien à faire. Il y avait beaucoup de ça : des gens qui n'avaient rien à faire, des gens riches, beaucoup de femmes en l'occurrence...

- C'était où ?

- Cela se passait dans le centre ville, Urugaiana (une rue du vieux centre). Tout le monde se parlait, tout ça. Un jour, j'avais oublié ma gomme. J'ai demandé qu'on m'en prête une. Mais avant, un autre jour, quelque chose s'était déjà passée. On parlait, pendant qu'on travaillait, et puis il y a l'heure de la pause. Tout le monde rigole, une bonne ambiance. Alors on demande, où est-ce que tu habites ? (Mario reproduit les dialogues, chacun décline son lieu de résidence) :

- J'habite à Vieira Souto (l'avenue qui longe la mer à Ipanema, le mètre carré le plus cher de la ville)...

- J'habite à Jardim Botânico...

- J'habite à Barra da Tijuca...

(On énonce là des noms de quartiers très favorisés ; puis, c'est le tour de Mario.)

- Et toi, où est-ce que tu habites ?

- J'habite à Santa Marta.

- C'est une résidence fermée (*condomínio*) ?

- Non, c'est un *morro*.

- Un *morro* ? ! (On s'en étonne.)

- Où, donc ?

- A Botafogo...

- Je n'avais jamais imaginé que cette histoire pouvait tourner mal. Les plus jeunes m'ont demandé s'ils pouvaient monter chercher des joints, le reste des gens étaient étonnés. On monte comment, par une corde ? Les questions étaient bizarres. Des choses que je n'avais jamais imaginées, que les gens puissent ne pas savoir ce que c'était là-bas. C'est-à-dire que le monde d'où je venais, ils n'avaient aucune idée de ce que c'était.

- C'était la première fois que tu avais un contact de ce genre ?

- Oui, de ce genre, les gens te voyant comme pré-historique. J'ai trouvé ça bizarre, je ne me suis pas rendu compte du côté négatif, j'ai juste trouvé bizarre. On habite le *morro*, et les gens ne connaissent pas ? Il y a pourtant des *morros* partout. Bon, d'accord. Une semaine s'est passée. C'est-à-dire que l'ambiance était agréable, lorsqu'il y avait des jeunes. Il y avait des gens qui travaillaient, et il y avait ceux qui allaient à l'école. Mais lorsqu'il n'y avait que les femmes, c'était que des racontars de femmes... moi, je n'étais pas à l'aise. Ce jour-là, il y en avait une à ma gauche, et une autre à ma droite. J'ai demandé à celle qui était à ma droite de me prêter la gomme, elle a refusé. Bon... Elle a couché de travers avec son mec la veille, j'ai pensé, pas grave... Je me suis retourné vers celle qui était à ma gauche, et je lui ai demandé de me prêter sa gomme, elle a dit qu'elle ne la prêterait pas à un *favelado*. Alors je suis parti. Et je n'ai plus dessiné.

- Tu n'es plus jamais revenu là-bas ?

- Plus jamais. Même que mes affaires sont restées là-bas. Le type qui m'avait obtenu la bourse était furieux, c'était un prof du collège, il était furax, mais je n'allais pas arriver à expliquer ce que j'avais ressenti là-bas. Ce n'était pas méchant, c'était une réaction naturelle de ma part, cette chose-là qui était naturelle en moi a été bloquée, en ce sens que je ne parviens plus, aujourd'hui je ne peux plus... Je sens que je suis capable de dessiner, mais j'aurais besoin dans un premier temps...

Il hésite. Je demande : de retravailler ça ?

Il continue.

- De retravailler ça, jusqu'à ce que je puisse développer, calmer, développer un sentiment bon...

Mario avait alors, me dit-il, entre 15 et 16 ans. C'était la première fois qu'il faisait l'expérience du préjugé à l'encontre du *favelado*.

Et tu l'as très mal vécu, apparemment ?

- C'est vrai, je l'ai mal vécu, surtout parce que je ne comprenais pas. (Mais peut-être aussi) à cause de la vie, qui a été tellement dure, car la vie a été extrêmement dure, alors de la même manière...

(Je suppose que Mario se réfère aux événements qui, peu de temps après, à l'âge de 17 ans, l'ont emmené à s'engager dans la guerre du narcotrafic. Mais je n'interviens pas, je le laisse continuer.)

- Je suis très dur, avec la vie, oui... Et c'est aussi parce qu'il y a un sentiment qui est resté très *gardé* (enfermé en lui), je n'ai pas réussi à l'exprimer...

- Tu n'en as pas parlé ?

- Oui, c'est ça, je n'en ai pas parlé...

- Et tu n'as pas réagi ? Tu t'es levé, simplement, et tu es parti...

C'est ça. J'ai cassé des choses... Si je n'en ai pas cassé, j'ai renversé des tables, c'est sûr.

Il n'en est pas certain. Il est possible qu'il soit parti sans rien dire, et qu'il mélange maintenant des désirs de violence qui ont couvé en lui, et ce qu'il a réellement fait. Mais devant moi, il semble avoir honte de ne pas avoir pu garder son autocontrôle, et il cherche à s'excuser de cette violence, plus imaginaire que réelle :

- Une impulsion, n'est-ce pas ? Une impulsion...

Je lui dis que les adolescents du *morro* que j'avais interviewé évoquaient souvent des expériences de ce type, mais que d'habitude ils interpellaient de front les gens qui les agressaient ; et ils en parlaient beaucoup aussi chez eux avec leurs parents.

- Oui, je crois que chez moi il n'y avait pas vraiment ce type d'échange. On était un peu *enrustido* (il emploie un mot qui veut dire à la fois peu bavard, et timide). Moi, je n'ai commencé à sortir de chez moi qu'à l'âge de 12, 13 ans. Sortir, ça veut dire, aller un peu plus souvent dehors. Jouer au ballon naturellement... Même maintenant je ne suis pas capable de jouer au ballon naturellement, car je le faisais très peu. Pareil pour le cerf-volant, car je travaillais pour de bon. Tout le temps à la maison, j'étais occupé. Du coup c'est ça, sur-le-champ, l'expression m'a manqué...

- Et tout ça, tu l'as raconté à quelqu'un après ? Par exemple, au type qui t'avait obtenu la bourse...

- Non, le pire c'est que je ne l'ai pas fait. C'est quelque chose que je ne raconte jamais, qui ne sort pas de moi...

- Mais même à ce type, tu n'as pas expliqué pourquoi tu abandonnais ?

- Non, je ne lui ai pas expliqué. Je n'arrivais plus à dessiner. C'était pas ça, c'a enlevé la nature du dessin. C'était ça. Je n'arrivais plus à dessiner. Cela m'a

bloqué d'une telle manière, j'en avais une telle rage qu'elle m'est restée dedans, et je n'ai plus été capable de dessiner.

Et à la maison, tu en as parlé ?

- Personne, personne.

- Personne ? C'est quelque chose que tu as gardée complètement pour toi ? Avec qui, tu en as parlé ?

- Quelques amis, peu nombreux. Très peu de gens qui m'appartiennent. Deux ou trois personnes.

Je demande à Mario s'il a eu des expériences de travail, avant de s'engager dans le narcotrafic.

- Oui, j'en ai eu. J'ai fait des livraisons, n'est-ce pas ? Sinon, j'ai aidé les gens d'ici, je livrais le journal le matin... Sinon après, lorsque j'ai commencé à sortir, vers 12, 13 ans, mon père a acheté une *birosca*. Et dans la *birosca*, je voyais beaucoup ce qui se passait autour, les gens qui montaient et qui descendaient, c'était plus facile pour moi de sortir... La *birosca*, c'est quelque chose qui m'a mis plus à l'aise...

- Alors tu as commencé à travailler avec ton père ?

- Oui, je travaillais dans la *birosca*. Je portais les bouteilles, je montais, je descendais les caisses, j'allais chercher le pain le matin. A cinq heures du matin, il faut que tu ailles chercher le pain à Mena Barreto (une rue de Botafogo). Oui, j'ai travaillé, je n'ai jamais arrêté de travailler...Jusqu'au moment où il y a eu les événements...

- Laisse-moi comprendre. Tu travaillais normalement avec ton père, jusqu'au moment où tu as fait un autre choix...

- Non, il n'y a pas eu de choix...

- Comment, il n'y a pas eu de choix... Voilà bien ce que je voudrais comprendre...¹⁷⁶

- C'était une réalité, vraiment. J'étais copain avec une certaine personne, c'était un ami à moi, sauf que les services que je lui rendais, je n'avais pas idée ce que c'était, dans la loi. Et lui, il avait des ennemis. Et il y a eu une guerre, et lorsqu'il y a eu la guerre entre Zaca et Cabeludo, il a été coincé. Et moi, du fait d'être jeune, et du fait aussi que son groupe avait beaucoup de jeunes, moi je m'affichais comme un *play-boy* (jeune riche, aimant l'aventure) et on me voyait comme le *play-boy* du *morro*. Tout le monde discutait, tous les gens qui s'arrêtaient pour bavarder, personne n'imaginait que j'allais devenir un narcotrafiquant. Aucune pensée en ce sens, à aucun moment. Je sortais avec beaucoup de filles, très facilement. Lorsque je ne travaillais pas, j'allais à la plage, je flirtais, j'allais danser, toutes ces choses naturelles. Et on avait un petit groupe, très choisi, que les gens appelaient 'la bande de Xuxa' (Choucha, présentatrice célèbre d'une émission de télé, destinée aux enfants), car il n'y avait que des *play-boys* du *morro*... Alors nous nous sommes fait quelques ennemis, et ils nous

¹⁷⁶ Il y a des circonstances, dit Camus, où (le crime étant ouvertement revendiqué) "nous ne pouvons plus choisir nos problèmes. Ils nous choisissent, l'un après l'autre". (1951 : 15)

appelaient 'la bande de Xuxa' ; et nous, de notre côté, on les appelait la 'bande de la *bruxa* (sorcière)' - car ces gamins-là, eux, ils étaient déjà des bandits... Alors, ces gens-là, ce qui s'est passé, c'est qu'ils sont devenus (pour nous) une sorte d'ennemi secret, n'est-ce pas ? Dès qu'il y a eu la guerre, ils en ont profité pour faire de moi leur ennemi. Alors il a fallu que je prenne une attitude. Soit je participais à la guerre, comme un homme que je suis, ou alors pour moi, j'allais perdre ma personnalité. Car je suis né ici, du coup perdre le *morro* sans aucune raison, sans rien faire ?

Mario s'est donc engagé aux côtés de Cabeludo, contre Zaca, dans une guerre que sa faction a perdue. Il évoque des batailles.

- C'était de la folie pure. Mon chapeau s'est pris un trou dans le premier échange de tirs de ma vie, la première balle que je me suis prise a touché mon chapeau. Car le type a visé la tête. Tu sais comment ça sent, la poule flambée ? (Il se réfère à la poule qu'on flambe, avant de la faire cuire...)

Je réponds qu'oui, la balle l'a touché dans les cheveux...

- Voilà, vraiment dans les cheveux, après j'avais comme un oeuf énorme (sur le crâne)...

Il ne s'est pas vraiment blessé, c'était juste l'oeuf...

- Après, la guerre est passée, nous avons perdu. Les conséquences : ma mère a perdu tout ce qu'elle avait, elle est allée vivre ailleurs...

- A cause de toi ?

- A cause de moi. Mon père, ils ont laissé. Mais ils avaient des difficultés financières, et ils ont profité du fait que mon père était mon père. Un jour, lorsque mon père est descendu faire des courses, ils lui ont tout volé, ils ont pris tout ce qu'il avait, et ils n'ont plus permis qu'il monte le *morro*. Mon père était ce genre de nordestin qui gardait tout chez lui. Tu t'imagines, toute sa vie, il n'avait jamais ouvert un compte épargne, tout était dans son coffre. Il a tout perdu...Et pourtant, lorsque tout ça est arrivé, mon père, qui était évangélique, ne me parlait plus du tout, car j'étais devenu un bandit. Il ne me parlait pas du tout. Pour lui, ç'a été un coup trop dur... Pour moi, c'était quelque chose de très fort. Il fallait que je revienne dans le *morro*. Je n'avais jamais vu la rue. Et tout à coup, j'étais dans la rue. Et tout cela a duré une guerre, a duré deux guerres, a duré trois guerres - jusqu'à ce qu'on reprenne le *morro*.

- Et c'était comment, cette période dans la rue pour toi ?

- C'était simplement la découverte, c'était la réalité. Une réalité qui du coup m'appartenait. Alors j'ai eu une vision du monde. Jusque là, je n'avais qu'une vision de Santa Marta... Je n'avais qu'une vision de Santa Marta, puis après, petit à petit, j'ai eu une vision de ce que le monde existe, d'autres endroits existent, d'autres tribus, d'autres personnes, d'autres points de vue, une autre réalité. Et je m'adaptais. Et en même temps j'ai ramassé des informations, je ramassais des informations et je m'adaptais. Alors, cela a changé au sens que, quand j'étais jeune, que j'étais encore mineur, j'habitais avec des bandits et je me disais : si je devais devenir un bandit, je serais en train d'aider mon peuple. Je pensais comme ça : le bandit, il est là pour assurer la tranquillité. Ce n'est pas un lieu neutre (la *favela*). Il

faut qu'il y ait quelqu'un, un groupe qui domine ça, c'est naturel. Ce n'est pas simplement le bandit, il faut qu'il fasse partie du *morro*. Alors, tout d'un coup je suis devenu comme ça, du jour au lendemain, je n'ai pas arrêté pour penser, je suis devenu quelque chose que je croyais ne pas être capable de faire...Alors j'ai commencé, j'ai travaillé, j'ai commencé à travailler et petit à petit je découvrais que les gens ne pensaient pas comme moi. L'argent s'impose aux personnes...

- Les personnes du dehors, ou celles d'ici ?

- Partout, de tous les niveaux sociaux...

- Ici aussi ?

- Oui, ici aussi. Mais cela, (je ne l'ai compris que) quand je suis revenu. Il y a eu plusieurs générations. Et il y a eu ma génération qui... cette chose qu'on avait en nous, dont on rêvait, reprendre le *morro*. On l'a fait. Et il y a cette chose que personne ne pourra jamais expliquer. Car prendre un *morro* qui ne doit appartenir à personne... ne doit pas. Une phase tribale, quelque chose qui n'intervient à aucun autre niveau, sauf tribal. Je ne vois pas autre chose, rien que tribal. Car c'est réel. C'est un endroit que la police ne parvient pas à contrôler, y compris à cause de ses labyrinthes (il pense aux voies étriquées de la *favela*), ou pour n'importe quelle raison, y compris à cause du pouvoir que le peuple y exerce, car le peuple connaît ça déjà, et qu'il y a une expression négative par rapport à ces gens.

- Alors cela reste, de toute façon, quelque chose à part ?

- Cela reste quelque chose à part, ce sera toujours quelque chose à part. Cette chose à part c'est, de nos jours. Autrefois, c'était moins. Du fait que c'est un point de vente de stupéfiants, c'est une réalité. Il n'y aura jamais de *morro* sans narcotrafic, parce que du moment où il y aura quelqu'un qui voudra consommer, il y aura quelqu'un qui voudra vendre. C'est naturel. C'est quelque chose de naturel. Alors le *morro*, il faut qu'il soit dominé, il faut qu'il ait...

- Quelqu'un...

- Alors, je me suis retrouvé dans cette personne. C'est sérieux, c'est quelque chose de sérieux.

- En fait, tu es en train de me dire que tu as été retrouvé... C'est ce que je comprends de ce que tu expliques...

- Non ! Jusque là... Mais il y a un moment où tu as réussi à mener ta bataille, où tu as gagné ta lutte, le but de ma lutte c'était de revenir dans le *morro*, du coup je suis revenu.

- Tu aurais pu arrêter...

- J'aurais pu arrêter. Mais il y a eu des problèmes, la réalité avait changé. Pendant ce temps où on s'est préparé à reprendre le *morro*, on a commencé à être connu, alors la police a commencé à nous rechercher. Même si on n'était pas recherché, que la police n'avait rien contre nous, on était recherché (par les factions rivales), on a commencé à perdre de l'argent. Alors on a commencé à se mêler de ça - et lorsqu'on s'est rendu compte, on était dedans. Et moi, je ne vois pas d'autre sortie... Alors ma sortie, il faut que ce soit du dedans vers le dehors... Naturellement...

- C'est-à-dire...

- C'est ça le travail, les difficultés, là où je veux arriver...Car je veux prouver qu'il y a un mouvement social... Je veux prouver qu'il faut que je sois là, qu'il faut qu'il y ait quelqu'un de conscient ici, car c'est une base très importante de *solidification* sociale, le *morro*. La domination est nécessaire, il faut au moins quelqu'un de conscient, qui soit ouvert à toutes les questions. Et ça, c'est une difficulté encore plus grande, car j'ai découvert qu'il n'y a pas de personnes conscientes. Celles qui le sont, peu nombreuses, sont repliées sur elles mêmes. Elles ont peur de prendre une attitude, de faire quelque chose. Ou alors, c'est de l'hypocrisie.

Mario cite un leader communautaire que je connais bien.

- Ces gens-là, c'est de la pure hypocrisie. Pour moi, c'est des hypocrites.

- Je voudrais mieux comprendre. D'accord : tu n'as pas choisi, tu as été choisi, à un moment donné. Mais aujourd'hui, disons - on a interviewé des jeunes qui font des études, qui vont en fac...

- Mais à présent tout a changé, ils ont d'autres possibilités...

Mario revient à son idée que le narcotrafic fait inéluctablement partie de la réalité de la *favela*.

- Le narcotrafic, rien n'y fait. Tant qu'il y aura quelqu'un pour consommer, il y aura des gens pour revendre... nécessité de survie... D'où cette affaire tribale...

- J'ai pas compris...

- C'est ça, le besoin de survie. Cette aire, si quelqu'un du dehors s'y impose, il n'aura pas le même respect que nous à l'égard de notre communauté...D'où la nécessité...

- D'accord... Mais cela ne veut pas dire qu'on ne puisse pas faire d'autres choix...

- Bien sûr, il faut faire d'autres choix. Toi, tu peux faire d'autres choix. Mais il y aura peut-être quelqu'un qui choisira le même destin que moi...

- Aujourd'hui, lorsqu'un jeune choisit de s'engager dans le narcotrafic...

- A mon avis, c'est un problème de besoin... Dans mon narcotrafic, en ce qui concerne mes guerriers, c'est une affaire de besoin. 30%, c'est parce qu'ils ont du sang dans leurs veines latines, ils ne sentent pas leur révolte, mais elles (leurs veines) leur transmettent leur révolte de cette façon-là...Toi, tout ce qui crée la révolte, tu sais ce que c'est ; eux, ils le savent instinctivement...même s'ils ne sont pas capables de l'expliquer...

J'insiste pour que Mario précise ce qu'il entend par besoin.

- C'est quoi, le besoin, qui fait qu'aujourd'hui un gamin, qui n'a pas été choisi comme toi, choisisse le narcotrafic ?

- L'argent, l'argent, l'argent...

- Pourquoi l'argent est-il important ?

- L'argent est important pour survivre, pour manger, pour s'habiller. Ce n'est rien d'autre que de s'habiller et de manger.

- Mais pour s'habiller et pour manger, il peut travailler...

- Il ne peut pas travailler...

- Regarde : ceux que j'ai interviewés, ils vont à l'école, ils travaillent, ils s'habillent...

- Ceux que tu as interviewés sont une minorité, ce n'est pas la majorité...

- D'accord. Je n'ai pas la prétention de dire que ceux que j'ai interviewés représentent l'ensemble du *morro*, mais ils en représentent une partie...

- C'est une partie...Mais ces personnes-là, si un équilibre n'est pas assuré dans le *morro*, elles aussi, elles deviendront des bandits...

- Un équilibre, en quel sens ?

- Une personne qui soit capable d'imposer et de transmettre un équilibre entre les diverses parties...

- Tu veux dire, au cas où il y aurait une autre guerre dans le *morro*...

- Pas forcément une autre guerre, une bagarre, un bandit mal élevé...S'il n'y a pas quelqu'un pour faire ça, il y aura toujours des problèmes...

- Mais autrefois il n'y avait pas ça, et il n'y avait pas de problèmes...

- Oui... Autrefois, il n'y avait pas autant d'armes, il n'y avait pas autant de pouvoir, il n'y avait pas autant de révolte, il n'y avait pas autant de problèmes sociaux qu'aujourd'hui. Il n'y avait pas autant d'adrénaline, autant de besoin de survie qu'aujourd'hui. Autrefois, tu demandais du sucre à ton voisin, il t'en donnait. Aujourd'hui il faut que tu frappes à certaines portes, mais ce n'est pas toutes les portes qui s'ouvrent à toi. Et ça, c'est dans le *morro*... y compris parce que c'est très mauvais de perdre cette chose-là, qui est une chose naturelle.

- Mais on dirait que cela reste, les jeunes en parlent... Ce qu'ils apprécient le plus dans le *morro*, c'est la relation entre les gens...

- Cela est en train de se perdre. Cela m'inquiète. Sérieux... Si ça se perd, c'est l'essence du *favelado* qui s'en va. Je pense que le *favelado*, il a de la race, et sa race, c'est la meilleure de toutes, car elle est universelle. Il est partout... Et cela est en train de se perdre. Si cela se perd, on perd la raison, et ça deviendra ce qu'ils veulent que ça devienne, une aire capitaliste...

Le gamin qui choisit de venir travailler avec toi, par exemple, il peut aller à l'école... Pourquoi choisit-il ?

Mario me dit que, dans son groupe, il n'a que trois mineurs.

- Ces trois là, ils ont déjà été élevés avec des gens qui... ils sont déjà des bandits... au biberon, ils y étaient déjà. Alors, pour moi, c'est difficile de...

- De leur dire non ?

- C'est pas méchant... c'est que si je les écarte... Ils me disent - 'Mario, si tu m'éloignes de là, je m'en vais ailleurs...' Et si je les mets ailleurs, ce sera

beaucoup plus risqué pour eux qu'ici, car ici ils connaissent bien, ils savent comment s'enfuir...

- Pourquoi insistent-ils autant ?

- Dans le cas de ces jeunes, surtout, c'est parce qu'ils ont appris un certain nombre de choses que beaucoup de gens à leur âge n'ont pas appris. L'envie d'avoir une personnalité. Ils se créent une personnalité avec la force de la réalité qu'ils vivent ici. A mon avis...en étant jeune, très jeune, c'est parce qu'il veut du respect, il veut être respecté... Mais après, s'il a plus de quinze ans, c'est parce qu'il a besoin d'argent. Des choses du type, il n'arrive pas à trouver de boulot, il ne réussit pas bien à l'école, il ne se retrouve pas, alors qu'en même temps il subit une pression très grande de la part de la famille. Tous les jeunes qui vivent dans le *morro* subissent une pression très forte de la famille... Alors à ce moment-là, il y a l'argent, le besoin. Souvent ils font des enfants très tôt, seize, dix-sept ans, dix-huit ans, ils ont déjà des enfants...

- Pourquoi font-ils des enfants si tôt ?

- C'est un truc tribal. Cela fait partie de la société, et le sexe est une chose...

- Du sexe, tout le monde en fait, mais la contraception existe...

- Oui, mais là c'est une affaire de conscience, il faut former la personnalité de la jeunesse. Et ici, personne ne fait ça. C'est pour ça que je dis qu'il y a de l'hypocrisie...

Il cite des leaders communautaires du *morro*, dont il pense que leur action reste en deçà de ce qu'elle pourrait être...

- Ils ne me parlent pas, car je suis un bandit. Très bien. Alors passons à la partie intellectuelle des choses. A ce niveau-là, il faut bien qu'on arrive à discuter. Alors je leur envoie des lettres... Tu n'as jamais lu un manifeste écrit par moi ?

- Non...

- Je vais t'en donner un, ils doivent en avoir là... Je voudrais que tu le lises, car pour moi c'est très important. J'ai même fait un projet, tu ne l'as pas lu ? Je vais te trouver des documents...

Il va à la fenêtre et demande qu'on les lui apporte.

- Voilà, je voudrais que tu les lises, car pour moi c'est important...

- Je vais lire tout ça et quand on se reverra, on en reparlera.

- Voilà. Alors je me base sur ça, sur leur parole. Et si les choses ne s'améliorent pas, je vais finir par croire qu'il y a quelque chose qui cloche.

Il pense que tous les groupes d'action communautaire dans le *morro* devraient s'unir, alors qu'au contraire chacun reste replié sur lui-même, soucieux de sa propre autonomie.

- Regarde les banques, toutes sont en train de s'unir. Cela se fait partout dans le monde, pourquoi ça ne se fait pas dans le *morro* ?

Je ne comprends pas son raisonnement, et pour un moment je crois qu'il parle d'union autour du narcotrafic. Il s'étonne de ma méprise.

- Mais non ! Qu'est-ce que tu racontes ! Pas s'unir autour du narcotrafic ! C'est pas ça. Je veux dire la chose suivante : il y a le groupe *Eco* qui s'occupe des enfants (à travers la colonie de vacances), il y a la *JOCUM* (Jeunes avec une mission, fédération évangélique) qui s'occupe des enfants, il y a la *PONSA* (Petite Oeuvre de Notre-Dame Auxiliatrice), qui s'occupe des enfants, il y a la Maison de Marie et de Marthe (structure de l'église anglicane), qui s'occupe des enfants... S'il y avait un projet où tous ces groupes travailleraient ensemble... J'avais une idée, c'était de rassembler les groupes... Car si les groupes se rassemblaient, je les emmènerais à s'entendre entre eux. Je les emmènerais à comprendre que ce n'est plus possible, partout dans le monde, de vivre sans s'unir. Les groupes d'ici, qui sont engagés dans un travail, n'y arriveront que par l'union. Alors j'ai essayé de faire ce projet, pour que la galère s'unisse.

Mario critique plus particulièrement un groupe auquel il avait longtemps appartenu, et auquel il reste visiblement attaché.

- Je les aime, c'est des gens que j'aime beaucoup, je les aime trop. Mais c'est un groupe trop fermé. Pour rentrer il faut faire un stage... Alors c'est ça : tu choisis, tu tries. Et ce n'est pas correct de trier les gens. Ici c'est un *morro*, il n'y a plus rien à trier ici. Est-ce qu'il reste ici quelque chose à trier ?

Il continue à me parler de ses soucis concernant la situation locale.

- Au *morro*, le problème des égouts est vraiment très grave. Je suis de l'avis suivant : si tu acceptes les ordures, tu mangeras avec. Alors je suis allé les voir un à un : tu es conscient ? Oui... Tu es conscient ? Oui... Et toi ? Et toi ? Et toi ? Tout le monde est conscient ? Alors il faut qu'on enlève les ordures... Alors cela a été fait, travail volontaire. Moi, j'aurais voulu le faire jusqu'à en finir avec les ordures. Mais on me disait : 'Arrête, Mario. On a quand même autre chose à faire les dimanches...' D'accord, mais si tu fais ça pendant trois heures un dimanche...

- Mais ça veut dire que les éboueurs ne sont plus là ? Qu'est-ce qui s'est passé ?

- Si, ils sont là. Mais en réalité, la COMLURB (*Compagnie du nettoyage urbain*) nous a imposé un plan très intéressant pour elle. Il aurait fallu qu'elle emploie ici un très grand nombre d'éboueurs. Alors, qu'est-ce qu'elle a fait ? Elle a chargé le *morro* de s'occuper de ses propres ordures. Seulement, tu ne parviens à transférer des responsabilités à une personne que si cette personne est consciente. Si elle ne l'est pas, tu peux transférer ce que tu veux, elle ne va pas comprendre.

- Mais maintenant, il y a beaucoup d'éboueurs, ou non ?

- Il y en a vingt. Ce n'est pas assez pour dix mille habitants...

Je rappelle que l'idée du travail volontaire est déjà ancienne dans le *morro*, et que toute une génération s'est longtemps battue pour ces choses-là. Il me dit qu'il a peur de vieillir comme eux.

- Quand tu parles de Marcos, tu imagines quoi ? C'est quoi cette idée d'aller le voir ? De quoi aurais-tu envie ?

- D'après ce que j'ai lu de lui, Marcos c'est quelqu'un qui pense comme moi. Je suis peut-être un narcotrafiquant, d'accord. Mais je me sens un leader dans

ma communauté. Il faut qu'il y ait des gens armés ici, et je préfère que ce soit moi, je suis capable d'assurer une certaine tranquillité ici, et tenir mes gens. Lui, il vise cette conscience, il vise cette lutte consciente, la même pensée que moi.

- Mais il mène une lutte politique... Il s'adresse au gouvernement... Est-ce que toi, tu as envie d'être un leader politique comme lui ?

- Comme lui, mais ici dans les *morros*... Et c'est ça mon problème, car je suis accusé d'être un narcotrafiquant. Mais le narcotrafiquant, ce n'est qu'une partie de moi, c'est juste une partie...

- D'accord, ça je comprends...

- Le narcotrafiquant, c'est seulement une des réalités. C'est le besoin d'opérer ce truc-là, de le maintenir, ce point, il faut que je le domine. Il faut que je puisse dire ça à Marcos, car si Marcos veut bien m'aider, j'y arriverai. Je veux avoir, j'ai plusieurs choses, j'ai beaucoup de choses que je garde dans le journal... (Je ne sais pas s'il parle d'un journal qu'il tient...) Beaucoup de choses écrites, beaucoup de choses enregistrées... Il y a une chanson du groupe *Racionais* (Les Rationnels, un groupe de rap de São Paulo), j'aime beaucoup... Plusieurs personnes arrivent à exprimer ce que je dis, ce que je sens. Alors je veux que tous prennent ma défense, soient mes avocats. C'est un voyage, n'est-ce pas ? Mais ça me plaît, les voyages...

On parle des groupes de rap, qui n'existent quasiment pas à Rio, seulement à São Paulo.

- Ils disent ce que j'exige d'un avocat pour ma défense... Ils seront mes avocats. Mon livre, c'est une partie de ma défense. Je veux que les gens expriment ce que je ressens, à travers leur connaissance. Les *Racionais*, par leur musique, par les paroles de leurs chansons, ils ont une connaissance. Alors je veux qu'ils passent à travers leurs paroles, et en même temps leur témoignage sur moi, car je veux qu'ils me connaissent. Je veux qu'ils prennent position, qu'ils aient un point de vue sur la réalité dans laquelle je vis. C'est cela une défense. Je veux que beaucoup d'autres personnes le fassent.

Mario dit comment il a vu le monde, pendant la période où il a été contraint de vivre en dehors de la *favela*.

- J'ai beaucoup marché, j'ai voyagé. Je suis un routard. Je suis du genre qui prend un pantalon, un bermuda, puis disparaît. La police enrage, car elle me cherche partout. Elle ne comprend pas pourquoi elle n'arrive pas à m'arrêter, car pour le routard marcher, c'est simple. J'aime marcher, retrouver des tribus, y rester, en retrouver une autre. Comme ça j'ai pu connaître le peuple brésilien. Je connais le Brésil entier, et toutes les tribus de la meilleure manière possible. Alors je sais ce que pense le peuple, je sais qu'il veut que quelque chose arrive...

Je lui demande de me dire ce qui lui a coûté son engagement dans le narcotrafic.

- J'ai été condamné à quarante-sept ans de prison à cause d'une interview. (Il se réfère à l'entretien, transcrit *supra*, accordé à trois quotidiens de Rio, lors du tournage d'un vidéo-clip avec Michael Jackson dans le *morro*.) Ils n'avaient rien contre moi et tout d'un coup j'ai été condamné à quarante-sept ans. A cause de ce

que j'ai dit...Mais je ne veux pas faire appel, je veux laisser ça comme ça, je veux que mon appel vienne d'en haut...

Il s'imagine faisant l'objet d'une défense politique, d'une mobilisation internationale.

- Je ne sais pas, j'ai pas idée comment faire, j'y crois seulement. Et j'en suis capable, je sais que je peux le faire, et si je peux, je vais y arriver. Je ne suis allé que jusqu'en sixième, alors j'ai une très grande difficulté à m'exprimer. Je pense plus vite que je n'écris. C'est ça mon problème.

Il me montre son dictaphone, allumé à côté du mien.

- Cela c'était surtout jusqu'à ce que je découvre ce petit appareil. Maintenant je vais réussir à faire ce que je pense, travailler à ce que je pense. J'ai déjà commencé à mettre en route une partie de mon projet, qui est de parler aux gens là-dedans (en prison), je connais pas mal de bandits. Ils sont tous incarcérés, et je veux les rendre conscients de leur valeur sociale. Car ce sont des leaders, et en tant que leaders ils ont un côté social. A un certain moment ils l'ont eu, ce côté social. Ne serait-ce qu'un moment, en regardant la communauté avec les mêmes yeux que moi, en payant des bonbons aux enfants. A ce moment-là il y a eu un côté social. Si je parviens à les rendre conscients de cette valeur, ici ça va être la révolution sociale. Je leur ai déjà envoyé des livres pour qu'ils commencent à y réfléchir.

- Et dans les autres *morros*, est-ce que les gens pensent comme toi ?

- Non, personne ne pense comme moi. Ils ont envie de penser, ce qui est très important, mais ils ne sont pas parvenus à cette conscience. Je suis perçu comme un jeune très fou, eux ils ont déjà vieilli, c'est pour ça que moi, je n'accepte pas de vieillir.

Comme Lucio l'avait fait, et sans que je lui demande rien, Mario se met sans transition, à me parler de ses face à face avec la mort. Contrairement à Lucio, il ne me dit pas qu'il n'a jamais tué. Il évoque les massacres de la police, le nombre de fois où il a été blessé, alors qu'il aurait pu tuer le policier en face de lui, et qu'il ne l'a pas fait. Je lui demande comment on vit ces choses-là.

- C'est horrible, car il faut que tu sois un bandit, et (cela) tout en étant un défenseur du bien¹⁷⁷. Analyse ça.

- Alors, explique-moi. C'est comment, cette histoire d'être à la fois un bandit et un shérif ?

- C'est difficile, parce que ça fait mal. Autrefois, on avait une vision différente. Le crime n'était pas le crime, les bandits qui existaient, c'était comme des justiciers. A l'époque, ça s'appelait justicier. A présent le type est un narcotrafiquant, alors il y a une grosse différence. Le narcotrafic, le narcotrafiquant, il est naturellement exorcisé, n'est-ce pas ? On a envie de l'exorciser. Je suis quelqu'un qui, souvent, a dû affronter des échanges de tirs avec

¹⁷⁷ Il emploie une expression courante, "*bandido* et *mocinho*", inspirée des westerns américains, où le bien s'oppose au mal, à travers les personnages du bandit et du shérif.

la police, en choisissant l'endroit où j'allais viser. Moi je voulais le toucher sur le côté, pour qu'il ait peur ; et lui, il voulait viser ma poitrine, pour me tuer.

Les évocations se précipitent, je ne l'interromps pas.

- Et ce policier qui m'a blessé avec un (fusil) AR (15), aucune arme je n'avais en ce moment. (Apparemment, Mario avait perdu son arme.) Je l'avais déjà visé trois fois, visé, pá, pá, pá, pá, pá, et lui de se rendre, et lui de descendre, et lui de se rendre, et lui de descendre, et lui de se rendre et lui de descendre. Lorsqu'il m'a vu sans arme, il m'a mis une balle d'AR. Si j'avais tué ce policier, je ne me serais pas pris ce tir. Et c'est difficile... Ou ce tir que j'ai pris sur la jambe et sur le bras, pareil. Ils étaient encadrés, je leur ai demandé du calme, ils ont dit qu'ils allaient rester calmes, car il y avait deux enfants du *jogo do bicho*. Du calme. J'ai demandé aux enfants de rester calmes, et j'ai reculé. Dès que je me suis retourné, ils m'ont tiré une rafale dans le dos. C'est-à-dire : il y a une extermination collective, il y a un ordre militaire dans cette chose, et cet ordre n'est pas vu, n'est pas analysé par les gens qui ont un côté social. Une chose dont je me plains par rapport à I. (il désigne un leader communautaire du *morro*), c'est ça. Il sait qu'il y a des meurtres, mais il ne proteste pas, parce que cela ne regarde que le bandits. Mais ce n'est pas vrai ! Je suis né et j'ai été élevé ici, et alors cette racine... Il va bien falloir qu'on y arrive...

Je rappelle l'acte de protestation qui avait été organisé en 1994, lorsque la police avait tué trois jeunes dans le *morro*.

- Il fallait le faire. Mais ça, c'est l'extrême. Seulement là, la lutte devient très importante. Les groupes sont prêts à travailler aux extrêmes (dans des situations extrêmes), mais ils ne s'engagent pas à en finir avec les ordures, une façon d'être tout le temps en train de travailler pour ça. Si la police monte, alors qu'elle ne devrait pas le faire à cette heure-là, et que c'est contraire à la loi, et tu ne te plains pas, tu l'acceptes. Cela se passe avec tous les groupes ici. Alors c'est terrible, c'est là que beaucoup de gens se font tuer. Ce n'est pas les (grandes) opérations menées par la police ; c'est lorsque cinq, six policiers contrôlent dans le *morro*. C'est là que des travailleurs se font tuer. La police ne vient pas pour arrêter, elle fait une milice, un travail militaire, de loin tuer le type. C'est-à-dire que ce n'est pas quelque chose de naturel, d'où le besoin d'être armé de l'autre côté.

J'objecte que le narcotrafic avait aussi créé des situations très violentes, lui-même en avait été victime, sans que la police y ait de participation directe.

- D'accord, c'est vrai. Mais moi, ce que je dis, c'est qu'il faut changer la société Un bandit, peut-il écrire ça ? Un bandit c'est un bandit ? Et alors ? *Il*s (ses amis, leaders communautaires) ne se servent pas de certaines choses, ça ne se fait pas, car c'est un bandit, voilà. Pour que j'arrive à rentrer, pour qu'aujourd'hui on m'accepte ici, pour que je puisse discuter avec eux, c'était une difficulté très grande, parce qu'ils ne voulaient même pas discuter. Mais à part ça, il y a la difficulté des gens à accepter qu'un bandit puisse dire ces choses-là, si c'est un bandit, il a tort.

Mario évoque une rencontre qu'il a eu avec des étudiants d'Ouro Preto, dans le Minas Gerais.

- J'ai participé à un débat là-bas, on parlait de Tiradentes (le héros brésilien de la lutte pour l'indépendance), de la révolte, de ce moment-là. C'était dans une république (lieu de résidence d'étudiants), on parlait de problèmes sociaux. Je me suis dit, un endroit comme ça, les gens qui sont là doivent avoir une influence, n'est-ce pas ? Mais après, je me suis aperçu qu'ils étaient tous riches, il n'y avait personne ayant une position - disons, personne qui n'eût rien à perdre. C'est pour ça qu'il y a eu un revirement, j'ai discuté avec eux et ce que j'ai observé, c'est ça : chacun là-bas était... il y en a un, il allait devenir architecte, l'autre ci, l'autre ça, personne ne s'inquiète des problèmes sociaux dans le pays.

Il réfléchit un instant, puis ajoute :

- A mon avis, s'il n'y a pas une génération-fondation, aucune génération n'ira de l'avant. Soit il y a une génération-fondation, soit les choses vont rester telles quelles...

Le crime et le risque

L'engagement dans le crime ne peut pas s'expliquer en termes de valeurs. Etre un narcotrafiquant, c'est surtout très dangereux, dit Luano, mais c'est aussi *mal* ; et à l'identité de bandit attribuée au *favelado* par le regard extérieur, il oppose l'expérience des très petits enfants qui travaillent dans les supermarchés. C'est très compliqué, dit Lucio, quand un travailleur rentre dans le monde du crime. Et Mario ajoute : nous sommes comme un cancer dans un corps. Le refus du crime est une valeur partagée. Le crime est une contrainte - qu'on cherche à contourner (Luano), mais que parfois le dés-ordre impose, et oblige à affronter. Les conditions dans lesquelles on le fait ne sont cependant pas les mêmes et, d'une certaine manière, l'expérience de Lucio explique, a contrario, pourquoi l'engagement dans le crime est un phénomène juvénile.

Peppe (1992) raconte comment, au moment où le narcotrafic a assuré son emprise sur Santa Marta, un leader communautaire lié à la "liste bleue" avait été frappé au visage par un opposant de la "liste jaune" lié au narcotrafic, et avait préféré avaler sa rage, soutenu par le groupe politique auquel il appartenait. Peppe insiste sur le fait que le soutien du groupe avait été fondamental pour qu'il surmonte cette situation difficile. L'histoire de Lucio est certes un contre-exemple ; mais la manière, je l'ai dit, dont il survit aujourd'hui à son histoire personnelle, montre que, malgré le fait d'avoir arrêté son engagement dans le narcotrafic, son identité de travailleur a été irrémédiablement atteinte par cette aventure. La fracture radicale qui sépare le travailleur et le *malandro* (l'ancien bandit) l'empêche aujourd'hui d'être accepté et accueilli de nouveau dans la mouvance de la "liste bleue". Un membre de la "liste bleue" m'a dit un jour qu'il aimait beaucoup Lucio - mais c'était presque une confidence...

Chez Lucio, les thèmes du conflit socioculturel, qu'on retrouve par exemple dans les propos de Luano, ou chez les autres jeunes *favelados* que nous avons interviewé, sont absents. Luano incarne d'ailleurs ce conflit, presque sous une forme idéale-typique, dans la mesure où il refuse la violence, même sous la forme banale de l'incivilité, présente dans le quotidien des jeunes *favelados*. Lorsqu'on le provoque sur la plage, il pense qu'il vaut

mieux ne rien faire, rester tranquille..." Sa violence, il l'intériorise (en voyant un autre enfant avec un beau vélo neuf, "il m'est arrivé d'en avoir un peu la rage"). Et le sentiment du conflit est tellement fort chez lui, qu'il l'exprime à travers une *préférence* : "plus que tout, je voudrais être respecté tel que je suis aujourd'hui, plus que d'avoir un vélo tout neuf !" La fragilité, néanmoins, du conflit exprimé par Luano est à la mesure de sa peur. Il voudrait vivre "jusqu'à quatre-vingts-dix ans", mais survivra-t-il aux balles de la police qui mène contre la *favela* une guerre sans merci ? Son choix, pour l'instant, est de se replier sur sa peur. Mais il peut changer.

L'engagement dans le crime relève toujours d'un choix irréductiblement individuel. En 1994, le petit garçon d'Ines, 12 ans comme Luano, qui avait perdu ses deux frères aînés assassinés dans la *favela* quelques années avant, travaillait déjà avec les frères Lima Silva dans la *bouche de fumée*. Dona Helena m'avait aussi raconté l'histoire de ce jeune homme, qu'elle connaissait bien, et qui s'était engagé dans le narcotrafic, après avoir été reçu au concours d'entrée en fac. L'expérience juvénile dans la *favela* combine la conscience d'un conflit socioculturel qui met en jeu la place du jeune dans la société de masse ; une réponse individuelle au risque, dont la forme la plus palpable et la plus brutale est la violence policière ; et la reconstitution tribale de la *favela* comme communauté imaginée. Contrairement à Lucio, qui définit son identité en termes directement *sociaux* (il est un *travailleur*), Luano et Mario se définissent comme des *favelados*, et ni l'un ni l'autre ne voudraient partir ailleurs. Si c'est Mario qui est aujourd'hui à la tête du *morro*, et non pas la génération à laquelle appartient Lucio, c'est parce que c'est lui qui a été le mieux capable de condenser en sa personne ce trois logiques.

Mario est extrêmement sensible au conflit socioculturel exprimé par Luano. Il l'a d'ailleurs découvert, en faisant l'expérience du préjugé contre le *favelado* dans sa propre histoire personnelle. A l'occasion, appartenant encore à une autre génération, il n'a pas su le gérer comme beaucoup d'adolescents *favelados* d'aujourd'hui sur le mode de l'incivilité. Son mode de socialisation et sa timidité l'induisaient à l'autocontrôle, mais l'intériorisation de sa rage a bloqué à jamais, dit-il, son sens du dessin. Son histoire personnelle l'a emmené à envisager le crime comme un environnement. Travaillant aux côtés de son père, depuis son plus jeune âge, il ne s'imaginait pas comme un bandit ("personne n'imaginait que j'allais devenir un narcotrafiquant"). Mais, pris dans les mailles de la guerre et du désordre, il s'est découvert bandit, un peu comme Lucio, parce qu'il n'acceptait pas de se laisser écraser ("soit je participais à la guerre comme un homme que je suis, ou alors pour moi, j'allais perdre ma personnalité"). Dans son choix, pas seulement son identité masculine n'était en jeu ("comme un homme que je suis"), mais aussi son identité sociale ("Car je suis né ici, du coup perdre le *morro* sans aucune raison, sans rien faire ?").

Lorsqu'il a fait l'expérience de l'entrée dans le crime, Mario a d'emblée appris deux choses, qui ont par la suite déterminé le cours de sa vie. Il a appris qu'on pouvait faire face au risque et y échapper, en se remettant à la chance ("Dans le premier échange de tirs de ma vie, la première balle que je me suis prise a touché mon chapeau. Car le type a visé la tête.") Il a fait l'apprentissage de l'ordalie, comme une technique de réponse individuelle au risque, et elle allait constituer dorénavant son ressort principal, sa façon propre de répondre au risque. Ensuite Mario a appris que le narcotrafic était une contingence de la vie dans les *favelas*, dont l'urbanisme, avec ses rues en labyrinthe, constitue un abri naturel à ce commerce illégal ("Il n'y aura jamais de *morro* sans narcotrafic, parce que du moment où il y aura quelqu'un qui voudra consommer, il y aura quelqu'un qui voudra vendre.").

Dans ces conditions là, il faut qu'un ordre interne, "un équilibre" soit assuré. ("Alors, tout d'un coup je suis devenu comme ça, du jour au lendemain, je n'ai pas arrêté pour penser - je suis devenu quelque chose que je croyais ne pas être capable de faire...") Qu'il fasse ce choix permet à d'autres d'en faire différents ("Bien sûr, *il faut* faire d'autres choix. *Toi*, tu peux faire d'autres choix...") ; mais *son* choix, il n'est pas seul à le faire ("il y aura peut-être quelqu'un qui choisira le même destin que moi..."). Et si le dés-ordre en venait à régner, même ceux qui font aujourd'hui des choix différents du sien, n'auront plus cette possibilité ("Ces personnes-là, si un équilibre n'est pas assuré dans le *morro*, elles aussi, elles deviendront des bandits..."). Mais s'il prend sur lui-même d'affronter individuellement le risque, et de faire régner l'ordre dans la *favela*, Mario n'oublie pas qu'il y a derrière l'expérience *favelada* du crime, un conflit social. ("Le narcotrafiquant, c'est seulement une des réalités".) La politique est pour lui, la seule sortie possible, la seule manière par laquelle il serait capable de tromper son destin. "Ma sortie, il faut que ce soit du dedans vers le dehors, naturellement... Je veux prouver qu'il y a un mouvement social..." Pour l'instant, c'est un *trip*, un voyage.

NOTE DE METHODE

L'étude que nous venons de présenter résulte de la rencontre entre une perspective théorique - c'est-à-dire, entre une manière d'envisager les problèmes sociaux, et un ensemble d'enquêtes de terrain, sur la violence juvénile dans la société postindustrielle de risque. D'autres chercheurs ont fait, comme nous, le même parcours : s'intéressant aux mouvements sociaux et à l'action collective, ils en sont venus à étudier des conduites violentes. S'il faut néanmoins parler ici de *rencontre* entre la théorie et le terrain, c'est que l'hypothèse d'un conflit social n'était réellement pas donnée au départ. Et d'avoir pu dégager les termes de ce conflit, les mêmes dans chaque situation étudiée, c'est sans doute le fruit le plus important du travail entrepris.

Chaque situation de recherche nous a imposé ses propres contraintes, mais dans toutes une même *méthode* a été employée : il s'agissait de *faire produire* activement, par chaque sujet concerné, une interprétation de son expérience et de ses choix ; il a fallu l'emmener à dégager cette interprétation de sa propre pratique, le poussant à mener le plus loin possible l'explicitation des logiques inhérentes à ces choix. C'est pour ça que les entretiens ressemblent souvent à des débats, entre le chercheur et la personne interviewée. Ce que nous venons de dire se rapproche de la formulation de Pierre Bourdieu (1993 : 907), pour qui les "personnes interrogées (...) ne peuvent donner une réponse digne de ce nom à l'interrogation que si elles peuvent se l'approprier et en devenir les sujets". Cette appropriation, pour nous, n'était pas séparable de la nature même de la question posée : l'objet de notre intérêt était l'expérience du sujet individuel, et ses choix, que personne d'autre que lui n'était mieux à même d'expliquer.

Bourdieu propose deux conditions à la réussite de l'entretien. La première relève de son souci concernant la distance sociale entre le chercheur et l'enquêté, et la nécessité de la réduire au minimum, pour éviter des effets de violence symbolique. La familiarité et la proximité faciliteraient pour l'enquêté les conditions de prise de parole. Il n'ignore pas, toutefois, que cette technique rencontre des limites certaines et que, bien plus important encore, c'est que le chercheur soit capable de "comprendre" l'enquêté, en se mettant en pensée à sa place. Dans le cadre de notre recherche, une seule fois le recours à la "familiarité", définie à un niveau très particulier, a été une technique importante pour susciter une prise de parole : c'est lorsque, dans l'enquête sur la révolte, des entretiens individuels ont été réalisés avec de jeunes émeutiers. Le fait que Bénédicte Havard-Duclos et Nicolas Hourcade, qui se sont chargés de ces entretiens, soient de très *jeunes* étudiants a été fondamental pour que de *jeunes* banlieusards, ordinairement privés de parole, acceptent de parler d'eux-mêmes ; dans l'étude de l'incivilité comme dans celle du crime, en revanche, le problème ne s'est pas posé.

Bien des chercheurs au Brésil, surtout des anthropologues, peut-être plus sensibles à ce problème, ont dit la conscience qu'ils ont eue, dans des situations de recherche, de la distance sociale qui les séparait des populations pauvres. Cela me semble tout à fait important, mais j'aurais tendance à penser que, plus que d'être un fait objectif, cette distance relève du regard porté par le chercheur sur son objet. Si le chercheur *se considère* comme un égal, malgré sa différence, alors il n'y a plus de distance. L'opération symbolique qui autorise cette perception relève d'une représentation conflictuelle du monde, en termes de rapports de pouvoir - de domination, et de contestation à ce pouvoir. Dans cette étude, dont la violence était l'objet, il incombait au chercheur de constituer l'espace théorique à l'intérieur duquel un conflit pouvait cesser d'apparaître comme pure violence, et devenir visible sous sa forme propre. Seule cette démarche méthodique pouvait le rendre capable,

non pas de se mettre "à la place", mais *du côté* de l'enquêté. Castro Alves, poète brésilien, raconte dans un poème la tragédie d'une esclave, à qui le propriétaire du domaine vient arracher son enfant, pour le vendre à des marchands de passage. L'esclave résiste, et lui dit : *"Seigneur, vous aussi, vous avez des enfants... qui n'en a pas ? Si quelqu'un voulait les vendre, vous seriez pris de désespoir, vous en pleureriez... Diriez-vous en souriant - pardon ?"* Dans la scène, par une opération symbolique qui consiste, non pas à se mettre lui-même à la place de l'esclave, mais à placer le seigneur d'esclaves dans la même situation que celle qu'il dominait, le poète dévoile et conteste le mécanisme de *chosification* de l'esclave, et institue un espace de citoyenneté, à l'intérieur duquel des rapports de domination deviennent visibles. Ce que peut la poésie, la recherche le peut aussi. D'une certaine manière, le pari méthodique qui traverse notre effort a été celui de combiner le professionnalisme de la recherche française avec la force critique de la pensée latino-américaine.

Le projet sur la violence à l'école a été élaboré en juin 1994, pour répondre à un appel d'offres conjoint de la Direction de l'évaluation et de la prospective du Ministère de l'éducation nationale et de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, et il s'est donc inscrit dans un ensemble de recherches qui démarraient à ce moment-là, sur le même thème. La violence à l'école était alors un phénomène mal connu et complexe. Mal connu, par sa nouveauté relative. Complexe parce que, mettant en même temps en jeu faits et représentations, qui étaient à la fois scolaires et sociaux, il était difficile d'en prendre la mesure et d'en saisir les évolutions. La question qui nous semblait centrale était celle de savoir de quoi parlait-on, lorsqu'on parlait de violence à l'école. Et nous disions alors que notre intention était d'appeler *violence*, ce que les personnes concernées considéreraient comme telle.

Le corpus principal de l'enquête a été constitué par un ensemble d'entretiens individuels et de groupe, réalisés avec des volontaires, choisis au niveau de l'équipe éducative du collège, d'un côté ; et parmi des élèves des classes de cinquième et de troisième, de l'autre. Dans les deux cas, un entretien collectif initial a permis de préciser les thématiques évoquées plus tard, lors des entretiens individuels ; dans les deux cas, ce premier entretien a tourné autour de trois questions générales : 1) Comment définissez-vous la violence ? 2) Comment la vivez-vous, d'un point de vue strictement subjectif ? 3) Comment la gérez-vous ? A partir des réponses obtenues, nous avons pu affiner notre problématique initiale, en exploitant lors des entretiens individuels certains aspects jusqu'à obscurs de la violence vécue par les sujets. Pour ce qui est des adultes, nous avons été renvoyés notamment vers une représentation de la violence qui apparaissait comme spatialement différenciée, du point de vue des risques de débordements violents encourus ; ou vers un vécu subjectif de la violence, qui laissait place à un sentiment surprenant de risque de mort. Pour ce qui est des élèves, ce qui nous a surtout surpris et guidé par la suite, c'est leur sentiment que la violence était partout, et de découvrir que leur engagement dans la violence associait peur de la violence, et urgence à se défendre.

Nous avons eu la préoccupation de demander à l'ensemble de nos interlocuteurs, non seulement de nous fournir des informations générales sur les formes de violence qu'ils étaient emmenés à observer, ainsi que de les hiérarchiser suivant leur gravité ; mais nous avons aussi insisté pour qu'ils illustrent leurs propos avec des descriptions aussi détaillées

que possible des situations de violence dans lesquelles ils s'étaient trouvés eux-mêmes engagés. Dès lors, les témoignages recueillis présentent une double caractéristique : d'un côté, ils sont volontairement descriptifs - comme si le chercheur avait été lui-même présent, en tant qu'observateur, lors des événements en question ; mais de l'autre, cette description porte la marque d'une analyse rétrospective de la situation vécue, où le sujet cherche par son récit à mieux comprendre la logique des relations dans lesquelles il avait été engagé, ayant donné lieu à des débordements violents. En insistant sur certains détails, en l'incitant à reprendre des passages de son récit pour mieux le préciser, le chercheur pour sa part le pousse à aller jusqu'au bout de cette démarche critique.

Au niveau de l'équipe éducative, 16 personnes ont été entendues : le principal, une assistante sociale, deux conseillers principaux d'éducation, une infirmière, une responsable du centre de documentation et d'information, deux surveillants et huit enseignants. Parmi les élèves, 24 ont été choisis, dans des classes de sixième et de troisième, aux profils variés : autant des élèves perçus comme violents que d'autres perçus comme non violents. Une discussion avec un groupe d'ex-élèves du collège a également eu lieu, en présence d'un CPE. Elle nous a fourni des matériaux complémentaires, incorporés à l'analyse présentée ici.

L'analyse de l'émeute se réfère à une recherche développée entre mars 1994, date à laquelle l'événement a eu lieu, et où par un pur hasard nous débutions une enquête sur des problèmes de violence juvénile dans la ville ; et mai 1996, date à laquelle nous avons réalisé notre dernier week-end de travail avec les émeutiers. Elle s'appuie sur une enquête générale, formée par une cinquantaine d'entretiens environ, ayant donné lieu à un compte rendu (Peralva, 1995), et sur un second ensemble de documents de recherche, constitués pour l'essentiel de 15 entretiens individuels avec des jeunes ayant eu une participation plus ou moins directe à l'émeute, ainsi que de 11 débats de groupe avec le même type de participants. Dans un premier temps, il s'est agi pour nous de rétablir avec exactitude le déroulement des faits, tâche en soi difficile, pour ce qui est d'un événement de ce genre. A partir de là, il est devenu possible de tenter de *comprendre*, en essayant de dégager le point de vue des émeutiers sur l'émeute.

Or, nous nous sommes vite rendu compte de la difficulté à faire parler de ça à travers des entretiens individuels. Soit ceux qui y avaient directement pris part refusaient le contact ; soit, les événements étant trop proches, et la capacité de réflexion limitée par cette proximité, la compréhension n'avancait pas. Les récits reproduisaient le déroulement des faits (souvent de façon plus limitée que ce que nous avons pu faire), mais n'apportaient pas d'éclairage significatif à propos des conditions subjectives d'engagement dans la violence. D'où notre choix de faire appel, dans ce cas, à des techniques d'intervention sociologique (Touraine, 1978). En reconstituant le champ d'action des jeunes qui avaient été engagés dans l'émeute, à partir de débats avec des interlocuteurs choisis d'un commun accord par eux et les chercheurs, nous avons réussi à faire apparaître, à l'intérieur même de la dynamique de recherche, les éléments susceptibles d'inscrire l'émeute dans un cadre d'interprétation général.

Nous nous étions aperçus que l'émeute ne pouvait pas être au centre du débat - non pas pour des motifs de méfiance à notre égard. Tout au long de la recherche, les participants au groupe ont spontanément évoqué cette émeute qu'ils avaient "faite", y

compris devant un policier venu débattre avec eux. Ce qu'ils ne pouvaient pas, en revanche, c'était la regarder en face. Au moment où nous les avons rejoints, la mémoire de l'émeute cumulait deux douleurs inséparables : celle liée à la disparition de leur ami ; et celle de l'illusion qu'ils ont eu un moment, de pouvoir se constituer en tant qu'acteurs collectifs, et de l'échec ressenti lorsque cette illusion s'est évanouie. La recherche a permis de mettre en évidence la centralité de ces deux douleurs.

Lorsque le groupe a été formé, en mai 1995, un an s'était écoulé depuis les faits. Les participants vivaient déjà le reflux de l'action collective qui avait suivi l'émeute, et dans laquelle ils avaient été un moment engagés. Notre effort, à travers la recherche, a été dans le sens de les faire revivre ce processus, en leur présentant l'engagement dans une action organisée, par le biais de l'association qu'ils avaient eu le désir de former, comme une possibilité réelle, et en les replaçant face à un échec qui se devait dans une grande mesure à la faiblesse de leur propre capacité à agir.

Mener à bien une enquête avec ces jeunes émeutiers, à partir des principes et avec l'emploi des techniques de l'intervention sociologique, nous a obligés, dès le début, à surmonter un obstacle majeur. La dynamique de l'intervention sociologique exige du chercheur qu'il prenne a priori comme matériaux de base de l'analyse les discours produits par des acteurs collectifs, supposés générateurs, par le biais des pratiques, de catégories discursives et d'une interprétation particulière du monde. Or, nous nous trouvions devant un groupe, dont l'un des traits les plus saillants était sa faible capacité à prendre la parole. Nous avons dû, pour le former, faire appel à une jeune fille, qui avait appartenu au bureau de leur association avortée. Elle les a invités une première fois, verbalement, à venir discuter avec des sociologues sur des problèmes de la vie en banlieue. L'invitation n'a pas abouti. Sur proposition de la même fille, nous avons alors procédé à une seconde invitation, écrite, cette fois-ci. Un tract a été distribué dans le quartier, par les soins de notre contact, ainsi qu'au collège voisin, grâce à la bonne volonté de quelques membres de l'équipe éducative. Prévoyant la fragilité du groupe que nous étions en passe de former, nous avons réussi à obtenir une salle au coeur du quartier, pour que les réunions soient assurées, sans qu'ils eussent à se déplacer.

Le jour indiqué, nous nous sommes retrouvé devant un peu plus d'une dizaine d'adolescents, arrivés en bloc au local prévu pour la réunion, et à qui nous avons expliqué notre projet. Nous l'avons fait, non sans mal. Le groupe était extrêmement agité. Il a d'abord boudé nos propositions : il s'agissait pour nous de les faire réfléchir sur leurs conditions de vie, à partir de la rencontre avec un certain nombre d'interlocuteurs que nous choisissions d'un commun accord. L'idée de pouvoir se trouver face à face avec un policier ou un juge d'enfants ne leur était pas indifférente, mais vis-à-vis de nous leurs prises de position se jouaient en termes de rapports de force. La négociation a été longue, avant qu'ils n'adhèrent au principe de la recherche.

Le pas suivant a été la définition des interlocuteurs. Là aussi, il y a eu entorse aux principes de l'intervention sociologique, qui veut que ces interlocuteurs ne soient pas choisis parmi des partenaires ou des adversaires réels du groupe. Or, dans ce cas précis - et cohérent avec la logique territoriale de constitution de l'émeute - le groupe n'a pas été capable de se placer dans un cadre de réflexion plus général, en choisissant ses interlocuteurs en dehors de sa propre ville, ou de son champ direct de relations. Nous étions en train de leur proposer, par le biais de la recherche, de les replacer dans un espace

public de débats, et ils ont perçu cet espace, au premier abord, non pas en termes d'un travail de réflexion sur eux-mêmes, mais en termes rigoureusement instrumentaux - c'est-à-dire, en croyant peut-être à une relance de l'action.

Nous nous sommes mis d'accord sur la liste d'invités suivante : un conseiller d'éducation du collège dont ils étaient pour la plupart issus ; une responsable de projets de quartier à la Mairie ; une élue municipale, devenue, à peine quelques jours après cette discussion, Maire de la ville ; et un policier. Deux autres réunions, fermées (c'est-à-dire, réalisées en l'absence d'interlocuteurs externes - l'une d'entre elles en raison de la défaillance d'un invité qui avait d'abord accepté de venir, un juge d'enfants), ont aussi été réalisées. Notre proposition d'amener un journaliste pour débattre avec le groupe a essuyé un refus sans appel : "Pourquoi faire ? Pour qu'il écrive sur nous, après ?"¹⁷⁸

Compte tenu de la fragilité supposée du groupe, nous avons fait le choix d'un emploi du temps concentré. Il fallait que tout se passe très vite. En fait, la consistance de ce collectif est allée bien au-delà de nos premiers espoirs, ce qui nous a permis de prolonger par la suite le travail de recherche, en mettant en place un séminaire avec les participants, pendant deux week-ends successifs, en janvier 1996 et en mai 1996. Ces séminaires ont été intercalés d'une série d'entretiens individuels avec les participants. La fonction de ce dispositif extrêmement lourd, apparenté comme nous l'avons dit aux techniques de l'intervention sociologique, a donc été double. Il a d'abord recréé l'action collective en aval de l'émeute, en situation de laboratoire ; il a ensuite ouvert la voie à une acceptation, de leur part, du principe des entretiens individuels, ce que jusque-là une majeure partie du groupe avait refusé.

Dans ce cas précis, l'enjeu de la recherche, sans quoi elle aurait été un échec, était de faire émerger une parole et une capacité narrative. En ce sens, cette enquête a été la plus difficile des trois, et la seule où il y a eu refus constant et systématique de parler. Aussi le chahut, dont nous avons analysé les fonctions à l'intérieur du groupe, a été aussi régulièrement employé comme une technique de résistance aux chercheurs. Cela a été net, lors de la séance de formation du groupe, où était en jeu l'adhésion même au principe de la recherche. Nous avons aussi vécu une autre situation un peu particulière de chahut, lors de la dernière séance (fermée), qui a précédé la mise en place des deux week-ends de travail. Ce jour-là, les chercheurs, un peu fatigués, regardaient sans rien dire les jeunes réunis, au milieu du plus grand chahut, en se demandant s'ils parvenaient à mettre en place une discussion, et presque convaincus que l'issue serait négative. Soudain, Omar nous a interpellés, en demandant quand allait-on commencer à travailler. Avec l'émergence d'un leader, le silence et la séance de travail se sont instantanément installés. Lors de la séance où nous avons parlé de l'émeute, pendant le premier week-end de travail, un silence profond et pesant avait rapidement fait place au chahut habituel. Ce balancement entre des situations de chahut et des situations d'absence de chahut nous a emmenés à nous interroger sur les fonctions idéologiques du chahut, en tant que technique de blocage de la parole. Les entretiens individuels ont visé une perception des conditions quotidiennes de vie des émeutiers : le rapport à la famille, à l'école, à l'avenir, aux loisirs, au sport, à la religion, à

¹⁷⁸ Cet incident suggère de considérer avec réserve l'idée d'une soit inconditionnelle de visibilité médiatique, qui serait le propre des jeunes des banlieues populaires. Dans ce cas précis, le désir d'autonomie et de contrôle sur sa propre réflexion (contrôle sur ses oeuvres) paraît menacé par la présence éventuelle d'un professionnel des médias.

la politique. Mais aucune vraie narrativité a été établie : dans l'ensemble, la parole ainsi reconstituée reste une parole hachée.

L'enquête sur la *favela* Santa Marta a été encore plus longue, s'est déroulée en plusieurs étapes, et a présenté d'autres types de difficultés. En 1993, j'ai mené une brève enquête sur la généralisation de la violence dans la ville de Rio de Janeiro, et dans sa région métropolitaine. Une vingtaine d'entretiens ont été réalisés, avec des chercheurs *cariocas*, des journalistes et des acteurs institutionnels, et une documentation d'information a été organisée (Peralva, 1996b).

En 1994, je suis arrivée à Santa Marta, grâce à des contacts avec l'église anglicane, qui intervenait dans le *morro*. Pendant cinq mois, j'ai fréquenté assidûment la *favela*, sans définir de stratégie précise de recherche ; et même en éprouvant une grande difficulté à en définir une. Cette période m'a surtout servi à évaluer les formes et le degré de violence à l'oeuvre dans le *morro*, laquelle avait atteint à l'époque des niveaux paroxystiques. Par hasard, et par chance, la structure de l'église anglicane où je coopérais se trouvait à côté de la *bouche de fumée*, et vivait au jour le jour la variation de la tension dans le *morro*. Je n'ai quasiment pas posé de questions pendant cette période, mais j'ai entendu énormément de choses. Même dans les situations les plus extrêmes, les gens ne peuvent pas s'empêcher de parler ; au contraire, il semblerait que le besoin de parler s'en trouve accru, alors que si vous leur posez des questions, ils ont plutôt tendance à se taire. J'ai tenu un journal.

A la fin de cette période, j'ai fait mon premier entretien proprement dit, dans le *morro*: j'ai interviewé Lucio. A ce moment-là, j'avais déjà défini une stratégie de travail : il m'apparaissait que, pour comprendre l'engagement de la *favela* dans le crime, il était indispensable d'inscrire cet engagement dans une évolution historique, il fallait un travail de mémoire. J'ai donc demandé de l'aide à un leader communautaire local, qui m'a répondu que ce travail intéressait la structure qu'il dirigeait, et m'a proposé une coopération. A partir de là, c'est à travers ce "consortium" que mon enquête sur la violence s'est développée : la mémoire de la *favela*, dont il a été présenté ici une version abrégée, doit faire l'objet d'une publication à part, autour de laquelle toute une équipe est en train de travailler.

Dans cette perspective, nous avons réalisé une série d'entretiens qui visaient cerner, l'histoire de vie des premiers habitants, qui se sont installés dans le *morro* ; d'autre part, il s'agissait de comprendre l'expérience d'un groupe d'adolescents et de jeunes adultes, de façon à la distance, qui nous semblait a priori évidente, entre les expériences des générations. Nous nous sommes aussi servis d'entretiens qui avaient été réalisés plus de dix ans avant, dans la perspective d'un projet de mémoire, et qui incluaient de nombreuses cassettes vidéo. Ce matériel a été fondamental, du point de vue du rétablissement de la mémoire, car entre-temps nombreux personnages-clés de l'histoire du *morro* avaient disparu ; d'autres sont décédés après que nous les avons interviewés. Pour ce qui est de la première génération, les interviewés ont été choisis en fonction de leur ancienneté dans le *morro*, de leur lien aussi avec des situations ou des expériences caractéristiques de la vie dans la *favela*, bref de leur capacité à donner des informations utiles.

Les adolescents et les jeunes, pour des raisons de facilité, ont été choisis, un peu aléatoirement, parmi ceux qui fréquentaient la colonie de vacances du *morro*. Ils étaient

donc, comme dit Mario, *triés* : non pas socialement - mais du point de vue de leur capacité à s'engager dans un travail organisé, et à participer aux activités systématiques que la colonie de vacances nécessitait. Ils n'étaient donc pas "représentatifs" des adolescents et des jeunes du *morro* : ils participaient seulement à la même expérience et avaient à affronter les mêmes problèmes.

Nous avons donc travaillé sur trois "couches" d'entretiens : une première vague, concernant la première génération du *morro*, a été réalisée au début des années 1980 et est composée de 22 entretiens ; la deuxième, qui la complète, est composée d'huit entretiens ; la troisième, qui a visé les adolescents et les jeunes, comprend 17 entretiens. Le protocole d'entretien, dans ce dernier cas, a été le même que celui utilisé pour interviewer les jeunes émeutiers français.

Les entretiens avec Lucio et Mario n'étaient pas inclus dans l'ensemble géré par le "consortium", concernant la mémoire de la *favela*. L'accès à Lucio a été possible, grâce à l'intermédiation de la personne responsable de la structure de l'église anglicane où je coopérais, laquelle le connaissait depuis de longues années. C'est elle qui l'a convaincu à témoigner. Quant à Mario, je lui ai fait transmettre une lettre par un ami commun. Dans cette lettre, je lui expliquais quel était mon statut professionnel, l'enquête que je menais sur les choix de vie des jeunes, et je lui parlais de mon désir de le rencontrer. Je lui ai communiqué mes numéros de téléphone personnel et professionnel, en lui laissant la possibilité de m'appeler, s'il en avait envie. Il ne m'a pas appelé, mais a tout de suite donné son accord à mon messenger.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAMO Helena Wendel. *Cenas juvenis. Punks e darks no espetáculo urbano*. São Paulo, Scritta, 1994.
- ABREU Mauricio de A. "Da habitação ao habitat: a questão da habitação popular no Rio de Janeiro e sua evolução". *Revista do Rio de Janeiro, Niterói*, volume 1, n° 2, janeiro/abril de 1986.
- ABREU Mauricio de A. *Evolução Urbana do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, IPLANRIO/Jorge Zahar Editor, 1988.
- ADORNO Sergio. "Discriminação racial e justiça criminal em São Paulo". *Novos Estudos CEBRAP* n° 43, novembro de 1995, pp. 45-63.
- ADORNO Sergio. *A gestão urbana do medo e da insegurança. Violência, crime e justiça penal na sociedade brasileira contemporânea*. Tese de livre-docência. São Paulo, FFLCH/USP, 1996.
- ALAIN. *Propos sur l'éducation*. Paris, P.U.F, 1956.
- ALBUQUERQUE Maria Lucimar Miranda de. *Escola Comunitária. Um Atalho dos Excluídos na Luta pela Escolarização dos Filhos*. Tese de doutoramento. São Paulo, Faculdade de Educação, Universidade de São Paulo, 1995.
- ALVES Castro. "Tragédia no lar". *Poesias Completas*. Rio de Janeiro, Edições de Ouro, 1969.
- AMORIM Carlos. *Comando Vermelho. A História Secreta do Crime Organizado*. Rio de Janeiro, Distribuidora Record de Serviços de Imprensa S.A., 1993.
- ANDERSON Benedict. *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres/New York, Verso, 1991.
- ANDRÉA Sergio. "E a luta continua...". *Pensar e Fazer*. Rio de Janeiro, Secretaria Municipal de Desenvolvimento Social, dezembro de 1988.
- ANTUNES Eduardo Muylaert. "Reflexões sobre a Batalha do morro Dona Marta". *Revista da Ordem dos Advogados do Brasil* n° 43/48, inverno de 1988.
- APTER David E. "Yan'an and the Narrative Reconstruction of Reality". Polycopié, s.d.
- APTER David. "Le discours comme pouvoir". *Cultures et Conflits* n° 13/14, printemps-été 1994.
- ARAGÃO Edígenes. "Race, éducation et la construction de la nation : la marginalisation du travailleur national libre lors de la première industrialisation. São Paulo, 1850/1920." *Conférence "Remise en Question des Orthodoxies : pour de nouvelles perspectives en histoire de l'éducation"*. Toronto, Canada, 17-20 octobre 1996.
- ARENDT Hannah. *La crise de la culture*. Paris, Gallimard, 1972.
- ARENDT Hannah. *Sur l'antisémitisme*. Paris, Calmann-Lévy, 1973.
- ARENDT Hannah. *Da violência*. Brasília, Editora da Universidade de Brasília, 1985.
- ARIES Philippe. *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris, Plon, 1960 ; Seuil, 1973.
- ARIES Philippe. *L'homme devant la mort*. Paris, Seuil, 1977. (Volumes 1 et 2.)
- ASCHER François. "Demain, la ville de tous les temps". In OBADIA Alain (Org.). *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités - nouveaux services*. Paris, Editions de l'aube, 1997.
- BACHMANN Christian et LE GUENNEC Nicole. *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*. Paris, Albin Michel, 1996.
- BADIE Bertrand. "Communauté, individualisme et culture". In BIRNBAUM Pierre et LECA Jean (sous la direction de). *Sur l'individualisme*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991.
- BAJOIT Guy et FRANSSEN Abraham. *Les jeunes dans la compétition et la mutation culturelle*. Rapport de recherche au Fonds de la recherche fondamentale collective. Université Catholique de Louvain. Faculté ouverte de politique économique et sociale, avril 1993.
- BAJOIT Guy et FRANSSEN Abraham. "O Trabalho, Busca de Sentido". *Revista Brasileira de Educação, Juventude e Contemporaneidade*, setembro 1997.

- BALANDIER Georges. "La violence et la guerre : une anthropologie". *Revue Internationale de Sciences Sociales, Violence et sécurité collectives*, 110, 1986.
- BALLION Robert. *Les Consommateurs d'école*, Paris, Stock, 1982.
- BALLION Robert. "Les lycées 'sociaux': la 'reprise en main' ". *Migrants-Formation* n° 92, mars 1993.
- BALLION Robert. "L'ordre scolaire menacé: le cas des lycées". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.
- BALLION Robert. *Les lycéens et leurs petits boulots*. Paris, Hachette, 1995.
- BARCELLOS Caco. *Rota 66. A história da polícia que mata*. Rio de Janeiro, Editora Globo, 1992.
- BAUDELLOT Christian et ESTABLET Roger. *L'école capitaliste en France*. Paris, Maspero, 1971.
- BAUDELLOT Christian et ESTABLET Roger. *Le niveau monte*. Paris, Seuil, 1989.
- BAUMFELDER Eliane. "Des violences plus insidieuses". *Les Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 54, mars 1992, 95-104.
- BECK Ulrich. *Risk Society. Towards a New Modernity*. Londres, Sage Publications, 1994.
- BECKER Howard S. *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Paris, Métailié, 1985.
- BEGAG Azous et DELORME Christian. "Rites sacrificiels des jeunes dans les quartiers en difficultés". *Les Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 54, mars 1992, 45-52.
- BELL Daniel. *Les contradictions culturelles du capitalisme*. Paris, PUF, 1979.
- BENYON John. "Désordres urbains. Après les émeutes de 1985 en Grande Bretagne." *Les Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 54, mars 1992, 31-38.
- BERMAN Marshall. *Tudo que é sólido desmancha no ar. A aventura da modernidade*. São Paulo, Companhia das Letras, 1992.
- BERNARD Jean-Pierre A. "La liturgie funèbre des communistes (1924-1983)". *Vingtième Siècle* (Paris), 9, janvier-mars 1986, 37-52.
- BIARNES Jean. *Sorcier, héros, migrant ou ... exclu. Une approche anthropologique de l'exclusion et de son rapport à l'éducation*. Université Paris Nord, U.F.R. des Lettres, Sciences de l'Homme et des Sociétés, 1995.
- BIGO Didier. "Contestations populaires et émeutes urbaines. Les jeux du politique et de la transnationalité". *Cultures et Conflits* (Paris), 1992, n° 5, 3-22.
- BIRNBAUM Pierre. "Action individuelle, action collective et stratégie des ouvriers". In BIRNBAUM Pierre et LECA Jean. *Sur l'individualisme*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991.
- BLANK Gilda. "Brás de Pina - Experiência de Urbanização de Favela". In VALLADARES Licia do Prado (org.). *Habitação em Questão*. Rio de Janeiro, Zahar, 1979.
- BLOOM Alan. *L'Ame désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*. Paris, Julliard, 1987.
- BOBBIO Norberto. *Droite et Gauche. Essai sur une distinction politique*. Paris, Seuil, 1996.
- BODY-GENDROT Sophie. "Les nouvelles formes de la violence urbaine aux Etats-Unis". *Cultures et Conflits* (Paris), n° 6, été 1992.
- BODY-GENDROT Sophie. "Regards sur la violence urbaine aux Etats-Unis". *Les Annales de la Recherche Urbaine* (Paris), n° 54, mars-novembre 1992, 13-20.
- BODY-GENDROT Sophie. *Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*. Paris, P.U.F, 1993.
- BOUDON Raymond. *L'inégalité des chances*. Paris, Armand Colin, 1979.
- BOURDIEU Pierre et SAINT-MARTIN Monique. "Les catégories de l'entendement professoral". *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 3, 1975.

BOURDIEU Pierre. "De quoi parle-t-on quand on parle du 'problème de la jeunesse'?" In PROUST François (org.). *Les jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*. Vaucresson, CRIV, 1986.

BOURDIEU Pierre. "Le rêve des familles". In BOURDIEU Pierre (sous la direction de). *La misère du monde*. Paris, Seuil, 1993.

BOURDIEU Pierre. "Comprendre". In BOURDIEU Pierre (sous la direction de). *La misère du monde*. Paris, Seuil, 1993.

BRANT Vinicius Caldeira (Coord.) *São Paulo : trabalhar e viver*. São Paulo, Editora Brasiliense/Comissão de Justiça e Paz de São Paulo, 1989.

BRAUD Philippe. "La violence politique : repères et problèmes." La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième Congrès de l'Association Française de Science Politique, 23-26 septembre 1992.

BRESSON Yves. *Le partage du temps et des revenus*. Paris, Economica, 1994.

BRUNETEAUX Patrick. "Cigaville: quand le maintien de l'ordre devient une expertise". Communication à la Table Ronde n° 1: La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième congrès de l'Association Française de Science Politique. Paris, 23-26 septembre 1992.

BUI-TRONG Lucienne. "Les bandes en France". In: *Des bandes aux pillages aux émeutes: problématiques du maintien de l'ordre. Les dossiers du C.N.E.F.* Ministère de l'intérieur et de la Sécurité Publique. Direction du Personnel et de la Formation de la Police. Centre National d'Etudes et de Formation. (Dossier établi à la suite des Entretiens de Gif, les 16, 17 et 18 mars 1992), s.d..

BUI-TRONG Lucienne. "L'insécurité des quartiers sensibles: une échelle d'évaluation". *Les cahiers de la sécurité intérieure* (Paris) n° 14, août-octobre 1993.

BUREAU D'ACTION PREVENTIVE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE. *Les violences scolaires*. Sous-direction des missions. Paris, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, juin 1994.

CACCIAMALI Maria Cristina. "Flexibilidade : maior número de micros e pequenas empresas ou manutenção da concentração de forma descentralizada?" In SILVA Luiz Antonio Machado da (Org.). Qualificação e Informalidade. *Contemporaneidade e Educação*. Ano II, n° 1, maio de 1997.

CALDAS Suely. "A autocrítica de Castro. Ex-presidente do BNDES diz que errou ao prever que o país viveria processo de desindustrialização". *O Estado de São Paulo*, 28 de setembro de 1997.

CALDEIRA César. "Operação Rio e cidadania : as tensões entre o combate à criminalidade e a ordem jurídica." In REIS Elisa, ALMEIDA Maria Hermínia Tavares de e FRY Peter (Orgs.). *Política e Cultura. Visões do passado e perspectivas contemporâneas*. São Paulo, Hucitec/ANPOCS, 1996.

CALDEIRA César. "Segurança Pública e Seqüestros no Rio de Janeiro (1995-1996)". *Tempo Social*, volume 9, n° 1, maio de 1997.

CALDEIRA Teresa Pires do Rio. *A Política dos Outros. O Cotidiano dos Moradores da Periferia e o que Pensam do Poder e dos Poderosos*. São Paulo, Brasiliense, 1984.

CALDEIRA Teresa Pires do Rio. "Direitos Humanos ou 'Privilégios de Bandidos' ? Desventuras da democratização brasileira." *Novos Estudos*, n° 30, julho 1991.

CALDEIRA Teresa Pires do Rio. *City of Walls. Crime, Segregation and Citizenship in São Paulo*. University of California at Berkeley, 1992.

CAMUS Albert. *L'homme révolté*. Paris, Gallimard, 1951.

CAPDEVIELLE Jacques, MEYNAUD Hélène et MOURIAUX René. *Petits boulots et grand marché européen. Le travail démobilisé*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

CAPELLER Wanda Lemos. *L'engrenage de la répression. Stratégies sécuritaires et politiques criminelles. L'exemple du Brésil (1890-1990)*. Paris, LGDJ, 1995.

CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Philippe. " 'Tenir les rangs' Les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936)". In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

CARDOSO Ruth. "Movimentos Sociais Urbanos: Balanço Crítico". In SORJ Bernardo et ALMEIDA Maria Herminia Tavares de (orgs.). *Sociedade e Política no Brasil pós-64*. São Paulo, Brasiliense, 1984.

CARDOSO Ruth. "Movimentos Sociais na América Latina". São Paulo, Revista Brasileira de Ciências Sociais (ANPOCS) , 3, volume 1, fevereiro de 1987.

CARVALHO Cynthia Paes de (Coord.). *Favelas e as organizações comunitárias*. Petrópolis, Vozes, 1994.

CARRE Jacques. "Ordre, violence et pauvreté dans l'histoire urbaine britannique". *Les annales de la recherche urbaine* (Paris) n° 54, mars 1992, 5-12.

CASTEJON Garcia Agostinho, s.j. (Padre). Questão de ótica. A favela por dentro. Documento mimeografado, s.l., s.d.

CASTEJON Agostinho S.J. "Educación popular y educación escolar. ? Enfrentamiento o coordinación ? *Nuevamérica* n° 16, marzo 1982, pp. 10 a 24.

CASTEL Robert. *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*. Paris, Minuit, 1981.

CASTEL Robert. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard, 1995.

CASTELAIN-MEUNIER Christine. *Mémoire d'habilitation*, EHESS, 1997.

CASTRO Nadya A., CARDOSO Adalberto M. et CARUSO Luis Antônio C. "Trajetórias ocupacionais, desemprego e empregabilidade : há algo de novo na agenda dos estudos sociais do trabalho no Brasil ?" In SILVA Luiz Antonio Machado da (Org.). *Qualificação e Informalidade. Contemporaneidade e Educação*. Ano II, n° 1, maio de 1997.

CHAMBOREDON Jean-Claude. "La délinquance juvénile, essai de construction d'objet." *Revue française de Sociologie*, XII, 1971, 335-377.

CHAMBOREDON Jean-Claude. "Adolescence et post-adolescence : la 'juvénisation'. Remarques sur les transformations récentes des limiets et de la définition sociale de la jeunesse." In ALLEON Anne-Marie, MORVAN Odile et LEOVICI Serge (sous la direction de). *Adolescence terminée, adolescence interminable*. Paris, PUF, 1985.

CHAMPAGNE Patrick. "La manifestation comme action symbolique". In Favre Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

CHARLOT Bernard, BAUTIER Elisabeth et ROCHEX Jean-Yves. *Ecole et savoir dans les banlieues ... et ailleurs*. Paris, A. Colin, 1992.

CHAZEL François. "Considérations sur la nature de l'anomie". *Revue française de Sociologie*, VIII, 1967, 151-168.

CHAZEL François. "Individualisme, mobilisation et action collective". In BIRNBAUM Pierre et LECA Jean. *Sur l'individualisme*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991.

CHAZEL François (sous la direction de). *Action collective et mouvements sociaux*. Paris, PUF, 1993.

CHESNAIS Jean-Claude. *Histoire de la violence*. Paris, Robert Laffont, 1981.

CHEVALIER G. "L'intérêt central pour le local, analyse des politiques socio-préventives en France entre 1981 et 1986." *Déviance et Société*, 1988, vol. 12, n° 3, 237-267.

CHEVALIER Louis. *Classes laborieuses et classes dangereuses*. Paris, Hachette, 1984.

CHOQUET Marie. "Le risque à l'adolescence : à partir des enquêtes épidémiologiques". *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 5, mai-juillet 1991.

CNV, Conseil National des Villes. *Les casseurs du 12 novembre*. Compte rendu d'enquête, novembre 1990.

COHEN Claudio, FERRAZ Flavio Carvalho e SEGRE Marco (Orgs.). *Saúde mental, crime e justiça*. São Paulo, EDUSP, 1996.

COHN Stephen. "The Squatter's Rights of Favelados" in *Ciências Econômicas e Sociais*, volume 3, n° 2, dezembro de 1968. Faculdade Municipal de Ciências Econômicas e Administrativas de Osasco, São Paulo, Brasil.

COELHO Edmundo Campos. "Da Falange Vermelha a Escadinha : o Poder nas Prisões". *Presença* n° 11, 1988.

COLOMBIER, C., MANGEL G. et PERDRIault M. *Collèges, faire face à la violence*. Paris, Syros, 1984.

CORRÊA Roberto Lobato. "Localização Inicial do Imigrante na Cidade: O Caso do Rio de Janeiro". *Revista Brasileira de Geografia*, Rio de Janeiro, 38 (3): 116-121, jul./set. 1976.

CREDOC-IHESI. "Les Français et la sécurité. L'image de la police et de la gendarmerie dans l'opinion en 1990". *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 2, juillet-septembre 1990.

CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard. *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris, Seuil, 1977.

CROZIER Michel. "Vers de nouvelles règles du jeu". In DUBET François et WIEVIORKA Michel. *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Paris, Fayard, 1995.

CUIN Charles-Henry. *Les sociologues et la mobilité sociale*. Paris, PUF, 1993.

DAHRENDORF Ralf. *A Lei e a Ordem*. Brasília, Instituto Tancredo Neves, 1987.

DAHRENDORF Ralf. *O Conflito Social Moderno*. Rio de Janeiro/São Paulo, Zahar/EDUSP, 1992.

DAVIDENKOFF Emmanuel. "Le bizutage, ou la faillite d'une certaine idée de l'école". La violence à l'école. *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.

DAVIES James C. "The J-curve of Rising and Declining Satisfaction as a Cause of Some Great Revolutions and a Contained Rebellion". In GRAHAM Hugh Davis and GURR Ted Robert (Editors). *The History of Violence in America. Historical and Comparative Perspectives*. New York, Frederick A. Praeger, Publishers, 1969.

DEBARBIEUX Eric. *La violence dans la classe*. Paris, ESF, 1995 (4ème édition; 1ère édition: 1990).

DEBARBIEUX Eric. *La violence en milieu scolaire : perspectives comparatives portant sur 86 établissements*. Rapport de recherche. Bordeaux, Université de Bordeaux II, Ministère de l'Education Nationale (Direction de l'Evaluation et de la Prospective), Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, février 1996.

DEBERT Guita Grin. "A Invenção da Terceira Idade e a Rearticulação de Formas de Consumo e Demandas Políticas." *XX Encontro Anual da ANPOCS*. GT: Cultura e Política. 22 a 26 de outubro de 1996, Caxambu, Minas Gerais.

DE CELIS Jacqueline Bernat. "Fallait-il créer un délit d'usage illicite de stupéfiants ?" *Questions pénales* v. 4, décembre 1992.

DEFrance Bernard. *La violence à l'école*. Paris, Syros/Alternatives, collection l'Ecole des parents, 1992.

DEFrance Bernard. *Sanctions et discipline à l'école*. Paris, Syros, collection l'Ecole des parents, 1993.

DEFrance Bernard. "La violence à l'école". *Revue de la Gendarmerie Nationale* n° 173, 2ème trimestre 1994.

DELLANOY M. F. et ali. *La gestion des crises urbaines. Analyse des événements de Tourcoing*. Avril 1993. Session régionale d'études. Lille, novembre 1993.

DEROUET J. L. "Désaccords et arrangements dans les collèges". *Revue française de pédagogie* n° 83, 1988, pp. 5-22.

DGPN (Direction Générale de la Police Nationale) et DCPJ (Direction Centrale de la Police Judiciaire). *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1995 par les services de police et de gendarmerie d'après les statistiques de la police judiciaire*. Paris, La documentation Française, 1996.

DIRECTION CENTRALE DE LA SECURITE PUBLIQUE: BUREAU DE L'INFORMATION. *Les violences en milieu scolaire*. Bilan de l'année 1994. Paris, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, s.d.

DONZELOT Jacques. *La police des familles*. Paris, Les Editions de Minuit, 1977.

DONZELOT Jacques. *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*. Paris, Fayard, 1984.

DONZELOT Jacques. "Les transformations de l'intervention sociale face à l'exclusion". In PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

DUBAR Claude. "Socialisation et processus". In PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

DUBET François, JAZOULI Adil et LAPEYRONNIE Didier. *L'Etat et les jeunes*. Paris, Editions Ouvrières, 1985.

DUBET François. *La Galère. Jeunes en survie*. Paris, Fayard, 1987.

DUBET François. "Sur les bandes de jeunes". *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 5, mai-juillet 1991.

DUBET François. *Les lycéens*. Paris, Seuil, 1991.

DUBET François. "A propos de la violence et des jeunes". *Cultures et Conflits* (Paris), n° 6, été 1992.

DUBET François et LAPEYRONNIE Didier. *Les quartiers d'exil*. Paris, Seuil, 1992.

DUBET François. "Les mutations du système scolaire et les violences à l'école". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.

DUBET François. *Sociologie de l'expérience*. Paris, Seuil, 1995.

DUBET François et MARTUCCELLI Danilo. *A l'école. Sociologie de l'expérience scolaire*. Paris, Seuil, 1996.

DUBET François et MARTUCCELLI Danilo. "Théories de la socialisation et définitions sociologiques de l'école". *Revue française de sociologie*, XXXVII, 1996, 511-535.

DUCLOS Nathalie. "Y a-t-il une exception paysanne? Réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons." Communication à la Table Ronde n° 1: La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième congrès de l'Association Française de Science Politique. Paris, 23-26 septembre 1992.

DUGLERY Daniel. "La sécurité des établissements scolaires et la police". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.

DUMONT Louis. *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*. Paris, Gallimard, 1966.

DUMONT Louis. *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris, Seuil, 1983.

DURKHEIM Emile. *Educação e sociologia*. São Paulo, Melhoramentos, 7a edição, s.d..

DURKHEIM Emile. *L'Education morale*. Paris, PUF, 1963.

DURKHEIM Emile. *De la division du travail social*. Paris, PUF, 1991.

- EISENSTADT S. N. *From Generation to Generation. Age Groups and Social Structure*. The Free Press of Glencoe, Collier-Mac Millan Limited, London, 1956.
- ENGELS Friedrich. *Théorie de la violence*. Paris, 10/18, 1972.
- ELIAS Norbert. *La civilisation des mœurs*. Paris, Calmann-Lévy, 1973.
- ELIAS Norbert. *La dynamique de l'Occident*. Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- ELIAS Norbert. *A sociedade dos indivíduos*. Lisboa, Publicações Dom Quixote, 1993.
- ELIAS Norbert. *Du temps*. Paris, Fayard, 1996.
- ERBES Jean-Marc. "Avant-propos". *Les Cahiers de la Sécurité intérieure* n° 6, août-octobre 1991.
- ESTERLE-HEDIBEL Maryse. *Le rite et le risque. La culture du risque dans les bandes de jeunes de milieu populaire à travers la conduite routière*. Thèse de doctorat en anthropologie sociale et sociologie comparée. Paris, Université de Paris V, 1995.
- FABRE Daniel. "La folie de Pierre Rivière". In *Le cas Pierre Rivière : pour une relecture. Le débat* n° 66, septembre-octobre 1991.
- FALLABELLA Gonzalo. "Juventude temporera: relações sociais no campo chileno depois do dilúvio". *Revista Brasileira de Educação*, n° 5, especial: *Juventude e Contemporaneidade*, 1997.
- FARIA Vilmar. "Desenvolvimento, urbanização e mudanças na estrutura do emprego: a experiência brasileira dos últimos trinta anos". In SORJ Bernardo et ALMEIDA Maria Herminia Tavares de (orgs.). *Sociedade e Política no Brasil pós-64*. São Paulo, Brasiliense, 1984.
- FARIA Vilmar E. "Cinquenta Anos de Urbanização no Brasil". *Novos Estudos* n° 29, março de 1991.
- FAUGERON Claire. "Le sentiment d'insécurité chez l'adolescent. Approche psychanalytique". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 5, maio-junho 1995.
- FAUSTO Boris. *Crime e cotidiano. A criminalidade em São Paulo (1880-1924)*. São Paulo, Brasiliense, 1984.
- FAVRE Pierre(sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
- FAVRE Pierre et FILLEULE Olivier. *Manifestations pacifiques et manifestations violentes dans la France contemporaine. 1982-1990*. Rapport de recherche. Paris, Institut d'Etudes Politiques, Centre d'Etude de la Vie Politique Française - Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, mars 1992.
- FENOGLIO Jérôme. "La moitié des chômeurs indemnisés touchent moins de 3000 francs par mois". *Le Monde*, 4 décembre 1996.
- FERNANDES Heloísa Rodrigues. "Violência e modos de vida : 'Os Justiceiros'". *Tempo Social*, Revista de Sociologia, USP, São Paulo 4 (1-2) : 43-52, 1992.
- FERNANDES Rubem César. "Governo das Almas. As Denominações Evangélicas no Grande Rio." Seminário "Autoritarismo Social x Democratização do Estado. Desafios à Educação. Instituto de Estudos Avançados, Universidade de São Paulo, 15-17 de fevereiro de 1993.
- FILLEULE Olivier. "L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Eléments pour une analyse étiologique." Communication à la Table Ronde n° 1: La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième congrès de l'Association Française de Science Politique. Paris, 23-26 septembre 1992.
- FILLEULE Olivier. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- FINE Sidney. *Violence in the Model City. The Cavanagh Administration. Race Relations, and the Detroit Riot of 1967*. The University of Michigan Press, 1989.
- FISCHER Rosa Maria. *O Direito da População à Segurança*. Petrópolis, Vozes/CEDEC, 1985.

FORACCHI Marialice Mencarini. *O estudante e a transformação da sociedade brasileira*. Tese de doutoramento. São Paulo, FFLCH/USP, 1964.

FOTINOS George et POUPELIN Michel. *La violence à l'école*. Etat de la situation en 1994. Analyse et recommandations. Groupe Etablissements et Vie Scolaire. Ministère de l'Education Nationale, Inspection Générale de l'Education Nationale, 1995.

FOUCAULT Michel. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris, Gallimard, 1972.

FOUCAULT Michel (sous la direction de). *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma soeur et mon frère...* Paris, Gallimard, 1973.

FOUCAULT Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard, 1975.

FOUCAULT Michel. *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*. Paris, Gallimard, 1976.

FOUCAULT Michel. "L'évolution de la notion d' 'individu dangereux' dans la psychiatrie légale". *Déviance et Société*, Genève, 1981, vol. 5, n° 4, pp. 403-422.

FOUCAULT Michel. "La société disciplinaire en crise". In *Dits et écrits 1954-1988*, volume III (1976-1979), Paris, Gallimard, 1994.

FREYBERG J. Walter. "La violence : une plénitude de sens". *Sociologie du travail* n° 4, octobre 1971, pp. 337-349.

FURET François et OZOUF Jacques. *Lire et écrire: l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*. Paris, Minuit, 1977.

FURET François. "Terrorisme et Démocratie". In (Avec Antoine Liniers et Philippe Raynaud) *Terrorisme et démocratie*. Paris, Fayard, 1985.

GASPARD Françoise et KHOSROKHAVAR Farhad. *Le foulard et la République*. Paris, La Découverte, 1995.

GAUCHET Marcel. *L'inconscient cérébral*. Paris, Seuil, 1992.

GIUDICELLI Anne. *La caillera*. Paris, Jacques Bertoin, 1991.

GODARD Francis. "Gérer les temporalités : du travail à la ville." In OBADIA Alain (Org.). *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités - nouveaux services*. Paris, Editions de l'aube, 1997.

GOFFMAN Erving. *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*. Paris, Editions de Minuit, 1973.

GÖLE Nilüfer. "L'émergence du sujet islamique". In DUBET François et WIEVIORKA Michel (orgs.). *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Paris, Fayard, 1995.

GORZ André. "Sortir de la société salariale". *Transversales* n° 25, janvier-février 1994.

GRAFMEYER Yves et JOSEPH Isaac. *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris, Aubier, 1984.

GRAHAM Hugh Davis et GURR Ted Robert (editors). *The History of Violence in America. Historical and Comparative Perspectives*. New York, Fraderick A. Praeger Publishers, 1969.

GRAWITZ Madeleine. *Lexique des sciences sociales*. Paris, Dalloz, 1994, 6ème édition.

GRECO (Groupe de recherches et d'études sur les conduites ordaliques). *Toxicomanie et mort. Addictions et conduites de risque*. Rapport de recherche. Paris, février 1994.

GREMY Jean-Paul. *La gestion des crises de violences urbaines*. Synthèse et préconisations. Paris, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, février 1996.

GREMY Jean-Paul. *Les violences urbaines. Comment prévoir et gérer les crises dans les quartiers sensibles ?* Paris, IHESI, 1996.

GRIGNON Claude. *L'ordre des choses. Les fonctions sociales de l'enseignement technique*. Paris, Minuit, 1971.

GROUPE "PREVENTION DE LA VIOLENCE". *Prévenir la violence*. Rapport d'étude. Etablissements scolaires du secteur des Mureaux. Janvier 1991.

GUILLEMARD Anne-Marie. "Le cycle de vie en mutation. La place du travail en question: individualisation ou normalisation?". In DUBET François et WIEVIORKA Michel (orgs.). *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*. Paris, Fayard, 1995.

GUPTA Dipak. "Le paradoxe de la rébellion: les relations inter-raciales aux Etats Unis". *Cultures et Conflits* (Paris) n° 12, hiver 1993.

HAMON Hervé et ROTMAN Patrick. *Tant qu'il y aura des profs*. Paris, Seuil, 1984.

HAMON Hervé et ROTMAN Patrick. *Génération*. Paris, Seuil, 1987 (volumes 1 et 2).

HANASHIRO Olaya, SINHORETTO Jacqueline et SINGER Helena. "Linchamentos : a democracia mudou alguma coisa ?" *Direitos Humanos no Brasil*, n° 2, São Paulo, NEV-USP e CTV, 1995.

HEILBORN Maria Luiza et CAVALCANTI Maria Laura Viveiros de Castro. "A imaginação urbana: Botafogo revisitado." *Revista do Rio de Janeiro*. Niterói, volume 1, n° 2, pp. 37-45, jan./abr.1986.

HEURGON Edith. "Avec le réseau, la ville". In OBADIA Alain (Org.). *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités - nouveaux services*. Paris, Editions de l'aube, 1997.

HIRSCHMAN Albert. *Bonheur privé, action publique*. Paris, Fayard, 1983.

HOBBS Thomas. *Leviatã ou matéria, forma e poder de um estado eclesiástico e civil*. São Paulo, Editor Victor Civita, 1974.

HOBSBAWM Eric. *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*. Paris, Fayard, 1966.

HOBSBAWM Eric. *Bandidos*. Rio de Janeiro, Forense Universitária, 1976.

HOLANDA Sérgio Buarque de. *Raízes do Brasil*. São Paulo, Companhia das Letras, 1996 (1ère édition : 1936).

HUBRECHT Hubert G. "Le droit français de la manifestation". In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

IBGE. Sinopse Preliminar do Censo Demográfico 1991. Rio de Janeiro, SEPLAN, 1991.

IPLANRIO. Morar na Metrópole. Ensaio sobre Habitação Popular. Rio de Janeiro, Instituto de Planejamento Municipal, 1988.

JACQUIER Claude. "Approches intégrées de revitalisation urbaine en Europe". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 16, 2ème trimestre 1994, 97-106.

JAGUARIBE Helio (Org.). *Brasil, 2.000. Para um novo Pacto Social*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1986.

JAGUARIBE Helio (Org.) *Brasil, reforma ou caos*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1989.

JANKOWSKI Martín Sánchez. *Islands in the Street. Gangs and American Urban Society*. Berkeley, University of California Press, 1991.

JAZOULI Adil. "L'interculturel: quelques variations simples sur un thème complexe". In *Migrants Formation* 58, Paris, septembre 1984.

JAZOULI Adil. *Les années banlieues*. Paris, Seuil, 1992.

JOURNES Claude. "Pour une étude sociologique de la violence policière en Grande-Bretagne." Communication à la Table Ronde n° 1: La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième congrès de l'Association Française de Science Politique. Paris, 23-26 septembre 1992.

KEITH Michael. " 'Que s'est-il passé?' Les émeutes de 1980 et 1981 dans les cités britanniques. Un essai d'analyse." *Revue Européenne des Migrations Internationales*, volume 6, n° 3, 1990.

KHOSROKHAVAR Fahrad. 'Bassidje', auxiliaires juvéniles de la révolution iranienne. *Cultures et Conflits* (Paris), *La violence politique des enfants*, n° 18, été 1995, 105-120.

KHOSROKHAVAR Farhad. Le modèle Bassidji. in Wieviorka Michel (sous la direction de). *Les nouvelles formes de la violence*. Rapport final. Mémoire n. 95/1179.00.000 DRET/DAS. Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques. Paris, décembre 1996.

KHOSROKHAVAR Farhad. *L'islam des jeunes*. Paris, Flammarion, 1997a.

KHOSROKHAVAR Farhad. "L'islamisation des jeunes". In OBADIA Alain (éd). *Entreprendre la ville*. Paris, Editions de l'Aube, 1997b.

KOBRIN Solomon. "The Conflict of Values in Delinquency Areas". *American Sociological Review*, vol. 16, oct. 1951, p. 653-661.

KOKOREFF Michel. *Le lisse et l'incisif. Les Tags dans le métro*. Paris, Edition de l'Iris, 1990.

KOWARICK Lucio. *A Espolilação Urbana*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1979.

KRIEGEL Blandine. "Modèle républicain et crise de la citoyenneté". In PELLEGRINI Bernard. *Mélanges, 1992-1994, Vaucresson. Champ et fonction de l'intervention éducative sur décision de justice*. Vaucresson, 1994.

KRISTEVA Julia. *Lettre ouverte à Harlem Désir*. Paris, Rivages, 1990.

LABOV William. *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des Etats Unis*. Paris, Minuit, 1978.

LACERDA Carlos. "A Batalha do Rio". Coluna A Tribuna da Imprensa. Correio da Manhã, 19 de maio de 1948.

LADURIE Emmanuel Le Roy. *Le Carnaval de Romans. De la Chandeleur au mercredi des Cendres. 1579-1580*. Paris, Gallimard, 1979.

LAGRANGE Hugues. "La perception de la violence par l'opinion publique". *Revue française de sociologie*, XXV, 1984, 636-657.

LAGRANGE Hugues. "Perceptions de la violence et sentiment d'insécurité". *Déviance et Société*, 1984, vol. 8, n° 4, pp. 321-344.

LAGRANGE Hugues. *La Civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*. Paris, PUF, 1995.

LAPEYRONNIE Didier. "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation de ressources ?" *Revue française de sociologie*, XXIX, 1988, 593-619.

LAPEYRONNIE Didier. "L'exclusion et le mépris". *Temps modernes* n° 545-546, 1992, 3-17.

LAPEYRONNIE Didier et MARIE Jean-Louis. *Campus blues. Les étudiants face à leurs études*. Paris, Seuil, 1992.

LAPEYRONNIE Didier. *L'Individu et les minorités. La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*. Paris, P.U.F, 1993.

LASCH Christopher. *The Culture of Narcissism*. New York, Norton, 1978.

LE BRETON David. *Passions du risque*. Paris, Métailié, 1996.

LEBAUBE Alain. "Humaniser les critères de la performance". *Le Monde des initiatives*. 29 mai 1996.

LECA Jean. "Individualisme et citoyenneté". In BIRNBAUM Pierre et LECA Jean. *Sur l'individualisme*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991.

LECOMTE Jean-Michel. "Prévention de la violence en milieu scolaire". *Revue du Droit Scolaire* n° 4, juillet/août 1994.

LEFORT Claude. "Le désordre nouveau". In (Avec Edgar Morin et Jean-Marc Coudray). *Mai 1968 : la Brèche. Premières réflexions sur les événements*. Paris, Fayard, 1968.

LEFORT Claude. *L'invention démocratique*. Paris, Fayard, 1994.

LE HUEROU Anne. "Russie : les paradoxes de la violence". *Cultures & Conflits*, septembre 1997.

LELIEVRE Claude. "Sens et violence à l'école". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.

LEVY René. "La crise du système policier français aujourd'hui: de l'insertion locale aux enjeux européens." Communication au colloque *Stratégies d'intervention policière dans l'Etat moderne*, São Paulo, Núcleo de Estudos da Violência, 1-3 septembre 1996.

LIGHT. "A Experiência de Fornecimento de um Serviço Público nas Favelas do Rio de Janeiro". Rio de Janeiro, document interne, polycopié, 1982.

LINHART Virginie. "Des Minguettes à Vaulx-en-Velin". *Cultures et Conflits* n° 6, été 1992.

LIPOVETSKY Gilles. *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*. Paris, Gallimard, 1983.

LIPOVETSKY Gilles. *Le Crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*. Paris, Gallimard, 1992.

LOCH Dietmar. "Moi, Khaled Kelkal". *Le Monde*, 7 octobre 1995.

LUPPI Jean-Pierre. Rapport fait au nom de la Commission des Affaires Culturelles, Familiales et Sociales, sur la proposition de résolution de Monsieur Gérard Longuet (n° 1684) tendant à la création d'une commission d'enquête sur la violence dans les lycées. *Document n° 1990*. Assemblée Nationale, 19 avril 1991.

MACE Eric. "La coproduction de l'insécurité urbaine : le cas du réseau de bus de la RATP et l'expérience d'agents de prévention". In OBADIA Alain (Org.). *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités - nouveaux services*. Paris, Editions de l'Aube, 1997.

MAFFESOLI Michel. *Le Temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*. Paris, Méridiens Klincksieck, 1988.

MAIO Marcos Chor. "Uma polêmica esquecida : Costa Pinto, Guerreiro Ramos e o tema das relações raciais". XX Encontro Anual da ANPOCS, Caxambu, MG, 22-26 de outubro de 1996.

MALAGUTI Cyntia S e BREDARIOL Celso Simões. Integração da favela ao sistema de limpeza urbana do município do Rio de Janeiro. Rio de Janeiro, Fundação Estadual de Engenharia do Meio Ambiente, FEEMA. Projeto de Ecodesenvolvimento.

MALOUF Albert H. (avec la collaboration de Jean-Paul Brodeur). *Rapport de l'enquête spéciale tenue sur les désordres qui ont fait suite à la conquête de la coupe Stanley par le club canadien*. Présenté au Ministre de la Sécurité publique, l'honorable Claude Ryan par l'honorable Albert H. Malouf, c.f. Enquêteur, en septembre 1993.

MANN Patrice. "La manifestation dans la dynamique des conflits". In Favre Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

MANN Patrice. *L'activité tactique des manifestants et des forces mobiles lors des crises viticoles du midi: 1950-1990. Contribution à l'étude dynamique des répertoires d'action collective*. Rapport de recherche. Centre de Recherches de Sociologie Politique. Université de Bordeaux II - Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure. Septembre 1991.

MANNHEIM Karl. *Le Problème des générations*. Paris, Nathan, 1990.

MARTINS José de Souza (Org.). *A Morte e os mortos na sociedade brasileira*. São Paulo, Hucitec, 1983.

MARTINS José de Souza. "Linchamentos : a vida por um fio". *Travessia*, maio-agosto de 1989.

MARTINS José de Souza. "Linchamento, o lado sombrio da mente conservadora". *Tempo Social*. Revista de Sociologia da USP, volume 8, n° 2, outubro de 1996.

MARTUCCELLI Danilo. "La question du social". *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XCIII, 1992.

MARTUCCELLI Danilo. *Décalages*. Paris, PUF, 1995.

MARTUCCELLI Danilo. "Les contradictions politiques du multiculturalisme". In WIEVIORKA Michel (sous la direction de). *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

MARX Gary. *Protest and Prejudice: a Study of Belief in a Black Community*. New York, Harper, 1969.

MARX Gary. "Issueless Riots". In Short J. F. and Wolfgang M. E.. (Ed.) *Collective Violence*. Chicago, Aldine-Atherton, 1972, pp. 48-59.

MATTA Roberto da. *Carnavais, malandros e heróis. Para uma sociologia do dilema brasileiro*. Rio de Janeiro, Zahar, 1978.

MATZA David and SYKES Gresham. "Techniques of Neutralization: a Theory of Delinquency". *American Sociological Review* n° 22, 1957, 657-669.

MATZA David. "Subterranean Traditions of Youth". *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, volume 338, November 1961.

MAUGER Gérard. "Les représentations sociales de la jeunesse comme facteurs d'insécurité? Notes pour une recherche." *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 5, mai-juillet 1991.

MEAD Margaret. *Le fossé des générations*. Paris, Denoël/Gonthier, 1979.

MELUCCI Alberto. "Juventude, Tempo e Movimentos Sociais". *Revista Brasileira de Educação* n° 5, especial : Juventude e Contemporaneidade, 1997.

MERRIEN François-Xavier. "Etat-providence et lutte contre l'exclusion". In PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

MERTON Robert K. "Estrutura Social e Anomia". *Sociologia, Teoria e Estrutura*. São Paulo, Mestre Jou, 1970.

MICHAUD Yves. *La violence*. Paris, PUF, 1988.

MICHAUD Yves. "Les violences de l'histoire". *Esprit*, n° 205, octobre 1994, 7-15.

MINGARDI Guaracy. *Tiras, Gansos e Trutas. Cotidiano e Reforma na Polícia Civil*. São Paulo, Scritta Editorial, 1992.

MISCHE Ann. "De estudantes a cidadãos : redes de jovens e participação política". *Revista Brasileira de Educação* n° 5, especial : Juventude e Contemporaneidade, 1997.

MISSE Michel. "As ligações perigosas : mercado informal ilegal, narcotráfico e violência no Rio". In SILVA Luis Antonio Machado da. (Org.). Qualificação e informalidade. *Contemporaneidade e Educação*, ano II, n° 1, maio de 1997.

MONET Jean-Claude. "Maintien de l'ordre ou création du désordre? Les conclusions de l'enquête administrative sur la manifestation du 23 mars 1979". In Favre Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

MONET Jean-Claude. "Protéger ou rassurer ? Le discours de la sécurité intérieure". *Seminaire Sécurité, Risques, Insécurité*. Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports. Centre d'Etude et de Recherche sur les pratiques de l'Espace, juin 1992.

MONET Jean-Claude. "Polices et violences urbaines: la loi et le désordre dans les villes anglo-saxonnes". *Cultures et Conflits* (Paris) n° 6, été 1992.

MONGARDINI Carlo. "L'idée de société chez Georg Simmel et Norbert Elias". *Cahiers internationaux de sociologie* volume 99, 1995.

MONJARDET Dominique. "La manifestation du côté du maintien de l'ordre". In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

MONTOYA Yves. "La violence en milieu scolaire". *Actes de l'université d'été. Phénomènes de violence: essai de structuration méthodologique*. Académie d'Orléans-Tours. 24 au 28 octobre 1994.

- MOORE John. "Les problèmes de l'Inner City en Grande Bretagne. La version anglaise des cités ghettos." *Les Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 54, mars 1992, 39-44.
- MOREAU Pierre. "La lutte contre la violence en milieu scolaire dans le Département de Seine-Saint-Denis." *Historiens et Géographes* n° 346, 1994.
- MOREL Marie-France. "L'enfant dans la ville (XVIe - XIXe siècles). In(Divers Auteurs). *La ville et l'enfant*. Paris, Centre de création industrielle/ Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, 1977.
- MORIN Edgar. *La rumeur d'Orléans*. Paris, Seuil, 1969.
- MORIN Edgar. *L'homme et la mort*. Paris, Seuil, 1970.
- MORIN Edgar (interviewé par Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel). "Un entretien avec Edgar Morin. 'Notre espérance doit abandonner le salut. C'est pourquoi je préfère parler d'espoir tragique'." *Débats*. *Le Monde*, 26 novembre 1991.
- MORSE Richard M. "A miopia de Schwartzman". *Novos Estudos CEBRAP* n° 24, julho de 1989.
- MORSE Richard M. *O Espelho de Próspero. Cultura e Idéias nas Américas*. São Paulo, Companhia das Letras, 1995.
- MOURA Clovis. "Organizações negras". In SINGER Paul et BRANT Vinicius Caldeira. *São Paulo: o povo em movimento*. Petrópolis/ São Paulo, Vozes/CEBRAP, 1980.
- MOURIAUX René. "Stratégies syndicales et manifestations de rue". In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
- MUXEL Anne. "Jeunes des années quatre-vingt-dix : à la recherche d'une politique 'sans étiquette'." In PERRINEAU Pascal (sous la direction de). *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994a.
- MUXEL Anne. "La formation des choix politiques dans le temps de la jeunesse : filiation et expérimentation." In CHEVALLIER Jacques (Org.). *L'identité politique*. Paris, PUF, 1994b.
- NASCIMENTO Elimar. "Hipóteses sobre a nova exclusão social". Salvador, *Cadernos CHR*, n° 21, 1994a.
- NASCIMENTO Elimar. "A exclusão social na França e no Brasil : situações (aparentemente) invertidas, resultados (quase) similares ?" In *O Brasil no rastro da crise*. São Paulo, ANPOCS/IPEA/Hucitec, 1994b.
- NEUMANN Denise. "Brasil emprego". *O Estado de S. Paulo*, 28 septembre 1997.
- NEVES Margarida de Souza. "A Organização. Um Novo Enfoque para a Educação Popular." *Revista de Educação AEC*, Rio de Janeiro, Ano II, 1982, n° 43, pp 39 a 48.
- OCQUETEAU Frédéric et POTTIER Marie-Lys. *Vigilance et sécurité dans les grandes surfaces*. Paris, IHESI/L'Harmattan, 1995.
- O'DONNELL Guillermo. "Hiatos, Instituições e Perspectivas Democráticas". In REIS Fábio Wanderley e O'DONNELL Guillermo (Orgs.). *A Democracia no Brasil. Dilemas e Perspectivas*. São Paulo, Vértice, 1988.
- OFFERLE Michel. "Descendre dans la rue. De la 'journée' à la 'manif'." In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
- O'GORMAN Francis e mulheres da Rocinha e da Santa Marta. *Morro, mulher*. São Paulo, Edições Paulinas e FASE, Programa NUCLAR, 1984.
- OLIVEIRA Luciano. "Os excluídos 'existem' ? Notas sobre a elaboração de um novo conceito". *Revista Brasileira de Ciências Sociais* n° 33, ano 12, fevereiro de 1997.
- OLSON Mancur. *Logique de l'action collective*. Paris, PUF, 1987.
- OVAERE Florence. *Garges-lès-Gonesse. La Dame Blanche. "Pourquoi on n'entend plus rien"*. Rapport de recherche. Banlieuescopie. Programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues. Paris, décembre 1994.

PAIN Jacques. "Les violences en milieu scolaire: du concept à la prévention". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.

PAIS José Machado. "A construção sociológica da juventude - alguns contributos". *Análise Social*, volu. XXV (105-106), 1990 (1°, 2°).

PAIVA Vanilda. "Desmistificação das profissões : quando as competências reais moldam as formas de inserção no mercado de trabalho". In SILVA Luiz Antonio Machado da (Org.). Qualificação e Informalidade. *Contemporaneidade e Educação*. Ano II, n° 1, maio de 1997.

PAOLI Maria Célia Pinheiro Machado. "Violência e Espaço Civil". In *Violência Brasileira*. São Paulo, Brasiliense, 1982.

PAIXÃO Antonio Luiz. "Crime, controle social e consolidação da democracia : as metáforas da cidadania". In REIS Fábio Wanderley & O'DONNELL Guillermo (Orgs.). *A Democracia no Brasil. Dilemas e Perspectivas*. São Paulo, Vértice, 1988.

PARISSE Lucien. "Las Favelas en la Expansión Urbana de Rio de Janeiro: Estudio Geográfico". *América Latina*, volume 12, n° 3, 1969, julho a setembro, pp. 7 à 43.

PARJEMIN Guy. *De l'incident à l'émeute*. Vaulx-en-Velin: 6, 7 et 8 octobre 1990; Saint-Denis de la Réunion: 23 au 26 février 1991; Sartrouville: 26 au 29 mars 1991. Service Central des C.R.S.

PARSONS Talcott. "The learning of Social Role-Expectations and the Mechanisms of Socialization of Motivation". *The Social System*. Glencoe, Illinois, The Free Press, 1952.

PARSONS Talcott. "Family Structure and the Socialization of the Child". In PARSONS Talcott et BALES Robert F. *Family, Socialization and Interaction Process*. New York, The Free Press, 1955.

PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

PAUGAM Serge. "La constitution d'un paradigme". In PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs*. Paris, Editions de la Découverte, 1996. PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

PAYET Jean-Paul. "L'insolence". *Les annales de la recherche urbaine* n° 27, juillet 1985.

PAYET Jean-Paul. "Ce que disent les mauvais élèves. Civilités, incivilités dans les collèges de banlieue". *Les annales de la recherche urbaine* n° 54, 1992.

PAYET Jean-Paul. *Collèges de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*. Paris, Méridiens-Klinsieck, 1995.

PAZ Carlos Eugênio. *Viagem à luta armada*. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1996.

PECAUT Daniel. *L'Ordre et la violence. Evolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*. Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1987.

PECAUT Daniel. *Intelectuais e a política no Brasil. Entre o povo e a nação*. São Paulo, Editora Ática, 1990.

PELIANO Anna Maria T. M. (Coord.) *O Mapa da Fome : subsídios à formulação de uma política de segurança alimentar*. Brasília, IPEA, março de 1993.

PEPPE Atilio Machado. *Associativismo e Política na Favela Santa Marta (RJ)*. Dissertação de mestrado apresentada junto ao Departamento de Ciência Política da FFLCH-USP. São Paulo, 1992.

PERALVA Angelina. *Reinventando a escola. A luta dos professores públicos de São Paulo na transição democrática*. Thèse pour l'enseignement libre. São Paulo, Faculdade de Educação, Universidade de São Paulo, 1992.

PERALVA Angelina. "La violence skinhead". In PERRINEAU Pascal. *L'Engagement politique . Déclin ou mutation ?* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994a.

PERALVA Angelina. "Être skinhead. Une identité politique ?" In CHEVALLIER Jacques. *L'Identité politique*. Paris, PUF, 1994b.

PERALVA Angelina (avec la collaboration d'Yvonne Pozo-Medina et Paola Rebughini). *Enquête qualitative sur les violences urbaines : le site de Garges-lès-Gonesse*. Convention 94/871 du 15 septembre 1994. Paris, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure/Ministère de l'intérieur et Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques/CNRS/Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Mars, 1995a.

PERALVA Angelina. "Violence de banlieue et politisation juvénile". La violence politique des enfants, *Cultures et Conflits* n° 18, été 1995b, 49-62.

PERALVA Angelina. "Juvenização da violência e angústia da morte". GT 03 - Direitos, Identidades e Ordem Pública, *XX Encontro Anual da ANPOCS*. Caxambu, 22 a 26 de outubro de 1996a.

PERALVA Angelina. "Démocratie et violence : le cas de Rio de Janeiro". *Problèmes d'Amérique latine*, Le Brésil entre réformes et blocages, n° 23 nouvelle série, octobre-décembre 1996b.

PERALVA Angelina. "O jovem como modelo cultural". *Revista Brasileira de Educação* n° 5, especial : Juventude e Contemporaneidade, 1997a.

PERALVA Angelina. "Violence juvénile et mutation sociétale". In OBADIA Alain (éd). *Entreprendre la ville*. Paris, Editions de l'Aube, 1997b.

PERALVA Angelina. "Violence urbaine, démocratie et changement culturel". *Cultures & Conflits*, été 1997c.

PERALVA Angelina. "Des collégiens et de la violence". In CHARLOT Bernard et EMIN Jean-Claude (Orgs.). *Violence à l'école : état des savoirs*. Paris, Armand Colin, 1997d.

PERALVA Angelina. "Democracia, violência e modernização por baixo". *Lua Nova*, As transições e a modernidade, n° 40/41, 1997e.

PERALVA Angelina. *L'Emeute. Etude de cas sur une émeute urbaine en région parisienne*. Rapport de recherche. Convention n° 95/51. Paris, Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CNRS/Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (Ministère de l'intérieur), avril 1997f.

PERCHERON Annick et ROY Béatrice. "Les jeunes entre sécurité et liberté". *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 5, maio-julho de 1991.

PEREIRA Almir, Júnior et HERINGER Rosana Rodrigues. "Rio de Janeiro: Radiografia das Lutas de Bairro no Estado - 1988/1989. Mapeamento das Organizações Comunitárias filiadas à FAMERJ no Estado do Rio de Janeiro." Rio de Janeiro, IBASE, maio de 1990.

PEREIRA de QUEIROZ Maria Isaura. "Identidade cultural, identidade nacional no Brasil". *Tempo Social*. Revista de Sociologia da USP. Volume 1, n° 1, premier semestre 1989.

PERLMAN Janice. *O Mito da Marginalidade. Favelas e Política no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1977.

PERRINEAU Pascal (Org.). *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.

PERROT Martine. "Le gamin de Paris: généalogie d'un portrait". In (Divers Auteurs). *La ville et l'enfant*. Paris, Centre de création industrielle/ Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, 1977.

PERROT Michelle. *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*. Paris, Seuil, 1984.

PERROT Michelle. "Quand la société prend peur de sa jeunesse en France, au 19e siècle." In PROUST François (org.). *Les jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*. Vauresson, CRIV, 1986.

PESTIEAU Joseph. "Violence, impuissance et individualisme". *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 1992, n° 132, pp. 193-207.

PETIT-LAURENT Denis et LEROUX Monique. *Etude préalable à une action d'information et de prévention de la police nationale en milieu scolaire*. Sous-direction d'action préventive et de la protection sociale. Direction du personnel et de la formation de la police. Ministère de l'Intérieur. Cellule des Publics Défavorisés. Ministère de l'Education Nationale. Paris, octobre 1990.

PIGENET Michel. "La manifestation Ridgway" du 28 mai 1952. De la démonstration 'dure' à l'affrontement physique." In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

PINHEIRO Paulo Sergio. "Polícia e Crise Política : o Caso das Polícias Militares". Divers Auteurs, *Violência Brasileira*, São Paulo, Brasiliense, 1982.

PINHEIRO Paulo Sergio. "Autoritarismo e Transição". *Revista USP*, 9, março, abril, maio de 1991.

PINHEIRO Paulo Sergio, IZUMINO Eduardo A. et FERNANDES Maria Cristina Jakimik, "Violência Fatal : Conflitos Policiais em São Paulo". *Revista USP*, 9, março, abril, maio de 1991.

PRESDEE Michaël. "Des bandes de jeunes excités. Consommer et s'amuser au risque du délit. *Les Annales de la recherche urbaine* n° 54, mars 1992.

RAOULT Eric et PANDRAUD Robert, et les membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés. Proposition de Résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la violence dans les établissements scolaires. *Document n° 3144*. Assemblée Nationale, 15 janvier 1993.

REBERIOUX Madeleine. "Le Mur des Fédérés". In Nora Pierre. *Les lieux de mémoire, I: La République*. Paris, Gallimard, tome 1, 1984, pp. 619-649.

REIS Fábio Wanderley. "Consolidação democrática e construção do Estado. Notas introdutórias e uma tese". In REIS Fábio Wanderley & O'DONNELL Guillermo (Orgs.). *A Democracia no Brasil. Dilemas e Perspectivas*. São Paulo, Vértice, 1988.

RENAUD-VARIN Marie-Christine. "Relations Education Nationale-Justice: la délinquance en milieu scolaire". *Revue du Droit Scolaire* n° 4, juillet/août 1994.

REUMAX Françoise. *La veuve noire. Message & transmission de la rumeur*. Paris, Méridiens Klincksieck, 1996.

REUTER E. B. "The Sociology of Adolescence". *The American Journal of Sociology*, volume XLIII, number 3, november 1937.

REVAULT D'ALLONNES Claude. "De la déviance et du contrôle social (concepts, théories, problématiques)". *Bulletin de psychologie*, tome XXXIV, n° 349.

RIBEIRO Darcy. *O povo brasileiro. A formação e o sentido do Brasil*. São Paulo, Companhia das Letras, 1995.

RIESMAN David (avec la collaboration de Reuel Denney et Nathan Glazer). *La foule solitaire. Anatomie de la société moderne*. Paris, Arthaud, 1964.

ROBERT Vincent. "Aux origines de la manifestation en France (1789-1848)". In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

ROBERTS Kenneth. "La jeunesse des années 80 : un nouveau mode de vie". *Revue Internationale des Sciences Sociales* n° 106, 1985.

ROSANVALLON Pierre. *La crise de l'Etat-providence*. Paris, Seuil, 1981.

ROSANVALLON Pierre. *L'Etat en France de 1789 à nos jours*. Paris, Seuil, 1990.

RUDE George. *La foule dans la révolution française*. Paris, Maspero, 1982.

RULE James. *Theories of Civil Violence*. Berkeley, University of California Press, 1986.

SAAD Paulo Oscar. "Santa Marta: ousar urbanizar a favela". *Pensar e Fazer*. Rio de Janeiro, Secretaria Municipal de Desenvolvimento Social, dezembro de 1988.

SAIMI Claudine. "Société plurielle, culture et interculturel. Ou la pédagogie interculturelle, ses origines, ses avatars, ses limites". *Migrants Formation* 58, Paris, septembre 1984.

SANTOS Angela M. P. O Estado como Agente Modelador do Espaço. O Caso de Botafogo. Rio de Janeiro, COPPE, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 1980.

SARTI Cynthia Andersen. *A família como espelho. Um estudo sobre a moral dos pobres*. São Paulo, Editora Autores Associados/FAPESP, 1996.

- SAYAD Abdelmalek. "El ghorba: le mécanisme de reproduction de l'émigration". *Actes de la recherche en Sciences Sociales*. (Paris), n° 2, mars 1975.
- SAYAD Abdelmalek. "Les enfants illégitimes". *Actes de la recherche en Sciences Sociales*. (Paris), n° 25, 1979, 61-81 et n° 27, 1979, 117-132.
- SAYAD Abdelmalek. "Qu'est-ce qu'un immigré?". *Peuples méditerranéens*. N° 7, avril-juin 1979b, 3-24.
- SCARMAN Lord. Home Office Police Act 1964. *The Brixton Disorders. 10-12 April 1981*. Report of an Inquiry. By the Rt. Hon. The Lord Scarman, O.B.E. Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department by Command of Her Majesty. November 1981. London, Her Majesty's Stationery Office. Reprinted 1982.
- SCHIRAY Michel. "Essai sur l'illégalité en économie : l'économie de la drogue." *Sciences sociales et santé*, volume VII, n° 3, septembre 1989.
- SCHNAPPER Dominique. *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*. Paris, Gallimard, 1994.
- SEGALA Lygia et SILVA Tania Regina (orgs.). Varal de Lembranças. Histórias da Rocinha. Rio de Janeiro, União Pró-Melhoramentos dos Moradores da Rocinha/Tempo e Presença/ SEC/MEC/FNDE, 1983.
- SEKSIG Alain. "L'interculturel pour tous". *Migrants Formation* 58, Paris, septembre 1984.
- SENNETT Richard. *Les tyrannies de l'intimité*. Paris, Seuil, 1979.
- SIGAUD Lygia. "Milícias, Jagunços e Democracia". *Ciência Hoje*, Suplemento, n° 28, volume 5, janeiro/fevereiro, 1987.
- SILVA Itamar. Carta à COMLURB. Mutirão de Limpeza no Morro de Santa Marta. 10 de agosto de 1983.
- SILVA Luiz Antonio Machado da e CHINELLI Filippina. "Velhas e novas questões sobre a informalização do trabalho no Brasil atual". In SILVA Luiz Antonio Machado da (Org.). Qualificação e Informalidade. *Contemporaneidade e Educação*. Ano II, n° 1, maio de 1997.
- SILVA Luiz Carlos Eichenberg (Coord.). "O que mostram os indicadores sobre a pobreza na década perdida". *Texto para discussão n° 274*. Brasília, IPEA, agosto de 1992.
- SILVA Maria Hortência do Nascimento e. Impressões de uma Assistente Social sobre o Trabalho na Favela. Tese apresentada ao Instituto Social, e publicada pela Prefeitura do Distrito Federal, Secretaria Geral de Saúde e Assistência, Rio de Janeiro, 1942.
- SILVA Roberto. *Os filhos do Governo. A formação da identidade criminosa em crianças órfãs e abandonadas*. São Paulo, Ática, 1997.
- SIMMEL Georg. "The Sociology of Sociability." *American Journal of Sociology*, 1949.
- SINGER Paul et BRANT Vinícius Caldeira. *São Paulo : o Povo em Movimento*. São Paulo, Vozes/CEBRAP, 1983.
- SINGLY François de. *Sociologie de la famille contemporaine*. Paris, Nathan, 1993.
- SINGLY François de. "Elias et le romantisme éducatif. Sur les tensions dans l'éducation contemporaine." *Cahiers internationaux de sociologie*, volume 99, 1995.
- SINGLY François de. *Le soi, le couple et la famille*. Paris, Nathan, 1996.
- SOARES Luiz Eduardo (Coord.). *Violência e Política no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro, ISER/Relume Dumará, 1996.
- SOMMIER Isabelle. "Virilité et culture ouvrière: une lecture des actions spectaculaires de la C.G.T." Communication à la Table Ronde n° 1: La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième congrès de l'Association Française de Science Politique. Paris, 23-26 septembre 1992.
- SOMMIER Isabelle. "La scénographie urbaine des manifestations syndicales". *Les Annales de la recherche urbaine* (Paris), n° 54, mars 1992, 105-112.

- SOUZA Cyntia S. Malagutti de. Tratamento de lixo em favelas. Trabalho de Formatura. Rio de Janeiro, Escola Superior de Desenho Industrial, Universidade do Estado do Rio de Janeiro, 1980.
- SOUZA Cynthia Santos Malaguti de et alii. Utilização de Resíduos de Favelas na Produção de Biogás para Uso Comunitário. Relatório de Progresso. Rio de Janeiro, FEEMA, 1982.
- SOUZA Cyntia Santos Malagutti de. "Integração da Favela ao Sistema de Limpeza Urbana do Município do Rio de Janeiro". Cadernos Feema. Série Congressos 19/83.
- SOUZA Jessé. "O malandro e o protestante". *XX Encontro Anual da ANPOCS*. Caxambu, 22 a 26 de outubro de 1996.
- SPOSITO Marília Pontes. *O Povo vai à escola*. São Paulo, Loyola, 1984.
- SPOSITO Marília Pontes. "A sociabilidade juvenil e a rua : novos conflitos e ação coletiva na cidade". 48º Congresso Internacional de Americanistas. Estocolmo/Uppsala, 4 a 9 de julho de 1994.
- SUE Roger. *Temps et ordre social. Sociologie des temps sociaux*. Paris, Presses Universitaires de France, 1994.
- SYNDICAT des Commissaires et Hauts Fonctionnaires de la Police Nationale. *La violence des mineurs*. Paris, octobre 1995.
- TABBONI Simonetta. *La rappresentazione sociale del tempo*. Milano, Franco Angeli, 1991.
- TARTAKOWSKY Danielle. "La province sans Paris ou la province contre Paris? Manifestations parisiennes et manifestations de province de 1918 à 1968". In FAVRE Pierre (sous la direction de). *La Manifestation*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
- TARTAKOWSKY Danielle. "Manifestations ouvrières et théories de la violence 1919-1934. Communication à la Table Ronde n° 1: La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Quatrième congrès de l'Association Française de Science Politique. Paris, 23-26 septembre 1992.
- TAYLOR Charles. *Grandeur et misère de la modernité*. Québec, Bellarmin, 1992.
- TEDRUS Maria Aparecida Lealdini. *Jovens : trabalho nas ruas e experiências de sociabilidade*. Dissertação de mestrado. São Paulo, Faculdade de Educação, Universidade de São Paulo, 1996.
- TILLY Charles. "The Chaos of the Living City". *An Urban World*. Little, Brown & Co., 1974.
- TILLY Charles. *The Rebellious Century. 1830-1930*. Harvard University Press, Cambridge, Massachussets, 1975.
- TILLY Charles. "Collective Violence". *From Mobilization to Revolution*. Londres, Addison-Wesley Co., 1978.
- TILLY Charles. *La France conteste. De 1600 à nos jours*. Paris, Fayard, 1986.
- TILLY Charles. "Action collective et mobilisation individuelle". In BIRNBAUM Pierre et LECA Jean. *Sur l'individualisme*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991.
- TOCQUEVILLE Alexis. *De la démocratie en Amérique*. Paris, Gallimard, 1986. (Volumes 1 et 2.)
- TOLEDO José Roberto. "Em 15 anos, homicídios triplicam no Brasil". *Folha de São Paulo*, 11 de novembro de 1996.
- TÖNNIES Ferdinand. *Communauté et société*, Paris, PUF, 1944.
- TOURAINÉ Alain. *Le mouvement de Mai ou le communisme utopique*. Paris, Seuil, 1968.
- TOURAINÉ Alain. *La société postindustrielle*, Paris, Denoël, 1969.
- TOURAINÉ Alain. *Production de la société*. Paris, Seuil, 1973.
- TOURAINÉ Alain. *La voix et le regard*. Paris, Seuil, 1978.
- TOURAINÉ Alain. *La parole et le sang*. Paris, Odile Jacob, 1988.
- TOURAINÉ Alain. *Critique de la modernité*. Paris, Fayard, 1992.

- TOURAINÉ Alain. "Jeunesse et société au Chili". *Revue Internationale des Sciences Sociales* 137, agosto de 1993.
- TOURAINÉ Alain. *Qu'est-ce que la démocratie?* Paris, Fayard, 1994.
- TOURAINÉ Alain. *Pourrons-nous vivre ensemble? Egaux et différents.* Paris, Fayard, 1997.
- TRIBALAT Michèle. *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants.* Paris, La Découverte, 1995.
- TRINH Sylvaine. "Aum Shinrikyo : secte et violence". *Cultures & Conflits*, été 1997.
- VALLA Victor Vincent. "Educação, Participação, Urbanização. Uma Contribuição à Análise Histórica das Propostas Institucionais para as Favelas do Rio de Janeiro, 1941-1980." Seminário Habitação Popular no Rio de Janeiro. Primeira República. Fundação Casa de Rui Barbosa, 25-26 juin 1984.
- VALLADARES Licia do Prado. *Passa-se uma Casa. Análise do Programa de Remoção de Favelas do Rio de Janeiro.* Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1980.
- VALLADARES Licia. "Family and Child Work in the Favela". Polycopié, s.d.
- VALLADARES Licia do Prado et BATISTA Marta Aimée Rangel. "A Região Metropolitana do Rio de Janeiro na década de 80 : perfil da população e do mercado de trabalho segundo as PNADS". XVII Encontro da ANPOCS, Seminário Temático "Reestruturação Metropolitana e a Questão Social : Tendências Recentes". Caxambu, MG, 22-25 octobre 1993.
- VALLEUR Marc. "Introduction à la première séance du séminaire GRECO". *Revue GRECO*, 1, décembre 1992.
- VAZ Lilian Fessler. "Notas sobre o Cabeça de Porco". Revista do Rio de Janeiro, Nitêrói, volume 1, n° 2, janeiro/abril de 1986.
- VEDEL Thierry. "L'Education nationale face à la violence scolaire". Un entretien avec Marc Rancurel, Inspecteur Général de l'Education Nationale. *Les Cahiers de la sécurité intérieure* n° 15, premier trimestre 1994.
- VELHO Gilberto. *Nobres e Anjos. Um estudo sobre tóxicos e hierarquia.* Tese de doutoramento. São Paulo, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, 1975.
- VELHO Gilberto (Org.). *Desvio e Divergência.* Rio de Janeiro, Zahar, 1985.
- VELHO Gilberto. "Violência, reciprocidade e desigualdade : uma perspectiva antropológica". In VELHO Gilberto e ALVITO Marcos (Orgs.). *Cidadania e Violência.* Rio de Janeiro, UFRJ/FGV, 1996.
- VENTURA Zuenir. *Cidade partida.* Rio de Janeiro, Record, 1994.
- VIANNA Hermando. *O mundo funk carioca.* Rio de Janeiro, Zahar, 1988.
- VULBEAU Alain. *Du tag au tag.* Paris, Desclée de Brower, 1992.
- WACQUANT Loïc J. D. "Pour en finir avec le mythe des cités-ghettos". *Les Annales de la Recherche Urbaine* (Paris) n° 54, mars-novembre 1992, 21-30.
- WEFFORT Francisco. *O Populismo na Política Brasileira.* Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1980.
- WEFFORT Francisco. "A América Errada". *Lua Nova* n° 21, São Paulo, setembro de 1990.
- WEIL Patrick. *La France et ses étrangers.* Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- WERQUIN Patrick. "De l'école à l'emploi : les parcours précaires". In PAUGAM Serge (sous la direction de). *L'exclusion : l'état des savoirs.* Paris, Editions de la Découverte, 1996.
- WHYTE William Foote. *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain.* Paris, Editions de la Découverte, 1996.
- WIEVIORKA Michel. *Sociétés et terrorisme.* Paris, Fayard, 1988.
- WIEVIORKA Michel. *L'espace du racisme.* Paris, Seuil, 1991.
- WIEVIORKA Michel, BATAILLE Philippe, JACQUIN Daniel, MARTUCELLI Danilo, PERALVA Angelina et ZAWADZKI Paul. *La France raciste.* Paris, Seuil, 1992.

WIEVIORKA Michel. *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*. Paris, Editions de la Découverte, 1993.

WIEVIORKA Michel (sous la direction de). *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

WIEVIORKA Michel. "Culture, société et démocratie". In WIEVIORKA Michel (sous la direction de). *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*. Paris, Editions de la Découverte, 1996.

WIEVIORKA Michel. "Le nouveau paradigme de la violence". *Les nouvelles formes de la violence*. Rapport final. Mémoire n. 95/1179.00.000 DRET/DAS. Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques. Paris, décembre 1996.

WIEVIORKA Michel. "Violences et insécurités. L'expérience française contemporaine". In OBADIA Alain (Org.) *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités, nouveaux services*. Paris, Editions de l'Aube, 1997.

WILLIS Paul. "L'école des ouvriers". *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 24, novembre 1978.

WIRTH Louis. *Le ghetto*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1980.

ZALUAR Alba. *A Máquina e a revolta. As organizações populares e o significado da pobreza*. São Paulo, Brasiliense, 1985.

ZALUAR Alba. "A criminalização de drogas e o reencantamento do mal". In *Condomínio do diabo*. Rio de Janeiro, UFRJ/Revan, 1994a.

ZALUAR Alba. *Condomínio do diabo*. Rio de Janeiro, UFRJ/Revan, 1994b.

ZAUBERMAN Renée. "La peur du crime et la recherche". *L'Année sociologique*. Troisième série, n° 32. Paris, PUF, 1982.

DOSSIER DE PRESSE : JOURNAUX FRANÇAIS

Le Monde, 17 mai 1990. "Bagarres entre bandes de jeunes dans le Val-d'Oise. Les 'zoulous' de Cergy Pontoise." Marc Ambroise-Rendu.

Le Figaro, 15 juin 1990. "Un jeune homme de 24 ans abattu en pleine rue. Yvelines: un mort sur le front de la guerre de bandes. Depuis mars, les heurts se multipliaient entre les voyous d'Achères et de Chanteloup. Cette fois, la violence est montée d'un cran." Lucien Miard.

Le Figaro, 15 juin 1990. "Cinq violeurs interpellés".

France Soir, 25 juin 1990. "Les Loulous ont leur boutique dans le Xe. Un havre de paix. Chez Ticaret, on laisse les matraques au vestiaire". Stéphane Simon.

France Soir, 25 juin 1990. "Une nuit avec une bande de 'Sarcelles-City' qui affirme: 'Demain, Paris sera un nouveau Bronx'." Stéphane Simon.

France Soir, 25 juin 1990. "L'histoire de Marie, violée à la sortie du R.E.R. et d'Ismaël, poignardé alors qu'il jouait au foot. Leur seul but: la vengeance."

France Soir, 25 juin 1990. "Voyage au pays du Scorpion et de ses zoulous, terreurs du R.E.R. Les 'Black dragons' et autres 'Derniers salauds boys' ont reconnu 200 agressions sur la ligne C et les trains de banlieue. Trois agressions par jour. Une organisation paramilitaire. Seize interpellations. Dont sept de mineurs."

Le Parisien, 26 juin 1990. "Ils écument le Val-d'Oise". Jean-Louis Picot.

Le Parisien, 26 juin 1990. "Yvelines: une étincelle c'est la violence". Bruno Jeudy.

Le Parisien, 26 juin 1990. "Les gangs, département par département".

Le Parisien, 26 juin 1990. "Hauts-de-Seine. Baston à la Défense".

Le Parisien, 26 juin 1990. "Délinquance. Les policiers déclarent la guerre aux bandes."

Présent, 1 août 1990. "En plein Paris, à la Défense. Guerre tribale entre Zoulous: un mort". Bernard Fontanges.

Libération, 1 août 1990. "Banlieues: la guerre des bandes fait un mort. Black Dragons contre Requins Juniors, dimanche soir, à la Défense, la baston s'est soldée par la mort d'un jeune Malien. Plus tard dans le métro, la police interpellait 27 jeunes blacks, après un règlement de comptes sanglant. La vengeance est dans l'air." Anne Giudicelli.

Valeurs actuelles, 4 août 1990. "Insécurité. L'été des tribus. Les 'Zoulous' envahissent Paris. West Side Story et Orange mécanique." Marc Charuel.

Valeurs actuelles, 4 août 1990. "Chanteloup. Une ville à la dérive."

Valeurs actuelles, 4 août 1990. "Une jolie colonie de vacances".

Libération, 8 octobre 1990. "Explosion de colère dans la banlieue de Lyon". Pierre Sorgue et Gilles Guérin.

Libération, 8 octobre 1990. "Vaulx-en-Velin: 45000 habitants mais pas de lycée."

France Soir, 8 octobre 1990. "Jacques Beauchard, universitaire, sociologue et écrivain: 'Ces jeunes ne sont pas hors la loi, ils sont sans loi'." Dominique Rizet.

France Soir, 8 octobre 1990. "Il y a neuf ans, c'était (*sic*) l'été chaud des Minguettes".

France Soir, 8 octobre 1990. "La victime, un handicapé, avait déjà connu la prison".

Le Figaro, 9 octobre 1990. "Le syndrome américain"; Entretien avec Alain Touraine. Propos recueillis par Véziane de Vezins.

France Soir, 9 octobre 1990. "Vaulx-en-Velin: les violences s'étendent à Villeurbanne et à la banlieue de Lyon".

Le Quotidien de Paris, 9 octobre 1990. "A Vaulx-en-Velin et ailleurs. Tout comme aux Minguettes".

Le Quotidien de Paris, 10 octobre 1990. "Le lycée le jour, l'Intifada la nuit".

Le Quotidien de Paris, 10 octobre 1990. "Les HLM: 'Le logement n'est pas responsable'."

Le Quotidien de Paris, 10 octobre 1990. "Hubert Prévôt: 'une susceptibilité compréhensible'."

La Croix, 10 octobre 1990. "A qui profite la violence". Marie-Françoise Masson.

La Croix, 10 octobre 1990. "Gilbert Bonnemaïson sur les lieux".

La Croix, 10 octobre 1990. "La police dans la tourmente". Antoine Fouchet.

Le Dauphiné Saône et Loire, 10 octobre 1990. "Visite éclair de Claude Evin. 'Nous n'avons pas de recette miracle'." Florent Dessus.

Le Dauphiné Saône et Loire, 10 octobre 1990. "Les casseurs aux Minguettes". Florent Dessus.

Le Dauphiné Saône et Loire, 10 octobre 1990. "Le désarroi face aux enfants du désordre". Gilles Debernardi.

Le Dauphiné Saône et Loire, 10 octobre 1990. "Du romantisme au vandalisme". Jean Enkaoua.

Le Figaro, 11 octobre 1990. "Enghien, ville morte".

Le Dauphiné Saône et Loire, 13 octobre 1990. "Par l'Evangile et le Coran."

Le Monde, 16 octobre 1990. "Une volonté claire et forte." Harlem Désir.

Le Monde, 16 octobre 1990. "Banlieues en marge. Le retour des Apaches". Adil Jazouli.

L'Événement du Jeudi, 17 octobre 1990. "Le mystère de Vaulx-en-Velin". Philippe Lançon.

Libération, 17 octobre 1990. "Vaulx: enquête sur les méthodes de la sûreté urbaine. Parmi les rumeurs qui circulaient après les émeutes de Vaulx-en-Velin, celle d'inconnus cagoulés et casqués. Au-delà des rumeurs, nombre de témoignages font état de la présence sur le terrain de policiers de la sûreté urbaine bizarrement équipés." Alain Frilet et Vincent Albinet.

Libération, 19 octobre 1990. "Les lycéens dans la rue pour tra-vail-ler".

Libération, 22 octobre 1990. "Les lycéens en semaine de détermination". Nicole Gauthier.

La Croix, 23 octobre 1990. "Lycéens: le droit au travail".

La Croix, 23 octobre 1990. "Coups de jeunes pour la police". Antoine Fouchet.

Libération, 23 octobre 1990. "Dialogue de sourds entre Jospin et les lycéens". Nicole Gauthier.

Le Monde, 23 octobre 1990. "Colère lycéenne et inquiétudes politiques". Gérard Courtois et Christine Garin.

Le Monde, 26 octobre 1990. "Manifestations à la chaîne". Christine Garin.

Le Monde, 26 octobre 1990. "Défi aux régions". François Grosrichard.

Le Monde, 30 octobre 1990. "Les lycéens se divisent en deux coordinations rivales". Gérard Courtois.

Le Monde, 6 novembre 1990. "Mille cinq cents policiers et gendarmes à Paris. Des consignes de 'modération' données aux forces de l'ordre." Erich Inciyan.

Le Monde, 6 novembre 1990. " 'Une société qui n'écouterait pas sa jeunesse préparerait mal son avenir' déclare M. Mitterrand, dans un message aux jeunes socialistes." Patrick Jarreau.

Le Quotidien de Paris, 6 novembre 1990. "Les casseurs étaient au rendez-vous."

Libération, 6 novembre 1990. "Le gouvernement embarrassé cherche 'les mots pour le dire'." Christine Fauvet-Mycia.

Libération, 6 novembre 1990. "Dans le sillage des casseurs". Michel Chemin.

Le Monde, 7 novembre 1990. "La tolérance des forces de l'ordre". Erich Inciyan.

Le Monde, 7 novembre 1990. "Un cortège discipliné et quelques 'zonards'..." Christine Garin, Raphaëlle Rérolle et Pierre Servent.

Le Parisien, 7 novembre 1990. "L'intégration des jeunes". Michèle Cotta.

Le Quotidien de Paris, 7 novembre 1990. "Les beurs en fer de lance. L'effervescence des jeunes immigrés parmi le mouvement lycéen fait peser une incertitude sur l'avenir." Denis Lensel.

Le Monde, 8 novembre 1990. "La crise lycéenne prend un tour plus politique".

Libération, 8 novembre 1990. "Deux itinéraires pour la manifestation lycéenne de lundi"

Politis, 8 novembre 1990. "Parole de banlieue", Ahmed Boubeker.

Le Monde, 10 novembre 1990. "15-20 ans, les pieds sur terre . Une nouvelle culture de banlieue." Judith Rueff.

Le Figaro, 12 novembre 1990. "Alerte aux commandos de loubards". Francis Puyalte.

Le Monde, 13 novembre 1990. "Une révolte insaisissable". Henri Tincq.

Libération, 13 novembre 1990. "Les deux versions du miroir lycéen". Serge July.

Libération, 13 novembre 1990. "La course à la violence près de la manif". Michel Henry et Alain Leauthier.

Le Figaro, 13 novembre 1990. "Casseurs: la police a été dépassée". Marie-Amélie Lombard et Isabelle Nataf.

Le Figaro, 13 novembre 1990. "Ces commandos qui font peur". Francis Puyalte.

France Soir, 13 novembre 1990. "Un torrent de casseurs". Stéphane Simon.

Le Monde, 14 novembre 1990. "Les casseurs-pilleurs modèle 1990". Erich Inciyan.

Libération, 14 novembre 1990. "Bandes: rendez-vous à la manif". Anne Giudicelli et Alain Leauthier.

Libération, 14 novembre 1990. "Les 'casseurs' aux flags". Johan Hufnagel.

Libération, 14 novembre 1990. "Police: questions de lendemain de casse". Michel Henry.

Le Figaro, 14 novembre 1990. "Des loubards qui ne se cachaient pas", Michèle Bietry.

Le Figaro, 14 novembre 1990. "L'hôtel de Lassay à côté de la plaque". Francis Puyalte.

Libération, 15 novembre 1990. "Le menu fretin écope pour les casseurs". J. Hufnagel et M. Henry.

Le Monde, 16 novembre 1990. "Les mesures décidées par le gouvernement se monteront à 4,5 milliards de francs".

Le Monde, 16 novembre 1990. "Les coordinations tentent de maintenir la pression sur les pouvoirs publics". Christine Garin.

Le Monde, 16 novembre 1990. "Jugements au hasard des interpellations". Maurice Peyrot.

France Soir, 17 novembre 1990. "Le sit-in des lycéens au Champ-de-Mars a fini dans la violence. 'Vous voulez du fric? Alors on va faire les boutiques'." Denis Saverot.

L'Humanité, 20 novembre 1990. "Lendemain de violence dans une grande cité populaire d'Argenteuil. La Z.U.P. veut comprendre." Dominique Bègles.

Le Quotidien de Paris, 20 novembre 1990. "Pillage: la rumeur d'Argenteuil".

L'Événement du jeudi, 21 novembre 1990. "Flagrant délit. Le shopping des casseurs." Marie-Dominique Lelièvre.

Paris Match, 21 novembre 1990. "Montfermeil. Cette fois, le maire se révolte: 'S'ils veulent la guerre civile, ils l'auront'." Pierre Hurel.

Paris Match, 21 novembre 1990. "Le cri de haine de Momo: 'Puisqu'on nous traite de pourris, revendiquons notre pourriture...'". Anne Giudicelli.

L'Événement du jeudi, 21 novembre 1990. "Ceux de Montfermeil vont venir pour la baston, disaient les médias. Jour de casse à Argenteuil."

France Soir, 22 novembre 1990. "Aujourd'hui Argenteuil, demain Vitrolles. Edouard Leclerc explique."

Le Parisien, 27 novembre 1990. "Habib, Jean-Marie et les autres au tribunal des 'flag'." Sophie Ponchelet.

Le Parisien, 27 novembre 1990. "C'est le territoire des bandes".

Le Figaro, 6 décembre 1990. "Les banlieues à problèmes. Pour une politique de la ville". Manuel Valls.

Le Journal du Dimanche, 23 décembre 1990. "Ce flic qui réconcilie les bandes des banlieues". (A propos de Gérard d'Andréa). Franck Johannès.

Le Parisien, 3 janvier 1991. "Mantes-la-Jolie. Delebarre fait ses premiers pas dans les banlieues chaudes." Rémy Hivrox.

La Croix, 10 janvier 1991. "Le mortel ennui des Morillons".

Quilombo, n° 1, décembre-janvier 1991.

L'Humanité, 28 mars 1991. "Le coeur en mille morceaux". Gilles Smadja.

Le Figaro, 28 mars 1991. "Sartrouville: drame à la cité des Indes". Serge Hirel.

Le Figaro, 28 mars 1991. "Sartrouville sur la liste des cités interdites." Thierry Oberlé.

Le Figaro, 28 mars 1991. "Les incidents de Sartrouville. L'engrenage de la violence." Charles Rebois.

Le Quotidien de Paris, 28 mars 1991. "Sartrouville: la logique du ghetto". Philippe Tesson.

Le Quotidien de Paris, 28 mars 1991. "Sartrouville en garde à vue." François Raoux.

Le Quotidien de Paris, 28 mars 1991. "Portrait d'une cité-dortoir après 30 ans de communisme". Jean-Paul Mulot.

Le Quotidien de Paris, 28 mars 1991. "Wetzel ou la croisade d'un réaliste". Stéphane Rak.

Le Quotidien de Paris, 28 mars 1991. "Personne ne me soutient". Interview avec Laurent Wetzel. Propos recueillis par Stéphane Rak.

Le Quotidien de Paris, 28 mars 1991. "Quelle police pour les banlieues?". Jean-François Moruzzi.

Le Parisien, 28 mars 1991. "Le maire de Sartrouville: 'On nous avait promis 30 policiers'."

Le Parisien, 28 mars 1991. "Lukazi, vigile aux Mureaux: 'Ne jamais céder à la violence'." Christine Henry.

La Tribune, 28 mars 1991. "Les missions locales, outils de lutte contre les Sartrouville". François Charpentier.

Libération, 29 mars 1991. "Sartrouville: deux vigiles inculpés".

Libération, 29 mars 1991. "Emeute à Sartrouville".

Le Quotidien de Paris, 29 mars 1991. "Sartrouville: l'heure des comptes". François Raoux.

Sud-Ouest, 3 avril 1991. "Banlieues. Le ministre fait le point. Philippe Marchand a rappelé hier les consignes à l'encontre des casseurs et des perturbateurs."

Le Parisien, 4 avril 1991. "Le maire de Sartrouville veut porter plainte contre la police."

Le Figaro, 5 avril 1991. "Le premier ministre à l'écoute des banlieues à problèmes. La sécurité intérieure, priorité du gouvernement." Jacques Fleury.

Le Monde, 11 avril 1991. "Mort d'un môme". Claude Sarraute.

Le Figaro, 11 avril 1991. "Incidents mardi soir durant la reconstitution du meurtre de Djamel par un vigile. Sartrouville: la violence ravivée." Benoît Charpentier.

Le Figaro, 10 mai 1991. "Les Ullis: l'escalade".

Le Monde, 14 mai 1991. "Affrontements à Bruxelles entre policiers et jeunes Maghrébins pendant trois nuits consécutives".

Le Quotidien de Paris, 27 mai 1991. "Nuit de violences à Mantes-la-Jolie".

Le Figaro, 27 mai 1991. "Mantes-la-Jolie: la récidive". Serge Hirel.

Le Figaro, 27 mai 1991. "A Chanteloup-les-Vignes et à Toulouse aussi..."

Libération, 27 mai 1991. "Banlieues: la fièvre du samedi soir". Sylvie Cottrant et Brigitte Vital-Durand.

Libération, 27 mai 1991. "Pierres et canettes à La Farouette". Gilbert Laval.

France Soir, 27 mai 1991. "Mantes, Chanteloup, Toulouse: la fièvre". François Barrère.

France Soir, 27 mai 1991. "Ils ont filé à la cave voler les chaussures pied droit..."

France Soir, 27 mai 1991. "Le Val-Fourré devait être l'anti-cité-dortoir. C'est raté. 110 immeubles, 30% de chômeurs."

L'Humanité, 27 mai 1991. "Affrontements entre jeunes et policiers à Mantes-la-Jolie. Violences sur la dalle." Lucien Degoy.

Le Monde, 28 mai 1991. "De nouveaux incidents à la périphérie de plusieurs villes. Poussées de fièvre dans les banlieues."

Le Monde, 28 mai 1991. "Le Val Fourré, cité explosive". Philippe Bernard.

Libération, 28 mai 1991. "Un des six jeunes interpellés à Mantes samedi soir est mort hier d'une crise cardiaque. La mort d'un jeune sème la stupeur à Mantes." Sylvie Cottrant et Patricia Tourancheau.

Libération, 28 mai 1991. "Editorial: la logique du ghetto". Edouard Mir.

Libération, 28 mai 1991. "Val-Fourré, une cité à vif malgré les aides". Brigitte Vital-Durand.

France Soir, 28 mai 1991. "Le mort du Val-Fourré: la 'police des polices' saisie."

France Soir, 28 mai 1991. "2 compagnies de C.R.S. au Val-Fourré après la mort d'un des jeunes arrêtés dans la nuit de dimanche à lundi. 'J'ai changé ma vitrine trop tôt'." François Barrère.

France Soir, 28 mai 1991. "Asthme: deux fois plus de malades en 9 ans".

Le Parisien, 28 mai 1991. "Révolte au Val-Fourré après la mort d'Aïssa". Bruno Jeudy et Christian Thomas.

Le Parisien, 28 mai 1991. "Quatre jeunes écroués".

Le Figaro, 28 mai 1991. "La mort d'un 'beur' enflamme le Val-Fourré". Serge Hirel.

La Croix, 28 mai 1991. "Loi sur la ville. Incidents ce week-end à Mantes-la-Jolie, alors que la loi d'orientation sur la ville est examinée à l'Assemblée à partir de ce mardi. Banlieues: la fièvre du samedi soir."

La Croix, 28 mai 1991. "Commentaire. Faire beaucoup plus". Pierre-Yves Le Priol.

Paris Normandie, 28 mai 1991. "Mantes-la-Jolie sous haute tension". Philippe Potier et Jacy Guyon.

Le Monde, 29 mai 1991. "Controverse sur les circonstances du décès". Erich Inciyan.

Le Monde, 29 mai 1991. "La première nuit de fièvre". Erich Inciyan.

Le Monde, 29 mai 1991. "La mort d'un jeune à Mantes-la-Jolie et le débat sur la ville à l'Assemblée nationale. Le Val Fourré en quête de vérité." Philippe Bernard.

Le Monde, 29 mai 1991. "Asthme mortel." Jean-Yves Nau.

Le Monde, 29 mai 1991. "La politique de la ville et la violence dans les banlieues. Les députés examinent la loi 'anti-ghettos'." Robert Solé.

La Croix, 29 mai 1991. "Mantes-la-Jolie. La police est-elle responsable de la mort, à la suite d'une crise d'asthme, du jeune homme interpellé samedi soir? La mort d'Aïsa avive les tensions."

L'Événement du Jeudi, 29 mai 1991. "Le Val-Fourré était pourtant une Z.U.P. pilote." Serge Faubert.

L'Événement du Jeudi, 29 mai 1991. "Les banlieues 'taggées' par les politiques." Liliane Sichler.

L'Événement du Jeudi, 29 mai 1991. "Marseille: la banlieue est entrée dans la ville." Andrée Mazzolini.

L'Événement du Jeudi, 29 mai 1991. "L'Intifada du samedi soir". Jean-François Kahn.

Libération, 29 mai 1991. "Mantes-la-Jolie. Les négligences d'une garde à vue." M. Henry et Aziz Zemouri.

Libération, 29 mai 1991. "Entre les textes et la routine". Alain Frilet.

Le Canard enchaîné, 29 mai 1991. "Une émeute où les journalistes se font traiter de flics".

France Soir, 29 mai 1991. " 'Ne faites pas de conneries, ne répondez pas à la violence'. La soeur d'Aïssa a calmé un millier de jeunes en colère." Dominique Rizet.

France Soir, 29 mai 1991. "Prison ferme pour 4 casseurs".

Paris Normandie, 29 mai 1991. "Val-de-Reuil refuse le 'syndrome de Mantes'."

Paris Normandie, 29 mai 1991. "Le secrétaire général de la FNAP: 'Il n'y a pas eu faute des policiers'."

Le Figaro, 29 mai 1991. "La tension persistait, hier à Mantes, après la mort accidentelle d'un jeune de 18 ans. Val-Fourré: haro sur la police et la presse." Thierry Oberlé.

Ouest France, 30 mai 1991. "Réformer la garde à vue". François Régis Hutin.

Le Télégramme, 30 mai 1991. "Ils entendaient 'venger leur copain de Mantes-la-Jolie'. Une bande de jeunes tend une embuscade aux policiers briochins." Patrick le Nen.

Libération, 30 mai 1991. "Aïssa: questions autour d'une garde à vue". Michel Henry.

Libération, 30 mai 1991. "Flambée de violence au Corail des Mureaux".

Le Quotidien de Paris, 30 mai 1991. "La mort d'Aïssa. La police est-elle vraiment fautive?"

France Soir, 30 mai 1991. "Mort d'Aïssa: les conditions de garde à vue sur la sellette. Nourriture, téléphone: rien n'est prévu." Charles Desjardins et Dominique Rizet.

Le Parisien, 30 mai 1991. "Edith Cresson: 'Aïssa n'a pas eu les médicaments dont il avait besoin'." Laurent Chabrun.

Le Monde, 30 mai 1991. "Caméras sous surveillance". Pierre Georges.

Le Monde, 30 mai 1991. "De source policière. Le rapport médical ne faisait pas état de l'asthme d'Aïssa." Erich Inciyan.

Le Monde, 30 mai 1991. "M. Marchand envisage une réforme des gardes à vue".

Le Nouvel Observateur, 30 mai au 5 juin 1991. "Après la mort d'Aïssa Ihich. Les inconnus de Val-Fourré." Chantal de Rudder.

Le Monde, 31 mai 1991. "Après la mort d'un jeune homme à Mantes-la-Jolie. Aïssa Ihich 'n'a pas disposé des médicaments dont il avait besoin' souligne Mme Edith Cresson."

Le Monde, 31 mai 1991. "Selon le rapport d'autopsie. L'asthme serait responsable du décès".

Sud Ouest, 31 mai 1991. "La mort d'Aïssa Ihich. Une enquête difficile." Jean-François Bège.

Le Parisien, 31 mai 1991. "Aïssa: les dessous d'une garde à vue". Laurent Chabrun.

Le Point, 3 juin 1991. "Banlieues. Le cri d'alarme des commissaires". Jean-Marie Pontaut.

Le Point, 3 juin 1991. "Violence: un drame en trois actes". Jean-François Revel.

Le Monde, 9-10 juin 1991. "Les circonstances du drame de Mantes-la-Jolie. Aïssa Ihich aurait été violemment frappé par des gardiens de la paix qui l'interpellaient."

Le Figaro, 10 juin 1991. "Après le drame de Mantes-la-Jolie. Le gouvernement face à la colère des policiers." Serge Hirel et Jean-Alphonse Richard.

Le Figaro, 10 juin 1991. "Vent de révolte chez les policiers. Une jeune fonctionnaire tuée, un article du "Monde" suggérant qu'Aïssa Ihich est mort sous les coups des gardiens de Mantes: pour les policiers, la coupe est pleine. Leur principal syndicat dit haut et fort."

Le Parisien, 10 juin 1991. "Marie-Christine n'avait pas peur du danger". Christine Henry.

L'Humanité, 10 juin 1991. "Deux nouvelles victimes à Mantes-la-Jolie. Spirale meurtrière." Jean-Michel Cordier.

L'Humanité, 10 juin 1991. "Des révélations sur les circonstances de la mort d'Aïssa Ihich. Un C.R.S. accuse." Dominique Bègles.

Libération, 10 juin 1991. "La mort violente revient à Mantes-la-Jolie". Michel Henry et Sylvie Cottrant.

France Soir, 10 juin 1991. "Des témoins racontent la nuit tragique de Mantes-la-Jolie. Le policier tirait en pleurant." Stéphane Simo.

France Soir, 10 juin 1991. "Mantes l'horreur".

France Soir, 10 juin 1991. "Tout faux". Jacques Malmassari.

Le Parisien, 10 juin 1991. "1h45 à Mantes, la nuit rodéo dérape". Philippe Larue.

Le Parisien, 10 juin 1991. "Marchand: 'Un acte de grande délinquance'."

Le Parisien, 10 juin 1991. "Un lourd tribut".

Le Parisien, 10 juin 1991. "La R9 fonce sur la voiture des policiers". Christian Thomas.

Le Parisien, 10 juin 1991. "Attention!" Noël Couëdel.

Le Parisien, 10 juin 1991. "Le maire: 'Une affaire de droit commun'."

Le Parisien, 10 juin 1991. "Rachid: 'Qu'on arrête ceux qui sèment la pagaille!'". Pierre Hemon-Laurens.

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "Mantes: le gâchis". Philippe Tesson.

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "La nouvelle tragédie de Mantes-la-Jolie. Dans Mantes-la-violente." Jean-Paul Mulot.

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "La mémoire courte". Philippe Reinhard.

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "Les réactions des syndicats de police".

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "Les réactions politiques".

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "Philippe Marchand: un acte de grande délinquance."

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "A Vincennes, pendant ce temps-là..."

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "Mort d'un tabou". Judith Wajntraub.

Le Quotidien de Paris, 10 juin 1991. "Pourquoi pas l'état d'urgence?" Jean-Richard Sulzer.

Présent, 10-11 juin 1991. "Banlieues sauvages: ils ont tué une jeune femme gardien de la paix".

Le Figaro, 11 juin 1991. "Le ministère de l'intérieur ébranlé après le drame de Mantes-la-Jolie. Les policiers entre le chagrin et la colère". Thierry Oberlé et Serge Hirel.

Le Figaro, 11 juin 1991. "La 'couverture' audiovisuelle des drames de la banlieue. Psychochoc."

Le Figaro, 11 juin 1991. "Youssef Khaïf, un 'dur' ordinaire." Jean-Alphonse Richard.

Le Figaro, 11 juin 1991. "Des banlieues mises 'au vert'." Stanislas Noyer.

Le Figaro, 11 juin 1991. "Affrontement évité dans le Val d'Oise".

Le Figaro, 11 juin 1991. "Trois jours après le drame de Mantes-la-Jolie. Les policiers contestent leur hiérarchie."

Le Figaro, 11 juin 1991. "Cavalier seul. Distinction." André Frossard.

Le Monde, 11 juin 1991. "L'enquête sur la mort d'une policière et d'un jeune Algérien".

Le Monde, 11 juin 1991. "La hantise de l'été chaud". Robert Solé.

Le Monde, 11 juin 1991. "Au 'Grand Jury RTL-Le Monde'. M. Delebarre annonce des initiatives pour aider 'les jeunes qui ont des projets'."

La Croix, 11 juin 1991. "Deux morts au Val-Fourré. Mantes: la police à l'épreuve. Les policiers demandent des consignes claires pour agir dans les banlieues."

La Croix, 11 juin 1991. "Editorial". Dominique Quinio.

France Soir, 11 juin 1991. "L'écraseur aurait été identifié parmi 150 suspects."

France Soir, 11 juin 1991. "L'affolement". Jacques Malmassari.

France Soir, 11 juin 1991. "Les policiers écoeurés racontent leur vie quotidienne. 'Nous allions gagner au Val-Fourré.'" Dominique Rizet.

France Soir, 11 juin 1991. "Marie-Christine avait été prise en otage".

L'Humanité, 11 juin 1991. "Renouer le dialogue". Jean-Michel Cordier.

L'Humanité, 11 juin 1991. "Les deux mères". Editorial. Gilles Smadja.

Le Figaro, 12 juin 1991. "Il avait renversé et tué la femme policier. Mantes: le meurtrier a avoué."

Libération, 12 juin 1991. "Requiem policier à Mantes-la-Jolie." Michel Henry et Patricia Tourancheau.

France Soir, 12 juin 1991. "Des flics tristes et amers face à Edith Cresson. Ce qu'ils ont sur le coeur."

France Soir, 12 juin 1991. "Meurtrier de Mantes arrêté: le beau coup des R.G."

La Croix, 12 juin 1991. "La police veut maintenant 'agir'." Antoine Fouchet.

Le Canard enchaîné, 12 juin 1991. "Philippe Marchand: trois morts, trois mouchoirs différents." Sylvie Caster.

Libération, 13 juin 1991. "Mantes: des jeunes hantés par la mort de Youssef. Chez les parents du jeune Algérien tué dimanche à Mantes-la-Jolie par un policier, amis et voisins racontent sans fin 'cette nuit-là'. Et se rappellent le défunt: 'Un loup, avec des dents comme ça face aux injustices.'" Patricia Tourancheau.

L'Humanité, 13 juin 1991. "Edith Cresson présente un dispositif pour les banlieues à l'Assemblée. Mesures pour un été." Jean-Pierre Ravery.

Le Monde, 14 juin 1991. "Relever le défi". Marie-France Marquès.

Le Monde, 14 juin 1991. "Le Val-Fourré d'hier à aujourd'hui". Daniel Behar.

Le Point, 17 juin 1991. "Banlieues. La police accuse." Christophe Barbier, Jean-Marie Pontaut et Jean-Loup Reverier.

Le Point, 17 juin 1991. "La poudrière et les étincelles". Commentaire. Jean-François Revel.

Le Progrès, 18 juin 1991. "Les Minguettes. Tranches de vie de banlieue". Jacky Durand.

VSD, 19 juin 1991. "Val-Fourré: descente dans la ville interdite".

Valeurs actuelles, 24 juin 1991. "Pas de cités sans loi". Entretien avec M. Paul-Louis Tenaillon, président du Conseil général et député des Yvelines. Propos recueillis par Antoine Constant.

Valeurs actuelles, 24 juin 1991. "Aide sociale. Le label 78".

Le Figaro, 2 juillet 1991. "La Direction centrale des polices urbaines avait mis en garde l'intérieur dès février dernier. Banlieues le danger était connu."

Le Monde, 15 août 1991. "Les jeunes dans les cités en difficulté. La désespérance du Val-Fourré". Alain Lebaube.

Le Figaro, 26 août 1991. "Trois mois après les événements dramatiques de Mantes-la-Jolie. Val-Fourré: la leçon de conduite des C.R.S. Ils ont fait découvrir aux jeunes le pilotage d'une automobile." Serge Hirel.

L'Humanité, 9 septembre 1991. "Cités sous haute tension".

Le Monde, 20-21 octobre 1991. "Il y a trente ans. La répression de la manifestation algérienne à Paris." Anne Tristan.

Le Quotidien, 31 décembre 1991. "Comme une émeute à Saint-Denis..."

Le Progrès, 20 janvier 1992. "Assises nationales des jeunes des banlieues. Les jeunes veulent avoir droit de cité."

Le Figaro, 13 février 1992. "Les médecins de Mantes-la-Jolie terrorisés par les voyous". Benoît Charpentier.

France Soir, 17 février 1992. "C'est sûrement la bande du coin..."

Libération, 3 mars 1992. "Montfermeil, à qui on ne vendra plus monts et merveilles". Marie-Laure Colson et Brigitte Vital-Durand.

Le Monde, 4 mars 1992. "Après la mort d'un adolescent tué d'un coup de couteau, Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) a connu une nuit d'échauffourées".

Le Monde, 5 mars 1992. "Après la mort de Kamel Hached à Epinay-sur-Seine. M. Gilbert Bonnemaïson essuie la colère des jeunes du '77' ". Corinne Lesnes.

Le Figaro, 6 mars 1992. "Après les graves incidents dans sa commune. Epinay fait douter Bonnemaïson". Benoît Charpentier.

L'Événement du Jeudi, 11 mars 1992. "Cette petite délinquance qui empoisonne la vie des plus humbles". Andrée Mazzolini.

L'Événement du Jeudi, 11 mars 1992. "Et si la solution, c'était... la démocratie". Guillaume Malaurie.

L'Événement du Jeudi, 11 mars 1992. "Le mal des cités, étage par étage". Luc Bernard.

Le Monde, 13 mars 1992. "A la cour d'assises de Haute Savoie. La mort inutile de Youssef". Maurice Peyrot.

Libération, 23 mars 1992. "La guérilla urbaine de l'aide sociale". Gilbert Laval et Line Rossignol/Yu.

Le Monde, 31 mars 1992. "Selon le rapport de la Commission des droits de l'homme. L'antiracisme est inadapté face à une 'xénophobie de masse'." Philippe Bernard.

Le Monde, 31 mars 1992. "La 'compréhension' à l'égard des discours d'exclusion progresse."

Le Monde, 4 avril 1992. "Intérieur: M. Philippe Marchand. La difficulté de tenir la maison." Erich Inciyan.

Le Monde, 9 avril 1992. "Au tribunal de Bobigny. Jugement contesté après la mort d'une adolescente tuée par un policier." Martine Boulay-Meric.

Quilombo, n° 2, avril-mai 1992. "Plus tu t'écraseras, plus ils t'écraseront".

Le Monde, 2 mai 1992. "Après l'acquittement de policiers accusés de violences contre un Noir. Les émeutes raciales de Los Angeles ont fait plusieurs morts."

Le Monde, 2 mai 1992. "Etats-Unis: état d'urgence à Los Angeles. L'acquittement des policiers qui avaient brutalisé un automobiliste noir a provoqué de violentes émeutes raciales." Régis Navarre.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Les Etats-Unis à l'épreuve des émeutes. Le président Bush a envoyé les troupes fédérales à Los Angeles après le déchaînement des violences, qui ont fait une quarantaine de morts."

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Rage et folie". Alain Frachon.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Les faiblesses des forts". Jacques Amalric.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Les émeutes aux Etats-Unis".

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Le 'discours à la Nation' du président George Bush. 'La violence va cesser, l'espoir renaîtra'."

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Entre justice et maintien de l'ordre" Dominique Dhombres.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Les manifestations à New York. 'Ce n'est qu'un début'." Afsané Bassir Pour.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Trois jours de violences et de pillages à Los Angeles." Régis Navarre.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "L'analyse d'un sociologue à l'université Harvard. 'Un mouvement autodestructeur'. Serge Marti."

Le Monde, 3-4 mai 1992. "L'affrontement entre le maire noir et le chef de la police blanc". Régis Navarre.

Le Monde, 3-4 mai 1992. "Les précédents. Dans le quartier de Watts, il y a vingt sept ans..." Danielle Rouard.

Le Monde, 5 mai 1992. "Les stigmates de Los Angeles. Frappés de stupeur, les milieux politiques américains s'interrogent sur les retombées électorales des émeutes." Alain Frachon.

Le Monde, 5 mai 1992. "Les émeutes de Los Angeles ont été les plus meurtrières de l'après-guerre."

Le Monde, 5 mai 1992. "L' 'esprit d'Atlanta' ébranlé. Les émeutes ont fait soixante blessés dans la capitale du vieux Sud où reste vivant le souvenir de Martin Luther King." Danielle Rouard.

Le Monde, 5 mai 1992. "Les Eglises californiennes parent au plus pressé avec l'aide de bénévoles."

Le Monde, 5 mai 1992. "Les réactions dans le monde. De nombreux pays arabes dénoncent les 'violations des droits de l'homme'."

Le Monde, 5 mai 1992. "En Chine. 'Regrettable, mas pas accidentel'."

Le Monde, 5 mai 1992. "En Afrique du Sud. 'ça vous semble familier?' "

Présent, 19 mai 1992. "Banlieues sauvages. Le cri d'alarme de la police de Grenoble".

Le Figaro, 20 mai 1992. "Mantes-la-Jolie en convalescence". Serge Hirel.

Le Monde, 26 mai 1992. "Enquête sur les 'bobbies'. La confiance des Britanniques dans l'efficacité et l'impartialité de leur police est en chute libre. Le gouvernement a créé une commission."

Libération, 27 mai 1992. "Au Val-Fourré, un quartier au bord de la noyade. Le ministre démissionnaire devait signer lundi à Mantes-la-Jolie un contrat de parrainage avec Martin Bouygues. Une gageure: ici les casseurs ont douze ans." Marie-Laure Colson.

Le Monde, 4 juin 1992. "Pour lutter contre la petite délinquance urbaine. M. Vauzelle veut développer la 'justice de proximité'." Anne Chemin.

Le Monde, 4 juin 1992. "Ici on ne juge pas: on écoute". Anne Chemin.

Libération, 10 juin 1992. "La colère des jeunes d'Argenteuil après le meurtre de Rhani".

Le Figaro, 10 juin 1992. "Argenteuil, la révolte malsaine". Thierry Oberle et Jean-François Guyot.

Le Monde, 10 juin 1992. "Incidents à Argenteuil".

La Croix, 11 juin 1992. "Des incidents avec scènes de vandalisme ont eu lieu à Argenteuil (Val d'Oise)".

Libération, 16 juin 1992. "Un jeune Marocain tué par son voisin à coups de fusil de chasse".

Politis, juin 1992. "Retour à Sartrouville". Brigitte Bègues.

Le Monde, 18 juin 1992. "Le meurtre d'un collégien marocain à Chauny (Aisne). Dans la cité sans Arabes". Philippe Bernard.

Le Méridional, 3 juillet 1992. "Frais-Vallon: la police renforce ses positions".

Le Monde, 4 juillet 1992. "Un débat organisé à Paris par le Conseil national des villes et un rapport parlementaire de M. Julien Dray (P.S.). La délinquance urbaine commence à dix ans." Erich Inciyan.

Le Parisien, 13 juillet 1992. "Affrontements à Brunoy: deux policiers blessés."

Libération, 14 juillet 1992. "Banlieue, voyage au bout de l'ennui".

France Soir, 15 juillet 1992. "La fièvre de Brunoy gagne une ville voisine. A Epinay-sous-Sénart le feu d'artifice finit en échauffourée."

La Croix, 17 juillet 1992. "Tension à la 'Rose des Vents'".

Le Nouvel Observateur, 23 au 29 juillet 1992. "Nous sommes la génération sacrifiée". Anne Fohr.

Libération, 28 septembre 1992. "Les tours décapitées du Val-Fourré". Brigitte Vital-Durand.

L'Humanité, 28 septembre 1992. "Dans l'une des plus grandes cités HLM de France. Vie et mort de quatre tours". Gilles Smadja.

L'Humanité, 28 septembre 1992. "Les tours du Val-Fourré. Sous les gravats, quel avenir?"

Le Monde, 29 septembre 1992. "Démolition de quatre tours à Mantes-la-Jolie. Le nouvel horizon du Val-Fourré." Christophe de Chenay.

Témoignage Chrétien, 3 octobre 1992. "Un quartier redécouvre sa mémoire". Amaury de Rochegonde.

Libération, 13 octobre 1992. "Vaulx-en-Velin: la faute aux gangs".

France Soir, 13 octobre 1992. "Week end de violence: une dizaine de voitures, incendiées, sept arrestations. Ce n'est plus tenable à Vaulx-en-Velin."

Le journal du dimanche, 18 octobre 1992. "Loubards contre la police à Asnières".

La Croix, 18 novembre 1992. "Il faut montrer aux jeunes où sont les limites". Entretien avec Paul Picard, maire socialiste de Mantes-la-Jolie.

La Croix, 18 novembre 1992. "Pacificateurs de quartiers".

Le Monde, 24 novembre 1992. "Manifestations contre l'acquittement de la 'boulangère de Reims'. 'On ne tue pas pour des croissants!'" Philippe Bernard.

France Soir, 25 novembre 1992. "Jugés à Versailles. Les Dalton du Val-Fourré ont le rodéo facile." Renaud Vincent.

France Soir, 25 novembre 1992. "Retour à Mantes-la-Jolie. La police met le paquet, mais..." Stéphane Simon.

Le Nouvel Observateur, 29 novembre-2 décembre 1992. "Le verdict de Reims a provoqué une vague d'indignation. Les jurys en procès".

France Soir, 31 décembre 1992. "Ces autres brasiers maîtrisés".

Le Monde, 3 mars 1993. "Crimes de jeunesse. Existe-t-il une personnalité criminelle structurée chez certains enfants et adolescents? Un rapport psychiatrique répond 'non'." Laurence Folléa.

Le Monde, 3 mars 1993. "Deux pour cent des homicides commis par des moins de 18 ans." Erich Inciyan.

Le Monde, 8 avril 1993. "Bavure" dans un commissariat de police du 18ème arrondissement. Un Zaïrois de dix-sept ans est tué par un inspecteur pendant sa garde à vue." Erich Inciyan.

Le Monde, 8 avril 1993. "Des 'incidents de police' à répétition."

Le Monde, 8 avril 1993. "Alerte". Edwy Plenel.

Le Monde, 9 avril 1993. "L'enquête policière sur la 'bavure' de Paris. Le jeune Zaïrois a été tué par un coup de feu tiré 'à bout touchant'."

Le Monde, 9 avril 1993. "Scènes de casse dans le dix-huitième arrondissement."

Le Monde, 9 avril 1993. "Un adolescent blessé par un policier à Wattrelos (Nord). Une balle pour un rodéo. Jean-René Lore.

Le Monde, 10 avril 1993. "Les 'bavures' policières de Paris, Chambéry et Wattrelos. Le ministre de l'intérieur affirme que 'tout manquement grave sera sanctionné'."

Le Monde, 10 avril 1993. "Une 'monstruosité déontologique'." Erich Inciyan.

Le Monde, 10 avril 1993. "Les policiers invités à faire preuve de 'maîtrise' et de 'professionnalisme'."

Le Monde, 10 avril 1993. "De violents incidents ont eu lieu à Paris et à Tourcoing."

Le Monde, 11-12 avril 1993. "Après les trois morts de Paris, Chambéry et Wattrelos. M. Pasqua sera 'imputoyable' avec les policiers fautifs."

Le Monde, 11-12 avril 1993. "La ville inquiète". Edwy Plenel.

Le Monde, 11-12 avril 1993. "Après les 'bavures' policières de Paris, de Chambéry et de Wattrelos, M. Pasqua présente les excuses du gouvernement aux familles des victimes.

Le Monde, 11-12 avril 1993. "La mort du jeune Rachid provoque de violents incidents à Tourcoing.

Le Monde, 11-12 avril 1993. "Le témoignage d'un manifestant hospitalisé à Paris. 'C'était l'hystérie...'" Erich Inciyan.

Le Monde, 16 avril 1993. "Les questions au gouvernement, la politique de sécurité et les 'bavures'. M. Pasqua met en garde ceux qui voudraient exploiter l'indignation des familles des victimes." Sylvia Zappi.

Le Monde, 16 avril 1993. "Nervosités policières". Erich Inciyan.

Le Monde, 16 avril 1993. "L'eau et le feu". Edwy Plenel.

Le Monde, 16 avril 1993. "La voie étroite". Thomas Ferenczi.

Le Monde, 16 avril 1993. "Etrangers et violence: un raccourci discutable". Philippe Bernard.

Le Monde, 16 avril 1993. "Contrôles d'identité: un débat symbolique". Anne Chemin.

Le Monde, 16 avril 1993. "Après une ourse poursuite. Un policier de Cherbourg blesse un mineur avec son arme de service." René Moirand.

Le Monde, 18-19 avril 1993. "Le second cauchemar de Los Angeles. Le nouveau procès Rodney King a ravivé le souvenir et la crainte des émeutes." Régis Navarre.

Le Monde, 18-19 avril 1993. "Rumeurs et mises en garde". Régis Navarre.

Le Monde, 20 avril 1993. "Etats-Unis: soulagement à Los Angeles. Deux policiers sur quatre ont été déclarés coupables lors du second procès Rodney King." Régis Navarre.

Le Monde, 20 avril 1993. "Un pays malade de ses armes à feu". Alain Frachon.

Le Monde, 5 mai 1993. "Etats-Unis: les violences dans les villes. Sommet des gants à Kansas-City."

Rebelles, été 1993, n° 39-41.

Le Figaro, 2 février 1994. "Les émeutes s'y succèdent chaque soir depuis samedi. La cité de la haine inquiète Rouen. Les jeunes des Sapins protestent après la mort de l'un des leurs, tué par un gendarme dans une voiture volée. Les modérateurs paraissent impuissants." Françoise Lemoine.

Le Monde, 21 février 1994. "Hauts-de-Seine. Les banlieues contre la drogue. A Malakoff, les habitants demandent des mesures contre les dealers." Jean-Claude Pierrette.

Le Monde, 10 mars 1994. "A la suite de la découverte du corps d'un jeune homme. Violents incidents à Garges-lès-Gonesse."

Le Monde, 10 mars 1994. "Les 'nuits bleues' de la Dame blanche. La délicate gestion des communautés, la coupure entre la jeunesse et les élus expliquent les émeutes de Garges-lès-Gonesse." Philippe Bernard.

Libération, 10 mars 1994. "Garges-lès-Gonesse s'embrase pour la mort d'un pote". Nathalie Gathié.

Le Quotidien de Paris, 10 mars 1994. "Les incidents de Garges-lès-Gonesse. Pierre Lellouche: 'Il faut rétablir l'autorité de l'Etat dans nos villes'." Propos recueillis par Daniel Bernard.

Le Monde, 11 mars 1994. "Après la mort d'un adolescent dans le parc de la Courneuve. Garges-lès-Gonesse a connu une deuxième soirée de violences. Nouveaux affrontements entre jeunes et policiers à Garges-lès-Gonesse." Julien Montaut.

Le Monde, 11 mars 1994. "Drame et fausses rumeurs". Philippe Bernard et Erich Inciyan.

Le Quotidien de Paris, 11 mars 1994. "Plus de 48 heures de violences. Garges-lès-Gonesse: le pourquoi d'une émeute." François Raoux.

Le Parisien (Val d'Oise), 11 mars 1994. "La mairie exige un vrai commissariat". Olivier Schlama.

Le Parisien (Val d'Oise), 11 mars 1994. "Deux jeunes écroués".

Le Parisien (Val d'Oise), 11 mars 1994. "Le chômage technique pour le garage Peugeot". Gérard Ségul.

Le Parisien (Val d'Oise), 11 mars 1994. "Pierre Lellouche veut un plan Marshall pour les villes."

Le Parisien (Val d'Oise), 11 mars 1994. "Une ville dévastée." Olivier Schlama et Gérard Ségul.

Le Parisien (Val d'Oise), 11 mars 1994. "Une histoire d'amour à l'origine du drame". Carole Guéchi.

Libération, 11 mars 1994. "Garges: le meurtrier présumé a été écroué. Après la mort d'un adolescent et deux nuits d'émeutes à Garges-lès-Gonesse, David Mousset, 20 ans, a été mis en examen pour assassinat hier. Selon la police, un différend sentimental pourrait être à l'origine du drame."

Libération, 11 mars 1994. " 'Cette nuit, les Indiens vont gagner'. Mercredi, les jeunes de Garges-lès-Gonesse ont à nouveau cassé des vitrines, brûlé des voitures et affronté les C.R.S. 'On peut mettre la révolte au congélateur', dit l'un d'eux." Florence Aubenas.

France Soir, 15 mars 1994. "Garges-lès-Gonesse: obsèques sous surveillance".

Le Parisien (Val d'Oise), 16 mars 1994. "Nuit bleue pour Gonesse. Dix voitures incendiées." Olivier Shlama.

Libération, 17 mars 1994. Point de vue. "Lettres aux jeunes. Le CIP contre la résignation, pour l'insertion." Edouard Balladur, Premier ministre.

L'Echo-Le Régional, 17 mars 1994. "Garges-lès-Gonesse, symbole des peurs des villes." Jean-François Dupaquier.

L'Echo-Le Régional, 17 mars 1994. "Villiers-le-Bel: Le syndrome Garges".

L'Echo-Le Régional, 17 mars 1994. "15 millions de francs de dégâts".

L'Echo-Le Régional, 17 mars 1994. "Henri Cukierman exige l'aide de l'Etat".

L'Echo-Le Régional, 17 mars 1994. "Réactions".

Le Figaro, 18 mars 1994. "Alors que les manifestations anti-CIP ont rassemblé hier de nombreux participants partout en France. Les casseurs ont débordé les jeunes. Dans la capitale, mais aussi dans d'autres villes, les lycéens et les étudiants ont été souvent confrontés à des rebelles cherchant la violence avant tout." Muriel Frat et Françoise Lemoine.

Le Figaro, 18 mars 1994. "Paris: une horde venue pour provoquer". Thierry Oberlé.

Le Figaro, 18 mars 1994. "Pasqua: 200 interpellations".

Le Figaro, 18 mars 1994. "Les casseurs"

Libération, 18 mars 1994. "230.000 manifestants contre le CIP à Paris et en Province. SMIC Jeunes: le refus fait tâche d'huile".

Libération, 23 mars 1994. "Les confessions d'un lanceur de pierres". Propos recueillis par Florence Aubenas.

Libération, 23 mars 1994. "Nous ne sommes pas un monde à part". Courrier. Ivan Piettre.

Le Quotidien de Paris, 23 mars 1994. "Des casseurs nouvelle vague." Christophe Gautier.

Le Monde, 23 mars 1994. "Alors que de violents incidents se sont produits à Nantes et à Lyon. Les lycéens prennent le relais de la contestation contre le 'SMIC-jeunes'."

Info-Matin, 24 mars 1994. "A Lyon, la police distingue mal casseurs et lycéens." Claude Ferrero.

L'Événement du Jeudi, 24 mars 1994. "Banlieues. Bombes à retardement." Marc Perou.

L'Événement du Jeudi, 24 mars 1994. "Nuits de violence à Garges".

Libération, 30 mars 1994. "Une semaine sur les marges des manifs anti-CIP. A Lyon, avec les 'casseurs'." François Camé.

L'Express, 31 mars au 6 avril 1994. "Banlieues: l'intifada des cités. Pour ceux de Vénissieux ou de Garges, une certitude: la société les rejette. Alors, les manifs? Un prétexte pour exploser." Gilbert Charles.

Le Monde, 2 avril 1994. "Les manifestations à Paris et en province après le retrait du CIP. 'La lutte continue... pour Mouloud et Abdoul.'" Michel Delberghe et Jean-Michel Dumay, avec Hervé Morin.

Le Monde, 2 avril 1994. " 'Que fait la police?' " Erich Inciyan.

Le Monde, 2 avril 1994. "L'Etat devra indemniser toutes les victimes."

Le Monde, 2 avril 1994. "Scènes de pillage dans quartier Denfert-Rochereau." Philippe Bertrand.

Le Monde, 2 avril 1994. "Des photos de 'casseurs' communiquées à la police. Sanctions à l'agence Gamma."

Le Monde, 2 avril 1994. "Les jeunes d'abord." Jean-Michel Normand.

Le Figaro, 18 avril 1994. "Le nouveau profil des casseurs. A Vaulx-en-Velin comme à Bron, les émeutes ont été le fait de délinquants organisés, mobiles et dangereux". Yves Leridon.

Libération, 18 avril 1994. "Flambée de violence méthodique autour de Lyon". Bernard Fromentin.

Le Progrès, 19 avril 1994. "Maurice Charrier appelle à la manifestation".

Le Progrès, 19 avril 1994. "Ne pas accepter cette haine qui monte..." Entretien avec Christian Delorme. Propos recueillis par Philippe Lecoq.

Le Progrès, 19 avril 1994. "Trois émeutiers présumés placés sous mandat de dépôt".

Le Progrès, 19 avril 1994. "Mobilisation contre la violence". Philippe Lecoq.

Le Parisien, 20 avril 1994. "La banlieue de Lyon sous haute tension". Serge Colonge.

L'Humanité, 20 avril 1994. "Nouveau rodéo mortel à Vaulx-en-Velin".

Nice-Matin, 20 avril 1994. "Banlieues. La spirale de la violence".

Le Monde, 21 avril 1994. "Décès d'un adolescent blessé dans une voiture volée à Vaulx-en-Velin."

Le Monde, 21 avril 1994. "Six cents manifestants anticasseurs à Bron".

Le Parisien (Val d'Oise), 23-24 avril 1994. "Garges: 'Il y a un vrai besoin de sécurité'. Le ministère de l'intérieur pourrait bientôt créer un vrai commissariat autonome à Garges! En attendant, le premier adjoint tire la sonnette d'alarme à propos de la délinquance." Olivier Schlama.

L'Événement du Jeudi, 21 au 28 avril 1994. "Plongée nocturne dans des banlieues sous tension." Robert Marmoz.

Garges Info n° 92, avril 1994. "La visite du ministre ne doit pas rester sans suite!"

Garges Info n° 92, avril 1994. "Sécurité. Le maire écrit au Ministre de l'intérieur". Henri Cukierman.

Entrevue, n° 21, 1994. "Mon smic jeunes, c'est les dix paires de sketba que j'ai tapées à la manif."

Le Monde, 3 mai 1994. "A Toulon: 'Ils ont tué Faouzi' ". José Lenzini.

Le Monde, 3 mai 1994. "Le vertige suicidaire des banlieues". Philippe Bernard.

Le Monde, 3 mai 1994. "Le rap, voix des cités. Chroniques amères". Thomas Sotinel.

Le Parisien, 12 mai 1994. "La violence embrase un quartier d'Evreux". Alain Roëls.

Le Parisien, 12 mai 1994. "Un supermarché de Besançon interdit aux mineurs".

Le Quotidien de Paris, 12 mai 1994. "Dans un supermarché de Besançon. Interdit aux mineurs." Sandrine Briclot.

Le Quotidien de Paris, 12 mai 1994. "De quel droit?". Repères.

Le Parisien (Val d'Oise), 6 juin 1994. "Garges. Trois casseurs en prison". Martine Pesez.

Le Parisien (Val d'Oise), 6 juin 1994. "Le maire n'a pas vu le ministre".

Le Parisien (Val d'Oise), 6 juin 1994. "La mort de deux jeunes enflamme Garges." Martine Pesez.

Le Parisien (Val d'Oise), 6 juin 1994. "Des actes concrets... et un commissariat"

L'Humanité, 13 juin 1994. "Charles Pasqua hué par les jeunes".

Libération, 13 juin 1994. "Pasqua hué lors d'une opération antisida à La Défense".

Le Figaro, 13 juin 1994. "Drogue. Pasqua chahuté à la Défense".

France Soir, 13 juin 1994. "Pasqua bousculé à la Défense".

Europe 1, le 13 juin 1994, 6h30. "17 interpellations hier après-midi dans le quartier de la Défense". Pascal Boulanger.

Le Monde, 14 juin 1994. "L'opération 'Giga la vie'. Charles Pasqua chahuté à la Défense."

Le Parisien (Hauts-de-Seine), 14 juin 1994. "La Défense. Giga la vie: la fête gâchée."

L'Humanité, 14 juin 1994. "Incidents à la Défense".

L'Echo - Le Régional, 16 juin 1994. "Garges-les-Gonesse. Mobilisation des habitants après les émeutes."

L'Echo - Le Régional, 16 juin 1994. "L'exaspération des Gargeois après les émeutes. Olivier Zanetta.

L'Echo - Le Régional, 16 juin 1994. "Le hold-up sanglant qui a provoqué les nouveaux incidents."

Le Monde, 19 juillet 1994. "Un week end de violences dans des quartiers à risques. Le maire de Dreux (RPR) qualifie de xénophobe la fusillade de la Croix-Tiénac." Pascale Sauvage.

Le Monde, 19 juillet 1994. "Des jeunes gens ont incendié dix-sept voitures à Nice".

Le Nouvel Observateur, 24-30 novembre 1994. "Violence urbaine: la cote d'alerte." Farid Aïchoune et René Backmann.

Le Nouvel Observateur, 24-30 novembre 1994. "C'est loin, l'Amérique?" Laurent Joffrin.

Le Nouvel Observateur, 24-30 novembre 1994. "Les cités, les armes et les voyous". Entretien avec le commissaire Battesti. Propos recueillis par Vincent Jauvert.

Le Nouvel Observateur, 24-30 novembre 1994. "Les affrontements ont triplé en 1994. Cinquante émeutes en trois ans." Gabrielle Denis.

Le Monde, 28 février 1995. "Violents incidents au centre commercial de Sartrouville".

Le Monde, 9 mai 1995. "Un tiers des quartiers défavorisés ne comptent aucun commerce. Une étude de la direction de la concurrence met en relief la désertification commerciale des cités en difficulté et révèle la présence croissante des maxidiscompteurs." Jean-Michel Normand.

Le Monde, 9 mai 1995. "A Dreux, la longue marche du consommateur." Michel Castaing.

Le Monde, 10 mai 1995. "Des centaines de personnes ont manifesté à Miramas après le meurtre d'un lycéen d'origine algérienne. Les manifestants ont dénoncé un crime raciste et mis en cause la police." Luc Leroux.

Le Parisien (Val d'Oise), 6 juin 1995. "La bagarre entre bandes fait un blessé". Olivier Schlama.

Le Monde, 8 juin 1995. "M. Debré dénonce l' 'impunité' dont 'bénéficient' les jeunes délinquants."

Le Monde, 10 juin 1995. "Après la mort d'un de leurs camarades, des jeunes provoquent de violents incidents à Noisy-le-Grand. Des établissements scolaires et un gymnase ont été incendiés dans la nuit de jeudi à vendredi." Nathaniel Herzberg.

Le Monde, 10 juin 1995. "Une vingtaine d'individus masqués et organisés, selon la préfecture." Philippe Bernard.

Le Monde, 11-12 juin 1995. "A Noisy-le-Grand, les habitants de la Butte-Verte tentent de comprendre". Nathaniel Herzberg.

Le Monde, 11-12 juin 1995. " 'Un problème d'ordre public, pas d'intégration', pour M. Raoult."

Libération, 12 juin 1995. "Noisy retrouve son calme en marchant. Après deux nuits de violence, la famille Belhabib appelait à défiler samedi."

Libération, 14 juin 1995. "Bradford, une explosion ethnique prévisible. Après le week end d'émeutes, les jeunes Pakistanais dénoncent le racisme dont ils sont victimes". Fabrice Rousselot.

La Vie, 15-21 juin 1995. "Qui a joué la politique du pire dans la cité? Noisy, comme un signal d'alarme." Olivier Nouaillas.

L'Humanité, 16 juin 1995. "Noisy: silence et dignité à la mémoire de Belkacem."

La Croix, 22 juin 1995. "Hypothèses sur les incendies de Noisy-le-Grand." Patrick Lemoine.

Libération, 24 juin 1995. "Noisy-le-Grand: un jeune de la cité du Champy écroué."

Le Monde, 25 et 26 juin 1995. "L'assassinat d'un jeune en 1991 agite toujours Sartrouville. Indignation après la transformation de l'accusation en 'coups mortels'." Nathaniel Herzberg.

Le Figaro, 26 juin 1995. "Nouveaux incidents, samedi, gare du Nord. Sept policiers et un agent de la SNCF blessés." Christophe Cornevin.

Le Figaro, 28 juin 1995. "Un commissariat attaqué et cinq gardiens blessés dans le Val-de-Marne. La colère des policiers de banlieue. Après la remise en liberté de dix-sept délinquants, certains d'entre eux pourfendent le laxisme de l'appareil judiciaire."

Libération, 28 juin 1995. "Les policiers de l'Haÿ-les-Roses en colère contre le tribunal. Le juge a remis en liberté provisoire les douze personnes accusées de violences contre un commissariat le 20 juin." Laurence Oikmine.

L'Humanité, 29 juin 1995. "Un jeune adolescent tué par un vigile de Prisunic". Cathy Capvert.

Libération, 29 juin 1995. "Un vigile tue un ado au Prisu d'Enghien. Une information judiciaire pour homicide volontaire a été ouverte hier." Olivier Zanetta.

Le Figaro, 4 juillet 1995. "La police agressée. Le défi des banlieues." Ivan Rioufol.

Le Figaro, 5 juillet 1995. "Des habitants d'une cité de la ville avaient empêché des interpellations par la police. Besançon: les dessous d'une révolte."

Libération, 5 juillet 1995. "Ouverture d'une information judiciaire après les incidents de Belleville."

Libération, 8-9 juillet 1995. "A Orléans, un coup de 22 long rifle par désoeuvrement. Un adolescent a été mis en examen après la mort par balle d'un jeune voisin." Jean-Manuel Bertrand.

Libération, 13 juillet 1995. "A Trappes, un policier joue les Rambo dans sa cité. Avec un ami, il poursuit des jeunes et leur tire dessus." Alain Auffray.

L'Humanité, 14 juillet 1995. "Trappes. Cité des Merisiers."

La Croix, 14-15 juillet 1995. "Violence. Le coup de sang d'un sous-brigadier." Pascale Tessier.

Le Monde, 21 juillet 1995. "Les policiers s'inquiètent de la violence urbaine. Un millier de quartiers analysés dans un rapport."

Le Monde, 22 juillet 1995. "Profession: policier de banlieue 'chaude' aux Mureaux." Nathaniel Herzberg.

L'Humanité, 24 juillet 1995. "Un père de famille tué par balles." Dominique Barri.

L'Humanité, 24 juillet 1995. "Malaise. Jean-Louis Arajol: 'On n'a plus peur du policier'." Pierre Agudo.

L'Humanité, 24 juillet 1995. "Affrontements à Montataire."

L'Humanité, 24 juillet 1995. "Agression dans un train de banlieue".

Libération, 24 juillet 1995. "Trois policiers blessés aux Mureaux dans une échauffourée." Tonino Serafini.

Libération, 24 juillet 1995. "Un meurtre de voisinage enflamme une cité. Le fait divers a provoqué une nuit d'émeutes à Montataire, dans l'Oise." Franck Johannès.

Le Figaro, 24 juillet 1995. "Règlement de comptes dans l'Oise. Un mort et une nuit de violences. L'affrontement de deux 'caïds' pour le contrôle d'une cité de Montataire a mobilisé plus de deux cents policiers." Jean-François Guyot.

Libération, 25 juillet 1995. "Montataire: le meurtrier présumé a été écroué. L'auteur du coup de feu serait un mineur. Un de ses proches a également été emprisonné." Franck Johannès.

Libération, 25 juillet 1995. "Trois policiers en civil agressés dans un train pour Noisy-le-Sec." Tonino Serafini et Delphine Beaudouin.

Le Figaro, 25 juillet 1995. "Après les violences de l'Oise, les 'familles délictueuses' de nouveau sur la sellette. La dure leçon de Montataire. La délocalisation ne résout pas tout: les Cartier, dont un fils mineur a été mis en examen hier soir pour homicide volontaire, avaient déjà été déplacés." Jean-François Guyot.

Le Monde, 25 juillet 1995. "De violents affrontements ont eu lieu à la cité des Martinets, à Montataire (Oise). Une famille récemment 'transplantée' dans ce quartier est à l'origine d'un homicide."

Libération, 28 juillet 1995. "Montataire, la violence et le feu au poste. Cinquième nuit d'affrontements entre jeunes et policiers dans une cité." Olivier Zanetta.

Libération, 28 juillet 1995. "Banlieues: des policiers alarmistes."

Le Monde, 29 juillet 1995. "Le calme est revenu à Montataire, après cinq journées de tension. Depuis le meurtre d'un jeune, samedi 22 juillet, la cité des Martinets a connu une succession d'affrontements. Policiers et élus redoutent que l'apaisement ne soit que provisoire." Jean-Michel Dumay.

Le Monde, 29 juillet 1995. "Eric Raoult en appelle à la 'responsabilisation des familles'." Aude Dassonville.

Le Monde, 30-31 juillet 1995. "L'adieu au 'grand frère' de la cité des Martinets". Jean-Michel Dumay.

L'Express, 17 août 1995. "Banlieues. Les cités interdites." Romain Rosso et Fadila Semai.

Libération, 23 août 1995. "Le parquet fait appel du jugement 'clément' des jeunes de L'Haÿ."

Libération, 25 août 1995. "Epinay, la mort au bout d'une balle perdue. Une femme tuée, un petit garçon blessé après une fusillade entre jeunes." François Wenz-Dumas.

L'Humanité, 25 août 1995. "Fairouz tuée par une balle perdue à Epinay-sur-Seine". Elisabeth Mérogis.

L'Humanité, 25 août 1995. "Violences à Saint-Denis".

La Croix, 26 août 1995. "Fusillade mortelle à Epinay-sur-Seine".

La Croix, 26 août 1995. "Empêcher l'accès des jeunes aux armes". Entretien avec Bruno Leroux, maire P.S. d'Epinay-sur-Seine. Propos recueillis par Caroline Pelé.

L'Humanité, 26 août 1995. "Louis Bayeurt: bousculer la peur et se rassembler". Propos recueillis par Elizabeth Merogis.

L'Humanité, 26 août 1995. "Jacky Viallet (FASP): c'est un cri d'alarme que nous lançons."

L'Humanité, 26 août 1995. "Des jeunes agressent des chauffeurs et des policiers dans une cité de Nice." Pierre Barbancey.

L'Humanité, 26 août 1995. "Fusillade d'Epinay: sept jeunes interpellés."

L'Humanité, 26 août 1995. "Vu du côté des policiers. Il y a des Cocotte-Minute prêtes à péter." Claude Marchand.

Libération, 26-27 août 1995. "Epinay: 7 interpellations après la fusillade. L'usage croissant d'armes à feu dans les banlieues se trouve au coeur du débat." François Wenz-Dumas.

Le Monde, 27-28 août 1995. "L'auteur du coup de feu mortel d'Epinay a été mis en examen pour assassinat. Les jeunes disent avoir agi sous l'emprise de l'alcool."

La Croix, 27-28 août 1995. "Guérilla urbaine à Nice". Michel Bovas.

L'Humanité, 28 août 1995. "Après la fusillade d'Epinay. Les 'grands frères' de la cité des Raguenets réagissent." Elisabeth Merogis.

Libération, 28 août 1995. "On voulait que Jérôme se livre lui-même à la police". François Wenz-Dumas.

Le Figaro, 28 août 1995. "Après le drame d'Epinay, nouvelle rixe mortelle en Seine-et-Marne. L'inquiétante 'justice des bandes de banlieue.' Tangy Berthemet et Françoise Dargent.

La Croix, 29 août 1995. "Huit arrestations après la fusillade d'Epinay".

La Croix, 29 août 1995. "Les incidents se multiplient".

Libération, 30 août 1995. "Quatre nouvelles interpellations à Epinay-sur-Seine".

Libération, 30 août 1995. "Un homme de 24 ans blessé par balle dans une cité de Conflans".

Libération, 30 août 1995. "Des policiers demandent des poursuites après les propos d'un groupe de rappeurs."

Le Figaro, 30 août 1995. "La police indignée. Couacs dans le rap de la haine. Le groupe 'Ministère amer' appelle ses fans à 'sacrifier du poulet'." Francis Puyalte.

Libération, 31 août 1995. "Ministère de l'intérieur contre Ministère Amer. Une plainte a été déposée contre le groupe de rap." Franck Johannès.

Le Figaro, 31 août 1995. "Jean-Louis Debré a déposé plainte auprès du garde des Sceaux. Cette petite musique de haine qui excède les policiers. Leurs syndicats estiment que les paroles du groupe Ministère amer, qui préconisent le 'sacrifice de poulets', constituent une incitation au meurtre. Les intéressés ne s'émeuvent pas de cette polémique."

Libération, 4 septembre 1995. "La tension persiste aux Fontenelles. Forte présence policière dans la cité de Nanterre après la mort d'un beur."

La Croix, 5 septembre 1995. "Violents incidents dans une cité de Nanterre".

La Croix, 5 septembre 1995. "Deux ministres à Vaulx-en-Velin".

L'Humanité, 6 septembre 1995. "Le procès d'un 'Black Units', meurtrier d'un 'Blacks Dragons'."

L'Humanité, 6 septembre 1995. "Quand la bande devient le seul univers, tout peut arriver".

Libération, 8 septembre 1995. "Mamadou, Black dragon sauvé du gang. En 1990, il participait à une rixe mortelle à La Défense. Il a été acquitté hier." Alain Auffray.

L'Humanité, 8 septembre 1995. "Mamadou a bien frappé Omar mais est acquitté." Cathy Capvert.

L'Humanité, 14 septembre 1995. "Incidents entre policiers et jeunes à Toulouse". Bruno Vincens.

Libération, 14 septembre 1995. "Echauffourées à Toulouse entre jeunes et policiers".

Folha de S. Paulo, 25 septembre 1995. "Adolescente mata 12 na França. Depois de assassinar a mãe, o padrasto e seu meio-irmão, Eric A., de 16 anos, se suicida." Vinicius Torres Freire.

Le Monde, 17 octobre 1995. "Plusieurs cités de banlieue ont été le théâtre d'actes de violence. L'explosion d'une voiture au Blanc-Mesnil inquiète les autorités."

L'Événement du Jeudi, 26 octobre 1995. "Contre l'explosion des cités: 'discrimination positive'."

L'Événement du Jeudi, 26 octobre 1995. "Toute discrimination est négative". Editorial. Albert du Roy.

L'Événement du Jeudi, 26 octobre 1995. "Les jeunes des cités contre la police. Le face-à-face de tous les dangers". Débat avec Alain Brillet, secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police, et Abderrahim Hafidi, professeur et sociologue. Propos recueillis par Florence Assouline et Frédéric Ploquin.

Le Monde, 31 octobre 1995. "La police des quartiers sensibles va recevoir de nouveaux équipements. Face à la multiplication des incidents violents dans les banlieues, le ministère de l'intérieur a décidé d'équiper ses fonctionnaires avec des gilets pare-balles supplémentaires, des véhicules plus puissants et des armes tirant des projectiles en caoutchouc.". Erich Inciyan.

Le Monde, 31 octobre 1995. "Le fusil 'Flash Balls'."

Le Monde, 31 octobre 1995. "Les syndicats de policiers demeurent circonspects".

Le Monde, 31 octobre 1995. "Provocation". Commentaire. Georges Marion.

Le Monde, 17 février 1996. "Pascal Compain condamné à huit ans d'emprisonnement. Les proches et les amis de la victime, un Zaïrois de 17 ans, ont vivement contesté le verdict de la cour d'assises de Paris, avant d'être expulsés du Palais de justice par la gendarmerie." Maurice Peyrot.

Le Monde, 8 mars 1996. "Deux adolescents avouent le meurtre d'un de leurs camarades."

Le Nouvel Observateur, 25 avril-1 mai 1996. "Avoir 15 ans sous les verrous. Paroles de petits criminels." Michel Naudy et Laurent Catherine.

Le Monde, 16 novembre 1996. "Les chanteurs de NTM condamnés à la prison ferme pour outrage à la police. Poursuivis devant le tribunal correctionnel de Toulon, à la suite d'un concert donné à La Seyne-sur-Mer, les rappeurs Kool Shen et Joey Star, outre une peine de trois mois de prison ferme, ont été interdits d'exercer leur métier pendant six mois."

Le Monde, 16 novembre 1996. "La police, la justice... Tous des fils/Corrompus, dans l'abus ils puent". Kool Shen, Joey Starr DJ's.

Le Monde, 16 novembre 1996. "Aux Etats-Unis, en Europe, une myriade de groupes jamais condamnés". Stéphane Davet.

Le Monde, 16 novembre 1996. "C'est dans l'ambiance du moment".

DOSSIER DE PRESSE : JOURNAUX BRESILIENS

Jornal do Brasil, 13 de julho de 1979. "Fogo mata, destrói e desabriga no Santa Marta".

Jornal do Brasil, 10 de fevereiro de 1985. "Prefeitura garante obras, mas favelados protestam".

O Globo, 24 de março de 1985. "Arquitetura popular, exercício contra as adversidades".

Jornal do Brasil, 19 de novembro de 1985. "Dona Marta terá plano inclinado".

Jornal do Brasil, 25 de maio de 1986. "Vida dos 800 mil favelados do Rio é marcada pelo medo".

O Globo, 17 de março de 1987. "Em abril a vida começa a mudar no Dona Marta".

Jornal do Brasil, 20 de maio de 1987. "Delegado aponta mapa do tóxico no Rio".

O Globo, 26 de julho de 1987. "Cidade tem 80 grandes traficantes".

Jornal do Brasil, 21 de agosto de 1987. "Morro de Santa Marta luta por domínio do tráfico".

Jornal do Brasil, 22 de agosto de 1987. "Polícia usa 150 homens e acaba com guerra no morro".

O Globo, 23 de agosto de 1987. "Guerra recomeça e PM encurrala traficantes".

Jornal do Brasil, 23 de agosto de 1987. "Guerra do Tráfico no Dona Marta chega ao terceiro dia".

Jornal do Brasil, 24 de agosto de 1987. "Traficantes desafiam a polícia num dia de trégua no Dona Marta. Cabeludo dá entrevista a vinte metros da PM, bandidos exibem armas".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "Tropa de elite fica de plantão no morro até a paz".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "Preso acusa PMs de conivência com marginais".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "Preso PM acusado de facilitar tráfico".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "Serviço reservado investiga denúncia".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "Detidos 17 adultos e 4 menores".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "Traficantes furam cerco no morro Dona Marta".

O Globo, 26 de agosto de 1987. "'Cabeludo' escapa vestido de mulher e 'Zaca' se esconde atrás de crianças."

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "As pistas da conivência".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "No Dona Marta, um espetáculo circense".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Desculpa de 'suspeito' não convence".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Bandido preso faz denúncias".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Zacarias Gonçalves, 'Zaca' aliou-se ao 'xerife' e ganhou força entre presos".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Emilson Fumero, bandido gaba-se de seu sucesso entre as mulheres".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Polícia sobe morro mas não acha ninguém".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Operação começaria ao amanhecer".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "No pé do morro, horas de expectativa".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Tensão é aliviada após a invasão".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Helio Vigio comandou escalada".

Jornal do Brasil, 26 de agosto de 1987. "Preso denunciou corrupção".

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "Santa Marta dorme tranqüila após pesadelo".

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "Ninguém sabe sobre espelho".

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "Artistas refutam acusação".

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "PM diz que invasão dos policiais alertou 'Cabeludo'."

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "Heusi explica segredo da invasão".

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "Após a guerra, a catarse."

Jornal do Brasil, 27 de agosto de 1987. "Polícia civil pode voltar ao Dona Marta".

O Globo, 27 de agosto de 1987. "Mais PMs presos do que bandidos do Dona Marta".

O Globo, 27 de agosto de 1987. "Major da PM critica polícia civil".

O Globo, 27 de agosto de 1987. "'Zaca' e 'Cabeludo', duas vidas de crimes".

O Globo, 27 de agosto de 1987. "Traficantes faziam depósitos em conta de policiais".

O Globo, 27 de agosto de 1987. "Contracheque prova que cúmplice de 'Cabeludo' é ex-soldado PM".

Jornal do Brasil, 28 de agosto de 1987. "'Cabeludo' perde muito mais".

O Globo, 28 de agosto de 1987. "Triagem revela prisão de cinco gerentes do tráfico".

Jornal do Brasil, 29 de agosto de 1987. "Morro de Dona Marta recebe a visita do Prefeito e Vizininho".

O Globo, 29 de agosto de 1987. "Túnel ligando morro a prefeitura preocupa coronel".

O Globo, 30 de agosto de 1987. "Cardeal : bicho e drogas levam violência às favelas".

O Globo, 30 de agosto de 1987. "Saturnino sobre o morro e promete contribuir para reduzir as tensões".

O Globo, 30 de agosto de 1987. "Ação da polícia do exército afeta venda de tóxico na Mangueira".

Jornal do Brasil, 30 de agosto de 1987. "Favela quer que PM apague as pichações de caveiras".

O Globo, 31 de agosto de 1987. "Tensão continua no Dona Marta com Pms acusados".

O Globo, 31 de agosto de 1987. "O 'poder paralelo' dos traficantes".

Jornal do Brasil, 31 de agosto de 1987. "Dona Marta vive um domingo de paz".

Jornal do Brasil, 31 de agosto de 1987. "A senha de maconha e cocaína".

Tribuna bis, 31 de agosto de 1987. "Reina, mulher de Denis : ele virou o protetor dos fracos e oprimidos".

Senhor, 2 de setembro de 1987. "O Exército deve uma resposta".

Jornal do Brasil, 2 de setembro de 1987. "PM investiga acusações".

Isto É, 2 de setembro de 1987. "A Explosão da droga nos guetos do Rio".

Folha de S. Paulo, 4 de setembro de 1987. "Cercos à venda aumentam o preço da cocaína".

O Globo, 4 de setembro de 1987. "Polícia Militar expulsa Sargento e Soldado envolvidos com traficantes".

Jornal do Brasil, 4 de setembro de 1987. "PM s encontram granada no Morro de Dona Marta".

Jornal do Brasil, 4 de setembro de 1987. "Corporação expulsa quatro".

O Estado de S. Paulo, 6 de setembro de 1987. "Guerrilha avança nos morros do Rio".

O Estado de S. Paulo, 6 de setembro de 1987. "O espírito carioca. E bem a sério".

Jornal do Brasil, 10 de setembro de 1987. "Polícia sobe o Dona Marta, prende quatro do bando de Zaca e apreende arsenal".

O Globo, 10 de setembro de 1987. "Presos cinco traficantes da quadrilha de 'Cabeludo'."

O Globo, 11 de setembro de 1987. "Traficante que denunciou ligação de PM s com 'Zaca' depõe na oitava vara".

O Globo, 11 de setembro de 1987. "Investigação dá início no Rio a Operação Mosaico".

Jornal do Brasil, 11 de setembro de 1987. " 'Boca Mole' não confirma tudo que havia dito".

Jornal do Brasil, 15 de setembro de 1987. "Promotor denuncia traficantes do bando de Cabeludo".

O Globo, 19 de setembro de 1987. "Encontro de líderes pede integração de favelas".

O Globo, 21 de setembro de 1987. "PM prende um traficante e troca tiros com outros três no morro Dona Marta".

O Globo, 22 de setembro de 1987. "Dona Marta exige respeito. Lavadeiras, cozinheiras e costureiras que moram na favela trabalham de graça (e ainda pagam) para dar a 120 crianças uma creche-escola no morro.

Jornal do Brasil, 25 de setembro de 1987. " 'Olheiro' chora temendo ser morto na cela".

Jornal do Brasil, 28 de setembro de 1987. " 'Cabeludo' tinha até fuzil da FAB".

Jornal do Brasil, 3 de outubro de 1987. "Polícia prende traficante do bando de Zaca".

Folha de S. Paulo, 5 de outubro de 1987. "Prefeitura aumenta verbas para favelas cariocas".

Jornal do Brasil, 6 de outubro de 1987. "Favelas vão ser saneadas pelo governo".

O Globo, 7 de outubro de 1987. "Morte de 'Paulo Maluco'. Boato que agita morros e leva muitos a hospital.

Jornal do Brasil, 8 de outubro de 1987. "Estado custeará obras municipais em cinco favelas."

Jornal do Brasil, 8 de outubro de 1987. "A aventura de 'Carla' no morro Dona Marta".

Jornal do Brasil, 11 de outubro de 1987. "'Guerra' entre traficantes chega a Tijuca".

Jornal do Brasil, 20 de outubro de 1987. "Juíza critica polícia e absolve traficantes".

Jornal do Brasil, 21 de outubro de 1987. "Saboya apura se houve falha em investigação".

Jornal do Brasil, 17 de novembro de 1987. "Polícia prendeu um do bando de 'Cabeludo'".

O Globo, 20 de novembro de 1987. "Armamento pesado vem da Bolívia e do Paraguai".

O Globo, 17 de dezembro de 1987. "Juíza : Brizola favoreceu crime".

Jornal do Brasil, 26 de dezembro de 1987. "Mais seis mortos."

Jornal do Brasil, 27 de janeiro de 1988. "Avalanche na favela mata um e fere três".

Jornal do Brasil, 28 de janeiro de 1988. "Geotécnica interdita cinco barracos".

Jornal do Brasil, 13 de fevereiro de 1988. "Deslizamentos matam seis pessoas no Rio."

Jornal do Brasil, 30 de outubro de 1988. "Morro Dona Marta protesta contra violência da PM".

Jornal do Brasil, 2 de novembro de 1988. "Cabo Cruz pára o Dona Marta".

Jornal do Brasil, 16 de julho de 1989. "Favela vai coletar seu lixo".

Jornal do Brasil, 8 de agosto de 1989. "Lixo de morro é disputado".

Jornal do Brasil, 16 de maio de 1990. "Prefeitura do Rio quer instalar teleférico no morro Santa Marta".

Jornal do Brasil, 29 de junho de 1990. "Cemitério é descoberto em Botafogo".

Jornal do Brasil, 5 de agosto de 1990. "Um terço da população vive em 500 favelas."

O Globo, 13 de dezembro de 1990. "Uma favela em busca de saúde".

O Globo, 27 de fevereiro de 1991. "Representante de favelados é assassinada".

O Globo, 1 de março de 1991. "Dona Marta : Vigio diw que Castelo é bandido".

Jornal do Brasil, 28 de fevereiro de 1991. "A perseguição aos líderes comunitários".

Jornal do Brasil, 28 de fevereiro de 1991. "Traficantes teriam matado Maria Lucia".

O Globo, 28 de fevereiro de 1991. "Traficante mata secretária na luta pelo poder no Dona Marta".

Jornal do Brasil, 1 de março de 1991. "Presidente de Associação sai do Dona Marta".

Jornal do Brasil, 4 de abril de 1991. "Número de favelas cresceu 60%. Levantamento feito pela Prefeitura mostra que total passou de 340 para 545 entre 82 e 90."

O Dia, 7 de junho de 1991. "Guerra no Dona Marta".

O Globo, 7 de junho de 1991. "Líder comunitário do Morro Dona Marta é assassinado".

Folha de S. Paulo, 7 de junho de 1991. "Líder de morro é sequestrado e morto no Rio".

Jornal do Brasil, 7 de junho de 1991. "Líder fugido do Dona Marta é morto a tiros com a mulher".

Jornal do Brasil, 8 de junho de 1991. "Porfírio rejeita 'Chicão'."

O Globo, 8 de junho de 1991. "Quatro líderes comunitários sob ameaça de morte".

Jornal do Brasil, 27 de junho de 1991. "Arte desce o Dona Marta".

O Globo, 2 de julho de 1991. "Moradores do Santa Marta se integram a arte pintando casas".

O Dia, 29 de julho de 1991. "Artista pinta o Dona Marta".

O Globo, 7 de maio de 1992. "O personagem : Francisco Hipólito Neto".

O Globo, 13 de maio de 1992. "Prefeitura faz pesquisa sobre condições de favelas do Rio".

Jornal do Brasil, 4 de julho de 1992. "Samba na Zona Sul. Dona Marta rompe com São Clemente e forma escola".

Jornal do Brasil, 16 de julho de 1992. "Incêndio na favela Dona Marta"

O Globo, 17 de julho de 1992. "Dona Marta tem 213 desabrigados após incêndio".

Jornal do Brasil, 18 de julho de 1992. "Vida que o Povo apagou".

Jornal do Brasil, 7 de outubro de 1992. "Protesto e tumulto fecham a São Clemente".

O Globo, 7 de outubro de 1992. "Favelados fecham rua e acusam PM de matar líder comunitário".

Jornal do Brasil, 7 de outubro de 1992. "O Povo na rua".

Jornal do Brasil, 8 de outubro de 1992. "Polícia não ouve pedido de favelados".

O Dia, 13 de outubro de 1992. "Polícia invade Dona Marta a bala".

O Globo, 14 de outubro de 1992. "PM s serão indiciados pela morte de Chicão".

Jornal do Brasil, 29 de novembro de 1992. "Um milhão de favelados".

O Globo, 12 de janeiro de 1993. "Santa Marta na avenida".

Jornal do Brasil, 22 de janeiro de 1993. "Santa Marta será toda urbanizada".

Jornal do Brasil, 23 de janeiro de 1993. "Favela concorda com urbanização".

O Dia, 18 de abril de 1993. "Mulheres ganham espaço no mundo dos traficantes".

O Dia, 24 de setembro de 1993. "PM reprime protesto de favela contra assassinato de rapaz. DRE diz que morto era ligado ao tráfico".

O Globo, 14 de março de 1994. "Traficantes castigam três ladrões com tiros na mão".

Jornal do Brasil, 14 de março de 1994. "Assaltada recorre a traficante".

Jornal do Brasil, 15 de março de 1994. "Traficantes saem do Dona Marta".

Jornal do Brasil, 21 de março de 1994. "Morro aprende a reciclar papel".

Jornal do Brasil, 26 de abril de 1994. "PM prende dois policiais a serviço de traficantes".

O Globo, 8 de maio de 1994. "Favelados se unem para comprar parabólicas".

O Globo, 9 de maio de 1994. "Entre a roda e a fortuna".

Jornal do Brasil, 25 de julho de 1994. "Tiroteios tumultuam Copacabana".

Jornal do Brasil, 27 de julho de 1994. "Tiroteio volta a ameaçar Copacabana".

O Globo, 28 de julho de 1994. "Polícia mata dois traficantes no morro Dona Marta".

Jornal do Brasil, 28 de julho de 1994. "Polícia mata bandidos no Dona Marta".

O Globo, 5 de agosto de 1994. "Traficantes impõem toque de recolher".

O Estado de S. Paulo, 7 de agosto de 1994. "General herói detesta violência e não anda armado".

Jornal do Brasil, 17 de agosto de 1994. "A favela pede socorro ao Viva Rio para ter paz".

O Globo, 19 de agosto de 1994. "Tiroteio deixa Botafogo acordado. Polícia cerca Dona Marta e mata três traficantes."

Jornal do Brasil, 19 de agosto de 1994. "Traficantes infernizam a noite de quatro bairros".

O Globo, 19 de agosto de 1994. "A guerra no Dona Marta".

Jornal do Brasil, 20 de agosto de 1994. "Morador acusa polícia de violência em favela".

O Globo, 20 de agosto de 1994. "Dona Marta : favelados apontam extermínio".

O Globo, 21 de agosto de 1994. "Na zona sul, o mercado da droga se espalha pelo asfalto e emprega até profissionais liberais".

O Globo, 21 de agosto de 1994. "Droga em qualquer esquina se acha".

O Globo, 21 de agosto de 1994. "Mercado de trabalho absorve de flanelinhas a taxistas".

Jornal do Brasil, 23 de agosto de 1994. "Trégua no Dona Marta".

Jornal do Brasil, 25 de agosto de 1994. "Tiroteio no Dona Marta".

O Dia, 4 de setembro de 1994. "Moradores de oito morros do Rio vivem em permanente estado de tensão por causa de guerra por pontos de droga sob a tirania do tráfico".

Jornal do Brasil, 25 de setembro de 1994. "Tiroteio entre grupos rivais no Santa Marta".

Jornal da Cidadania, 5 de outubro de 1994. "Projetos de formação profissional já beneficiam jovens pobres".

Folha de S. Paulo, 22 de outubro de 1994. "Salário inicial de PM é de R\$ 190".

Jornal do Brasil, 28 de outubro de 1994. "Vizinhança incômoda. Palácio da Cidade ergue muro no limite da favela."

O Estado de S. Paulo, 30 de outubro de 1994. "Guerra no Rio".

Jornal do Brasil, 1 de novembro de 1994. "Ação divide opiniões nos morros".

O Estado de S. Paulo, 1 de novembro de 1994. "'Tamanero', chefe do tráfico no Morro Santa Marta, afirma que ele e seus 200 'soldados' estão 'prontos para o que der e vier'."

O Estado de S. Paulo, 4 de novembro de 1994. "Silêncio é lei para os meninos dos morros".

Jornal do Brasil, 11 de novembro de 1994. "Helicóptero antecipa ação militar".

Jornal do Brasil, 18 de novembro de 1994. "Militares fazem cerco a cinco morros do Rio".

O Globo, 19 de novembro de 1994. "Exército bloqueia o tráfico em cinco favelas".

O Globo, 19 de novembro de 1994. "Exército cerca cinco morros".

O Globo, 19 de novembro de 1994. "Exército cerca cinco morros no Rio. Sessenta soldados sobem o Dona Marta".

O Dia, 19 de novembro de 1994. "Exército sufoca tráfico".

Folha de S. Paulo, 19 de novembro de 1994. "Exército sobe morro no Rio".

Folha de S. Paulo, 19 de novembro de 1994. "Mapa com descrição da operação Rio".

Folha de S. Paulo, 19 de novembro de 1994. "Operação Rio".

Folha de S. Paulo, 19 de novembro de 1994. "Exército cerca cinco morros no Rio".

Jornal do Brasil, 19 de novembro de 1994. "Exército cerca cinco favelas".

Jornal do Brasil, 19 de novembro de 1994. "Dia escolhido é o de maior movimento".

Jornal do Brasil, 19 de novembro de 1994. "Exército quer tráfico fora de favela até o Natal".

Jornal do Brasil, 19 de novembro de 1994. "Primeira fase é de asfixia econômica".

O Dia, 19 de novembro de 1994. "Invasão dos morros".

Jornal do Brasil, 20 de novembro de 1994. "Ocupação começou por favelas estratégicas".

Jornal do Brasil, 21 de novembro de 1994. "Guerra do tráfico definiu escolha dos alvos".

O Globo, 23 de novembro de 1994. "General diz que comando do tráfico está em Miami".

O Globo, 23 de novembro de 1994. "Tráfico desafia exército com foguetório".

Folha de S. Paulo, 23 de novembro de 1994. "Direitos são 'prejudicados' afirma general a vereadores".

Jornal do Brasil, 23 de novembro de 1994. "Tráfico provoca o exército no Dona Marta".

Revista Isto É, 23 de novembro de 1994. "Tiro de festim".

O Globo, 24 de novembro de 1994. "Soldado revistando criança no Dona Marta" (charge).

O Globo, 25 de novembro de 1994. "Aeronáutica vigia aeroclubes".

Jornal do Brasil, 26 de novembro de 1994. "Algo de novo no 'Front'. Zuenir Ventura."

O Globo, 27 de novembro de 1994. "Toque de recolher fecha Borel de madrugada".

Jornal do Brasil, 29 de novembro de 1994. "Militares investigam os líderes de favelas".